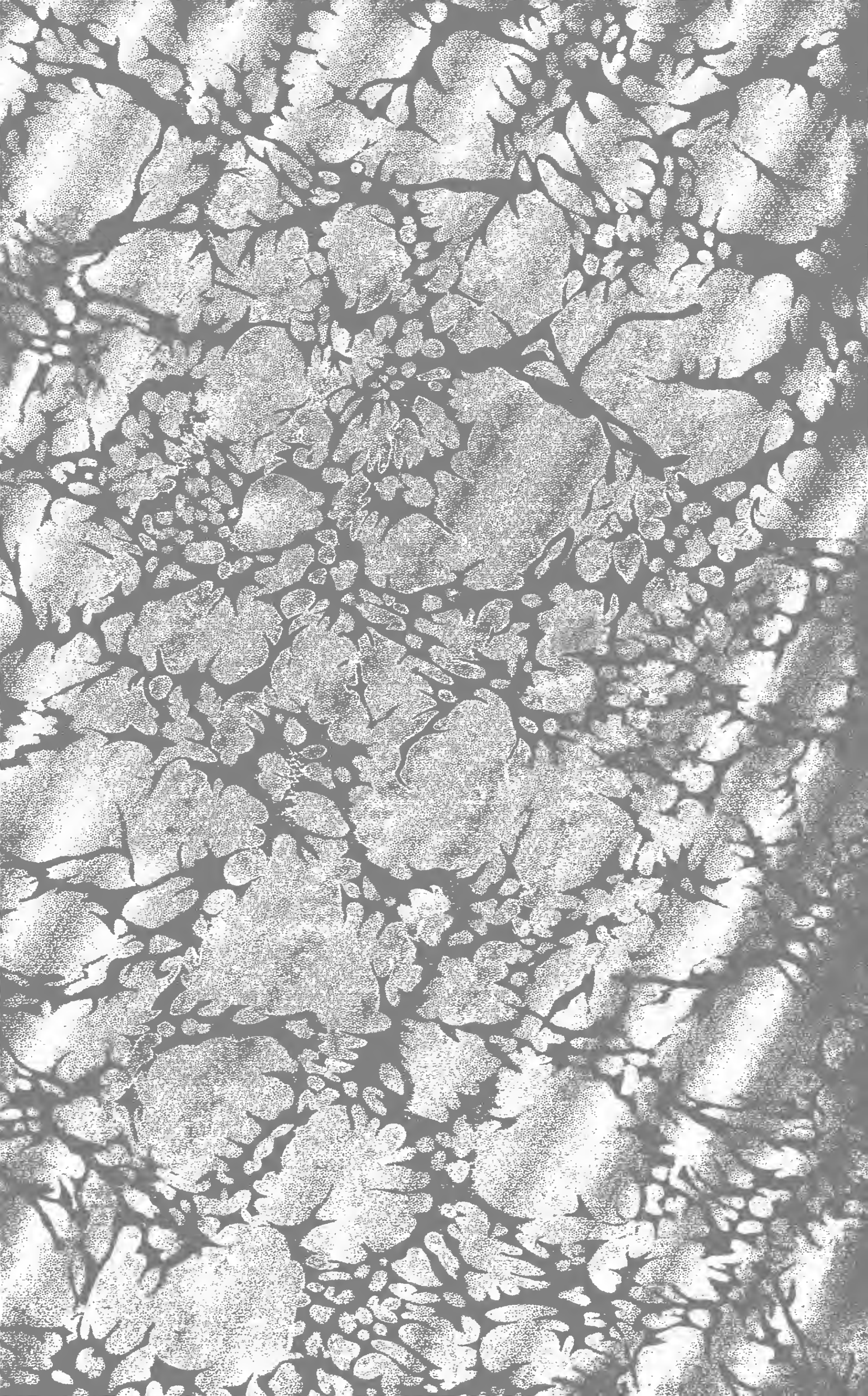


LES

GUERRES

SOUS

LOUIS XV,

PAR

LE COMTE PAJOL,

GÉNÉRAL DE DIVISION.

TOME VI.

PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET Cie,

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

—

1888.

LES

GUERRES

SOUS

LOUIS XV.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).

LES

GUERRES

SOUS

LOUIS XV,

PAR

LE COMTE PAJOL,

GÉNÉRAL DE DIVISION.

TOME VI.



PARIS,

LIBRAIRIE DE FIRMIN-DIDOT ET C[ie].

IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, 56.

—

1888.

PRÉFACE.

Pendant cette longue période de 1715 à 1774, nos régiments prennent une part active aux événements qui se passent à l'étranger. Aucun écrivain ne cite leurs noms, ni dans les guerres de l'Inde, du Portugal, du Canada, ni dans les expéditions lointaines. C'est un devoir de ne pas les laisser plus longtemps dans l'oubli, et de rechercher leurs états de services, leur conduite, leurs actions d'éclat, qui se rattachent au nom français.

Loin de la mère patrie, chacun de leurs combats est un combat glorieux, chaque action une action généreuse, chaque pensée une pensée d'amour du pays.

A l'abri de leurs tentes, de leurs hangars, de leurs huttes de paille, souvent en plein air, sous des cieux torrides, comme sous l'influence des climats froids et pluvieux, il ne faut pas les oublier; et il m'appartient de les faire revivre au milieu de nous, de les citer pour exemples en les associant à nos gloires militaires, puisqu'ils n'ont cessé de combattre sous le drapeau de la France. Honneur à ceux qui ont été moissonnés dans ces luttes lointaines, sans être animés par ce noble enthousiasme qu'engendrent la terre natale, le même langage, les mêmes mœurs, les mêmes habitudes. Toutes ces phases témoignent de la valeur des chefs; du courage, de l'intelligence de nos soldats.

Poursuivant la pensée de mettre en honneur notre vieille patrie, j'ai fait revivre les combattants de cette époque, partis pour grandir encore la France dans ces expéditions; la carrière militaire de ce temps ne fut pas une profession, un état, un métier, c'était la vie dévouée au pays.

Gloire à vous tous, héros obscurs tombés pour la gloire de la France et l'honneur du drapeau! gloire à vous, officiers et soldats! votre exemple n'a pas été perdu.

LES

GUERRES SOUS LOUIS XV.

CHAPITRE PREMIER.

PRISE DE MAHON (1756).

Mars. — Expédition de l'île de Minorque. — 16. Instruction royale sur sa composition. M. de Richelieu quitte Paris le 18 mars. — 22. A Marseille. — 23. A Toulon. Ordres donnés, déception sur les dispositions prises.

Avril. 9. Appareillage. — 10. Signal du départ. — 18. Arrivée aux côtes de Minorque. Incertitudes sur le point de débarquement. — 19-20. Toute l'armée occupe Ciudadella. — 23. Elle campe à 5 heures du soir devant Mahon, sur une hauteur peu éloignée du fort. Débarquement de l'artillerie. Toute la fin du mois est consacrée aux reconnaissances des abords du fort Saint-Philippe et à l'établissement des batteries.

Mai. 2-3. On travaille activement au chemin couvert. — 7. Ouverture du siège. Front d'attaque au faubourg de la Ravalle, fausse attaque sur le fort Marlborough. — 21. Établissement de nouvelles batteries. Quelques signes de découragement se manifestent dans les troupes et les états-majors. — 20-21. Engagement entre la flotte française et la flotte anglaise qui, battue, gagne Gibraltar. — 27. Le siège traîne en longueur; le maréchal de Richelieu réclame des secours avec instances.

Juin. 11. Un renfort d'artillerie arrive; on établit deux nouvelles batteries. — 25-26. Attaques sans succès. — 27. Le maréchal se décide à une attaque générale. — 28. A 5 heures du matin, prise de Mahon. — 29. Rédaction des articles de la capitulation.

Juillet. — Les honneurs de la guerre accordés à la garnison anglaise. — 7. Em-

barquement des Anglais pour Gibraltar. 11 B. laissés dans l'île sous M. de Lannion. L'armée retourne en France. Le dernier B. débarque le 19 à Toulon. Dispositions de M. de Lannion en prévision de l'arrivée d'une flotte anglaise, qui vient le bloquer complètement.

L'inégalité de nos forces navales avec celles de l'Angleterre était devenue effrayante depuis 1748. Notre marine s'était cependant un peu relevée sous l'administration de Machault (1), qui mit un grand nombre de vaisseaux sur les chantiers et fit des efforts extraordinaires pour s'approvisionner; des primes furent offertes aux corsaires; des armements considérables eurent lieu à Brest et au Havre; des troupes nombreuses réunies dans nos ports de la Manche devaient laisser craindre aux Anglais une descente soit sur leurs côtes, soit à Jersey ou Guernesey (2).

La menace d'une descente était la préoccupation générale en Angleterre. « La nation, dit Burke, tremblait sous une honteuse terreur panique, trop publique pour que nous puissions la cacher, trop fatale dans ses conséquences pour que nous puissions l'oublier. »

George II (3) demanda aux Hollandais des secours en hommes. La France protesta, considérant cet acte de la Hollande comme une déclaration de guerre. Le stathouder, Guillaume IV, mourut le 22 octobre 1751; sa veuve, fille de George II et princesse régente, n'osa point rompre la neutralité; mais le roi d'Angleterre, tout en

(1) Machault (J.-B. d'Arnonville), le 28 juillet 1754, secrétaire d'État de la marine, y montre activité et intelligence; arme l'escadre avec laquelle la Galissonnière défit Byng. (Voir le cinquième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 537.)

(2) M. le maréchal de Belle-Isle commandait sur toutes les côtes de l'Océan, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, par décision du 30 décembre 1755.

(3) George II (Auguste), roi de la Grande-Bretagne, monté sur le trône le 22 juin 1727, succédant à son père George Ier, dont la mère, la princesse Sophie, était petite-fille de Jacques Ier Stuart. Sa politique varie souvent entre les torys et les whigs. Après les guerres de la succession d'Autriche, auxquelles il prit part personnellement, les hostilités avec la France venaient de recommencer par suite de la lutte dans laquelle étaient entrés en Amérique les colons des deux nations. Au début, les Anglais éprouvèrent une suite de revers, la perte de Minorque les exaspéra, et le roi se résigna à mettre à la tête des affaires, vers la fin de 1756, Pitt, le futur lord Chatam. Si George II ne fut pas un grand roi, son règne du moins fut prospère à l'Angleterre. (Voir le deuxième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 29.)

n'insistant pas, se hâta d'appeler des corps mercenaires de Hessois et d'Hanovriens pour défendre la Grande-Bretagne.

On pourvut alors à la sûreté des colonies en y envoyant des vaisseaux et des troupes. Dès le commencement de l'année, de faibles escadres mirent à la voile de Brest pour l'Amérique. L'une alla défendre les petites Antilles, l'autre se porta dans les eaux de Saint-Domingue, une troisième au Canada, avec le général de Montcalm pour remplacer M. de Dieskau.

Les hostilités entre la France et l'Angleterre avaient repris le 13 janvier 1756. Le 11 mars, eut lieu un engagement entre les deux marines, et le roi, voulant profiter de l'éloignement de l'escadre anglaise, se décida à tenter un coup de main sur l'île de Minorque (1).

Le 16 mars, parut une instruction du roi fixant la composition du corps expéditionnaire. Le maréchal de Richelieu (2) était désigné pour en prendre le commandement en chef.

Le point d'attaque fut bien choisi; on ne pouvait porter une atteinte plus sensible à l'Angleterre que de lui enlever ce poste, d'où elle menaçait Toulon et dominait le bassin de la Méditerranée, Port-Mahon étant une position offensive bien plus redoutable que

(1) Les Anglais avaient conquis l'île de Minorque en 1708, pendant la guerre de la succession d'Espagne et pour le compte de leurs alliés. Établis, ils y étaient restés.

(2) Le maréchal de Richelieu exerçait déjà le commandement général sur toutes les côtes de la Méditerranée par pouvoir du 31 décembre 1755.

Richelieu (L.-F.-Armand de Vignerot du Plessis, duc de), fils d'Armand-J. Duplessis-Richelieu, général des galères et petit-neveu du cardinal par les femmes, né à Paris le 13 mars 1696. En 1712, présenté à la cour, il y obtint des succès; sur la demande de son père, mis à la Bastille pour ses fredaines, il n'en sortit que 14 mois après, pour devenir aide de camp de Villars. Sous la régence, il est le compagnon et souvent le rival du duc d'Orléans, qui le fit mettre deux fois à la Bastille, d'abord pour un duel, ensuite pour avoir trempé dans la conspiration de Cellamare; 1715, duc de Richelieu, colonel d'un régiment d'infanterie de son nom, fait la campagne de 1719; 1725, ambassadeur à Vienne, se signale dans la guerre de la succession de Pologne; 1745, dans la campagne de Flandre, à Gênes; 1757, en Hanovre; après le traité de Closter-Seven, ne vit plus que préoccupé d'intrigues et de plaisirs. A quatre-vingt-douze ans, il passait encore pour l'homme le plus aimable, le plus séduisant de son siècle. Se maria trois fois, la dernière fois à quatre-vingt-quatre ans : 1° le 12 février 1711, à Catherine de Noailles; 2° le 7 avril 1744, à Élisabeth-Sophie de Lorraine, fille de Joseph de Lorraine, prince de Guise; 3° en 1780, à Jeanne de Lavaulx, veuve d'Edmond de Rothe.

Richelieu (Armand-Emmanuel du Plessis, duc de), né à Paris en 1766, ministre sous Louis XVIII, était son petit-fils; mort en 1822, universellement estimé.

Gibraltar même. Le choix du chef maritime, M. de la Galissonnière, notre meilleur marin, fut approuvé par l'opinion, mais non celui du général. Malgré ses exploits de Gênes et de Fontenoy, le public se sentait fatigué du scandale des aventures galantes de Richelieu. L'événement néanmoins ne confirma pas les appréhensions que son nom avait suscitées.

Le maréchal devait emmener avec lui 25 B. divisés en 5 brigades, avec l'artillerie et le génie suffisants pour parer à toute éventualité; car on n'était pas précisément fixé à Versailles sur la nature des difficultés que l'on aurait à surmonter. Les renseignements sur l'île et ses défenses étaient fort vagues, les cartes fournies par le ministère de la guerre n'offraient que des généralités, et l'on fut obligé, au dernier moment, de prendre des avis de tous côtés. Le comte de Bermond, qui avait visité Minorque quelques années auparavant, fut invité à aller voir le duc de Richelieu. Il fallut même avoir recours aux lumières d'un patron de barque, ayant habité Mahon pendant quatre mois, qui promit une carte détaillée du pays, à laquelle on devait croire sur parole, et qui ne fut même pas fournie(1). L'expédition fut décidée malgré tout, et, la promptitude de l'exécution restant un des plus sûrs moyens de réussite, on poussa activement les préparatifs du départ, tout en s'efforçant de les tenir secrets.

Richelieu partit de Paris le jeudi soir, 18 mars, espérant trouver, à son arrivée à Marseille, tout en voie d'exécution. Son désappointement fut extrême : les troupes n'étaient pas encore concentrées, les approvisionnements nuls et pas un bâtiment de transport en état de prendre la mer.

Le 22, à Marseille, il y donna des ordres et en partit le 23, se dirigeant sur Toulon, laissant derrière lui, pour activer les préparatifs, le chevalier de Redmond et MM. de Luppé et de Retz.

A Toulon, nouvelle déception : l'escadre est loin d'être prête, et les officiers supérieurs de la marine montraient des dispositions

(1) Un fait incroyable, c'est que le gouvernement n'avait pas de plan de l'état actuel du fort Saint-Philippe et qu'on se détermina à l'attaque sur un plan remis par M. Massones, ambassadeur d'Espagne, qu'on croyait fort bon, mais qui était celui de l'ancienne forteresse du temps que les Espagnols la possédaient. On n'aurait jamais entrepris le siège de cette forteresse si l'on eût connu jusqu'à quel point les Anglais l'avaient rendue redoutable : sa prise est une espèce de miracle.

peu rassurantes. Le maréchal les trouva doutant non seulement de la réussite de l'expédition, mais même de son exécution.

Il fallait réagir à tout prix : le duc de Richelieu ne s'y épargna pas, sa confiance et son énergique activité animèrent bientôt ses subordonnés. La grande difficulté consistait à lever les équipages de la flotte. Les matelots, craignant la demi-solde jusqu'au départ, qui semblait rejeté bien loin, se cachaient et rendaient impossible l'armement des vaisseaux. Le maréchal promet la solde entière à partir du jour de l'embarquement; ce moyen ne produisant pas assez d'effet, il donne 6 livres à tous les matelots ayant fait acte de présence, promettant la même somme à ceux qui se hâteraient de rejoindre. Grâce à ces sacrifices, l'escadre est armée en peu de jours; elle se composait de 12 vaisseaux et de 5 frégates, sous M. de la Galissonnière. Sur les ordres de M. de Machault, ministre de la marine, le commandant du port devait armer la frégate la *Pléiade*, 4 galères et 4 chebecs destinés à rejoindre la flotte et à la renforcer.

ESCADRE. — Le *Foudroyant*, vaisseau de 80 (de la Galissonnière, amiral); la *Couronne*, 74 (marquis de Saint-Aignan); le *Redoutable*, 74 (de Glandevez); le *Sage*, 64 (de Mercier); le *Coulant*, 64 (chevalier de Raimondis); le *Fier*, 50 (Derville); le *Lion*, 64 (Villars de la Brosse); l'*Orphée*, 64 (Trogné de l'Éguille); l'*Hippopotame*, 50 (de Beaumont); le *Triton*, 64 (de Rochemore); le *Téméraire*, 74 (de Sabran); le *Guerrier*, 74 (de Grammont); la *Junon*, 42 (de Revest); la *Rose*, 30 (de la Clue); la *Gracieuse*, 24; la *Topaze*, 24; la *Nymphe*, 20. Les compagnies de grenadiers, placées à bord de ces bâtiments, sont destinées à renforcer les équipages en cas d'attaque des Anglais. L'escadre reçoit des approvisionnements pour trois mois et les bâtiments de transport pour quinze jours, à partir de celui de l'embarquement.

M. de Redmond ne restait pas inactif à Marseille; le 5 avril, tous les transports destinés aux troupes, à l'artillerie et aux munitions, furent dans le port de Toulon, prêts à partir. Les régiments s'embarquèrent au fur et à mesure de leur arrivée : le 4 avril, Vermandois, 2 B.; Rochefort (1), 2 B.; Médoc, 2 B.; le 5, Royal (2), 2 B.;

(1) Rochefort, incorporé dans Poitou. Voir n° 14, septième volume des *Guerres sous Louis XV*. (*Historique des régiments*, décision du 10 décembre 1762).

(2) Royal (voir n° 13). A Toulon en 1756; s'y embarque, le 9 avril, pour l'expé-

et Bretagne (1), 2 B.; le 6, Hainaut (2), 2 B.; Royal-Comtois, 2 B.; et la Marche, 1 B.; enfin le 7, Cambis, 1 B.; Royal-Italien, 1 B.; Talaru, 2 B.; Soissonnais, 1 B.; Briqueville, 2 B.; Royal-la-Marine (3), 2 B., et le B. d'artillerie de Chabrié.

Les compagnies de grenadiers séparées de leur B. sont embarquées sur les vaisseaux de guerre, avec une grande partie des états-majors, la compagnie de Boule (mineurs) et celle d'ouvriers (Boileau).

Les régiments : Cambis, 2 B., Nice, 2; Traisnel, 2, plus 300 canonniers de M. Bourquet, nerejoignirent à Mahon que le jour de la capitulation.

Telles étaient au 9 avril au matin, jour de l'appareillage, les forces de terre et de mer.

Le roi, dans son instruction du 16 mars, se bornait à l'envoi d'un lieutenant général et de deux maréchaux de camp. Sur les instances de M. de Richelieu, il revint sur cette décision, en lui accordant deux lieutenants généraux et six maréchaux de camp.

Lieutenants généraux: MM. de Maillebois et du Mesnil. — *Maréchaux de camp :* MM. de Lannion, de Laval, prince de Beauvau, prince de Wurtemberg, duc de Fronsac, de Monti. — *Brigadiers:* MM. de la Serve, lieutenant-colonel de Royal-la-Marine; de la Blinière, lieutenant-colonel de Royal; Guyol de Guiran, commandant l'artillerie; Roquépine, colonel de Royal-Comtois; de Talaru, colonel de Talaru; de Puysigneux, colonel de Royal; de Lodmont,

dition de Minorque. Le 18, descend le premier sur la plage de Ciudadella, qui se rend sans résistance. Le 8 mai, commencent les opérations. L'assaut eut lieu le 27. La brigade de Royal est à l'attaque de droite sur la redoute Marlborough et le fort Saint-Charles. Le capitaine de grenadiers la Grationnaye, à la tête de sa compagnie, ne voulant pas être dépassé par les volontaires, s'écria : « Je tiendrai pour ennemis du roi tous ceux que je trouverai entre la place et moi, » accomplit sa tâche; blessé par un coup de feu à la hanche. Royal est resté dans l'île jusqu'au mois de janvier 1763.

(1) Bretagne (n° 29). Ouvre la campagne de 1756, se signale à l'attaque des forts. Le capitaine de grenadiers Saint-Alby et le lieutenant Duperier y sont tués, deux autres officiers blessés.

(2) Hainaut, voir n° 33.

(3) Royal-Marine (n° 44); s'embarque en 1756, avec le duc de Richelieu, est cité à la prise de Mahon; chef de tranchée à la deuxième attaque de droite contre la lunette du Sud-ouest et le fort Saint-Charles. La Marine reste en garnison dans Minorque jusqu'en janvier 1763.

brigadier de cavalerie; de Puységur, colonel d'infanterie; de Grancey, colonel d'infanterie. — *Commandants du génie :* MM. Boniface et de Roquepiquet. — *Maréchal général des logis :* le chevalier de Redmond. — *Aides-maréchaux des logis :* MM. de Puységur, de Lupé, de Retz. — *Major général :* de Sonin, major de Royal. — *Aides-majors généraux :* de Rochemond, Couturel, major de Rochefort, et de Gerin. — *Commissaire ordonnateur faisant fonctions d'intendant :* de Canson. — *Commissaires des guerres :* MM. de Falconnet, Duvivier, de Portalis fils, Detose.

Tous les B. sont à 13 compagnies, complétées au moment du départ. L'effectif du B. est de 525 hommes. Le deuxième B. de Cambis, en garnison à Monaco, est destiné à faire partie de l'expédition; mais comme, grâce aux démarches à faire près la cour de Turin, pour obtenir son passage par le comté de Nice, il arriverait en retard, on le remplace par le Royal-Italien, qui est plus à portée. L'artillerie, commandée par M. de Guiran, se compose de 36 pièces de différents calibres. Si cette quantité est insuffisante, le roi autorise le maréchal à en demander d'office à M. d'Allard, commandant l'artillerie dans le département de Provence. Au dernier moment, Richelieu prend à Antibes quelques grosses pièces de siège, donnant au ministre pour raison de cet emprunt l'importance du siège d'après les divers renseignements recueillis sur la force de la place.

Le 8 avril, tout était prêt pour le départ; mais, le vent soufflant en tempête, la flotte resta dans le port.

Le 9 au matin, l'amiral donne le signal de l'appareillage, qui se fait avec un certain désordre, par un vent frais de l'est. Un instant même, de graves appréhensions se portèrent sur le vaisseau le *Sage*, qui faillit s'échouer au cap Cépet. En présence de ces mauvaises conditions, l'amiral se décide à attendre au lendemain.

Le 10 au matin, le signal du départ est donné par un temps relativement calme. La sortie s'opère en bon ordre; mais, le vent venant à changer de direction et à fraîchir, on est forcé de relâcher aux îles d'Hyères, relâche mise à profit pour la réparation de quelques avaries produites dans le convoi.

Le 12, on reprend définitivement la voile, malgré plusieurs accidents, notamment l'abordage de deux bâtiments du convoi par le vaisseau le *Triton*.

A M. le ministre de la guerre.

« A mon départ de Toulon, je fus accueilli d'une tempête, le 13 avril, qui sépara beaucoup de bâtiments que je menais avec moi, au nombre de 198 voiles, indépendamment des vaisseaux de guerre. Plusieurs furent démâtés, d'autres firent de l'eau et furent obligés de retourner à Toulon, Marseille et même quelques-uns en Corse. Tous ont rejoint, et il ne manque que trois tartanes chargées de quelques subsistances, dont une a été prise.

« Je débarquai le 18 à Ciudadella, ville assez bien fortifiée, à l'extrémité de l'île, à l'opposition de Mahon, assez considérable par le nombre des édifices. Les Anglais l'abandonnèrent sur-le-champ à l'approche de notre flotte et de notre débarquement, et ils en firent de même à Fornel, où il y a un port assez considérable défendu par un fort, dont je m'emparai le lendemain; et ayant appris que les ennemis en se retirant commençaient à faire du dégât, je fis marcher sur-le-champ 24 compagnies de grenadiers soutenues d'une brigade d'infanterie commandée par M. du Mesnil, qui alla chasser les ennemis et camper à Mercadal, qui est dans le centre de l'île. J'allai le joindre le surlendemain avec le reste de l'armée. »

L'expédition atteignait donc Minorque après une traversée peu accidentée, nullement inquiétée par l'escadre anglaise; mais, rien n'avait été prévu pour le débarquement : aucun point de la côte où l'on devait aborder n'était précisé. Aussi le duc de Richelieu se trouva-t-il assez embarrassé en présence d'un abord difficile et d'une ville comme Ciudadella, assez bien fortifiée, en état d'empêcher toute tentative de débarquement. « Cette ignorance des côtes de Mahon tenait à ce que la marine française, à moins de se trouver en cas d'extrême détresse, n'osait pas mouiller près des côtes appartenant à l'Angleterre. » (*Lettre du prince de Wurtemberg*) (1).

On avait d'abord proposé la baie d'Aye pour le débarquement, puis aussi le port de Fornel, défendu par deux petites tours en ruine et à peine armées. Mais la marine craignit pour ses vaisseaux

(1) Frédéric-Eugène, frère cadet du duc Charles de Wurtemberg, titré prince Frédéric, général-lieutenant de cavalerie, né le 21 janvier 1732, envoyé par le roi de Prusse et autorisé à suivre la campagne. (Voir le cinquième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 9.)

le feu rasant de ces tours. Enfin un capitaine marchand proposa l'île d'Aire comme le meilleur point de débarquement. C'était là en effet que les Anglais avaient débarqué en 1708, lors de leur occupation pendant la guerre de la succession d'Espagne.

Cependant Richelieu, voyant tous les habitants réunis sur le bord de la mer et faisant des signes amis, pensa que les Anglais avaient peut-être évacué la ville et envoya immédiatement, pour s'en assurer, une chaloupe montée par des grenadiers et M. d'Aubaret, enseigne de vaisseau. Cet officier revint bientôt à bord de l'amiral ramenant avec lui les principaux de la ville, porteurs des clefs de Ciudadella et d'offres de services de la part des habitants. Des compagnies de grenadiers, dirigées par MM. de Lannion et de Maillebois, envoyées pour explorer la côte, rentrèrent annonçant que rien ne s'opposait au débarquement. On se mit donc sans retard en devoir de l'effectuer, de le continuer le 19, et le 20 au matin toute l'armée occupait Ciudadella.

Dès le 19 au matin, MM. du Mesnil (1) et de Monteynard sont envoyés en avant-garde avec les compagnies de grenadiers et la brigade de Royal. Cette troupe, dirigée sur Mahon, dut s'arrêter à Mercadal (petit village à cinq lieues de Ciudadella et de Mahon), au pied du Toro, point culminant de l'île, sur la grande route de Minorque, qui va de Mahon à Ciudadella, après dix heures de marche accablante par une route coupée en plusieurs endroits, et ayant eu à franchir quatre ponts ruinés par les Anglais, qu'il fallut rétablir. La fatigue extrême des grenadiers, jointe à la température torride régnant à cette époque à Minorque, rendait impossible une marche plus longue. Le maréchal décida donc que l'armée ferait séjour, le 20, à Ciudadella. Il enjoignit seulement au prince de Beauvau de gagner Ferrarias, situé à égale distance de Ciudadella et de Mercadal, avec les 2 brigades de Hainaut

(1) Chastelier (Charles-Louis-Joachim de), marquis du Mesnil, né en 1700; sert dans les gardes du corps de 1715 à 1730; 1743, brigadier; 1er mai 1745, maréchal de camp; 10 mai 1748, lieutenant général; 1757, campagne du bas Rhin; 1758, armée de Soubise; 1759-1760, armée d'Allemagne; 1761, bas Rhin; mort le 1er mars 1764. Très dangereux par son caractère. On prétend que c'est lui qui, à la bataille de Fillengshausen, engagée imprudemment par le maréchal de Broglie, par excès de vanité et d'ambition, donna au prince de Soubise l'affreux conseil de ne pas secourir le maréchal et de le laisser battre. (D. G.)

et de Soissonnais, pour relier à l'armée les grenadiers de M. du Mesnil.

Le 21, le maréchal s'y transporte de sa personne avec toute l'armée, ne laissant que 1 B. à Ciudadella (1er de Briqueville).

Le 21, les 2 brigades de Beauvau rejoignent M. du Mesnil à Mercadal et marchent sous ses ordres jusqu'à Léor, occupé dès la veille par 6 compagnies de grenadiers aux ordres de M. de Briqueville. Le 22, il s'arrêtait à Léor, à trois lieues de Mahon, après avoir rallié les grenadiers de M. du Mesnil.

M. de Beauvau, prenant alors les devants avec toutes les compagnies de grenadiers de l'armée et un piquet de 50 hommes de chaque régiment, s'empare de la ville sans éprouver de résistance, le général Blackney, gouverneur de l'île, s'étant déjà retiré dans le fort Saint-Philippe. M. Raulin de Belval, lieutenant-colonel de Royal-Italien, est nommé à ce moment commandant de la place, M. de Beauvau trouva la ville évacuée, sauf le faubourg de la Ravalle, situé sous le feu du fort. Il s'établit en dehors de ce faubourg. Feignant d'être surpris par cette agression, Blackney envoya immédiatement un parlementaire au maréchal de Richelieu pour lui demander à quel titre avait lieu cette descente à main armée dans son île, ne sachant pas qu'il y eût déclaration de guerre entre les deux nations. Richelieu lui répondit que les vaisseaux du roi avaient été encore bien plus surpris que lui de se voir attaquer par la marine anglaise, contre la foi des traités. Sur cette réponse, le maréchal porta immédiatement son armée sur Mahon et la fit camper le 23 avril, à 5 heures du soir, sur une hauteur peu éloignée du fort, mais en dehors de l'action de ses feux. Ce camp tout provisoire sur un terrain coupé en tous sens de murailles assez élevées, en pierres sèches, ne présentait aucune garantie de sécurité.

A son arrivée devant Mahon, le maréchal ne comptait plus que 22 B. Il avait dû en laisser 1 à Fornel, occupé sans coup férir avec des volontaires envoyés par le prince de Beauvau, un second à Ciudadella pour appuyer le débarquement de l'artillerie; enfin le premier B. de Cambis manquait en presque totalité, ainsi que 3 compagnies de Vermandois. Lors de l'abordage du *Triton*, au moment du départ des îles d'Hyères, le bâtiment qui portait M. de Cambis et son premier B. étant avarié, il dut relâcher à Toulon.

Plusieurs bâtiments de transport avaient aussi abandonné la flottille pour rentrer dans le port, par la mauvaise foi de leurs patrons, qui, ayant pris des équipages insuffisants pour gagner davantage, trouvèrent plus commode de fuir devant le vent que de lui faire tête. Le maréchal s'en plaignit amèrement à M. de Machault et demanda une répression sévère. Le siège d'une forteresse de l'importance de Mahon ne permettait pas au maréchal d'agir à la légère. Aussi envoya-t-il immédiatement l'ordre à M. de Mirepoix de réunir 4 B. à Marseille, où il les enverrait chercher. Par le même courrier, il enjoignit au duc de Villars de joindre à ces 4 B. le deuxième B. de Cambis qui avait eu le temps d'arriver de Monaco.

En s'embarquant, Richelieu avait dégarni complètement la côte de Provence; aussi craignait-il que les Anglais, instruits de cette circonstance, n'en profitassent pour y faire une descente. En effet, il n'y avait en ce moment sur la côte de Provence que le deuxième B. de Cambis et 5 B. de milice très médiocres. Par précaution, il appelle à Marseille les régiments de Saint-Chamond (1) et de Royal-Corse; en même temps il écrit au ministre de la guerre, lui demandant de confier à M. de Mauriac, gouverneur de Marseille, la défense des côtes de Provence avec les moyens nécessaires.

Pendant que l'armée marchait sur Mahon et s'y installait, M. de la Galissonnière travaillait activement à débarquer le matériel. Pour éviter l'encombrement, il décida que l'artillerie descendue à Ciudadella se dirigerait sur Mahon; que le convoi irait s'abriter dans le port de Fornel, où il placerait ses approvisionnements en vivres, et que les munitions de guerre seraient portées par des tartanes à la Moskita et déposées sur cette plage, peu distante de Mahon. Le débarquement de l'artillerie à peine achevé, on s'aperçut de l'absence complète des charrois dans l'île. Toutes ces difficultés retardèrent considérablement l'ouverture de la tranchée. On dut faire construire des chariots, et Richelieu, pour activer l'arrivée de son

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*). — Saint-Chamond, du 1er février 1749 au 11 mai 1762; voir Dauphiné, n° 21. A Toulon en 1756, devait s'y embarquer; mais quand arriva son deuxième B., l'armée avait profité d'un vent favorable et était partie; il fut envoyé à Nantes au commencement de 1757. Son premier B. seul resta détaché jusqu'en 1758.

artillerie, envoya M. de Maillebois à Ciudadella avec les troupes nécessaires à l'organisation des convois.

Le 27 avril, cet officier général terminait tous les arrangements qui furent, par la suite, la base des dispositions de nos convois. La grosse artillerie partait de Ciudadella (1) par la route de Mercadal, traînée par les bœufs destinés à la subsistance de l'armée. Ils étaient divisés en quatre relais de quarante paires chacun. Deux relais étaient toujours en marche avec deux convois. Des hommes, du premier B. de Briqueville, dirigeaient et escortaient ces convois jusqu'à Mahon. Le 28, M. de Maillebois dirige par terre le premier convoi d'artillerie et se transporte avec lui à Mercadal, où il trouve M. de Monteynard avec le reste de la brigade Briqueville, chargée d'assurer la sécurité des transports. Il y reste jusqu'à la fin du mois, laissant ensuite à M. de Monteynard le soin de continuer.

M. de la Galissonnière, resté vis-à-vis de Ciudadella, pendant tout le temps du débarquement des munitions, se décide à en partir le 24 avril et à venir croiser devant le port de Mahon. Il y arrive trop tard pour s'emparer de deux vaisseaux anglais de 60 et de trois frégates de 30 canons qui venaient de conduire dans le port une dizaine de bâtiments marchands français capturés par eux. Ces vaisseaux n'avaient quitté le port que la veille de notre arrivée devant Mahon. Les vents contraires et la crainte de tomber au milieu de notre escadre les avaient empêchés de partir plus tôt. Un conseil de guerre, tenu entre les commandants des vaisseaux et le général Blackney, mit fin aux hésitations, et ils se décidèrent à se faire remorquer hors du port, laissant au gouverneur bon nombre de canonniers matelots, très utiles à la défense. Les Anglais abandonnèrent leurs prises dans le port. Les bâtiments français, après le départ des Anglais, se mirent à l'abri des canons du fort Saint-Philippe dans le fond du port, avec leurs approvisionnements, ainsi que ceux d'un navire danois chargé de blé. La conduite de l'amiral fut jugée très sévèrement. Il était en effet plus naturel de laisser quelques frégates à la surveillance du débarquement et d'envoyer les vaisseaux bloquer les Anglais dans le port. Depuis son arrivée

(1) Ciudadella, ancienne capitale de l'île de Minorque. Place forte, ainsi que son nom l'indique, entourée de fortifications. Petit port, peu profond, mais bien abrité.

devant Mahon, tout le temps de Richelieu fut employé à la reconnaissance du terrain, des abords du fort Saint-Philippe, à la rectification de son camp et à l'établissement des premières batteries. Les abords du fort n'offraient qu'un terrain rocailleux, inattaquable au pic des mineurs et défiant toute tentative de tranchée. C'est en grande partie ce qui le décida à choisir comme front d'attaque celui qui était parallèle au faubourg de la Ravalle, appelé par ses murs à lui rendre de grands services. Les murailles, les chemins, couverts du fort, étaient en parfait état et l'artillerie imposante. Le camp dut être maintenu à peu près à l'endroit où il avait été établi provisoirement, le terrain rocailleux ne permettant pas d'enfoncer les piquets des tentes. Les chemins nombreux, il est vrai, mais bordés de murailles en pierres sèches, très étroits et creusés dans le roc, ainsi que le manque total de paille dans l'île, rendirent cet établissement très pénible; M. de Richelieu dut en fair evenir de Catalogne et des côtes de Provence. Une batterie de mortiers est résolue sur la hauteur de la tour des Signaux, face à Saint-Philippe, mais de l'autre côté du port. Maillebois, qui à son retour de Mercadal avait été chargé du service de chef d'état-major général, décida lui-même l'emplacement de cette batterie dont on attendait de grands résultats. Le commandement en fut donné à M. Leblanc, capitaine d'artillerie.

Les 2 et 3 mai, on travaille activement à rendre praticable aux canons le chemin très escarpé qui y conduisait; 800 travailleurs, dirigés par les ingénieurs (1), y sont employés jour et nuit, et 200 hommes, commandés par M. de Beaumanoir, chargés de protéger la batterie. La brigade de Briqueville, occupée des convois à Mercadal, reçoit l'ordre de faire des gabions pour les batteries projetées; M. le Blanc, celui d'aller reconnaître les abords de la place dans la nuit pour déterminer les points d'attaque. La reconnaissance opérée, cette batterie prend à revers les lunettes de l'ouvrage de la Reine. Une autre batterie de mortiers, placée à la droite de la première, donnera des feux sur tout le fort et empêchera l'entrée du port.

(1) Plus tard, 2 juin, dans une lettre adressée par M. de Maillebois à M. d'Argenson, ces ingénieurs sont traités d'une manière très sévère : il y est dit que pas un d'entre eux n'est capable d'établir un logement dans le chemin couvert.

Le 4, en plein jour, M. de Beaumanoir, capitaine au régiment Royal, reconnaît le petit fort Philippète, placé entre Saint-Philippe et les Signaux, sur une petite langue de terre. Il trouve le fortin abandonné, son artillerie, composée de pièces de 27 et 24, enclonée et les affûts brisés, preuve certaine que les Anglais avaient plus d'artillerie qu'il ne leur en fallait. Philippète, dominé par le fort Saint-Philippe, fut abandonné immédiatement comme n'étant d'aucun secours à l'attaque, bien qu'avantageux par sa position, car, sur les instances de M. de Maillebois, on y établit, vers la fin du siège, une batterie qui fit beaucoup de mal à l'ennemi.

Le maréchal avait à se plaindre des procédés des Espagnols à notre égard. Il écrivit à ce sujet à l'ambassadeur de France à Madrid :

M. le maréchal de Richelieu à M. l'abbé de Bernis, ambassadeur près le roi d'Espagne.

« Quartier général de Mahon, 5 mai 1756.

« En arrivant à Ciudadella, j'envoyai le lendemain un bâtiment à Majorque, avec un aide-maréchal général des logis de mon armée, pour voir avec le consul de France les moyens qu'il y aurait de tirer des secours de cette île, dont celle-ci ne peut manquer pour la commodité et le soulagement de notre armée. J'appris, deux jours après, par une barque qu'on me renvoya de Majorque, que M. le marquis de Cayro, capitaine général de cette île, avait envoyé chercher notre consul, dès qu'il avait appris notre approche, pour lui faire des compliments et l'assurer qu'il avait reçu des ordres, il y avait peu de jours, du ministre d'Espagne, de l'observation qu'il devait faire entre les Anglais et nous de cette égalité parfaite qu'il semble même qu'on veuille nous faire valoir avec des compliments.

« Vous verrez cependant les sujets que j'ai, malgré cela, de m'en plaindre et les représentations qu'il me paraît que vous devez faire sur cela à la cour d'Espagne, et les inconvénients que l'armée du roi pourrait trouver dans cette conduite. Il est bien fatal que nous l'éprouvions de la part de l'Espagne dans une conjoncture dont elle pourrait tirer un avantage qu'elle ne retrouvera peut

être de cent ans, puisque vous savez qu'il ne tient qu'à elle de rentrer dans une partie aussi considérable qu'importante de son ancien domaine et qui peut la rendre l'arbitre du commerce de la Méditerranée, au lieu que ses véritables ennemis l'ont été depuis qu'ils avaient cette possession. Je dis ses véritables ennemis, parce que, assurément, les Anglais sont bien plus ceux des Espagnols que de nous, parce qu'ils ont beaucoup plus à y gagner et que les portions de commerce qu'ils en viendraient arracher pour arriver à la despoticité universelle de ce même commerce ne peuvent aller dans aucune proportion; mais la fatalité qui subsiste depuis cinquante-cinq ans fait qu'il n'y a pas eu depuis ce temps-là un instant où le ministère de France et d'Espagne n'ait eu des raisons plus légitimes de se plaindre l'un de l'autre contre leurs véritables intérêts à nous deux... » (Archives des affaires étrangères. France. Série brune, t. DCXI.)

Le 7 mai, le maréchal arrêta définitivement le front d'attaque, face au faubourg de la Ravalle, à peu de distance des palissades des premiers ouvrages du fort; les rues devaient servir de parallèles, la nature du terrain s'opposant à l'ouverture des tranchées. Ce faubourg est occupé immédiatement par M. de Briqueville à la tête de 500 hommes, occupation préparée la veille par 100 volontaires qui, ayant poussé une reconnaissance de ce côté, avaient refoulé dans la place les Anglais occupant encore le faubourg de la Ravalle. Pendant ce temps, Richelieu, pour faire une diversion, ordonnait à M. de Roquepine une fausse attaque sur le fort Marlborough. Ce mouvement eut un plein succès, et M. de Roqueville s'y installa de son mieux. M. de Maillebois lui envoya alors le régiment de Royal et 1 B. de Royal-Comtois, destinés à former la garde de tranchée. M. de Richelieu, après avoir reconnu lui-même les dispositions prises pour l'ouverture de la tranchée, fit retirer ces troupes, ne laissant qu'un brigadier et 400 hommes.

La fausse attaque que, le 9, M. de Roquépine avait reçu l'ordre de faire, sur le fort Marlborough avait pour but de permettre à M. de Maillebois l'établissement de deux batteries à droite et à gauche de la Ravalle, et d'une troisième de mortiers en deçà de la Ravalle. On décida en même temps l'emplacement des batteries à construire et la création de traverses, dans les rues enfilées par l'artillerie de la place. M. de Maillebois fut chargé de l'exécution

immédiate de ces ordres. A partir de ce moment, l'ennemi commence, pour nous arrêter (1), un feu très violent sur le faubourg de la Ravalle. Malgré cela, le 11, après d'actifs travaux, les batteries de mortiers se trouvaient en état de commencer.

Déjà, le 9, la batterie de la tour des Signaux avait ouvert son feu, qu'elle continua avec succès jusqu'à la fin du siège, malgré les efforts des assiégés qui réunirent jusqu'à vingt pièces pour la faire taire. La batterie voisine de mortiers n'eut qu'un effet médiocre, à cause de la nature du terrain et des affûts qui, à moitié pourris, se brisaient sous l'effort des charges forcées que l'on devait mettre dans les mortiers à cause de la distance du but à atteindre.

Le 11, M. de Roquépine reçoit aussi l'ordre de construire une batterie du côté de Marlborough. Cette batterie de mortiers est destinée à agir sur Marlborough et à protéger un débarquement dans la cale de Saint-Étienne.

Dispositions des batteries jusqu'au 21 mai. — 1° En première ligne, pour battre Strugen et Argyle, une batterie, que l'on dut bientôt abandonner, à cause de sa proximité et du feu écrasant qui l'accablait. M. d'Épinay, capitaine d'artillerie, qui la commandait, est tué en la construisant. 2° En arrière de cette batterie, M. de Saint-Michel en commandait une de 7 mortiers, d'un très bon service pendant tout le siège. 3° M. de Saint-André a le commandement d'une batterie, tirant un peu plus vers l'angle saillant des mêmes ouvrages. Cette batterie ne put tirer que le 7 juin. Elle souffrit beaucoup, mais ruina en partie les défenses de Strugen et d'Argyle. 4° La batterie voisine de droite de M. de Saint-Michel commence à tirer en même temps que lui et donne de bons résultats. 5° La batterie Dolzy, tirant sur le front d'attaque principal et en particulier sur l'ouvrage de la Reine. Cette batterie tire pendant tout le siège, souffre beaucoup, sans être un instant démontée. 6° La batterie Dolzy avait à sa droite une batterie qui la protégeait et incommodait beaucoup l'ennemi. Toutes ces batteries tirèrent sans discontinuer jusqu'au 21 mai où Richelieu, reconnaissant leur impuissance et ayant reçu des renforts en artillerie, ordonna la création de nouvelles batteries.

(1) Il est à remarquer que les Anglais ne voulurent pas commencer à tirer les premiers, et nous laissèrent ainsi la responsabilité de l'attaque.

Augmentation des batteries depuis le 21 mai jusqu'au 24 juin. — 1° Celle de M. Saint-André démasquée le 7. 2° Celle de la Pelouze, tirant à ricochet, démasquée le 22 mai. 3° Batterie située entre celle de Dolzy et celle d'obusiers. Le commandement de cette batterie est donné à M. Leblanc, qui a construit celle de la tour des Signaux, où sa présence est devenue inutile. Démasquée le 5 juin au matin, elle détruit plusieurs des défenses de l'ennemi et écrête même considérablement le corps de place. 4° Batterie de Philippète, construite sur la demande expresse de Maillebois, commandée par M. de Louvicourt, prend à revers les ouvrages battus par la batterie Saint-André, qui souffre beaucoup du feu de la place. 5° Batterie d'Épinay, reconstruite. 6° Batterie un peu plus à droite, entre la batterie de Saint-André et le port. Ces deux dernières batteries, aux ordres de M. de Saint-Michel, soulagèrent beaucoup la batterie Saint-André et ruinèrent les défenses de l'ennemi.

Le feu de toutes ces batteries était loin d'éteindre le feu de la place, qui semblait augmenter d'intensité quand une nouvelle batterie venait à être démasquée. Les assiégés, à l'abri dans leurs casemates, laissaient au service des pièces le nombre d'hommes strictement nécessaire pour les manœuvrer, et, confiants dans la profondeur de leurs fossés et la hauteur de leurs escarpes, ils ne se préoccupaient nullement de nos démonstrations sur son front d'attaque. La ville, très largement approvisionnée en vivres et munitions, défendue en outre par une garnison très suffisante, pouvait nous tenir bien longtemps en échec. La garnison se composait de 4 régiments d'infanterie : Effinghem, Cornwallis, Fusiliers de Galles et Royal.

Tous ces symptômes n'étaient guère rassurants, et Richelieu commençait à concevoir des inquiétudes sérieuses sur la longueur du siège. Les effets de l'artillerie ennemie, sans être excessivement meurtriers, ne laissaient pas que d'être appréciables, et déjà vers le 25 mai les ambulances s'en ressentaient. Il est vrai que dans le nombre se trouvaient beaucoup de fiévreux. La température accablante, les travaux nécessités par le manque de voitures, la construction des gabions dont les matériaux provenaient de l'intérieur de l'île, les gardes de tranchée (1), influaient beaucoup sur le moral

(1) Le maréchal, craignant une sortie des assiégés, décida qu'à dater de l'ou-

de la troupe. L'état-major général lui-même était atteint, et sa confiance dans le succès semblait décroître de jour en jour.

Le maréchal était forcé de voir ces signes de découragement; aussi écrivait-il souvent en France, envoyant les ordres les plus précis pour l'expédition de son artillerie de renfort. Les 14 et 24 mai, il réclame de l'artillerie à Marseille; à Perpignan, il en demande également. Les renforts en infanterie arrivaient : le deuxième B. de Cambis (1), le 10 mai; le régiment de Traisnel (2), 1 B., le 15 mai; celui de Nice (3), 1 B., le 21 mai. A la date du 21 mai, l'armée se compose de 28 B. divisés en 7 brigades, dont 4 à 4 B. et 3 à 3 B. Le premier B. de Cambis et les quelques compagnies de Vermandois, égarées au moment du départ, ont rejoint depuis longtemps, et le maréchal ne craint rien de ce côté. Son artillerie seule, sans laquelle il ne peut faire brèche, lui cause de cruelles inquiétudes.

On commence aussi à trouver que le front d'attaque a été choisi très légèrement. Maillebois donne à M. d'Argenson les raisons déterminantes de ce choix : 1° facilité offerte par le faubourg d'ouvrir le feu à petite portée de la place, la position actuelle pouvant être regardée comme celle de la troisième parallèle; 2° cette attaque se trouve liée à celle de la tour des Signaux, qui prend à revers les ouvrages que nous attaquons de front; 3° les enveloppes de la place étant toutes minées, il est préférable de choisir le front où elles seront plus facilement éventées. Ces raisons, on le voit, ne sont pas très déterminantes, et Maillebois ne se gêne pas pour les critiquer (4). A son avis,

verture de la tranchée, le faubourg de la Ravalle (front d'attaque) serait occupé par 600 hommes, commandés par un brigadier, sans préjudice des 3 B. de tranchée.

(1) Cambis, incorporé dans Royal (n° 13), par décision du 10 décembre 1762. (Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*.)

(2) Traisnel, du 9 août 1742 au 1 mars 1757, incorporé dans Beaujolais (n° 60), se fait remarquer à l'assaut du fort Saint-Philippe.

(3) Nice, incorporé dans Lyonnais (n° 15) le 10 décembre 1762.

(4) M. de Maillebois semble, du reste, avoir joué un singulier rôle à Mahon. Comment avait-il été placé auprès du maréchal de Richelieu ? Il est peu probable que ce soit à la demande de ce dernier, car ses lettres fréquentes à MM. d'Argenson et de Portalis ne semblent s'attacher qu'à démontrer les fautes commises et à sauvegarder sa propre responsabilité.

ce choix est très mauvais : on aurait dû d'abord s'emparer du fort Marlborough et attaquer ensuite Saint-Philippe par ce front. On évitait alors la perte de beaucoup de temps et de beaucoup d'hommes. Enfin, à son avis, l'artillerie a ouvert son feu trop près de la place.

Au milieu de ces tâtonnements, le maréchal avait reçu, le 18 mai, avis de M. de la Galissonnière que l'escadre anglaise (1) était en vue de Palma, capitale de l'île de Majorque. Il lui annonçait qu'il allait à sa rencontre et demandait 7 compagnies pour renforcer ses vaisseaux. Richelieu s'empressa de lui en envoyer 13 avec des vivres et des munitions. Ces 13 compagnies de volontaires n'arrivèrent pas toutes à destination : elles s'embarquèrent, le 18 mai, à la cale de la Morkita, sur des tartanes qui devaient les porter à bord des vaisseaux. Le vent dispersa ces petits bâtiments, de telle sorte que 3 compagnies seulement parvinrent à la Galissonnière, le reste dut fuir devant le mauvais temps. Quelques-uns purent relâcher le soir à la Morkita; enfin trois chaloupes, portant 3 compagnies, allèrent donner en plein dans la flotte anglaise et furent faites prisonnières.

M. de la Galissonnière, ayant pour lui le vent, s'était porté, le 19, à la rencontre de l'escadre de Byng. Les deux escadres avaient évolué au large de Minorque, luttant pour avoir l'avantage du vent.

Le 20, vers midi, cet avantage avait fini par rester aux Anglais, grâce à une saute de vent. A 2 heures de l'après-midi, les Anglais conduisaient leurs vaisseaux à portée de canon des nôtres qui les attendaient, et le combat commençait. La tactique de Byng consistait à séparer notre arrière-garde du reste de la flotte pour l'écraser plus facilement. M. de la Galissonnière avait fait échouer ce plan en portant à l'arrière-garde le signal de forcer de voiles pour rejoindre le centre. L'engagement s'était alors réduit à une simple canonnade de vaisseau à vaisseau et à une

(1) Vaisseaux anglais : la *Défiance*, 60; le *Portland*, 50; le *Lancaster*, 64; le *Buckingham*, 68 (contre-amiral Temple West); le *Captain*, 64; l'*Intrépide*, 64; la *Revenge*, 64; la *Princesse-Louisa*, 60; le *Trident*, 64; le *Ramillies*, 90 (amiral Byng; commandé par le capitaine Gardiner); le *Culloden*, 74; le *Kingston*, 64; le *Deptford*, 50; les frégates le *Chesterfield* et le *Phénix*.

lutte d'habileté dans la tactique navale qui déconcerta les manœuvres anglaises (1).

A 6 heures du soir, les Anglais battaient en retraite, se dirigeant sur Gibraltar, avec des pertes qui, quoique plus fortes de leur côté que du nôtre, n'étaient pas très considérables. Un de leurs vaisseaux et une frégate ne purent gagner le port et s'échouèrent sur la côte. Cependant M. de la Galissonnière (2), n'ayant pu parvenir à entamer l'escadre anglaise, qui avait réussi à lever voile sans être poursuivie, s'était contenté de la faire suivre par une frégate chargée de lui en donner des nouvelles. Il la suivit jusqu'à la hauteur de l'île de Laire, puis revint reprendre son poste à l'entrée du port pour barrer les secours qui auraient pu en son absence chercher à entrer dans la place. Il écrit au maréchal de Richelieu : « J'ai préféré votre gloire à la mienne, et le principal objet de notre mission à l'honneur particulier que j'aurais pu retirer en poursuivant quelques vaisseaux ennemis qui m'ont paru très maltraités (3). » Cet engagement, bien que n'ayant rien de décisif, avait eu pour résultat de nous laisser maî-

(1) Les instructions de la Galissonnière lui interdisaient une affaire décisive ; son but avant tout était de conserver nos forces de mer, toute considération devant céder à celle-là. Satisfait d'avoir empêché les Anglais de secourir Mahon, il aurait dû s'armer d'une désobéissance dont le résultat eût été une grande victoire. Enchaîné par ses instructions, il prit un terme moyen tout à l'honneur de son instinct militaire : éviter le choc de Byng et accabler West aussi complètement que possible sans risquer beaucoup.

(2) Galissonnière (Roland-Michel Barvin, marquis de la), né à Rochefort le 11 novembre 1693. Ne jouit pas de son succès. Son état de santé le força à revenir immédiatement en France. Très malade depuis longtemps et quoique les médecins lui eussent prédit que les fatigues d'une nouvelle campagne le tueraient, il avait obéi aux ordres du roi et pris le commandement de l'escadre. La prédiction des médecins s'était réalisée, et il revenait mourant. Ses derniers jours furent cependant beaux. A Toulon, il fut reçu avec enthousiasme, et les témoignages de respect et de sympathie des populations ne cessèrent de l'accompagner dans son voyage à petites journées à travers la France, pour se rendre à Fontainebleau où était alors le roi. Son dernier désir était de rendre compte lui-même à Louis XV du combat qu'il venait de livrer ; mais ses souffrances le forcèrent à s'arrêter à Nemours (Seine-et-Marne), où il mourut le 26 octobre 1756. Le plus beau nom de la marine à cette époque, et personne malheureusement n'allait se présenter pour le remplacer.

(3) *Mémoires de Rochambeau* (t. I, p. 76). M. de Rochambeau servait alors dans l'armée de Richelieu.

tres de la mer et de permettre aux navires qui conduisaient à Richelieu ses renforts en hommes, et surtout en canons, d'arriver sans encombre. De l'aveu de notre amiral, l'attaque des Anglais avait été très molle. Le vaisseau âmiral, seul, s'était battu avec une grande vigueur. Nos pertes se montaient à une centaine d'hommes tués ou blessés, dont dix officiers, et quelques avaries dans les coques et le gréement des vaisseaux. Ces avaries purent être promptement réparées, grâce aux approvisionnements du port de Mahon, devant lequel notre escadre revint mouiller le soir même du combat.

Les renforts étaient attendus avec une grande impatience. Le 22 mai, Maillebois écrit pour avoir de l'artillerie : « Il est plus que temps de l'envoyer, car bientôt la mer ne sera plus libre. » Le 30, nouvelle lettre où il ne cache pas sa mauvaise humeur : « On épuise inutilement les munitions, on a éparpillé les batteries et étendu inconsidérément le front d'attaque. A Marlborough, Roquépine ne fait que des sottises. » En effet, la tranchée avait été ouverte le 9 mai au soir, et depuis ce temps l'échange des boulets et des bombes était égal de part et d'autre, sans amener aucun résultat.

Le 27 mai, eut lieu une trêve de deux heures pendant lesquelles M. de Maillebois envoie un aide de camp au général Blackney (1) pour se plaindre d'avoir reçu des grenades chargées d'épingles. Le gouverneur désavoua hautement ce fait. La longueur du siège avait fini par amener une grande lassitude chez le soldat. L'excès de fatigue et la chaleur occasionnaient beaucoup de maladies et remplissaient les ambulances. Enfin un renfort de 14 pièces arriva le 11 juin (2). On décida immédiatement l'établissement d'une batterie au centre du village; M. de Voisin fut chargé de cette difficile opération. Il dut placer sa batterie au milieu des ruines et sur des caves qu'il fallut combler. A force de travail et d'énergie, elle put ouvrir son feu le 21. Le 20, on porta à 16 pièces la

(1) Sir William, lord Blackney, major général le 30 mars 1745 ; lieutenant général le 11 septembre 1747 ; élevé à la pairie comme baron Blackney, vicomte d'Innitskilling en 1756, pour sa conduite comme gouverneur de Minorque ; mort le 20 septembre 1761. La nation anglaise lui éleva une statue pour consacrer sa belle défense.

(2) M. de la Galissonnière avait aussi mis 4 pièces à la disposition de Richelieu.

batterie de Voisin. Elle produisit de merveilleux effets, en agissant sur le moral de l'ennemi et en remontant celui de nos troupes. Grâce aux convois de munitions que nous venions de recevoir, elle put écraser la place, ouvrir les brèches commencées par les autres batteries, et forcer l'ennemi à ralentir son feu; mais la nature du terrain neutralisait ces avantages et nous empêchait d'ouvrir des tranchées suivant les règles de l'attaque des places; aussi l'ennemi, qui avait compté sur ces difficultés, se croyait-il encore bien éloigné de la capitulation.

Le 24 juin, arriva la dernière partie du convoi d'artillerie demandé : 12 pièces venant de Strasbourg. La mer était parfaitement libre depuis le 24 mai seulement; car, le 20 mai, la frégate la *Nymphe* se vit chassée par deux vaisseaux anglais et forcée de se réfugier sous les canons d'un fortin espagnol de Majorque. Les Anglais ne tinrent pas compte de sa position et, violant la neutralité, sommèrent la frégate de se rendre. Son commandant préféra l'incendier. Cependant le maréchal (1), pressé d'en finir avec ces lenteurs et craignant, avec juste raison, que l'Angleterre ne forçât notre escadre à se retirer devant des forces supérieures, nous laissant ainsi sans ravitaillement possible et prisonniers dans l'île de Minorque, se décide, sur l'avis de M. de Maillebois, à sortir des règles ordinaires de la tactique et à tenter une action de vigueur.

Le 25 juin, M. de Maillebois, étant de tranchée, reçoit l'ordre de faire sortir sur les glacis quelques compagnies de grenadiers et de volontaires pour savoir à peu près ce que l'ennemi fatigué pouvait avoir de gardes dans ses ouvrages. Cette démonstration recommença le 26 sans succès, les assiégés n'ayant pas jugé à propos d'y répondre.

(1) Le maréchal, sans se décourager, bien qu'ayant perdu beaucoup de monde par le feu de l'ennemi, avait eu l'art de gagner l'affection de ses soldats par sa gaieté, par sa libéralité et par sa bravoure, toujours des plus brillantes. Le vin de Mahon était bon, à vil prix, et le soldat se livrait facilement à l'ivrognerie : les châtiments les plus sévères n'avaient pu la réprimer. Un jour, on parlait du parti qu'on pourrait tirer de l'esprit d'honneur qui animait les Français. M. de Beauvau proposa de déclarer à l'ordre que le premier qui s'enivrerait serait privé pendant huit jours de l'honneur de monter à la tranchée. Le maréchal adopta cette idée; l'ordre fut donné le soir même, et jusqu'à la fin du siège on ne vit pas dans l'armée un soldat ivre. (*Souvenirs du maréchal de Beauvau.*)

Le 27 enfin, le maréchal de Richelieu se décide à une attaque générale, dirigée sur quatre points principaux :

1re *attaque* (gauche).

M. le marquis de Laval, maréchal de camp de tranchée, chargé de l'attaque de gauche, a pour objectifs : Strugen, Argyle, la redoute de la Reine et celle de Kent, avec 16 compagnies de grenadiers et 4 B. de soutien. Sous ses ordres : MM. de Monti, brigadier; de Briqueville, colonel, dont le régiment est de tranchée avec le Royal-Comtois; de Sade, lieutenant-colonel de Briqueville.

M. de Monti a pour objectif les redoutes de Strugen et Argyle, qu'il doit enlever avec les grenadiers de Royal-Comtois, Rochefort, Nice et Vermandois, soutenus par le premier B. de Royal-Comtois.

M. de Briqueville doit se porter sur la redoute de Kent et le chemin couvert reliant cet ouvrage à celui de la Reine, avec 5 compagnies de grenadiers de Briqueville, Médoc et Cambis, plus un B. de soutien. M. de Sade a pour but l'ouvrage de la Reine, qu'il doit emporter avec 4 compagnies de grenadiers de Hainaut, Cambis et Soissonnais (1). A la suite de chacune de ces attaques, marchent deux ingénieurs et des travailleurs, un officier d'artillerie et des canonniers munis de tous les outils nécessaires pour enclouer les pièces ennemies; un brigadier de mineurs et des volontaires portant des échelles.

2e *attaque* (centre).

Le prince de Beauvau, maréchal de camp, dirige cette attaque sur la redoute de l'Ouest et la lunette Caroline. Il a sous ses ordres 2 brigades avec lesquelles il doit, en cas de besoin, soutenir les troupes de tranchée.

3e *attaque* (1re de droite).

Elle est conduite par M. de Lannion, qui doit opérer sur le fort de Marlborough avec la brigade de Royal et le régiment de Royal-

(1) Soissonnais se distingua, dans l'expédition de Minorque, à l'assaut général de Mahon, le 27 juin. Il était chef de tranchée de l'attaque de gauche, dirigée sur

Bretagne. M. de Roquépine est placé sous ses ordres. Il doit, avec 120 grenadiers et 400 volontaires, débarquer à la cale Saint-Étienne, pour de là marcher sur le fort Saint-Charles. 10 chaloupes de l'escadre sont mises à sa disposition pour l'accomplissement de cette mission. Faute de ces chaloupes, il doit s'en procurer dans le port.

4[e] *attaque* (2[e] de droite).

M. de Monteynard, maréchal de camp, la commande. Il a pour objectif la lunette du Sud-ouest : il longera la cale Saint-Étienne, qui se trouve entre la place et le fort Marlboroug, donnera la main à l'attaque du fort Saint-Charles, et coupera les communications entre les forts Saint-Philippe et Marlborough. Pour cela, il a sous ses ordres les brigades de Talaru et Royal-la-Marine. Enfin, accessoirement (MM. de Beaumanoir et de Tortouvalle ne devant commencer leur mouvement que quand l'action serait bien engagée), M. de Beaumanoir, commandant le poste de la tour des Signaux, favorisera avec sa troupe l'attaque de M. de Monti et tâchera de se glisser dans le chemin couvert compris entre la demi-lune et le fort d'Argyle. M. de Tortouvalle, capitaine au régiment de Hainaut, doit, avec un détachement, débarquer au pied de la grande batterie ennemie, du côté de l'entrée du port.

Le 27, à 10 heures du soir, toutes nos batteries ayant cessé de tirer, le signal de l'attaque est donné par un coup de canon et quatre bombes tirées par la batterie de la tour des Signaux. Aussitôt M. de Monti débouche sur Strugen et Argyle, et successivement MM. de Briqueville et de Sade s'élancent sur les ouvrages de Kent et de la Reine. Arrivées à découvert, les troupes sont accueillies par un ouragan de fer qui les décime affreusement. Elles n'en continuent pas moins leur mouvement et sont bientôt maîtresses de Strugen et d'Argyle, ainsi que de la redoute de la Reine. Pour y arriver, elles ont dû traverser un chemin couvert rempli de monde, un fossé, passer sur quatre fourneaux de mine qui, en éclatant, ont fait sauter un grand nombre d'hommes,

les forts de Strugen et d'Argyle et sur les redoutes de la Reine et de Kent. Sous la conduite du lieutenant-colonel de Sade, il fit des merveilles à l'attaque de la redoute de la Reine, dont la prise lui coûta des pertes énormes.

enfin escalader une courtine. Ils parvinrent à surmonter tous ces obstacles par des prodiges de valeur. Quelques échelles s'étant trouvées trop courtes, ceux qui les montaient préférèrent établir leur logement dans le mur même, plutôt que d'abandonner la partie, et grimpèrent sur les épaules les uns des autres. L'ardeur des grenadiers de Briqueville (1) fut telle que, sans écouter les ordres de leurs officiers, ils se jetèrent sur le fort de la Reine, au lieu de se porter sur celui de Kent qu'ils avaient mission d'enlever.

Pendant ce temps, le prince de Beauvau, lançant les grenadiers de Vermandois, soutenus par 100 hommes de chaque brigade, sur la redoute Caroline, et les grenadiers de Royal-Italien, appuyés également par des piquets pris dans chaque brigade, sur la redoute de l'Ouest, s'était emparé du chemin couvert, où il enclouait douze pièces de canon. Malheureusement la position qu'il venait d'occuper était dominée par la redoute de Kent, qui n'avait pas été enlevée par les grenadiers de Briqueville. Aussi, voyant qu'il ne pourrait s'y maintenir et assurer ses communications pendant la nuit, M. de Beauvau se décide à ne soutenir provisoirement cette attaque que pour favoriser l'attaque principale et, au point du jour, il se retire après avoir ruiné l'ouvrage. Les attaques confiées à MM. de Lannion et de Monteynard, dépendant beaucoup du succès de celle tentée sur le fort Saint-Charles par M. de Roquépine, ils attendirent, pour entrer en ligne, le signal convenu avec ce dernier; mais les Anglais étaient sur leurs gardes de ce côté, et M. de Roquépine ne put réussir dans son débarquement, n'ayant chance de succès que par surprise. M. de Lannion se contente alors de diriger une démonstration sur le fort Marlborough. Ces différentes attaques permettaient néanmoins à celle de gauche

(1) Briqueville, 25 août 1749, 22 juin 1767; voir Soissonnais. n° 23. Le 9 avril 1756, s'embarque à Toulon pour l'expédition de Minorque; se fait remarquer à l'assaut de Mahon, le 27 juin; chef de tranchée de l'attaque de gauche, dirigée sur les forts de Strugen et d'Argyle et sur les redoutes de la Reine et de Kent, y fait des merveilles. Elle lui coûta le capitaine Guillier, mort; 5 autres capitaines et 4 lieutenants, très blessés. Le régiment quitte Minorque après sa soumission, juin 1768; participe à la conquête de la Corse et se signale à l'attaque des villages de Borgo et de Lorelo. (Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*, (*Historique des régiments*).

de réussir et, au point du jour, on s'établit solidement dans le fort de la Reine et dans ceux de Strugen et Argyle.

Le 28, à 5 heures du matin, M. de Richelieu demande une suspension d'armes pour relever les blessés, auxquels l'intensité du feu ne permettait pas de porter secours. Elle lui fut immédiatement accordée pour deux heures, pendant lesquelles Anglais et Français, sortant de leurs positions, se donnèrent toutes les preuves d'estime réciproque. Cette opération nous avait coûté 40 officiers tués ou blessés et 500 hommes (1). Au nombre des officiers dont on eut à regretter la perte se trouvait M. de Guiton, officier de marine du plus grand avenir, commandant les chaloupes de débarquement : il reçut cinq balles dans le corps. M. de Lannion eut l'épaule contusionnée par un éclat de bombe; M. de Tropez, aide de camp de M. de Maillebois, fut blessé. Le succès de l'attaque de gauche revint en grande partie à M. de Monti, qui exécuta avec énergie et sang-froid les ordres de M. de Laval. Pendant toute l'action, Richelieu, accompagné de MM. de Maillebois, du Mesnil et du prince de Wurtemberg, se tint de sa personne au centre de l'attaque de gauche, d'où il dirigea l'action générale. L'intrépidité de cette attaque intimida tellement le gouverneur de la place que, pendant l'armistice, il fit proposer au maréchal les termes d'une capitulation.

Cette offre fut acceptée avec empressement et, le 29 au soir, la rédaction des articles de la capitulation se terminait.

Richelieu, qui craignait beaucoup de voir partir l'escadre de la Galissonnière (2), ce qui aurait rendu son retour en France très problématique, accorda aux Anglais toutes les conditions qu'ils demandèrent. Ce résultat fut d'autant plus heureux que l'on comp-

(1) Les vrais chiffres sont : 50 officiers et 412 hommes blessés; 8 officiers et 204 hommes tués. (D. G.)

(2) M. de la Galissonnière annonçait à M. de Richelieu, dès le 22 mai, ses craintes de l'arrivée d'une flotte très supérieure à la sienne, qui l'obligerait à regagner Toulon, tout en pressentant le manque de vivres. M. de Richelieu, qui désirait garder la flotte aussi longtemps que possible, avait complètement ravitaillé l'escadre. De son côté, l'amiral adressait à M. de Machault des lettres pressantes (5 juin) pour demander qu'on lui envoyât de Toulon 5 bons vaisseaux. Les ordres furent donnés; mais, faute de canons, les vaisseaux ne pouvaient être prêts avant longtemps. L'*Hector*, de 74, rallia cependant l'escadre le 30 juin.

tait sur un temps beaucoup plus long pour forcer la citadelle à se rendre : le prince de Wurtemberg écrivait, le 2 avril, que, par la difficulté des tranchées, il faudrait au moins dix mois pour arriver à un résultat décisif. M. le duc de Fronsac (1) partit à 2 heures du matin en porter la nouvelle au roi.

Les Anglais obtinrent les honneurs de la guerre et furent autorisés à défiler avec enseignes déployées et mèches allumées. Les officiers conservèrent leurs épées et leurs bagages. Toute la garnison fut logée, nourrie et traitée convenablement et à nos frais jusqu'à son débarquement à Gibraltar. L'embarquement eut lieu le 7 juillet, le départ le 9, sur des bâtiments français munis de sauf-conduits anglais.

État de la garnison anglaise embarquée pour Gibraltar. — 4,178 personnes, se décomposant ainsi : 132 officiers; 3,167 soldats; 38 femmes et 32 enfants d'officiers; 390 femmes et 351 enfants de soldats; 53 Grecs; 15 Juifs.

L'embarquement des troupes françaises avait précédé celui des Anglais. Les 5 et 6 juillet, les troupes qui devaient rentrer en France, furent prises par l'escadre, qui mit immédiatement à la voile, ne laissant dans l'île que M. de Lannion, gouverneur, et 11 B., savoir : Royal (2), 2 B.; Royal-Comtois (3), 2 B.; Vermandois (4),

(1) Vignerot du Plessis (Louis-Antoine-Sophie), duc de Richelieu, fils du maréchal, né le 4 février 1736, connu jusqu'à la mort de son père sous le titre de duc de Fronsac; mestre de camp de dragons; se signale à l'assaut qui oblige le fort Saint-Philippe à capituler; brigadier, 23 juillet 1756; en Allemagne, 1757, 1758, 1759 et 1760; combat à Zieremberg; maréchal de camp, 20 février 1761; sert jusqu'à la paix; lieutenant général, 1er mars 1780; mort en 1791. N'a ni le mérite ni l'esprit de son père; très courageux (l'a montré à Warburg à la tête des dragons), mais léger. (D. G.).

(2) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*).

(3) Royal-Comtois (n° 59) s'embarque à Toulon, arrive en avril 1756; à l'assaut de Mahon, fait partie de l'attaque de gauche. Le capitaine de Sartre et le sous-lieutenant Dufart sont tués, avec deux autres officiers blessés.

(4) Vermandois (n° 45), arrivé en avril 1756, se distingue, le 27 juin, à la prise d'assaut du fort Philippe; une compagnie de grenadiers est à l'attaque de gauche sur les redoutes de Strugen et d'Argyle; l'autre faisait partie de l'attaque du centre sur la lunette Caroline et la redoute de l'Ouest. Le capitaine de Kerjean et le lieutenant de Charmont sont tués. Le régiment reste jusqu'à la paix en garnison à Minorque.

2 B.; Talaru (1), 2 B.; Médoc (2), 2 B.; Royal-Italien (3), 1 B.

Le rapatriement se fit sans encombre : le régiment de Traisnel n'arriva pourtant que le 19 juillet à Toulon, ayant été assailli par une tempête. La perte totale de l'armée française pendant le siège avait été de 1,600 tués ou morts de maladie et de 2,000 blessés. Le maréchal laissa, en partant, des ordres à M. de Lannion pour la défense de Minorque. Les ouvrages de la place ne nécessitaient pas de grandes réparations; on y travailla immédiatement. L'artillerie était au complet et en bon état, ainsi que les approvisionnements.

M. de Lannion, prévoyant l'arrivée d'une flotte anglaise, se hâta de parcourir l'île pour y établir des batteries destinées à empêcher un débarquement. Il n'avait pas oublié les difficultés qui auraient pu nous arrêter à notre arrivée si l'absence complète de défense n'était venue nous prêter un secours inespéré. A peine terminait-il ses préparatifs de défense, qu'une flotte de 21 vaisseaux anglais apparaissait devant l'île et la bloquait complètement. Mais Mahon resta en notre possession.

L'Angleterre venait d'échouer au Canada, elle échouait devant Minorque : ces revers semblaient la punition de son injuste attaque au début de la guerre. Le peuple anglais, irrité de ces échecs accumulés, demandait vengeance contre la France et poursuivait de ses clameurs l'inhabile administration de Newcastle. A la nouvelle

(1) Talaru; voir Beauce (n° 54), où il est incorporé en 1762. Envoyé en Provence à la fin de 1755, passe en 1756 à Minorque. Se fait remarquer au siège de Mahon, y perd trois officiers, reste en garnison.

(2) Médoc (n° 56); le 4 avril 1756, s'embarque pour l'expédition de Minorque. Est employé à l'attaque des ouvrages extérieurs de Mahon, contribue à emporter la redoute de la Reine, la lunette de Kent et les ouvrages de Strugen et d'Argyle. Perd à cet assaut le lieutenant Gérard et a 7 officiers blessés. Reste à Mahon pendant toute la durée de la guerre de Sept Ans. Revient à Toulon le 15 juin 1763.

(3) Royal-Italien (n° 48) fait partie en 1756 du corps expéditionnaire de Minorque, se distingue particulièrement à la prise de Mahon. A l'attaque du 27 juin, forme la tête de la colonne du centre, dont les efforts devaient se diriger sur la lunette de l'Ouest et sur la redoute Caroline. Le signal est donné à 10 heures du soir : en un clin d'œil, les braves soldats s'emparent des chemins couverts, coupent les palissades, enclouent 12 pièces de canon et en brisent les affûts. Cette brillante affaire coûta la vie au capitaine de Modène; le colonel d'Elva et 7 officiers furent blessés. Après la soumission de Minorque, le régiment passe en Corse, où il arrive le 1er novembre avec M. de Castries. Il retourne à Minorque en 1759, sous M. de Botta. Il y reste en garnison à Ciudadella jusqu'à la fin de la guerre. (D. G.)

de la bataille de Minorque, l'amiral Hawke remplaça Byng, qui fut ramené prisonnier en Angleterre et y subit une captivité de six mois, pendant lesquels il ne cessa de demander des juges. Enfin, en janvier 1757, une cour martiale se réunit à Portsmouth. Malgré tous les efforts des ennemis de Byng, son courage pendant l'action, sa loyauté envers son pays, furent reconnus : on ne l'accusa que de n'avoir pas fait pendant le combat tout ce qu'il aurait pu faire. L'article 12 du code pénal maritime dicta sa condamnation. Les juges, forcés d'appliquer la loi, en référèrent à l'amirauté, aux ministres, au roi. Mais la mort de Byng était jugée opportune; il fut fusillé à bord du vaisseau le *Monarque*, le 14 mars 1757, et tomba la poitrine percée de cinq balles.

Comme il fallait une victime à la colère du peuple, Pitt ne s'opposa pas à ce sacrifice. Quant à l'Europe, elle apprit cette mort avec indignation, car elle lui révélait de la part de l'Angleterre l'implacable parti de réussir dans la lutte qui s'annonçait.

CHAPITRE II.

CONQUÊTE DE LA CORSE (1731-1770).

Immigration des Phocéens. La puissance carthaginoise (260 ans avant J.-C.). Soumission de la Corse aux Romains. Les Sarrasins battus par Charlemagne. Bonifacio en 813. Origine de la noblesse. Domination des Pisans jusqu'en 1348. Charles VI, roi de France, s'empare de Gênes ; première expédition française, sous Henri II, en 1559. La Corse restituée à Gênes par le traité de Cambrésis. Longues années de résignation. Mécontentements en 1724.

De la domination génoise au dix-huitième siècle à l'égard de la Corse. En 1729, première insurrection ; puis, en 1730, reconnaissance de la souveraineté de Louis XV.

1731-1732.

Le prince de Wurtemberg essaye une conciliation sans durée.

1736.

Aleria.

Mars. 12. Débarquement de Théodore Neuhof.

Avril. 15. Se fait proclamer sous le nom de Théodore Ier, roi de Corse.

Novembre. 5. Réunit une consulte à Sartène, informe la population qu'il part chercher des secours.

1737.

Juillet. 27. Traité de la France avec Gênes pour la soumission de la Corse ; subside accordé. M. le comte de Boissieux, maréchal de camp, désigné pour le commandement des troupes. Des commissaires ordonnateurs sont nommés et dirigés sur Antibes.

1738.

Janvier. 25. Embarquement des troupes. Pourparlers, difficultés de M. de Boissieux avec les députés corses et le sénat génois.

Septembre. 13. Nouvelle apparition sur la plage de trois vaisseaux hollandais portant des armes aux populations.

Novembre. — Insurrection complète ; les rebelles sont maîtres de la campagne. M. de Boissieux, prévoyant la tournure des événements, attend de nouvelles troupes, décidé à commencer la guerre au printemps.

1739.

Janvier. 6. Nouvelle assemblée des chefs de la Corse à Tavagna ; ils jurent au roi Théodore d'exterminer tous les Français.

Février. 2. Mort de M. de Boissieux : il est remplacé par M. de Maillebois.

Mars. 21. Arrivée de M. de Maillebois en Corse.

Avril. 13. Dernières instructions du cardinal de Fleury et de M. d'Angervilliers pour éviter les hostilités. — 28. Les troupes dans le golfe de Saint-Florent sur 6 bâtiments.

Mai. 2. Débarquement à la pointe du jour : 16 B. appartenant à 15 régiments, plus 3 E. de hussards de Rattsky et Berchiny et de l'artillerie. État-major de M. de Maillebois. — 9. Situation des troupes, leur établissement et positions. — 16. Marche sur Golo. — 28. Commencement des opérations.

Juin. 2. Deux colonnes quittent Bastia; campement au village de Piève. — 3. Fractionnement en quatre marches. — 4. Soumission des villages. — 5 au 11. Premiers succès importants. — 12. Nouveau mouvement sur Palasca. — 17. Jonction avec M. de Maillebois. — 24. Entrée dans Corte. Une partie de la Corse en deçà des monts est en notre pouvoir.

Juillet. 3. Nouveaux cantonnements des brigades d'Auvergne, Royal-Roussillon, la Sarre et d'Aunay (1). — 10. Toute la partie septentrionale de la Corse est définitivement soumise. — 26-28. Profitant de ce premier succès, M. de Maillebois organise une nouvelle expédition.

Août. 3. Marche d'Ajaccio sur Ghisoni. Affaire de Bastelica. — 9. Entrevue sans résultat entre M. de Bassigny et le prévôt de Zicavo. — 11. Attaque de Ghisoni. — 24-25. Prise de la piève de Talavo; renforts arrivés pour soutenir ce mouvement. Situation des Corses, obligés de faire acte de soumission. — 31. Leur dispersion dans les montagnes.

Septembre. 1er. Marche rapide des troupes. — 16. Offensive pendant trois jours pour l'attaque de Zicavo. — 22. Sa prise. Les Corses poursuivis sur les montagnes escarpées : communications coupées. — 27. M. de Maillebois retourne de sa personne à Ajaccio.

Octobre. — L'archiprêtre demande la soumission générale. — 12. La guerre semble terminée. Une centaine de Corses, dans les montagnes, faisant encore opposition. Formation du régiment Royal-Corse, destiné à enrôler sous notre drapeau un grand nombre d'insulaires pour se les attacher. — 18. M. de Maillebois se rend à Corte et Bastia : il assigne aux troupes des emplacements pour l'hiver de 1739 à 1740.

Novembre. 28. Situation des troupes dispersées dans l'île : leurs résidences. Embarquement du régiment de Rattsky. État de la force effective des régiments de l'armée de Corse.

Décembre. — Négociations avec les chefs de l'île pour rendre les armes cachées. Exécutions nécessaires. Craintes d'une nouvelle insurrection, si toute l'armée partait pour la France. Entraves diplomatiques. Des troupes génoises s'établissent en deçà des monts sous les ordres de M. Mary, commissaire général. On essaye de s'emparer du neveu de Théodore, qui s'opposait encore à la soumission complète. Exécutions. Pendant plusieurs mois, nos colonnes volantes parcourent

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*). — Aunay, ancien Vexin ; Vermandois (n° 45).

les montagnes, sans s'emparer du baron Drost ; sa misère. Derniers engagements dans des embuscades. Toutes les armes sont déposées à Bastia.

1741.

Février. — M. de Maillebois fait maréchal ; sa rentrée en France, suivie de celle de nos troupes.

1742.

Théodore reparait en Corse, nouveaux essais de soulèvement restés infructueux. Son retour à Londres. Sa mort le 11 décembre 1755.

1755.

Paoli appelé par les Corses comme gouverneur et chef de la magistrature suprême. M. de Castries envoyé en Corse avec 3.000 hommes.

1764.

Traité du 7 août, par lequel la France envoie en Corse 7 B. sous M. de Marbeuf. Apparition des jésuites, leur renvoi.

1768.

Mai. 1er. Nouveau traité par lequel les Génois cèdent l'île de Corse à la France. Appel de Paoli à ses compatriotes.

Juin. — Arrivée de 10 B. français. — 14. Régiment de la Marck à Calvi. — 18. Régiment de Soissonnais. M. de Narbonne arrive à Ajaccio avec le régiment d'Anhalt.

Juillet. 30. M. de Marbeuf marche par deux colonnes au Tichimé.

Août. 1er. Il continue son mouvement pour établir la communication entre Bastia et le reste de l'île. — 4. Combats. — 5. Notre position à l'entrée de la gorge de Patrimonio jusqu'au 24. Expédition de Nonza et soumission entière de la province du cap Corse. — 28. Arrivée à Saint-Florent de M. de Chauvelin, nommé pour commander en Corse.

Septembre. — M. de Chauvelin porteur de l'édit du roi d'août 1768, lequel reste sans effet. — 5. Marche sur Oletta et Suriani avec 3 divisions. La province du Nebbio soumise, M. de Chauvelin fait cantonner ses troupes dans les villages depuis San-Pietro jusqu'à Murato et Rutali. — 9. Paoli, craignant que la soumission volontaire de la Casinca ne devînt dangereuse, fait attaquer les villages de Vignale et de Vescovato. — 11. Demande de suspension d'armes de six jours. — 14. Attaque de l'ennemi. M. de Grandmaison établit ses troupes à Oletta. — 18. Retraite des positions avec des pertes. — 20. Proposition de M. de Chauvelin à Paoli ; sa réponse.

Octobre. 4. Jusqu'à cette date, aucun événement que des troupes arrivant de France. — 5. Attaque générale de Paoli, rassemblement de Luisana. — 7. Capitulation d'un officier français avec sa troupe. — 8. Marche contre Borgo. — 9. Combats malheureux, retraite. — 10. Capitulation de la garnison de Borgo. Reprise d'Oletta. — 22. Position des troupes. — 25. Ordre du roi de ne plus rien entreprendre. Quartiers d'hiver.

Novembre. — Propositions de M. de Chauvelin d'opérer par de l'argent un soulèvement dans le parti de Paoli; elles sont sans succès.

Décembre. 28. M. de Chauvelin malade s'embarque pour la France à Saint-Florent. — 31. Paoli rassemble dans le Nebbio 5 à 6,000 hommes.

1768.

Janvier 1er. Les Corses se renforcent dans le Nebbio. — 2. M. de Marbeuf se porte avec 3 régiments et du canon sur Bocca San-Antonio.

Février. 13. Soulèvement de Paoli. — 16. Sa retraite forcée. Arrivée journalière d'approvisionnements.

Avril. — M. de Vaux, lieutenant général, accompagné de M. le général Bourcet et du colonel Guibert, débarque à Saint-Florent. — 23. Composition et emplacement de l'armée.

Mai. — Les Corses retranchent les villages d'Olmetta et Murato. — 5. Attaque du Nebbio. — 8. Passage du Golo. — 13. Paoli propose un armistice. — 15 et 16. Mouvement de Lento sur deux colonnes. — 17. L'armée marche sur Merosaglia. — 19. Soumission d'Omessa.

Juin. 5. M. de Vaux s'avance de Corte sur Vivario. L'armée repasse le Vecchio. — 6-7. Séjour à Gatti. — 12. Prise de Bastellica; soumission du pays, départ de Paoli. — 22. Retour des troupes à Corte. — M. le duc de Lauzun envoyé près du roi. — 24. Quartiers et cantonnements.

Juillet-août. Embarquement pour France des régiments de Champagne, la Marine, Dauphin, Aquitaine et Epptingen. Cantonnements de l'armée en deçà des monts. M. de Vaux s'efforce de ramener les Corses à la domination française.

1770.

Septembre. 15. Convocation d'une consulte de la nation pour prêter serment à M. de Marbeuf au nom du roi.

L'histoire de la Corse nous montre au début les indigènes de l'intérieur de l'île vivant en bergers nomades, ses ports naturels servant de refuge aux barques de la Méditerranée et les premiers établisements que les Phéniciens, les Étrusques et les Carthaginois formèrent dans ce pays. Puis vient la domination romaine, contre laquelle les populations de la côte et celles de l'intérieur luttent courageusement, mais sans succès, pour recouvrer leur indépendance. Sénèque', dans son livre *De consolatione*, chapitre VIII, écrit à sa mère Elvia, de la Corse où il passa huit ans d'exil : « Je dirai que les Grecs, qui sont aujourd'hui établis à Massiglia (Marseille), s'arrêtèrent d'abord ici, après avoir quitté leur patrie (Phocée). Après eux, les Siguriens s'implantèrent en Corse, puis vinrent les Espagnols, ainsi qu'on peut s'en convaincre en remar-

quant les mœurs, les usages, les vêtements, qui sont ici exactement les mêmes que chez les Cantabres. »

A la domination des Romains succède celle des barbares, qui commence avec les Vandales et finit avec les Sarrasins; enfin la domination toscane, qui prend fin avec le gouvernement de la république de Pise. Jusqu'au onzième siècle, l'histoire de la Corse est très obscure. La féodalité s'établit alors dans cette île convoitée par les puissances voisines. Gênes suivait avec anxiété les progrès de Pise et ne pouvait se résigner à abandonner cette station de la Corse, si importante dans la Méditerranée; en 1217, s'implante sa première colonie à Bonifacio. Les Corses se divisèrent alors, les uns prirent parti pour les Génois, d'autres restèrent fidèles aux Pisans, dont la puissance s'évanouit, en 1348, par la cession à Gênes et la nomination de son premier gouverneur. En 1392, à la suite d'insurrections successives dans lesquelles les Génois sont souvent battus, ils envoient des expéditions nouvelles jusqu'en 1401. A cette époque, Charles VI, roi de France, qui venait de soumettre Gênes, put faire espérer à la nation corse le rétablissement d'une paix durable. La guerre continua cependant sous différents chefs célèbres. Henri II, époux de Catherine de Médicis, en guerre avec l'empereur Charles-Quint et allié aux Turcs, qui se disposaient à lancer une flotte dans la Méditerranée, arrête le plan d'une expédition en Corse. Le roi entrevoyait là un double avantage : d'abord la facilité de tenir en échec la république; puis, Gênes, affranchie sous André Doria (1) du joug de la France, s'étant alliée à Charles-Quint, l'Empereur serait également menacé de ce point, qui nous assurait en même temps une excellente station dans la Méditerranée. Le maréchal de Thermes (2), qui faisait le siège de Sienne, reçut l'ordre de se

(1) Doria (Andrea), né à Oneille le 30 novembre 1468, mort à Gênes le 25 novembre 1560. Peu d'hommes ont joué un rôle aussi important et peu ont éprouvé, dans le cours d'une si longue existence, une prospérité plus constante. Beaucoup d'auteurs ont écrit sa vie.

(2) Thermes (Paul de la Barthe, seigneur de), maréchal de France, 24 juin 1557, né dans la Haute-Garonne, à Conserans, en 1482; mort le 6 mai 1562. Il faut lire ce que Brantôme dit de lui. « S'empare de Porto-Vecchio, Bastia, Ajaccio (1553). Inférieur en forces, est contraint par Doria et les Espagnols d'abandonner le siège de Calvi; mais il n'en maintint pas moins l'autorité de la France sur le pays, qui

préparer à une descente en Corse, et l'armée française débarqua à Bastia.

Mais le 20 novembre 1553 le sort favorisait les armes génoises; les Français furent obligés, par le traité de Cateau-Cambrésis, signé en 1559 entre Henri II et Philippe II, de restituer la Corse aux Génois. Pendant de longues années, le calme et la résignation accumulèrent contre les oppresseurs une animosité que surexcitait la misère générale; en 1724, des mécontentements achevèrent d'exalter les passions.

Au commencement du dix-huitième siècle, les Génois, qui avaient étendu leur domination sur toute la Corse, y abusaient cruellement de leur autorité. Ils gouvernaient en imposant la terreur aux populations énergiques de cette île, dont les mœurs étaient celles de l'Arabe et du Maure bien plus que de l'Italien. En raison même de leurs craintes, ils exagéraient les rigueurs de leur autorité. Tous les emplois étaient confiés à des magistrats avec les droits les plus absolus, et ils en usaient de la manière la plus arbitraire.

Une terrible révolte, en 1729, contraignit les Génois à recourir à l'assistance de l'Empereur, et Charles VI, désireux d'étendre son influence sur la Méditerranée, leur envoya le général Wachtenduck avec des troupes allemandes.

Le 11 mai 1732, le prince de Wurtemberg, venu se mettre à la tête des troupes impériales, fait accepter aux Corses et aux Génois une pacification équitable. Mais à la suite de la guerre de la succession de Pologne la désunion ne tarde pas à recommencer, et cette île, si importante par sa position dans la Méditerranée, devint un objet d'envie pour les Hollandais et les Anglais.

L'Espagne y voyait un point de relâche avantageux; l'Autriche, un avant-poste. La politique du cardinal de Fleury empêcha que la Corse ne tombât aux mains d'aucun des rivaux de la France, et, tout en suivant une politique pacifique, il prépara la réunion aux États de l'ancienne monarchie de la Lorraine et de la Corse, annexions qui ne devaient s'accomplir que plus de vingt ans après sa mort.

Au milieu des sourdes intrigues des cabinets de l'Europe, et pendant que les cours de Vienne et de Versailles cherchaient à

faillit ainsi devenir français deux siècles plus tôt. Mort pauvre, malgré ses honneurs, ses donations et ses richesses. »

s'entendre pour exclure les prétentions étrangères en maintenant les Génois dans la souveraineté de la Corse, un aventurier, suscité par la politique de Walpole (1) et de la Hollande, débarquait à Aleria le 12 mars 1736. C'était un baron allemand, nommé Théodore de Neuhof, élevé en France où il avait même servi avec le grade d'officier, et dont nos ennemis pensaient utiliser à leur profit l'esprit aventureux et les relations avec les principaux chefs des Corses révoltés (2).

Il arrivait de Tunis et apportait avec lui, outre des sommes considérables, des canons, des fusils, des souliers, de la poudre et des munitions; mais le pavillon anglais, flottant sur le vaisseau qui le portait, ne laissait aucun doute sur l'origine de ses moyens de guerre et sur le mobile de son intervention. Vêtu à l'orientale, de grand air d'ailleurs, accompagné d'une suite nombreuse, ayant tout pour fasciner les yeux et séduire les cœurs des peuples primitifs, Théodore fut reçu avec acclamations par les Corses, qui voyaient en lui le futur libérateur du pays, et sut prendre sur eux une autorité réelle. Un mois après son débarquement, le 15 avril 1736, dans une réunion armée tenue à Alesani, il est élu roi de Corse sous le nom de Théodore Ier. Son prestige fut éphémère : les impôts votés ne rentrant pas, ses richesses s'épuisèrent vite et avec elles disparut l'enthousiasme. Les luttes contre les Génois

(1) Walpole (le chevalier Robert), ministre célèbre par ses talents et son système de corruption, mis si bien en pratique pendant le long espace de temps qu'il gouverna l'Angleterre, naquit le 26 août 1676 et mourut en 1745. Sa devise : *Fari quæ sentiat*, dit Voltaire, est celle des philosophes anglais. Il connut mieux que personne le grand art du gouvernement moderne, l'art de diviser et de corrompre. On disait un soir, devant lui, que toutes les voix du Parlement étaient vénales : « Je le sais bien, répondit-il, j'en ai même le tarif. »

(2) Neuhoff (Théodore-Étienne, baron de), aventurier qui régna quelque temps en Corse, était né à Metz vers 1690. Criblé de dettes, ses créanciers le firent mettre en prison; il y languit pendant sept ans dans la misère et le mépris. Horace Walpole ouvrit en sa faveur une souscription qui lui assura les moyens de subsister jusqu'à sa mort. Théodore de Neuhof avait été élevé en France. Il s'était attaché à MM. Goertz et Jyllemborg, ambassadeurs de Suède, et les avait servis dans la conspiration contre François Ier. Passé en Espagne, s'était fait accréditer près d'Alberoni et Riperda. Puis vint à Paris jouer sur les fonds de Law. En Turquie, se lia avec l'hospodar Ragotzki et le baron de Bonneval; accueilli par le bey de Tunis, enfin résident de l'empereur Charles VI en Toscane. Fin, adroit, il avait réussi à devenir un personnage important.

et notamment le siège de Bastia ne furent pas heureux, et sa popularité était déjà bien ébranlée lorsque, le 5 novembre 1736, il assembla à Sartène une consulte pour informer ses sujets qu'il partait à la recherche de nouveaux secours.

Il s'embarque en effet le 11 novembre, se rend en Hollande, où il est d'abord arrêté pour dettes ; mais bientôt, remis en liberté, il trouve encore auprès des populations, sinon auprès du gouvernement lui-même, un crédit suffisant pour faire honneur à ses engagements et expédier à ses partisans de Corse de nouvelles munitions de guerre. Sur ces entrefaites la France, voulant déjouer les intrigues et mettre un terme aux convoitises, conclut enfin, le 27 juillet 1737, un traité avec les Génois, par lequel elle s'engageait, moyennant un subside, à faire passer 6 B. en Corse afin de ramener les révoltés sous l'autorité légitime de la république, et à en augmenter le nombre jusqu'à 16 et même davantage, s'il devenait nécessaire, à la condition que les Génois, dans ce cas, augmenteraient leur subvention. 6 B. seulement sont expédiés d'abord, dans la pensée qu'ils suffiraient à la tâche. Ce petit corps devait s'embarquer à Antibes et débarquer soit à Bastia, où les troupes devaient trouver immédiatement, plus que partout ailleurs, tout ce dont elles auraient besoin, soit à Saint-Florent, dans le cas où le temps interdirait aux vaisseaux l'accès de ce premier port.

M. le comte de Boissieux, maréchal de camp, désigné par le roi pour en prendre le commandement, reçoit comme instructions de se mettre, dès son arrivée, en rapport avec le commissaire général de la république génoise, de constater l'état des troupes que, d'après le traité, cette république s'était engagée à entretenir en Corse au chiffre de 3,000 hommes pendant la guerre, d'apprécier le concours qu'on pouvait en attendre et de se faire rendre compte des emplacements qu'elles occupaient. Il devait également prendre des renseignements sur les forces dont les rebelles pouvaient disposer, sur les chefs placés à leur tête, sur leurs ressources en armes, munitions, artillerie, etc., en un mot, sur tout ce dont il était nécessaire que S. M. eût une connaissance exacte pour prendre une décision sur la direction à donner ultérieurement aux opérations. Ces opérations, ajournées en raison de la saison avancée, ne laissèrent à M. de Boissieux que le temps nécessaire de bien reconnaître le pays et de recueillir tous les renseignements de

nature à influer sur le plan de campagne à adopter. Mais il lui fut recommandé, dès ce moment, d'éviter, après le débarquement, toute dispersion de ses troupes; au contraire, de les garder sous la main autant que possible, et, s'il était nécessaire d'en établir pendant l'hiver des fractions dans des localités éloignées, soit en raison des nécessités du logement, des vivres ou des fourrages, soit pour avoir des nouvelles et se rendre compte de l'état des esprits, d'observer à cet égard toutes les règles que commande la prudence, et de prendre les plus grandes précautions à l'effet d'éviter tout échec partiel.

La république de Gênes s'engageait d'ailleurs par le traité à pourvoir au couchage, au chauffage et à l'éclairage de nos troupes. Un marché conclu avec le sieur de Saint-Léon, munitionnaire des vivres de la marine, assura leur nourriture, tant pendant la traversée qu'après leur débarquement. M. de la Villeurnoy, commissaire ordonnateur, chargé de se rendre à Gênes, surveilla l'exécution de la clause du traité relative au logement, bois, paille, lumière, etc. Le commissaire Riouffe, ordonnateur à Antibes, eut mission de préparer dans ce port la flotte de transport, et le commissaire Peloux de Rorebel, attaché au corps expéditionnaire, ordonnançait les sommes et denrées nécessaires à partir du jour de l'appareillage. Ce dernier précéda les troupes à Bastia et y recueillit, conformément à une instruction détaillée, tous les renseignements possibles sur les ressources qu'on pourrait trouver dans le pays. Sa mission remplie, et après en avoir rendu compte au ministre de la guerre, il revenait à Antibes, où il réglait tous les détails de l'embarquement dont l'organisation lui était confiée.

Au commencement de 1738, les troupes étaient arrivées. M. de Boissieux se trouvait à Antibes depuis le 4 janvier, avec tout le personnel destiné à l'expédition : les ingénieurs, les commis aux vivres, les employés au service de la poste; mais la flotte s'était arrêtée aux îles d'Hyères, attendant qu'un vent favorable permît de mettre à la voile.

Le 25 janvier enfin, le départ eut lieu. Un temps favorable facilitant le débarquement dans le port de Bastia et dans la rade de Saint-Florent, une partie de la flotte doubla le cap Corse et cingla sur Bastia, tandis que l'autre abordait heureusement à Saint-Florent.

Le 8 février, nos troupes étaient à terre. M. de Boissieux, descendu à Saint-Florent (1), trouva à son arrivée M. le marquis Mary, commissaire général de la république génoise. Il en reçut le meilleur accueil, et approuva pleinement les moyens que ce dernier lui proposa d'employer pour arriver à rétablir la tranquillité et à amener les rebelles à livrer leurs armes et leurs chefs. Cependant il ne jugea point à propos de recourir tout d'abord à la force. Dès son débarquement, en effet, il avait reçu des habitants de nombreuses lettres de soumission, et il préférait la conciliation, si elle pouvait l'amener également à son but. Il manda donc auprès de lui les députés des rebelles; ceux-ci, après s'être fait attendre quelque temps, se présentèrent munis des procurations des notables du pays, lui exposèrent leurs griefs contre la république de Gênes et lui donnèrent l'assurance que, confiants dans la justice du roi de France, ils se soumettraient à ses volontés, après avoir été entendus. Ces propositions ne parurent point plaire à M. Mary. Imbu des idées despotiques de la république génoise, il se refusait à l'idée de négociations avec des rebelles, et il eût désiré voir les difficultés résolues sans l'intervention personnelle de S. M. N'admettant que l'emploi de la force, il semblait, par sa conduite, viser plutôt à la guerre qu'à faciliter la pacification amiable qui était dans les vues de la France.

M. de Boissieux, qui d'ailleurs n'avait pas beaucoup à se louer des procédés du sénat de Gênes, et froissé de l'attitude prise à son égard, persista dans sa résolution et rendit compte de l'état des esprits au roi, qui résolut de promulguer un règlement pour la Corse, portant pardon général à tous les révoltés et liberté entière à tous les habitants de sortir de l'île ou d'y rester, à la condition de livrer toutes les armes et que, en garantie des promesses de soumission absolue, des otages lui fussent remis. Lorsque M. de Boissieux fit part aux députés de Corse des intentions du roi,

(1) Saint-Florent, sur un promontoire situé sur la rive droite de l'Aliso, au fond d'un golfe, un des plus admirables de la Méditerranée. Au point de vue militaire, a une importance capitale, pouvant abriter une flotte entière ; a toujours servi de base d'opérations à la France et aux républiques de Pise et de Gênes pour conquérir la Corse. Fondée en 1440. M. le maréchal de Thermes s'en empara en 1553. Mais, l'année suivante, André Doria la reconquit pour les Génois. En 1731, au moment de la guerre de l'indépendance, Gaffori s'en rendit maître.

ceux-ci le prévinrent de la difficulté de s'entendre sur la question des otages, et ne lui cachèrent pas l'agitation causée par l'idée du désarmement dans l'esprit de la presque totalité des gens du pays, parmi lesquels se trouvaient d'ailleurs beaucoup de bandits, voleurs et assassins.

Pendant les négociations entamées à ce sujet, profitant d'un armistice ou suspension d'armes pour la liberté du commerce, que les Génois avaient accordé aux Corses et notifié au mois d'août à leur commissaire général, plusieurs vaisseaux marchands arrivaient à la baie de Cagliari. On les soupçonnait, à juste titre, de porter Théodore, et l'on n'était pas sans inquiétude sur les conséquences de son débarquement. Après avoir paru sur la plage de Porto-Vecchio, ils avaient, le 13 septembre, sous l'escorte de 3 vaisseaux de ligne hollandais, abordé à Aleria (1), débarquant 11 canons, 6,000 fusils, des coulevrines, des carabines, des pistolets, etc. Peut-être ces armes ne provenaient-elles que du fait de marchands hollandais qui, guidés par l'appât d'un énorme bénéfice, les auraient expédiées en Corse, croyant les y vendre fort cher; peut-être aussi, et plus probablement, était-ce le gage d'un concours efficace donné par la Hollande à l'insurrection. Toujours est-il que les rebelles reçurent à cette époque un envoi d'armes important, moins considérable pourtant qu'on ne l'avait supposé, car une partie en fut rembarquée, faute d'acheteurs, au grand désespoir des Corses gémissant de leur pauvreté.

Bien qu'à regret, les Corses livraient peu à peu les otages demandés par la France; ces otages, aussitôt dirigés de Bastia sur Toulon, y étaient, par les ordres du roi, bien traités par le commandant et l'intendant de cette place et y jouissaient d'une liberté assez grande (promenade en dehors des portes); quelques-uns même obtinrent la faveur d'être internés à Marseille; mais M. de Villars, gouverneur général de la Provence, les y surveillait de plus près en raison des facilités pour retourner dans leur pays. Tout faisait donc présumer que les Corses se soumettraient aux deux conditions mises par la France à l'amnistie; cependant quelques

(1) Aleria, près de l'embouchure du Tavignano et des étangs de Diana. L'une des plus anciennes villes de la Corse. Fondée par les Phéniciens au sixième siècle avant J.-C. Elle reçut de Sylla une colonie romaine et compta jusqu'à 70,000 habitants.

symptômes d'une résistance, jusqu'ici passive, se manifestaient déjà. Giaffori, Giacinto, Paoli et Ornano, que les Corses reconnaissaient pour principaux chefs, avaient osé s'adresser directement au cardinal de Fleury et lui faire parvenir un mémoire exposant leur haine de la domination des Génois, et suppliant le roi de France de ne pas prendre en main la cause de leurs oppresseurs.

Le règlement, publié le 19 novembre, fut reçu avec la plus grande soumission par la Balagne, que nous occupions, et on se fit un moment l'illusion de croire qu'il en serait de même dans le reste de l'île. Bientôt l'effervescence éclata partout; les populations s'agitèrent; les moines, prêchant publiquement la rébellion, lisant aux habitants un règlement falsifié, et mettant en œuvre toutes les ruses et tous les mensonges pour attiser contre nous le feu de la haine, mirent le comble au désordre. Déjà M. de Villemeur avait dû occuper avec 2 B. Calvi, rentré dans le devoir à la vue de nos troupes, lorsque fut mise à exécution la clause du désarmement. A cette menace, tous les cœurs bondirent, toutes les montagnes se soulevèrent. Les chefs de l'insurrection, mettant à profit l'élan du premier moment, tombèrent le 12 décembre sur un détachement à Borgo (1), à quatre lieues de Bastia, envoyé précisément pour désarmer les habitants. M. de Boissieux, prévenu le lendemain seulement, rassembla sur-le-champ des compagnies de grenadiers, ses piquets, et marcha sans tarder sur Borgo. Il arriva, le soir même, en vue de ce village et établit ses troupes en arrière au pied de la montagne sur laquelle il est bâti. Tout était tranquille dans ce poste encore occupé par notre détachement, mais les rapports et les reconnaissances constataient la présence de beaucoup de monde sur les montagnes et les hauteurs des environs. Nos troupes occupaient leurs positions, parfaitement à l'abri de toute entreprise de vive force de la part des rebelles; aussi elles ne furent point attaquées. Mais M. de Boissieux jugea prudent de ne pas y prolonger leur séjour, les rebelles, maîtres de la campagne, pouvant facilement nous couper l'eau. Il se décida donc à se replier sur Bastia, après avoir ramené à lui le détachement de Borgo.

(1) Borgo, situé sur une montagne conique, au nord du Golo, au sud-ouest de la lagune de Biguglia.

Les révoltés saisirent avec à-propos, pour nous assaillir, le moment où ce détachement se déplaçait ; il s'ensuivit une vive escarmouche où ils eurent une trentaine de tués. Cet engagement, sans grande importance, permit de se rendre compte des difficultés et des dangers de toute nature que nous réservait une guerre dans ces hautes montagnes en face de pareils adversaires, ne présentant nulle part de masses, apparaissant de tous les côtés à la fois, s'approchant en se dissimulant de rocher en rocher, tirant de loin et nous échappant toujours en se jetant dans les fourrés épais qui couvrent le pays, presque impénétrables à tous autres qu'à ces rudes montagnards. M. de Boissieux ne se fit point d'illusion sur la tournure des événements, et se décida dès lors à châtier les rebelles d'une agression qui semblait un insolent défi jeté à la France. Pour réaliser ce projet, il convenait d'attendre l'arrivée d'un renfort de 4 B. annoncés, et peut-être même d'un plus grand nombre, si la guerre devait être portée au cœur des régions montagneuses et si l'on voulait y pénétrer de vive force au printemps suivant.

En attendant, au mois de novembre fut publiée la convention signée le mois précédent à Fontainebleau entre le secrétaire d'État Amelot et le prince de Lichtenstein, ambassadeur de l'Empereur, convention affirmant de nouveau l'autorité des Génois sur la Corse et l'obligation pour les Corses d'avoir à livrer leurs armes. Mécontent d'ailleurs des mauvaises dispositions et de l'attitude hostile des députés de Bastia, M. de Boissieux se saisissait de leurs personnes et, avec l'assentiment du roi, les dirigeait sur Toulon ; ils y furent traités plus sévèrement que les otages précédents, et l'intendance reçut ordre de ne leur allouer par jour que le nécessaire à leur subsistance. Du côté des Corses, l'irritation augmentait également de plus en plus ; les sentiments hostiles à notre égard prédominaient, et la révolte gagnait du terrain. La Balagne elle-même et le Nebbio, qui avaient donné jusqu'ici les marques de la plus grande soumission, se soulevaient. La Corse entière, méconnaissant la bienveillance et la longanimité avec lesquelles on avait procédé à son égard, bravait décidément l'autorité du roi, et dans une assemblée réunie à Tavagna, le 6 janvier 1739, ses chefs, enhardis par l'impunité, juraient de faire une guerre à mort aux Français, s'ils osaient essayer de leur ravir leurs armes, et ils renouvelaient leurs serments de fidélité au roi Théo-

dore. Ils ignoraient encore que cet aventurier venait d'être mis en prison à Gaëte, dans le royaume de Naples, ainsi qu'on l'apprit par des gens de sa suite qui, passant près de Toulon, y avaient été arrêtés et interrogés.

Pendant ce temps, le renfort promis à M. de Boissieux, arrivé à Antibes, s'était embarqué au mois de décembre 1738; en attendant le départ, il avait reçu des subsistances tirées de la ville, afin de ménager pour le trajet les ressources de la marine. La flotte, contrariée par les vents, ne put mettre à la voile qu'en janvier; elle arriva tout entière à Bastia vers le 10 ou 11 janvier, à l'exception de quelques tartanes et felouques qui, jetées par la tempête sur les côtes d'Italie, s'échouèrent dans les ports de Civita-Vecchia, Livourne et Vado, et dont la plupart débarquèrent plus tard à Calvi. Ce renfort portait à 10 B. l'effectif des troupes françaises en Corse; néanmoins, en présence de la surexcitation des esprits et de la résistance probable, cet effectif ne fut pas jugé suffisant pour rien entreprendre et agir offensivement: un nouveau secours fut demandé en France. Sur ces entrefaites, M. de Boissieux mourut à Bastia de la fièvre et de la dysenterie, le 2 février 1739 (1).

S. M. fit choix, pour lui succéder dans la direction des opérations, de M. le marquis de Maillebois, fils du contrôleur général Desmarets et petit-fils par les femmes du grand Colbert. En attendant son arrivée, M. de Sasselange reçut le commandement de la place de Bastia, et M. de Villemeur celui des troupes de Calvi. Ils devaient expressément garder leurs positions, ne point prendre l'offensive et temporiser jusqu'à ce que le nouveau secours demandé fût arrivé, ce qui, selon toute probabilité, aurait lieu dans le mois d'avril.

M. de Maillebois, parti de Versailles peu de temps après le décès de M. de Boissieux, aborde l'île le 21 mars 1739 et débarque à Calvi. Il mande aussitôt près de lui M. de Villemeur, se fait rendre compte de la situation générale, et en particulier de celle

(1) Le comte de Boissieux, neveu du maréchal de Villars, entra au service en 1704. Employé à l'armée d'Italie en 1733, comme brigadier et commandant le régiment d'infanterie de la Sarre; maréchal de camp en 1734; envoyé en Corse par pouvoir du 2 décembre 1737; lieutenant général le 1[er] mars 1738.

de la Balagne. Ces deux officiers, après avoir pesé ensemble toutes les considérations, convinrent, comme cela avait, du reste, été prescrit à M. de Villemeur, de continuer à demeurer dans l'inaction jusqu'à l'arrivée de forces supérieures. Pendant ce temps, M. Riouffe préparait à Antibes tout ce qui était nécessaire à l'embarquement du troisième convoi de troupes, et passait un marché pour assurer au moyen d'une tartane un service de poste régulier entre Antibes et Bastia (1). De son côté, M. Peloux réunissait à Bastia, en vue de l'arrivée d'un contingent de cavalerie attendu, tous les fourrages nécessaires, et le commissaire de la Villeurnoy se rendait à Ajaccio pour y rassembler également les fourrages et y préparer les cantonnements de B. destinés à être jetés plus tard dans cette place pour en assurer la sécurité et contribuer de ce côté aux opérations.

Cependant le cabinet de Versailles répugnait encore à l'emploi de la force, et, le 13 avril, M. de Maillebois recevait de M. d'Angervilliers, ministre de la guerre, avis que M. le cardinal de Fleury désirait une dernière tentative dans le but d'éviter les hostilités. Il devait faire connaître aux Corses que le roi voyait avec chagrin que la plupart d'entre eux, oubliant l'intérêt de leur patrie, persistaient à entretenir le trouble malgré le règlement contracté avec l'Empereur pour la pacification, et leur insinuer que S. M. voulait bien néanmoins ne pas confondre les gens de bien avec les coupables, et qu'une prompte soumission de ces derniers était le seul moyen d'éviter les malheurs qui les menaçaient.

M. de Maillebois se conforma au désir de M. le cardinal de Fleury. M. de Villemeur approuvait cette démarche et en augurait favorablement. Mais, ne recevant aucune marque de soumission et en présence de l'attitude suspecte des chefs de la Balagne, assemblés pour délibérer sur la résolution à prendre, M. de Maillebois crut devoir se tenir sur ses gardes. Dans une tournée au Nebbio, il désarma les habitants de ce canton et y établit plusieurs postes. Il prescrivait en même temps d'autres mesures de précaution contre tout retour éventuel du roi Théodore. Il savait par des

(1) Bastia, à l'entrée orientale de la presqu'île du cap Corse. Agréablement située, s'élève en amphithéâtre. Elle disparut après l'époque romaine. En 1383, relevée par les Génois.

lettres interceptées qu'une felouque avait débarqué en une seule fois à la tour d'Alestro dix-sept émissaires de l'aventurier, parmi lesquels son neveu, le baron de Drost. Ces lettres, adressées à différents chefs des rebelles, faisaient appel à la fidélité jurée à leur ancien roi, et traçaient un plan de campagne consistant principalement à s'emparer des places d'Ajaccio, Bonifacio et Porto-Vecchio. Bien que ces projets parussent chimériques, M. de Maillebois ne laissa pas que de veiller à ce qu'ils fussent déjoués. Il ne négligea donc rien quant à la sûreté de la côte et principalement des trois villes menacées, il prescrivit dans ce but aux navires disponibles d'établir une croisière. Une galère est placée en vue de Bastia, une autre vis-à-vis de Bonifacio, tandis que 3 brigantins surveillait la côte orientale depuis Bastia jusqu'à Porto-Vecchio. La côté occidentale est gardée par une frégate placée à Saint-Florent, un brigantin à l'Ile-Rousse et à Calvi, enfin une frégate à Ajaccio (1).

Ces précautions semblaient suffisantes en ôtant tout sujet de crainte du côté de la mer; d'ailleurs, l'arrivée du troisième convoi de troupes, parti d'Antibes le 21 avril, nous permettrait de garnir suffisamment tous les postes que l'on pouvait redouter de voir attaquer. La tête du convoi parut le 28 avril 1739 en vue de la Corse. Le soir du même jour à 6 heures, 6 bâtiments entraient dans le golfe de Saint-Florent : la barque *Saint-Hippolyte*, portant 4 compagnies de Royal-Roussillon; le pinck la *Croix-Ferrary*, 3 du régiment de l'Ile-de-France; le pinck *Saint-Antoine*, 4 de Montmorency; le vaisseau le *Saint-Joseph*, de Cannes, également 4 de ce dernier régiment. En même temps, le 28, à 4 heures du soir, 4 compagnies du régiment de Sennectère, et celle de Mestre-de-camp d'Esterhazy-hussards, entraient à Calvi.

Le 1er mai au soir, les bâtiments, avec des troupes à destination de Bastia, arrivaient à Saint-Florent et y débarquaient, le 2, à la pointe du jour, le reste des B. de Royal-Roussillon, de l'Ile-de-France et de Montmorency, avec les hussards, les mulets des vivres, l'artillerie, les ingénieurs, tandis que M. de la Villarzel, commandant la barque la *Légère*, emmenait à Calvi les B. d'Aunis et de Forez, ainsi que le surplus du B. de Sennectère et de l'E. des hussards

(1) Ajaccio, sur la côte occidentale de l'île, au fond d'un golfe. Construite sur une langue de terre terminée par une citadelle; fondée en 1495.

Esterhazy. Ce renfort portait à 16 B., 3 E. et 1 compagnie de miquelets les forces à mettre en ligne en vue d'une guerre qui désormais paraissait inévitable, tous les moyens de conciliation ayant été épuisés. M. de Maillebois avait en outre à sa disposition les troupes génoises, du reste en petit nombre dans l'île, mais il ne pouvait attendre aucun concours efficace du B. corse levé pour le compte de la France et dont le recrutement offrit tant de difficultés qu'on dut renoncer à ce projet ou tout au moins l'ajourner.

Les 16 B. français appartenaient à 15 régiments différents.

Numéros.	RÉGIMENTS.	B.	COLONELS.	DATE DE LEUR ARRIVÉE.
9e	Auvergne..........	2	De Contades.	8 février 1738.
33e	D'Ourouer.........	1	D'Ourouer.	
34e	La Sarre...........	1	D'Audibert de Lussan.	
85e	Nivernais..........	1	D'Avaray.	
95e	Bassigny...........	1	De Villemeur.	
69e	Flandre	1	De Montmorency.	10 janvier 1739.
71e	Béarn	1	De Valence.	
79e	Cambrésis.........	1	De Pons-Chavigny.	
112e	Agénois	1	De Malauze-Bourbon.	
37e	Royal-Roussillon ..	1	D'Haussonville.	2 mai 1739.
57e	Sennectère........	1	De Chaillou.	
78e	Forez.............	1	De Choiseul-Meuse.	
88e	Ile-de-France	1	Crussol.	
90e	Aunis.............	1	De Gondrin, duc d'Antin (1).	
99e	Montmorency......	1	De Montmorency-Logny.	

Chaque B. comprenait 17 compagnies, dont une de grenadiers; sa force numérique était d'environ 500 hommes.

Les 3 E. de hussards provenaient du régiment de Rattsky, n° 57 (2 E.), commandés par le maréchal de camp de Rattsky, et de celui d'Esterhazy, n° 60 (1 seul E.), sous le comte d'Esterhazy; chaque

(1) Antin, seigneurie des Hautes-Pyrénées, érigée en marquisat en faveur d'Antoine-Arnaud de Pardaillan. mort en 1624, puis en duché pour Louis Gondrin de Pardaillan, duc d'Antin, 1712, mort en 1736. Son fils Louis-Antoine, colonel de Royal-Marine et d'Aunis, 1727 ; maréchal de camp, 1743 ; lieutenant général. Pardaillan de Gondrin, duc d'Antin, né le 15 février 1727, mort à Brême le 14 septembre 1757. Sa branche et sa famille s'éteignent en lui.

E. comptait environ 150 hommes et 100 chevaux. Enfin l'artillerie expéditionnaire était tirée des 1[er] et 3[e] B. de Royal-Artillerie, n° 46, en garnison, le premier à la Fère, le second à Metz. La compagnie de miquelets du Roussillon, levée spécialement en vue de la guerre de Corse, par une ordonnance du roi en date du 10 février 1739 avait été recrutée parmi les montagnards pyrénéens.

M. de Maillebois, avec le grade de lieutenant général depuis le 22 décembre 1731, avait sous ses ordres 3 maréchaux de camp : M. de Rattsky, à la tête de son régiment; M. du Châtel, qui sortait de l'arme des dragons, et M. de Rousset de Girenton, appartenant à l'infanterie. En outre, 5 colonels ou lieutenants-colonels étaient pourvus d'une commission de brigadiers : MM. de Villemeur, colonel du régiment de Bassigny; de Contades, colonel d'Auvergne; de Gondrin, duc d'Antin, colonel d'Aunis; de Larnage, lieutenant-colonel du régiment de Montmorency; de Sasselange, lieutenant-colonel; et pour les 2 détachements de Royal-Artillerie MM. de Breende et de Valenceau, lieutenants-colonels.

Le 2 mai, dès le débarquement du dernier renfort, nos troupes sont ainsi réparties :

1° A Bastia, 8 B. (2 B. d'Auvergne (1), 1 B. d'Aunay, 1 B. de

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*).

1[re] colonne.

N° 9, Auvergne (voir n° 7); de Marseille se rend en Corse, s'embarque en janvier 1738 pour Bastia. Le comte de Vaux, qui, trente ans plus tard devenu maréchal, devait soumettre cette île à la France, était alors capitaine au corps. Le marquis de Boissieux ne réussit pas à soumettre les révoltés et, au mois d'octobre, il fallut en venir aux mains. Toute la population appelée attaque Borgo, défendue par le capitaine Courtois avec 500 hommes d'Auvergne. Les Français rentrent dans Bastia le 24 octobre, découragés. Mars 1739, M. de Maillebois arrive avec des renforts remplacer M. de Sasselange, lieutenant-colonel d'Auvergne depuis la mort de M. de Boissieux, 2 février. Les hostilités recommencent le 25 août; Auvergne, avec son 2[e] B., commandé par le capitaine de Fontbrune, s'empare d'un poste près Baselica. De 1739 à 1740, Auvergne est occupé à désarmer les montagnards; reste jusqu'en avril 1741, pour passer en Bavière.

N° 33, Ourouer (voir Hainaut, n° 33) est un des premiers régiments qui mirent le pied dans l'île de Corse; désigné en janvier 1738, il part du golfe de Juan le 1[er] février, débarque le 8 à Bastia. Le 7 décembre de cette année, il bat, à Borgo, un rassemblement d'insurgés. Le 3 juin 1739, prend part au combat livré sur les hauteurs de San-Giacomo et revient en France en avril 1741.

la Sarre, 1 B. de Royal-Roussillon, 1 B. de l'Ile-de-France, 1 B. de Nivernais, 1 B. de Montmorency), 2 E. de hussards Rattsky, 1 compagnie de miquelets, 1 détachement de Royal-Artillerie et d'ouvriers ou mineurs.

2° A Calvi, l'Algajola, Archipatro et Santa-Restituta, 8 B. (1. B. de Sennectère, 1 B. de Flandre, 1 B. de Béarn, 1 B. de Bassigny, 1 B. de Forez, 1 B. de Cambrésis, 1 B. d'Aunis, 1 B. d'Agénois), et 1 E. de hussards Esterhazy.

3° A Saint-Pellegrin et à la tour de la Padulella, des fantassins et cavaliers de la garnison de Bastia, plus des troupes régulières et des milices soudoyées de la république génoise. MM. de Larnage et de Gondrin, duc d'Antin, devaient commander ces deux postes.

4° A Saint-Florent, pour lier Bastia à la Balagne, de l'infanterie tirée également de la garnison de Bastia, aux ordres du sieur Duflot, capitaine, premier factionnaire d'Auvergne.

Le 9 mai, les troupes autour de Calvi modifiaient leurs premières positions et s'établissaient : 2 B. à Calvi (Sennectère et

N° 34, la Sarre (voir n° 34), parti du golfe de Juan le 1er février 1738, aborde le 5 à Bastia. Au mois de décembre, un détachement, commandé par le lieutenant-colonel la Romagère, opère le désarmement de Borgo ; le 12, défait une bande de montagnards. 1739, le régiment est au combat du 3 juin sur les hauteurs de San-Giacomo; le 4, des compagnies, conduites par le colonel de Lussan, soutiennent un combat terrible dans le défilé près de Bastellica; rappelé en 1741.

N° 37, Royal-Roussillon (voir n° 37).

N° 88, Isle-de-France. Corse, 1739-1741. Licencié, 25 novembre 1762.

N° 85, Nivernais (voir Lamarche-prince, n° 74).

N° 99, Montmorency (voir Cambrésis, n° 70). Corse. 1739-1741.

2e *colonne.*

N° 57, Sennectère. Chaillou, du 10 mars 1739 au 22 août 1743 (voir Vexin, n° 58). De Briançon s'embarque pour la Corse en janvier 1739; se distingue, le 3 juin, aux combats de San-Giacomo et de Bigorno; rappelé pour la guerre de la succession d'Autriche.

N° 69, Flandre (voir Touraine, n° 18). Incorporation du 10 décembre 1762.

N° 71, Béarn. M. de Valence, 19 juillet 1734; 15 janvier 1745; licencié le 25 novembre 1762.

N° 95, Bassigny (voir Royal-Comtois, n° 59). Supprimé le 10 mars 1749.

N° 78, Forez (voir n° 69).

N° 79, Cambrésis (voir n° 71).

N° 90, Aunis (voir Languedoc, n° 53). Supprimé le 10 mars 1749.

N° 112, Agénois (voir Berry, n° 32). Supprimé le 10 mars 1749.

Cambrésis); 2 B. à Lumio (Flandre et Aunis); 1 B. à l'Algajola (Béarn), avec l'E. des hussards Esterhazy; 2 à Corbara (Bassigny et Agénois); 1 B. à Calenzana (Forez).

Le 16 mai, M. de Maillebois se porte de sa personne sur le Golo (1), avec de l'infanterie et des hussards Rattsky, et jette un pont de bateaux sur cette rivière près de son embouchure, pour faire passer à Saint-Pellegrin des troupes destinées à en compléter la garnison. Son but atteint, il revient à Bastia.

L'arrivée de nouvelles troupes françaises ne paraissait pourtant pas intimider les rebelles; ils poussèrent même l'audace jusqu'à venir nous attaquer à l'Algajola, dans la nuit du 18 au 19 mai. M. de Villemeur y commandait. Ils s'avancèrent à minuit pour surprendre ce bourg, où se trouvaient les hussards d'Esterhazy. Mais ceux-ci se mirent en état de défense et donnèrent le temps à M. de Villemeur de venir les dégager avec le B. du régiment de Béarn. Son apparition suffit pour éloigner les Corses; dans la courte lutte que les hussards avaient eu à soutenir, ils perdirent un officier tué et eurent quelques blessés; les rebelles leur avaient en outre enlevé 5 ou 6 chevaux.

Les opérations sérieuses allaient commencer; M. de Maillebois était prêt et son plan arrêté. Les troupes, formant deux groupes réunis autour de Bastia et de Calvi, devaient opérer de chaque côté séparément, briser la résistance sur leur passage, puis marcher à la rencontre l'une de l'autre de manière à converger et à se réunir sur le Golo en avant de Corte, coupant ainsi et isolant du reste de la Corse la Balagne et le Nebbio. Dès le 28 mai, il envoyait dans la Balagne M. du Châtel pour y prendre le commandement des troupes de Calvi et diriger de ce côté les opérations conformément à ses instructions. Le 29 mai, les garnisons de Saint-Pellegrin et de la Padulella sont relevées par des troupes destinées à prendre part à l'action.

Le 2 juin, les deux colonnes s'ébranlèrent : celle partie de Bastia, et avec laquelle marchait M. de Maillebois, était placée sous les

(1) Golo, le plus grand fleuve de la Corse, qui prend ses sources dans les montagnes de la Vaglia-Orba, au sein de la forêt de Valboniello, coule vers le N.-E., arrose le Niolo et gagne la Méditerranée, sur la côte orientale de l'île. Il traverse l'étang de Biguglia ou Chiurlino, où s'élevait Mariana, une des grandes colonie des Romains, et qui fut le théâtre, en 1768, du dernier effort de Paoli.

ordres directs de M. de Rousset; celle de Calvi, sous ceux de M. du Châtel. M. de Maillebois se mit en route à midi avec les compagnies de grenadiers, des piquets tirés de chacun des 8 B., miquelets, hussards Rattsky et volontaires corses, suivi par le reste des 8 B. On arriva sans résistance, à 1 heure après minuit, à l'église San-Nicolao, au-dessus du village de Piève, où l'on campa.

Le lendemain 3, à la pointe du jour, ce petit corps, fractionné en quatre colonnes, se mettait en marche et rencontrait l'ennemi. La colonne de droite, sous M. de Lussan, marcha droit à la gorge de San-Giacomo, où elle trouva les rebelles des pièves de Pietralba, Novella, Caccia et Giovellina établis dans les rochers avoisinants et qui paraissaient décidés à en défendre le passage. Elle les attaqua aussitôt, et, malgré leur vive résistance, parvint à les déposter. Maîtres de la position, nos soldats s'établirent sur la hauteur, où ils passèrent la nuit. Le lendemain 4, à 9 heures du matin, les habitants de ces quatre villages offraient leur soumission et déposaient leurs armes entre nos mains. La colonne de gauche, sous M. de Crussol, attaquait en même temps la gorge de Bigorno. Les rebelles de cette piève y occupaient aussi les hauteurs. M. de Crussol se dirigea sur eux et les délogea facilement. L'engagement de ce côté ne fut ni long ni bien sanglant; après quelques décharges, l'ennemi, découragé, implora la clémence du roi. La colonne du centre enfin, de même force que la précédente et commandée par M. d'Avaray, colonel de Nivernais, attaqua en face la gorge de Lento. Les Corses s'étaient établis solidement à la croix de Lento sur la hauteur. Non seulement ceux de Lento et des villages voisins, mais encore ceux des pièves des montagnes voisines, étaient venus à leur secours sous les ordres de Giacinto Paoli. En présence de forces si considérables, M. d'Avaray différa l'attaque et demanda des ordres à M. de Maillebois, resté à la chapelle de San-Nicolao avec M. de Rousset et les troupes en réserve. M. de Maillebois vint lui-même reconnaître les positions, et, jugeant que la lutte serait sérieuse si elle devait avoir lieu dans ces conditions, somma d'abord les rebelles. Cette sommation eut un plein succès; après s'être concertés de nouveau, ceux-ci renoncèrent à la résistance et promirent des otages, qui furent effectivement remis, le 4 à midi, à la chapelle San-Nicolao, où toutes les troupes, à l'exception de celles occupant la gorge de

San-Giacomo, étaient revenues camper dès la veille au soir. Nous étions ainsi en possession de Lento et de ses environs.

De son côté, M. du Châtel avait aussi quitté ses cantonnements le 2 juin avec 8 B., l'E. des hussards Esterhazy, des volontaires corses et des paysans de Calenzana et de Corbara. Il forma ses troupes en deux colonnes. Celle de droite, sous M. de Villemeur, comprenait les B. de Chaillou (Sennectère) Forez, Cambrésis et Aunis avec les hussards. Partie de Lumio, elle pénétra sans résistance dans l'intérieur du pays, couronna les hauteurs qui dominent Lavatoggio, le couvent de Marasso, Cattori, Monte-Maggiore, et soumit tout le pays environnant sans aucune perte. La colonne de gauche, sous M. du Châtel, était formée des B. d'Agénois, Bassigny, Flandre et Béarn, d'un détachement de Grecs et d'un de Génois. Partie de Corbara, elle marcha droit à San-Antonino par Monticello, Santa-Reparata et le couvent d'Aregno. De ce côté, la lutte fut très sanglante, mais la ténacité des Corses dut céder devant l'élan et le courage de nos troupes. San-Antonino et le couvent d'Aregno furent le théâtre de luttes d'un acharnement incroyable. Quelques heures après la prise de ces deux centres de résistance, leurs défenseurs faisaient leur soumission.

Ces succès étaient importants; ils mettaient M. de Maillebois à même de réunir, quand il le voudrait, toutes les troupes de la Balagne avec celles qui occupaient la tête des gorges de Lento et de Bigorno, soit entre Pietralba et Belgodere, soit dans son camp de San-Nicolao, s'il se décidait à avancer de ce côté et à se porter en force près de Ponte-Novo sur le Golo, pour ensuite occuper le chaînon des montagnes des Costères, la seule route pénétrable jusqu'à Corte.

Quelques jours suffirent à réduire la Balagne (1). Du 3 au 5 juin, les troupes occupèrent la piève d'Aregno et campèrent : M. de Villemeur à Cattori, M. du Châtel entre San-Antonino et Pigno. Du 5 au 11, elles soumirent la piève di Tuani et s'établirent à Belgodère, Costa et Speluncato.

(1) Balagne, région s'étendant vers le versant N.-O. de la grande chaine transversale jusqu'à la côte entre le golfe de Calvi et l'embouchure de l'Ostriconi, baignée par les eaux bleues de la Méditerranée. Vers le sud, elle s'adosse aux montagnes abruptes d'Olmi-Cappello qui s'appuient aux sommets escarpés de la province de Niolo. L'Ile-Rousse est sa principale ville.

C'est alors que M. du Châtel reçut l'ordre de laisser en Balagne 2 B. seulement (Bassigny et Agénois) sous M. de Villemeur, et de reprendre sa marche avec les 6 B. restants et hussards pour opérer vers Canavaggia, à un mille de Lento, sa jonction avec les 8 B. de M. de Maillebois campés à San-Nicolao.

Son mouvement commença le 12. Le soir, il se portait vers Palasca, et de là dirigeait son infanterie par le château de San-Colombani et Novella sur Pietralba, où elle campait le 13. Les hussards Esterhazy suivaient une route parallèle le long du Fiume de San-Colombani. La jonction avec M. de Maillebois se fit le 17 juin.

En même temps qu'il dirigeait de San-Nicolao vers Ponte-Novo le gros de la colonne sous ses ordres, M. de Maillebois en détachait sous le commandement de M. de Rousset, sur le pays de Casinca, toute la brigade d'Auray (Auray, Flandre, Forez et Montmorency) et les 3 E. de hussards. Ce détachement devait s'établir à Vensolasco et achever de soumettre le pays de Casinca, dont quelques villages, ainsi que la piève de Moriani, avaient déjà envoyé des otages à Bastia.

Sur les 10 B. restés à la disposition de M. de Maillebois, 3 B., formant la brigade Royal-Roussillon (Royal-Roussillon, Cambrésis, Aunis) furent laissés à Lento pour assurer les communications avec Piève et Saint-Florent; les 7 autres B., brigades d'Auvergne (B. d'Auvergne, Chaillou et Béarn) et de la Sarre (la Sarre, Nivernais, l'Ile-de-France) vinrent, le 17 au soir, camper entre Ponte-Novo et Pastoreccia.

Ces derniers restèrent dans cette position jusqu'au 21 et se portèrent alors sur Ormessa et Corte, où ils entrèrent le 24. La brigade d'Auvergne s'établit sous Corte (1), la brigade de la Sarre en arrière à Ormessa. Toute la partie de la Corse en deçà des monts était ainsi entre nos mains, bien que toujours frémissante. Cette tâche accomplie, M. de Maillebois jugea nécessaire de donner du repos à ses troupes, fort éprouvées par les grandes chaleurs et par des fatigues excessives, suite de combats incessants et de marches forcées dans des chemins de montagne qui, malgré les répara-

(1) Corte, située presque au centre de l'ile, adossée à un rocher qui domine à pic le confluent de la Restonica et du Tavignano. Sa citadelle fut bâtie en 1420; Paoli l'assiégea en 1750. Siège du gouvernement de 1761 à 1769.

tions qu'on forçait les habitants à y faire, restaient détestables.

Le 3 juillet, elles étendaient leurs cantonnements :

Brigade d'Auvergne : les 2 B. d'Auvergne, à *Corte* et *Traloncа* : Chaillou, à *Erbajolo*, à 5 milles de Corte sur la gauche ; Béarn, à *Ormessa, Soveria* et environs.

Brigade Royal-Roussillon : Royal-Roussillon, à *Merosaglia, Pastoreccia* et *San-Antonio;* Cambrésis, à *Casabianca, Loreto;* Aunis, à *Lento, Campitello, Valpajola.*

Brigade la Sarre : Nivernais, à *Lucciana, Vescovato, Borgo;* la Sarre, à *Vensolasco, Penta;* l'Ile-de-France, à *Castellare, Poggio* et *Mezzane.*

Brigade d'Ourouer : Ourouer, à *Tavagna, Casa-Brandoni, Coccola;* Flandre, à *Moriani, Vensolasco, Penta;* Forez, à *Campo-Loro, Cotone, Canale;* Montmorency, à *Coreggio, Cervione, Muchitto;* les hussards dans les pièves de *Verde* et à *Serra.*

Le 10 juillet, toute la partie septentrionale de la Corse était soumise. Giacinto Paoli, avec ses deux fils, dont l'un, Pasquale, devait plus tard relever dans le pays le drapeau de l'indépendance, Louis Giaffori et Luca d'Ornano, quittaient le sol de la patrie et s'embarquaient pour Naples, où les attendaient les ovations d'une foule acclamant leur courage et leur malheur.

M. de Maillebois, cependant, songeait à continuer son œuvre. La moitié de la Corse méconnaissait encore ses ordres. Déjà il avait envoyé par mer à Ajaccio un détachement sous M. de Comeras, major du régiment de Bassigny, pour recevoir les otages et les armes que les Corses d'au delà des monts étaient invités à livrer, et pour peser avec M. d'Arrighi sur les populations de Zicavo et Talavo. Il résolut bientôt de marcher lui-même sur Ajaccio et de prendre de là les mesures nécessitées par la situation. Il réunit à cet effet à Corte des compagnies de grenadiers, des hussards, des volontaires, et à la tête de cette petite colonne, formant environ 1,200 hommes, il prit le 26 juillet la route d'Ajaccio et y arriva heureusement le 28.

A son passage à Bocognano, où se trouvaient 60 hommes environ qui l'y avaient précédé, il laissa en arrière M. d'Haussonville (1), lui prescrivit d'occuper Bastelica, afin de surveiller de ce

(1) Haussonville (Charles-Bernard de Cleron, comte d'), en 1717, mousquetaire ;

côté la piève de Talavo, où l'insurrection avait établi son dernier et plus redoutable refuge. Les montagnards de cette piève, dont Zicavo est le chef-lieu, étaient fanatisés par le prestige qu'avait su prendre sur eux un prêtre audacieux, remuant, énergique, que l'histoire désigne sous le nom de « prévôt de Zicavo ». On avait un moment, d'après les propositions de quelques habitants de ce district et leurs promesses d'envoyer des otages, espéré qu'il ne serait pas nécessaire de recourir à la force pour en obtenir la soumission. Cet espoir était peu fondé. M. de Maillebois se décida donc à faire agir ses troupes. A cet effet, M. de Larnage reçut l'ordre de partir d'Ajaccio le 3 août, avec un fort détachement, pour aller à Bastelica se joindre aux troupes de M. d'Haussonville et au régiment de Béarn, qui de Corte s'y rendait directement. Après la jonction, M. de Larnage devait avoir 1,300 hommes. En même temps des compagnies de grenadiers partaient d'Ajaccio,

18 juillet 1720, capitaine au régiment de Ruffec-cavalerie; 25 novembre 1734, colonel du régiment Royal-Roussillon; le joint à l'armée d'Italie et rentre en France avec lui au mois de septembre 1736; le conduit en Corse au mois d'avril 1739 et y reste jusqu'en 1741; passe en Flandre; à l'armée du Rhin: en Bavière le 4 juin 1743; 2 mai 1744, brigadier: à l'armée du bas Rhin le 1er avril 1745, puis à celle du prince de Conti le 1er mai 1746; rejoint l'armée d'Italie en juillet et finit la campagne à Briançon; 1er juin 1747, commande sa brigade à l'affaire de l'Assiette; 1er janvier 1748, maréchal de camp; se retire du service : meurt le 4 février 1754, âgé de cinquante-quatre ans.

Son fils, Louis-Bernard de Cleron, comte d'Haussonville, 22 juillet 1742, enseigne au régiment Royal-Roussillon; 25 octobre 1746, lieutenant au même régiment; 11 mars 1757, capitaine des volontaires de Schonberg; 13 janvier 1759, colonel du régiment Royal-Roussillon; 30 novembre 1761, colonel du régiment de la Marine; 25 juillet 1762, brigadier; 3 janvier 1770, maréchal de camp; 1er janvier 1784, lieutenant général. Dans ses notes au ministère de la guerre, on lit : *fait pour aller à tout.* A servi au Canada; fait les campagnes de 1768 et 1769 en Corse à la tête du régiment de la Marine; 2 novembre 1788, commandant en second en Lorraine, et, comme son père, grand louvetier de France, du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar.

Son petit-fils, Joseph-Othenin-Bernard de Cleron, comte d'Haussonville, né à Paris le 27 mai 1809, historien politique; embrasse fort jeune la carrière diplomatique, député, membre de l'Académie; publia plusieurs articles dans la *Revue des Deux-Mondes*; *Histoire de la politique extérieure du gouvernement français de* 1830 à 1848, 4 vol. in-8°; *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, 4 vol. in-8°; *l'Église romaine et le premier Empire*, 1800-1814, 5 vol.; *la France et la Prusse devant l'Europe*; *Vie de Sainte-Beuve*, 1875.

le 4 et le 5 août pour occuper Sainte-Marie d'Ornano, et un détachement tiré de la garnison de Corte et commandé par M. de Vaux, capitaine du régiment d'Auvergne, s'établissait à Ghisoni.

La piève de Talavo était ainsi menacée de trois côtés différents : l'audace des rebelles n'en fut pas abattue; ils avaient même commencé les hostilités. Le 1er août, avant l'arrivée de M. de Larnage, une première affaire avait déjà eu lieu près de Bastelica. Les Corses s'avançaient contre les troupes de M. d'Haussonville, qui marchèrent résolument à eux, et, après une décharge, les dispersèrent sans les atteindre. Le surlendemain 3, plus heureux, ils surprenaient M. d'Haussonville dans une reconnaissance et le forçaient de se retirer.

Malgré ces démonstrations, il y avait lieu encore d'espérer la soumission volontaire de la piève de Talavo. Le prévôt de Zicavo lui-même parut s'y prêter en demandant une entrevue le 9 août; le major de Bassigny, détaché par M. de Maillebois, devait s'aboucher avec lui: mais leur conférence n'aboutit qu'à faire mieux voir que ce prêtre n'était nullement disposé à se soumettre, mais qu'au contraire il se présentait comme le principal soutien de la rébellion et le plus obstiné dans la résistance.

Toute illusion disparut à la nouvelle du 11 août : les rebelles de Zicavo, levant décidément le masque, avaient assailli notre poste à Ghisoni. L'attaque eut lieu à 1 heure du matin; les habitants du village, d'intelligence avec eux, les avaient guidés et accueillis à bras ouverts. M. de Vaux, à la tête de notre détachement, s'établissait fortement dans un couvent, avec une faible garde dans le village. Nos sentinelles, surprises dans la nuit, furent tuées, et la garde n'eut que le temps de se replier sur le couvent, qui bientôt était entouré et assailli. La position devenait critique, car les rebelles s'étaient emparés d'une maison dominant le couvent, et de là dirigeaient sur nous un feu plongeant et meurtrier. La fusillade continua toute la nuit et toute la journée suivante, sans ébranler le courage et la confiance des soldats, qui soutinrent à merveille cette défense prolongée qui fait grand honneur à M. de Vaux et permit à M. de Larnage de le secourir. Celui-ci, en effet, aussitôt prévenu, avait détaché de Bastelica M. de Fontbrune, commandant du 2e B. d'Auvergne, avec ordre de se diriger sur Ghisoni, à peu de distance de Bastelica.

A leur approche, les rebelles cessèrent de porter leurs efforts sur la troupe de M. de Vaux et s'établirent sur les hauteurs, cherchant à disputer le passage à la colonne de M. de Fontbrune; mais nos troupes marchèrent droit à eux et les chargèrent avec tant de vigueur qu'ils durent se retirer précipitamment, laissant sur le champ de bataille nombre de morts. De notre côté, nous perdîmes peu de monde. Cette brillante affaire permit à M. de Fontbrune de dégager M. de Vaux et de renforcer la garnison de Ghisoni.

La conduite des Corses méritait une répression énergique et immédiate; M. de Maillebois passa de la défensive à l'offensive, et appela à lui 7 B. pour concourir à l'effort général qu'il se proposait de faire vers le 24 ou le 25 août. Le régiment de Chaillou était déjà arrivé à Ajaccio; celui de Nivernais y arriva le 13, la Sarre et l'Ile-de-France le 16, Royal-Roussillon et Forez le 17 et le 20. Le régiment de Béarn marcha directement sur Bastelica, où il arriva le 14. Son colonel, M. de Valence, se rendit à Ghisoni et y prit le commandement des troupes réunies.

Le plan de M. de Maillebois pour s'emparer de la piève de Talavo consistait à l'assaillir de quatre côtés à la fois. M. de Valence se porterait sur Palneca, un des plus gros villages de la piève. M. de Larnage, à Bastelica, avec les régiments de Béarn et Royal-Roussillon, 4 compagnies de grenadiers et les arquebusiers, devait assaillir les rebelles de son côté (piève de Tasso). La brigade de la Sarre (la Sarre, Nivernais, Forez et Ile-de-France) marcherait sur Sainte-Marie d'Ornano et y désarmerait d'abord les pièves d'Ornano et d'Istria, dont les populations s'étaient soumises et auxquelles on avait jusque-là laissé leurs armes pour leur permettre de se défendre eux-mêmes contre leurs voisins de Zicavo. Elle devait ensuite concourir à l'effort commun contre les pièves de Talavo et de Guittera. Enfin, avec une forte colonne, M. d'Avaray s'embarquerait à Ajaccio pour descendre au golfe de Valinco, occuper Sartène, désarmer les pièves de la Rocca et de Scopamène, auxquelles on permettait également de conserver leurs armes, ensuite se porter sur Quenza et tomber sur les derrières des rebelles. M. de Maillebois se proposait de s'établir de sa personne à Ornano avec les hussards de son escorte.

Au jour convenu, la brigade de la Sarre se mit en mouvement

et occupa Sainte-Marie d'Ornano. Ses détachements ne trouvèrent point de résistance dans les pièves d'Istria et d'Ornano et en désarmèrent les habitants. Tout marchait donc à souhait de son côté, mais il n'en était pas de même plus au sud. M. d'Avaray, débarqué dans la nuit du 18 au 19 au fond du golfe de Valinco, s'était porté, avec des compagnies de grenadiers, des piquets suisses à la solde des Génois, sur le village d'Olmeto, chef-lieu de la piève d'Istria et situé à trois milles de la mer sur la route de Sartène. Conformément à ses instructions, il procéda au désarmement, et déjà, sur les trois hameaux de ce village, deux avaient été désarmés. Le troisième, d'abord hésitant, suivait enfin leur exemple, quand tout à coup les habitants, revenus à des idées de résistance, se jetèrent sur les armes déjà déposées, s'en saisirent, et firent feu inopinément sur nos troupes étonnées et surprises. Ils nous enlevèrent en même temps un convoi de farines amené par les Génois à la suite du détachement et établirent un poste entre le village et la mer afin d'intercepter nos communications avec les bâtiments restés dans le golfe.

M. d'Avaray informe aussitôt de sa situation M. de Maillebois, qui sur-le-champ embarque à Ajaccio un secours aux ordres de M. de Chamouroux, premier capitaine des grenadiers du régiment d'Auvergne, sous l'escorte d'une frégate que montait M. le comte d'Uzès. A l'arrivée de ce renfort, les rebelles perdirent courage; beaucoup prirent la fuite; la plupart vinrent se jeter aux pieds de M. d'Avaray en demandant pardon de leur faute. Cet incident de peu de gravité n'en retarda pas moins l'effort général projeté pour la fin d'août. Il fallait, en effet, terminer auparavant l'œuvre de désarmement dans le sud que M. d'Avaray n'avait pu mener à bonne fin.

M. de Maillebois, arrivé le 27 août au camp de Sainte-Marie d'Ornano, modifia légèrement ses premières dispositions. Il rappela auprès de lui M. d'Avaray avec une partie de son détachement, ne laissant dans la piève d'Istria que deux détachements, l'un à Olmeto, sous le commandement de M. de Champois, lieutenant-colonel de Forez, l'autre à Petreto avec M. de Sante, lieutenant-colonel de l'Ile-de-France, et il chargea M. du Châtel de la mission qu'il retirait à M. d'Avaray.

M. du Châtel, parti à cet effet, le 31 août, du camp de Sainte-Marie d'Ornano, ayant sous ses ordres M. de Crussol,

colonel du régiment de l'Ile-de-France, arriva le 1er septembre à Sartène et y fut très bien accueilli. Les habitants de cette piève livrèrent leurs armes sans aucune difficulté; ceux de Vigiano, proches du littoral, s'y résignèrent également. Mais les pièves d'Attala, de Scopamène et de la Carbini, portion du pays appelé la Rocca, repoussèrent toute proposition à cet égard, et, à l'exemple de leurs voisins de la piève de Talavo, se mirent en révolte ouverte contre nous et levèrent 500 montagnards, environ, qui tinrent aussitôt la campagne. Ils marchèrent sur Sartène, comme pour braver et insulter M. du Châtel, et voulurent d'abord s'emparer d'une hauteur qui domine la ville. M. du Châtel avait eu le temps de l'occuper, et, malgré leurs vigoureux efforts, ils ne purent en déposter nos troupes et furent repoussés énergiquement. Ils se portèrent alors sur Fozzano, petit village entre Sartène et Olmeto, dans l'intention de couper M. du Châtel de ses communications avec M. de Champois, qui commandait les troupes réunies dans ce dernier village. Ils ne tardèrent pas à abandonner cette position, sur l'avis que MM. du Châtel et de Champois se disposaient à les y attaquer en convergeant leurs efforts, et ils se dispersèrent dans les environs.

Pendant ce temps M. de Maillebois faisait encore entrer en ligne le régiment de Cambrésis, à Corte, et disposait ainsi pour l'exécution de ses desseins de 8 B. entiers, outre les compagnies de grenadiers des autres régiments, la compagnie des arquebusiers et les piquets de chacun des régiments d'Agénois et de Bassigny laissés dans la Balagne. En présence de la résistance de la piève de la Rocca, il se décidait à se priver du concours direct des troupes de M. du Châtel pour l'opération principale dans la piève de Talavo, et à tenter l'entreprise avec les seules troupes de Sainte-Marie d'Ornano, de Bastelica et Ghisoni.

Le 16 septembre, il prend l'offensive, se porte rapidement sur le village de Guittera en avant de Sainte-Marie d'Ornano. Il campe à Guittera et y opère sa jonction avec M. de Larnage, parti le même jour de Bastelica à 6 milles de Zicavo. Il crut devoir différer l'attaque de Zicavo, d'abord fixée au 17, afin de désarmer préalablement tous les autres villages de la piève. Cette opération dura trois jours. Rassuré d'ailleurs par les excellentes nouvelles reçues de M. du Châtel, annonçant qu'il était maître de la situation du côté de Sartène et avait à peu près obtenu la soumission de tout le pays de la Rocca, à

l'exception des villages de la Serra et de Levie, dont les habitants, sous la conduite de Peretti, avaient conservé leurs armes et tenaient la campagne, M. de Maillebois donna enfin l'ordre à M. de Valence de quitter Ghisoni et de marcher de son côté sur Zicavo. M. de Valence pénétra dans la piève de Zicavo par le nord, occupa le village de Palneca et prit position, le 20 septembre, à deux milles en avant et au nord de Zicavo, que les troupes de M. de Maillebois, toujours campées à Guittera, menaçaient à l'ouest. L'action commune fut fixée au 22. La veille, M. de Larnage, sous la protection d'un détachement, avait été porter à M. de Valence les instructions du général en chef et s'entendre avec lui sur les dispositions à prendre de chaque côté.

L'attaque de Zicavo eut lieu le 22 septembre, au point du jour. Une résistance acharnée était probable dans ce dernier boulevard de l'insurrection : on fut surpris de n'en trouver aucune. Le village était entièrement désert ; les hommes, aussi bien que les femmes et les enfants, avaient abandonné dans la nuit leurs foyers pour se retirer sur la montagne del Coscione, proche du village, d'où, avec une obstination indomptable, ils refusaient toujours de remettre leurs armes et de rentrer dans le devoir.

On ne jugea pas à propos de les poursuivre et de les traquer sur ces hauteurs escarpées et difficiles ; le temps et le manque de vivres devaient en effet, aussi bien que la force, les obliger à bref délai à subir la loi du vainqueur. Dans ce but, la montagne fut cernée, et un détachement envoyé à Quenza pour leur fermer la retraite et compléter le cordon qui les entourait. Sur la menace d'une attaque de Peretti, qui rôdait avec le reste des insurgés de la Rocca dans les environs de Quenza, ce détachement fut bientôt renforcé par un second, venu du couvent de Talla sous M. de Champois. Inutile d'ailleurs de laisser à Zicavo toutes les troupes. Les B. de Nivernais et de l'Ile-de-France furent ramenés en arrière à Sainte-Marie d'Ornano pour assurer les communications avec Ajaccio. 3 B. seulement (la Sarre, Chaillou et Forez), avec les compagnies de grenadiers et les arquebusiers, continuèrent à occuper Zicavo et à bloquer de ce côté les rebelles. M. de Maillebois, retourné de sa personne à Ajaccio dès le 27 septembre, se voyait dès lors assuré du succès et attendait patiemment d'être en position d'en rendre compte.

Le plus grand nombre des habitants de Zicavo, retiré sur la montagne del Coscione, pressé par la faim, ne tarda pas en effet à demander grâce; on les vit arriver successivement, au fur et à mesure des défaillances qu'amenaient les privations. M. de Maillebois usa d'indulgence et permit à ceux qui déposèrent les armes de rentrer chez eux avec leurs familles. Ceux à qui cette faveur fut accordée donnèrent les marques de la soumission la plus absolue, et il ne resta bientôt plus autour du prévôt de Zicavo qu'un noyau de fidèles compagnons, peu nombreux, mais dévoués et énergiques, qui continuèrent la lutte avec lui.

Le prévôt, cependant, se voyant perdu, se souvint qu'autrefois l'archiprêtre d'Ajaccio, son parent, avait fait inutilement plusieurs démarches auprès de lui pour le détourner de sa dangereuse tentative et le dissuader de se mettre à la tête des mécontents de Zicavo. Il songea donc à recourir à son intercession pour se soustraire au châtiment mérité, et demanda, par l'intermédiaire d'un ecclésiastique envoyé à cet effet à Zicavo, l'autorisation de s'entendre avec M. de Maillebois. Cette demande lui fut accordée en considération de la fidélité bien connue de l'archiprêtre. L'entrevue amena la soumission de ce chef sauvage et redouté, qui se rendit enfin le 10 octobre, avec ses compagnons, à M. de Maillebois sous promesse de la vie et de la liberté. Conduit le 11 à Ajaccio, il y resta quelque temps détenu, et fut ensuite embarqué pour Livourne sous escorte.

La guerre paraissait désormais terminée. Il ne restait plus sur la montagne del Coscione que le neveu de Théodore avec une centaine de Corses, plutôt bandits que patriotes. Les villages de la Serra et de Levie avaient fait leur soumission à l'approche du détachement de M. de Champois. Le chef Alphonse Peretti, qui tenait la campagne avec les habitants de ces villages, avait déposé ses armes, ainsi que Pausani, l'un des derniers et des plus obstinés des révoltés. Les pièves de Carbini et de Scopamène elles-mêmes s'étaient rendues, et M. du Châtel, ayant ainsi brisé toute résistance dans le pays de la Rocca, avait rassemblé à Sartène tout son détachement et, ne laissant qu'une troupe à Sartène et une autre à Olmeto, avait repris avec lui, le 10, la route d'Ajaccio, où il arrivait le 12 octobre.

M. de Maillebois alors rechercha les moyens de consolider par

une sage administration les résultats obtenus par les armes. Il établit en Corse un gouvernement politique et une nouvelle juridiction, fit part au roi de ses avis et de ses réflexions pour servir au projet élaboré alors à Versailles. Pensant avec raison qu'après cette période de guerre, il fallait donner un aliment au tempérament déjà naturellement belliqueux des Corses, il tenait plus que jamais à la réalisation de son projet longtemps caressé de lever un régiment corse pour le service de la France, projet ajourné jusque-là. L'expérience montra qu'il avait raison : nombre d'insulaires vinrent s'enrôler sous le drapeau de la France, et, le régiment une fois organisé, M. le comte de Vence en fut nommé colonel. Le régiment se forma à Antibes ; il prit le nom de Royal-Corse et comprit 17 compagnies, les soldats étaient traités comme les soldats français.

Tout en purgeant ainsi le pays de quelques-uns de ses éléments d'agitation, M. de Maillebois désirait encore arriver à l'apaisement des esprits par des concessions. Jugeant avec raison les Corses fiers, vaniteux et ambitieux, il espérait se les attacher facilement, du moins les principaux d'entre eux, en flattant leur amour-propre par des distinctions honorifiques, et en éveillant leurs passions par l'espoir de parvenir aux premières dignités du pays, en raison de leurs aptitudes naturelles incontestables.

Si les Corses semblaient sans trop de peine accepter l'autorité de la France, leurs sentiments à l'égard des Génois ne s'étaient pas modifiés et leur haine subsistait tout entière. Les Génois, de leur côté, malgré tous les services que nous avions rendus à leur cause et que nous lui rendions encore, semblaient peu reconnaissants. Bien que le calme existât en apparence, la situation paraissait loin d'être rassurante pour l'avenir ; le pays était en outre désolé par des vols, des assassinats et des brigandages, fruits inévitables des habitudes de violence et des rancunes contractées pendant la guerre. M. de Maillebois en atténua le nombre par une mesure judicieuse, en permettant à la plupart des chefs rebelles et à leur suite de s'embarquer et de gagner la terre ferme ; il se concilia également les sympathies de la population en rendant la liberté aux otages gardés à Toulon et à Marseille, et qui purent rentrer dans leur pays. La Balagne conserva d'ailleurs la liberté du commerce ; et le roi ne voulut pas sanctionner les impôts que M. de Maillebois proposait de prélever sur le pays.

Le quartier général avec M. de Maillebois fut établi à Bastia. Les troupes furent réparties :

1° A *Bastia,* sous le commandement de M. du Châtel : 4 B., la Sarre, Flandre, Forez et Ile-de-France, avec les arquebusiers, l'artillerie et 2 compagnies de l'E. des hussards Esterhazy. L'infanterie détacha des postes à *Saint-Pellegrin* et à la *Padulella.*

2° Dans le *Nebbio,* sous M. de Montmorency : 1 B. Montmorency, à *Saint-Florent* et à *Piève.*

3° En *Balagne* (M. de Villemeur) : 3 B., Bassigny, à *Calvi,* Agénois, à *Catteri* et *Lavatoggio;* Cambrésis, à l'*Algajola,* ainsi que les 2 autres compagnies de l'E. des hussards Esterhazy. L'infanterie détacha des postes à *Belgodere* et environs.

4° A *Corte,* sous M. de Contades : 5 B. (un d'Auvergne, à *Merosaglia;* un autre d'Auvergne, à *Omessa;* Aunay, à *Corte;* Aunis, à *Cervione;* Béarn, à *Tavagna, Venzolesco, Loreto,* au *couvent de Lucciano*).

5° De l'autre côté des monts, sous les ordres de M. de Larnage : 3 B. (Royal-Roussillon, Nivernais et Chaillou), à *Ajaccio,* fournissant des postes à *Bocognana, Sartène* et *Olmeto.*

M. de Maillebois, rentré le 27 septembre à Ajaccio, quitta cette ville le 18 octobre, se rendant à Corte et de là à Bastia. Avant son départ, il régla les mouvements des troupes, à l'exception de 3 B. (Chaillou, Royal-Roussillon et Nivernais) destinés à former la garnison d'Ajaccio et à repasser les monts pour prendre leurs quartiers d'hiver. Il occupa, afin de s'assurer de la fidélité des populations, les forteresses et les citadelles de l'île par des détachements, et, la saison s'avançant, ramena ses troupes dans les emplacements assignés pour l'hiver de 1739 à 1740.

Les 2 E. de hussards Rattsky étaient rentrés en France. Dès le 17 juillet, M. de Maillebois, voyant approcher le dénouement et jugeant pouvoir se passer de leur concours, avait proposé lui-même leur renvoi, motivé par la difficulté qu'on éprouvait à se procurer des fourrages en Corse (1). Le 12 août et le 8 septembre, il renou-

(1) « Sur l'article des fourrages, je compte que nous en avons rassemblé jusqu'ici de quoi nourrir jusqu'aux herbes de l'année prochaine tous les chevaux qui sont ici, avec ceux des officiers généraux, 1 E. de hussards bien au large. A la vérité, il y aura demi-foin, demi-chaume et paille, mais cette nourriture est très bonne. A l'égard des 2 autres E. de hussards, je doute que nous puis-

velait son offre au ministre et réglait les détails du départ, en vue de leur embarquement à Calvi pour Toulon. Le régiment de Rattzky fut donc rappelé et vint se concentrer, le 11 octobre, à Calvi, où il ne s'embarqua que le 28 novembre, escorté par la frégate la *Légère*, que commandait M. le chevalier de Bonville, en même temps que plusieurs colonels avec des congés, les officiers à la recherche de recrues, et des Corses destinés au Royal-Corse que M. de Comeras conduisait à Antibes.

Les troupes génoises, de leur côté, s'étaient établies pour l'hiver :

1° La portion en deçà des monts, sous les ordres de M. le marquis Mary, commissaire général : le régiment d'Andrecasses; compagnies à Bastia; régiment de Cresteler, réparti à Saint-Pellegrin, la Padulella et la tour d'Alistro; à Patrimonio, Montebello, Saint-Florent, la Piève, la tour de Mortella; Oletta, Pietralba, Valpajola. Le régiment de Fenachio : à Calvi, au fort d'Algajola, à l'Ile-Rousse, à la tour du cap Roux, à la tour de Girolata et Lagone.

2° La partie au delà des monts, avec M. de Suprani, commissaire général : le régiment de Varennes, à la citadelle d'Ajaccio, à Bonifacio et dans les tours, de Tizzano jusqu'à celle de Solenzara. Le régiment Diart, à Bonifacio, Porto-Vecchio, Olmeto, Sartène.

Avant le retour des troupes d'au delà les monts, M. Peloux, commissaire ordonnateur, réunit à Ajaccio un approvisionnement suffisant pendant six mois pour les B. de garnison. De son côté, M. de Saint-Léon, munitionnaire général, prenait toutes ses mesures pour la subsistance des troupes de Bastia, Calvi et Saint-Florent. On régla le traitement qu'il convenait d'accorder aux troupes pendant l'hiver, et M. Peloux reçut à ce sujet les instructions du général en chef.

A cette date, c'est-à-dire aux mois d'octobre et de novembre 1739, la situation de notre armée en Corse est, sous le rapport de la composition et de l'effectif, exactement présentée dans le tableau suivant.

sions rassembler la matière pour les nourrir pendant le temps susdit, et si les affaires d'au delà des monts prennent la tournure favorable que j'espère, mon avis serait de les faire repasser en France avant la mauvaise saison, et de ne garder ici que le régiment d'Estherazy. » (Lettre de M. de Maillebois au ministre, 17 juillet 1739.)

État de la force effective des régiments de l'armée de Corse aux mois d'octobre et novembre 1739.

RÉGIMENTS.	TUÉS.	MORTS aux HOPITAUX.	POUR les INVALIDES.	A RENVOYER.	TOTAUX des manquants à remplacer.	EFFECTIFS.
Auvergne. 1er B..	10	8	»	18	36	474
Auvergne. 2e B..	9	7	»	17	33	477
Ourouer..........	1	19	10	»	30	480
La Sarre..........	4	6	19	45	74	436
Royal-Roussillon .	3	4	»	30	37	473
Chaillou..........	4	3	7	»	14	496
Flandre..........	4	10	»	27	41	469
Béarn...........	7	4	3	31	45	465
Forez............	1	24	6	22	53	457
Cambrésis........	5	9	»	»	14	496
Nivernais........	6	9	15	50	80	430
Ile-de-France	10	13	8	8	39	471
Aunis............	»	3	6	»	9	501
Bassigny..........	4	5	7	12	28	482
Montmorency.....	3	30	»	»	33	477
Agénois..........	8	10	11	»	29	481
	79	164	92	260	595	7,565

Ces troupes étaient en général dans un état d'épuisement très grand ; pour en donner une idée, il suffit de citer l'appréciation textuelle de M. de Villemeur, qui, chargé d'embarquer à Calvi les hussards Rattsky, rendait compte de sa mission en ajoutant : « Ils ne donneront pas en rentrant en France grande idée de la Corse ; quasi tous les officiers sont malades ou convalescents. » Les effectifs étaient d'ailleurs passablement réduits; l'infanterie avait perdu 79 tués et 164 hommes morts aux hôpitaux ; 92 blessés avaient été évacués sur les Invalides, et 260 renvoyés comme incapables de tout service. Elle était donc diminuée de 600 environ, et les 16 B. ne présentaient au total qu'un effectif de 7,565 hommes. Les hussards Rattsky avaient beaucoup perdu aussi.

Cependant le roi Théodore et son neveu, en continuant leurs intrigues et leurs correspondances en Corse, ne laissaient pas que d'inquiéter les Français. Au delà des monts, M. de Larnage crut

même devoir s'emparer de la personne de ce dernier, toujours réfugié dans la piève de Talavo; mais, en raison du mauvais temps et de l'état dans lequel se trouvaient les chemins en cette saison avancée, on se borna à envoyer d'Ajaccio un petit détachement, commandé par M. de Meneville, tant pour achever de désarmer les habitants de Porto-Vecchio que pour veiller à la sécurité des côtes, et au besoin s'opposer au débarquement de Théodore, que l'on disait se préparer à aborder sur cette plage.

Le désarmement marchait toujours lentement; la plupart des Corses, loin de songer à livrer volontairement leurs armes, les avaient cachées, et il était difficile, presque impossible de fouiller toutes les retraites inaccessibles, les grottes et les rochers où ils se retiraient. Nous n'avions donc guère entre nos mains que les armes des villages parcourus ou occupés par nos troupes. Une telle situation nous créait des dangers constants, et, tant pour amener la livraison volontaire de leurs fusils que pour leur ôter la tentation de s'en servir, on eut, devant une telle obstination, recours à l'intimidation. De nombreux exemples de pendaison inspirèrent à tous une crainte salutaire. Tous ceux que l'on trouvait munis d'armes étaient aussitôt fusillés. Ces mesures produisirent leur effet et les commandants des divers postes reçurent bientôt, sans avoir besoin de les rechercher, tous les fusils que l'on chargeait les curés ou les moines de remettre aux Français. Il fallut aussi expulser de l'île les chefs les plus rebelles et les plus opiniâtres, restés en dehors de la permission accordée par M. de Maillebois, et qui devaient s'embarquer volontairement; on prit les mêmes mesures vis-à-vis de tous les suspects reconnus dangereux et malintentionnés, ainsi qu'à l'égard des gens sans aveu, vagabonds et bandits qui tenaient le maquis. En raison des meurtres commis, ils furent, comme les autres, l'objet des rigueurs des Français, surtout après le guet-apens dressé aux grenadiers d'Auvergne et de Béarn dans le village de Trebbio, où ils étaient allés rechercher les armes cachées et arrêter le prêtre Joanni, qui continuait à prêcher la révolte et à soulever les populations. Joanni fut pendu, et ceux qui avaient tiré sur nos grenadiers, livrés à la justice. Le moine Alexis fut également pendu dans des circonstances analogues; plusieurs autres moines furent arrêtés. Tous ces exemples produisirent une impression favorable à notre cause.

Cependant la France songeait à retirer ses troupes; ayant atteint le but proposé, réduit les Corses à l'obéissance et rendu aux Génois leur autorité, elle désirait ne pas prolonger davantage son intervention active en leur faveur. Le gouvernement de la république, tout en ne disconvenant pas du résultat obtenu, comprenait que la soumission des Corses était forcée, que leurs sentiments restaient toujours les mêmes et que le départ de ses alliés devait probablement être le signal d'une nouvelle levée de boucliers. Aussi insistait-il pour que 6 B. français, au moins, restassent dans l'île avec 4 B. génois jusqu'à ce que les esprits fussent apaisés et sa domination mieux assise. Gênes exprimait le désir que la France prît l'initiative d'une proposition dans ce sens et présentât publiquement elle-même la prolongation du séjour de nos troupes en Corse comme devenue nécessaire, afin de la mettre à l'abri de tout reproche d'une autre puissance, comme cela lui était arrivé de notre part, lorsqu'elle appela, en 1731, les troupes de l'Empereur à son secours, et de la part du roi de Sardaigne, en 1737, lorsqu'elle sollicita notre intervention.

Pendant ces négociations, M. d'Angervilliers, ministre de la guerre, mourait et était remplacé par M. de Breteuil. Celui-ci, en donnant avis à M. de Maillebois de sa nomination à ce poste élevé, approuvait entièrement la ligne de conduite suivie jusqu'à ce jour en Corse et qu'il comptait continuer. Il l'informa en même temps de l'envoi de recrues et des nouvelles conventions faites avec l'Empereur, d'après lesquelles un corps de troupes allemandes de 6 B., aux ordres de MM. les comtes de Waldeck, de Grüsen et de Giulay, s'embarquerait prochainement et occuperait la Corse de concert avec nous. Cette dernière nouvelle jeta M. de Maillebois dans un certain embarras, et déjà il avait demandé au ministre quelle serait sa situation par rapport au commandant des troupes impériales si celui-ci était général d'artillerie ou de cavalerie, sachant qu'en cette qualité il prétendrait avoir le pas sur un général français; il croyait au contraire avoir droit à l'égalité, se fondant sur ce qu'en 1710 nos lieutenants généraux avaient été échangés de pair à pair avec les généraux de cavalerie et d'artillerie de l'Empereur et des Hollandais. M. de Maillebois n'eut pas à se préoccuper longtemps de cette petite question de préséance; avant la réponse du ministre, de nouveaux arrangements diplomatiques

modifiaient les premiers projets. Les troupes impériales ne passèrent pas en Corse, où tout était déjà disposé pour les recevoir; au contraire, le marquis Mary fut rappelé et remplacé, comme commissaire général de la république en Corse, par M. de Spinola.

Les mesures d'intimidation auxquelles M. de Maillebois crut prudent de recourir avaient produit leur effet, et dès la fin de 1739 la Corse pouvait, tout au moins en apparence, être considérée comme soumise et pacifiée. Notre autorité était méconnue seulement dans quelques régions inaccessibles, notamment dans les pièves de l'Isolaccio et de Solaro, où le neveu de Théodore et quelques bandits trouvaient, à l'heure du danger, un refuge assuré contre nos soldats. On tenta de s'emparer de sa personne, le 4 février 1740, en envoyant un détachement à Zicavo où il s'était établi. A la vue de nos troupes, il s'échappe avec tous ses compagnons, à l'exception de 5 qui furent tués les armes à la main.

La dernière résistance s'étant localisée dans les régions montagneuses qui couvrent le pays entre Zicavo et Bonifacio, et notamment dans les piéves de l'Isolaccio et de Solaro, M. de Maillebois en surveille toutes les issues. Des compagnies aux ordres de M. de Brancas, colonel d'Aunis, et composées moitié de Français, moitié de Génois, vont s'établir à Zicavo; et un autre détachement, embarqué à Bastia avec M. de Villemeur sur la barque la *Légère,* renforce à Porto-Vecchio les troupes qui opéraient dans le sud de l'île.

Pendant plusieurs mois, nos colonnes volantes battirent toutes les montagnes, mais sans résultat. Le baron de Drost, toujours insaisissable, avait quitté son costume de gentilhomme et ne portait plus que le vêtement des montagnards corses, le grossier manteau de poil de chèvre, appelé *pelond.* Il vivait misérablement, et au jour le jour, soit des provisions que les parents de ses amis et partisans déposaient en lieu sûr, soit de l'hospitalité volontaire ou forcée des bergers, soit même du fruit de ses rapines. Son dénuement était si grand, et la faim si pressante, qu'il allait même jusqu'à dévaliser, au mois de mai 1740, des religieux mendiants, et à leur enlever les morceaux de pain qu'ils rapportaient d'une quête dans les villages, et qu'en Corse le plus pauvre ne leur refuse jamais. Cerné d'abord dans les montagnes entre Quenza et Bonifacio, il s'échappe en se glissant de rocher en ro-

cher, de ravin en ravin, et regagne à travers mille périls les montagnes de Zicavo. Mais sa troupe n'était plus compacte; la difficulté de vivre, aussi bien que la nécessité de se dissimuler, l'avait contraint à la partager en bandes peu nombreuses, désormais sans cohésion, sans lien, sans direction. Ce n'était plus une guerre pour nos soldats, c'était une battue.

Le désespoir seul des gens de l'Isolaccio, qui avaient vu brûler impitoyablement leurs maisons, les retenait dans son parti; et s'il avait encore autour de lui quelques anciens des principaux fauteurs de la révolte, expulsés de Corse, clandestinement rentrés, c'est qu'ils redoutaient avec raison le châtiment réservé à leur infraction aux ordres reçus. Les premiers ne tardèrent pas à faire des offres de soumission; dès le moi de juin, ils proposèrent à M. de Maillebois de déposer les armes, à la condition de rester en Corse. M. de Maillebois refusa, exigeant leur expatriation: ils préférèrent continuer la lutte.

Pour les réduire à toute extrémité, de nouvelles troupes s'avancèrent. Le 13 juin, un détachement de grenadiers part de Bastia pour renforcer les miquelets; un autre, tiré d'Omessa et de Merosaglia, se rend à Ghisoni. Nos troupes sont accompagnées de beaucoup de gens du pays auxquels M. de Maillebois avait distribué des armes, et qui, par la connaissance des repaires des bandits et des sentiers par où ils pouvaient s'échapper, étaient à même de nous rendre les plus grands services; ils étaient animés d'un très bon esprit, ralliés sans arrière-pensée, impatients eux-mêmes de voir leur pays pacifié et la sécurité rendue à leurs montagnes. M. de Maillebois se préparait à diriger en personnes les opérations, quand il fut retenu à Bastia par une violente attaque de goutte qui le força à y rester jusqu'à la fin du mois d'août.

Contre les révoltés de l'Isolaccio, on envoie un détachement de miquelets qui tombe, le 22 juin, dans une de leurs embuscades. Nos soldats, surpris et attaqués vivement dans une position difficile, se défendirent avec beaucoup de valeur et tuèrent plusieurs des assaillants, mais ils furent forcés d'abandonner la position et de se retirer, laissant sur le théâtre de l'engagement des morts, dont un lieutenant. Cet échec fut sans influence sur la marche des événements. Les gens de l'Isolaccio, traqués et affamés, ne pouvant percer le cordon de troupes qui les enserrait davantage tous les jours,

firent bientôt connaître à M. de Maillebois leur intention de se rendre à sa discrétion, se soumettant à la dure condition de l'exil. L'amour du sol natal, qui jusqu'à ce moment les avait soutenus dans leur résistance prolongée, venait d'être vaincu par les misères et les souffrances matérielles. Ils demandèrent seulement qu'avant d'être embarqués, on leur laissât le temps de mettre ordre à leurs affaires. M. de Maillebois acéda à leur désir et leur accorda un mois, à l'expiration duquel ils devaient se présenter à Bastia et y être embarqués à destination de Livourne. Ils tinrent parole : le 10 août, ils déposaient leurs armes et venaient attendre à Bastia leur embarquement.

Pendant ce temps, le baron de Drost errait toujours de montagne en montagne, presque seul, tantôt réfugié sur les points les plus inaccessibles du Zicavo, tantôt se rapprochant de la mer et y cherchant les moyens de fuir. Ses rares partisans diminuaient tous les jours, chaque engagement lui coûtant quelques compagnons. L'un des principaux, don Joseph de Felvito, banni sous peine de la vie, avait été pris dès le mois de mai et conduit à Calvi. Dans une autre rencontre vers Olmeto, le 24 août, 5 furent tués, entre autres un chirurgien qui l'accompagnait, 3 restèrent prisonniers, et parmi eux un de ses fidèles qui se parait du titre de son aide de camp. Le neveu du prévôt de Zicavo, prêtre lui-même, tombé entre les mains des Français, était conduit le 31 août à Ajaccio. Son parti, il est vrai, se trouva grossi un moment de Corses qui venaient de rompre leur ban et de débarquer clandestinement à Aleria, le 17 juillet; mais ils reconnurent bientôt l'inutilité de toute résistance à la France, et regrettèrent d'avoir cédé à des espérances illusoires. Ils avaient imploré la clémence de M. de Maillebois, qui, indulgent à leur égard, s'était contenté de leur renouveler la défense formelle de reparaître en Corse; sur ses injonctions, revenus le 14 septembre à Bastia, ils se rembarquaient pour Livourne.

Il devenait cependant indispensable d'en finir complètement avec la rébellion, de se débarrasser du neveu de Théodore, reste d'un fantôme de royauté, dont le drapeau ne couvrait plus que des bandits capables de tous les excès. On promet 3,000 livres pour sa tête, et moitié pour celle de chacun des chefs rentrés dans l'île pour soutenir sa cause, mais nul Corse ne se fit délateur. Ce moyen ne réussissant point, M. de Maillebois accepta enfin l'offre d'un archi-

prêtre s'engageant à aller trouver ces hommes indomptables et se faisant fort de les décider à rendre leurs armes, si, à défaut du pardon, on leur garantissait, la liberté de s'embarquer. L'entrevue de ce prêtre et des insurgés eut lieu dans la montagne, entre Sartène et Bonifacio, et amena effectivement la soumission de ces derniers; ils s'embarquèrent librement, le 1er octobre 1740, à Olmeto pour l'Italie, avec l'autorisation tacite de M. de Larnage.

Le 19 octobre, une quinzaine d'hommes déguenillés circulaient dans Livourne. C'était le reste des soldats de Théodore : le baron Drost, un autre gentilhomme prussien, et quelques Corses fanatiques ou criminels. Tel fut le dernier épisode de cette insurrection. Les rebelles encore détenus à Toulon furent bientôt, par ordre du roi, élargis et exilés en Italie. Un grand nombre de ceux qui restaient encore dans les prisons de la Corse obtinrent de la clémence royale la liberté, à la condition de l'expatriation.

M. de Maillebois reçut les félicitations du ministre. Le roi lui envoya, au mois de février 1741, le bâton de maréchal de France, et lui fit cadeau, pour en orner sa terre, de 4 canons en fer enlevés aux Corses, ne pouvant lui octroyer également les autres armes demandées (environ 6,000 fusils), qui durent, suivant les conventions, être remises aux Génois. Il rentra en France au mois de mai 1741 avec M. de Contades, et son départ fut bientôt suivi de celui de toutes nos troupes.

Les Corses avaient bravement lutté. S'ils succombèrent, il faut rendre hommage à leur bravoure et à leur énergie. Il est difficile de pousser plus loin l'héroïsme dans les combats qu'ils livrèrent, presque toujours en forces inférieures à un ennemi brave aussi, et de plus discipliné. Vaincus dans les rencontres, les Corses ne furent pas domptés; on dut les traquer dans les montagnes, et la famine seule triompha de leur obstination à ne pas subir la loi du vainqueur. L'histoire n'a pas enregistré les détails des faits d'armes qu'ils accomplirent; elle a du moins recueilli le souvenir général de luttes qui témoignent chez eux de brillantes qualités militaires mises au service d'un patriotisme égaré, mais admirable.

Quant à Théodore, il reparut encore une fois devant l'île en 1742, apporté par un vaisseau anglais, mais il se vit impuissant à soulever de nouveau les Corses en sa faveur. Revenu à Londres, il y passa sept années dans la misère et termina, le 11 décem-

bre 1755, une existence qui justifie l'épitaphe que Walpole fit graver sur sa tombe dans l'abbaye de Westminster : « La fortune lui donna un *royaume et lui refusa du pain.* »

Après des efforts inouïs de part et d'autre, les Corses et les Génois sentirent la nécessité d'en venir à un accommodement; un traité fut conclu, qui restituait enfin à la nation ses anciens droits revendiqués depuis si longtemps. Pendant deux ans, la paix sembla avoir rendu au pays le calme et la tranquillité, lorsque des exilés, suspectant la sincérité des promesses de Gênes, revinrent soulever leurs compatriotes pour en finir avec la domination étrangère.

Vers la même époque, un sieur Rivarola, au service du roi de Sardaigne, exposait à Charles-Emmanuel le projet séduisant d'une expédition en Corse, qui lui permettrait de s'emparer de Bastia avec l'appui de l'Angleterre.

L'insurrection devint générale le 10 août 1746. Comprenant dès ce moment que tous ses efforts ne pourraient être couronnés de succès, la république de Gênes se vit obligée de recourir encore une fois à la France, qui lui fournit un corps de 2,000 auxiliaires. Afin de mettre en sûreté les places maritimes de l'île contre les entreprises des chefs de bandes, maintenant réorganisées, le cabinet de Versailles consentit à fournir de nouveau aux Génois 5 B. pour les garder. Ce renfort, embarqué sous les ordres de M. de Cursay (1), brigadier d'infanterie, avec le titre de commandant des troupes du roi en l'absence de M. de Chauvelin, aborde en Corse dans les premiers jours de janvier 1748.

C'est alors que les chefs de la nation corse demandent protection au roi de Sardaigne, à la cour de Vienne et à l'Angleterre pour les aider à conquérir leur indépendance. Les premiers secours se bornent d'abord à quelques pièces d'artillerie, des fusils et des munitions. Les insurgés réussissent cependant à se rendre maîtres de Bastia et de Saint-Florent; mais ils ne peuvent se maintenir dans la première de ces deux places. Pour conserver la se-

(1) Cursay (S. Marie Rioult de Douilly de), lieutenant dans Royal-Roussillon en 1718; en Espagne, Italie, Bohême, Fribourg; brigadier, 10 mai 1748; passe en Corse, comme colonel de Tournaisis; maréchal de camp, 25 mai 1749; commande en Corse jusqu'en mai 1753; campagne d'Allemagne, 1760-1761; lieutenant général, 25 juillet 1762.

conde, ils tentent de reprendre celle qu'ils viennent de perdre, et ont de nouveau recours à leurs alliés, qui, par une convention signée à Turin le 29 février, s'engagent à fournir, contre les Génois et les troupes françaises, hommes, artillerie, bâtiments de transport et argent. Le 30 avril, le convoi de secours sort de la rade de Vado, sous l'escorte de 4 vaisseaux de guerre anglais et, le matin du 4 mai, il entre dans le golfe de Saint-Florent. Un conseil de guerre, tenu aussitôt après le débarquement, décide qu'on entreprendra sans tarder le siège de Bastia. Un corps nombreux d'insulaires marche en avant-garde pour en former le blocus. Le chevalier de Cumiane, commandant les troupes de secours données par le roi de Sardaigne et jointes au contingent autrichien et à une colonne de milice corse, arrive, le 10 mai, pour compléter le blocus et commencer le siège. La place, alors occupée et défendue par une garnison nombreuse, était soutenue par le renfort venu de France sous le commandement de M. de Cursay.

Le 18, le feu s'ouvre sans grands avantages pour les assiégeants, qui, trop lents à établir toutes leurs batteries, ne peuvent lutter contre l'énergie des assiégés que secondent et animent les officiers français dirigeant la défense. Les jours suivants, le feu de la place devient tellement puissant que, dans le conseil de guerre du 24, on se décide pour l'abandon de l'entreprise.

Dans la nuit du même jour, l'artillerie est embarquée sur les vaisseaux anglais et, deux jours après, les munitions et tout le matériel. Pendant cette opération, les assiégés font une sortie, en plein midi, en trois colonnes, sortie qui n'a qu'un succès partiel et après laquelle les troupes franco-génoises, ne pouvant se maintenir dans les postes qu'elles ont emportés, sont contraintes de rentrer dans la place. Libres alors de leurs mouvements, les Austro-Sardes se replient en bon ordre dans la nuit du 27 au 28, et arrivent dans la journée du 28 à Saint-Florent, avec les milices corses conduites par leurs chefs, qui obtiennent du chevalier de Cumiane de laisser dans le château une garnison de troupes piémontaises. Peu de temps après arrivent heureusement dans Bastia, venant de France, de nouveaux secours en hommes et en argent. Le chevalier de Cumiane est réduit à se retrancher dans la position de Saint-Florent. Cependant la nouvelle de la signature des préliminaires de paix sur le continent était connue dans l'île;

mais comme on ne l'avait pas publiée officiellement, le pays restait dans un état d'agitation permanente. Les Corses des partis différents continuent la petite guerre; ceux de Bastia, soutenus par des détachements français, s'emparent de Barbaggio. Vers la fin de juin, les troupes réunies occupent Nonza, Olmetta, ce qui les rendait maîtresses de tout le cap Corse. Le 23 juillet, un mouvement offensif des Austro-Sardes et des milices a lieu contre Olmetta, et le lendemain contre Nonza, qui sont réoccupés après une lutte assez vive. Enfin, le 12 septembre, après bien des lenteurs qu'on aurait pu éviter, l'armistice est formulé par acte public signé à Patrimonio, entre MM. de Cursay et de Cumiane.

La nouvelle du traité définitif de paix du 18 octobre à Aix-la-Chapelle, dans lequel malheureusement les affaires de la Corse restaient pendantes, mit fin seulement aux négociations concernant les limites entre les occupants. Les chefs corses du parti opposé aux Génois obtinrent du roi de Sardaigne qu'un détachement de ses troupes restât pour la garde du château de Saint-Florent et de la tour de Mortella, à la condition que ces deux positions ne seraient rendues que par un ordre exprès du roi. Ces arrangements terminés, tout ce qui composait les troupes alliées se remit en mer et arriva à sa destination dans le courant de novembre. De son côté, M. de Cursay, que Louis XV avait récompensé de sa belle conduite en le nommant, dès le 25 août, maréchal de camp, restait dans l'île à la tête des B. français pour y maintenir la tranquillité.

Grâce à l'intervention généreuse, juste, bienveillante de M. de Cursay, les Corses purent obtenir, au mois de juillet 1751, un traité fort avantageux. Mais la tranquillité ne devait point durer longtemps; M. de Cursay fut rappelé, et Gaffori proclamé aussitôt protecteur de la nation. Dans une diète tenue à Orezza en 1753, il fait déclarer, par le peuple assemblé, traître à la patrie quiconque parlerait de traiter avec ses oppresseurs. Puis on désigne cinq personnages chargés d'administrer le pays, en même temps que de soutenir la guerre contre Gênes. Bientôt on s'aperçoit que le gouvernement des cinq ne répond pas aux besoins du pays. Clemente Paoli dirige l'attention de ses concitoyens sur son frère Pasquale, alors officier au service de Naples, déjà illustré par sa valeur pendant la guerre des Calabres, aimé, estimé de tous

pour la noblesse de son caractère. En 1755, les Corses appellent Pasquale Paoli, fils de ce Giacinto, leur chef dans la précédente guerre; il débarque le 29 avril à Aleria, au même port que le baron Théodore Neuhoff, dix ans auparavant. Par son enthousiasme de la liberté, par ses connaissances, par ses études de la philosophie, de la législation, de l'art de la guerre, il était le plus digne chef que pût choisir cette nation. Il reçut le titre de lieutenant général du royaume et chef de la magistrature suprême de Corse. Composée de neuf membres, elle était secondée par une diète et s'assemblait au mois de mai de chaque année avec des représentants de toutes les communautés de l'île. Le siège du gouvernement de Paoli était à Corte, au milieu des montagnes; celui des Génois, à Bastia.

La prédilection marquée de Paoli pour l'Angleterre et sa correspondance suivie avec Londres firent bientôt supposer que le gouvernement anglais, qui venait de perdre Mahon, cherchait une compensation dans la souveraineté de l'île de Corse. Pour se tenir en garde contre ce projet, M. de Castries, par pouvoir du 14 août 1756, est envoyé avec 3,000 Français, dont fait partie le régiment de Montmorin (1), et arrive à Calvi le 2 novembre. Introduits avec le consentement du gouvernement génois, ils restèrent neutres entre les Corses et les Génois. Mais M. de Castries ne demeure pas longtemps en Corse. Par nouvelles lettres du 23 juin 1757, appelé à l'armée de M. de Soubise, il quitte la Corse au mois d'août, rejoint l'armée de Thuringe en septembre, et est blessé à Rossbach le 5 novembre.

En s'appuyant de notre présence, Paoli, pendant toute la guerre de Sept Ans, réussit à donner une organisation sage et libre au pays, et fit exécuter aux fortifications de Saint-Florent plusieurs ou-

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*. — Montmorin (du 3 novembre 1738 au 1er décembre), devenu Ile-de-France, n° 22, ordonnance du 10 décembre 1762; dirigé sur Toulon en 1756, s'embarque pour la Corse au mois d'octobre. Arrive à Calvi le 1er novembre, relève les postes de la république de Gênes. Matra, l'ennemi de Paoli, est tué en février. La république, craignant de voir ses villes du littoral occupées par les Anglais, fait un appel au gouvernement français, pour l'envoi de 3,000 hommes avec M. de Custine, qui rentrèrent en 1759. Montmorin resta employé à la garde des côtes de Provence depuis mars 1759 jusqu'en mai 1761.

vrages projetés par M. de Castries. Cette île, que les armées françaises avaient déjà soumise aux Génois, par le fait n'était pas en leur puissance. La haine entre les Génois et les Corses ne pouvait s'effacer, malgré les conventions par lesquelles ils étaient liés. Alors une négociation fut tentée à Versailles, où le colonel Buttafuoco (1) était envoyé par les Corses. Par cette négociation, ils demandaient l'indépendance et offraient en retour un tribut annuel; mais les Génois ne voulaient, sous aucune condition, reconnaître les Corses pour indépendants.

Dans ces circonstances, par le traité de Compiègne du 7 août 1764, la France s'engagea à envoyer en Corse 7 B. français, aux ordres du comte de Marbeuf (2), maréchal de camp. Une instruction détaillée fut remise au commandant des troupes; en voici le résumé. Le corps de troupes qui doit passer en Corse sera composé des régiments de Royal-Roussillon, Rouergue, Languedoc et Tournaisis, faisant ensemble 7 B., et d'un détachement du corps royal de l'artillerie. Tous les préparatifs pour l'embarquement des troupes seront faits à Antibes; M. de Marbeuf se concertera avec les officiers chargés de cette opération. Il placera 4 B. à Bastia et Saint-Florent, et les 3 autres à Ajaccio et Calvi, dont 2 à Ajaccio et 1 à Calvi, avec un détachement à Algajola.

Les troupes placées sous ses ordres ne sont point destinées à faire la guerre, mais uniquement à garder les places ci-dessus désignées.

(1) Buttafuoco (Mathieu), né en 1730 à Vescovato, s'éleva au grade de maréchal de camp, bien qu'il se fit remarquer moins par ses services militaires que par son talent de négociateur. Lors de la réunion de la Corse à la France, il contribua, contre Paoli, à son incorporation. En 1789, député de la noblesse corse aux états généraux; mort vers 1800. C'est lui qui entretint avec J.-J. Rousseau cette correspondance au sujet de la constitution à donner aux Corses.

(2) Marbeuf (Louis-Charles-René, comte de), né à Rennes le 4 octobre 1712; enseigne dans Bourbonnais en 1728; maréchal de camp le 25 juillet 1762; envoyé en Corse; lieutenant général, le 23 octobre 1768; contraint les rebelles à capituler, le 26 février 1769; rappelé en 1781. Il est mort oublié à Bastia, le 20 septembre 1786. La famille Bonaparte l'eut pour protecteur. Son fils (le baron), né le 26 mai 1786 à Bastia, sort sous-lieutenant de l'école de Fontainebleau dans le 25e dragons; devient colonel du 6e de chevau-légers, le 14 octobre 1811: mort à Marienpol (grand-duché de Varsovie), à la suite de ses blessures reçues à Krasnoë (campagne de 1812).

Il recommandera aux officiers commandant les places de se conformer à l'article 3, d'après lequel ils ne doivent se mêler que de ce qui concerne le militaire et la conservation desdites places. Le même article porte qu'aucune troupe génoise ne doit rester dans les places.

L'article 7 laisse à M. de Marbeuf la liberté de diminuer ou d'augmenter les garnisons, selon les circonstances.

Les ordres décisifs pour l'embarquement des troupes n'arrivèrent que le 31 décembre; elles montèrent sur leurs vaisseaux dans la journée du 4 janvier. L'état-major s'embarqua le 5, et on mit à la voile le 6. La navigation ayant été très contrariée, les bâtiments n'arrivèrent à destination que les uns après les autres; il y en eut même qui ne furent rendus que le 13 janvier 1765.

Le roi autorise, le 30 janvier, M. de Marbeuf à engager pour le Royal-Italien les hommes qui se trouvent propres au service parmi ceux que la république a réformés et qui ne sont point domiciliés.

En juillet 1765, M. le marquis de Monti est nommé colonel du régiment de Royal-Italien, et M. de Poularies, lieutenant-colonel de Royal-Roussillon, est désigné pour commander à Ajaccio.

Sur ces entrefaits, l'arrivée de plusieurs détachements de jésuites renvoyés d'Espagne, et auxquels la république de Gênes accorda asile dans ses ports de Corse, fut sur le point de mettre le désaccord entre la France et le sénat de Gênes. Le prince que la mort de Ferdinand III avait appelé au trône d'Espagne était Charles III, précédemment roi de Naples, l'instrument des jésuites; il avait à leur instigation chassé les Juifs de ses États. A Madrid, dominé par un confesseur dominicain, et poussé par ses ministres Aranda, Roda et Campomanès, il devint l'implacable ennemi de cet ordre, dont la puissance et la popularité balançaient son pouvoir. Le 2 avril, fut publié dans toute l'Espagne et dans ses colonies, l'ordre d'arrêter tous les jésuites, de les embarquer et les diriger sur les États de l'Église, ne leur laissant emporter qu'un bréviaire. Le premier convoi arriva vers le mois de mai en vue de Civita-Vecchia; l'entrée du port leur ayant été très rigoureusement refusée, le convoi se dirigea sur Livourne, puis sur Gênes, où les attendait le même accueil, et enfin vers la Corse, où, après une mortelle attente et de longs pourparlers diplomatiques, il leur fut permis de débarquer. Beaucoup moururent de maladie et de

faim. L'expulsion des jésuites était un drame en Portugal et en Espagne; en France, ce fut simplement une émotion. M. de Choiseul n'eut pas à entamer avec eux une lutte corps à corps, quand l'heure vint de les renverser; un arrêt du parlement suffit à la tâche, en confirmant le jugement de l'opinion publique; et quant au roi, il laissa faire. Le décret qui supprimait l'ordre, fermait ses collèges et confisquait ses biens est daté de novembre 1764; mais il permettait aux jésuites expatriés de rentrer individuellement en France et d'y exercer les fonctions du clergé séculier.

Gênes, qui, après une guerre de quarante ans, n'avait pu soumettre l'île de Corse et, en renonçant à sa conquête, ne voulait pas que les rebelles arrivassent à l'indépendance, se décida enfin à signer à Versailles, le 15 mai 1768, un nouveau traité qui cédait le royaume de Corse et tous ses équipages de guerre à la France. Mais cette cession n'était pas présentée comme irrévocable; les Génois se réservaient de reprendre la souveraineté de l'île en remboursant les frais qu'aurait coûté cette conquête, restriction illusoire imaginée pour modérer le ressentiment des Anglais. Pasquale Paoli, qui avait réussi à donner une organisation à la Corse et à poser les bases de sa prospérité future, espérait que la France resterait médiatrice et croyait toucher au moment où M. de Marbeuf, avec les régiments français, évacuerait les quatre places ouvertes par les Génois; mais le roi le démentit en se hâtant de prendre le titre de roi de Corse. Alors, sans perdre de temps, il rassemble son parlement à Corte, réunit ses montagnards, leur communique les intentions de la France, leur laisse entrevoir l'abandon de leur liberté et de leur indépendance pour lesquelles ils combattaient depuis si longtemps, les organise aussitôt en troupes de volontaires et de tirailleurs. Les talents de Paoli et la bravoure des Corses s'affirmèrent de nouveau dans cette lutte inégale.

En conséquence du traité conclu avec Gênes, la France fit passer en Corse, au mois de juin 1768, 4 B. à Ajaccio, 2 B. à Calvi, 2 B. à Bastia, 4 B. à Saint-Florent. M. de Marbeuf établit une communication entre ces deux villes avec ordre de la prendre de force, si on ne voulait pas nous la céder à l'amiable. Malgré le débarquement en Corse d'un nombre de troupes inattendu et le silence gardé avec Paoli sur les projets de la France, il n'en vint à aucun acte d'hostilité. La ville de Saint-Florent n'étant pas susceptible de

mettre à couvert plus de 2 à 3,000 hommes, on campa les régiments de Royal-Roussillon et d'Epptingen sur la plage à l'entrée de la gorge Patrimonio et à portée des Fontaines. Les troupes mirent un poste pour la garde de ces Fontaines à la droite de leur camp. Les Corses en placèrent un vis-à-vis de celui des Français; ils s'augmentèrent insensiblement, se fortifièrent dans la gorge et sur les hauteurs de droite et de gauche. Leur dépôt à Patrimonio, en arrière de leurs postes, était relevé tous les jours. L'époque marquée par le roi pour l'établissement de la communication entre Bastia et Saint-Florent était l'arrivée dans cette dernière ville des régiments de Royal-Roussillon et d'Epptingen, conduits par M. de Grandmaison (1), qui y débarqua le 22 juin; mais la situation politique où se trouvait alors M. de Marbeuf vis-à-vis de Paoli, et la difficulté de faire vivre ses troupes sur la montagne, loin de ses établissements, le déterminèrent à différer l'exécution de cet ordre. La légion Royale ayant abordé à Saint-Florent, elle y débarqua de suite. M. de Marbeuf, pressé d'établir la communication entre Saint-Florent et Bastia, persuadé que Paoli consentirait sans difficulté à cet établissement de convenance, avait résolu de le prévenir à l'avance. Heureusement il en fut détourné et se contenta d'écrire à Paoli, le 29 juillet, que le bien du service du roi exigeait une communication libre entre Bastia et Saint-Florent; qu'il ne doutait pas de son consentement à cet arrangement de convenance, le priant de donner ses ordres en conséquence pour qu'il n'y trouvât point d'obstacles, et que, pour remplir ceux du roi, il allait se porter sur le Tichimé, où il attendrait sa réponse avant de passer outre. Cette lettre ne partit pour Corte, où était Paoli, que le 30 à midi, et le même jour, à 10 heures du soir, M. de Marbeuf marcha par deux colonnes au Tichimé, sommité supérieure de la montagne qui s'incline d'un côté sur Bastia et de l'autre sur Barbaggio et Saint-Florent. La colonne de droite, commandée par M. de Marbeuf et conduite par M. le chevalier de Leuchères (2), aide-maréchal général des logis de l'armée, était composée des régi-

(1) « Comme M. de Grandmaison n'a personne qui connaisse le pays, il gardera auprès de lui M. le chevalier Dampus, lieutenant-colonel du régiment de Languedoc, ainsi que M. de Crequi, son parent, ayant rempli les fonctions de major depuis notre arrivée. » (Lettre de M. de Marbeuf, du 25 juin.)

(2) Le chevalier de Leuchères, capitaine du régiment d'infanterie de Flandre,

ments de Soissonnais et de Languedoc, et de 6 pièces à la Rostaing; elle suivit le grand chemin ordinaire de Bastia à Saint-Florent. La colonne de gauche, régiment de Rouergue, sous M. d'Arcambal, tourna la ville de Bastia, la laissant à gauche, et vint prendre, près de Saint-Joseph, le chemin de Suriani, se dirigeant sur la hauteur du Tichimé. Cette colonne, conduite par M. de Leuchères, n'était pas encore au tiers du chemin pour arriver à la sommité, qu'un poste de la garnison de Suriani tira sur elle. On doubla alors le pas afin de gagner la sommité. Elle eut encore à essuyer, en arrivant au Tichimé, trois ou quatre décharges tant des postes envoyés de Suriani que de ceux placés sur le grand chemin de Barbaggio à Bastia. La colonne de gauche devança de trois quarts d'heure sur le Tichimé celle de droite: elle perdit, en débouchant sur cette hauteur, M. d'Entragues, capitaine d'une compagnie de chasseurs du régiment de Rouergue, et quelques hommes.

M. de Marbeuf, arrivé au point désigné, écrivit au sieur Barbaggi, neveu de Paoli et commandant dans le Nebbio et le cap Corse, pour l'informer de sa marche et de son objet, le prévenant qu'avant de passer outre, il attendrait sa réponse ou celle de Paoli. Barbaggi fit mettre aux fers le porteur de la missive, et M. de Marbeuf n'eut d'autre réponse à sa lettre que l'approche de centaines d'hommes accourus à cette attaque. M. de Marbeuf aussitôt occupa toute la crête de la montagne, campa ses troupes en deux, partie à la croix de Barbaggio et partie sur le plateau du Tichimé, tenant la gorge de Barbaggio à Suriani, et celle du Patrimonio à Saint-Florent, établit en outre plusieurs postes sur ses derrières pour la sûreté de sa communication avec Bastia.

Toute cette journée du 31 juillet et même la veille, les Corses échangeaient des coups de fusil dans la gorge Sainte-Marie avec les troupes de M. de Grandmaison; ils tuèrent un officier et des soldats de Royal-Roussillon. M. de Grandmaison, instruit d'avance des ordres et des projets de M. de Marbeuf, devait, à un signal convenu qui désignerait le refus de Paoli, attaquer la gorge de Patrimonio.

incorporé dans celui de Touraine, fut employé en Corse en qualité d'aide-maréchal général des logis, bien que dans la note à M. Fumeron il ait été désigné sous le titre d'aide-major général. (Correspondance du comte de Marbeuf.)

Le 1er août, à 8 heures du matin, il crut apercevoir le signal et prit ses dispositions d'attaque. M. le marquis de Frans fut chargé de la montagne sur la droite, et M. Constam de celle de la gauche, pendant que M. de Grandmaison, avec un détachement et 2 pièces de 4, attaquait de front les retranchements de la gorge. Les Corses, à la vue des troupes, abandonnèrent les positions. M. de Grandmaison marcha droit au village de Patrimonio, fit battre la maison Cavelli. Le sieur Barbaggi s'était déjà retiré dans le cap Corse.

Pendant que M. de Grandmaison marchait à Patrimonio, Vinciguerra parut en face de notre camp sur le chemin de Suriani à Barbaggio, pour renforcer ce dernier village; il attaqua avec beaucoup d'audace ce poste avancé et s'ouvrit un passage; les grenadiers et chasseurs du régiment de Rouergue (1) eurent d'abord leurs premiers postes repliés; mais enfin, après un combat assez meurtrier, les Corses se retirèrent. Paoli hésita si peu à s'opposer par la force à l'établissement de la communication que, sur ses ordres, Vinciguerra parut sur-le-champ à Suriani, douze heures après l'arrivée de la lettre de M. de Marbeuf à Corte, qui en est à quatorze lieues. Ce fut la seule réponse de Paoli, qui retint le porteur de la lettre.

M. de Grandmaison se rendait maître de Patrimonio et du vallon qui conduit de ce village à Olleta, pendant que M. de Marbeuf s'emparait de la montagne et des hauteurs dominant Barbaggio. Ce dernier village ne pouvait plus tenir; Colonna s'y était retranché autour de l'église : il s'aperçut bientôt qu'il était sans retraite sur Patrimonio, et, voyant nos troupes se mettre en mouvement pour se joindre par leur gauche à celles de M. de Grandmaison dans le vallon d'Olleta et resserrer le village de Barbaggio par leur droite, il l'abandonna et se retira sur Olleta. Il n'aurait pas sauvé un seul homme si M. de Marbeuf, moins persuadé des intentions pacifiques de Paoli, se fût déterminé plutôt à son mouvement. Colonna

(1) Septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*). — Rouergue, n° 42, en mai 1764, passe en Corse, demeure près de six ans dans cette île, à Bastia. En 1769, un fort détachement, commandé par le major Durand-Dauny, fait éprouver aux insurgés un rude échec. Le 8 mai, à la Bocca San-Giacomo; en juin, Rouergue contribue à la prise de l'Ile-Rousse, où se trouvaient l'artillerie et tous les magasins de Paoli, et à la complète soumission de la Balagne. Rentre en France le 1er octobre 1770.

sortit de Barbaggio, les habitants présentèrent leur soumission, et on bivouaqua dans cette position.

MM. de Marbeuf et de Grandmaison se réunirent le lendemain matin, 2 août, sous Barbaggio. La dispersion des Corses soldés et la consternation des habitants de Nebbio engagèrent M. de Marbeuf à ne rien tenter de plus. M. de Grandmaison ramena ses troupes dans son même camp par la gorge de Patrimonio. M. de Marbeuf plaça 1 B. sur le Tichimé avec une garde à Barbaggio, un troisième pour assurer la communication du Tichimé à Bastia, et renvoya les trois autres à leur premier camp de Toga, d'où ils alternaient tous les huit jours avec ceux qui restaient sur la montagne.

Pendant cette opération, la ville de Bastia restait gardée par des détachements tirés des 6 B., et les dehors par la légion Royale sous M. de Coigny, qui fut ensuite envoyé avec de la cavalerie et son infanterie à Patrimonio. Le village, le couvent et la tour de Farinola s'étant soumis, M. de Grandmaison y envoya des détachements. Brando suivit deux jours après le même exemple, et M. de Marbeuf y détacha de même des troupes. Notre position au 5 août était : 4 B. campés à l'entrée de la gorge de Patrimonio, occupant par des postes Sainte-Marie et l'Évêché, de la cavalerie et l'infanterie de la légion Royale à Patrimonio, commandant le couvent, la tour et le village de Farinola et éclairant le vallon d'Oletta par la cavalerie; 2 B. sur le Tichimé et à Barbaggio, 1 sur la communication du Tichimé à Bastia; 3 B. et le reste des chevaux de la légion campés derrière cette ville et Saint-Nicolao et à Toga, et des détachements à Brando; plus, à Ajaccio, les régiments de Bretagne (1) et d'Anhalt (2), et ceux de Médoc (3) et de la Marche (4) à Calvi.

Les Corses occupaient ou pouvaient occuper tous les pays en avant et en arrière de nous; mais ils n'osèrent tenter aucune entreprise, et nous restâmes dans cette position jusqu'au 24.

Barbaggi, retiré dans le cap Corse, encouragé par les lettres de Paoli, avait rassemblé dans cette province assez de monde pour

(1) Bretagne (voir n° 29), à sa rentrée de l'expédition de Minorque, repasse en Corse, de 1768 à 1770.

(2) Anhalt (voir n° 46); 1768, destination de la Corse: de retour à Toulon en 1770.

(3) Médoc (voir n° 31). Le 1er B. passe en Corse en octobre 1768 et revient à Monaco en 1770.

(4) La Marche (voir n° 74), en Corse de 1768 à 1770.

craindre quelque mouvement de sa part. Ces raisons engagèrent M. de Marbeuf à marcher à Nonza, que Barbaggi avait bien retranché et où il se tenait avec la plus grande partie de ses partisans; il fixa au 24 le jour de l'attaque. Nous y marchâmes sur trois colonnes. La première de droite avec M. le chevalier de Leuchères, grenadiers et chasseurs du régiment de Rouergue, et des compagnies de Soissonnais, partit de Bastia, le 23 à midi, pour se porter le même jour au couvent de Sisco; elle le trouva occupé par des troupes qui capitulèrent dans la nuit. M. de Marbeuf, commandant cette colonne, leur accorda de rentrer dans l'intérieur. La piève de Sisco se soumit aussi par négociation.

Le lendemain 24, cette même colonne déboucha à 9 heures du matin par la Serra San-Giovani et se rendit au village d'Olchani, d'où M. de Marbeuf détacha tout de suite les grenadiers de Rouergue, qu'il embarqua à Ogliastro, deux ou trois milles en arrière de Nonza, pour couper la retraite à ceux qui étaient renfermés dans cette ville. Il fait halte à Olchani avec le reste de son détachement, donnant ainsi aux grenadiers de Rouergue le temps d'arriver à leur embuscade et aux deux autres colonnes de s'approcher de Nonza.

La colonne du centre, sous M. le comte de Coigny, avec la légion Royale, quittant le village de Farinola, suivie des grenadiers et chasseurs de Soissonnais, de paysans commandés par le sieur Pasqualini, arriva le 23 au soir; marchant, le 24 au point du jour, sur Olmetta di capo Corso, elle s'en empare; puis elle se dirige sur Nonza, réglant ses mouvements avec la colonne de droite, de façon à pouvoir l'aider dans cette attaque et à couper la retraite à tout ce qui voudrait se sauver dans la pointe du cap Corse. Le village d'Olmetta était un peu retranché et défendu. On répondit à la sommation de M. de Coigny par une décharge sur les émissaires de paix. Les grenadiers s'avancèrent à la baïonnette, et le village fut abandonné.

La colonne de gauche, aux ordres de M. de Grandmaison, grenadiers et chasseurs de Royal-Roussillon et d'Epptingen, partant du camp près de la gorge de Patrimonio, marchait en droite ligne sur Nonza par le chemin ordinaire, dit de la Marine. Cette colonne devait régler ses mouvements sur ceux de la droite pour ne se montrer à la vue du couvent de Nonza que lorsque cette droite paraîtrait sur les hauteurs qui dominent la ville; mais, ayant débouché un peu trop tôt, elle fut assaillie par un grand nombre

de Corses, dont une partie venait d'être chassée d'Olmetta, et qui, ayant sur elle l'avantage du terrain, l'auraient très maltraitée si M. de Grandmaison n'eût sur-le-champ gravi la montagne et marché aux assaillants.

Le vaisseau de guerre le *Sagittaire,* mouillé dans le golfe de Saint-Florent, s'approcha dans la nuit du 23 au 24 de Nonza, et dès le matin battit vivement cette ville et le couvent. Ces canonnades facilitèrent notre marche. La colonne de droite, grâce à la capitulation des soldats postés dans le couvent de Sisco et à la soumission volontaire de cette piève, ne fut découverte que lorsqu'elle se montra sur les hauteurs de Nonza. Barbaggi, qui ne s'attendait pas à l'apparition de nos troupes dans cette direction, et qu'intimidait la marche des deux colonnes de gauche, se détermina à abandonner Nonza et à se retirer dans le cap Corse. Comme, une heure avant, M. de Marbeuf avait envoyé les grenadiers de Rouergue s'emparer des passages qui mènent au cap Corse, Barbaggi les trouva occupés et n'osa tenter de les forcer, et il n'était plus temps de rentrer dans Nonza. Partie des troupes de MM. de Grandmaison et de Coigny y entrait d'un côté, en même temps que les chasseurs de la colonne de M. de Marbeuf y pénétraient par l'autre. Barbaggi se trouva donc resserré entre la ville de Nonza au sud, occupée, les grenadiers de Rouergue au nord, la mer à l'ouest, les restes de troupes de la colonne de M. de Marbeuf couronnant les hauteurs à l'est, et se liant d'une part avec Nonza et de l'autre avec les grenadiers de Rouergue. On fit environ 400 prisonniers, sans coup férir, parmi lesquels se trouvèrent Barbaggi, neveu de Paoli, Francischeti, beau-frère de Paoli, Lucca-Octavio Alexandrini, président actuel du magistrat du cap Corse, Giovanni-Antoni d'Eisa, l'un des principaux chefs de cette province, Angelo-Luiggi Petriconi, inspecteur des troupes, Antonnelio Genule, ex-gouverneur des îles de Capraïa, et leurs meilleurs officiers.

MM. de Grandmaison et de Coigny furent chargés de la garde des prisonniers. Toutes les troupes qui composaient la colonne Marbeuf retournèrent, le 25, coucher à Sisco et rentrèrent, le 26, à leur camp près de Bastia ; les deux autres colonnes rejoignirent de même leurs cantonnements, à l'exception d'une garnison que M. de Grandmaison établit à Nonza. Le résultat de cette opération fut la soumission entière et totale de la province du cap Corse.

M. de Chauvelin (1) avait été retenu malade en France, quand M. de Marbeuf débarqua avec ses troupes. Maintenant rétabli, il arriva à Saint-Florent le 28 août et prit la direction des opérations. Il écrivit au ministre sur cette expédition de Nonza : « On ne peut trop louer dans l'affaire du 24 la valeur de M. de Trans, colonel de Royal-Roussillon, de M. de Boislevêque, capitaine au régiment de Rouergue, de MM. Salomon et de Chenaut, capitaines des grenadiers du régiment d'Epptingen ; de MM. Bassignac et Martignac, capitaines des grenadiers de Royal-Roussillon ; de M. de Villemont, capitaine d'infanterie dans la légion Royale et de MM. de Bien et de Baudre, capitaines de chasseurs de Soissonnais. »

Notre opération sur Nonza avait duré du 23 au 26, c'est-à-dire quatre jours. Bien que Paoli fût alors dans le Nebbio avec beaucoup de monde, dont Nicomedo et Gio-Carlo, sur lesquels se basaient

(1) Chauvelin (Claude-François, marquis de), frère de Jacques-Bernard, maître des requêtes, intendant d'Amiens, chanoine, conseiller au parlement de Paris, fut d'abord destiné à la magistrature. En 1734, capitaine du Roi-infanterie ; bientôt colonel de Quercy ; assiste au siège de Coni, à la bataille que l'infant don Philippe et le prince de Conti livrent au roi de Sardaigne ; maréchal de camp à la prise de Mons. Ces succès le désignèrent pour la Corse : mais il ne répondit pas à l'attente du ministre. Battu malgré sa vaillance, il revint à Paris, où on l'employa plus heureusement comme ambassadeur. Son esprit fin et pénétrant, ses manières délicates et avenantes, le rendaient plus apte aux négociations diplomatiques qu'à la conduite des armées. Il l'avouait lui-même ingénument, en s'écriant un jour qu'il n'était pas né général. Dans sa retraite, il se forma une riche collection de livres, de tableaux et d'objets d'art. Sa maison fut le rendez-vous des artistes, des gens de lettres et des savants, dont un grand nombre étaient soutenus par sa générosité : il mourut à cinquante-sept ans, le 24 novembre 1763, à un souper chez le roi. Son fils adopta les principes de la révolution et entra dans la vie parlementaire.

Son frère, Germain-Louis de Chauvelin, né en 1684 ; garde des sceaux le 17 août 1727 : ministre des affaires étrangères le 23 ; exilé le 20 février 1737, d'abord à Bourges, puis à Issoire ; revient seulement en 1746 à sa terre de Grosbois, où il meurt le 1er avril 1762. D'un esprit jaloux, il avait succédé au cardinal, avec lequel il partagea le maniement des affaires étrangères. C'est lui qui poussa le cardinal dans la guerre de 1733, très glorieuse à la France, et qui lui donna une grande célébrité. Les jaloux se coalisèrent avec les cabinets de Londres et de Vienne. On le présenta comme désireux de succéder le plus tôt possible au cardinal, même comme un ambitieux qui prétendait gouverner le roi et s'imposer à lui. Dans la force de l'âge, livré aux ennuis de l'inaction et de l'exil, il se consuma en regrets, en efforts inutiles pour revenir au pouvoir, et fut remplacé par un intendant des finances, Amelot de Chaillou, protégé du ministre de la marine Maurepas.

ses espérances à Suriani, il renonça à toute nouvelle tentative.

M. de Chauvelin, débarqué à Saint-Florent avec M. de Fontette, son chef d'état-major s'était rendu à Bastia par terre et avait dirigé un détachement de troupes à Rogliano, mettant des postes à Centuri et autres principaux mouillages du cap Corse. La soumission de cette partie de l'île entraîna bientôt la reddition de celle de Capraïa, qui ne pouvait se soutenir que par les secours du cap Corse. M. de Chauvelin y dirigea M. de Jouannes, capitaine aide-major au régiment de Languedoc.

M. de Chauvelin arrivait porteur de l'édit du roi pour la Corse, donné à Compiègne le 7 août 1768 : l'île n'en avait aucune connaissance. Paoli, instruit des premiers, porta toute son attention à ce que les exemplaires de cet édit ne se multipliassent pas dans l'île; mais, sentant qu'il serait un jour forcément connu, il chercha tous les moyens de persuader à la nation qu'on voulait la tromper, et il travailla à l'engager dans sa cause particulière, sous prétexte de bien public.

Dans l'espérance que la connaissance de l'édit du roi amènerait peut-être les Corses à des ouvertures d'accommodement, on en différa l'exécution jusqu'au 5 septembre. Les suites de l'expédition de Nonza montraient que la plus grande partie des Corses était moins attachée au gouvernement de Paoli par amour que par crainte. Cette opinion, conforme à celle de M. de Marbeuf, faisait regarder la conquête entière de l'île comme assurée pour le mois de décembre suivant, avec l'augmentation immédiate de 8 ou 10 B. M. de Chauvelin chargea M. Delille, munitionnaire des vivres, en qui M. le duc de Choiseul plaçait sa confiance, de porter ce projet au roi; il partit le 3 septembre.

L'édit du roi n'opérant aucun effet, M. de Chauvelin se détermine alors à marcher le 5 septembre sur Oletta et Suriani, en chargeant MM. de Fontette et de Leuchères de se concerter avec M. de Marbeuf pour cette opération. La position des troupes et celle des Corses sont toujours les mêmes. Les régiments de Royal-Roussillon et d'Epptingen campaient à la droite de la gorge de Patrimonio; partie de la légion de Soubise dans ce village, Rouergue et Soissonnais sur le Tichimé ou sur la communication avec Bastia. Toujours de petits détachements dans le cap Corse et 6 B. à Ajaccio ou à Calvi (les 3 autres renforçant les corps de la partie de

Bastia et de Saint-Florent). Pasquale Paoli occupait Olmetta de Nebbio; Clemente, son frère, Oletta; la sommité entre ce village et Suriani était défendue par Gio-Carlo Salicetti et bien retranchée.

En arrière de Suriani, et sur le penchant de la même chaîne de montagnes, se trouve Biguglia. Il y avait peu de monde dans ce village; une partie des habitants étaient d'ailleurs bien disposés pour les Français, et, Biguglia pris, Suriani tombait de lui-même : on se détermina à l'attaquer de préférence, en masquant et laissant Suriani derrière soi. La marche eut lieu par 3 divisions. Royal-Roussillon (1), d'Epptingen, partie de la légion de Soubise, 4 pièces de 4 et 2 obusiers formèrent celle de droite, sous de M. de Grandmaison, chargé d'attaquer par la plaine le Poggio d'Oletta et Oletta. La division du centre, sous M. de Marbeuf avec M. de Chauvelin, partant de la hauteur du Tichimé, et composée de paysans ayant à leur tête Pasqualini, des régiments de Rouergue et Soissonnais avec 2 pièces à la Rostaing, chemina devant elle sur l'arête de la montagne pour arriver à la gorge de San-Antonio. La troisième division, sous M. de Coigny, avec Languedoc, la légion Royale, des détachements de la garnison de Bastia et 2 pièces, marcha par la plaine, droit sur Biguglia, laissant 1 détachement vis-à-vis de Suriani pour masquer ce village. M. de Grandmaison forme quatre détachements de ses troupes. Celui de droite, confié à M. de Vargemont, ayant avec lui Petriconi, est dirigé sur le village de Valte-Calle, et devait prendre les derrières de celui d'Olmetta, position de Paoli, et se porter à la Boccamilliaria, sa seule retraite. Le deuxième avec M. de Dampus, partant en même temps que le premier, marchant parallèlement à lui et laissant le chemin d'Oletta à sa gauche, avait pour objet de soutenir M. de Vargemont et de prendre une position qui lui permît de contenir les efforts des villages de la droite du Nebbio se portant au secours d'Oletta et du Poggio que l'on attaquerait. Ces deux détachements se ras-

(1) Septième volume des *Guerres sous Louis XV* (*Historique des régiments*). — Royal-Roussillon (n° 37) arrive en Corse en 1764, revient en France en 1768, puis y retourne en juin 1768. Le colonel de Villeneuve est chargé de disperser les montagnards entre Bastia et Saint-Florent. Cette expédition donna lieu aux combats de Barbaggio et Patrimonio. Ce régiment se distingue encore, le 24 août, à la prise des postes d'Olmeto et de Nonza et à la soumission d'Oletta, de Biguglia et de Furiani.

semblèrent et partirent de la gorge de Sainte-Marie à 2 heures du matin. Le troisième sous MM. de Poulharié et de Transy, avec 2 pièces, se dirige sur le couvent d'Oletta pour l'attaquer, et M. de Grandmaison, avec le quatrième, marche sur le village du Poggio; ces deux derniers détachements se rassemblèrent dans la gorge de Patrimonio, suivirent la plaine de ce dernier village à celui d'Oletta et se mirent en marche à 4 heures du matin.

M. de Grandmaison trouva, à un quart de lieue du Poggio, des Corses embusqués qu'il chassa. La division de Marbeuf, cheminant par la crête, parvint à la Bocca San-Antonio; alors partie de ses troupes descendit par la montagne sur les villages de Poggio et d'Oletta, devant lesquels M. de Grandmaison se présentait par la plaine. Les Corses, sur le point d'y être entourés, les abandonnèrent. M. de Marbeuf y entre alors sans obstacle et se porte sur Olmetta, mais Paoli en était parti précipitamment une heure avant. Le détachement de M. de Vargemont, découvert, ne put pénétrer à la Boccamilliaria, par où Paoli s'enfuit; M. d'Ampus, destiné à le soutenir, ayant été découvert lui-même et obligé de pousser les Corses devant lui, se porta plus sur sa gauche qu'il ne l'aurait dû et se mit hors d'état de porter secours à M. de Vargemont.

M. d'Ampus poussa sur le couvent d'Oletta, où il essuya une décharge qui lui tua du monde, mais il s'en empara. M. de Transy arrivait une demi-heure après. M. de Grandmaison entra dans le village d'Oletta et de là marcha sur celui d'Olmetta du Nebbio. Ce village était abandonné; seulement des Corses se montraient sur les hauteurs entre Olmetta et Murato, assurant la fuite de Paoli sur Lento.

M. de Chauvelin, réuni à M. de Marbeuf au col San-Antonio, envoya de là deux détachements, l'un sur Suriani, l'autre sur Biguglia. M. de Campène, chargé par M. de Coigny de l'attaque de ce dernier village, y trouva une résistance inattendue; mais quand le détachement de M. de Marbeuf se montra du côté de la montagne, les habitants abandonnèrent le village à 4 heures. Suriani reste toujours occupé. M. de Juigné, avec un assez fort détachement, y avait été envoyé du col San-Antonio et le bloquait du côté de la montagne. Les troupes qui attaquèrent Biguglia s'en approchèrent; la légion Royale et les détachements de Bastia le cernèrent par la plaine, mais sans aucune liaison entre eux, M. de Coi-

gny ayant négligé d'entourer le village de plus près. Gio-Carlo Salicetti lui détacha Ristori et Antoni avec une capitulation. La nuit s'approchant, Gio-Carlo, pendant ces pourparlers, se retira avec son monde sans être aperçu. Quelques jours après la sortie de Gio-Carlo, les habitants de Suriani en avertirent M. de Juigné qui s'y établit dans la nuit. Ce village, fameux par deux sièges où les Génois avaient échoué, fut pris sans tirer un coup de fusil.

Ce mouvement du 5 décida la soumission de tous les villages du Nebbio; dès le soir même, ils députaient à M. de Grandmaison pour lui annoncer l'abandon des tours de la Mortella et de Farinola dans le golfe de Saint-Florent. M. de Grandmaison, laissant M. d'Ampus dans Olmetta, couche à Oletta, ramène le lendemain toutes ses troupes dans son camp de la gorge de Patrimonio et occupe les tours du golfe, en attendant les ordres de M. de Chauvelin.

La province du Nebbio soumise, M. de Chauvelin, sentant la nécessité de donner du repos aux troupes de M. de Grandmaison, les cantonne dans les villages depuis San-Pietro jusqu'à Murato et Rutali, et envoie M. de Leuchères inspecter les cantonnements. Ce dernier ne trouva pas les positions avantageuses, ce qui le décida à une reconnaissance en avant pour en trouver une où les troupes pussent être rassemblées et en état de protéger le Nebbio; le plateau de San-Nicolao fixa son choix. De retour, il écrit sur-le-champ à M. de Chauvelin, qui approuve le projet. M. de Fontette rend compte à M. de Leuchères de son arrivée, le 8, à Olmetta pour prendre le camp à San-Nicolao. Il n'arrive à Olmetta que dans la nuit du 8 au 9, et trouve les troupes fort mécontentes de quitter les cantonnements pour vivre sous la tente.

M. de Fontette les porte, le 9, à l'église de San-Nicolao, et, après avoir parcouru le terrain, se détermine à les camper face au Revinco, coupant diagonalement le chemin de Lento, la gauche sur une petite éminence en avant de la chapelle, et la droite se prolongeant dans la direction de Sorio; il place l'infanterie de la légion de Soubise dans le bois au-dessus de ce village, met dans l'intervalle les chevaux de cette légion, et occupe par des postes les trois hauteurs principales à la rive droite de Revinco.

Pendant qu'on campait à San-Nicolao les régiments de Royal-Roussillon, d'Epptingen et partie de la légion de Soubise, qui formaient la division de M. de Grandmaison, toujours retenu par son

état de santé à Saint-Florent, M. de Chauvelin occupa, le 8, Borgo, Luciana et la piève de Casinca. Il envoya, dès le 8, M. d'Arcambal avec des troupes dans les villages et couvents de Vescovato et de la Venzolasca, à la Penta et à Loreto, ainsi que des détachements à Luciana pour garder le pont du Golo (1); mais il ne changea point son camp de Toga en arrière de Bastia, d'où il était plus en mesure de soutenir la nouvelle position qu'il prenait en avant et au moyen de laquelle il s'étendait depuis le cap de la Mortella au couchant jusqu'à la tour de San-Pelle-Grivo au levant. La soumission volontaire de la Casinca devenait d'un exemple trop dangereux pour que Paoli n'essayât pas de la regagner ou la punir; aussi fit-il attaquer dans la nuit du 9 au 10 le village de Vescovato. Perdant ses avantages au point du jour, M. de Chauvelin dirige les compagnies de grenadiers du camp derrière Bastia, aux ordres de M. de Juigné, au secours des postes attaqués; M. de Marbeuf marche aussi avec ces détachements et prend le commandement des troupes de la Casinca.

Le 10, avant la nuit, les Corses recommencèrent leurs feux dans cette piève; l'attaque sur le village de la Penta leur réussit. Ce fut le premier avantage de Paoli depuis le commencement des hostilités. Il en profita en attaquant le village de Loreto dans la nuit du 12 au 13. M. de Juigné, qui y commandait, ayant avec lui une partie du régiment de Soissonnais et des compagnies de grenadiers, reçut si bien les Corses qu'ils se dispersèrent. Pendant tous ces mouvements dans la Casinca, Paoli envoyait des détachements à San-Nicolao, et donnait de vives inquiétudes à nos postes avancés sur le front et à la droite du camp. Des principaux de Villa de Petra-Alba proposèrent, le 11, une suspension d'armes de six jours, attendant l'issue de l'affaire de Casinca avant de se prononcer. M. de Vargemont, qui commandait le camp, leur en accorda deux; mais dès le lendemain ils vinrent se dégager de leur parole. Les montagnards, en grand nombre, devant attaquer

(1) Le Niolo est le plateau le plus élevé de la Corse, bordé d'une ceinture de roches abruptes séparées par de profonds abîmes. On ne peut y arriver ni en sortir que par deux brèches, la scala Santa-Regina au levant de Corte et le col de Verde par Evisa. Pareil à un cercle, le Niolo est partagé par le plus grand fleuve de l'île, le Golo, qui se précipite dans les plaines inférieures pour se perdre dans la mer Tyrrhénienne, près des ruines de Mariana.

le camp le 13, M. de Grandmaison en prit le commandement. Le 14, les ennemis attaquèrent. On fusilla toute la journée, et les troupes se maintinrent sur leur terrain. Pendant cette attaque, les Corses se portèrent sur les villages de Rutali et de Murato, à la gauche du camp. Nous avions des détachements dans ces deux villages ; le commandant de Rutali se replia avec sa troupe, celui de Murato se rendit prisonnier. M. le Fèvre, capitaine des chasseurs dans Royal-Roussillon, envoyé par M. de Grandmaison pour soutenir le couvent de Murato, le trouva garni de paysans en armes. Il marcha contre eux tête baissée, délivra les prisonniers enfermés dans le couvent, et se retira immédiatement.

D'après l'affaire de Murato, M. de Grandmaison, craignant que sa communication ne fût coupée, se retira dans la nuit sur le vallon du Nebbio. Les Corses qui avaient attaqué le camp, rebutés, s'étaient également enfuis au milieu de la nuit. M. de Chauvelin, toujours à Bastia, ne fut instruit de l'attaque des Corses que le 14 à 5 heures du soir. Sur-le-champ, il détache M. de Coigny par la montagne San-Antonio et Olmetta sur Murato, avec ordre d'attaquer tout ce qui aurait pénétré dans le vallon du Nebbio (1). La nuit surprit M. de Coigny à Montebello et le força à repasser sur le Tichimé; il se remet en marche le 15, avant le jour, et arrive à 6 heures du matin à Olmetta, où il apprend la retraite de M. de Grandmaison et se presse alors de retourner sur ses pas.

M. de Chauvelin, parti lui-même de Bastia, le 15 au point du jour, avec M. de Campenne, suit la même direction que M. de Coigny, qui ne fut informé du parti pris par M. de Grandmaison que le 15 au matin, ce dernier ignorant également la marche de M. de Chauvelin. M. de Grandmaison établit ses troupes à Oletta, communiquant par sa gauche avec un poste de la garnison de Bastia sur le mont San-Antonio, qui sépare Oletta de Suriani, et relie ces deux points. M. de Chauvelin reconnut alors les inconvénients de l'occupation de la Casinca, et, quoique les troupes se fussent assez bien retranchées dans les postes de Loretto, Vescovato et le couvent de Venzolasco, la difficulté d'entretenir cette communication sans ponts sur le bas Golo le détermina à retirer

(1) Le Nebbio est cette partie comprenant Saint-Florent, Oletta, Murato et San-Pietro di Tenda, confinant à la Balagne et s'étendant autour du golfe de Saint-Florent.

ses troupes de la Casinca, et il en prévint le 17 M. d'Arcambal. M. de Marbeuf étant revenu à Bastia dès le 14, cette retraite s'exécuta le 18. Elle fut périlleuse, et nous coûta des tués et des blessés.

Le chevalier de Ludre (1), qui commandait à Borgo, apprenant l'évacuation de la Casinca, écrivit le 17 à M. de Chauvelin, lui demandant des ordres et disant qu'il ne répondait pas de pouvoir tenir à Borgo devant une attaque sérieuse de l'ennemi, s'il n'augmentait sa garnison et ne lui donnait en plus 2 pièces de canon. Le renfort demandé par M. de Ludre fit hésiter M. de Chauvelin sur la conservation de Borgo; mais, après avoir consulté MM. de Coigny et de Leuchères, M. de Chauvelin se détermina à garder ce poste, et envoya M. Aguillon, ingénieur, le retrancher et l'approvisionner pour quinze jours. L'évacuation de la Casinca mit à la charge du roi les habitants de cette piève, qui s'étaient tous déclarés pour la France.

M. de Chauvelin porte ses troupes derrière Bastia, en avant et un peu à la droite de Suriani; la légion de Soubise en avant de l'évêché, pour entretenir la communication entre Saint-Florent et Oletta; Royal-Roussillon et Epptingen au couvent et au village d'Oletta; ceux de Soissonnais, de Rouergue et de Lan-

(1) Ludre de Frolois (François-Louis-Hyacinthe, comte de), né en 1741, mort en 1819; entre au service comme sous-lieutenant d'infanterie; fait la guerre de Sept Ans: aide de camp du général Chabot, puis du maréchal de Soubise; à vingt ans, lieutenant-colonel de la légion de Soubise, grade réservé généralement à de vieux officiers destinés à suppléer à l'inexpérience de trop jeunes colonels; proche cousin du duc de Choiseul, est présenté à Louis XV qui, frappé de sa jeunesse, lui dit : « Allez donc mettre votre perruque; on n'a jamais vu de lieutenant-colonel à votre âge. » Se distingue à l'affaire de Borgo : au licenciement de la légion Royale en 1776, est nommé brigadier de Royal-Champagne-cavalerie et se retire du service; maréchal de camp. Il ne fit point la guerre d'Amérique, ni celles de la révolution, quoiqu'il n'émigrât pas. Veuf, il s'était retiré à la campagne. M[lle] des Salles, en 1795, à l'âge de quinze ans, reçut une invitation de la municipalité de Nancy de se marier, et, comme le conseil de famille n'obtempérait pas, elle prétendit s'en charger en lui donnant pour époux un vrai patriote. Grand émoi dans la famille. Bref, malgré ses cinquante-cinq ans, M. de Ludre l'épousa de préférence à l'inconnu, vrai patriote, qui serait devenu l'héritier de cette grande fortune. A laissé un ouvrage de chronologie.

Le comte de Ludre, son frère, devint maréchal de camp; député de la noblesse aux états généraux. Leur père, le marquis des Salles-Brancas, du nom de sa femme, fut lieutenant général, gouverneur de Francfort.

guedoc, pour occuper Biguglia et Suriani, ainsi que la sommité de la montagne (la Ferra San-Antonio) qui sépare ces villages de celui d'Oletta; la cavalerie de la légion Royale sous Suriani, pour éclairer la plaine; l'infanterie de cette légion et 3 pièces à Dorgo, avec M. de Ludre.

Paoli avait indiqué dans le mois d'août une assemblée générale de la nation à la Casinca pour le 20 septembre : on lui proposa, au moment d'évacuer cette piève, d'en retirer les troupes pour lui laisser la liberté d'y assembler sa nation, si, en effet, il voulait de bonne foi l'éclairer sur ses véritables intérêts et la porter à se soumettre au roi. Jusqu'à ce moment M. de Chauvelin refusa d'entrer en aucune négociation avec Paoli, mais il le rechercha alors par l'entremise de Sebastiano Bucca Fuori, dans lequel il plaçait trop de confiance et qui le trahissait, ainsi que Lucca-Octavio Alexandrini, qui ne valait pas mieux. Ce fut par leur intermédiaire qu'il écrivit à Paoli : « Le marquis de Chauvelin fait savoir à Paoli, général du royaume de Corse, qu'il vient d'être autorisé par les instructions de M. le duc de Choiseul de traiter avec lui un armistice de deux mois et l'échange des prisonniers; cependant avec la condition que, pendant ce temps, ceux qui ont pu embrasser le parti du roi ne seront pas recherchés; si le susdit général veut répondre au duc, il recevra promptement une réponse qui, vraisemblablement, sera un prélude de la paix. »

Paoli lui répondit : « Le général du royaume de Corse fait savoir au marquis de Chauvelin qu'il a appris avec la plus grande allégresse ses dispositions à la paix, et qu'il recevrait volontiers comme préliminaires de la paix l'armistice proposé, si la nation ne lui avait imposé la loi qu'au préalable les troupes n'eussent évacué les pays occupés, compris Capraïa; après quoi, le général pourra tenir une consulte de tous les représentants du royaume, dont il écrira au duc le résultat; il ne se refusera pas à l'échange des prisonniers, quoiqu'il sache qu'ils se sont presque tous enfuis de Toulon; mais pour donner des preuves authentiques de son respect, il promet de traiter de l'échange dès que les prisonniers nationaux seront rendus dans quelque place de l'île. A l'égard de ceux qui ont passé dans le parti du roi, il ne peut pas promettre seul qu'ils ne soient pas molestés ou bannis de l'île.

Au reste, le général sera toujours prêt à prouver son inclination à concilier les intérêts de sa patrie avec la gloire du roi. »

Il ne se passa aucune action de guerre intéressante depuis l'évacuation de la Casinca jusqu'au 4 octobre; à cette date, les Corses attaquèrent sur le chemin ordinaire un piquet de dragons qui partait tous les matins du camp de Suriani, se rendant sous Borgo. M. de Feuillée, capitaine de la légion Royale, qui commandait le détachement ce jour-là, perdit quelques hommes et quelques chevaux.

Dans cet intervalle, du 18 septembre au 4 octobre, arrivèrent dans la partie de Bastia 400 grenadiers tirés de Bretagne et d'Anhalt en garnison à Ajaccio. Cette troupe, sous M. de Courvoisis, alla camper à la gorge de San-Antonio.

M. de Chauvelin, informé, depuis le 2, que Paoli avait ordonné une marche générale à Luciana, y arrive dès le 4; Paoli s'y rend lui-même le 5.

Dans la nuit du 6 au 7, les partisans de Paoli, conduits par des propriétaires des maisons que l'on avait négligé d'occuper, y entrèrent en grand nombre. Ils pratiquèrent tout à leur aise un trou dans un des angles de la tour occupée par un lieutenant et son détachement, y placèrent des barils de poudre, le sommèrent de se rendre et le menacèrent de le faire sauter en cas de refus. L'officier capitula le 7; les Corses se trouvèrent donc maîtres de toute la tête du village; ils occupèrent les maisons, qu'ils crénelèrent, et formèrent en avant un retranchement où ils se fortifièrent sur tout le penchant des ravins dominant la plaine.

Les rapports faits à M. de Chauvelin l'assuraient que le véritable objet de Paoli se portait sur le camp d'Oletta, que la plupart des habitants de ce village étaient mécontents des Français, et que le président Salicetti s'était mis à la tête d'un complot en vue d'égorger tous les officiers. M. de Ludre, entouré dès la première nuit, put donner de ses nouvelles à M. de Chauvelin, qui ignorait que les Corses fussent maîtres de toutes les maisons; aussitôt le piquet de dragons prit son poste sous Borgo le 7, et un détachement de grenadiers, que M. de Chauvelin envoya le même jour aux nouvelles, rapporta que des bandes nombreuses de Corses se réunissaient à Borgo et qu'on devait craindre des succès de leur côté.

M. de Chauvelin se détermine alors à y marcher le 8, avec un millier d'hommes, tout ce qu'il pouvait tirer des 6 B. de Sois-

sonnais, Rouergue et Languedoc, tant les régiments se trouvaient affaiblis, plus 400 grenadiers de la garnison d'Ajaccio, 4 pièces, et une centaine de chevaux de la légion Royale. Il porte ses troupes au Bevinco, les met en marche vers 11 heures sur deux colonnes; celle de droite, régiment de Soissonnias et 2 pièces de canon, avec M. de Narbonne (1), arrivé depuis peu d'Ajaccio; celle de gauche, sous M. de Marbeuf, composée des régiments de Rouergue et de Languedoc avec 2 pièces de canon. Les dragons se portent dans la plaine en avant de ces deux colonnes, et le B. de grenadiers de Bretagne, commandé par M. de Courvoisiers, est placé sur un mamelon à la droite du pont de Bevinco, sur la rive droite du ruisseau. M. de Grandmaison avait reçu ordre la veille de se porter avec son corps sur Murato, le 8 au matin, pour faire diversion.

Les colonnes attaquèrent en arrivant, celle de M. de Narbonne par le chemin ordinaire de Bastia à Borgo, et celle de gauche par une petite route menant de ce village au pont de Golo. Il y a dans cette direction un plateau découvert sur lequel les Corses avaient construit une redoute. M. de Marbeuf partage ses troupes, gravit les pentes et en chasse les Corses. Il était 1 heure de l'après-midi. M. de Marbeuf faisait monter son canon pour battre de sa nouvelle position les retranchements des Corses en avant du village, s'en promettant un bon effet; mais Paoli avait déjà donné l'exemple de la retraite. M. de Chauvelin, voyant de la plaine le succès de l'attaque de M. de Marbeuf, fit marcher tout de suite aux retranchements. M. de Narbonne se mit alors en mouvement du bas de la plaine, en même temps que M. de Marbeuf.

Les Corses, entrés en grand nombre dans les retranchements, ne pouvaient se retirer qu'en défilant sous les feux M. de Ludre et ayant nos troupes à dos; ils rebroussèrent chemin avec la résolution de défendre les retranchements. Malgré leur fusillade très

(1) Narbonne-Pelet (Jean-François, comte de), famille appartenant au Dauphiné; né en 1725, à Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme); au siège de Minorque, 1757; colonel d'un régiment de grenadiers royaux; défend le poste de Fritzlar, 1762, où il arrête trois jours les Prussiens et permet de dégager l'armée. Afin de perpétuer ce souvenir, Louis XV voulut que Narbonne ajoutât à son nom celui de Fritzlar. Lieutenant général, 1784; mort en 1804. (Voir le cinquième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 360.)

meurtrière, nos troupes surprirent quatre ou cinq des premières maisons, après de grandes pertes. Nous restâmes derrière les retranchements, séparés de M. de Ludre par un court espace, et sans communiquer avec lui, parce que dans cet intervalle de fortes maisons étaient occupées par les Corses. Ces maisons ne permettant pas à M. de Ludre de voir notre attaque pour bien juger du moment d'une sortie, il en ordonna deux sans succès; une autre, composée des grenadiers d'Anhalt et de Languedoc, perdit tous ses hommes, qui furent tués ou blessés. Les troupes restèrent dans les maisons et derrière les retranchements depuis 2 heures jusqu'à 6; elles en sortirent trois fois pour des essais infructueux. M. de Chauvelin, s'étant rendu vers la fin du jour sur le plateau où se trouvaient MM. de Marbeuf et de Narbonne, après avoir conféré avec eux, ordonna la retraite. On ramena cette nuit même toutes les troupes dans leur camp; on replia le B. de grenadiers de Bretagne resté sur la Bevinco. M. de Grandmaison, qui s'était avancé à Murato, retourna à l'entrée de la nuit à son camp d'Oletta, et dès le lendemain, 9, on le rapprocha de Saint-Florent, Barbaggio et Patrimonio. On retrancha Biguglia et Suriani, et M. de Campenne, avec son régiment, fut chargé de la garde de ce premier village, dont M. de Puisun dirigeait les fortifications.

L'attaque de Borgo nous coûta 4 officiers tués, 25 blessés, et 160 soldats tués ou blessés. La garnison entra en pourparlers dès le 9, et se rendit prisonnière de guerre le 10 octobre. Elle évacua le poste et les retranchements, et sortit avec tous les honneurs de la guerre. Les blessés et malades, tant officiers que soldats, furent envoyés sous escorte à Bastia. Paoli accorda aux officiers de conserver leurs armes, aux soldats leurs bagages; la garnison fut mise en marche pour Corte dès le 10 au matin.

Le détachement de Borgo, sous les ordres de M. de Ludre, se composait de toute l'infanterie de la légion Royale, d'une centaine d'hommes de chacun des régiments de Languedoc, Rouergue et Soissonnais, et de la compagnie de grenadiers de Languedoc; il y avait en outre avec lui 1 pièce de canon, plus 2 à la Rostaing, un détachement du corps royal d'artillerie proportionné au service de ces 3 pièces (1), des vivres pour quinze jours et des munitions

(1) Ce fut du temps de Gribeauval et à propos de la campagne de 1768 en Corse

de guerre en abondance. M. de Chauvelin était allé voir les troupes au camp; sur les représentations de M. de Juigné, il le laissa maître de porter le camp sur une montagne presque inabordable par sa situation. M. de Juigné appuya la gauche de ce camp près de Suriani.

M. de Chauvelin, informé le 13, à 7 heures, qu'un grand nombre de Corses, mécontents des dispositions de Paoli, l'avaient quitté et se trouvaient à Luciano sans chefs, se proposait de les surprendre. L'obscurité de la nuit empêcha d'exécuter ce projet, qui fut remis au lendemain. M. de Leuchères était chargé de préparer tous les ordres. C'est grâce à ce retard que Paoli s'échappa, car très vraisemblablement, si on eût marché dans la nuit du 13 au 14 à Luciano, il serait tombé entre nos mains.

Les régiments de la Marine et de la Mark débarquèrent enfin, le 17, à Saint-Florent. M. de Grandmaison, le lendemain 18, reprit possession d'Oletta et de son ancien camp en avant du couvent. Royal-Italien et Tournaisis débarquèrent aussi à Saint-Florent dans le même temps; le premier campa entre cette ville et le camp d'Oletta, et le second à l'entrée de la gorge de Patrimonio. Le malheureux événement de Borgo (1) fit évanouir tout projet d'opération ultérieure, et M. de Chauvelin, renonçant à l'idée d'avancer dans le pays, ne pensa plus qu'à prendre ses quartiers; il envoya à cet effet MM. de Fontette et de Leuchères reconnaître les villages du Nebbio. M. de Fontette se dirigea sur Murato, le 22, avec un détachement, et M. de Leuchères à San-Pietro. Ces derniers trouvèrent ces points fort dangereux à occuper et en rendirent compte à M. de Chauvelin, qui partit, le 22 au soir,

que l'on donna une forme régulière à l'artillerie de montagne, la plus ancienne de toutes les formes adoptées pour employer le canon dans les combats. Les canons de 2 livres employés en Corse étaient montés sur des affûts-traîneaux. Dès 1765, les équipages d'artillerie sont réglés à raison de 4 bouches par 1,000 hommes.

(1) Ce village de Borgo nous a toujours été funeste. En 1739, M. de Boissieux l'ayant fait occuper, les Corses l'assiégèrent vigoureusement; il marcha à son secours, fut battu et vint mourir de douleur à Bastia. C'est une espèce de citadelle sur le sommet d'un pic, au haut duquel est une église retranchée avec quelques maisons crénelées; le village est au-dessous, placé par étages le long de la montagne. Pour y arriver, il n'y a qu'un chemin en limaçon, garni d'un mur d'appui du côté extérieur. (Dumouriez, l. I, ch. v.)

pour visiter lui-même les positions. Il se porte à Oletta le 25, et de là à Olmetta du Nebbio, que M. de Grandmaison avait fait occuper d'avance. M. de Chauvelin reconnut le pays, et rentra pour voir les fortifications à élever, avec l'intention de les occuper. Les troupes se replient et sont ramenées vers Oletta. La nature du terrain permettait aux Corses de nous suivre en toute sûreté dans notre retraite, reparaissant dès que nous nous mettions en marche. Le chevalier de Bethisy fut tué dans cette reconnaissance; 2 autres officiers furent blessés; un capitaine de grenadiers du régiment de la Marine et un des chasseurs de Royal-Italien (1), ne pouvant marcher, furent pris; beaucoup de soldats furent tués ou blessés, et d'autres faits prisonniers.

Cet événement, en impressionnant M. de Chauvelin, le fit renoncer à conserver Olmetta et le détermina à n'occuper qu'Oletta. On y cantonna 3 B. de la Marine, un autre à Saint-Florent, la Marck à Barbaggio et à Patrimonio, le tout aux ordres de M. d'Arcambal, à qui l'on donna aussi 3 compagnies de volontaires corses; Royal-Italien occupa Nonza; Soissonnais, Rouergue et Epptingen (2) gardent Bastia, fournissant le poste de Suriani; Tournaisis est posté à Biguglia, Languedoc dans Brando, la légion de Soubise à Bogliano, dans le cap Corse, laissant un détachement dans la partie de Saint-Florent, et la légion Royale à Bastia, fournissant une garde dans la plaine sous Biguglia; on envoya Royal-Roussillon comme renfort à Calvi; Bretagne et Anhalt, augmentés de leurs grenadiers et chasseurs, continuèrent à occuper Ajaccio. Peu de jours après l'établissement de nos quartiers, le bruit se répandit d'une nouvelle marche générale de Paoli sur le Nebbio. M. d'Arcambal demanda du renfort, on lui en envoya successivement, et il finit par garder tout l'hiver 12 compagnies de grenadiers et de chasseurs dans Oletta et les environs, pour communiquer par sa droite avec Saint-Florent, Barbaggio et Patrimonio. Quant à Paoli, il plaça de ses gens soldés dans tous les villages du Nebbio. Le bruit d'un débarquement projeté dans le cap

(1) Royal-Italien (n° 48). Après la soumission de Minorque, le régiment passe en Corse, où il arrive le 1er novembre 1756 avec M. de Castries; chargé d'apaiser les troubles excités par la rivalité de Paoli et de Matra; retourne à Minorque en 1769.

(2) Epptingen (n° 93). En 1768 à Toulon, s'embarque pour la Corse, revient en 1771.

Corse, fit craindre à M. de Chauvelin que Paoli n'eût des intelligences dans cette province ; il la désarma et porta les fusils à Bogliano, sous la garde de la légion de Soubise en quartier dans ce village. Désireux de réparer les pertes de la campagne, M. de Chauvelin forma un détachement de 1,000 à 1,200 hommes d'élite pour les porter droit sur Corte, délivrer nos prisonniers et prendre Paoli. M. de Narbonne, chargé de cette expédition, partit de Bastia le 25 octobre, se rendant à Calvi ; il aurait peut-être mené l'entreprise à bien, si les dépêches du roi, en réponse à celles annonçant l'événement de Borgo, n'avaient apporté un ordre positif à M. de Chauvelin de prendre des quartiers d'hiver de concert avec M. de Marbeuf, d'y établir ses troupes, puis de se rendre à Versailles pour y concerter les opérations du printemps prochain, en ramenant avec lui M. de Fontette et laissant M. de Leuchères en Corse.

M. de Chauvelin, avant de partir, chercha par tous les moyens à accroître le mécontentement contre Paoli et à rallier le plus de monde à la cause de la France. Le projet de révolution au delà des monts appartenait à M. de Pérès, ci-devant lieutenant dans Royal-Italien, qui s'était brouillé avec Paoli, et s'était associé un Français nommé Brun. Cet homme, détaché d'Ajaccio auprès de M. de Chauvelin à Bastia, lui dit que M. le comte Pérès, informé que Paoli faisait une levée de 1,500 hommes, avait eu le crédit de suspendre cette levée secrètement jusqu'à ce qu'il sût s'il convenait à M. de Chauvelin de la faire lui-même pour le compte du roi, qu'il y trouverait le double avantage d'affaiblir l'ennemi de 1,500 hommes et de renforcer d'autant le parti de la France ; Brun ajouta que, dans une assemblée secrète tenue à deux lieues d'Ajaccio, les principaux s'étaient engagés tous à prendre les armes pour le roi ; il demanda une ou deux commissions de lieutenants-colonels, 30 de capitaines, de lieutenants en proportion, des armes et des munitions pour les hommes qui n'en avaient pas, et 20 sols de paie à chacun par jour, prix qu'offrait Paoli. Tout cela accordé, M. de Chauvelin expédia les commissions en blanc, en laissant la disposition à M. de Pérès, et ordonnança un fonds extraordinaire de 100,000 francs. Le sieur Brun fut envoyé tout de suite à Ajaccio pour opérer la révolution qu'il promettait. Le succès ne répondit pas aux espérances, et la tentative échoua

complètement. Le choix de M. de Chauvelin pour soulever la Balagne n'était guère préférable, et le résultat n'eut pas de suites plus heureuses. Le principal agent, sous M. Mourrier, était un petit marchand français nommé Furini, banqueroutier; les intelligences que M. Mourrier et lui entretenaient, entre autres avec les Fabiani, ayant été découvertes, Paoli brûla leurs maisons, et redoubla de précautions pour sa sûreté.

La santé de M. de Chauvelin s'étant un peu rétablie, il se fit porter à Saint-Florent le 28 décembre, et s'embarqua.

Les avis du 31 décembre s'accordèrent à dire que Paoli avait 5 à 6,000 hommes rassemblés dans le Nebbio, et il n'était plus douteux qu'il ne voulût nous attaquer. En effet, à l'entrée de la nuit du 1er au 2 janvier, il en fit le simulacre du côté d'Oletta et des postes avancés de la communication à ce village; une attaque même sembla arrêtée contre une tour construite par M. d'Arcambal à la droite du chemin d'Oletta à Olmetta; cette tour, gardée par un officier de Royal-Italien, fut cernée par les Corses, d'assez près et attaquée vivement, lorsque M. d'Arcambal se détermina à y envoyer du secours. Sur les avis donnés à M. de Marbeuf que les Corses se renforçaient beaucoup dans le Nebbio, les troupes de Bastia se mirent en marche au premier signal, et, à la nouvelle de l'attaque de la nuit par les Corses, M. de Marbeuf se mit en marche le 2, au point du jour, avec les régiments de Soissonnais, Rouergue, Epptingen et 4 pièces de canon. M. d'Arcambal vint au-devant de lui et le décida à bivouaquer sur la montagne à l'entrée du bois. En quittant Bastia, il semblait décidé à profiter du rassemblement de ses quartiers pour s'emparer d'Olmetta; il concerta même, le 3, avec M. d'Arcambal, quelques mouvements relatifs à cette opération. Cet officier fit marcher ses volontaires, soutenus par des grenadiers, pour tâter les postes des Corses sous Olmetta et y attirer leur attention, pendant que M. de Marbeuf viendrait s'y placer avec son canon par le revers de la montagne. Mais M. de Marbeuf, incertain, du succès ramena ses troupes à Bastia. M. Dumouriez, lieutenant-colonel, envoyé par M. de Chauvelin à Calvi, prit sur lui, en l'absence de M. de Narbonne et sans l'aveu de M. de Marbeuf, la responsabilité d'une tentative sur l'Ile-Rousse (1); il s'embarque à

(1) Ile-Rousse, située sur une petite baie en face d'un groupe d'îlots de granit

Calvi avec des volontaires du pays à la solde du roi. Heureusement que les Corses se pressèrent de se montrer hors de leur embuscade et de faire feu; nous pûmes ainsi nous rembarquer à temps. Après cette tentative inutile et qui coûta la vie à six hommes, il ne se passa plus rien d'intéressant depuis l'époque du 2 janvier jusqu'au moment de l'exécution du grand dessein de Paoli.

On comptait sur de grands succès pour le mois de février; car M. de Marbeuf était parvenu à séduire nombre d'habitants des villages occupés par nos troupes, entre autres ceux d'Oletta et de Barbaggio. Paoli se flatta de pouvoir resserrer dans Bastia et Saint-Florent les garnisons de ces villes. Pour y parvenir, il ordonna une marche générale de toutes les pièves, et tenta dans la nuit du 13 au 14 l'exécution de son grand projet. Il avait alors près de 3,000 hommes à Murato, et le nombre en augmentait à tout moment par l'arrivée du contingent de chaque piève; le 13, à l'entrée de la nuit, il dirige Colonna et Gio Caloguidini sur Barbaggio par le chemin ordinaire. Ils pénétrèrent, sans être aperçus, dans la chaîne de nos postes, et ne furent découverts que dans la plaine sous Barbaggio, par une patrouille de la Marck, sortie de Patrimonio. Ce régiment avait des compagnies en quartier à Barbaggio; aux premiers coups de fusil, elles se mirent sous les armes et se portèrent sur les débouchés connus du village; mais les ennemis, guidés par les habitants, se glissèrent par des chemins détournés, occupèrent des points qui commandaient les principales défenses, et s'emparèrent de plusieurs maisons pendant la nuit. M. de Falck, major de la Marck, commandant à Patrimonio, en sortit à minuit pour porter du secours à Barbaggio; mais ayant trouvé du monde sur la communication, il se contenta d'y porter un renfort. Colonna et Giudani, arrivés dans la plaine entre Patrimonio et Oletta, avaient détaché une partie des leurs qui s'emparèrent du Tichimé; nous avions un peu au-dessous, à la croix de Barbaggio, un poste qui, malheureusement, s'enfuit à l'approche de l'ennemi.

M. d'Arcambal, chargé de la défense de la première ligne à Oletta, averti dans la nuit de l'approche de l'ennemi, en donna avis à

rouge qui lui a donné son nom. Petite ville déjà ancienne, reconstituée en 1758 par Paoli pour faire concurrence à Calvi et Algajola, restées fidèles à la cause génoise.

M. de Marbeuf à Bastia, qui lui fit dire que si le feu commençait, il enverrait un renfort à la redoute et qu'au jour il se porterait lui-même par la plaine sur Barbaggio. Il se proposait en effet de faire marcher dans la nuit deux compagnies de grenadiers avec M. de Vaugnimont, quand, au moment de se mettre en marche, des signaux l'avertirent qu'un nombre considérable de Corses semblaient vouloir attaquer Oletta : M. de Marbeuf s'arrêta dans son projet. D'après les avis des déserteurs, il se détermina à envoyer des compagnies de grenadiers à Barbaggio. M. de Lasobole, major de Rouergue, commandant ce détachement, se met en marche à 1 heure de l'après-midi et se rend à Montebello, d'où, ayant aperçu les Corses en force sur le Tichimé, il se porte par sa droite sur la montagne. M. de Marbeuf, ayant eu, dans l'intervalle, des avis certains de M. d'Arcambal et de M. Falck, du régiment de la Marck (1), sur l'attaque de Barbaggio et le succès des Corses, suivit de près lui-même ce premier détachement avec les grenadiers de chacun des régiments de Soissonnais, Rouergue, Epptingen et 2 pièces de canon; il arriva à 5 heures du soir à Montebello, d'où il découvrit l'ennemi posté sur le Tichimé. Le peu de jour qui restait l'obligea à bivouaquer, ayant à sa droite M. de Lasobole, à sa gauche les compagnies de chasseurs de M. de Vauguimont.

M. Hauser, capitaine de grenadiers dans la Marck, commandant à Barbaggio, qui avait tenu pendant tout le jour dans l'église, se rend aux Corses à 6 heures du soir, et est conduit avec sa troupe à Saint-Florent, conformément à sa capitulation. M. de Marbeuf décide alors M. de Campenne, déjà rassemblé dans ses quartiers de Brando, à venir le joindre de nuit; il enjoint à M. d'Arcambal de porter un gros détachement à la Bocca Arenola, point qu'il avait négligé de faire occuper et par où les Corses avaient pénétré la veille, afin de barrer le secours que Paoli tenterait d'envoyer à Barbaggio; il ordonne à M. de Vauguimont de longer la crête de la montagne lorsqu'il le verrait en marche, et de se mettre en mesure de

(1) La Marck (n° 63), débarqué le 15 octobre 1768. Ses compagnies sont attaquées à Barbaggio, dans la nuit du 13 au 14 février 1769, par toutes les forces de Paoli. M. de Marbeuf accourt avec la garnison de Bastia. Les Corses sont repoussés dans la montagne, et la Marck rentre en possession de Barbaggio. Il se trouve cette même année au combat du pont du Golo, dont le succès décida de la soumission de la Corse; rentre à Toulon le 28 octobre 1770.

suivre ses mouvements afin de se porter sur le flanc droit et les derrières des Corses qui défendaient la hauteur du Tichimé, tandis qu'il les attaquerait de front; il prévient de même M. de Falck à Patrimonio de ses dispositions pour le lendemain, et lui ordonne d'y concourir de son côté, en portant un détachement à l'entrée de la gorge de Patrimonio, et d'arrêter toute tentative de fuite par ce côté; enfin il fait venir de Bastia de l'artillerie pour battre Barbaggio.

Le 15 au matin, M. de Marbeuf, accompagné de M. de Narbonne, marche sur quatre colonnes vers la redoute du Tichimé. La première de droite, sous M. de Lasobole, descend sur le flanc gauche des Corses. La deuxième, formée du régiment de Languedoc, avec M. de Campenne, et la troisième composée de deux compagnies de grenadiers et de 600 hommes de la garnison de Bastia, commandée par M. le baron d'Epptingen, arrivent de front, pendant que la colonne de gauche, sous M. d'Arcambal, secondée par M. de Rommefort, prenait sur la droite et les derrières de l'ennemi. Les Corses, à cette vue, abandonnent aussitôt les redoutes, se retirant quelques-uns sur Barbaggio, et la majeure partie dans la plaine. M. d'Epptingen, maître du Tichimé, lance M. d'Altermatt à leur poursuite, et de son côté M. d'Arcambal fait descendre un détachement dans ce but.

M. de Marbeuf, s'apercevant de l'occupation du village de Barbaggio, se détermine, sur l'avis de M. de Narbonne, à le cerner et à le battre avec son artillerie (1). Pendant ce temps, M. Dampus, commandant à Oletta, occupe selon les intentions de M. de Marbeuf la gorge par laquelle les Corses devaient forcément passer pour secourir Barbaggio; la trouvant occupée, il en chasse l'ennemi, s'y établit et construit une redoute. A peine est-elle achevée que Paoli arrive avec 1,500 hommes pour l'attaquer. Mais M. Dampus avait, dans l'intervalle, reçu un renfort d'infanterie et des dragons envoyés de Saint-Florent; ce qui lui permit de refouler l'ennemi et de faire un assez grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvait Clemente Paoli.

Le 16 au matin, Colonna et Guiducci envoyèrent l'abbé de Gri-

(1) Dans cette campagne, MM. de Beauvois, brigadier, commandant l'artillerie, et d'Aumont, maréchal de camp du génie, tous deux officiers très distingués, très instruits, rendirent de grands services. (D. G.)

maldi à Barbaggio pour demander à capituler; après plusieurs pourparlers, ils se rendirent prisonniers de guerre avec leur garnison. La capitulation signée par Colonna, M. Olivier, capitaine de guides de l'armée, entre dans Barbaggio. M. de Marbeuf ramène alors à Bastia toutes ses troupes et son artillerie (1), laissant M. d'Altermath à Barbaggio. Le 16 au matin, un détachement de dragons de la légion de Soubise est dirigé, après la capitulation, dans la plaine entre Barbaggio et Oletta pour la fouiller.

La perte de Paoli, en cette occasion, s'éleva à plus de 300 morts et de 360 prisonniers. De notre côté, nous eûmes 8 officiers du régiment de la Marck, et M. de Fontette, volontaire à la suite de l'armée, blessés; 27 soldats tués et 58 blessés. La perte de Paoli et de ses braves partisans à Barbaggio, très sensible déjà, le devint encore bien davantage par l'arrivée journalière en Corse des approvisionnements qui annonçaient de très grands préparatifs pour l'ouverture de la prochaine campagne. Malgré les secours considérables d'argent que Paoli recevait des Anglais, il ne put jamais, à cette date, rassembler plus de 12 à 1.500 hommes à la fois dans le Nebbio.

Depuis le rappel de M. de Chauvelin, M. le duc de Choiseul avait demandé à M. de Marbeuf différents projets de plans de campagne; il avait ordonné des établissements à Calvi pour nourrir un corps destiné à agir dans la Balagne; de même à Saint-Florent et à Oletta pour des troupes que l'on projetait de faire déboucher par le Nebbio.

La campagne de 1768 avait été légèrement entreprise, imprudemment conduite et peu honorablement terminée. Le duc de Choiseul voyait la gloire de la France compromise, s'il ne réunissait pas des moyens suffisants d'assurer, dans la campagne prochaine, la conquête de la Corse. Aux 22 B. composant l'armée, il en ajouta 20 autres, 2 légions en plus et 1,200 mulets. Le commandement de de cette armée, bien supérieure à toutes les forces qu'on pouvait lui opposer, fut donné au comte de Vaux (2), qui amena avec lui,

(1) Pour la première fois dans cette guerre, on fit usage d'affûts-traîneaux, ou artillerie de montagne portée sur des mulets. Le grand inconvénient que présente ce genre d'artillerie consiste dans la difficulté d'avoir des muletiers adroits et des mulets dressés.

(2) Vaux (Noël de Jourda, comte de), né au château de Vaux (Puy-en-Velay) en 1705; lieutenant dans Auvergne en 1724; fait les campagnes d'Italie comme capitaine en 1734

comme volontaire et son ami intime, le vieux général Bourcet (1) et le colonel Guibert (2).

M. de Vaux eut ordre de ne concentrer des approvisionnements à Calvi que pour 2 B., pour 8 à Ajaccio, et de porter tout le reste à Bastia. Le plan de campagne de M. de Vaux consistait à suivre, en partant de Bastia, la plaine jusqu'aux environs de Campoloro et à prendre de là sa direction à travers le pays en arrivant à Corte. La nomination de ce nouveau général fit une très grande sensation, tant sur les troupes que dans le pays. M. de Vaux débarqua

et 1735; major en 1739 en Corse; y est blessé à la main; colonel d'Angoumois, 6 mars 1743; appelé en Bohême, se distingue à Prague; sert aux sièges de Flandre; brigadier à la prise de Bruxelles, 23 février 1746; lieutenant général, 17 décembre 1759; se fait remarquer à Gottingen; en 1763, commande dans les Trois-Évêchés; en 1769, il est appelé à soumettre la Corse; maréchal de France le 12 septembre 1783; mort à Grenoble le 14 septembre 1788. Son extérieur taciturne et rigide couvrait un cœur sensible, juste et affectueux. Ceux qui servirent sous ses ordres le peignent comme dur et sévère, et lui ont fait une réputation terrible d'austérité.

(1) Bourcet (Pierre-Joseph de), né en 1700 à Yseaux, près Châtellerault; officier pointeur dans Royal-Artillerie, ingénieur dans Royal-Vaisseaux; Italie, 1734-1735; ingénieur en chef, 1741; Italie, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747; brigadier d'infanterie, 1er janvier 1748; directeur général des fortifications, 1er janvier 1756; campagne d'Allemagne, 1758-1759; maréchal de camp le 10 février 1759; armée du Rhin, 1761; lieutenant général le 25 juillet 1762; officier d'un grand mérite, auteur de l'ouvrage sur la guerre des Alpes; mort en 1780.

(2) Guibert (Jacques-Antoine-Hippolyte, comte de), né à Montauban le 11 novembre 1743; lieutenant général, gouverneur des Invalides, coopéra aux réformes réalisées par le ministre de Saint-Germain. Remarquable par les avantages du corps et de l'esprit, il inspira de vives passions, surtout à Mlle de l'Espinasse dont l'âme ardente se peint si bien dans ses lettres. Suit son père en Allemagne à l'âge de quatorze ans; fait la campagne de Corse; aide de camp du général de Vaux; colonel de la légion de Corse; devient maréchal de camp; sert avec distinction dans la guerre de Sept Ans. Se lie intimement avec Dumouriez. Toujours unis, jamais la jalousie n'a traversé leur amitié. Meurt de chagrin à la fleur de l'âge, 6 mai 1790.

Le commandant Guibert, qui suivit Bonaparte en Égypte et en fut particulièrement aimé, était son propre neveu. Un oncle de son père, le chevalier de Peyrilles, brigadier, lieutenant-colonel de Royal-Vaisseaux, fut, au dire de Guibert, un officier du plus grand mérite; mort au siège de Lintz en 1742. C'était, on le voit, une famille militaire. Une facilité surprenante, une grande mémoire, une ambition très active, l'envie d'occuper le public de sa personne et d'arriver à la gloire; une figure séduisante, des formes agréables, un ton de franchise, de hardiesse, c'est par ces qualités que Guibert se distinguait parmi ses contemporains. Reçu à l'Académie en 1786, il a laissé : l'*Essai général sur la tactique;* la *Défense du système de guerre moderne;* des tragédies : *le Connétable de Bourbon,* jouée à Ver-

à Saint-Florent dans les premiers jours d'avril. Tous les officiers généraux et de l'état-major eurent ordre de se réunir. Après les avoir tous regardés d'un air sévère : « Messieurs, leur dit-il, le roi m'a chargé de vous dire qu'il est très mécontent de son armée, dont plusieurs officiers ont eu la lâcheté de signer des capitulations. Je défends qu'à l'avenir aucun officier en détachement se serve de plume ou de papier. Le roi a singulièrement désapprouvé la suspension d'armes; c'est une tache imprimée sur nos drapeaux, j'espère que nous parviendrons à la laver. » Tel était le général de Vaux, fort instruit, parlant peu et difficilement; mais en particulier très aimable, ayant les formes et les vertus antiques. Les régiments de Champagne (1), Aquitaine (2), Bulkeley (3), Roscommon (4), la Marck et Médoc (ces deux derniers furent remplacés à Calvi par

sailles pour le mariage d'une fille de France, Madame Clotilde; *la Mort des Gracques* et *Anne de Boleyn*, les *Éloges* de Catinat, du chancelier l'Hôpital et de Frédéric II, qui, peu satisfait du jugement porté sur les soldats prussiens, disait que la *Tactique* était l'ouvrage d'un écolier qui ne serait pas en état d'épeler Végèce. Cependant Voltaire en fait un grand éloge. La Harpe, son concurrent pour le prix d'éloquence à l'Académie, est un de ses plus ardents critiques; Mme de Staël, au contraire, se montre un de ses constants admirateurs.

Sa prétention peu justifiée fut d'être tout ensemble Turenne, Corneille et Bossuet. Napoléon avait souvent de longs entretiens avec le général Vallongue, grand admirateur de Guibert, et il mettait toujours la conversation sur sa *Tactique*. Enfin le maréchal Suchet professait pour Guibert une sorte d'idolâtrie. Aujourd'hui le livre de Guibert conserve encore son intérêt par la manière dont y est développée cette opinion que la chute des empires doit être en grande partie cherchée « dans la perte de la discipline des armées, dans les variations d'armes et de tactique, dans les vicissitudes de l'art militaire, dans ses pas vers la perfection ou la décadence. » (Mme de Staël.)

(1) Champagne (n° 3), de Perpignan arrive en octobre à Toulon, met le pied en Corse le 7 avril 1769, avec le comte de Vaux, et prend ainsi part à toutes les opérations, qui amenèrent la pacification et la soumission de ce pays. Le 5 mai, un de ses détachements soutient un combat dans les montagnes du Nebbio. Le 8, se bat à Ponte-Nuovo, l'affaire la plus considérable de cette campagne ; il y perd le capitaine Chamisso et le lieutenant de Bexon. Champagne est de retour à Toulon le 16 août 1769.

(2) Aquitaine (n° 19) s'embarque à Toulon en mars 1769, était de retour de Corse le 15 août.

(3) Bulkeley (n° 77), en Corse depuis octobre 1768 jusqu'en mars 1769.

(4) Roscommon (voir Walsh-Servent, n° 83), à Toulon en mars 1769 pour passer en Corse, contribua à la pacification de l'île; revient en France en septembre 1770.

le régiment de Bourgogne), y débarquèrent à peu près en même temps. Le renfort d'infanterie envoyé à la légion de Soubise l'avait jointe dans le cap Corse et le régiment de Provence arrivait à Ajaccio.

M. de Vaux porte Champagne et Aquitaine dans la partie de Bastia où ils campèrent; rassemble près de cette ville la légion de Soubise; tire en outre une compagnie de chasseurs par B., 4 volontaires par compagnie, de chacun des régiments dans la partie de Bastia et du Nebbio; il en forme un corps d'environ 1,000 hommes sous le nom de Volontaires de l'armée, aux ordres de M. le chevalier de Viomesnil (1), corps divisé en 3 B. commandés par MM. de Brie, de Constant et du Boyet. Ces troupes s'établissent aux environs de Bastia au commencement du mois d'avril.

Composition et emplacement de l'armée le 23 avril.

La Marine, la Marck, Médoc, la Marche, Bulkeley, Roscommon, 150 volontaires corses, un détachement de dragons et d'artillerie.	Patrimonio, Barbaggio, Saint-Florent et Oletta.
Tournaisis, Champagne.	Biguglia.
Aquitaine, les volontaires de l'armée, la légion de Soubise.	Campés près de Bastia.
Soissonnais, Rouergue, Epptingen, corps royal.	Logés à Bastia.
Languedoc, Royal-Italien.	Cantonnés à Brando et Nonza.
Une légion de 700 hommes, corps royal, 150 volontaires corses, Bourgogne, artillerie.	Calvi.
Bretagne, Royal-Roussillon, Provence, Anhalt, 600 volontaires corses, un détachement du corps royal.	Ajaccio.
300 hommes.	Bonifacio.

La légion de Lorraine et le régiment Dauphin-infanterie, en mer à cette époque, sont dirigés sur Saint-Florent. M. de Vaux, ayant préparé tous ses moyens, fixe des garnisons à la garde des places.

Le 27 et le 28, des mouvements sont préparés pour le rassemblement des troupes dans la plaine au-dessous d'Oletta. Il ordonne

(1) Viomesnil (Charles-Joseph-Hyacinthe du Houx, comte de), né en 1734; entré au service en 1747; aide de camp de M. de Chevert en 1757; colonel de la légion de Lorraine; émigra en 1791. Après avoir joué un rôle très actif à l'armée de

le 29 la formation d'une double réserve, tirée des 28 B. La première réserve de droite, aux ordres de M. d'Arcambal, comprend le régiment de Rouergue, celui de Médoc, un détachement de dragons de la légion de Soubise, et 3 compagnies des volontaires corses employés à Oletta; la réserve de gauche, sous M. de Marbeuf, les régiments de Soissonnais, de la Marche, Bulkeley, Roscommon, 100 chevaux et 100 fantassins de la légion de Soubise, plus des volontaires corses internés à Biguglia. M. de Vaux ordonne également que l'armée (avec ses 2 réserves détachées) formerait 2 divisions de 10 B. chacune, celle de droite sous M. de Boufflers, et celle de gauche sous M. d'Escoloubie; il enjoignit aux majors de chaque régiment de correspondre avec l'officier général de la division dont leur régiment faisait partie. Les 23 B. du corps d'armée, la réserve de M. d'Arcambal (1), le fond de la légion de Soubise et le corps des volontaires de l'armée furent portés par deux colonnes sur Oletta et campés, le 1er mai, dans la plaine en avant du couvent, où M. de Vaux établit son quartier général.

M. de Boufflers, chargé de déterminer le terrain du camp près d'Oletta, appuya la droite au mamelon qui domine cette localité et la gauche avec les volontaires de l'armée un peu en avant de la droite; l'artillerie et la légion de Soubise furent placées en arrière et près du couvent; la légion de Lorraine resta dans son camp près de Saint-Florent. M. de Marbeuf campa le même jour avec sa réserve sous Biguglia, à la rive gauche du Bevinco. Nous occupions dans le Nebbio le seul village d'Oletta, et les Corses étaient répandus dans tous les autres. Le village d'Olmetta, retranché par les Corses et garni de redoutes, formait le point avancé de la droite de leur position derrière et en avant de Murato; ils avaient également entouré de fortifications une chapelle sur le chemin d'Olmetta à

Condé, rentra avec Louis XVIII; le suivit à Gand; fut créé maréchal de France, 3 juillet 1816. Mort en 1820.

Son frère, Antoine, né en 1728; colonel de la légion du Hainaut; lieutenant général le 13 juin 1783; mort le 9 novembre 1792, des suites de ses blessures reçues à la journée du 10 août.

(1) Arcambal (Antoine-Joseph-François des Lacs du Bousquet, marquis d'); servait depuis longtemps et avait passé par tous les grades quand il fut créé brigadier le 22 janvier 1769; mestre de camp commandant du 6e régiment de chasseurs à cheval en 1779; maréchal de camp, 1er mars 1780; mort en 1791.

Murato du côté de leur gauche, sorte de nid de pie sur l'arête qui sépare le village de la Piève à droite de celui de Rutali à gauche. Tout le reste de la position était de même bien défendu. Paoli et son frère, dans le Nebbio, réunissaient toutes leurs forces du côté de la plaine de Biguglia, tenant Borgo avec une réserve.

M. de Vaux, arrivé le 4, résolut d'attaquer le Nebbio le 5. M. de Marbeuf envoya, le 4 après midi, M. d'Alstatt dans la plaine sous Borgo, porta le même jour le régiment de Languedoc, avec M. de Campenne, à la gorge San-Giovani au-dessus d'Olmetta pour attirer l'attention de l'ennemi de ce côté, et rapprocha d'Oletta la légion de Lorraine restée près de Saint-Florent.

Le 5 au point du jour, toute l'armée se met en marche. La réserve de M. d'Arcambal, renforcée des 2 B. de la Marck et d'artillerie, se réunit à la chapelle ruinée, d'où l'on se dirige sur San-Nicolao en deux colonnes. La réserve de M. d'Arcambal et la colonne de droite marchent sur l'arête des villages de la Piève. Les volontaires de l'armée et l'infanterie de la légion de Soubise forment l'avant-garde de la colonne de gauche, aux ordres de M. de Boufflers; ils sont suivis de tous les grenadiers et chasseurs et de l'artillerie des 16 B. que conduisait M. d'Escouloubre.

Lorsque ces troupes se mirent en mouvement, M. de Campenne descendit de la montagne au-dessus d'Olmetta. M. de Viomesnil, resté à Oletta avec la légion de Lorraine, devait s'avancer pour favoriser le mouvement de M. de Campenne. M. d'Arcambal arrive sans obstacle à la chapelle Saint-Nicolas. M. de Viomesnil éprouve plus de résistance, mais finit par joindre également la chapelle près de Murato, dont il s'empare. M. de Vargemont, avec l'infanterie de la légion de Soubise, un peu sur la droite des volontaires de l'armée, débouche entre la chapelle de Saint-Nicolas et Murato, en même temps que M. d'Arcambal et le chevalier de Viomesnil arrivaient sur ces points; M. d'Arcambal s'étend un peu, M. de Vargemont s'approche de Lento, et M. de Viomesnil fort près de Bigorno. Il était à peine 10 heures du matin que tout le reste de l'armée commençait à arriver sur le plateau de San-Nicolao. L'ennemi n'attendit pas et s'enfuit de ses positions. M. de Lucker, à la tête des 2 B. de Bourgogne (1) à Calvi, ayant reçu ordre

(1) Bourgogne (voir n° 43) arrive en Corse, mars 1769; employé à la pacification de l'île; revient sur le continent en octobre 1772.

de faire contre les habitants de la Balagne toutes les entreprises qui pourraient leur être le plus nuisibles, fit marcher contre le village de Calenzana un détachement commandé par M. Geoffre, qui cependant n'osa rien tenter. La nouvelle du succès du premier mouvement de M. de Vaux détermina M. de Lucker à une nouvelle tentative sur Calenzana; il en chargea encore M. Geoffre, qui partit de Calvi le 8 mai, à 9 heures du soir, se dirigeant sur le petit hameau de Mocale qu'il attaqua ; mais le nombre d'ennemis qui l'occupait le força à se retirer. Le régiment de Bourgogne eut dans cette occasion 4 officiers tués ou blessés.

M. de Vaux séjourna le 6 à San-Nicolao; toute l'armée se mit en marche le 7, à 6 heures du matin, pour se porter sur Lento, laissant à San-Nicolao la réserve de M. d'Arcambal achever les retranchements commencés.

M. de Vaux, qui se proposait de ne pas aller au delà du plateau de San-Nicolao, arrêta M. de Viomesnil; il ne voulut pas non plus que de MM. de Vargemont et d'Arcambal se portassent jusqu'aux gorges de Lento; il les retint au-dessous, dans la direction de ces débouchés, sur le penchant de la montagne, et il campa toute l'armée un peu en arrière sur le plateau de San-Nicolao. Les villages d'Olmetta, de Murato, de Valle-Calle, Ratali et la Piève se trouvèrent entièrement abandonnés; ceux de Sorio, Sangavino et San-Pietro ne se soumirent complètement que le 7.

M. de Marbeuf, de son côté, se mit en marche le 5 au point du jour, avec sa réserve, vers la plaine sous Borgo; il fit passer le Golo à un détachement, commandé par M. d'Alstatt, qui attaqua les Corses. La nouvelle de la prise de Murato fut, pour le commandant du Borgo, le signal d'une très prompte retraite.

L'armée campe le 5 à San-Nicolao, sa gauche à la chapelle, et sa droite prolongée dans la direction de la gorge bordant le Revinco, et ayant un peu en avant, sur les directions du Lento et de Bigorno, la réserve de M. d'Arcambal, l'infanterie de la légion de Soubise et les volontaires de l'armée.

M. de Narbonne, commandant d'Ajaccio, s'était porté, dès le 28 avril, à Monte-Nebbio, trois milles en avant de cette ville sur le chemin de Bogognano, et avait formé un camp des troupes à ses ordres, sur lesquelles il avait prélevé les garnisons d'Ajaccio et de Bonifacio.

Les travaux encore à terminer à San-Nicolao décidèrent M. de

Vaux à changer, le 7 au matin, l'ordre donné le 6 au soir pour porter le lendemain l'armée entière à Lento; il n'y mena que l'infanterie, la cavalerie de la légion de Soubise, les volontaires de l'armée, tous les grenadiers et chasseurs des régiments de Royal-Italien, Tournaisis et Epptingen. La légion de Soubise, d'avant-garde aux ordres de M. d'Escouloubre, chassa les Corses qui tenaient les hauteurs de Lento et de Canavaggia et les poursuivit jusqu'à Ponte-Nuovo. Les volontaires de l'armée campèrent en avant et au-dessous de Lento, les grenadiers et chasseurs de Royal-Italien, Tournaisis, Epptingen et l'artillerie sur les hauteurs en arrière de Lento, près de la chapelle Saint-Cervone, et l'infanterie de la légion de Soubise à la droite et en avant de Lento, derrière le village de Canavaggia. Le régiment de la Marine, arrivé à Lento le 8 au matin, est campé au-dessous de ce village à la gauche des volontaires. Champagne, Aquitaine, Languedoc, avec M. de Boufflers, restèrent à San-Nicolao, destinés à soutenir M. d'Arcambal qu'on avait chargé de la soumission des deux villages du Nebbio. Cette nouvelle disposition arrêtée très à propos, M. d'Arcambal envoya le 7 un détachement, avec M. Doigny, pour occuper la gorge de San-Giacomo, pendant que par un mouvement combiné avec M. le baron de Viomesnil, parti d'Oletta avec la légion de Lorraine, il marchait aux villages de San-Pietro et San-Gravino, qui furent enfin abandonnés. Cette affaire coûta deux officiers et des soldats blessés.

Le 8, vers les 10 heures du matin, environ 1,200 hommes de Balagne, partis de Pietra-Alba, vinrent de nouveau s'emparer de la gorge de San-Giacomo; M. Doigny soutint leur attaque avec son détachement seul. MM. de Boufflers, d'Arcambal et de Campenne arrivèrent à son secours avec le régiment de Languedoc, et un détachement envoyé du camp de San-Nicolao parut en ce moment; la vue de ce nouveau renfort détermina l'ennemi à se retirer.

Le même jour 8, environ 2,000 hommes, qui avaient passé le Golo à Ponte-Novo sans être aperçus, attaquèrent vigoureusement, à 2 heures de l'après-midi, les volontaires de l'armée campés au-dessous et en avant de Lento. Les efforts et le nombre des ennemis faisant perdre du terrain aux volontaires, M. de Vaux envoie M. de d'Escouloubre au camp au-dessus de Lento pour faire prendre les armes à toutes les troupes; il détache des compagnies de grena-

diers, avec M. d'Attermatt, à la croix de Lento, et porte lui-même le reste des grenadiers et chasseurs au soutien de la légion de Soubise. M. de Vargemont engage en même temps une partie de la légion de Soubise au-dessous et en avant du village, et M. d'Haussonville, campé près des volontaires, porte 2 B. de son régiment à leur défense.

Toutes ces dispositions ralentirent l'attaque de l'ennemi, qui se détermina à regagner le pont de Golo par lequel il fallait nécessairement se retirer; il fut alors vivement poursuivi par les volontaires, et il eut encore à souffrir du feu des 2 B. de la Marine. Paoli, de l'autre côté de la rivière, avait barré le pont par un mur en pierre sèche, n'y laissant qu'un très petit passage; il avait placé derrière ce mur des déserteurs français, avec ordre de tirer sur leurs compatriotes s'ils se présentaient. Cet obstacle apporta du retard à leur retraite et donna à M. d'Escouloubre, marchant à la tête de compagnies de Champagne, le temps d'arriver à Ponte-Novo, pour seconder M. de Vargemont, avant que l'ennemi eût passé cette rivière; son détachement et celui de la légion de Soubise les poursuivirent vivement. Nous eûmes dans cette action MM. de Chamiso, capitaine, de Ségur, de Bexon et du Bayet fils, tués ou morts de leurs blessures; 50 ou 60 soldats ou sous-officiers tués ou blessés. La perte des Corses peut s'évaluer à 200 hommes tués ou noyés. Cet événement les consterna et discrédita Paoli au point qu'il ne put rassembler des forces imposantes au couvent de Merosaglia.

M. de Vaux fit alors partir de Lento, le 8 au matin, M. Pouchot, officier de mérite, passé en Corse avec M. de Bourcet, et le chargea d'aller reconnaître le chemin de Lento à Borgo. Il lui donna la compagnie de grenadiers de Royal-Italien comme escorte. Mais les habitants, se montrant tout à coup sur les hauteurs de ce village, tirèrent sur nos troupes, qui prirent l'épouvante et s'enfuirent, abandonnant M. Pouchot qui fut assassiné par les Corses.

M. de Vaux s'établit au couvent d'Omessa ; les grenadiers et chasseurs de l'armée campèrent près de ce village, et le reste des troupes en avant, à cheval sur le chemin de Corte; les volontaires de l'armée à main gauche, et la légion de Soubise près du pont de Castista à la droite.

L'armée marcha le 21 à Corte sur deux colonnes. Celle de droite,

sous M. de Boufflers, composée des régiments de Champagne et d'Aquitaine, se dirigea sur Corte; la légion de Soubise éclaira le flanc droit de cette colonne. Celle de gauche, sous M. d'Escouloubre, avec tous les grenadiers et chasseurs à l'exception de ceux de la Marck, des pièces de canon, des régiments de la Marine, Royal-Italien, Tournaisis, Epptingen, et des équipages, se dirigea sur Corte par le chemin ordinaire, les volontaires de l'armée éclairant le flanc. Le B. de la Marck resta en avant d'Omessa, à la gauche du chemin de Corte, et un autre B. fut renvoyé sur la rive droite de la rivière de Cazalinca, pour communiquer avec le régiment de Languedoc à Merosaglia.

La marche sur Corte se fit sans obstacle; on s'en empara, ainsi que du château. M. de Vaux prit son camp sur la rive gauche du Tavignano, la droite au-dessous de Corte, les volontaires à la gauche de la ligne, et la légion de Soubise dans le couvent de Saint-François, sur la rive droite de la rivière. Sur les représentations de M. de Boufflers et d'Arcambal, M. de Vaux se détermine à attaquer le village de Petra-Alba. MM. de Boufflers et d'Arcambal y marchèrent le 10 au matin avec toutes les troupes restées à San-Nicolao. Le village était occupé par des Balagnais; ils se retirèrent aussitôt, les uns sur la Balagne, les autres sur d'autres points.

M. de Marbeuf s'avance le même jour à Vignale et au couvent de Luciana, et y met le feu. La soumission de Petra-Alba fut suivie, le 10 et le 11, de celle de la piève de Caccia, au-dessous des montagnes d'Asco, à la rive droite de l'Ostricone. Ainsi M. de Vaux se trouva maître à cette époque de toute la masse du pays compris depuis l'embouchure de cette rivière au couchant jusqu'à celle du Golo au levant. MM. de Boufflers et d'Arcambal prirent sur eux d'occuper le couvent de Cassia; M. de Vaux se porta, le 11, à la gorge San-Giacomo et ordonna que l'on travaillât à un camp retranché pour 2 B. Il renforce la réserve de M. d'Arcambal de 4 B. du régiment Dauphin, chargé de veiller sur le Nebbio. Il établit trois camps, le premier sur les hauteurs en avant de ce village, le deuxième à la gauche de San-Giacomo, le troisième à San-Nicolao, et il met un détachement à San-Pietro. M. de Vaux renforce aussi la réserve de M. de Marbeuf des 2 B. de Languedoc, de l'infanterie et de 6 compagnies de dragons de la légion de Lorraine; retire de cette réserve les dragons et le

détachement d'infanterie de la légion de Soubise; cette infanterie se réunit à son corps; de plus, des dragons sont placés à Borgo, avec 2 compagnies d'infanterie pour assurer la communication de M. de Marbeuf avec Bastia, lorsqu'il passerait le Golo. Il envoie une compagnie de dragons et de l'infanterie de la légion de Lorraine à Saint-Florent. Il porte le quatrième B. d'Aquitaine à San-Martino près de la Valpagola, intermédiairement entre Lento et Borgo, assurant la communication entre ces deux postes et veillant sur le Golo; enfin il détermine une garnison, sous M. de Richebourg, pour la garde de Lento. Toutes ces dispositions reçurent leur exécution dès le 13 mai. Le 14, Paoli proposa un armistice à M. de Vaux; celui-ci lui répondit qu'il se préparait à lui en dicter les conditions.

M. de Boufflers, jusque-là resté dans la partie de San-Nicolao, de la gorge de San-Giacomo et de Petra-Alba, ramène sa division dans la partie de Lento le 15, et campe à Canavaggia au-dessus de Ponte-Novo. Le corps de l'armée se trouvait à cette époque composé de 17 B., du corps des volontaires, de la cavalerie et de l'infanterie de la légion de Soubise.

L'armée se mit en mouvement de Lento le 16 au matin, sur deux colonnes. Celle de droite (M. de Boufflers) était formée de la légion de Soubise (avant-garde), suivie des grenadiers des régiments de Champagne, Aquitaine et la Marck, et de l'artillerie, qui vint s'y réunir à Ponte-Novo, des campements et 2 détachements des troupes de cette colonne pour les nouvelles gardes, des régiments de Champagne, Aquitaine et de la Marck, des équipages du quartier général et de ceux des troupes, escortés par les anciennes gardes. Cette colonne, partant de Canavaggia, passe le Golo à Ponte-Novo. La colonne de gauche (M. d'Escouloubre) se composait des volontaires de l'armée (avant-garde), suivis des grenadiers et des chasseurs de la Marine, Royal-Italien, Epptingen; de la cavalerie, des chasseurs de Tournaisis. Cette colonne passe le Golo au-dessous de la première sur un pont de chevalets jeté à cet effet pendant la nuit. Les volontaires sont dirigés sur la montagne au-dessus du village de Pastoreccia, et le reste des troupes, remontant le Golo à sa rive gauche, se réunit à la colonne de droite au delà de Ponte-Novo. L'artillerie et les équipages du quartier général suivirent la direction de cette colonne jusqu'à la rencontre du chemin

ordinaire de Bastia à Corte, qu'elles prirent pour se joindre à la colonne de droite à Ponte-Novo et y passer le Golo. Personne ne se présenta pour défendre le passage. M. de Vargemont, à l'avant-garde de droite avec la légion de Soubise, se dirige sur une arête où passe le chemin de Mirosaglia à Corte. M. de Viomesnil gravit sans obstacles la première pente, et, ayant découvert les ennemis, il les pousse de hauteur en hauteur pour gagner la sommité principale de la montagne et y attendre en sûreté les grenadiers et chasseurs dont il croyait être suivi : le feu de l'ennemi et la nature du terrain le portèrent jusque sur le Prato de Mirosaglia.

M. de Vaux, qui l'avait vu arriver sur la première hauteur et de là se remettre en marche sans tirer un coup de fusil, crut être toujours à même de le soutenir s'il était nécessaire. La direction que M. de Vargemont avait prise pour couvrir le flanc droit de l'armée était un point trop intéressant à la sûreté de la retraite de Paoli pour qu'il ne l'éclairât pas; la légion de Soubise, à peine en route, eut des coups de fusil à essuyer. M. de Vargemont demanda d'être soutenu par quelques compagnies de grenadiers et proposa de chasser l'ennemi et de s'emparer des crêtes qu'il garnissait. L'intention de M. de Vaux n'étant pas d'aller jusque-là, il lui envoya d'abord 2 compagnies de grenadiers pour le soutenir sur le point de la crête par laquelle il cheminait à hauteur et même un peu en arrière, où il attendit un nouveau renfort : M. de Vaux le lui refusa, avec ordre de ne pas s'avancer davantage, et même de rejoindre l'armée, s'il ne se sentait pas sûr de pouvoir tenir avec sa légion le point qu'il occupait. Il y resta. Les troupes des deux colonnes réunies en avant de Ponte-Novo, M. de Vaux porta l'armée au village de Valle et la fit camper, se prolongeant sur l'arête derrière Valle.

M. de Vaux se détermina enfin à s'informer de M. de Vioménil; un grenadier, qui put arriver, lui porta l'ordre de se replier.

L'armée marcha sur Mirosaglia le 17, en deux colonnes; celle de droite (M. de Boufflers) comprenait Champagne et Aquitaine, précédés de leurs chasseurs et suivis des équipages. Partant de Valle, cette colonne prit le chemin ordinaire de Corte à Mirosaglia; la légion de Soubise en fit l'avant-garde. La colonne de gauche, avec M. d'Escouloubre, comprenait la Marine, la Marck, Royal-Italien,

Tournaisis et Epptingen, précédés de leurs grenadiers et chasseurs, suivis de l'artillerie et des équipages. Cette colonne, se rend à Mirosaglia par le chemin ordinaire, les volontaires à l'avant-garde. Cette marche fut très tranquille; tous les villages de la piève de Rostino, ainsi que le couvent de Mirosaglia, étaient abandonnés. Les volontaires de l'armée campèrent près du village de la Rocca-Soprano; M. de Vaux établit son quartier général dans celui de la Rocca-Soltano avec les troupes au-dessous.

M. de Marbeuf seul éprouva de la résistance au passage du Golo, défendu par 5 à 600 Corses et des redoutes. M. de Vioménil, à l'avant-garde avec la légion de Lorraine, passe la rivière à gué au-dessous du pont, tourne les redoutes et prend l'ennemi à dos; mais, après une fusillade assez vive, il se retire, et M. de Marbeuf se porte alors sans obstacle jusqu'au mont Santo-Angelo où il campe avec les 7 B. formant sa réserve; il met M. de Viomesnil avec l'infanterie de sa légion au village de la Penta et forme sa cavalerie près du pont du Golo. Les habitants d'Omessa envoyèrent leur soumission le 19.

Le 20, l'armée y marcha sur une colonne, les volontaires de l'armée et M. de Viomesnil comme avant-garde; l'infanterie de la légion de Soubise s'allongeait sur les flancs pour la couvrir; le détachement de dragons de cette légion suivit les volontaires et forma la tête de la colonne.

M. de Marbeuf fut chargé de pourvoir, par sa réserve, à la communication avec Corte jusques et y compris Mirosaglia. En conséquence, il envoya le régiment de la Marche à San-Antonio de la Casabianca, et celui de Languedoc à Mirosaglia; M. de Campenne s'établit au village de la Rocca-Soprano, gardant le couvent par un poste.

Paoli se retira le 20 à Vivario, à 10 milles de Corte, sur le chemin de Bogognano, suivi de peu de partisans. Clemente, son frère, passa dans le Niolo, et de là à Vico. L'établissement des troupes à Pietra-Alba et à Caccia, le passage du Golo et la fuite de Paoli, firent craindre à la Balagne d'avoir à supporter tout le poids de la guerre, si elle tardait plus longtemps à se soumettre. Elle envoya des députés à M. de Lucker à Calvi et à M. d'Arcambal à Pietra-Alba, offrant de remettre aux troupes du roi l'Ile-Rousse, les canons, munitions, etc., qui s'y trouvaient. M. d'Arcambal se porta tout de suite

à l'Ile-Rousse, où il fut acclamé; son régiment et celui de Médoc le joignirent le lendemain; il les établit à Belgodère et à Santa-Reparata, et mit une garnison à l'Ile-Rousse.

Pendant ce temps, M. de Lucker envoyait un détachement, sous M. Geoffre, pour s'emparer de la tour de Giralatte. Le 25, M. de Vaux dépêche au roi M. de Vauborel, son gendre, pour lui porter la nouvelle de la prise de Corte et de la bonne direction des affaires. Nous étions maîtres en effet de toute la partie de la Corse, dite en deçà des monts, jusqu'à l'embouchure du Tavignano; mais tout le pays à la rive droite de cette rivière, à l'exception d'une partie du Morbo, était encore retenu par la crainte ou l'argent de Paoli.

M. de Narbonne, toujours sur les montagnes de Mortello, envoya le 17 un détachement considérable sur la Mezana; l'ennemi occupait les hauteurs, d'où il fut facilement délogé avec beaucoup de tués et de blessés.

M. de Vaux réunit, le 3 juin, le deuxième B. de la Marck à Omessa, qu'il remplace par le deuxième B. de Languedoc tiré de Mirosaglia. Décidé à se mettre en marche de Corte le 4, pour arriver le 5 à Vivario, il forme un détachement de 14 compagnies de grenadiers, des 7 B. de la réserve de M. de Marbeuf et en donne le commandement à M. de Campenne. Il distrait pareillement de cette réserve la légion de Lorraine avec M. de Vioménil.

Le 3, ces deux détachements quittent leurs camps de Mirosaglia, Loreto et la Penta pour se porter par la plaine d'Aleria dans le Morbo, et de là M. de Viomesnil marche sur Porto-Vecchio et M. de Campenne à Ghisonni.

L'armée se met en mouvement de Corte, le 4 juin, passe au delà des monts et se joint à M. de Narbonne : elle marche sur deux colonnes; la légion de Soubise, formant l'avant-garde de celle de droite, passe le Tavignano et la Rastonica sur les ponts de pierre au-dessous de Corte; les volontaires de l'armée forment de même l'avant-garde de la colonne de gauche, qui traverse le Tavignano sur le pont de bois jeté au-dessous de Corte; l'armée campe le même jour, 4, en avant du village de Serraggio di Venaco. M. de Vaux, avec son quartier général à Serraggio, laisse à Corte M. Duroure, plus 2 B. de Dauphin retirés de la réserve de M. d'Arcambal, le chargeant de fournir les escortes nécessaires à la sûreté des convois de Corte à Omessa. L'armée s'avance, le 5 au matin, pour passer le

Vecchio. La colonne de droite (M. de Boufflers) se dirige par le chemin ordinaire de Vivario sur l'ancien pont du Vecchio. La légion de Soubise et les volontaires de l'armée de MM. de Vargemont et de Viomesnil formèrent la colonne de gauche et passèrent le Vecchio sur le pont de bois jeté le matin. Le pont une fois rétabli, les troupes suivirent le chemin ordinaire de Bogognano.

Le 5, l'armée campe sur les crêtes au-dessus du village de Gatti, d'où Paoli était parti le matin. Le régiment de la Marck, avec M. de Wimpfen, y est laissé, 1 B. restant à Venaco et l'autre sur les hauteurs près du pont de pierre d'Olmitana.

M. de Vaux séjourne le 6 et le 7 à Gatti.

Le 8, l'armée marche à Bogognano sur une colonne, avec la légion de Soubise et les volontaires de l'armée comme avant-garde; ces deux corps sont suivis des grenadiers et chasseurs, de l'artillerie, des régiments de la Marine, de Champagne, d'Aquitaine, des équipages. Le régiment de Tournaisis et le quatrième B. de la Marine, sous M. de Gontaut, restent au-dessus de Gatti.

Le 8, l'armée arrive sans combat à Bogognano. Un détachement de la division de M. de Narbonne, commandé par M. de Sionville, se porte au-devant d'elle. L'armée campe en avant et au-dessous de Bogognano, dans la direction d'Ajaccio.

Paoli arrive le 5 à Bogognano, mais dès le 6 il est à Bastellica, à 10 milles à la gauche de Bogognano; il se rend le 8 au village de Gnensa. Voyant qu'il ne peut plus rallier ses partisans, il s'embarque le 13 à Porto-Vecchio pour Livourne, sur un bâtiment anglais. Très bien accueilli par le grand-duc Pierre-Léopold, avec 340 proscrits, il se réfugia ensuite en Angleterre. L'Assemblée constituante le rappela le 30 novembre 1789. Le 22 novembre 1790, il s'y présenta à la tête d'une députation, puis il reparut en Corse plutôt comme un souverain qu'en simple citoyen. On l'accusa de projets d'affranchissement sous la Convention. Il accepta les secours de l'Angleterre et, le 22 mai 1794, opéra un débarquement en Corse. Son autorité s'y maintint jusqu'au 22 octobre 1796. Dénoncé, déclaré traître à la République, mis hors la loi, il fut alors obligé de se retirer à Livourne, puis encore à Londres, où il mourut le 5 février 1807. Paoli est un de ces hommes dont le caractère et la noblesse seront admirés par la postérité. L'unique pensée de sa vie fut de rendre à sa patrie l'indépendance et la liberté. Établir un gou-

vernement régulier chez un peuple qui n'en voulait pas, réunir sous les mêmes lois des hommes divisés et indisciplinés, former des troupes réglées, instituer des universités, créer des tribunaux, se faire aimer en se faisant obéir, est bien la pensée d'un grand législateur. Un grand nombre de célébrités s'y intéressèrent. Alfieri lui dédia sa tragédie de *Timoléon;* Boswel, écrivain anglais, M. de Pommereul, le baron Frédéric, fils du baron de Neuhof, ont laissé des particularités sur sa vie.

Le 8 juin 1769, deux Corses, assis sur le revers d'une montagne, gardaient un profond silence, accablés sous le poids de leurs pensées. Des feux disposés symétriquement brillaient au loin et signalaient l'emplacement du camp de l'armée française. L'un de ces hommes était Pascal Paoli; l'autre, Charles Bonaparte, propriétaire à Talavo, qui, à la tête de sa piève, combattait sous les ordres de Paoli. « Ami, dit-il à Bonaparte, le sort en est jeté, il faut tenter un dernier effort; vaincu, soumets-toi aux Français. Tyrannie pour tyrannie, mieux vaut celle qui n'est pas italienne. Vis pour consoler ton épouse et ta famille; moi, je dois mourir. » Ils se levaient, quand une femme parut tout à coup. Elle était jeune et belle. Ses traits légèrement fatigués, et son sein fortement arrondi annonçait que bientôt elle serait mère. « Lætitia Ramolini, s'écria Bonaparte d'une voix sévère, pourquoi avez-vous quitté Corte? pourquoi sans cesse paraître au milieu des hasards de cette guerre périlleuse? — Charles, quand on se bat, je veux être toujours près de toi et partager ton sort. Si j'étais si brave, c'est que mon enfant me protégeait. — Retire-toi, Lætitia, je t'en conjure; d'ici à quelques heures peut-être les destinées de la Corse vont se décider. » Un coup de canon retentit dans le lointain. A ce bruit, Lætitia Ramolini sentit son enfant bondir. « Viens, s'écria-t-elle, vive la Corse! » Bonaparte allait céder, Paoli interposa son autorité. Lætitia partit la nuit même pour retourner à Corte. Deux mois après, le 15 août 1769, Lætitia Ramolini accouchait dans la ville d'Ajaccio d'un fils appelé Napoléon Bonaparte (1).

(1) L'acte suivant du 7 janvier 1768, trouvé dans les Archives de la guerre, semble en contradiction avec celui du 15 août 1769; il donne lieu à plus d'une observation et porte texte pour accuser Charles Bonaparte d'avoir trompé sur l'âge de son fils au moment où il entrait à l'École militaire. Est-ce une substitution au moment de son admission, ou un droit à établir d'être Français, en vertu de l'édit de

Le 10, M. de Vaux forme un détachement de M. de Boyet sur Bastellica; il y marche le 12, et s'en empare. La soumission de Bastellica, du Celano, de la province de la Rocca et de tout le pays jusqu'à Porto-Vecchio et Bonifacio, détermina M. de Vaux à renvoyer le régiment de Champagne à Bogognano, et à ne prendre avec lui que les volontaires de l'armée et la légion de Soubise pour se rendre à Bastellica, Ornano, Istria, Olmeto et Sartène, où M. de Narbonne porta le régiment de Provence à la nouvelle

Louis XV en date du 15 août 1768, portant annexion de la Corse à la France? ce sont des points difficultueux que je laisse à débattre. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'aujourd'hui les actes civils originaux du 7 janvier 1768 à Corte et du 15 août 1769 à Ajaccio n'existent plus dans les registres de ces mairies; que ces feuilles ont été lacérées. Sans attacher d'importance à ces deux dates, disons que Bonaparte fut Français par les services qu'il rendit au pays.

7 janvier 1768.

Ministère de la guerre, pièce n° 1 (du volume Napoléon).

Copie de l'acte de baptême de Napoléon Bonaparte.

Anno Domini *millesimo septingentesimo sexagesimo octavo*, die vero octava mensis januarii, hora vigesima secunda circiter, ego infra scriptus solemnita in ecclesia proparochiale sanctissimæ Annunciationis baptizari infantem natum die *septima ejusdem mensis* januarii ex illustrissimo domino Carolo Bonaparte et domina Letitia, civitatis Adjacii conjugibus, in hac urbe commorantibus, cui impositum fuit nomen Nabulion, patrini fuere illustrissimus dominus Joannes Thomas Arrighi de Casanova et ejus uxor domina Maria. In quorum fidem Franciscus Antonius Gaffori præpositus Sancti Marcelli Cortes et Prothius Apostolicus. Ita reperitur in registro libri baptizatorum hujus civitatis Cortis anni 1768, penis me infra scriptum existente subscripti meique Gentilitii sigilli impressione munivi. Corte hac die 19 julii 1782.

In quorum fidem me Doctor Franciscus Antonius, abbas Gaffori, præpositus Cortis et Prothius Apostolicus.

Nous Augustin Adriani, conseiller du roi, juge royal, civil et criminel et de police des villes et juridictions de Corte, certifions et attestons à tous ceux qu'il appartiendra que la signature apposée au bas de l'acte d'autre part, est véritablement celle de M. François-Antoine Gaffori, curé de Corte, et que foy doit être ajoutée aux actes par lui signés en cette qualité tant en jugement que dehors.

En foi de quoi avons signé les présents et y avons fait apposer le sceau de cette juridiction royale.

Fait à Corte le 19 juillet 1782; *signé :* Adriani.

Pour copie conforme délivrée au Dépôt de la guerre, le 16 septembre 1846,

le chef de bureau des lois et archives, Rousseau;
le colonel chef de la 2e section, Michel.

Vu : le conservateur des archives,
Colonel Brahaut.

Acte de naissance et de baptême de Napoléon Ier.

École royale militaire. Compagnie des cadets gentilshommes.

L'an du Seigneur 1771, 25 juillet, à Ajaccio. Je soussigné fais foi et atteste que, dans le livre paroissial de cette église cathédrale d'Ajaccio sur lequel sont inscrits les noms des baptisés,

L'an 1771 le 25 juillet, les cérémonies sacrées et les prières ont été administrées par moi sous-signé économe, à Napoléon, fils né en légitime mariage du sieur Charles,

du départ de Paoli. A peine était-il sorti du port, que la ville de Porto-Vecchio offrit sa soumission. M. de Viomesnil en prit possession le lendemain.

M. de Vaux, de retour à Bogognano le 21, envoie M. le duc de Lauzun porter au roi la nouvelle de l'embarquement de Paoli et de la soumission de toute la Corse, et dès le 22 il met les troupes en marche de Bogognano pour les ramener à Corte, où elles arrivèrent le 23. M. de Vauborel, porteur de la nouvelle de la prise de Corte et de la soumision de la Balagne, revint le 22, de retour de sa mission.

M. de Vaux détermine, le 24, les quartiers et cantonnements qu'il voulait occuper et y achemine les troupes dès le 25.

Le 23, il dirige les 2 B. de volontaires de l'armée dans le Niolo, à l'exception des compagnies laissées dans la piève de Giorellina. Ces 2 B. y arrivèrent sans obstacle.

M. le duc de Lauzun (1), aide-major de M. de Vaux, chargé

fils du feu sieur Joseph Bonaparte, et de la dame Marie Lætizia son épouse, (lequel est) *né le 15 août* 1769.

Al quale gli fu data l'acqua en casa di licenza dal molto Reverendo Luisano Buonaparte, ed anno assistito alle sacre ceremonie per patrino il signore Lorenzo Giubega di Calvi procuratore del re, e per matrina la signora Geltruda Moglie del signor Nicolo Paravisino.

In quorum fidem Prete Geo., Bolta Diamante economo d'Ajaccio.

Nous Demetrio Stefanopoli, avocat au conseil supérieur de Corse et le premier au siège royal d'Ajaccio, faisant les fonctions de juge à la récusation de M. Charles Bonaparte, assesseur.

Fait et donné à Ajaccio en notre hôtel, le 23 juin 1776.

(1) Lauzun (Armand-Louis de Gontaut-Biron, duc de), entre dans le régiment des gardes; marié, le 4 février 1766, à Amélie, fille unique de Charles-Joseph, duc de Boufflers, orpheline, élevée par sa grand'mère, la maréchale de Luxembourg, femme charmante, mélange de finesse et de naïveté, dit M[me] Necker. Aide de camp de M. de Chauvelin, qu'il accompagne en Corse, 1768; colonel de la légion Royale, 1774, à Mouzon. Lors de son licenciement, en 1776, passe à Royal-dragons à Sarrelouis, qu'il quitte en 1778. Lève, arme, équipe un corps de 2,000 hommes destinés aux Indes; s'embarque à Brest à bord du *Fendant*, commandé par M. d'Estaing, et se trouve au combat de la Grenade. Chargé d'une expédition contre le Sénégal, Gambie et quelques autres établissements de la côte, à la tête d'une petite escadre, il arrive au cap Blanc, enlève le fort le 30 janvier 1779, et envoie une partie de sa flottille devant les possessions du littoral, qui furent promptement emportées; revient en France. A la tête de l'armée du Nord, 1792; guillotiné le 31 décembre 1793. Grand séducteur, grand amateur de chevaux de courses, dont le premier il apporta la mode en France; homme de cour, bel esprit, chevaleresque, sacrifiant tout aux femmes, héros brillant, toujours brave. Il a laissé des mémoires

de porter au roi la soumission de la Corse et du départ de Paoli, arriva le 29 juin à cinq heures du soir à Saint-Hubert (1).

M. de Vaux, ayant ordre de faire repasser en France 22 B., et M. de Choiseul lui ayant témoigné le désir qu'ils pussent y arriver le 1er septembre, fit embarquer à Saint-Florent à trois époques différentes, depuis les derniers jours de juillet jusqu'à la fin d'août, les régiments de Champagne, la Marine, Dauphin, Aquitaine et Epptingen; ceux de la Marck et d'Anhalt reçurent contre-ordre, M. de Vaux ayant fait observer que les 20 B. qui resteraient en Corse ne suffiraient pas à la garde de cette île.

Le régiment Dauphin est relevé à Bastia par celui de Rouergue; ceux de Champagne et d'Aquitaine, par celui de Languedoc; le régiment de la Marine, par celui de Médoc, qui prit garnison à Saint-Florent; Epptingen, par des détachements de Lorraine et de Royal-Italien. M. de Leuchères repassa en France le 26 août, laissant dans l'île un régiment indigène (2).

Plus tard, le 15 septembre 1770, M. de Marbeuf convoque à Bastia, d'après les ordres du roi, une consulte générale de la nation. L'assemblée était composée des trois ordres. M. de Marbeuf y annonça que toutes les offenses de la guerre étaient pardonnées, que le roi désormais adoptait les Corses et les aimait comme ses sujets, qu'il ne s'occuperait plus que de leur prospérité, et il reçut

(de 1747 à 1783). — Il était fils de Gontaut (Charles-Antoine-Armand), frère cadet de Louis-Antoine, né le 8 septembre 1708; d'abord marquis de Montferrant; colonel de Mailly, mars 1735; brigadier, 13 février 1743; maréchal de camp, 31 octobre 1745; gouverneur de Landau, mai 1747, par la démission du duc de Biron, son père; lieutenant général, 10 mars 1748. Gouverneur du Languedoc et maréchal de France le 24 février 1757; épouse, 21 janvier 1744, Antoinette Crozat du Châtel, morte en mettant au monde, le 15 avril 1747, le duc de Lauzun.

(1) Petit château appartenant au duc de Penthièvre et rebâti par Louis XV en 1756, situé à cinq lieues de Versailles entre la forêt de Saint-Léger et celle de Rambouillet, au village de Perray, route de Paris à Nantes. Le roi s'y rendait souvent pendant les chasses. Ce château fut détruit à la révolution. Une vue en est conservée au musée de Versailles (salle 34, n° 731).

(2) Le régiment provincial de l'île de Corse fut rangé tantôt parmi les troupes réglées, tantôt parmi les provinciales. Levé en Corse en 1768, il prend rang d'abord, avec le n° 94, sous le nom de régiment d'infanterie corse de Buttafoco. En 1772, il devient le 48e provincial. Son service explique ces diverses variations. Chargées de la police intérieure de l'île, quelques compagnies y demeuraient huit ans à tour de rôle.

ensuite, au nom de Louis XV, le serment de fidélité de la nation corse.

Des deux conquêtes de M. de Choiseul (1), la Corse resta dès lors annexée à la France; au contraire, Avignon et le comtat Venaissin ne tardèrent pas longtemps à être rendus à l'Église.

La Corse, aujourd'hui notre possession, est une station militaire, industrielle et agricole de la plus haute importance. Munie de fortifications, occupée par un nombre suffisant de vaisseaux de combat, de course et de transport, elle nous sera, en temps de guerre, une sentinelle avancée surveillant le golfe de Gênes, la mer Tyrrhénienne, la mer d'Espagne, et menaçant la Sardaigne. Vaste camp retranché, couvrant Toulon, Marseille, offrant aux flottes un excellent appui pour se porter en avant, elle est un refuge assuré en cas de désastre, en barrant le passage aux vaisseaux ennemis. L'amiral Nelson disait, avant de s'ensevelir dans sa dernière victoire : « Donnez-moi le golfe de Saint-Florent avec deux frégates, et je me charge d'empêcher que pas un vaisseau ne sorte de Marseille ou de Toulon sans tomber dans mes mains. » En parlant de la Corse, Napoléon à Sainte-Hélène s'écriait tristement : « Je voulais consacrer 20,000 hommes à sa pacification et 30 millions à sa prospérité : le temps m'a manqué. » C'est un des pays les plus accidentés, tourmentés de l'Europe; tous les contrastes s'y trouvent, tous les extrêmes s'y touchent. Les habitants participent des qualités et des défauts du climat et du sol : imagination vive, tempérament ardent; caractère inégal, emporté, violent; mais patients, toujours fidèles dans l'amitié comme dans la haine.

(1) M. de Choiseul, qui dans cette conquête laborieuse avait eu à lutter contre tant d'obstacles, rencontra plus d'une fois des difficultés du côté qu'il devait le moins s'y attendre. Ainsi M. de Chauvelin, auquel le liait la plus étroite amitié, ne fut certes pas très heureux en Corse. Le ministre protégeait de même hautement le jeune M. de Ludre. Des papiers de famille dont communication m'a été donnée m'ont permis de suivre la longue correspondance échangée entre M. de Chauvelin et le lieutenant-colonel de Ludre pendant et après l'affaire de Borgo. Elle semble justifier M. de Ludre, laissé loin du quartier général sans secours, sans nouvelles, puisque le conseil de guerre reconnut à l'unanimité que le manque de vivres et de munitions motivait seul la reddition de la place. M. de Chauvelin, très embarrassé de ce grave échec vis-à-vis de M. de Choiseul, en rejetait la faute sur M. de Ludre, qui de son côté accusait M. de Chauvelin avec une telle vivacité qu'ils voulurent se battre et que la différence de grades seule rendit le duel impossible.

CHAPITRE III.

CAMPAGNE DE PORTUGAL (1762).

Août 1761. — Politique de l'Espagne et du Portugal, leurs relations. M. de Choiseul décide le traité du pacte de famille. Rupture de la paix avec l'Angleterre, qui déclare la guerre à l'Espagne.

Mai 1762. — 3. L'armée espagnole, sous M. de Sarria, entre en opérations. — 12. S'empare de Miranda ; 15, de Bragance. — Marche de 12 B. français réunis à Bayonne. Leur itinéraire jusqu'à Pampelune. Le prince de Beauvau, lieutenant général : MM. d'Egmont et la Tour du Pin, maréchaux de camp ; M. de Marbeuf, brigadier. — 23. Déclaration de guerre au Portugal.

Juin. 3. La colonne française de Saint-Jean-Pied-de-Port. M. d'Arranda appelé à l'armée espagnole.

Juillet. 15. La colonne française à Valladolid. — 20. Les Espagnols, rassemblés à Ciudad-Rodrigo, franchissent le Duero. Plan des opérations, état des troupes. — 21-23. A Salamanca.

Août. 3. M. de Beauvau rejoint l'armée espagnole en Portugal. Prise de Castel-Rodrigo. — 8. Devant Almeida. Investissement. — 9. Campe à Val della Mula. — 10. A Laduneia. — 11. Expédition de M. de Marbeuf sur Alfayates. — 16. L'ennemi se rassemble à Guarda. M. de Beauvau sur la Coa, entre Aldecada-Ponte et Villamayor. — 17 et 18. A Marmeleiro. — 20. A Guarda. L'ennemi se retire à Castel-Branco. — M. de Saint-Hérem occupe Covilhas, et M. d'Egmont Celorico. — 25. Almeida capitule. — 26. Sortie de la garnison : conduite à Viseu. — 30. M. de Beauvau à Guarda.

Septembre. 1er. L'armée se prépare à prendre la direction d'Abrantès, par Alfayates, Penamacor et Alcantara. — 13. M. de Beauvau à Pouzaflores. — 14. A Neimoa. — 15. A Penamacor, où il entre en ligne avec les troupes espagnoles. Attaque de Sobugal, qui est renforcé le 20. L'armée espagnole en marche le 17. M. de Beauvau quitte Penamacor le 19 ; le jour même, à Proenza-Velha ; le 20, à Idanha-Nova, où il s'arrête jusqu'au 29.

Octobre. 2. MM. de Beauvau et d'Arranda sur la route de Sarzedas. — 3. Un détachement s'empare de Villa-Velha. M. de la Lippe sur Abrantès. — 6. M. de Beauvau à Sarzedas. — 17. Les 12 B. regagnent Castel-Branco. L'armée espagnole de l'autre côté du Tage. — 28. État des cantonnements des 12 B. français.

Novembre. 5. M. de Beauvau à Seguras. — 9. Alcantara. — 12. Membrio. —

27. La paix surprend l'armée à Caceres (Estramadure), ses cantonnements avant de rentrer en France.

Décembre. — Il y reste jusqu'au 15 et en part le 29 pour la France, par la route de Perpignan, passant par Madrid.

La révolution de 1640, en établissant la maison de Bragance sur le trône de Portugal, lia cette couronne avec la France alors en guerre contre les deux branches de la maison d'Autriche. Mais, après la paix des Pyrénées, l'Espagne se flatta de reconquérir ce royaume par une guerre sérieuse, et elle y porta toutes ses forces. Craignant que le Portugal n'y succombât, Louis XIV désira secourir cette couronne sans contrevenir formellement au traité de paix avec l'Espagne. M. de Turenne se chargea de ce soin et proposa au roi M. de Schomberg (1), avec un corps de troupes et un choix d'officiers, la plupart étrangers, mais soudoyés par elle. Son

(1) Schomberg (Frédéric-Armand, comte de), né en Allemagne en 1618, fait ses premières armes dans l'armée suédoise, à Nordlingen (1634); se distingue dans la retraite des Suédois vers Mayence (1635). C'est l'époque où commence la période française de la guerre de Trente Ans, et où Richelieu prenait à sa solde le duc Bernard et les meilleurs lieutenants de Gustave-Adolphe. Sert dans le régiment de Rantzau (1636); maréchal de camp le 28 octobre 1652; lieutenant général, 16 juin 1655; assiste à la bataille des Dunes, 14 juin 1658, quand arriva la paix des Pyrénées, 7 novembre 1659. Le Portugal étant en guerre avec l'Espagne depuis la révolution de 1640. il entrait dans la politique de Louis XIV de le soutenir. Alors il engage Schomberg, qui débarque à Lisbonne le 13 novembre 1660 avec une centaine d'officiers français réformés, autant de sous-officiers d'artillerie et 400 vieux cavaliers; mais l'armée portugaise était dépourvue de tout. Livre bataille le 8 juin 1663. Après cette victoire d'Ameixial (village du Reyno di Galicia, province de Lugo), le Portugal, désormais assuré de son indépendance, abandonne aussitôt la France, au moment même de la guerre de dévolution. Il garde une attitude hostile, et l'avènement d'un Bourbon sur le trône d'Espagne eut, entre autres conséquences fâcheuses, celle de nous l'aliéner et de cimenter entre ce pays et l'Angleterre une alliance qui devait avoir pour résultat de faire du Portugal, au point de vue commercial et politique, une province de sa puissante alliée.

Schomberg, comblé de dignités, était rentré en France au traité de paix du 12 février 1668 entre l'Espagne et le Portugal, quand la révolution enleva le pouvoir à Alphonse VI pour le transmettre à son frère Pedro. Schomberg, mécontent de ne pas avoir été compris dans la promotion des maréchaux de 1668, passe en Angleterre, combat à l'armée de Flandre, sort du royaume à la révocation de l'édit de Nantes (22 octobre 1685); passe en Angleterre, se lie avec les mécontents; est tué à la bataille de la Boyne, le 11 juillet 1690.

zèle, sa patience, sa modération, ses succès militaires amenèrent la paix de 1667; l'Espagne y fut forcée surtout par la nécessité de secourir les Pays-Bas presque conquis par Louis XIV.

Le roi Philippe IV était mort le 17 septembre 1665, ne laissant qu'un fils, Charles II, qu'il avait eu d'une seconde femme. Louis XIV résolut de faire valoir ce qu'il appelait les droits de la reine, non pas sur les Espagnes ni sur le royaume de Naples, mais sur les Pays-Bas catholiques. Bien que par son contrat de mariage Marie-Thérèse eût renoncé à toute prétention sur l'héritage paternel, moyennant une dot, qui ne fut jamais payée, Louis XIV réclamait le duché de Brabant et ses annexes, Malines, Anvers, la haute Gueldre, Namur, le Limbourg avec les places d'outre-Meuse, le Hainaut, l'Artois, le Cambraisis, le Luxembourg et le comté de Bourgogne (1), et ce en vertu d'un usage existant alors dans les Pays-Bas, qui prescrivait que l'héritage paternel fût donné en *dévolu* aux enfants du premier lit à l'exclusion de ceux du second. Or, de son premier mariage avec Élisabeth de France, fille d'Henry IV, Philippe IV avait eu plusieurs enfants qui décédèrent avant lui, à l'exception de Marie-Thérèse, reine de France; du second, il eut, entre autres, Charles II, qui hérita sans conteste de l'Espagne, du royaume de Naples et des colonies d'Amérique. La cour de Madrid n'ayant ni argent ni soldats en trois mois, Louis XIV fit la conquête de la Flandre en 1667.

Deux autres maréchaux de France portèrent le même nom, mais ils appartenaient à une autre famille; ce sont : 1° Schomberg (Henri, comte de), né le 14 août 1575; marié, le 21 février 1631, à Anne de la Guiche; maréchal de France, 16 juin 1625 ; mort le 17 novembre 1632 ; 2° Schomberg (duc d'Halluyn), né en 1600, fils du précédent ; maréchal de France, 26 décembre 1637 ; se fait connaître en 1632 dans le Languedoc contre les huguenots; sert avec honneur contre les Espagnols dans le Roussillon, 1637; colonel général des Suisses, 1647 ; mort le 6 juin 1656.

(1) Le prince de Condé dans son exil avait caressé l'espoir de devenir souverain de la Franche-Comté; n'ayant pu obtenir du roi d'Espagne la cession de cette province, il forma le projet de la réunir à son gouvernement de Bourgogne, dont il avait pris possession en rentrant en France. La guerre de dévolution lui fournit le prétexte de satisfaire son ambition. Bien que la Franche-Comté ne fût pas une des provinces que Louis XIV prétendait échue à la reine en totalité, il avait néanmoins le droit de l'occuper, puisque c'était une possession de Charles II son beau-père, avec qui il était en guerre. Le prince de Condé, aidé de Louvois, y réussit en 1668.

Dans le cours de cette longue guerre, le Portugal avait recherché l'appui de toutes les puissances ennemies de l'Espagne ; l'Angleterre étant de ce nombre, Cromwell en profita pour faire avec le Portugal le traité de commerce le plus avantageux. Le mariage de Charles II avec l'infante l'affermit, et ainsi peu à peu le Portugal s'éloigna de la France. Le mariage de don Pedro II avec la princesse de Neubourg tourna aussi la cour de Lisbonne du côté de la maison d'Autriche, et l'avènement de Philippe V au trône d'Espagne acheva l'union des cours de Londres et de Vienne.

Ferdinand VI avait laissé prendre une grande influence à la reine Barbe de Portugal, dirigée elle-même par l'ambassadeur d'Angleterre sir Benjamin Keen, homme supérieur, sachant utiliser sa grande habileté en affaires diplomatiques. La reine mourut le 27 août 1758, et le roi le 10 août 1759, appelant à lui succéder, par son testament, son frère Charles III, roi de Naples depuis 1734. Sa mère, Élisabeth Farnèse, fut appelée de Saint-Ildephonse pour gouverner comme régente jusqu'à son arrivée. Don Carlos avait trois fils. Avant de quitter Naples, le 6 octobre 1759, il fit constater l'incapacité de l'aîné pour régner, et nomma le second prince des Asturies et héritier présomptif du trône d'Espagne, donnant les Deux-Siciles au troisième, Ferdinand, âgé de douze ans, sous la régence de Bernard Tanucci.

Charles III, prince actif, bon administrateur, entreprenant, ne rappelant rien de ses prédécesseurs, arrivait donc à Madrid le 9 décembre 1759, précédé d'une réputation de talents et de zèle pour le bien public, ennemi de la faction antifrançaise et de l'exil dans lequel sa mère avait été tenue depuis la mort de Philippe V et n'ayant pas oublié l'insulte de la flotte anglaise qui le menaça de bombarder Naples.

M. de Choiseul cherchait alors à ramener la guerre sur son véritable théâtre, en donnant à notre marine détruite un appui solide et capable de mettre un terme aux succès des Anglais. Par sa politique simple et habile, il parvint à faire signer à Paris, le 16 août 1761, le célèbre pacte de famille, chef-d'œuvre des actes diplomatiques du règne de Louis XV, par lequel tous les membres régnants de la famille de Bourbon, Louis XV, Charles III, Ferdinand de Naples, et Philippe, duc de Parme, se garantissaient le maintien de leurs États respectifs, et contractaient une alliance of-

fensive et défensive en déclarant ennemi commun quiconque deviendrait celui de l'un d'entre eux. Les secours mutuels, limités d'abord à 24,000 hommes de la part de la France et de l'Espagne, devaient s'étendre bientôt à toutes les forces des deux monarchies.

L'Espagne, par le pacte de famille, était sur le point de se joindre à la France et de déclarer la guerre à l'Angleterre; mais il fallait encore s'assurer ou la neutralité bienveillante ou le concours armé du Portugal. Les négociations devant se faire de Madrid, M. le comte O'Dunne (1) est envoyé à Lisbonne pour représenter la France et agir de concert avec le marquis d'Ossun, ambassadeur à la cour de Charles III. M. O'Dunne, s'étant arrêté plusieurs semaines à Madrid, n'arrive à Lisbonne qu'au mois de février 1762.

La cour de Londres poursuivant ses projets de domination sur toutes les mers, et ne laissant aux autres nations qu'une navigation et un commerce précaires, le roi d'Espagne prit définitivement la résolution d'unir ses forces à celles de Louis XV pour mettre un frein à l'ambition injuste et à la cupidité démesurée des Anglais. Le refus de milord Bristol, ministre britannique, de se prêter aux conditions de paix offertes par la France et de donner satisfaction à l'Espagne sur plusieurs griefs qu'elle avait depuis longtemps contre l'Angleterre, fit sentir la nécessité pour leur gloire commune et pour l'intérêt des deux monarchies de ne plus différer l'exécution des mesures à prendre. Elles s'engagèrent réciproquement à agir dans une parfaite uniformité de sentiments et d'opérations, tant militaires que politiques, pour faire rentrer les Anglais dans les bornes de l'équité. Cet objet ne pouvant être rempli par les voies de conciliation, employées inutilement jusqu'à ce jour, Louis XV et le roi d'Espagne résolurent d'y parvenir par la force des armes. Pour assurer le succès, il fallait que les Anglais fussent privés des ressources de tout genre commerciales et militaires qu'ils trouvaient en Portugal, et en conséquence on demanda au roi de Portugal sa neutralité pendant la guerre. M. O'Dunne échoua complètement dans sa mission; elle ne pouvait, du reste, réussir en présence du parti pris du Portugal en faveur de l'Angleterre. Dès que les armements qu'il faisait en grande

(1) Après sa mission en Portugal, M. O'Dunne fut envoyé au même titre auprès de l'électeur palatin, le 21 janvier 1763; il y était encore en 1777.

hâte furent terminés, le gouvernement portugais jeta le masque et déclara la guerre à la France le 18 mai 1762. Cette déclaration est bientôt suivie, le 20 juin, par le manifeste de guerre des rois de France et d'Espagne, en réponse à celui de Portugal.

Charles III par ce manifeste joint sa marine à celle de la France, et Louis XV, plutôt pour donner une preuve du désir de plaire à à son cousin que pour remplir une obligation à laquelle il n'était pas engagé par les traités, fait marcher sur les Pyrénées comme auxiliaires 12 B. en 7 divisions, qui eurent ordre de s'assembler à Bayonne du 14 au 31 mai, avec 24 pièces de canon de 4 à la suédoise (1), sous les ordres du prince de Beauvau (2), lieutenant général, et de camper sous cette place en attendant que les subsistances fussent assurées pour leur passage en Espagne.

Voici la composition de ces troupes avec la date de leur arrivée successive au camp de Bayonne : 2 B. du régiment de Montmorin, le 14 mai, M. de Saint-Hérem, brigadier; 2 B. du régiment d'Aumont, le 16 mai, M. de Wal, brigadier; 2 B. du régiment Royal-

(1) Elles devaient être délivrées aux troupes à raison de 2 pièces par B.

(2) Beauvau (Marc de, prince de Craon), chevalier de la Toison d'or, grand d'Espagne, né le 29 avril 1679, mort en 1754, épousa, le 16 septembre, Anne de Ligniville (*), dame d'honneur de la grande-duchesse de Lorraine, dont il eut vingt enfants.

4. Charles-Juste, prince de Beauvau, né le 10 novembre 1750 ; lieutenant dans la Reine-cavalerie, 10 décembre 1738; colonel des gardes lorraines, 1er mai 1740; brigadier, 10 mai 1748 ; à la prise de Mahon, à l'armée d'Allemagne, en Hanovre; lieutenant général, 28 novembre 1758 ; commande, le 8 avril 1762, les troupes passées en Espagne ; assiste en 1771 au lit de justice et refuse sa voix au chancelier de Meaupou; maréchal de France, 13 juin 1783 ; mort le 21 mai 1793, au Val près Saint-Germain, propriété donnée par Louis XV.

5. Ferdinand, marquis de Beauvau, maréchal de camp, tué le 24 juin 1744, à la prise du chemin couvert d'Ypres.

6. Alexandre, colonel de Hainaut, tué à Fontenoy.

10. Anne, mariée en premières noces à Henri de Lorraine, prince de Lixen, tué en duel par Richelieu (voir le premier volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 240); en secondes noces à Gaston de Levis, marquis de Mirepoix, ambassadeur, maréchal de France.

13. Marie, mariée à François-Louis, marquis de Boufflers, colonel des dragons-Orléans.

(*) La famille de Ligniville est une des plus anciennes familles de France. A partir de 1200, dans tous les actes des états de Lorraine se trouve le nom de Ligniville.

Vaisseaux, le 18 mai, M. d'Argence (1), lieutenant-colonel; 2 B. du régiment de Cambis, le 20 mai, M. de la Noblay, lieutenant-colonel; 2 B. du régiment de la Sarre, le 22 mai, M. Montpouillan (2), brigadier; 2 B. du régiment d'Artois, le 24 mai, M. de Brienne (3), brigadier; 1 B. du régiment de Cantabre, le 31 mai, M. le chevalier de Beauteville, lieutenant-colonel.

Le prince de Beauvau devait avoir sous lui MM. d'Egmont et de la Tour du Pin, maréchaux de camp; M. de Marbeuf, brigadier, et un major général.

Il fut arrêté que, tant qu'elles resteraient à Bayonne, ces troupes seraient aux ordres de M. le maréchal de Richelieu (qui commandait à cette époque la province de Guyenne), et à ceux de M. le prince de Beauvau aussitôt qu'elles sortiraient du royaume.

Le 8 janvier 1762, il avait été déjà question de former un camp composé de 8 B. d'infanterie (Saint-Chamond, 2; Royal-Vaisseaux, 2; Artois, 2; Aumont, 2); d'un détachement de 150 hommes du corps de Royal-Artillerie et d'une compagnie de mineurs. Ce corps de troupes devait être absolument aux ordres de M. de Narbonne, lieutenant général, chargé de l'expédion particulière de l'île d'Aix. Mais l'expédition dont il est ici question semble n'avoir eu aucune suite, et ces troupes paraissent avoir été seulement destinées à la garde des côtes contre les tentatives de la marine anglaise.

La rupture entre l'Espagne et l'Angleterre devait naturellement influer sur le royaume de Portugal, ce royaume étant trop voisin de l'Espagne et trop lié à l'Angleterre pour qu'il ne donnât point ombrage à l'Espagne. La France et l'Espagne sommèrent Jo-

(1) Argence (chevalier d'), lieutenant-colonel de la légion Royale; mestre de camp, 1758; brigadier, 20 février 1762.

(2) Montpouillan (Louis-Guy de Tombebeuf, marquis de), né le 13 septembre 1714; page du roi, 22 avril 1734; lieutenant au régiment du Roi, 20 juillet 1736; blessé à la défense de Prague; colonel de la Sarre, 24 février 1747; brigadier, 10 février 1759; maréchal de camp, 25 juillet 1762.

(3) Brienne (Louis-Marie de Loménie, comte de), né le 20 avril 1730; cornette aux Cuirassiers, 8 janvier 1743; blessé gravement aux lignes de Weissembourg; colonel d'Artois, 7 août 1747, remplaçant son frère mort à Exiles; brigadier, 10 février 1759.

seph Ier de s'unir à elles contre l'Angleterre, la France se plaignant qu'il ne gardait pas la neutralité ou ne la faisait pas suffisamment respecter, car il était arrivé plusieurs fois que les Anglais avaient poursuivi nos vaisseaux jusque dans ses ports. Charles III conçut le projet d'attaquer les Anglais dans le Portugal, devenu pour eux, grâce au traité de Methuen (1), une sorte d'entrepôt. Il n'y eut pas d'exemple d'une attaque aussi injuste, moins provoquée ; mais c'était un moyen de contraindre le ministère anglais à la paix. L'incapacité du roi Joseph, les conséquences du tremblement de terre qui, en renversant Lisbonne, avait ruiné les finances portugaises, l'abandon des fortifications des villes frontières, faisaient croire que le Portugal tout entier serait une conquête facile.

Au moment de la déclaration de guerre avec l'Angleterre (janvier 1762), l'armée espagnole, répartie en trois divisions, occupait les frontières du Portugal. Ces troupes n'avaient qu'un rôle d'observation, alors que la politique espagnole cherchait seulement à écarter le Portugal de l'alliance anglaise.

Le 3 mai, l'armée réunie, sous le commandement de M. de Sarria, sur la rive droite du Duero, entre en opérations et s'empare de Miranda (2) le 9, puis, le 15, de Bragance. A l'approche du détachement commandé par M. de Zucallo, lieutenant général, cette dernière ville envoya à sa rencontre des députés qui lui en remirent les clefs. La faible garnison s'était déjà retirée.

Le Portugal, devant cette agression de l'Espagne, avait, le 23 mai, publié une déclaration de guerre. A l'appel du souverain, plus de

(1) Traité ainsi désigné du nom de l'ambassadeur anglais, John Methuen, qui le fit signer en 1703 au roi de Portugal, Pierre II, et par lequel l'Angleterre s'emparait du commerce de ce pays.

(2) La corregidorie de Miranda contient une ville épiscopale, douze bourgs et environ 24,000 habitants. Miranda avait des fortifications à l'antique ; mais en 1762, lorsque les Espagnols vinrent l'assiéger, le magasin à poudre sauta, par un accident, enleva une partie des ouvrages, fit périr 600 hommes, tant de la garnison que de ses habitants et laissa cette place démantelée : elle avait déjà essuyé des malheurs dans la guerre de la Succession. Sa position est avantageuse pour la défense de cette province, du côté du royaume de Léon, et plus encore pour favoriser les incursions des troupes légères.

100,000 paysans s'étaient armés pour la défense de leurs foyers. L'armée régulière, indépendamment de la marine et des colonies, comptait 33 B. donnant 26,000 hommes d'infanterie, et 26 E. d'environ 4,000 chevaux. Les paysans, qui marchaient sans paye, mais avec acharnement, allaient se rendre formidables aux Espagnols par leur genre de guerre, tandis que l'ignorance des généraux, la négligence ou l'indiscipline n'exposaient que trop l'armée envahissante aux surprises et aux assassinats. Après la prise de Miranda et de Bragance (1), il fut question d'aller mettre le siège devant Almeida (2); mais la plus grande hésitation régna alors pour l'exécution du plan de campagne, si tant est qu'il y en eût un, ce dont il est permis de douter.

Le 13 mai, le chevalier de Beauteville écrivait d'Aranjuez sur le Tage au duc de Choiseul : « Toutes les troupes vont passer à la rive gauche du Duero et aller faire le siège d'Almeida, place de second ordre, à ce qu'on dit, et qui demande un siège dans les for-

(1) L'oydorie de Bragance contient une cité, douze bourgs et 75,000 habitants. Cette ville est la capitale de la province; résidence d'un évêque; elle est située dans une petite plaine très agréable, sur les bords de la petite rivière de Fervença, à une lieue et demie de la frontière de Galice. On lui donne pour fondateur Brigo IV, roi fabuleux de l'Espagne; mais elle a une autre origine tout aussi noble et plus probable : elle fut fondée par Auguste en l'honneur de Jules César sous le nom de Juliobriga. Elle appartient à titre de duché à la maison royale. Il y a dans cette ville de bonnes fabriques de soie, velours et gourgourans (*); elle a des murs antiques garnis de seize tours et un bon château. Sa position est pareille à celle de Miranda pour les incursions des Portugais en Espagne; elle contient environ 2,700 habitants. (D. G.)

(2) Almeida est la principale ville de la corregidorie de Pinhel et la plus forte place de guerre du Portugal; elle a six bastions royaux de pierre de taille et 6 ravelins; celui qui garde la Coria, à une demi-lieue, est d'une très grande étendue... A peu près au centre de la place, dans une grande élévation, est un château célèbre par sa force et sa construction, avec des magasins à l'épreuve de la bombe... « Le siège et la prise de cette place en 1762, par l'armée espagnole, ont consommé un temps précieux, des vivres et de l'argent, le tout inutilement. La même chose arrivera toutes les fois qu'on voudra faire le même plan de campagne; cette place ne nuit ni ne sert en rien à l'entrée en Portugal. Un préjugé enraciné nous engage souvent à aller méthodiquement faire tuer des hommes contre des remparts inutiles, parce que nos ancêtres ont eu l'absurdité systématique de la fortifier mal à propos. »

(*) Étoffe de soie des Indes.

mes. Tout cela prendra certainement du temps, surtout du train dont on y va, et j'aurai joint l'armée avant qu'on ne soit à portée de cette place. M. Wal m'a dit que le roi l'avait chargé d'écrire à M. de Vallière de venir pour les aider au siège d'Almeida, et je crois que c'est fort bien fait; vous voyez que jusqu'ici nous cheminons assez lentement et que les ennemis seront les maîtres de prendre toutes les précautions qu'ils pourront; les 12 B. français seront sûrement les très bien venus, car, quoique le roi d'Espagne ait 54 ou 56,000 hommes, il ne peut néanmoins opérer qu'avec une partie de ces troupes, ayant nécessairement à couvrir et à assurer les points essentiels du Férol, Cadix et Carthagène, qu'il ne veut point absolument dégarnir qu'il n'ait vu le parti que prendront les Anglais. Il veut aussi avoir un corps en Andalousie pour veiller sur cette partie, où les ennemis pourraient chercher à entreprendre tandis que nous opérerions entre le Duero et le Tage, hors de portée de la protéger. » (D. G., 3619, 8.)

Parmi nos officiers on augurait dès lors peu favorablement de la marche adoptée par les Espagnols, comme le fait bien voir ce fragment de correspondance : « Le plus mauvais parti qu'on puisse prendre est celui de se diviser; il semble que M. de Sarria devait marcher en force droit à Lisbonne et faire ensuite sur ses derrières les expéditions et sièges, pour ne pas donner le temps au roi de Portugal de rassembler ses forces et de les augmenter par les renforts que les Anglais peuvent lui envoyer; car s'il peut avoir une armée de 25 à 30,000 hommes et que les Espagnols lui donnent le temps de préparer ses positions vers les sources de la Zezere, le siège d'Almeida deviendra difficile et occupera le reste de la campagne. Il est certain que les Espagnols n'ont aucune sorte de méthode, qu'ils marchent devant eux sans s'embarrasser de leur droite ou gauche et que leurs précautions pour leurs subsistances ne sont que momentanées. On croit qu'ils n'ont actuellement rien de mieux à faire que de marcher droit à Abrantès, s'ils le prennent; mais je doute qu'ils soient préparés à ce mouvement. » (D. G., 3619, 43.)

Pour faciliter les marches, le prince de Beauvau forma ses troupes en six colonnes et partit à la tête de la première le 3 juin, entra en Espagne par Saint-Jean-Pied-de-Port, et fut suivi des cinq autres à deux jours d'intervalle, jusqu'à Valladolid, où la dernière

colonne arriva le 15 juillet (1). Après un séjour dans cette localité, ces 12 B. partirent, les 21 et 23 juillet, pour Salamanque où ils arrivèrent les 25, 26 et 27, et y attendirent jusqu'au 3 août, époque de leur départ pour joindre l'armée espagnole en Portugal.

Non seulement les Espagnols avaient maladroitement éparpillé leurs forces, mais ils ne sortaient pas encore de leurs hésitations et de leurs tâtonnements. « Cette armée est toute par petits paquets, écrit M. de Beauteville au duc de Choiseul, le 6 juin, du camp de Dos Iglesias, et il me semble que jusqu'ici on ne sait ni ce qu'on

(1) *Tableau de la marche des troupes se rendant de Bayonne à Valladolid.*

DÉSIGNATION des lieux DE PASSAGE.	RÉGIMENTS.					
	MONTMORIN. 1re col.	CAMBIS. 2e col.	AUMONT. 3e col.	ROYAL-VAISSEAUX. 4e col.	ARTOIS. 5e col.	LA SARRE et CANTABRES. 6e col.
Mendionde.........	3 juin.	5 juin.	7 juin.	9 juin.	11 juin.	13 juin.
St-Jean-Pied-de-Port.	4	6	8	10	12	14
Burgnete..........	5	7	9	11	13	15
Larra-Soana........	6	8	10	12	14	16
Pampelune.........	7 et 8	9 et 10	11 et 12	13 et 14	15 et 16	17 et 18
Barasouin..........	9	11	13	15	17	19
Tafalla.............	10	12	14	16	18	20
Caparoso...........	11 et 12	13 et 14	15 et 16	17 et 18	19 et 20	21 et 22
Valtierra...........	13	15	17	19	21	23
Tudella............	14 et 15	16 et 17	18 et 19	20 et 21	22 et 23	2 et 25
Cintruenigo........	16	18	20	22	24	26
Agreda.............	17 et 18	19 et 20	21 et 22	23 et 24	25 et 26	27 et 28
Stinophosa.........	19	21	23	25	27	29
Almanay...........	20	22	24	26	28	30
Almazan...........	21 et 22	23 et 24	25 et 26	27 et 28	29 et 30	1 et 2 jlet
Berlanga...........	23	25	27	29	1er juillet	3
Burgo de Osma....	24 et 25	26 et 27	28 et 29	30 et 1 jlet	2 et 3	4 et 5
Velilla de St-Estevan.	26	28	30	2	4	6
Langa..............	27	29	1er juillet	3	5	7
Aranda de Duero...	28 et 29	30 et 1 jlet	2 et 3	4 et 5	6 et 7	8 et 9
Roa................	30	2	4	6	8	10
Penafiel...........	1 et 2 jlet	3 et 4	5 et 6	7 et 8	9 et 10	11 et 12
Quintanilla.........	3	5	7	9	11	13
Tudella de Duero...	4	6	8	10	12	14
Valladolid, jusqu'à nouvel ordre.....	5	7	9	11	13	15

doit ni ce qu'on veut faire. On a pris d'abord la direction de la rive droite du Duero; on sent, je crois, qu'on a mal fait, si l'on veut revenir à Almeida pour marcher entre le Duero et le Tage, comme il m'a paru que c'était l'intention du roi; mais je ne vois pas qu'il y ait encore rien de décidé. M. de Sarria s'obstine à demeurer ici, où on a perdu et on perd un temps précieux. On attend les derniers ordres de la cour pour savoir si l'on continuera à opérer sur la rive droite du Duero en tentant de prendre Oporto. Si l'on prend ce parti, il faudra aussi faire le siège de Valencia, et pour lors on serait maître des deux provinces, savoir : de celle de Tra los Montes et de celle entre Duero et Minho. Si au contraire on se détermine à aller à Almeida, il faudra rétrograder et venir repasser le Duero à Zamora, parce qu'on assure qu'on ne peut jeter des ponts sur le Duero, à cause de son encaissement entre les rochers. Ce mouvement va encore prendre bien du temps; je crains qu'il ne soit trop tard, car les ennemis se rassemblent à Abrantès. Si nous faisons le siège d'Almeida, nous leur donnons encore plus de temps; si nous masquons cette place pour marcher à eux, nous n'aurons pas assez de monde, car vous sentez bien qu'il faudra en laisser dans la partie que nous quittons.

« Notre grosse artillerie rétrograde par Zamora et Salamanca sur la direction de Ciudad-Rodrigo; on a aussi envoyé dans cette partie un lieutenant général avec un corps de cavalerie et d'infanterie. Nous sommes ici : les régiments des gardes espagnoles et wallones, deux autres d'infanterie et quelque cavalerie et dragons. Nous avons un détachement de 3,000 hommes à Moncorvo près du Duero, à douze lieues d'ici, et 4,000 hommes, avec un lieutenant général, qui étaient à Bragance et qui ont eu ordre de s'avancer à Chaves, qui était occupé seulement par les volontaires d'O'Reilly. On vient d'avoir dans le moment nouvelle que, les volontaires ayant voulu s'avancer jusqu'à Villareal pour soumettre le pays, qui est un pays de montagnes très difficiles, les paysans se sont soulevés, et le détachement a été obligé de se retirer et a été poursuivi jusqu'à Chaves; il a perdu quelques hommes, a tué des paysans et fait des prisonniers... »

Il était heureux pour les généraux espagnols que l'armée portugaise laissât elle-même beaucoup à désirer sous le rapport de l'organisation et de la discipline. L'état militaire du Portugal avait l'air

très respectable. Le roi payait une armée, mais il ne l'avait pas encore et, loin d'améliorer, elle diminuait tous les jours de valeur : la malpropreté et l'indiscipline faisaient dans la troupe portugaise un progrès journalier. Les officiers étaient mal choisis, mal payés, et cependant ils ne servaient que par intérêt; l'honneur n'était point introduit parmi eux, mais l'extérieur était encore un peu soutenu par les règlements. La coupe des habits et le maniement des armes étaient à la prussienne.

« L'état des troupes du roi de Portugal est trop considérable pour un royaume si petit, surtout avec la méthode que le ministère se pique de suivre de ne recruter dans le pays et de ne recevoir aucun soldat étranger dans les régiments; cette exclusion est contre l'intérêt de la population. A la déclaration de la guerre en 1762, le Portugal se trouvant sans officiers et sans soldats, l'épouvante et le besoin ont fait recourir le ministère à tous les moyens pour avoir des officiers étrangers; on a ouvert la porte à tous les aventuriers déshonorés et chassés des armées qui traînaient un habit d'officier dans différentes capitales... Quant aux officiers portugais, leur paye ne suffit qu'à les faire vivre comme les soldats, dont ils deviennent camarades et amis; tous les postes subalternes sont remplis par des bourgeois et des hommes de la plus médiocre naissance. Leur haine pour les étrangers, fondée sur ce qu'ils ont moitié plus de paye, les empêche d'apprendre rien d'eux, et ils vivent dans l'ignorance et dans la misère. Ce sont là les vices de l'armée portugaise... » (D. G.)

Vers la fin de juin, les Portugais, mettant à profit l'inaction de leurs ennemis, commençaient leur concentration à Abrantès. Charles III voulut aller les combattre; mais, dans l'obligation d'avoir égard à ses communications, on se décida pour le siège d'Almeida. Le roi, ayant enfin reconnu que la charge donnée à M. de Sarria était au-dessus de ses forces, appela à l'armée le comte d'Arranda pour être adjoint au général en chef (1).

Les Espagnols, décidés à opérer entre le Duero et le Tage, fran-

(1) « Il y a beaucoup à dire sur tout ce que je vois ici; mais c'est en vérité vous parler de M. de Sarria qui est le plus pressé de tout. Par les faits et par l'opinion publique, je crois qu'on peut le regarder comme un des hommes les plus bêtes de tous les Espagnols. Il n'a point d'armée en tête; la sienne ne manque de rien; il a

chirent le premier de ces fleuves et se trouvaient, vers le 20 juillet, tous rassemblés à Ciudad-Rodrigo pour marcher à Almeida, où ils devaient être rendus le 28. « Nous voici tous rassemblés à Ciudad-Rodrigo, écrit M. de Beauteville à M. de Choiseul le 21 juillet, nous allons vraisemblablement nous porter vers Almeida, mais je prévois que nous ne pourrons y marcher que par divisions, à cause de la disette d'eau. Il y a déjà deux divisions de parties; les autres vont suivre avec la grosse artillerie...

« Le prince de Beauvau est à la veille de nous venir joindre; il me mande de demander à notre général qu'elle est la place qu'il destine à nos troupes à leur arrivée à son armée. » (D. G., 3619, 19.)

Le 23 juillet, M. d'Arranda se rendit auprès de M. de Beauteville pour lui faire part en grand secret et raisonner du plan de campagne auquel le roi d'Espagne paraissait enfin s'être fixé. En voici les principales dispositions :

Le corps de troupes françaises aux ordres de M. de Beauvau, son commandant, renforcé de 4 B. et de 8 E. espagnols, sera chargé de la conquête d'Oporto et de ce qui reste aux Portugais des provinces entre le Duero et le Minho. Si, pendant le siège d'Almeida, il n'y a point de certitude que l'armée portugaise puisse se porter en avant pour faire lever le siège, l'intention du roi est que le corps destiné à l'expédition d'entre le Duero et le Minho (qui ne doit pas être employé au siège d'Almeida) se porte à sa destination tout de suite. Les bords escarpés du Duero pouvant être défendus même par un ennemi inférieur, le roi laisse au commandant de ladite expédition la liberté de choisir le lieu

les pouvoirs les plus étendus, et ne trouve pas les moyens d'opérer. Cependant on dit qu'enfin il va se mettre en mouvement pour se porter sur Almeida et en faire le siège. En même temps on assure que le roi d'Espagne veut que, sans s'arrêter à aucune place, l'armée marche tout droit à celle que les Portugais rassemblent à Abrantès, ce dont il pourra se trouver fort mal; car, en laissant des places derrière, ses communications seront fort exposées; mais le pis de tout, encore une fois, est d'avoir un général aussi inepte que le sien. Il attend aujourd'hui le comte d'Arranda pour le consulter et peut-être pour le mettre à la place de l'autre... Je viens d'apprendre que, pour ne pas revenir sur le choix qu'il a fait de M. de Sarria, il lui laissera le commandement et qu'on engagera M. d'Arranda à être son conseil. » (Lettre du prince de Beauvau au duc de Choiseul. adressée de Madrid le 28 juin 1762.)

et la manière dont il devra passer la rivière. Il fera cependant de son mieux pour préférer la direction de Lamego, pour établir la communication de son corps avec l'armée, pendant son séjour à Almeida et successivement dans les autres mouvements qu'elle pourra faire. Après la prise d'Almeida, l'armée se reportera sur Coimbra, où elle doit rassembler et assurer le plus de subsistances qu'il lui sera possible, afin que, marchant ensuite à Lisbonne ou aux ennemis, elle vive de cet établissement avec plus de facilité et moins de transports. La communication d'Almeida à l'armée doit se couvrir par des postes principaux sur les points que l'ennemi peut intercepter; on préférera d'en avoir peu, renforcés et assurés par nos retranchements, à un grand nombre qui ne pourraient être que dégarnis.

Si l'armée qui couvre le siège d'Almeida peut, sans attendre la réincorporation du corps détaché entre le Duero et le Minho, s'approcher et tenir tête à l'ennemi, sans mettre en danger ses subsistances, l'intention du roi est qu'elle le fasse. Cependant, si ses forces trop inférieures, ou la situation avantageuse de l'ennemi, rendaient le succès d'une attaque trop incertain, on peut au moins prendre une position telle que, par l'avantage du terrain et le secours de l'artillerie, l'armée soit en sûreté. La conquête d'entre Duero et Minho étant finie, le corps français rentrera dans l'armée avec les troupes espagnoles qu'on n'aura pas destinées à garder le pays conquis. L'armée ainsi renforcée procédera à de nouvelles opérations qui tendent à la destruction de l'ennemi ou à l'acquisition de nouvelles provinces.

Après la prise d'Almeida, on procédera à sa démolition sans perdre de temps. On assistera le corps auxiliaire français de vivres, de munitions, d'artillerie de tout calibre à la réquisition du commandant, dont les troupes doivent être considérées comme partie intrinsèque de l'armée de S. M., les opérations où elles sont employées étant immédiates au service du roi.

Les 12 B. français avaient eu pour première destination de remplacer dans les garnisons une partie des troupes espagnoles; mais sur les instances de Charles III on consentit à leur faire rejoindre l'armée, et c'est ainsi qu'après s'être rendus à Valladolid et à Salamanca, ils arrivèrent le 9 août devant Almeida et campèrent au Val de la Mula, achevant la ligne de circonvallation et appuyant

leur gauche au ruisseau qui coule entre le village et le fort de la Conception (1).

L'investissement de la place était fini depuis le 7 au soir. « Mais cela n'a pas été sans peine, écrit M. de Beauteville, le 9 août, au duc de Choiseul, à cause des bords de la Coa, qui sont des rochers impraticables qui rendent les communications d'une difficulté incroyable... Enfin nous voilà établis, et je crois qu'on commencera à remuer la terre ce soir. » Et il ajoute en post-scriptum : « Depuis ma lettre écrite, nous nous sommes emparés de Castel-Rodrigo. Le gouverneur s'est rendu, après quelques petites façons, à la première sommation ; mais partie de la garnison, qui n'était que de paysans, qu'ils appellent auxiliaires, s'est sauvée. Ce poste de Castel-Rodrigo nous était nécessaire pour bien des objets, et surtout pour le passage du Duero au point de Montcorvo, s'il a lieu comme je l'espère. » (D. G., 3619, 23.)

M. de Beauvau fut chargé d'assurer le siège d'Almeida en couvrant la communication avec Castel-Rodrigo, pour empêcher les ennemis de nous inquiéter en débouchant des montagnes. Le château d'Alfayates était également intéressant pour mettre à couvert une partie des frontières des incursions des ennemis, et M. de Marbeuf s'en empara le 11.

Par ses deux lettres du 10 et du 13 août, le prince de Beauvau rendit compte au duc de Choiseul de la marche des opérations militaires. La première de ces lettres se termine ainsi : « Je ne puis m'empêcher de vous rendre compte que je suis bien peu satisfait de ce que je vois jusqu'à présent de la composition, de la force et de la façon de servir de l'armée d'Espagne. La désertion, la maraude, l'indiscipline et la mauvaise tenue, de tous points, y sont à

(1) L'inspection de ces troupes à Valladolid avait donné, le 21 juillet, les chiffres suivants :

Montmorin, 2 B., 1,239 hommes, 131 hommes manquant au complet ; Royal-Vaisseaux, 2 B., 1,169 hommes, 201 manquant au complet ; Aumont, 2 B., 1,152 hommes, 218 manquant au complet ; Cambis, 2 B., 1,201 hommes, 169 manquant au complet ; Artois, 2 B., 961 hommes, 89 manquant au complet ; la Sarre, 1 B., 591 hommes, 94 manquant au complet ; Royal-Cantabres, 1 B., 451 hommes, 234 manquant au complet. — Total : 12 B., 6,764 hommes ; 1,136 hommes manquant au complet des troupes à Valladolid, dont la plus grande partie, aux hôpitaux, devait rejoindre successivement.

leur comble; je ferai tous mes efforts pour en préserver les troupes que j'ai l'honneur de commander; mais les mauvais exemples ont bien de la force. » (D. G., 3619, 26.)

L'occupation de Castel-Rodrigo et d'Alfayates semblait garantir les travaux du siège de toute inquiétude; mais bientôt un bruit de rassemblement des Portugais à Guarda allait faire marcher sur ce point nos 12 B. avec 10 E. espagnols, sous le commandement de M. de Beauvau, pendant qu'un détachement de 1,800 hommes aux ordres du comte de Ricla devait se porter sur Pinhel, communiquant par sa gauche avec le général français, quand à leur approche les ennemis se retirèrent à Castel-Branco.

« Tous ces différents mouvements, écrit, le 16 août, M. de Beauteville au duc de Choiseul, en imposeront à l'ennemi, nettoieront le pays et doivent assurer notre siège, lequel va lentement. La tranchée est ouverte de cette nuit; on placera demain les batteries, et j'espère qu'elles pourront tirer. Nos bombes n'ont pas produit l'effet qu'on en attendait; mais enfin elles ont toujours fatigué et inquiété les assiégés. » (D. G., 3619, 33.)

Ainsi le corps ennemi le plus rapproché de nos positions étant à Castel-Branco, et comme Pinhel, Alfayates et Guarda étaient occupés, le siège d'Almeida ne courait plus aucun risque d'être inquiété, et on aurait pu alors, en chargeant de cette mission un détachement convenable, faire passer le gros de l'armée à la rive gauche de la Coa et pousser vivement les opérations concertées le 21 juillet, qui ne demandaient que de l'activité pour en assurer le succès. Mais l'indiscipline et la maraude étaient devenus le grand souci de M. de Beauvau; il s'en plaint dans sa lettre du 10 août à M. de Choiseul :

« Guarda, 20 août.

« Le 15, le marquis de Sarria m'invita à une assemblée d'officiers généraux, sur le mouvement que les ennemis devaient faire pour secourir Almeida. Il fut convenu qu'on joindrait 6 E. aux 4 que j'avais déjà, 4 pièces de 12, autant de 8, et qu'avec ce renfort je marcherais ici pour m'emparer de la ville. Je partis le lendemain, 16, et vins camper à Alca del Ponte. Je fis une marche très longue, trompé par des paysans, cependant de confiance, que les généraux espagnols m'avaient donnés, et très pénible par le manque d'eau.

« Le 17, je vins camper par une marche aussi forte à Marmeleiro, où, mon artillerie n'ayant pu arriver, je fus obligé de séjourner le 18. Malgré la fatigue et une très grande chaleur, j'envoyai le chevalier de Saint-Priest, colonel, avec un détachement pour reconnaître cette ville, où il entra tout de suite, n'ayant rencontré personne en chemin et la ville ayant été abandonnée la veille par un corps qu'on dit être de 1,800 hommes, qui s'est retiré sur Castel-Branco.

« L'artillerie étant arrivée dans la nuit du 18 au 19 à Marmeleiro, j'en partis hier matin et arrivai ici de bonne heure. La situation de la ville et la nature du terrain qui l'environne en font un excellent poste; il y a pour habitants : l'évêque, des prêtres, des moines, des femmes, des enfants, et presque point d'hommes en état de marcher. Les villages des environs sont également abandonnés.

« Il me paraît démontré que le corps des ennemis le plus près étant à Castel-Branco à 14 lieues d'ici, Alfayates étant occupé, M. de Ricla et moi aussi en avant, le siège d'Almeida ne peut plus être inquiété, et même qu'on peut en charger un petit corps et passer de ce côté-ci de la Coa avec le gros de l'armée.

« Je dois vous avouer avec beaucoup de douleur que l'exemple des Espagnols qui sont avec nous et l'idée ordinaire au soldat de se croire tout permis en pays ennemi, joint à l'impossibilité de faire suivre les vivres dans des marches forcées, ont donné lieu à une maraude affreuse, pour laquelle j'ai fait pendre deux hommes hier, fait passer plusieurs par les verges, ordonné des retenues sur les officiers et menacé des plus terribles punitions, s'ils ne contenaient pas leurs soldats... Les exemples d'hier ont un peu arrêté la maraude, les habitants reviennent en assez grand nombre et prennent confiance en nous. » (D. G., 3619, 34.)

Dès son arrivée à Guarda, M. de Beauvau lança plusieurs détachements, dont l'un, commandé par M. de Saint-Hérem, brigadier, fut chargé de ruiner la manufacture de Covilhas (1); un autre, aux ordres de M. d'Egmont, alla reconnaître le poste de Celorico,

(1) Cette ville, assise sur le haut d'une montagne isolée et entourée par une plaine fertile, est un très bon poste, autant par sa situation que par la nature du terrain qui l'environne. Tous les villages depuis Almeida jusqu'à Guarda, quoique dépeuplés, sont assez garnis de paille et de bestiaux.

occupé par les ennemis; mais, leur supériorité jointe à une position avantageuse exigeant une attaque en règle, M. d'Egmont, qui était dépourvu d'artillerie, s'établit en présence de l'ennemi et attendit les ordres que M. de Beauvau avait demandés à M. de Sarria pour enlever ce poste de concert avec M. de Ricla, qui occupait Trancoso à la droite et fort près du détachement français. Le général espagnol passa plusieurs jours sans prendre aucune décision, et les ennemis, au nombre de 2,000, s'étant retirés dans la nuit du 29 au 30 août, emmenant avec eux habitants, vivres et voitures, M. d'Egmont occupa immédiatement Celorico.

Sur la nouvelle qu'Alfayates était menacé, un troisième détachement, commandé par le brigadier de Brienne, s'avança jusque-là; mais il ne rencontra aucun parti ennemi et revint à Guarda. Un quatrième détachement, aux ordres d'un lieutenant-colonel, alla occuper le château de Castelloboni pour favoriser notre établissement de vivres.

Almeida ne faisait qu'une faible défense; elle capitula le 25, avant même que la brèche fût achevée, et, le 26, la garnison en sortait avec les honneurs de la guerre (1).

« Les ennemis ont abandonnée Celorico, écrit M. de Beauteville au duc de Choiseul, le 30 août; M. d'Egmont occupe ce poste et y sera relevé ce soir par les troupes de M. de Ricla, à qui on a envoyé cette nuit un renfort. On doit aussi s'emparer de Trancoso, qu'on tiendra en force, au moyen de quoi nous serons maîtres de tous les débouchés en avant et en état de marcher du côté qui nous conviendra. J'apprends à l'instant que les ennemis se sont emparés de Valencia, d'Alcantara à la gauche du Tage, où ils nous ont pris 4 compagnies de milices. Voilà où nous en sommes jusqu'à ce moment. » (D. G., 3619, 41.)

(1) *Le chevalier de Beauteville au duc de Choiseul.*

« Sous Almeida, le 26 août 1762.

« Almeida a capitulé hier. La capitulation a été signée à 11 heures du soir: la garnison sortira demain pour être conduite à Viseu avec les honneurs de la guerre; mais elle ne pourra pas servir de six mois. On a trouvé dans la place 89 pièces de canon et beaucoup de mortiers... Le gouverneur ni la garnison ne se sont point défendus; ils ont laissé les murailles se défendre; la brèche n'était pas encore faite, et je ne m'attendais pas qu'on pensait à se rendre... » (D. G., 3619, 36 *bis*.)

Le prince de Beauvau à M. de Choiseul.

« Guarda, 2 septembre 1762.

«... M. le comte d'Arranda est venu hier passer la journée ici et ne m'a dit autre chose si ce n'est qu'il ne croyait pas qu'il y eût rien de changé au plan arrêté par le roi d'Espagne le 21 juillet; que l'armée devait venir bientôt camper à Fregeda, entre ici et Celorico; qu'alors on me ferait partir d'ici pour gagner la droite de l'armée et marcher tous ensemble sur Coimbra, et que M. de Sarria attendait sur tout cela des nouvelles de la cour. J'ai cru pénétrer, par ce qu'il m'a dit, que les dernières intentions de sa cour étaient bien qu'on s'avançât en force sur Coimbra; mais, en même temps, que l'armée d'Espagne y prendrait une position où elle finirait la campagne, et derrière laquelle elle nous enverrait peut-être soumettre Oporto et la province de Minho et Duero. M. d'Arranda ne m'a montré ni espérance ni désir d'achever la conquête du Portugal cette année. Comme ce parti me paraît assurer qu'il n'y aura point d'ennemi au delà du Duero, l'expédition à laquelle on me destine ne doit pas souffrir de grandes difficultés et nos quartiers d'hiver me paraissent pouvoir être pris, ainsi que ceux de l'armée d'Espagne, vers la fin d'octobre. Vous pourrez, Monsieur, préparer dès à présent les ordres que vous aurez à me donner à ce sujet... » (D. G., 3619, 44.)

Quelques jours après la reddition d'Almeida, le plan de campagne fut totalement changé. M. de Beauvau en informe M. de Choiseul par une lettre datée du 6 septembre, et il ajoute : « Quoique vous sachiez beaucoup mieux que moi ce qui peut avoir occasionné ce changement subit dans le plan d'opérations, je risquerai de vous dire que je le crois relatif à l'importance dont on pense qu'il est de faire peur au roi de Portugal, en se portant droit sur son corps d'armée dans les circonstances où la paix se traite, ou bien on attend la décision du sort de la Havane (1). » (D. G., 3619, 45.)

(1) L'amiral Pococke, à la tête de sa flotte, attaqua la Havane le 2 juin. C'était le grand dépôt du commerce, du trésor et des forces des Espagnols en Amérique. Ils comptaient sur l'état des fortifications, sur la garnison, sur la valeur et le patriotisme des deux chefs qui commandaient et qui tous deux se firent tuer, et sur l'influence du climat. Cette garnison n'étant pas assez forte, le seul moyen de la sauver était d'aller au-devant des Anglais dans le canal de Bahama : 15 vais-

De son côté, le chevalier de Beauteville écrivait au ministre le 8 septembre, d'Idanha-Nova : « Les ennemis ont fait quelques mouvements vers l'Estramadure et menacent Alcantara, ainsi que je vous l'ai mandé, et en conséquence tous nos projets sont changés. Ainsi que je l'avais prévu, il n'est plus question de porter M. de Beauvau de l'autre côté du Duero; nous marchons demain par le derrière de notre gauche sur Alfayates, Penamacor et sur la direction d'Alcantara. M. de Beauvau partira le 11 de Guarda, d'où je souhaite qu'il puisse évacuer tous ses malades. Les Espagnols assurent sa subsistance en pain jusqu'à la fin du mois, et il dirige sa marche sur Penamacor, où on compte que nous serons tous rassemblés le 15... » (D. G., 3619, 48.)

Le comte d'Arranda avait remplacé le marquis de Sarria dans le commandement de l'armée espagnole (1), qui venait de passer sur la rive gauche de la Coa. Le nouveau général, ayant reçu de sa cour l'ordre positif d'abandonner le projet de marcher sur Coimbra et de prendre sur-le-champ la direction d'Abrantès avec toutes ses forces, ne jugea pas à propos de conserver le poste de Guarda, qu'il avait reconnu le 1er septembre et qui lui paraissait exiger trop de troupes, et ce fut sans doute pour ménager ses forces qu'il n'hésita pas à préférer un chemin plus long, repassa la Coa, se couvrit de cette rivière, gagna Alfayates et Sobugal, dépôt des vivres et des hôpitaux des troupes françaises, et, côtoyant la frontière, s'approcha avec précaution de Penamacor, qu'il croyait occupé.

Le comte d'Arranda avait envoyé, le 4 septembre, M. d'O'Reilly au prince de Beauvau pour l'informer du changement survenu dans le projet des opérations, et lui demander quel jour il pourrait partir, en combien de temps et par quel chemin il pourrait se rendre à Penamacor, où son armée devait arriver; mais le général espa-

seaux espagnols et la petite escadre de M. de Blenac auraient arrêté l'ennemi. Cet avis fut rejeté; ils servirent de trophée à l'Angleterre. Après un siège meurtrier de deux mois, la Havane fut prise.

(1) *Le prince de Beauvau au duc de Choiseul.*

« Guarda, le 2 septembre 1762.

« ... M. le comte d'Arranda me fait dire dans le moment, par le comte d'Egmont, dont le détachement a été relevé à Celorico par les Espagnols, qu'il a le commandement de l'armée et que M. de Sarria se retire avec la Toison.

« Je crois qu'on doit attendre plus d'action de ce nouveau général. » (D. G., 3619, 44.)

gnol ayant depuis fixé cette jonction au 15 du même mois, le prince de Beauvau, après avoir fait évacuer son hôpital sur Castello, alla camper le 13 à Pouzafollès, le 14 à Neimoa, et le 15 à Penamacor, où ses troupes entrèrent en ligne avec celles d'Espagne, dont elles prirent la gauche.

La réunion opérée, M. de Beauteville en donna aussitôt avis au duc de Choiseul : « Nous sommes tous rassemblés ici, Français et Espagnols, d'hier après midi (15 septembre). Nous allons continuer notre mouvement sur Castel-Branco. Nous nous y porterons dans quatre petites marches, et je ne crois pas que les ennemis nous y attendent. Nous pourrons encore faire une ou deux marches en avant de Castel-Branco; mais, cela fait, je présume que nous trouverons les plus grandes difficultés pour dépasser Abrantès et nous porter sur Thomar, non par la résistance des ennemis, mais par la difficulté des chemins et la nature du pays. » (D. G., 3619, 52.)

M. de la Noblaye, commandant de bataillon au régiment d'Artois, qui venait d'être détaché à Sobugal pour l'établissement d'un hôpital, ayant informé que des partis ennemis s'étaient montrés devant son poste, M. de Beauvau y fit marcher, le 17, M. Wal, brigadier, avec 300 hommes d'infanterie et 25 dragons. Sobugal fut attaqué le lendemain; une troupe de cavalerie portugaise s'abandonna à une charge folle dans un faubourg garni d'infanterie, et fut repoussée avec la même vivacité qu'elle avait attaqué par le détachement français, auquel étaient venus se joindre 120 malades qui, au premier coup de fusil, s'étaient traînés hors de l'hôpital pour défendre le poste.

« Ce matin (18 septembre), à la pointe du jour, écrit M. Wal au prince de Beauvau, les ennemis m'investissaient totalement, mais un peu trop loin pour oser aller les attaquer, crainte de me trop éloigner de l'objet de mes ordres. Leur commandant, M. Hamilton, ce matin, après avoir fait mine d'une grande disposition d'attaque et fait tirer beaucoup de coups de fusil, a eu l'impudence de m'écrire le billet impertinent que j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint ainsi que la réponse que je lui ai faite (1).

(1) *Billet écrit à M. Wal par M. Hamilton.*

« Le 19 septembre, à 7 heures du matin.

« Devant qu'il sera trop tard pour vous autres et pour prévenir la perte d'une

« Comme j'ai vu du haut de la tour une grande poussière sur le chemin de Penamacor, mais encore loin, j'ai jugé que c'était notre détachement qui revenait après avoir escorté le pain hier; j'ai fait sortir tout de suite une centaine d'hommes pour faire mine d'attaquer, et cela, joint à la peur qu'ils avaient de la grande poussière, leur a fait faire une retraite précipitée et même sans ordre. J'ai monté à cheval avec les cavaliers espagnols et je les ai poursuivis à trois quarts de lieue d'ici; ils ont pris la direction d'Aguada; dans la poursuite je leur ai fait tuer quelques hommes et prendre quelques paysans... » (D. G., 3619, 54.)

Le 20, Sobugal fut renforcé de 400 hommes avec des munitions dont on manquait; mais on apprit, le 21, que les ennemis étaient rentrés à Guarda. Vu l'éloignement, M. Wal évacua son poste le 26, et les vivres et les hôpitaux furent transportés à Monforte, à trois lieues de Castel-Branco.

Le 17, l'armée espagnole s'étant mise en mouvement sur Castel-Branco, M. de Beauvau eut ordre de ne partir de Penamacor que le 19; il alla camper ce même jour à Proenza-Velha; l'armée, séparée de celle des Espagnols, vint se placer en avant de Proenza, occupant les premières hauteurs et tenant de l'est à l'ouest. De Proenza on se rendit à Idanha-Nova. Cette localité est située sur le sommet d'un escarpement très raide; l'armée y fut divisée, et les brigades de Montmorin et d'Artois campèrent au bas de la ville, est-ouest; la brigade des Vaisseaux au-dessus de la ville, dans

troupe inutilement, je vous propose, Monsieur, les seuls termes que dans votre situation vous pouviez espérer : c'est de vous rendre prisonnier de guerre : sinon, l'alternative sera dure pour vous autres, et désagréable à moi; savoir : de faire passer par le fil de l'épée ce que vous nommez garnison. Notre armée est à portée, et quand une fois ils arrivent, on n'écoutera aucune proposition. J'attends, Monsieur, votre réponse décisive dans un quart d'heure.

« *Signé :* John Hamilton,
« Colonel des volontaires royaux. »

Réponse de M. Wal à M. Hamilton.

« J'ai reçu, Monsieur, un billet signé Hamilton. Vous ignorez apparemment qu'il y avait des troupes ici de S. M. Très Chrétienne, sans quoi vous ne vous seriez pas avisé de m'en écrire un pareil. Quand vous voudrez vous approcher de nous un peu plus près, les troupes, ainsi que votre serviteur, sont également prêts à vous parfaitement bien recevoir, après quoi je me flatte que vous aurez meilleure opinion de nous. »

la même direction. D'Idanha-Nova on vint à Sarnadas, et l'armée campa en avant de ce village, d'où on gagna Castel-Branco pour se réunir à celle des Espagnols. On s'établit sur deux lignes, les nôtres à la gauche de la cavalerie sur les ailes; l'artillerie et un corps de réserve en troisième ligne. On couvrit la position de l'armée par un camp aux ordres de M. de Maceda, et l'on fit observer l'ennemi par celui aux ordres de M. d'O'Reilly.

Le 2 octobre, MM. d'Arranda et de Beauvau allèrent reconnaître à deux lieues de Sarzedas, sur le chemin de Represa, un camp ennemi de 5 à 6 B., défendu par des redoutes et autres ouvrages garnis d'artillerie.

Dans la nuit du 2 au 3 octobre, les Espagnols attaquèrent le château de Villa-Velha, s'en emparèrent et y firent 300 prisonniers, y prirent 6 pièces de canon et 2 drapeaux. Ce château, situé à cinq lieues de Sarzedas et sur la rive droite du Tage, protège un gué. L'armée, partie le 4 de Castel-Branco, détacha des piquets pour s'assurer de cette position qui devenait très intéressante en ce qu'elle couvrait l'armée et mettait à portée d'observer l'ennemi. Le comte de la Lippe, qui était de sa personne à Represa, se replia avec précipitation, pour ne pas être tourné, et reprit la route d'Abrantès. Les Espagnols, en possession du poste de Villa-Velha, y furent inquiétés quelques jours après, au petit camp que les troupes prirent près du village pour défendre le gué. Un partisan anglais, arrivant sur les derrières du camp espagnol, le surprit et y mit beaucoup de confusion; il y fit 150 prisonniers et tua ou blessa une trentaine d'hommes.

Le 4, l'armée alla camper à Sarzedas; le même jour, le détachement de M. de Maceda s'avança vers Represa; les troupes légères, ayant pris les devants, inquiétèrent l'arrière-garde des ennemis.

On laissa en garnison à Castel-Branco les régiments d'infanterie d'Irlande, Grenade-cavalerie, ceux de Bourbon-Farnèse, Alcantara, Calatrava et les dragons de Sagonte et Lusitanie (1).

(1) M. de Choiseul désapprouvait les dernières opérations militaires; dans sa lettre du 28 septembre à M. de Beauteville, il dit : « La diversion que les ennemis ont faite sur Valencia d'Alcantara prouve qu'on aurait mieux fait de passer le

Mais Sarzedas fut le terme de cette marche que la cour de Madrid avait ordonnée sur Abrantès. Arrivée à ce point, l'armée se trouva dans l'impossibilité de continuer son mouvement par la nature du pays, semé de difficultés, et le manque de subsistances, que la précipitation ou plutôt la surprise d'un changement de plan d'opérations n'avait pas permis d'assurer. Tout était consommé entre les montagnes et le Tage; nul magasin n'avait été préparé, et ce pays n'offrait que des villages abandonnés, des campagnes dévastées ou incultes; des torrents qui, en cette saison, pouvaient à chaque instant arrêter l'armée ou faire manquer les convois, et un seul débouché, par des montagnes impraticables, ne pouvait mener que jusqu'à deux lieues d'Abrantès.

Tage à Alcantara, d'où on se trouvait rapproché de Lisbonne, que d'aller chercher le chemin le plus long par Zamora. J'attends avec impatience des nouvelles sur les progrès de vos mouvements qui vont devenir intéressants. » (D. G., 3619, 61.)

Mais M. de Beauvau, écrivant de Sarzedas le 12 octobre au ministre, lui explique les motifs des mouvements qu'il blâmait : « Je croyais vous avoir rendu compte du plan en conséquence duquel l'armée d'Espagne s'est portée d'Almeïda sur Abrantès par un chemin qui vous paraît avec raison n'être pas le plus direct. Voici ce qu'on m'a communiqué dans le temps des motifs de cette direction. Peu de jours après la prise d'Almeïda et en même temps que M. d'Arranda fut nommé au commandement de l'armée qui venait de passer la Coa à Aldea-Nova, il reçut ordre positif de la cour d'abandonner le projet de marcher à Coimbra et de prendre sur-le-champ la direction d'Abrantès avec toutes ses forces. Il vint, le 1er septembre, avec des ingénieurs reconnaître le poste de Guarda, où j'étais, et, le trouvant d'une garde trop difficile par le nombre de troupes qu'il exige, il renonça à en faire un point de communication qu'il aima mieux rapprocher des frontières de l'Espagne. » (D. G., 3619, 69.) — Le surlendemain 14 octobre, M. de Beauvau, dans une autre lettre à M. de Choiseul, lui dit : « Le comte d'Arranda, pensant avec raison qu'il ne devait pas s'engager plus avant, vu la nature du pays d'ici à Abrantès, les positions que les ennemis peuvent y occuper, le fourrage qui y manque absolument et les torrents qui peuvent couper tous nos convois, avait depuis quelques jours représenté ces inconvénients à sa cour, qui, par un courrier qui lui est arrivé ce matin, approuve le seul parti qu'il y ait à prendre, dans l'impossibilité où il est d'ailleurs de rester ici : c'est de passer à la rive gauche du Tage, à peu près à Herrera, pour de là marcher en avant par un pays plus ouvert, plus neuf et d'une température plus douce. Il compte exécuter ce mouvement d'ici à peu de jours. Si par là il engage les ennemis à passer en totalité à cette même rive, il y fera la guerre avec plus d'avantage qu'à celle où nous nous trouvons, sa plus grande supériorité étant en nombre et en espèces de cavalerie... il espère même leur en imposer de façon à pouvoir faire derrière lui, cet hiver, les sièges d'Etremos et d'Elvas. » (D. G., 3618, 71.)

Le prince de Beauvau à M. de Choiseul.

« Penamacor, le 16 septembre 1762.

« Je suis parti, Monsieur, le 13 de Guarda, comme je vous en avais prévenu. Je suis venu camper le même jour à Pouza-Florès, le 14 à Neimoa, et le 15 ici, où mes 3 brigades sont entrées en ligne en fermant la gauche de l'armée d'Espagne avec laquelle il me paraît que nous allons faire corps pendant longtemps. » (D. G., 3619, 73.)

« Le 17 octobre, on partit de Sarzedas pour revenir à Castel-Branco. Les pluies abondantes qui tombent dans ce mois et le suivant, à ce qu'on assure, firent changer les dispositions du général pour cette fin de campagne. On s'attendait à marcher sur Abrantès pour y trouver l'ennemi, et par ce mouvement rétrograde on passe le Tage pour aller prendre des quartiers d'hiver sur la rive gauche...

« L'armée française s'est mise en mouvement et remplit son objet sans être le moindrement inquiétée par les ennemis. Les régiments d'Artois et de Royal-Vaisseaux se rendent ce jour à Ségura, 4 novembre, le reste y arrivera le lendemain... De Segura on est venu à Alcantara... d'Alcantara à Membrio... de Membrio à Valencia. » (D. G., 3619, 53.)

Tous ces obstacles que M. le comte d'Arranda avait à vaincre avant d'atteindre les Portugais, il venait de les représenter à sa cour, qui approuva le passage de l'armée sur la rive gauche du Tage à Herrera, pour remarcher en avant par un pays plus praticable et où on espérait agir avec plus d'avantage par la supériorité de la cavalerie; mais dans une reconnaissance que le prince de Beauvau avait fait faire des bords du Tage, au moment où des partis ennemis semblaient menacer Monforte, le projet du pont et du chemin que les ingénieurs espagnols promettaient de faire construire en dix jours avait été reconnu impossible, autant par l'encaissement énorme qui borde le fleuve dans cette contrée que par la crue régulière qui vient gonfler ses eaux au commencement d'octobre. M. d'Arranda s'en assura par lui-même et prit le parti de passer par Alcantara, après avoir fait évacuer ses vivres et ses hôpitaux.

Pendant le temps qu'exigeait cette opération, et afin de faire

reposer les troupes, le général espagnol proposa à M. de Beauvau d'aller occuper Idanha-Nova et de cantonner ses 12 B. dans les environs, où ils furent établis à la fin d'octobre.

Cantonnement des 12 B. français au 28 octobre 1762.

Idanha : Artois (1), 2 B. — *Nova :* Royal-Cantabres (2), 1 B. — Quartier général : 2 E. espagnols du régiment de Mérida sont également cantonnés dans cette localité. — *Alcafoxès* : Royal-Vaisseaux (3), 2 B., chevalier d'Argence, lieutenant-colonel. — *Proenza :* Montmorin (4), 2 B., de Saint-Hérem, brigadier. — *Saint-Miguel :* la Sarre (5), 1 B.; Cambis (6), 2 B., marquis de Montpouillan, brigadier. — *Losa :* Aumont (7), 2 B., de Piolenc (8), lieutenant-colonel.

Idanha-Velha, qui est un hameau entouré d'une fortification antique et qui est situé entre Alcafoxès et Proenza, vis-à-vis de Monte-Santo, est occupé par un lieutenant-colonel.

En même temps que les troupes entraient dans ces cantonnements provisoires, un corps anglais s'emparait de Penamacor, que

(1) Artois (n° 31) fait partie des 12 B. envoyés au roi d'Espagne pour attaquer le Portugal, allié des Anglais. Parti au mois de mars, il assiste, 25 août, à la prise d'Almeida et d'autres places de la frontière; demeure cantonné dans l'Andalousie jusqu'à la signature des préliminaires de paix, se met en route pour la France au mois de décembre; à Madrid le roi, le passant en revue, le gratifie comme la Sarre.

(2) Royal-Cantabres, corps formé le 15 décembre 1745; devient Royal-Cantabres le 1er février 1749; licencié le 25 novembre 1762.

(3) Royal-Vaisseaux. Voir n° 26.

(4) Montmorin. Voir Ile-de-France, n° 22.

(5) La Sarre, n° 34. Son 1er B., avec la division du maréchal de Beauvau, assiste au siège d'Almeida; passe l'hiver en Andalousie; est rappelé en France, janvier 1763. A son passage à Madrid, le roi d'Espagne le passe en revue sur la place d'Alcala et lui fait distribuer 1,000 piastres. Les 2 B. de la Sarre occupent Béziers et Cette en mars 1763.

(6) Cambis. Voir Royal, n° 13.

(7) Aumont (duc de Mazarin, L.-Guy-Marie d'Aumont), du 15 janvier 1738 au 1er décembre 1762. Son 1er B. fait la campagne de Portugal. Après la paix, cesse d'être régiment de gentilshommes (voir Beauce, n° 54). (D. G.)

(8) Piolenc (Marcel, chevalier de), né à Saint-Esprit (Languedoc), 25 mars 1718; enseigne, lieutenant au régiment de Beauce; blessé au siège de Coni, 1744; une seconde fois à l'affaire de l'Assiette, 1747; lieutenant-colonel, 5 septembre 1760; se retire dans ses foyers, 15 août 1763.

les Espagnols avaient abandonné trop tôt, et venait former un camp de 3 B. au pied des monts d'Estrella, à deux lieues de Saint-Miguel. Ces B. faisaient partie des 8,000 hommes de troupes envoyées par la Grande-Bretagne au secours du Portugal, et commandées par lord Tyrawley, le comte de London, le général Townshend, lord George Lennox, les brigadiers Crawfort et Burgoyne, et le comte de la Lippe-Buckburg, officier actif, intelligent, qui avait servi dans l'armée anglaise en Westphalie.

Le prince de Beauvau fit reconnaître pendant la nuit, par une compagnie de grenadiers, le village d'Orca, situé entre ce camp et Saint-Miguel; mais elle n'y trouva que des paysans armés de sabres et quelques cavaliers, dont deux et quelques paysans furent faits prisonniers.

Aucune raison ne retenait plus maintenant les troupes sur la rive droite du Tage et, le 4 novembre, les B. français se mirent en marche pour camper à Seguras, d'où M. de Beauvau écrivit à M. de Choiseul : « Nous sommes dans un train de marches continuelles qui ne laissent pas que de m'occuper, et il n'y a rien d'assez instant pour vous envoyer un courrier extraordinaire. Je vous dirais en attendant, sans blâmer personne ni m'en plaindre, que nos 12 B. sont des modèles de tenue, de discipline, enfin de toutes les parties du service, en comparaison des Espagnols (1), qui ne

(1) Si l'on rapproche l'extrait de cette lettre de celles de M. de Beauvau des 10 et 20 août et du 25 octobre 1762, on peut se faire une idée de la conduite des troupes espagnoles, puisque, malgré la maraude de nos soldats, ils sont néanmoins des modèles. On connait les deux premières; voici la troisième :

M. de Beauvau à M. de Choiseul.

« Castel-Branco, le 25 octobre 1762.

« Quoique la maraude ne continue pas dans nos troupes avec force et indécence, il n'en est pas moins vrai que tout ce que j'ai pu faire jusqu'ici n'a pu changer le soldat là-dessus, et que rien ne peut le persuader qu'elle n'est pas plus permise en Portugal qu'ailleurs. Malgré les sentinelles qui enferment le camp, il en sortit, il y a quelques jours, plusieurs soldats avec des permissions pour aller blanchir : ils s'éloignèrent à une lieue du camp, prirent des cochons dans une maison près de laquelle M. d'Arranda passait ; il fit courir après par ses ordonnances qui en arrêtèrent 5. Ayant passé moi-même un moment après à cette maison, je vis encore quelques soldats courant dans les montagnes ; je payais la maraude et fis conduire les soldats arrêtés au prévôt.

« Comme par les interrogations qui ont été faites il n'est pas bien sûr qu'ils soient les auteurs de la maraude ; que dans cette incertitude, et seulement pour avoir

savent, ma foi, pas plus ce qu'ils disent que ce qu'ils font. Au reste, quand ils feraient et diraient pis contre moi, soyez sûr que je n'en prendrai ni humeur ni dégoût, et que je continuerai comme j'ai fait jusqu'à présent, puisque le roi et vous, à qui seuls il m'importe de plaire, en êtes contents. » (D. G., 3619, 81.)

Le 5, les Français passèrent sur la rive gauche à Alcantara, où ils séjournèrent jusqu'au 9; de là ils allèrent à Membrio, et enfin, le 13, à Valencia d'Alcantara, où le défaut de vivres les avait empêchés de se rendre plus tôt, ainsi que l'infanterie espagnole. On devait de ce point déboucher en Portugal; mais ce pays, que l'on croyait meilleur, offrait encore un plus triste aspect qu'à la rive droite, des montagnes aussi impraticables et des postes ennemis plus nombreux.

La paix surprit l'armée dans ces circonstances (1). Cacerès, petite ville de l'Estramadure, et quelques villages environnants furent alors assignés comme quartiers d'hiver aux troupes françaises, en attendant l'ordre de rentrer en France.

« Par sa lettre du 22, écrit M. de Beauvau au duc de Choiseul (de Cacerès, le 27 novembre), M. d'Ossuna me mande que S. M. C. désire que les troupes ne se mettent point en marche pour retourner en France jusqu'à ce que la ratification des préliminaires par l'Angleterre soit arrivée à Madrid. Le comte d'Arranda m'a mandé, du 24, qu'il y avait une suspension d'armes et que, sans attendre d'autres ordres de sa part, je pourrai me mettre en marche au premier avis que je recevrai de sa cour. » (D. G., 3619, 86.)

Quand le prince de Beauvau s'était rendu à Cacerès, il avait

passé les grand'gardes. je ne voudrais pas en faire pendre de nouveaux, j'ai pensé que cette occasion pourrait être favorable pour commuer *la peine de mort, qui ne me paraît rien faire ici,* à celle des coups de *bâton donnés en règle,* qui ont arrêté la maraude à l'armée d'Allemagne. C'est ce que je vais essayer à la première occasion, ayant pris le parti, pour les soldats dont il s'agit aujourd'hui, de me faire demander grâce par M. d'Arranda, ce qui fera aussi un bon effet entre les Français et les Espagnols. Vous pourrez compter que les officiers n'en seront pas moins responsables de la conduite de leurs soldats et qu'ils payeront les maraudes que ceux-ci feront, non seulement en argent, mais en punitions personnelles... »

(1) On travaillait à la paix déjà en septembre. Le duc de Nivernois, envoyé en Angleterre de la part de la France, et le duc de Bedfort, en France, s'en occupèrent avec tant d'ardeur qu'elle fut signée à Fontainebleau le 3 novembre. L'Espagne et le Portugal y furent compris.

trouvé la ville déjà occupée par environ 200 officiers et plus de 3,000 malades espagnols. Il y resta néanmoins avec son état-major et 4 B. de ses troupes, depuis le 15 novembre jusqu'au 13 décembre, pour y former le principal dépôt de ses malades, et n'en partit que le 29 pour ramener en France, par la route de Perpignan, le corps à ses ordres.

Ainsi cette campagne qui s'était ouverte pour les Espagnols dans les conditions les plus favorables et les plus propres à les venger des vingt-huit années de guerres engendrées au dix-septième siècle par la révolution qui proclama don Juan, duc de Bragance, roi de Portugal, et terminées par la sanglante bataille de Montès-Claros qui divisa pour jamais la péninsule hispanique, cette campagne, par ses lenteurs et ses hésitations, devait se borner à la prise de quelques places sans importance qui ne furent pas d'un grand poids dans les conclusions de la paix.

Cette guerre ne fut donc pas de longue durée. Dès le mois d'octobre, Joseph I[er] accréditait auprès de Louis XV M. Martino de Mello e Castro, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, pour traiter de la paix. Le 3 novembre 1762, une convention préliminaire était conclue entre la France, l'Espagne et le Portugal. Le 10 février 1763, on signa l'acte définitif qui mettait fin aux hostilités entre les deux branches de la maison de Bourbon et le Portugal et la Grande-Bretagne.

Le chevalier de Saint-Priest (1) fut choisi, au mois de mai suivant, pour aller, en qualité de ministre plénipotentiaire, renouer les relations diplomatiques avec la cour de Lisbonne; il y arriva le 21 novembre 1763. Après trois ans de séjour à Lisbonne, il de-

(1) Saint-Priest (F.-E. Guignard de), originaire d'Alsace, né le 12 mars 1735; allié à la maison de Tencin; mort, à la terre de Saint-Priest près Lyon, le 26 février 1821; chevalier de Malte; exempt des gardes; sert en Allemagne sous M. de Broglie; colonel à l'armée de Portugal; en 1768, envoyé à Constantinople, concourut au traité d'Ainali-Cavai, par lequel les Russes prirent possession de la Crimée (21 mars 1779); revint en France en 1785; partage les idées de M. Necker; émigre; se rend en Suède; ministre de la maison du roi à Vérone; rentre à Paris le 11 août 1814. Il travailla pendant sa mission à Lisbonne au règlement de l'affaire de Lagos, au sujet des vaisseaux français capturés ou détruits par les Anglais le 18 août 1759, après la défaite dans le port des Algarves des 7 vaisseaux de l'escadre de M. de la Clue. Il contribua puissamment à préparer la réconciliation entre le pape et Joseph I[er], brouillés à la suite de l'expulsion des jésuites.

manda son rappel et s'embarqua pour l'Angleterre le 30 décembre 1766, laissant pour chargé d'affaires en Portugal M. Simonin; consul général. Il fut remplacé en 1768 par le chevalier d'Amboise (1) avec le même titre de ministre plénipotentiaire, les questions d'étiquette n'étant pas terminées (2).

Son fils aîné, Guillaume, né à Constantinople, 6 mai 1766, commence sa carrière dans l'armée de Condé; passe colonel au service de Russie; perd une jambe dans la campagne de 1806; général-major; fait la campagne de Turquie; rentre en France avec l'armée alliée; son affaire brillante à Reims, le 12 mai 1814; atteint par un obus dans sa retraite sur Laon, y meurt de sa blessure le 29 mai.

(1) J.-B.-Ch.-F., appelé d'abord chevalier de Clermont-Gallerand, fils de J.-B.-Louis de Clermont d'Amboise, marquis de Renel et de Montglat, comte de Chiveray, et de Henriette de Fitz-James, né en août 1720; colonel du régiment de Bretagne; brigadier d'infanterie, 1756; chambellan du duc d'Orléans, 1762.

(2) D'après le pacte de famille, le dernier arrivé des ministres de chacune des couronnes de France et d'Espagne, dans une cour étrangère à la maison de Bourbon, devait, à titre égal, céder le pas au plus ancien. Dans les cours de famille, au contraire, la préséance appartenait au représentant du chef de la maison de Bourbon, c'est-à-dire provisoirement à la France.

CHAPITRE IV.

CHARLES-ÉDOUARD.

1370. — Origine de la maison des Stuarts. Succession de ses rois. Considérations sur l'état de l'Angleterre.

1688. — Jacques II ligué avec Louis XIV; ses efforts pour abolir la réforme en Angleterre. — 20 juin, naissance du prince de Galles. — 19 juillet, le prince d'Orange appelé par les Anglais. — 15 novembre, son débarquement avec une armée allemande.

1689. — 7 janvier, arrivée de Jacques II à Saint-Germain. Guillaume d'Orange, roi d'Angleterre.

1690. — Avril, expédition d'Irlande. Schomberg. — 11 juillet, bataille de la Boyne. Jacques chassé d'Irlande par Guillaume III.

1691. — 15,000 Irlandais arrivent en France.

1692. — Armée à la Hogue destinée à débarquer en Angleterre. Bataille navale. — 28 mai, de Tourville devant la Hogue; destruction de la flotte française.

1696. — Mécontentement en Angleterre dont Louis XIV veut profiter. Berwick y va fomenter l'insurrection.

1701. — 15 septembre, mort de Jacques II: son fils proclamé roi.

1708. — Préparatifs pour transporter Jacques III en Écosse. Expédition manquée (17 mars au 15 avril).

1715. — Le comte de Mar lève l'étendard de la révolte. Le prétendant est proclamé dans le nord de l'Angleterre. Les insurgés attaqués à Preston le 12 novembre; bataille de Scheriffmoor, près Dumblaine, le 13. Le prétendant quitte Commercy le 28 octobre, arrive en Écosse. Proclamation, le 5 janvier 1716. Découragement; ruine de son parti. Sa fuite, le 30 janvier; arrive à Gravelines le 14 avril. Persécutions, vengeances contre les jacobites.

1719. — Albéroni continuateur de la politique de Louis XIV. Mariage à Rome de Jacques Stuart avec la princesse Sobieska. Le prince d'Ormond. Affaires du cap Finistère et de Vigo. Jacques III à Madrid. Expédition contre l'Angleterre sans résultats. Deux régiments espagnols prisonniers.

1743. — Expédition projetée sous les ordres du maréchal de Saxe, revenu vers le milieu de novembre de l'armée de Noailles. Vieux soldats rassemblés à Lille et à Valenciennes avec de nombreux transports. Des escadres parties de Rochefort et de Brest pour le protéger. Le prétendant quitte Rome à la fin de décembre.

1744. — Charles-Édouard se prépare à une invasion en Angleterre. Arrivé à Grave-

lines sous un nom supposé, s'approche des côtes; reste inaperçu de la flotte du 20 janvier au commencement de mars. Haine des Anglais contre les Hanovriens. Qualités brillantes de Charles-Édouard; l'embarquement se fait avec rapidité. Le comte de Saxe repoussé par une tempête qui suspend les préparatifs.

1745. — Le fils du prétendant projette une nouvelle invasion. Les Anglais mécontents des Hanovriens. Petit armement d'Édouard aux frais de ses amis et aux siens; il débarque aux Hébrides. — 27 septembre, son entrée à Édimbourg; il marche sur Londres. Les Anglais ne prennent les armes ni pour ni contre lui. Le duc de Cumberland rappelé de Flandre; arrivé à Derby, le prince retourne en arrière et gagne l'Écosse.

1746. — 17 janvier, sa dernière victoire remportée à Falkirk. Cumberland à Édimbourg le 30 janvier. Défaite, le 27 avril, à Culloden. Férocité de Cumberland. Fuite du prince.

1748. — La France obligée de renvoyer le prince Charles-Édouard. Sa conduite à Paris. Il refuse de partir et déclare qu'il ne cédera qu'à la force. — 10 décembre, son arrestation à l'Opéra; conduit à la frontière. Blâme non mérité du ministère français. Il se fixe en Italie.

1753. — Passe incognito en Angleterre pour se mêler à de nouveaux projets en sa faveur. Son retour en Italie. Prend le nom du comte Jonhson. Sa liaison avec Clémentine Walkenshaw, dont il a une fille.

1755. — Lelly consulté au conseil des ministres.

1766. — A la mort de Jacques III, dit le chevalier de Saint-George, le prétendant Charles-Édouard prend le titre de comte d'Albany (né à Rome en 1720, mort à Rome le 31 janvier 1788). Son mariage avec la comtesse de Stolberg, qui devient l'amie d'Alfieri, morte le 29 janvier 1817. Henri-Benoit, duc d'York, cardinal, fils puîné, né à Rome en 1725, meurt en 1807.

Charles-Édouard fut moins le représentant d'une dynastie déchue que le champion de l'Écosse jalouse de reprendre son rang parmi les nations. Étant donné le rôle important joué par l'Angleterre sur le continent, ses guerres avec l'Écosse intéressaient l'Europe, et la France surtout; à la révolution tentée par Charles-Édouard, se rattachent des épisodes, des batailles qui appartiennent à notre histoire militaire par les expéditions, les contingents, les régiments qui de France allèrent combattre sur les bords de la Tweed.

Depuis Robert II en 1370, qui fut le chef de la dynastie des Stuarts, cette illustre famille, d'origine anglo-normande et l'une des plus anciennes de l'Écosse, avait donné des rois à ce royaume d'abord et ensuite à l'Angleterre et à l'Écosse réunies sous le même sceptre; les malheurs de cette famille depuis son élévation jusqu'à sa chute, son alliance avec les rois de France, devinrent funestes aux Écossais bien que les Stuarts aient gouverné ce pays pen-

dant trois cent quarante-quatre ans, et les deux royaumes réunis pendant cent onze.

Robert III meurt en 1406, laissant son fils prisonnier de l'Angleterre; celui-ci, après dix-neuf ans de captivité, monte sur le trône et est assassiné en 1436. Son fils, Jacques II, qui fonda un pouvoir absolu, est tué en 1460. Jacques III succombe en 1488 dans un combat contre les nobles révoltés, parmi lesquels se trouvait son propre fils Jacques IV, marié à la fille d'Henri VII, roi d'Angleterre, et tué en 1513. Jacques V, son fils, vit avec douleur, en 1542, les Anglais menacer ses frontières, et rendit le dernier soupir après la naissance de sa fille, Marie Stuart, décapitée le 18 février 1587 (1). Le frère de cette reine, Jacques VII, héritier présomptif de la couronne et le plus proche parent d'Henri VII, monte sur le trône d'Angleterre sous le nom de Jacques I[er], réunissant les deux royaumes. Ses fautes produisirent les malheurs qu'aggrava encore son fils Charles I[er], et qui firent tomber sa tête sous la hache du bourreau en 1649.

Ses fils sont Charles II, et Jacques II, qui embrassa la religion catholique.

Dans toute l'Europe, Louis XIV ne comptait qu'un seul allié, Jacques II (2), et le but de cette union était de ravir à l'Angleterre ses libertés civiles et religieuses, et de convertir la nation

(1) Walter Scott dit :

> Of all the palaces so fair,
> Built for the royal dwelling
> In Scotland, far beyond compare
> Linlithgow in excelling.

C'est dans cette antique résidence des rois d'Écosse qu'est née, le 8 décembre 1542, l'infortunée Marie-Stuart. Son père, Jacques V, mourait au moment même où sa fille venait au monde. En apprenant que la reine était accouchée d'une fille, il se dressa sur son lit et dit tristement : « Que la volonté de Dieu soit faite; ce nous est venu par une fille, cela s'en ira par une fille. » La reine Anne, fille de Jacques II, fut en réalité la dernière souveraine de la dynastie des Stuarts.

(2) Jacques II, roi d'Angleterre (Jacques VII d'Écosse), né le 15 octobre 1633, mort le 6 septembre 1701; second fils survivant du roi Charles I[er] et de Henriette de France, fille de Henri IV; porte le titre de duc d'York jusqu'à son avènement au trône, et c'est sous ce nom qu'il joua un rôle important avant et après la restauration des Stuarts.

au catholicisme. Ce fut au milieu de la fermentation produite par ces projets impopulaires que, le 20 juin 1688, la reine mit au monde un fils qui fut proclamé prince de Galles. Jacques II avait déjà eu de sa première femme deux filles, Marie et Anne.

Le prince d'Orange, qui avait épousé Marie, l'aînée, fut appelé en Angleterre par les mécontents, et ne craignit pas de se rendre à leur appel, assuré que la nation entière se jetterait dans ses bras. Il prend à sa solde des troupes de Brandebourg, de Hesse, de Luxembourg, de Zell, prépare une flotte, met à la voile d'Hellvoetsluys (1), le 29 octobre; forcé de rentrer dans le port par une tempête, il reprend la mer le 11 novembre 1688, aborde le 15 à Brixham, petit port sur la côte de la baie de Tor (Tor-Bay), puis entre triomphalement dans Londres.

La naissance de Jacques-Édouard fermait à Guillaume (2) le chemin du trône. Mais la nation, jalouse de son indépendance vis-à-vis de l'étranger et inquiète pour ses libertés politiques et religieuses, se tourna presque tout entière du côté du prince d'Orange et lui remit la défense de ses droits menacés. Jacques, au dernier moment, appela en Angleterre son armée d'Écosse, ayant à sa tête le fameux Claverhouse, devenu vicomte de Dundee, dont la fidélité ne démentit jamais le courage, et qui fut tué au défilé de Killiecrankie. Le malheureux roi, qui avait compromis sa cause par ses hésitations, se voyant abandonné d'un grand nombre de ses partisans, obligea la reine à s'éloigner le 6 décembre 1688, emmenant avec elle le prince de Galles, qui n'avait que six mois. Bientôt il était lui-même obligé de s'enfuir à son tour; il arrivait à Ambleteuse le 5 janvier 1689, et le 6 à Saint-

(1) Hellvoestluys, ville maritime de la province de Hollande, au sud de Brielle, côte méridionale de l'île de Woorne et sur la rive droite du Haringvliet, l'un des grands bras de l'estuaire de la Meuse (estuaire, ou plutôt sinuosités du littoral, qui ne sont couvertes d'eau qu'à la marée montante).

(2) Guillaume III, roi d'Angleterre, successeur de Jacques II, né le 14 novembre 1650, de Guillaume II de Nassau, prince d'Orange et stathouder des Provinces-Unies, et de Henriette-Marie Stuart, fille de Charles Ier, roi d'Angleterre, élu stathouder de Hollande en 1672 et roi d'Angleterre en 1689; mort le 19 mars 1720. Son père était mort quelques jours avant sa naissance, et les partisans de la maison d'Orange espéraient que le jeune prince obtiendrait le stathoudérat, mais l'influence de Cromwell s'y opposa.

Germain, où lui sont prodiguées toutes les marques de la plus généreuse hospitalité.

Louis XIV pense à un effort en faveur de son hôte. Une expédition, composée de 13 vaisseaux, est prête en peu de mois. Jacques II débarque en Irlande le 12 mars; le 24, il entre dans Dublin et lutte d'abord avec avantage; mais Guillaume III aborde l'Irlande en juin, y gagne la bataille de Boyne, ou de la Boyne (le 11 juillet 1690), où fut tué le vaillant duc de Schomberg (1), à l'âge de quatre-vingt-deux ans, après avoir balancé la réputation militaire des meilleurs généraux de son temps.

Vaincu, Jacques II se vit bientôt dans la nécessité de quitter l'Irlande; il s'embarque à Waterford pour retourner en France. Mais en partant il laissait à ses officiers les plus dévoués et les plus résolus le soin de poursuivre la guerre aussi longtemps qu'ils en auraient les moyens. Pendant ces opérations, le comte de Lauzun, à la tête des troupes auxiliaires de France, était resté dans l'inaction à Galway; il faisait un tableau si triste de sa situation, que des vaisseaux de transport furent envoyés pour le ramener avec ses troupes et près de 15,000 Irlandais, qui, sur la flotte de Château-Renaud, s'embarquèrent pour s'établir en France. Lauzun fut disgrâcié, ayant abandonné la cause de Jacques II avant qu'elle fût désespérée.

En 1692, Guillaume s'étant embarqué le 5 mars pour la Hollande, Louis XIV croit pouvoir profiter de cette absence pour de nouveaux efforts en faveur de Jacques II; il lui donne une flotte que la valeur de Tourville ne put sauver du fatal désastre de la Hogue (28 mai 1692); à ce moment, Namur se rendait, le maréchal de Luxembourg battait les Hollandais à Steinkerque.

En 1696, à la mort de la reine Marie, pendant que la guerre continuait et que Berwick fomentait l'insurrection, Jacques II se rend à Calais pour se mettre à la tête d'une nouvelle armée d'invasion. Mais Louis XIV dut céder aux forces réunies de l'Angle-

(1) Il descendait d'une famille noble du Palatinat. Sa mère était Anglaise, fille de lord Dudley. Il commença sa carrière comme simple soldat; il servit dans presque toutes les armées de l'Europe; réfugié à la suite de la révocation de l'édit de Nantes; il obtint les dignités de grand de Portugal, de généralissime en Prusse et de duc en Angleterre. Protestant, modeste dans ses mœurs, calme, résolu, sa probité égalait son courage.

terre, de la Hollande et de l'Empire, et accepter le traité de Ryswick, par lequel il reconnut Guillaume comme roi d'Angleterre.

Jacques II, retiré à Saint-Germain, y mourut le vendredi 16 septembre 1701. D'une nature faible, sans énergie, se réfugiant dans la piété, il ne goûta d'autres consolations que les pratiques d'une vie dévote; mais en renonçant peu à peu à la terre, il apprit aussi à connaître des pensées et plus pures et plus hautes (1).

Guillaume III ne survécut qu'un an à son beau-père; il mourut en 1702, et la princesse Anne, sa belle-sœur et fille de Jacques II, lui succéda sur le trône d'Angleterre. Louis XIV reconnaissait dans l'acharnement du gouvernement anglais contre lui la cause d'une partie de ses revers. Dès le commencement de 1708, il se prépara, dans le plus grand secret, à transporter le prétendant Jacques III (le chevalier de Saint-George) en Écosse, et à mettre à profit le mécontentement résultant du traité du 2 août 1706, par lequel l'Écosse, privée de son indépendance, était devenue partie du royaume de la Grande-Bretagne. Les Écossais sollicitaient Jacques III de venir se mettre à leur tête. Des vaisseaux de transport sont préparés à Dunkerque, sous M. de Forbin, avec environ 6,000 hommes de troupes, commandés par M. de Gacé, depuis maréchal de Matignon (2). Jacques III devait partir le 7 mars de Saint-Germain, arriver le 9 à Dunkerque et s'embarquer le 10. Agé de vingt ans, d'une constitution délicate, au moment de partir, il fut saisi d'une fièvre. L'embarquement est retardé de huit jours; pendant ce temps le secret s'ébruite, 12 B. anglais de l'armée de Flandre sont envoyés en Écosse et l'amiral Byng paraît devant Dunkerque. Le préten-

(1) Un grand nombre de fidèles suivirent la fortune de leur roi; les Fitz-James, les Lally, les Walsh, les Dillon. Environ 500 de ces gentilshommes écossais, dirigés sur les frontières de la Flandre, se formèrent en compagnies de simples soldats. Depuis le règne de Charles VII, une compagnie écossaise comptait déjà dans les troupes de France, et ne cessait de donner des preuves de son dévouement.

(2) Matignon (Charles-Auguste, de Goyon, comte de Gacé) (arrière-petit-fils de Jacques, né le 26 septembre 1525, mort le 27 juin 1597), né le 28 mai 1647; maréchal de camp en 1689, suit le roi Jacques II en Irlande, dirige le siège de Londonderry, qui échoua; passe à l'armée de Flandre, où il se signale; 1708, commande les troupes qui devaient favoriser la descente du prince Jacques Stuart en Écosse; maréchal de France le 18 février 1708; mort le 6 décembre 1729 à Paris.

dant néanmoins prend la mer le 17 mars par un temps orageux, passe devant la flotte anglaise et cingle vers l'Écosse; mais Byng l'y suit et empêche un débarquement. L'amiral français fit preuve d'une grande habileté en ramenant sa flotte et le prétendant à Dunkerque. L'expédition était manquée, et la petite cour de Saint-Germain retomba dans la plus profonde tristesse. Jamais occasion n'avait été plus favorable à ses projets : les troupes régulières en Écosse étaient très faibles, le château d'Édimbourg, dépourvu de munitions, se serait rendu; des vaisseaux hollandais, chargés d'armes et de canons, venaient échouer sur le rivage, et l'aversion du peuple pour le gouvernement n'avait jamais été si exaltée depuis la réunion.

Le 5 août 1715, à l'avènement de George Ier (1), par suite de la mort de la reine Anne, l'esprit de mécontentement avait déjà fait des progrès alarmants, la rébellion commençait en Écosse et plus de 10,000 montagnards écossais, sous les ordres du comte de Mar, avaient arboré l'étendard de l'insurrection. Ils avaient proclamé dans les comtés de l'Écosse occidentale le prétendant, fils de Jacques II, reconnu à la mort de son père roi d'Angleterre par Louis XIV, sous le nom de Jacques III. Au nord, une insurrection éclatait le 6 septembre en sa faveur, et deux vaisseaux venant du Havre entrèrent dans le port d'Arbroath chargés d'armes et de munitions, donnant l'assurance que le prétendant les suivait. En effet, il quitta Commercy le 28 octobre, parvint à Saint-Malo, courut à Dunkerque et le 26 décembre s'embarqua pour l'Écosse. Au moment de mettre à la voile, il écrivit au régent (2) :

« Les paroles me manquent pour vous témoigner combien je suis pénétré de toutes les marques de votre amitié. Je touche au moment de mon départ, et j'espère que je ne suis pas éloigné de vous marquer ma reconnaissance.

« JACQUES R. »

(1) George Ier (Louis), roi d'Angleterre, né à Osnabruck le 28 mai 1660 ; mort dans la même ville le 22 juillet 1727 ; fils aîné d'Ernest-Auguste, premier électeur de Hanovre, auquel il succède en 1698. Sa mère fut la princesse Sophie, petite-fille de Jacques Ier Stuart, roi d'Angleterre. A la mort de la reine Anne, en 1714, succédant aux droits de sa mère, décédée le 8 juin de la même année, il est appelé au trône par acte du Parlement à la date de 1701.

(2) Archives des affaires étrangères, année 1716.

Lorsque le prétendant arrivait sur les rivages d'Écosse, l'insurrection était comprimée. Le général Wills, à la tête des Hanovriens, des Anglais et des Irlandais, avait eu l'avantage aux journées du 12 novembre à Preston, dans le Cumberland, du 13 à Scheriffmoor, près Dumblaine en Écosse. Mais, grâce à une retraite habile de Mar, tous les vaincus avaient pu se réfugier dans le nord de l'Écosse. Ce fut au milieu de cette terreur générale que Jacques III débarqua à Peterhead. Jamais enthousiasme semblable ne salua l'arrivée d'un roi : le 5 janvier 1716 à Dundée, le 7 à Scone, il alla jusqu'à Perth; les églises retentirent d'actions de grâces. Les Higlanders proclamèrent leur monarque. Les troupes se réorganisent sous le brave général Gordon. Tout dépendait des secours de la France : mais Jacques III, sans argent, sans armée, fut obligé d'abandonner l'Écosse; en danger d'être atteint, il s'embarqua dans le port de Montrose sur un petit bâtiment français. La sévérité des jugements et le grand nombre des exécutions répandirent une grande tristesse dans la nation. Le 30 janvier 1716 fut la fin de cette insurrection. Le 4 février, huit jours après, Jacques arrivait à Gravelines.

Vers le 15 avril 1717, par suite de négociations entre la France, l'Angleterre et les États-Généraux, il fut convenu que le prétendant sortirait d'Avignon, se retirerait de l'autre côté des Alpes et ne pourrait, sous aucun prétexte, rentrer en France ou se réfugier en Lorraine, et qu'enfin, par le traité d'Utrecht, le port de Dunkerque serait détruit. Après les longues luttes des dernières années du règne de Louis XIV, la France semblait appeler la paix, heureuse de respirer et de jouir de sa tranquillité. L'Angleterre la désirait aussi pour agrandir son commerce, la Hollande avait aussi besoin de repos, l'Empereur songeait à mettre en défense ses États d'Italie; l'Espagne seule ne se résignait pas au traité d'Utrecht; mais, grâce à l'habileté d'Albéroni, elle créait en moins de trois ans, de 1714 à 1717, une armée et une marine avec la pensée de reprendre ses États d'Italie et d'obtenir l'annulation de la clause qui excluait Philippe V (1) de l'héritage de la couronne de France.

(1) Philippe V, roi d'Espagne, de la maison de Bourbon, né le 19 décembre 1683 à Versailles; d'abord duc d'Anjou; deuxième fils de Louis, dauphin de France, et de Marie-Anne de Bavière. C'est à la suite du testament de Charles II que Louis XIV accepta pour lui le trône d'Espagne; mort, le 9 juillet 1746, à Madrid.

Depuis sa malheureuse expédition, Jacques Stuart avait quitté la France et vivait à Rome ou à Modène. Le cardinal Albéroni, dans ses grands desseins, songeait à relever la vieille Pologne en donnant un nouvel adversaire à l'Empire. Il prépare le mariage de Jacques avec la princesse Sobieska, petite-fille du sauveur de Vienne. Les fiançailles sont célébrées à Rome par le souverain pontife. Le prince d'Ormond part immédiatement pour Madrid afin d'y préparer un asile à Jacques III et de s'entendre sur leur grand projet de seconder un mouvement armé des catholiques d'Irlande et des jacobites d'Écosse. Philippe V reçut en roi Jacques III à son arrivée sur le sol d'Espagne.

Tant d'éclat ne fit que confirmer les soupçons du gouvernement britannique et l'engager à redoubler de surveillance ; on eût mieux servi les intérêts du prétendant en agissant plus secrètement. Cette réception somptueuse du roi d'Espagne fut suivie d'une déclaration de guerre ainsi conçue :

« Plusieurs motifs légitimes m'ont déterminé à envoyer une partie de mes forces de terre et de mer en Angleterre et en Écosse pour y servir d'auxiliaires au roi Jacques. J'ai été confirmé dans ce dessein par les assurances qu'on m'a données que la plus considérable et la plus saine partie de ces deux nations, malgré l'inclination et le désir de reconnaître ce prince pour leur souverain, n'osent se déclarer ouvertement pour sa cause, les uns parce qu'ils ne sont point en état de pourvoir à la dépense de cette entreprise, les autres par la crainte de ne pas obtenir des emplois proportionnés à leur naissance et à leurs services, et enfin parce qu'ils ne le voient appuyé par aucune puissance de l'Europe qui ait la force ou la volonté de l'assister. C'est pour dissiper ces craintes que j'ai jugé à propos de faire connaître que je suis dans la ferme résolution d'employer toutes mes forces au rétablissement de ce prince dans la possession d'un royaume qui lui appartient par le droit de sa naissance; j'espère que Celui qui règle les événements favorisera une cause aussi juste; mais afin que la crainte d'un mauvais succès n'empêche pas les sujets fidèles de se déclarer pour leur légitime souverain, je promets une sûre retraite dans mes royaumes à ceux qui se joindront à lui. Si donc, contre toutes sortes de probabilités, mon entreprise venait à manquer et que les sujets fidèles du roi Jacques fussent obligés d'abandonner leur

patrie, je déclare, moi, Philippe V, par ces présentes, que je donnerai à tout officier de terre et de mer le même emploi dans mes armées que celui dont il jouissait en Angleterre ou en Écosse, et que je recevrai et traiterai les soldats comme mes propres sujets. »

Albéroni, peu confiant dans les capacités de Jacques III, ne voulut pas livrer le sort de son entreprise à ses irrésolutions, et l'expédition partit de Cadix le 6 mars. Le chevalier Jean Norris croise avec une flotte nombreuse entre Scilly et le cap Lizard. George Ier fait marcher rapidement vers les frontières d'Écosse les troupes dont il disposait, appelle celles des Etats-Généraux, reçoit 6 régiments impériaux, et eût accepté 20 B. que lui proposait le duc d'Orléans, s'il n'eût craint de les voir prendre parti contre lui au cas où l'expédition réussît. Tout étant prêt, la flotte espagnole, composée de 27 vaisseaux, portant 6,000 hommes de débarquement, avec des armes pour 15,000 combattants mit à la voile de Cadix pour l'Écosse et l'Irlande. Elle fut accompagnée par les lords Marshall, Tullibardine (1) et Scafford. Cette flotte, contrariée par les vents et par une tempête de l'équinoxe, et poussée jusqu'au cap Finistère, eut ses vaisseaux dispersés et fort maltraités. 2 frégates abordèrent en Écosse et y débarquèrent des Espagnols et des armes pour 7 à 8,000 hommes. Cette troupe, grossie d'un corps de montagnards, s'empara du château de Donan. Le général Wightmann marche contre eux avec la garnison d'Iverness. Ils étaient maîtres du passage de Glenshiel; mais, à l'approche de Wightmann, ils se retirent sur Strachell, résolus de s'y défendre. Attaqués, chassés de hauteur en hauteur jusqu'à la nuit, les montagnards se dispersent, et le lendemain les Espagnols se rendent.

En conséquence des déclarations de guerre du 17 décembre 1718 et 2 janvier 1719, l'Espagne avait à combattre la France et l'Angleterre. Le maréchal de Berwick passe les Pyrénées, mais il s'arrête à Saint-Sébastien et Fontarabie par suite de la répugnance de ses soldats pour cette guerre. Quant à l'Angleterre, elle continue ses opérations, mettant ses vaisseaux à notre disposition pour transporter nos troupes sur le littoral de l'Espagne. Déjà un déta-

(1) Après la défaite, il fut dépouillé de son célèbre château et duché d'Athole, et dut chercher en France un refuge contre les vexations du parti vainqueur.

chement français, porté par les Anglais, avait débarqué à Santona (1) et s'en était emparé. Un certain nombre des vaisseaux de la flotte du prétendant s'étaient réfugiés à Vigo; les Anglais résolurent de les y brûler. En conséquence, l'amiral Mighells et lord Cobdham partent le 21 septembre 1719, prennent à Saint-Sébastien un détachement du maréchal de Berwick, et se présentent le 29 devant Vigo. Le colonel Stanhope débarque avec ses grenadiers, et le corps français à trois milles de là. La mer était agitée. Arrivés près du rivage, les officiers français se montrent contraires au débarquement; alors Stanhope se jette à l'eau et les entraîne à sa suite. La ville, investie, se rendit le 8 octobre. Pendant que les troupes de débarquement agissaient par terre, l'amiral Mighells canonnait les forts qui défendaient l'entrée du port et le môle. On y détruisit tous les canons, on incendia tous les vaisseaux, et de Vigo (2) l'escadre se porte à Pontevedra (3), qu'elle ravage également.

Le prétendant, resté à Madrid, y jouait le rôle de monarque tandis que ses défenseurs allaient sacrifier leur vie pour lui conquérir un royaume. Informé du mauvais succès de cette entreprise, il crut devoir quitter l'Espagne, dont il ne pouvait plus attendre son rétablissement, et prit le parti de retourner à Rome où il continua de jouer le rôle de roi sans royaume. Cette entreprise fut regardée comme une action téméraire et folle ; mais si les vents eussent permis de débarquer en Écosse les 6,000 Espagnols et avec eux les munitions de toute espèce, l'argent, les armes dont la flotte était chargée, ils auraient certainement été renforcés de plus de 20,000 Écossais partisans de Jacques III, et l'incendie ainsi allumé pouvait porter ses ravages jusqu'au trône de George Ier.

Après tant de malheurs arrivés à la maison des Stuarts (4), toutes

(1) Santona (Santander), ville forte, port formant une presqu'île dans le golfe de Biscaye.

(2) Vigo, province de Santiago, château fort très important du temps des Romains. En 1072, une flotte espagnole y est coulée par les Anglo-Hollandais.

(3) Pontevedra (Galice).

(4) Stuart, a name once respected,
A name, wich to love was the mark of true heart,
But now'tis despised and neglected.

(Robert Burns.)

ses tentatives pour remonter sur le trône de la Grande-Bretagne augmentaient le nombre de ses ennemis. Ses instances ne purent engager la France à le secourir, les engagements pris lui liant les mains tant que la paix subsistait. Les circonstances devinrent plus favorables dans un temps où, la guerre embrasant toute l'Europe, il n'y avait que des coups d'éclat qui pussent y mettre fin. Les mécontents d'Angleterre saisirent ce moment et envoyèrent en France des émissaires secrets pour traiter avec le cardinal de Fleury. Ce n'était plus alors le prétendant qui sollicitait le secours de la France, mais une grande partie de la nation anglaise, lasse de la domination étrangère et sollicitant en faveur de la maison des Stuarts. Des émissaires envoyés dans la Grande-Bretagne donnaient à entendre à la cour de Versailles que si le chevalier de Saint-George, ou son fils aîné Charles-Édouard, paraissait à la tête d'une armée française, tout le pays se déclarerait en sa faveur. Leurs rapports déterminèrent le roi à former sur l'Angleterre une entreprise qui, en appuyant les justes prétentions du roi Jacques, devait opérer une diversion favorable aux affaires de Flandre.

Un traité signé à Worms, le 13 septembre 1743, avait réuni contre la France les armes de l'Angleterre, de la reine de Hongrie et de la Sardaigne. Par un autre du 20 octobre, l'Autriche s'était assuré, dans les mêmes vues, l'alliance de la cour de Saxe. La France restait seule pour tenir tête à cette coalition. Le 25 octobre, a lieu le traité avec Philippe V, en représailles du traité signé par le roi de Sardaigne avec l'Autriche et l'Angleterre; par ce pacte de famille, les Bourbons de France et d'Espagne s'engageaient à une indissoluble union. La France promettait de déclarer la guerre à l'Angleterre et à la Sardaigne; d'aider l'Espagne à conquérir le Milanais entier et Parme, pour l'infant don Philippe; de ne pas traiter avec l'Angleterre, que Gibraltar ne fût restitué à l'Espagne, avec Minorque, s'il était possible; d'obliger l'Angleterre à renoncer à sa nouvelle colonie de la Géorgie, usurpée sur l'Espagne.

Le cardinal de Tencin (1), ministre d'État en 1742, devait au che-

(1) Tencin (Pierre-Guérin de). « Guérin, dit Saint-Simon, était son nom, et Tencin celui d'une petite terre qui servait à toute la famille. » Docteur de Sorbonne, il s'attache aux jésuites, ce qui lui fit refuser une prélature du cardinal de Noailles, leur adversaire; devient l'homme de confiance de Dubois, qui le chargea d'une mission secrète à Rome, lors de la mort du pape Clément XI (mars 1721).

valier de Saint-George sa nomination au cardinalat, et s'en montrait reconnaissant envers les Stuarts. L'espérance de donner un monarque à l'Angleterre, de rendre ce service à son bienfaiteur, flatta son ambition. Pendant son séjour à Rome, il concerta ce projet audacieux avec le chevalier de Saint-George; mais, son âge ne lui permettant pas de s'y engager, il abandonna ses prétentions et ses droits à son fils Charles-Édouard, jeune homme distingué, joignant à l'extérieur le plus avantageux le courage et la discrétion. Il fut même convenu dans la petite cour exilée que Charles-Édouard serait seul chargé de l'expédition et représenterait son père, sous le titre de régent. Si le succès couronnait ses efforts, Jacques III devait même abdiquer en faveur de son fils. Celui-ci quitte Rome dans les derniers jours de décembre 1743, passe de la Toscane à Gênes, s'embarque pour Antibes le 23 janvier 1744, poursuit jusqu'à Paris, a une audience secrète du roi et part pour la Picardie.

Son arrivée révéla la destination des armements de Brest et de Boulogne. Le roi résolut de faire passer la mer à un corps de 16 B. et 4 E. de dragons; l'embarquement aurait lieu à Dunkerque. Cette expédition demandait un chef habile, énergique, capable par son caractère de dominer la confusion qui naît d'une insurrection. Le choix se porta sur le comte de Saxe. En même temps fut arrêté le projet d'une expédition en Écosse, jugée non seulement utile, mais nécessaire. 4 régiments irlandais y furent destinés. M. de Roquefeuil reçoit l'ordre d'armer à Brest une escadre de 24 vaisseaux ou frégates, desquels 4 vaisseaux et 1 frégate seraient détachés, sous M. du Barailh, pour escorter la flotte, tandis qu'avec le reste de l'escadre M. de Roquefeuil croiserait dans la Manche, et favoriserait le passage en attirant loin de Dunkerque ou combattant les vaisseaux anglais qui pourraient vouloir s'y opposer. La descente devait se faire dans la Tamise, le plus à portée possible de

Flatteur adroit du cardinal de Fleury, il obtient, par son influence et surtout par celle des Stuarts, d'être, le 23 février 1738, décoré de la pourpre romaine. Le nouveau cardinal est envoyé à Rome pour le conclave et réussit à faire nommer Benoît XIV (le 17 août). D'abord favorable à la cause du prétendant, il le pousse, en 1744, à sa descente hardie en Écosse; puis, en décembre 1748, il est accusé de s'être prononcé dans le conseil pour son renvoi, même par la violence. En janvier 1750, se brouille avec d'Argenson; très apprécié du roi en se prononçant contre les mesures financières de Machaut. (Voir *Guerres sous Louis XV*, t. I, p. 110.)

Londres. Les partisans du roi Jacques s'étaient engagés à envoyer à Dunkerque des officiers de marine avec des pilotes, pratiques de la rivière, pour y conduire le convoi, de même que différentes personnes affidées pour instruire M. le comte de Saxe des dispositions du pays et des mesures prises pour recevoir les troupes du roi. Il n'y avait alors en Angleterre et en Écosse que 24,000 hommes de troupes de terre et de mer, dont 3,500 à Londres, le reste répandu dans les différentes garnisons des deux royaumes.

32 vaisseaux pour le transport des troupes sont préparés en Normandie, devant tous être réunis à Dunkerque où, le 20 février, se trouvaient déjà MM. du Chayla et Langeron. La plus grande activité règne dans les ports; l'escadre de Brest met à la voile le 6 février avec ordre de se porter à hauteur de l'île de Wight, afin de bloquer les vaisseaux qu'on armait à Portsmouth et de détacher ensuite M. du Baraïlh avec ordre de se rendre à Dunkerque. M. de Roquefeuil, contrarié par les vents, eut plusieurs de ses vaisseaux qui rentrèrent à Brest, après avoir souffert du mauvais temps. Il s'avance cependant à huit ou dix lieues au sud-ouest du cap Lizard, où il est retenu jusqu'au 17. Les vents étant devenus alors un peu plus favorables, il écrivit au ministre en lui faisant pressentir que bientôt il pourrait se rendre à sa destination et M. du Baraïlh à la sienne, ce qui engagea M. d'Argenson à mander, le 20 février, à M. de Saxe de se mettre en chemin le 22 sur Calais, où il devait rester, sans se faire connaître, jusqu'à l'arrivée de M. du Baraïlh, et n'aller à Dunkerque qu'au moment où tout serait prêt pour l'embarquement (1).

M. d'Argenson adresse, en même temps au comte de Saxe l'état des troupes et des officiers généraux destinés à passer sous ses ordres en Angleterre, une lettre de la main du roi et un mémoire lui donnant connaissance de ses intentions sur l'importante et difficile opération dont il est chargé.

État du corps expéditionnaire. — Comte de Saxe, lieutenant général, commandant en chef; 2 lieutenants généraux : MM. de

(1) A partir de 1742, au camp de Dunkerque, on se prépara à cette expédition contre l'Angleterre, qui ne reçut un commencement d'exécution qu'en 1744. La flotte appareilla; mais, assaillie dans la mer du Nord, par une tempête furieuse, elle est obligée de regagner le port. L'expédition était manquée; débarquées, les troupes allèrent servir à l'armée de Flandre, aux siéges de Menin, d'Ypres et de Furne.

Lutteaux et du Chayla; 4 maréchaux de camp : MM. de Berenger, d'Apscher, Langeron et Rambures; 4 brigadiers d'infanterie : MM. Donges, Lorges, Mortemart et d'Hérouville; 2 aides du maréchal général de l'armée : MM. Robert et d'Espagnac; major général de l'infanterie : M. d'Hérouville; 2 aides du major de l'infanterie : MM. de Graulet et Bernier.

RÉGIMENTS.		COLONELS.
Navarre (1)	4 B.	M. de Montmort.
Monaco (2)	3 B.	Prince de Monaco.
Gondrin	2 B.	M. de Rouillère.
Eu (3)	2 B.	M. de Chambonas.
Royal-Marine (4)	1 B.	M. de Lorges.
La Cour au Chantre (5)	2 B.	M. de la Cour au Chantre.
Soissonnais (6)	1 B.	M. de Donges.
Bauffremont (7)	1 B.	M. de Lislenois.
	16 B.	
Dauphin-dragons	4 E.	M. de Puyguyon.

Canonniers de la marine, maîtres canonniers et canonniers.

Toutes ces troupes devaient s'embarquer avec leurs armes, bagages, tentes et marmites, et les dragons en outre avec leurs selles, brides et bottines, leurs chevaux devant rester à Dunkerque. Un trésorier, un fourrier, un commis de la poste, un hôpital avec tout son service, un brigadier et six cavaliers de la maréchaussée, étaient destinés à cette petite armée.

Le comte de Saxe arrive à Calais le 23 février. Dès le 25, Dunkerque renfermait dans son port 24 bâtiments de transport frétés, et le même jour il en arrivait 4 autres à Gravelines. Les brumes et

(1) V. nº 4.

(2) V. Flandre, nº 10.

(3) V. nº 20.

(4) V. nº 44. — Depuis 1741, à l'armée d'observation de Flandre.

(5) V. nº 62. — Si ce régiment suisse refuse de s'embarquer, il sera remplacé par Languedoc ou Royal-Corse. Son 3e B. rétabli le 22 septembre 1743.

(6) Supprimé le 25 novembre 1743.

(7) Incorporé dans Rochefort, 10 mars 1749; puis dans Poitou, nº 14, le 10 décembre 1762.

les vents les y retinrent jusqu'au 27, qu'ils entrèrent à Dunkerque.

On était aussi impatient à Versailles qu'à Dunkerque de voir arriver le moment de l'opération, et M. de Maurepas envoya l'ordre de commencer l'embarquement des troupes, même avant l'arrivée des vaisseaux du roi. L'escadre de M. de Roquefeuil avait souffert des avaries; plusieurs de ses vaisseaux se trouvaient encore en radoub ; il ne lui en restait plus que 18, dont 5 se sépareraient sous les ordres de M. du Barailh. Tout annonçait du retard dans la marche et de la diminution dans les forces de mer.

Dès le 1er mars, quelques B. montèrent sur des bateaux pêcheurs et des bélandres pour se rendre à bord dans la rade, mais le vent contraire les obligea de mouiller à la tête des jetées, et c'est le 3 qu'une partie des embarqués put arriver aux bâtiments de transport. Le reste fut retenu dans le chenal, et M. le comte de Saxe, qui venait d'arriver à Dunkerque, prévenu que les vents qui régnaient pouvaient être de longue durée, et voyant que les troupes souffraient beaucoup dans les bélandres, fit débarquer celles qui n'avaient pu rejoindre les transports. D'ailleurs, il ne savait pas ce qu'il pouvait attendre de MM. de Roquefeuil et du Barailh. Il ignorait que l'escadre entière avait mouillé le 28 février par le travers de l'île de Wight et que M. du Barailh, en ayant été détaché le même jour avec 4 vaisseaux et 1 frégate, arrivait le 29 à Calais. Au contraire, les nouvelles d'Angleterre lui apprenaient que, tant dans la Tamise qu'aux dunes, se tenaient à l'ancre 6 à 7 vaisseaux de guerre, et dans la Manche un grand nombre de gardes-côtes, de frégates et de sloops; qu'outre cela, les Anglais posteraient sous peu de jours plusieurs vaisseaux dans le bassin de Chattam, et qu'une grande quantité de bâtiments marchands, de 40 à 50 canons, seraient répandus depuis Gravesend jusqu'à la Tour de Londres. Ces nouvelles inquiétèrent le comte de Saxe pour la sûreté du passage; il ne regardait pas M. du Barailh, avec les 4 vaisseaux et la frégate destinés à le protéger, comme en état de résister aux forces des Anglais. Le comte de Saxe, en faisant part à Versailles de ses craintes à ce sujet, ne dissimula pas celles qu'il concevait sur le peu de succès de l'entreprise et sur la nécessité de l'abandonner, si, en arrivant en Angleterre, on n'était pas appuyé comme on comptait l'être, ou si le parti du roi Jacques se trouvait réduit à un petit nombre de combattants.

A l'égard de l'expédition de milord Maréchal, M. de Saxe trouvait préférable de la faire en même temps que celle dont il était chargé, espérant produire une diversion favorable; tandis qu'aussi éloignée qu'elle paraissait l'être, on serait déjà maître de Londres, ou obligé de rentrer dans les ports de France, avant qu'il fût question d'en faire sortir milord Maréchal, et que d'ailleurs les Anglais auraient tout le temps ou de le bloquer à Dunkerque ou de se mettre en état de s'opposer à son passage. On continua néanmoins d'embarquer les troupes en attendant l'arrivée de M. du Barailh, qui n'entra dans le port de Dunkerque que le 2 mars. Mais, dans la nuit du 6 au 7, il s'éleva une tempête si violente que 11 bâtiments ou bélandres furent jetés à la côte, chargés de troupes, et mis hors d'état de servir (1). Plusieurs soldats périrent, et l'on eut de la peine à sauver ceux qui restaient dans ces bâtiments, la tempête, qui dura toute la journée, empêchant de les secourir. M. de Saxe envoya sur-le-champ le long des côtes des chariots attelés pour venir en aide aux officiers et soldats; il s'y transporta lui-même. Il fallut ensuite songer à réparer ce malheur en faisant usage de divers navires anglais à ce moment dans le port, mais cette opération demandait beaucoup de temps.

Le 8 au matin, un capitaine marchand envoyé aux dunes pour

(1) Voici la liste de ces 11 bâtiments avec l'indication des troupes qu'ils transportaient et de ce qui avait péri :

Le *Saint-Raymond*, de Nantes, 12 compagnies du régiment de Monaco (rien de perdu). — Le *Barentin*, de la Rochelle, 12 compagnies du régiment de Gondrin (équipages et armes perdus). — L'*Embuscade*, du Havre, 6 compagnies de Royal-Corse (équipages et effets d'artillerie perdus). — La *Reine des anges*, de Dieppe, 5 compagnies du régiment de Languedoc (équipages et effets d'artillerie perdus).— Le *Victorieux*, de Dieppe, 5 compagnies du régiment de Languedoc (rien de perdu). — L'*Angélique-Madeleine*, de Dieppe, la demi-compagnie du régiment de Jenner (équipages perdus). — La *Galère du détroit*, de Dunkerque, la compagnie colonelle du régiment de Diesbach et celle de Bachmann (rien de perdu). — Un bateau pêcheur, une demi-compagnie du régiment de Jenner (rien de perdu). — Une bélandre, la demi-compagnie de Bude, du régiment de la Cour au Chantre (Suisse) (rien de perdu). — Une bélandre, la demi-compagnie d'Artmans, du régiment de la Cour au Chantre (rien de perdu). — Une chaloupe canonnière du roi (non chargée de troupes).

On voit d'après cette énumération que, tout en embarquant le régiment de la Cour au Chantre, on avait aussi destiné à l'expédition d'Angleterre ceux de Languedoc et Royal-Corse, ainsi que le régiment suisse de Diesbach.

y prendre des informations, apprit que l'amiral Norris y était avec son escadre; il a même reconnu le vaisseau amiral. On a lieu de croire, par les renseignements transmis au ministre de la marine, que, les vents contraires ayant obligé M. de Roquefeuil de s'éloigner le 3 mars des côtes de l'Angleterre, l'amiral Norris avait profité de ce moment pour sortir de Portsmouth et gagner les dunes, et que M. de Roquefeuil, de son côté, avait fait voile vers le cap Blanchet, où le ministre lui avait indiqué sa croisière et où il arriva le 4, souffrant beaucoup des avaries éprouvées et n'ayant avec lui que 13 vaisseaux : les autres, maltraités précédemment par la tempête, ne l'ayant pas encore rejoint. Le comte de Saxe, voyant le peu de forces de M. du Barailh, et instruit par des officiers de l'escadre même de la mauvaise composition des équipages et du peu de vivres embarqués, ne put s'empêcher d'en témoigner sa surprise au roi et ses inquiétudes sur les malheurs qui pouvaient résulter du peu de précautions prises pour fournir des subsistances à ses troupes, si quelque autre obstacle les empêchait de débarquer et les forçait de courir les mers avant de pouvoir rentrer dans les ports de France. Néanmoins, quelque effrayante que fût la situation, il continuait de faire ses dispositions pour être en état de mettre à la voile lorsque les vents le permettraient.

Mais bientôt le roi, instruit des circonstances embarrassantes où il se trouvait, et ayant reçu la nouvelle des malheurs arrivés dans la Méditerranée aux escadres combinées de France et d'Espagne, abandonna ses projets de descente en Angleterre. En conséquence, le comte de Saxe reçut une nouvelle lettre de M. d'Argenson, datée du 8 mars, par laquelle ce ministre lui manda qu'attendu les vents contraires, l'arrivée de l'amiral Norris avec 25 vaisseaux de guerre, les précautions prises par les Anglais en avançant des troupes sur leurs côtes et le défaut de nouvelles des partisans qui avaient promis de seconder le débarquement et d'exécuter la révolution, l'intention du roi était de différer l'entreprise jusqu'à un autre temps, et de débarquer les troupes, en prévenant M. le prince de Galles des motifs impérieux qui déterminaient le roi à prendre cette décision, en attendant que les circonstances lui permissent de reprendre le projet. Aussitôt instruit des intentions du roi, il donna ses ordres pour le débarquement des troupes; mais les vents continuèrent d'être si violents que, le 11 et le 12, 8 bâti-

ments furent encore jetés à la côte ou repoussés dans le port (1). Le petit nombre de ceux qui restaient en rade, battu par la tempête, souffrit beaucoup. Le 13, le calme revenu, tous rentrèrent dans le port. Les troupes débarquées furent réparties à Bergues, Gravelines et Calais. Il en resta 12 B. à Dunkerque.

Charles-Édouard fut obligé de renoncer, pour cette année, à ses espérances. M. de Saxe revint à Paris le 21 mars, avec M. du Chayla; il est nommé maréchal de France le 26 mars 1744. Quant au comte de Roquefeuil, lieutenant général, âgé de quatre-vingts ans, il mourut subitement en mer, à bord de son vaisseau.

Louis XV n'accordait plus qu'une attention distraite aux malheurs ou aux succès de Charles-Édouard, qui, abandonnant la cour, se rendit au château de Navarre près d'Évreux, chez le duc de Bouillon. Loin d'espérer quelque appui du gouvernement, il résolut seul de tenter encore une fois la fortune. Les mécontentements en Angleterre étaient loin de s'éteindre, la maison de Hanovre n'avait point gagné de partisans; l'intérêt que le malheur inspire, l'irritation des Écossais depuis l'union de leur pays (2), favorisaient

(1) Voici les noms de ces bâtiments avec l'indication des troupes qu'ils portaient :

Rentrés dans le port : la *Catherine*, de Bayonne (la compagnie de Vevay et celle de Saglio, du 1er B. de Diesbach) (Suisse). — Le *Hareng couronné*, de Dunkerque (les 2 compagnies de la Pierre, du 2e B. de Diesbach (Suisse). — La *Fauvette*, de Brest (4 compagnies des 1er et 2e B. de la Cour au Chantre (Suisse). — La *Comtesse de la Rivière*, de Saint-Malo (8 compagnies du 3e B. de Monaco; officiers et domestiques). — Le *Saint-Honoré*, de Marseille (il n'y avait point de troupes embarquées).

Échoués sur la côte : le *Saint-Barthélemy*, du Havre (4 compagnies de Royal-Corse; 2 soldats se tuèrent par trop de précipitation à vouloir se sauver). — La *Sirène*, de Nantes (9 compagnies du régiment de Soissonnais). — La *Victoire*, du Havre (8 compagnies du régiment de Soissonnais).

(2) L'Écosse, depuis qu'elle avait été réunie à l'Angleterre (en 1603) par l'avènement de Jacques VI, fils de Marie Stuart, au trône de la Grande-Bretagne, le fut plus intimement encore en 1707 par la reine Anne, qui réunit l'Angleterre et l'Écosse sous un même Parlement. L'Écosse néanmoins se regardait comme une conquête, et elle regrettait sa fière indépendance. Quant à l'Angleterre, elle était en proie à des convulsions intérieures inquiétantes. Les jacobites se montraient sans affection pour la maison régnante, le peuple ployait sous le fardeau de taxes s'aggravant de jour en jour, et les hommes les plus considérables du pays n'attendaient qu'une occasion. Le roi d'Angleterre était en Allemagne, l'Écosse dégarnie de troupes, les montagnards toujours prêts à la révolte, bien qu'un grand nombre eussent été formés en régiments et envoyés en Flandre.

la pensée de replacer sur le trône l'héritier de leurs anciens rois. Charles-Édouard, instruit de ces dispositions, accueillit les projets d'un riche armateur de Nantes, Walsh, Irlandais d'origine, qui lui offre un vaisseau et un brick (1). Il met ses joyaux en gage, achète des armes, se dérobe du château de Navarre et, le 2 juillet, accompagné de huit ou dix de ses partisans, s'embarque à Saint-Nazaire sur un bateau pêcheur pour rejoindre à l'ancre la *Dentelle,* qui devait naviguer avec l'*Élisabeth*, petit bâtiment de 18 canons. Il attendit jusqu'au 13 à Belle-Isle le vaisseau l'*Élisabeth*, qui portait ses munitions. Au bout de deux jours de route, l'*Élisabeth* est rencontrée par le *Lion*, vaisseau anglais commandé par le capitaine Brett, depuis lord Percy. Le combat s'engage; tous deux maltraités, ils cessèrent de se battre à la nuit tombante et rentrèrent dans leurs ports respectifs. Le prince, échappant ainsi à la poursuite, gagne les Hébrides (2) et met le pied sur le sol d'Écosse dans l'île d'Eriska (3), le 18 juillet 1745. Lorsqu'ils le virent débarquer sans armes, sans argent, sans secours étrangers, ses anciens amis hésitèrent; mais il n'en fut pas de même des montagnards. Il gagne sur la côte de Lochaber un endroit presque désert du nom d'Ardnamurchan; Cameron de Lochiel, chef du canton, se déclare pour lui, et en peu de temps Charles-Édouard comptait autour de sa personne plus de 1,500 montagnards dévoués à sa fortune. Il les arme des fusils et des sabres qu'il avait apportés, marche sur Dunkeld, y déclare son père roi, le 3 septembre. Entré dans Perth, il rassemble la bourgeoisie sous les armes, tandis que le peuple rangé en haie autour de lui pousse des cris de joie et des acclamations; sa proclamation est répandue à deux heures après midi, il

(1) « Que ne tentez-vous de passer sur un vaisseau vers le nord de l'Écosse ? » avait dit un jour le cardinal de Tencin au jeune Charles-Édouard dont il encourageait les projets. « Votre présence pourra vous former un parti et une armée, la France sera obligée de vous donner des secours. » Conseil téméraire qui fut un moment sur le point d'être justifié par le succès.

(2) Hébrides, nom général sous lequel on comprend toutes les îles qui couvrent la côte occidentale de l'Écosse, depuis la presqu'île de Cantire, vis-à-vis de l'angle N.-E. de l'Islande jusqu'à la hauteur du cap Wrath, qui termine l'Écosse au N.-O. Il faut lire la description de M. Montalembert (*Moines d'Occident*).

(3) Eriska ou Eriskay, une des îles Hébrides (Écosse), entre l'île de South-Wist et celle de Barra.

harangue le prévôt et les magistrats, puis se rend à la maison de ville où sont frappées des médailles en or et en argent. Le soir de cette réception, il renvoie en France sa frégate avec des dépêches pour Versailles. Le prince Édouard, rejoint par le duc de Perth, le vicomte Strathallan, Georges Murray et lord Nairn, marche sur Édimbourg le 16 septembre; le lendemain 17, la ville ouvre ses portes. Il s'établit dans le palais d'Holy-Rood-House, se proclame régent des États de son père, promet de rompre l'union et de réparer tous les griefs dont se plaignait l'Écosse.

A peine maître d'Édimbourg, Édouard, apprenant que l'ennemi s'avance, rassemble toutes les troupes disponibles et marche vers les Anglais. Il ne se donne ni le temps ni la peine de faire venir ses canons de campagne, sachant même qu'il y en avait 8 dans l'armée anglaise; rien ne l'arrête; il rencontre l'ennemi à Preston-Pans, range son armée en bataille, rempli de l'idée qu'il devait vaincre. Avant d'engager le combat, il remarque un défilé par où les Anglais pouvaient se retirer et l'occupe avec 500 montagnards. Le signal de l'attaque est donné. Les Hihglands (1) reçoivent le feu sans s'ébranler. Après leur décharge de mousqueterie, ils jettent leurs fusils, se précipitent en avant avec fureur, leur poignard à la main. Leur choc fut si impétueux que les Anglais bientôt culbutés plièrent de tous côtés sans résistance. 800 furent tués, ceux qui voulurent s'échapper par l'endroit que le prince avait prévu furent faits prisonniers au nombre de 1,400. Tout tomba en son pouvoir; il se créa une cavalerie avec les chevaux ennemis. Peu de jours après, 1 vaisseau français et 1 espagnol abordaient heureusement, apportant de l'argent et de nouveaux secours. La victoire du 2 octobre à Preston-Pans (2) livrait à

(1) Pour uniforme, ils avaient le traditionnel costume; pour armes, le fusil (aussitôt jeté à terre après la première décharge), la claymore (épée nationale), un pistolet et le bouclier classique. Comme stratégie, comme tactique, ils ne connaissaient que la charge à pied furieuse, la course à l'ennemi, assurant la victoire au premier choc ou bien les livrant épuisés à la dislocation complète, à une déroute sans ralliement possible. Résignation passive ou audace illimitée, tel est leur caractère. Guerrière, mais non militaire, telle était l'armée du dernier des Stuarts.

(2) V. les récits de Walter-Scott dans *Waverley*, tous historiques, pris aux sources, ainsi que dans ses *Thales of grand father; History of rebellion* (Home); *the Highlands by John Drummond,* brigadier, colonel de Royal-Écossais; *Lockart papers.*

Charles-Édouard l'Écosse presque tout entière, à l'exception du château d'Édimbourg et de Stirling. Son armée, d'environ 22,000 hommes, s'augmentait tous les jours et était prête à entrer en Angleterre.

La nouvelle de l'entrée de Charles-Édouard à Édimbourg et de sa victoire sur les troupes anglaises avait sérieusement alarmé le cabinet de Saint-James. George II s'empresse de rappeler son fils, le duc de Cumberland, le héros de sa famille, prince aimé des troupes, qui excusent volontiers tous les défauts d'un général, même la cruauté, en faveur du courage. Le duc avait récemment prouvé à Fontenoy (10 mai 1745), par la hardiesse et l'habileté de ses manœuvres, qu'il ne fallait rien moins que le maréchal de Saxe pour le vaincre. En France, le ministère est supplié de tous côtés de favoriser cette entreprise qui nous était utile. Le gouvernement, entraîné, consentit à assembler un corps d'armée sur les bords de la mer pour une expédition sérieuse que le duc de Richelieu devait commander. L'embargo est mis sur tous les bâtiments marchands des ports de la Manche; 11,000 hommes et un train considérable d'artillerie attendent sur les côtes de Picardie l'instant de s'embarquer. Richelieu compose son état-major.

En attendant que l'expédition mît à la voile, le marquis d'Éguilles (1), accrédité près du prince régent des trois royaumes, reçoit l'ordre d'équiper à la hâte un premier bâtiment pour porter aux

(1) Le marquis d'Éguilles, fils de Boyer d'Éguilles, procureur général au parlement de Provence, chevalier de Malte, officier sur les galères de France, avait deux frères au service dans les troupes du roi. A relaté les péripéties de son voyage dans un mémoire adressé à Louis XV (dans les *Archives littéraires de l'Europe*, 1804). Embarqué à Dunkerque, le 6 octobre 1745, pour rejoindre le prince, le marquis Éguilles, fut pris à la suite de l'affaire de Culloden, resta dix-huit mois en captivité, craignant à tout instant pour sa vie. Sur les sollicitations du marquis d'Argens, également d'Aix, il fut mis en liberté à la demande du roi de Prusse, qui donna en échange des prisonniers autrichiens.

Le chevalier Évrard Falkener, ci-devant ambassadeur à Constantinople, attaché au duc de Cumberland, était l'ami de Voltaire, qui lui écrit, en date du 13 juin 1746 : « Vous avez l'avantage d'avoir parmi vos prisonniers de guerre un gentilhomme français, le marquis d'Éguilles, frère du généreux et spirituel fou qui a écrit les *Lettres juives*. Lui aussi est plein d'esprit comme son frère, mais un peu plus sage. Je crois que personne ne mérite davantage votre amitié. Je vous le recommande de tout cœur. »

jacobites quelques secours d'argent et d'armes avec les promesses officielles de la France. Il avait mis à la voile le 7 octobre, à Dunkerque. Parvenu à la hauteur de l'Écosse, il se croit brisé contre les récifs; puis à la pointe du jour, presque surpris au milieu d'une escadre anglaise par la mer agitée, il s'échappe et débarque dans la rade de Montrose des armes et des munitions.

Ce fut vers la fin de novembre 1745 que le roi prit la résolution de faire passer en Angleterre, sous les ordres de M. de Richelieu, un corps formé de 18 B. et de plusieurs régiments de cavalerie (1). Le maréchal de Saxe devait favoriser cette expédition par des démonstrations qui empêchassent les Hessois et les Hanovriens de repasser en Angleterre comme tel était leur projet.

Une lettre de M. d'Argenson au maréchal de Saxe, du 23 décembre 1745, dit : « M. de Richelieu part demain d'ici pour Dunkerque. Il prend cette route pour voir par lui-même la disposition des préparatifs qui s'y font pour l'embarquement, et de là il se rendra à Gand auprès de vous pour traiter tous les points de son entreprise avec vous. »

Cinq jours après, le 28 décembre, le maréchal écrivait au ministre : « M. de Richelieu est arrivé hier au soir et est reparti ce matin. J'ai envoyé ordre à M. de Contades de se rendre à Calais, parce que M. de Richelieu me l'a demandé, et que j'ai cru la chose trop importante pour ne pas passer sur quelque considération, etc. »

M. d'Argenson (2) avait signé, le 24 octobre 1745, avec M. O'Brien,

(1) *État des troupes destinées à passer en Angleterre :*

Régiments : Crillon (voir Bretagne, n° 29), 3 B., de Crillon, colonel; Royal-Écossais (voir dans Bulkley, n° 77), 3 B., de Courtenvaux, colonel, puis M. de Puysigneux en 1746; Orléans (voir n° 27), 2 B., de Bourdeille, colonel; Biron (Wallon) 1 B., de Rohan-Rochefort, colonel; Beauvoisis (voir n° 41), 1 B., de Lugeac, colonel; Irlandais, 6 B., de Balleroy, colonel; milices, 2 B., duc de Fronsac, colonel. — Total : 18 B.

Dragons : Septimanie (voir n° 17), 5. E.; Fitz-James, 4 E., duc de Fitz-James, colonel. — Total : 9 E.

L'armée française avait déjà pris ses quartiers d'hiver, aux ordres de M. le duc de Richelieu et milord Clare, depuis Dunkerque jusqu'à Boulogne.

(2) Dans sa retraite, le marquis d'Argenson, devenu l'avocat attitré des Stuarts, composa en 1749 une tragédie anglaise à l'imitation de Shakespeare, en cinq actes et en prose. Cette œuvre bizarre avait pour titre *la Prison de Charles-Édouard*

chargé des affaires du vieux prétendant en France, un traité secret par lequel Louis XV reconnaissait Charles-Édouard pour prince régent d'Angleterre et d'Écosse.

Ce traité de Fontainebleau accordait immédiatement un corps de troupes; des secours étaient en outre promis de Suède, d'où ils devaient arriver sur les vaisseaux frétés à Gothembourg en vue du transport des officiers et soldats recrutés par M. d'Heguerty pour le régiment de Royal-Suédois. Le premier convoi, composé de 400 hommes de Royal-Écossais, plus 200 de la brigade irlandaise, 6 pièces d'artillerie, mit à la voile sur la *Renommée* et l'*Espérance* le 26 novembre, et prit terre en Écosse le 7 décembre, entre Berwick et Édimbourg. Ce petit corps, avant de rejoindre le gros de l'armée d'Édouard, contribua au succès que lord Gordon remporta, le 31 décembre, sur lord Loudon devant Aberdeen.

Pendant l'hiver de 1745-1746, on enrôla des Suédois pour l'Écosse, mais les gelées arrêtèrent leur départ.

Partie d'Édimbourg, l'armée jacobite avait pris le chemin de Carlisle, dont elle s'était emparée, puis s'avançait par Manchester jusqu'à Derby. Les avant-postes du prince ne se trouvaient donc plus qu'à quarante lieues de Londres, quand, dans un conseil de guerre, lord Murray (1) et les chefs décidèrent la retraite sur Édimbourg, vu la force numérique des ennemis. C'est alors qu'arrivèrent de France à Montrose lord John Drummond avec son régiment de Royal-Écossais (2), 2 E. de Fitz-James et des piquets de la brigade irlandaise avec Gally à leur tête. Ce secours permit à Charles-Édouard d'augmenter la garnison de Carlisle, de marcher sur Stirling par Giasco et d'aller attaquer le château d'Édimbourg. C'est aussi dans cette retraite que fut livré le combat heureux de Clifton-Enclosures.

Stuart. C'était en même temps une apologie du prétendant, une critique de certaines clauses du traité d'Aix-la-Chapelle et une satire violente de Tencin, Noailles, Maurepas, du comte d'Argenson et du marquis de Puysieulx.

(1) Milord George Murray, qui conseilla et fit décider cette retraite de l'armée en marche vers Londres, est le fanatique dévoué qui, au milieu des phases de cette campagne, ne désespéra jamais.

(2) Royal-Écossais, à 3 B., incorporé dans Bulkeley, n° 77, par ordonnance du 21 décembre 1762; Dillon (voir n° 79), 1 B.; Lally, incorporé dans Bulkeley, n° 77, par ordonnance du 21 décembre 1762; Bulkeley (voir n° 77), 1 B.; Clare (voir n° 78), 1 B.; Berwick (voir n° 84), 1 B.; Rooth (voir n° 83), 1 B.; Septimanie (voir

Tandis que le prince Édouard remontait vers le nord, Carlisle assiégée fut contrainte de capituler le 30 décembre. Le prince Édouard, continuant sa retraite, séjourne huit jours à Glasgow et se dirige sur Stirling. A la nouvelle de l'investissement de cette place, Hawley quitte Édimbourg, où ses troupes étaient cantonnées, et le prince marche de Torwood à sa rencontre jusqu'aux marais de Falkirk. Le 14 janvier, l'armée anglaise se composait de 2 régiments de dragons présents à l'affaire de Glasmur, de 14 régiments d'infanterie venus de Flandre, et de miliciens : environ 12 à 13,000 hommes. Les Écossais, dont le nombre ne dépassait pas 8,000, combinèrent leur ordre d'attaque de façon à ne pas être débordés : leur infanterie en première ligne; les milices et montagnards, soutenus de 2 régiments, en seconde ligne. La première ligne des Écossais présentait un effectif de 4,000 montagnards; la seconde ligne était formée d'environ 3,000 combattants du pays plat, soutenus par lord Jean Drummond, et de 4 à 500 cavaliers sur les ailes. Favorisés par une pluie violente que le vent poussait au visage des Anglais, les Écossais se précipitèrent sur eux sans tactique. La cavalerie anglaise, renversée, se rejeta sur l'infanterie, qui prit la fuite vers son camp. Le prince Édouard l'y suivit et s'en empara. Mais si ces succès partiels faisaient beaucoup pour la gloire militaire du prétendant, ils ne servaient que faiblement ses intérêts. Quelques poignées d'hommes échappés aux croisières anglaises, des munitions et un peu d'argent, voilà tout ce qui lui arrivait de France : le cabinet de Versailles avait déjà réellement abandonné la cause des Stuarts. Le 15 février 1746, le maréchal de Saxe écrivait à M. d'Argenson : « M. d'Hérouville m'est venu joindre hier; il m'a apporté une lettre de M. le maréchal de Richelieu, qui m'annonce son départ pour Paris et les obstacles insurmontables qui se sont trouvés à l'exécu-

n° 17), licencié en 1762; Fitz-James, propriété de Charles, duc de Fitz-James. Son origine est le régiment du Roi-d'Angleterre, formé en septembre 1691, par Jacques II, avec des émigrés anglais, et placé sous le commandement de Dominique Sheldon. Passé au service français, le 15 février 1698, sous le titre de Sheldon-Irlandais. On y avait incorporé un autre régiment de cavalerie irlandaise, qui servait sous le titre de la Reine-d'Angleterre. En 1745, s'embarque pour l'Écosse avec Charles-Édouard. Après la bataille de Culloden, les débris du régiment, revenus en Flandre, prennent part à la bataille de Raucoux, 1746; réformé le 1er décembre 1761.

tion de son passage en Angleterre. En conséquence, il me remet les troupes destinées à cette entreprise. »

Dès ce moment la situation de Charles-Édouard pouvait être considérée comme désespérée. Néanmoins il continuait de lutter avec courage. Un renfort amené par Lally lui permettant de reprendre l'offensive, il s'empare de la ville de Perth. La garnison anglaise se renferme dans le château, dont le prince forme le siège; mais il est bientôt obligé de le lever, faute de subsistances. Heureux une dernière fois dans un combat contre le général Hawley, il se voit à la fin poursuivi et serré de près par l'armée du duc de Cumberland, qui s'avançait jusque dans les plaines de Culloden entre Nairn et Inverness. Le duc passe le Spey (1) le 12 avril, et le 27 il se trouvait en présence des Écossais à Culloden-House près d'Inverness. Le prince Édouard, malgré les conseils de son entourage, qui lui représentait l'état de détresse de son armée, épuisée par les fatigues, la faim et la désertion, résolut de livrer bataille. La déroute des Écossais fut complète. Le prince, légèrement blessé lui-même, dut se dérober par une fuite rapide à la poursuite du vainqueur. Les Anglais firent de nombreux prisonniers, soit sur le champ de bataille, soit pendant les jours qui suivirent cette affaire mémorable (2).

Le 8 mai, plusieurs chefs de clans écossais s'étaient réunis à Mortlaig pour former une ligue de résistance contre les Anglais. Il avait été convenu de faire un dernier effort pour lever dans chaque clan autant d'hommes valides qu'il en pouvait fournir à la défense

(1) Cette rivière prend sa source dans le comté d'Inverness, se jette dans le golfe de Murray, à 15 kil. d'Elgin.

(2) *Officiers français prisonniers :* Stapleton, brigadier; colonel de Berwick; marquis d'Éguilles, capitaine de marine.

Régiment de Fitz-James : Mac-Donald, mestre de camp; François Nugent, Patrice Nugent, Thomas Bagot, Marc Bagot, capitaines; Barneval : Cooke; Nugent, lieutenant.

Royal-Écossais : Louis Drummond, colonel; Odon de Clinchant, Charles Douglas, d'Hostowe, capitaines; Booth, Jacques Nairn, d'Iccoson, Perkeins, Saint-Léger, Kennedy, Moore, d'Amaric, lieutenants.

Dillon : Cusac, Richard, Bourg, Édouard Nugent, Dillon, capitaines; Macdonough, Burke, Glaskau, Fox, lieutenants.

Berwick : Nicolas de Lahoide, Patrice Clarck, capitaines; Goold, Oreyly, Okeeffe, lieutenants.

du prince et du pays, et on avait fixé à huitaine la réunion de ces forces dans les diverses localités d'où elles devaient converger sur un même point : Lochiel, Glengary, Clantanald, Stewarts-of-Appin, Keppoch, Barisdale, Mac-Kinnons et Mac-Donnald, devaient s'assembler, le jeudi 15 mai, à Auchnicarry et dans les vallées de Lochaber. Les autres clans avaient aussi leur rendez-vous, mais ce dernier essai de résistance échoua devant la marche rapide et victorieuse des troupes du duc de Cumberland.

Alors commence pour Charles-Édouard cette fuite légendaire, dont les récits paraissent empruntés au plus invraisemblable des romans. Tant d'héroïsme et de hardiesse avaient attiré l'admiration de l'Europe et ont fait dire à Frédéric « qu'un enfant débarqué en Écosse, sans troupes, sans ressources, sans secours, força le roi George à rappeler ses Anglais, qui défendaient les Flandres, pour soutenir son trône ébranlé. » Quelle gloire pour le peuple écossais d'avoir porté si haut le culte de la foi monarchique !

Charles-Édouard, proscrit et poursuivi, fut réduit à errer d'île en île, ne devant son salut qu'à la fidélité des Highlanders, qui le dérobaient aux recherches de ses ennemis et de ceux qui cherchaient à s'emparer de sa personne pour recevoir l'énorme somme d'argent promise en récompense. Dans le cours de ses pérégrinations aventureuses, l'île de Skye servit plus d'une fois de retraite au prétendant, qui, comme il le disait lui-même, savait qu'une fois

Rooth : Macdermot, Saint-Clair, capitaines ; Dudley Macdermot, Taff, lieutenants.

Bulkeley : Commerdord, capitaine ; O'Donnel, lieutenant.

Lally : Stack, Murphy, capitaines ; Suiny, Grant, Sarsfield, lieutenants.

Clare : Bourg, capitaine ; Goold, lieutenant.

Languedoc : Douglas, capitaine.

Isle-de-France (milice) : O'Brian, capitaine.

2e *B. de Paris* (milice) : Garvey, capitaine.

Lowendal : Dehau, capitaine.

Carcassonne (milice) : Perreire, capitaine ; de Saussay, ingénieur ; d'Andrion, officier d'artillerie ; Gourdon, aumônier ; Barret, chirurgien ; Kindelan, colonel du régiment espagnol de Ulloncé ; Chreagh, colonel du régiment espagnol de Uttonia ; enfin quantité de soldats transportés à New-Castle, sans compter les blessés, les malades, et ceux réfugiés dans les montagnes, qui se rendirent aux Hessois.

Une des clauses de la capitulation était de recevoir prisonniers de guerre les 222 soldats français pris en Écosse les armes à la main.

à Strath, dans le pays du chef des Mac-Kinnons, il se trouvait en sûreté et ne serait pas trahi.

Il y arriva au mois de juin 1746, accompagné de Malcolm-Mac-Lead, en qui il avait placé toute sa confiance. Charles-Édouard avait pris un déguisement à l'aide duquel il espérait passer pour le serviteur de Malcolm; mais à peine eut-il mis le pied sur le territoire de Strath, qu'il fut reconnu par deux Mac-Kinnons, qui le saluèrent en fondant en larmes. Le prince les appela, se nomma, et ils gardèrent religieusement le secret. Malcolm conduisit le prince à Ellagol, près de Kilmarie, où demeurait un certain John Mac-Kinnon, qui, ayant épousé sa sœur, se chargea de procurer au fugitif un bateau pour quitter l'île de Skye. Le vendredi 4 juillet, entre huit et neuf heures du soir, John Mac-Kinnon et le vieux chef de clan sir Lauclane Mac-Kinnon of Strath (1) accompagnèrent Charles-Édouard jusqu'au rivage.

Cependant la visite de Charles-Édouard à l'île de Skye n'avait pas tardé à s'ébruiter. Lord Kinnon fut arrêté au moment où il venait de conduire le prince proscrit à la barque qui devait le transporter de l'île de Skye sur les côtes d'Écosse, où l'attendaient les vaisseaux français, l'*Heureux* et le *Prince de Conti*. Malcolm, ayant avoué la part qu'il avait prise à l'embarquement du prince, fut aussi arrêté et emmené à Londres, où il resta en prison jusqu'au 1er juillet 1747.

Après une traversée qui présenta des dangers de toutes sortes, les fugitifs débarquent à un endroit appelé Little-Mallag, au sud de Loch-Nevis in Moidart. Ils y restent trois jours cachés dans les montagnes, pour échapper aux troupes qui parcouraient le pays. Charles-Édouard, ayant en vain fait appel à l'hospitalité du chef de Clanranald, se dirigea vers la demeure de Mac-Donald of Morar, dont le château avait été brûlé, et qui habitait une petite maison du voisinage. Morar avait été lieutenant-colonel dans le régiment de Clanranald. Il reçut le prince avec cordialité et le conduisit dans une retraite assurée; mais la fidélité de Morar ne tarda pas à paraître

(1) Mac-Kinnon (William-Alexander), chef du clan, petit-fils de sir Lauchlane Mac-Kinnon of Strath, arrêté après le départ de Charles-Édouard, condamné à mort, et qui ne fut pas exécuté, est le père de la duchesse de Gramont, mariée le 27 décembre 1848.

chancelante à Charles-Édouard et à ses compagnons, qui s'éloignèrent et allèrent à Borodale demander asile et protection au vieil Æneas Mac-Donald. Enfin Charles-Édouard put réussir à joindre un des 2 vaisseaux envoyés à sa recherche; il s'embarqua à Locknannagh le 17 septembre; il arrive à Roseau, près de Morlaix, le 10 octobre à la faveur d'un brouillard épais qui lui permet de traverser, sans être aperçu, la flotte anglaise et de débarquer au petit port de Saint-Pol de Léon. Telle fut la fin de cette aventureuse expédition, dernier effort national d'une population armée pour reconquérir son indépendance. Les vaincus furent traités sans pitié, et à partir de ce moment la vengeance devint proportionnée aux craintes qu'on avait eues. La malheureuse Écosse, punie avec la dernière rigueur de son attachement aux Stuarts, vit bientôt disparaître sous l'oppression anglaise l'antique organisation des clans montagnards.

Cette tentative avortée marque aussi pour la France une date malheureuse, celle de l'effacement de notre puissance maritime. Si, à Brest, il eût été possible de disposer d'une flotte comme celle qui venait de livrer le combat de Toulon, la flotte de M. de Roquefeuil, suffisamment réorganisée, aurait pu occuper l'amiral Byng et jeter des troupes en Angleterre. Ces troupes, c'était le trône pour Charles-Édouard; c'était pour nous la fin de la guerre. Malheureusement Louis XV, dans sa politique, craignit de compromettre ses alliances d'Allemagne en soutenant le roi catholique d'Angleterre, et il n'osa pas risquer sa flotte, déjà morcelée. Tout espoir de provoquer une révolution en Angleterre et de renverser la dynastie régnante était perdu; mais cette tentative n'en avait pas moins servi les intérêts de la France. La colère et la rigueur du gouvernement anglais contre les jacobites s'accroissaient avec les échecs que la coalition subissait sur le continent, car, au moment où les troupes du duc de Cumberland arrivaient en Angleterre, Anvers se rendait à Louis XV.

Descendu sur la plage bretonne, Charles-Édouard ne prit que le temps de changer son costume misérable de proscrit et se mit en route pour Versailles. Le duc d'York, son frère, revenu de l'armée de Flandre où il avait servi sous le comte de Clermont, et un grand nombre de gentilshommes écossais allèrent à sa rencontre. Le roi, la reine Leczinska, amie d'enfance de sa mère, le reçurent

en lui prodiguant les consolations de l'amitié. Mais la France ne devait pas longtemps être un lieu d'asile pour le malheureux prince. L'article 5 du traité d'Aix-la-Chapelle imposa bientôt à Louis XV l'obligation d'éloigner le prétendant. Le roi lui fit proposer de l'établir à Fribourg avec le titre de prince de Galles, une compagnie de gardes et une pension considérable. Aigri par l'infortune, Charles-Édouard repoussa toutes les offres et voulut rester quand même dans le royaume. Il fallut pour l'expulser recourir à la force. On fit choix, pour arrêter le prince, de la salle même de l'Opéra ; quand, le 11 décembre 1748, il descendit de voiture en compagnie de deux seigneurs anglais pour monter dans sa loge, M. de Vaudreuil, major aux gardes, lui dit qu'il était chargé de l'arrêter au nom du roi. Dans ce moment, six sergents le saisirent par les deux bras. Cet événement interrompit le spectacle; on se demandait le crime du vainqueur de Preston-Pans, ce héros qui un instant avait fait trembler l'Angleterre, et on accusait le gouvernement de trahir envers ce prince les lois de l'hospitalité, après s'être servi de lui comme d'une arme de guerre (1). M. de Vaudreuil conduisit son prisonnier au Palais-Royal, où il fut fouillé; puis on le mena par des rues détournées à Vincennes, sous l'escorte de soldats aux gardes et du guet à cheval. Pendant ce temps, l'hôtel du prince, au faubourg de la Madeleine Saint-Honoré, était investi par M. Berrier, lieutenant général de police, qui mettait partout les scellés.

Le 15, à huit heures du matin, il part de Vincennes dans une chaise de poste, accompagné de M. le lieutenant général Perusy, officier des mousquetaires; dans d'autres voitures sont des officiers anglais attachés à sa personne (dont Mac-Donald, Mac-Eachan de l'île de Skye, le grand-père du maréchal de France Mac-Donald, duc de Tarente). On le conduit ainsi jusqu'au pont de Beauvoisin. Il avait consenti à donner sa parole qu'il quitterait la France et passerait les Alpes.

Le 19 décembre, arrivé au pont de Beauvoisin, il déclare vouloir

(1) Je crois que jamais Versailles ne pensa sérieusement à rétablir le prétendant. « Cet événement, disait Louis XV, dépend de trop de causes secondes. » Qu'on se rappelle aussi le mot du maréchal de Noailles : « Sire, si Votre Majesté voulait vraiment dire la messe à Londres, il faudrait y envoyer 30,000 hommes pour la servir. »

se rendre en Suisse, en Italie, ou en Allemagne; mais il tombe malade et reste avec la fièvre dans le cabaret de la poste, délirant et répétant, au dire de d'Argenson, les mots de « Paris » ou « paradis ». Quand il est rétabli, il traverse le Dauphiné et vient se réfugier à Avignon, où le légat du pape lui rend les plus grands honneurs. L'Italie seule restait ouverte au prince proscrit. Le sénat de Venise le repoussant, il s'établit en Toscane.

En 1753, les circonstances paraissant redevenir favorables au parti jacobite, Charles-Édouard se rendit secrètement à Londres, mais il fut bientôt obligé de retourner en Italie (1).

En 1755, la mésintelligence de la France et de l'Angleterre semble offrir une dernière chance aux jacobites. Au mois de juin, la prise des vaisseaux l'*Alcide* et le *Lys* donne le signal de la déclaration de guerre. On appelle au conseil des ministres le comte de Lally : il y expose ses plans, qui se résument en trois points : descendre en Angleterre avec le prince Charles-Édouard, abattre la puissance des Anglais dans l'Inde, conquérir leurs colonies d'Amérique. Mais le cabinet de Versailles ne se sentait pas en mesure de réaliser ces grandes conceptions contre les ennemis de la France. Le parti jacobite était à peu près dissous en 1761, lorsque George III succéda à George II. Le couronnement eut lieu à Westminster avec toute la pompe accoutumée. Le champion du roi, monté sur un cheval de bataille, jeta le gant de défi d'après les antiques usages; le gant fut relevé par une jeune fille qui disparut. Peut-être était-ce un dernier appel aux serments des jacobites encore présents à cette solennité.

En 1766, Charles-Édouard, après la mort de son père, qui lui laissait le stérile héritage de ses droits, prend le titre de comte d'Albany et continue de résider à Florence.

En 1772, les cours de France et d'Espagne, croyant utile à leur politique de ne pas laisser éteindre le nom de Stuart, négocièrent son mariage avec la princesse Louise-Maximilienne-Caroline-

(1) En cette même année 1753, le 29 octobre, Clémentine Walkenshaw, jeune Écossaise qui avait quitté son pays et sa famille pour s'attacher à la fortune du prétendant, lui donna une fille naturelle qui reçut au baptême le nom de Charlotte. Clémentine étant morte à Paris, sous le nom de comtesse d'Aberstroff, Charles-Édouard, alors à Florence, y fit venir Charlotte et la légitima en lui donnant le nom de duchesse d'Albany.

Aloïse de Stolberg-Gredern (1), née à Mons en 1752. Cette union ne fut pas heureuse et dura peu (2). Pauvre et presque oublié, Charles-Édouard mourut à Rome le 31 janvier 1788.

Le frère de Charles-Édouard, Henri-Benoît, né à Rome en 1725, d'abord duc d'York et ensuite cardinal, termina sa carrière à Venise en 1807, âgé de quatre-vingt-deux ans. Dans son testament,

(1) Son père, Gustave-Adolphe, prince de Stolberg-Guten-Gredern, né en 1722, fils de Frédéric de Stolberg et de la duchesse de Nassau-Saarbruck, fut tué en 1757 à la bataille de Leuthen : il avait le grade de général. Par une coïncidence étrange, elle descendait par sa mère, princesse de Hornes, de la race illustre de Robert Bruce, dont Charles-Edouard tenait ses droits à la couronne d'Écosse. Le mariage fut célébré, le vendredi saint de 1772, au château de Macerata, près d'Ancône, en présence d'un petit nombre de témoins. Déjà on reconnaissait difficilement le vainqueur de Preston-Pans dans un vieillard de cinquante et un ans, usé avant l'âge par l'intempérance et les malheurs; une médaille fut frappée en souvenir du mariage; une des faces portait, avec le buste de Charles-Édouard, cette légende : Carolus III, n. 1720. H. rex 1766; sur l'autre, celui de sa femme avec cette inscription : Ludovica. H. Regina. 1772.

(2) Les deux époux se séparèrent en 1780. La comtesse se retira à Rome près du cardinal d'York, son beau frère, suivie par Alfieri, qui dit d'elle : « En 1777, je vis une femme accomplie, qu'il était difficile de ne pas remarquer et, une fois remarquée, de ne pas aimer. » Dans sa dédicace de *Mirska*, il attribue tout son génie à son inspiration, car elle lui apprit à aimer et respecter la vertu. Veuve de ce dernier des Stuarts, elle devint l'amie du grand poète Alfieri (qu'elle épousa, dit-on), car ses chants l'ont immortalisée. Vers le mois de juin 1810, elle se rapprocha beaucoup de Mme de Staël (*) par sa correspondance avec Sismondi et Bonstetten. Ce fut un échange régulier de dépêches, de livres, d'amitiés entre les hôtes de Coppet et la casa Alfieri. La reine de Florence entretint même des relations diplomatiques avec cette autre reine par l'éloquence et l'esprit. Elles se virent.

(*) Staël-Holstein (A. L. Germaine Necker, baronne de), née le 22 avril 1766 à Paris, où elle est morte le 14 juillet 1817. Son père, banquier, loin de prévoir sa haute fortune politique, laissa le soin de son éducation à sa mère, dont la société de Gibbon, Grimm, Marmontel, influença ses études de littérature et de philosophie. Elle épousa en 1786 le baron de Staël-Holstein, diplomate suédois, mort à Poligny le 9 mai 1802, et à cette époque ambassadeur à Paris. Cette union d'une personne de vingt ans avec un étranger beaucoup plus âgé ne fut pas heureuse. Les différences d'idées amenèrent bientôt une séparation. Enthousiaste de la constitution anglaise, elle s'associa au grand mouvement national, tout en montrant plus tard de l'horreur contre les excès révolutionnaires. Persécutée sous l'empire, elle voyagea en Allemagne, en Italie, et se refugia à Coppet et à Genève, où elle écrivit *Corinne*, *Dix années d'exil*, ses *Essais dramatiques*. Elle appartient à l'école des coloristes par sa mise en scène. Elle eut trois enfants : Auguste, né le 31 août 1790, mort en 1827; Albert, tué en duel en 1813, et la duchesse de Broglie; plus, un fils de son second mariage en 1812 avec M. de Rocca, jeune officier de hussards.

il ordonna que son titre de Henri IX fût inscrit sur sa tombe; il se faisait traiter de Majesté. On raconte qu'un des fils de George III, voyageant en Italie, désira être présenté au cardinal, et qu'il se conforma de très bonne grâce, devant le vieillard, à l'étiquette observée chez les rois. George IV, pour honorer la mémoire du dernier des Stuarts, lui fit élever par Canova un monument à Saint-Pierre de Rome, qui devint ainsi le Westminster de cette dynastie détrônée. Pourquoi n'est-il pas tombé au milieu de ses Écossais fidèles, enveloppé, comme le dit Hogg, dans cet antique tartan du « the noble Clan Stuart, the bravest of ale? » car il existait encore au commencement de ce siècle bon nombre de jacobites tout prêts à se faire tuer pour défendre la cause et l'honneur des Stuarts.

Telle fut la fin de cette royale famille que ses malheurs ont rendue célèbre. « Que les hommes privés, dit Voltaire, qui se plaignent de leurs petites infortunes, jettent les yeux sur ce prince et sur ses ancêtres (1). »

et la nature enthousiaste de Mme de Staël trouva un attrait puissant dans ses relations avec l'hôtel de Lung-Arno. On voit dans l'église de Santa-Croce le superbe tombeau qu'elle a élevé à la mémoire d'Alfieri, mort le 8 octobre 1803 (*).

(1) Marie Stuart, veuve de François II, sa quadrisaïeule, après dix-huit ans de prison, est livrée au bourreau en 1587, par la reine Élisabeth.

Charles Ier, fils de Jacques Ier, son bisaïeul, porta sa tête sur l'échafaud en 1649 devant le palais de Wite-Hall.

Jacques II, son grand-père, deuxième fils de Charles Ier, fut détrôné en 1688.

(*) On dit qu'elle épousa en troisièmes noces le peintre Fabre, de Montpellier. Elle est morte en 1824.

CHAPITRE V.

CANADA.

Découverte du Canada. Arrivée des premiers colons au Canada, au commencement du quinzième siècle (1513 à 1534), sous François I[er]. — Jacques Cartier. — 1603. Henri IV. — 1615. Champlain. — 1620. Nicollet. — 1625. Les jésuites. — 1641. Raimbault et Jogues, missionnaires. — 1661. Le P. Mesnard. — 1666. Le P. Allouez. — 1671. Les frères Dablon et Marquette. — 1672. M. de Lusson, délégué du gouverneur du Canada, cloue l'écusson de France sur la colline qui domine Chippeways. — 1678. Le P. Hennepin. — 1682. Robert Cavelier, sieur de la Salle (Rouennais). — 1713. Paix générale. Guerre de la succession d'Autriche.

1745. — Débarquement de vaisseaux anglais en Amérique : attaque, défense de Louisbourg et du Cap-Breton. — Juin. 16. Capitulation.

1746. — Le duc d'Anville essaye de reprendre Louisbourg. — Septembre. 13. Il est assailli par une tempête. — 18. Mort de MM. d'Anville et d'Estournelle. — Octobre. M. de la Jonquière ramène la flotte à Brest.

1747. — Février. 11. Victoire dite du Grand-Pré par M. de Ramsay. — Octobre. 14. Combat du marquis de la Jonquière contre les amiraux Anson et Warren. — 17. M. de l'Étenduere contre l'amiral Hawke.

1754. — Juillet. 3. Prise du fort Nécessité. — Obligation de fixer les frontières des colonies américaines.

1755. — M. de Vaudreuil, gouverneur. — Mars. 7. Projets pour la fixation des frontières du Canada. — 17. Contre-projet des Anglais. — Mai. 3. Départ du corps expéditionnaire formé des régiments Languedoc, Guyenne, Bourgogne, Artois, Béarn et la Reine, avec le baron Dieskau. — Juin. 8. Arrivée à Québec. Mort du colonel Rostaing à bord de l'*Alcide*. — 19. L'escadre de M. de Macnamara obligée de rentrer à Brest le 20 mai. Les B. destinés à l'île Royale débarquent à Louisbourg. — Juillet. 8. M. de Beaujeu à la tête d'un parti où est tué Braddock.

1756. — Avril. 2. Départ de M. le marquis de Montcalm avec les 2 B. de la Sarre et de Royal-Roussillon. — Mai. 28. Débarque à Québec avec le chevalier de Lévis et le colonel Bourlamaque. Luttes continuelles des Anglais et des Français dans l'Acadie et le Canada. Le marquis Duquesne, gouverneur. Mort de Jumonville. Washington. — Août. 14. Prise de Chouagen. — Novembre. 1[er]. Établit ses quartiers d'hiver à Montréal et à Québec.

1757. — Le 2[e] B. de Berry, envoyé au Canada, part de Lorient le 25 avril, arrive à Québec le 22 juillet. L'amiral Boscawen. Combat de l'*Alcide*, capitaine Hocquart, contre le *Dunkerque*, qui abuse de sa loyauté. — Juillet. 31. M. de

Beaucourt. — Août. 9. M. de Montcalm s'empare du fort de Chouagen. Communications coupées avec la France.

1758. — Juin. Combats de M. de Montcalm, qui se jette dans Carillon. — Juillet. 5, 6, 7 et 8. Défense de MM. de Montcalm et de Lévis. — 26. M. Drucourt; énergie de sa femme. Prise de Louisbourg, des forts Frontenac et Duquesne. Les craintes fondées de M. de Montcalm, ses lettres au maréchal de Belle-Isle.

1759. — M. de Montcalm, lieutenant général. — Mai. 15. Apparition d'une flotte. — Septembre. 12. Combat dans les plaines d'Abraham; mort de M. de Montcalm et du général Wolfe. En 1827, lord Dalhousie, gouverneur du Canada, fait élever un monument à leur mémoire. — 18. Capitulation de Québec; le gouvernement se transporte à Montréal. Triste situation de la colonie.

1760. — Les Français tentent de reprendre Québec. — Avril. 20. Expédition de MM. de Vaudreuil et de Lévis. — 26. Combats; siège de Québec. Les navires anglais à l'horizon. — 29. Reprise des hostilités. — Septembre. 7. Réunion du conseil de guerre; capitulation. — Octobre. 3-25. Embarquement pour la France.

1763. — Février. 10. Paix de Paris, qui nous enlève toutes nos possessions en Amérique.

Le Canada (1) fut découvert en 1497 par Cabot, marin vénitien au service de l'Angleterre, et visité au seizième siècle par un Normand, Denys, de Harfleur. Des chercheurs d'or espagnols abordèrent à leur tour sur les rivages du golfe Saint-Laurent. Cette apparition fugitive dans les régions qui s'étendent entre l'océan Atlantique, la baie d'Hudson et les grands lacs américains ne se renouvela pas. En 1534, le jour de la Saint-Laurent, Jacques Cartier découvrait les îles Madeleine (2), parcourait la côte occidentale; puis, l'année suivante, dans une seconde expédition, il prenait possession, au nom du roi, de la plus grande partie du Canada, qu'il appela Nouvelle-France. Ce pays apparut à Jacques Cartier comme plein d'avenir : avec deux petits navires, l'*Hermine* et l'*Émerillon*, il remonta le Saint-Laurent et aborda dans une baie formée par une rivière à laquelle il donna le nom de Sainte-Croix, et qui est appelée aujourd'hui Saint-Charles.

(1) Canada vient du mot indien *kanata*, amas de cabanes.

(2) A trois entrées, celle du nord ou détroit de Bellisle; celle du sud ou détroit de Canseau, et celle de l'est, la plus large, entre la pointe sud-ouest de l'île de Terre-Neuve et la pointe nord de l'île du Cap-Breton (autrement dit l'île Royale depuis 1720). Capitale Louisbourg, fondée en 1717, fortifiée en 1720, prise par les Anglais en 1758. Cette dernière ne fut cédée à l'Angleterre qu'en 1763.

François Ier, qui avait le goût des entreprises aventureuses, fit le meilleur accueil à l'explorateur breton et l'encouragea; mais la guerre contre Charles-Quint dut nécessairement distraire son attention des affaires du Nouveau-Monde. Cependant le chevalier de la Roque, seigneur de Roberval, nommé gouverneur du Canada, cingla en 1542 vers les rivages du golfe Saint-Laurent et y fonda quelques comptoirs.

Le Canada, trop négligé, reçut de nouveaux colons français sous Henri IV. Le marquis de la Roche, qui succéda en 1598 à la Roque de Roberval dans le gouvernement de cette colonie, créa l'établissement de l'île des Sables, aujourd'hui île Royale, et reconnut les côtes d'Acadie. Quatre ans plus tard, l'Acadie était parcourue par le Saintongeois Samuel de Champlain, qui en 1608 fonda la ville de Québec (1).

Au commencement du seizième siècle, quand quelques Français colonisaient le Canada, les grands lacs de l'Amérique du Nord étaient aussi inconnus aux géographes que l'étaient hier encore ceux de l'Afrique centrale. Des Indiens, appartenant à des tribus qui furent toujours alliées à la France, celles des Hurons, des Montagnais, des Ottawas, des Chippaways, escortaient les trappeurs de ces expéditions, comme éclaireurs et comme guides. Dans cette marche au milieu de régions si nouvelles, le lac Ontario fut le premier que découvrirent les pionniers de la Nouvelle-France. Ensuite

(1) En 1608, Québec n'était encore qu'un humble comptoir de traite, lorsque les Anglais s'en emparèrent en 1629, pour le rendre en 1633. Vingt ans plus tard, la ville ne renfermait que huit cents âmes, et toute la colonie à peu près deux mille cinq cents. Une flotte anglaise essaya inutilement de l'emporter de vive force en 1690. Une autre flotte, envoyée contre elle, se brisa sur l'île aux Œufs, à l'entrée du fleuve, en 1711. Les Anglais y entrèrent définitivement le lendemain de la bataille dans les plaines d'Abraham, en 1729. Depuis 1867, il n'y a plus de garnison anglaise dans le Canada; il est gardé par un corps de milices et régi par une organisation fédérative.

Québec signifie, en langue sauvage, *c'est bouché*. Le fleuve, en effet, paraît bouché par le cap de Québec, lorsqu'on arrive du golfe. De la haute ville, de la terrasse Frontenac, ou de la citadelle, assise à une hauteur de 450 pieds, on découvre l'un des plus beaux panoramas du monde. Québec fut le berceau de la nationalité française dans l'Amérique du Nord. Le comte de Frontenac, qui y commanda pendant vingt-cinq ans au dix-septième siècle, disait que c'était la capitale d'un grand empire à naître. Aujourd'hui la majorité de la population est française, et pendant cette malheureuse guerre de 1870-71 il y eut un deuil général dans toute cette province.

vint le lac Huron, sur les bords duquel l'énergique explorateur Champlain, qui venait de fonder Québec, arriva en 1615.

Des confédérations puissantes d'Indiens défendaient rigoureusement l'approche des chutes du Niagara et du lac Érié. Néanmoins les Français se plaisaient à croire qu'une communication devait exister entre ceux des lacs qu'ils connaissaient déjà et le Pacifique. Ils cherchaient de ce côté la route vers la Chine ou le Japon.

Il s'agissait de trouver le fameux passage de l'ouest, que l'infortuné capitaine Franklin, ou plutôt ses hardis successeurs ont trouvé enfin, tout à fait au nord : communication tant cherchée, mais demeurée sans résultat pour le commerce. La colonisation des Français au Canada, à la fois commerciale, militaire et religieuse, était faite par des traitants, des soldats et des missionnaires : le véritable colon, l'agriculteur, seul y manquait. Les accroissements successifs de la nouvelle colonie et la prospérité dont elle commençait à jouir ne pouvaient laisser indifférents les Anglais, récemment établis dans la Virginie; aussi, en 1613, des armateurs anglais, sous les ordres de Samuel Argall, et sans déclaration de guerre, vinrent-ils attaquer Sainte-Croix et Port-Royal en Acadie, qu'ils détruisirent.

Dépassant la limite atteinte par Champlain, ils saluaient les premiers le lac Michigan dès l'année 1620. En 1621, le roi d'Angleterre, Jacques Ier, accorda au comte de Stirling la concession de toute la partie orientale et méridionale du Canada, sous le prétexte que tout le pays n'était habité que par des sauvages. Peu de temps après, le Canadien Nicollet, s'avançant toujours à l'ouest, parvenait au Mississipi; mais la chasse, le trafic, et non les conquêtes géographiques, étaient le but principal de ces courageux pionniers. Les soldats, cantonnés dans la ligne des forts élevés contre les Indiens hostiles, devaient songer à se défendre plutôt qu'à étendre leurs excursions. Il n'en était pas de même des missionnaires : d'abord apparurent les franciscains, puis les jésuites, arrivés au Canada (1) en 1625, cherchant sans doute une compensation à la perte du Japon, qui venait de leur échapper. Il faut rendre justice et hommage à ces hommes qui ont rempli dans les forêts du Nouveau-

(1) Le Canada, cédé aux Anglais par Louis XIII en 1629, est rendu à la France par le traité de 1632.

Monde une tâche noble et sainte, en soutenant la lutte de l'esprit contre la matière, de la civilisation contre la barbarie. Dans leur héroïsme religieux, les jésuites allèrent jusqu'aux extrémités du monde, ils firent briller la croix depuis les rives du Japon jusqu'aux points les plus reculés de l'Amérique, depuis les glaces de l'Islande jusqu'aux îles de l'Océanie. Ces missionnaires surent résister avec une invincible constance et une profonde tranquillité d'âme aux horreurs d'une vie entièrement passée dans les déserts du Canada. Loin de tout ce qui fait le charme de la vie, loin de toutes les occasions de s'acquérir une vaine gloire, ils trouvaient au fond de leur conscience et dans l'accomplissement de leur tâche une paix que rien ne pouvait altérer. En poursuivant une illusion, la conversion des Indiens, ils ont contribué pour la meilleure part à l'extension des colonies de la France, et fait communiquer véritablement les possessions du Saint-Laurent avec celles du Mississipi, le Canada avec la Louisiane. Ils ont ainsi donné à leur pays, sans coup férir, un des plus beaux domaines d'outre-mer que jamais nation ait eu, mais que la France n'a pas su conserver (1).

Les premiers missionnaires jésuites dont le nom est prononcé à propos de la découverte et de l'exploration des grands lacs sont les

(1) Le fleuve Saint-Laurent, depuis sa sortie du lac Ontario, le traverse par le milieu jusqu'à son embouchure dans l'océan Atlantique. Borné au nord par les monts Apalaches, qui le séparent des pays occupés par les Anglais; au septentrion par d'immenses forêts, qui limitent encore les possessions anglaises sur la baie d'Hudson ; à l'orient par l'océan Atlantique, et au couchant par des peuples sauvages. Dans l'intérieur, six lacs principaux : le lac Supérieur, des Illinois, des Hurons, qui reçoit les eaux des deux premiers; le lac Érié, où se décharge celui des Hurons. De ce dernier sort le Niagara, qui, le joignant au lac Ontario, donne naissance au fleuve Saint-Laurent; enfin le lac Champlain, au midi du Saint-Laurent, qui y verse ses eaux entre Montréal et les Trois-Rivières. A une égale distance des monts Apalaches et du lac Érié, coule une rivière de l'orient à l'occident, qui va se jeter dans le Mississipi : les sauvages appellent cette rivière Ohio, et les Français, à qui elle sert de communication avec les établissements de la Louisiane, lui ont donné le nom de Belle-Rivière. Dans la partie orientale de ce pays est une presqu'île dont la partie méridionale prit le nom d'Acadie. La partie septentrionale et l'isthme demeurèrent aux Français et continuèrent de faire partie du Canada. A cette époque, les indigènes, ne reconnaissant aucune souveraineté étrangère, formaient des alliances indifféremment avec les Anglais ou les Français, suivant leur intérêt.

pères Raimbault et Jogues, qui en 1641, sous les auspices du comte de Frontenac, alors gouverneur général de la Nouvelle-France, fondèrent la mission de Sainte-Marie. Partis de Montréal à la suite des trappeurs, ils rencontrèrent la rivière des Ottowas et arrivèrent à la baie de Saint-George, sur le lac Huron. Après dix-sept jours, ils parvinrent au lac Supérieur. Rentré à Québec, Raimbault y mourait en 1642, épuisé par les fatigues et les privations. Jogues tenta de retourner à Sainte-Marie : au lieu de suivre les sentiers connus, il prit la route du Saint-Laurent. Sur les bords du lac Érié, il fut saisi par les Mohawks, qui voulurent le brûler vif, et il n'échappa à ce supplice qu'au prix d'une rançon, payée généreusement par les Hollandais, qui colonisaient alors le haut de la vallée de l'Hudson aux environs de Fort-Orange, appelé depuis Albany.

Dix-huit ans après la mort de Raimbault et la délivrance miraculeuse de Jogues, le père Mesnard quitte à son tour la maison provinciale de Québec, pénètre dans la région du lac Supérieur, découvre la presqu'île de Kiewaiwona et meurt en 1661.

Le P. Allouez, en 1666, longeant toujours le bord méridional du lac, arriva aux îles des Apôtres, à la pointe du Saint-Esprit, où il s'établit à l'extrémité occidentale du lac Supérieur, qu'il appela *Fond du lac* (1).

La route était désormais ouverte. En 1668 vinrent les pères Dablon et Marquette. Il était temps pour la France de prendre possession des découvertes qu'elle venait de faire en 1671 : M. de Saint-Lusson, délégué du gouverneur du Canada, fit planter une croix sur la colline qui domine le village de Chippeways; à côté, sur un poteau de cèdre, on cloua l'écusson de France. (Carte gravée à Paris en 1672 (2). A l'un des coins à droite sont gravées, sur

(1) Ce ne fut pas sous M. de Tracy en 1667, ni sous le grand Colbert, alors ministre de la marine, ni sous Colbert de Seignelay, qui remplaça son père, mais sous M. Denonville, qui succéda à M. de Frontenac, alors gouverneur du Canada.

(2) En 1673, le P. jésuite Marquette et le sieur Joliet, envoyés par M. de Frontenac, gouverneur du Canada, avaient découvert à l'ouest du lac Michigan le Mississipi. Cette position lointaine restait peu enviée à cette époque : aussi le gouvernement du Canada demeurait-il presque toujours dans les mêmes familles. Philippe de Rigaud, marquis de Vaudreuil, fils du marquis de Vaudreuil tué à Luzzara, est nommé en 1689 gouverneur de Montréal, s'y distingue par son courage et la fermeté de son administration. En 1703, devient gouverneur du Canada, emploi

un double écu surmonté de la couronne royale et entouré des colliers de Saint-Michel et du Saint-Esprit, les armes de France et de Navarre.)

Le Canada, malgré les attaques incessantes dont il était l'objet de la part des Anglais, et malgré l'abandon dans lequel le laissait la mère patrie, devenait florissant. Le Saint-Laurent offrait pour les vaisseaux de France une retraite sûre, le sol se fertilisait peu à peu. Une série d'explorations si vaillamment entreprises ne pouvait être abandonnée.

En 1678, le père Hennepin arrivait aux chutes du Niagara et remontait jusqu'aux sources du Mississipi.

En 1682, un Rouennais, Robert Cavelier, sieur de la Salle, résolu et énergique, muni des pouvoirs accordés par le ministre de la marine, Seignelay, partait de Québec et, descendant le grand fleuve jusqu'au golfe du Mexique, prenait solennellement possession, au nom du roi de France, de toute la vallée du Mississipi et de ses affluents. Il baptisait cette vallée du nom général de Louisiane, en l'honneur de Louis XIV, et l'on étendit cette région, par ignorance de la géographie, jusqu'à l'Orégon, sur les rivages de l'océan Pacifique. La Salle ne devait pas revoir le Canada; après avoir exploré le Texas, il périt assassiné.

L'entreprise de Montréal subsista comme celle de Québec. La Nouvelle-France était fondée par le courage de ses colons et leur fervent enthousiasme. Le traité d'Utrecht enlevait aux Français les portes du Canada, l'Acadie et Terre-Neuve. C'était maintenant

qu'il conserva jusqu'à sa mort, à Québec, le 25 septembre 1725 (*). Il eut pour successeur le chevalier de Beauharnais, et enfin le second marquis de Vaudreuil, son fils, né en 1723, lieutenant général, qui défendit la colonie contre les Anglais pendant la guerre de Sept Ans. et succéda au marquis de Montcalm.

(*) En 1725, le vaisseau du roi, le *Chameau*, qui faisait annuellement le voyage de Québec, avait reçu plusieurs officiers de la colonie et une forte cargaison. Dans la nuit du 27 au 28 août, il périt corps et biens sur un rocher, à deux lieues et demie de Louisbourg. En 1729, l'*Éléphant*, autre vaisseau du roi, venant de France, donna sur une roche, à une douzaine de lieues de Québec, et sombra avec sa riche cargaison. On sauva les passagers. Le golfe et le fleuve Saint-Laurent ont été, durant deux siècles, la terreur des marins. Il n'en est plus ainsi de nos jours. Des phares sont placés partout, des bouées indiquent les chenaux, une ligne télégraphique parcourt les côtes et traverse plusieurs fois, d'une île à l'autre, les passages dangereux; enfin des pilotes éprouvés (tous de race française) sont à la disposition des capitaines.

à côté de la Nouvelle-France que s'élevait la puissance de l'Angleterre, grandissant, envahissant peu à peu l'empire des mers.

Lorsque Charles II, roi d'Angleterre, rétrocéda à Louis XIV l'Acadie, il entendait bien rendre le pays tel qu'il était anciennement délimité, et « nommément les forts et habitations de Pentagoet, Saint-Jean, Port-Royal, la Hève et le cap des Sables. » Le chevalier Temple ayant voulu contester que le fort Pentagoet, situé dans l'État actuel du Maine, fît partie de la contrée cédée à la France, Charles II lui avait ordonné de le remettre « sans difficultés, scrupules, délais ou doutes. » C'est alors que le traité cédant l'Acadie à l'Angleterre devint la source d'interminables discussions entre les cabinets de Londres et de Versailles. Si la lassitude seule amenait la paix, les germes de discorde restaient. La Russie convoitait la Pologne, le roi de Prusse la Saxe, l'Autriche regrettait la Silésie et le royaume de Naples; l'Angleterre envahissait l'empire des mers et voulait prendre toutes nos colonies : le Canada, la Louisiane, les Antilles, en Amérique; en Afrique, le Sénégal, les îles de France et de Bourbon; Pondichéry et Chandernagor, dans l'Inde, tentaient son ambition.

Le gouvernement français, sans vues d'avenir, sans politique arrêtée, avait laissé passer dans le traité d'Aix-la-Chapelle une fixation vague des limites qui devaient séparer en Amérique ses possessions de celles de l'Angleterre. Enfin il n'encourageait aucune des créations et des tentatives hardies qui pouvaient apporter à la France, en cas d'insuccès sur le continent européen, cette influence lointaine qui assure toujours la richesse et la puissance d'une nation. La guerre de la succession d'Autriche mit fin à la paix dont jouissait l'Amérique depuis 1713, et amena une nouvelle lutte entre la France et l'Angleterre. Le Canada, la plus florissante de nos colonies et la plus enviable, devint, comme cela devait être, l'un des théâtres de la guerre entre les deux nations.

En 1745, 4,000 colons anglais, laboureurs et ouvriers, enrôlés sous la conduite d'un négociant nommé Pepperell, qui leur adjoint quelques secours venus d'Angleterre, se font transporter sur 4 vaisseaux, débarquent dans l'île du Cap-Breton et marchent sur Louisbourg. La garnison de cette place, depuis longtemps victime de la mauvaise administration de l'intendant Bigot, se trouvait encore en pleine insurrection. Le soin de réparer les fortifications était confié aux soldats. Ce travail méritait une paye élevée, qu'on leur

promit. Soit qu'on eût négligé de l'envoyer, soit toute autre cause, les soldats ne reçurent pas le prix de leurs journées : aussitôt, pénétrés d'indignation, ils lèvent l'étendard de l'indépendance. Les travaux sont suspendus, la surveillance négligée, la discipline entièrement oubliée. Cette révolte ne resta pas longtemps ignorée dans la Nouvelle-Angleterre. En ayant eu connaissance, les habitants de cette riche contrée offrirent au gouvernement de la métropole de faire à leurs frais la conquête de Louisbourg et de l'île Royale. Ils ne demandaient qu'une escadre protégeant la descente. Waren fut chargé de cette expédition ; le reste était l'affaire des négociants, qui armèrent 6,000 hommes, équipèrent des vaisseaux de transport et les remplirent de munitions de toute espèce. A l'aspect de cette flotte, la garnison de Louisbourg se soumet à ses chefs et implore leurs ordres. Le patriotisme renaît dans le cœur des soldats; le souvenir de l'injustice qu'ils ont éprouvée s'efface en un instant. Les officiers commirent une autre faute en n'estimant pas assez ces braves gens, en doutant de la sincérité de leur soumission, en cherchant dans leur retour des motifs criminels, des vues de désertion. La garnison fut pour ainsi dire prisonnière dans la ville; on ne lui permit que la défense des remparts : tout projet de sortie était suspect aux chefs, qui s'étaient persuadé que les soldats s'uniraient aux agresseurs si on leur ouvrait les portes. Ces injustes soupçons causèrent la perte de la ville. L'ennemi fit sa descente sans trouver aucune résistance; il entra de même dans la principale batterie détachée de la place, tourna contre elle les canons qu'on n'avait pas pris soin d'enclouer. Enfin, après cinquante journées de tranchée ouverte, il fallut se rendre, et la capitulation fut signée le 26 juin 1745.

Tel fut le sort de l'île Royale, l'entrepôt du commerce de la morue, la clef du Canada, l'asile des vaisseaux qui entraient dans le Saint-Laurent ou qui en sortaient, et dont le voisinage menaçait les établissements de la Nouvelle-Angleterre.

La soumission de M. Duchambon, gouverneur, entraîna la reddition de tout le Cap-Breton, avec cette stipulation aggravante que ses habitants n'auraient pas la liberté de se retirer au Canada et qu'ils seraient transportés en Europe. En effet, après plusieurs mois, la France voyait avec un triste étonnement des navires anglais jeter cette colonie entière sur les côtes de Bretagne. Les vainqueurs lais-

sèrent, par ruse, le drapeau blanc flotter sur les murailles de Louisbourg, et un vaisseau du roi, portant 600 hommes, venait se faire prendre sans défense dans l'escadre de l'amiral Warren. Ce renfort, arrivé quelques jours plus tôt, eût probablement sauvé le Cap-Breton. Les Anglais trouvèrent la ville dans l'état le plus déplorable; ce n'était qu'un amas de débris brûlés par les bombes, renversés par le canon, et cette destruction annonçait, malgré la mésintelligence, une défense opiniâtre. Le manque de vivres fut la cause de la capitulation. La lenteur des préparatifs faits par la métropole, la longueur des délibérations dans le conseil de Versailles au sujet des secours à donner, perdirent cette colonie (1).

En 1746, M. de Maurepas, ministre de la marine, décida de reprendre Louisbourg. Le duc d'Anville (2) reçut le commandement de l'expédition; on lui adjoignit M. de Pomeril, maréchal de camp. Le projet était de débarquer dans la baie de Chibouctou (Halifax), de reprendre non seulement la place perdue le 16 juin précédent, mais encore Annapolis et l'Acadie, puis de détruire Boston et de ravager les côtes de la Nouvelle-Angleterre. Après une traversée de 86 jours, le duc est assailli le 13 septembre, à 40 lieues de l'Acadie, par une violente tempête qui détruit la flotte française en vue de Chibouc-

(1) C'était là un des inévitables résultats de l'incurie et de l'imprévoyance qu'on remarque à cette époque dans l'administration de la marine et des colonies. Ajoutons que les vaisseaux anglais l'emportaient sur les nôtres non seulement par la supériorité du nombre, mais aussi par la solidité de la construction. Ceux de premier et de second rang étaient par leur épaisseur des citadelles impénétrables au canon. L'économie nécessaire dans la construction des nôtres, pour ne pas s'écarter des vues du cardinal de Fleury, les exposait à couler bas, s'ils recevaient beaucoup de boulets à fleur d'eau. Les mêmes soins d'économiser mettaient en danger nos colonies, qu'on laissait en temps de paix dépourvues de munitions de guerre, comme si la paix devait toujours durer.

(2) Anville (Nicolas de la Rochefoucauld, duc d'), né en 1700. « Le duc d'Anville, chef de la maison de la Rochefoucauld, fut envoyé, dit Voltaire, avec 14 vaisseaux dans l'Amérique septentrionale pour essayer de reprendre le Cap-Breton, ou pour ruiner la colonie d'Annapolis dans la Nouvelle-Écosse. C'était un homme d'un grand courage, d'une politesse et d'une douceur de mœurs que les Français seuls conservent dans la rudesse attachée au service maritime; mais la force de son corps ne secondait pas celle de son âme; il mourut de maladie sur les rivages barbares du Chibouctou, après avoir vu sa flotte dispersée par les tempêtes. C'est lui dont la veuve s'est fait, dans Paris, une si grande réputation par ses vertus courageuses. »

tou. Il restait, il est vrai, l'*Espérance*, portant M. l'amiral de Conflans (1), qui avait été détachée de la flotte avec 3 vaisseaux et une frégate pour convoyer des bâtiments marchands et rallier le duc d'Anville; mais, n'ayant pas trouvé la flotte, M. de Conflans était retourné en France. Les débris du corps expéditionnaire ayant débarqué le 18 septembre, une épidémie se déclare parmi ces troupes épuisées par les fatigues d'une longue et orageuse traversée et enlève 2,400 hommes en quelques jours. M. d'Anville meurt d'une attaque d'apoplexie sur le gaillard d'arrière de son vaisseau, et son successeur, M. d'Estournelle, se tue dans un accès de fièvre. Enfin, en octobre, 4 vaisseaux et ce qui reste de l'armée quittent Chibouctou pour aller assiéger Annapolis, quand une nouvelle tempête éclate en vue de l'île de Sable au sud de l'Acadie, et 2 seulement des 4 bâtiments reviennent à Brest, chargés de soldats malades et mourants. M. de la Jonquière, qui avait pris le commandement, vint aussitôt à Versailles rendre compte au ministre de cette malheureuse expédition. M. de Maurepas, le recevant avec les égards que méritait sa belle conduite et son courage, lui fit cette simple et noble réponse : « Quand les événements commandent, ils peuvent diminuer la gloire des chefs ; mais ils ne diminuent ni leurs travaux ni leur mérite. »

Pendant que se passaient ces tristes événements, M. de Ramsay,

(1) Conflans (Hubert de Brienne, comte de), né en 1690 ; entre en 1706 dans la marine; fait les campagnes de 1707 à 1711 ; enseigne de vaisseau, 1712 ; sur mer jusqu'en 1724 ; lieutenant en 1727 ; à Cadix en 1728 ; 1729-1730, à Tripoli et Tunis ; 1740-1741, sous Duguay-Trouin (*) ; commande le vaisseau l'*Océan*, 1743-1744 ; 1745, à la Martinique à la tête d'une division navale ; gouverneur des îles sous le Vent en 1747 ; chef d'escadre, 1er avril 1749 : lieutenant général, 1er septembre 1752 ; commande l'escadre de l'Océan en 1756 ; sert activement jusqu'en 1758 ; maréchal de France le 18 mars 1758 ; perd la bataille de Quiberon, 30 novembre 1759, qui achève la ruine de notre marine ; mort à quatre-vingt-sept ans.

Conflans (Louis de Brienne, marquis d'Armentières), né le 23 février 1711 ; aux mousquetaires, 1726 ; commande le régiment d'Anjou, 1727 ; sert en Italie, 1734 à 1741 ; maréchal de camp, 20 février 1743 ; en Flandre, 1743, 1744, 1745 ; lieutenant général, 14 octobre 1746 ; maréchal de France, 2 janvier 1768 ; mort

(*) Duguay-Trouin (René), lieutenant général des armées navales, né à Saint-Malo, 10 juin 1673 ; mort à Paris, 27 septembre 1736 ; se signale d'abord dans des courses contre les corsaires. Admis dans la marine royale, il se rendit célèbre par ses actions d'éclat dans les campagnes de 1706, 1707, et particulièrement dans celle de 1711, devant Rio-Janeiro. Après la mort de Louis XIV, il sut conserver à notre pavillon tout son ancien prestige. Une statue lui a été élevée, en 1829, sur la place d'Armes de Saint-Malo.

venu de Québec avec un corps de Canadiens et de sauvages pour appuyer l'expédition si cruellement éprouvée, commençait le siège d'Annapolis, opération qu'il abandonne à la nouvelle du dernier désastre de notre flotte. Retiré à Beau-Bassin, M. de Ramsay s'y tenait sur la défensive, lorsque, le 11 février 1747, les Anglais vinrent l'y attaquer; mais ils furent battus, tournés et obligés de se rendre à discrétion. Cette victoire, dite du Grand-Pré, arrêta toute nouvelle tentative des Anglo-Américains et permit à M. de Ramsay d'envahir la Nouvelle-Angleterre et de la ravager impitoyablement.

Les différents échecs que la marine avait déjà éprouvés faisaient vivement désirer la paix. Un nouvel insuccès essuyé en 1747 vint ajouter encore à nos malheurs : c'est à la hauteur du cap Finistère que se livra le combat du 14 octobre. Le marquis de la Jonquière (1), avec 4 vaisseaux du roi : le *Sérieux*, qu'il montait; l'*Invincible* (M. Saliez); le *Diamant* (M. Mac Carty); le *Jason* (Hocquart); 3 frégates : l'*Émeraude*, la *Gloire*, le *Rubis*, et 3 vaisseaux de la Compagnie des Indes : l'*Apollon*, le *Philibert* et la *Thétis*, escortait une flotte marchande. A la vue des Anglais, forts de 14 vaisseaux de ligne et plusieurs frégates (2), il donne à sa flotte le signal de la fuite et lui envoie l'*Émeraude* pour diriger sa route, mais en même temps il se prépare au combat.

Le *Sérieux* (M. de Saint-George) est bientôt enveloppé par 5 vaisseaux ennemis qui se réunissent pour l'accabler. Il se défend pendant trois heures. Déjà il ne gouvernait plus, l'eau entrait par ses sabords; M. de la Jonquière, blessé, amena son pavillon; la moitié de l'équipage de la *Gloire* était étendue sur le pont, les uns morts, les autres blessés. Le brave M. de Saliez est tué, et l'*Invincible*, dans un état déplorable, avait 6 pieds d'eau dans sa cale; l'*Intrépide*

en 1774. Fort bon officier, qui s'est toujours distingué par sa valeur infatigable, vigilant, prompt dans ses actions, fort entreprenant, quelquefois dur avec les troupes et rigide sur la discipline; le maréchal de Saxe l'employait pour les coups de collier. (D. G.)

(1) La Jonquière (Jacques de Taffenel, marquis de), né en 1680 près d'Alby; mort en 1753, à la suite de ses blessures, après cinquante-six ans de mer. Son tombeau se voit dans l'église de Québec.

(2) Vaisseaux anglais : *Prince-Frédéric, Montmouth, Princesse-Louisa, Yarmouth, Prince-George, Falkland, Bristol, Pembroke, Namur, Nottingham, Devonshire, Défiance, Windsor, Centurion.*

(M. de Saint-George), le *Jason*, le *Rubis*, le *Philibert*, la *Thétis*, l'*Apollon*, durent se rendre après une défense admirable. L'amiral Anson et le contre-amiral Warren admirèrent surtout la défense du *Diamant*, commandé par M. le marquis Hocquart, qui ne se rendit qu'à la chute du jour, tellement rasé, tellement fracassé, que parmi les vainqueurs il y eut des voix pour l'abandonner et le couler bas. Nous perdîmes 800 hommes; la perte des Anglais fut à peu près égale, mais ils conservaient entre leurs mains nos vaisseaux de guerre et les bâtiments marchands.

M. de l'Étenduere ne fut pas plus heureux dans son combat du 17 octobre. Parti de l'île d'Aix avec 7 vaisseaux de ligne (1), escortant 252 navires marchands, il rencontra, non loin de ce cap si fatal à M. de la Jonquière, la flotte de l'amiral Hawke, composée de 23 vaisseaux (2). Le chef d'escadre manœuvre pour favoriser la fuite des navires marchands; mais par suite de leur mauvaise disposition, de leur marche inégale et de leur trouble à l'aspect de cette flotte ennemie, ils sont bientôt enveloppés. L'escadre s'avance pour les dégager, et le combat commence. Nos vaisseaux de guerre se virent bientôt tellement entourés que chacun d'eux en combattait plusieurs d'une force supérieure, avec l'impossibilité de se porter un mutuel secours. Le *Neptune*, le *Monarque*, le *Fougueux*, le *Sévère*, ne se rendent qu'entièrement désemparés. Le *Tonnant*, que montait M. de l'Étenduere, avait successivement essuyé le feu de toute la ligne anglaise; mais, après la reddition des 4 vaisseaux français, tous les efforts de l'amiral Hawke se réunissent contre lui. Ses voiles étaient criblées, ses mâts tombés, la chute de son artimon paraissait inévitable : il allait se rendre ou périr, lorsque M. de Vaudreuil, qui commande l'*Intrépide*, traverse la flotte anglaise et vient le secourir. Le *Terrible* et le *Trident* veulent suivre cet exemple; mais il leur est funeste, et ils sont obligés de se rendre. L'*Intrépide* et le *Tonnant* restent seuls exposés à tout le feu de l'artillerie

(1) Vaisseaux français : l'*Intrépide*, 74 (M. de Vaudreuil); le *Trident*, 64 (M. d'Amblimont); le *Terrible*, 74 (M. Duguay); le *Tonnant*, 80 (monté par M. de l'Étenduere); le *Monarque*, 74; le *Sévère*, 56; le *Fougueux*, 64.

(2) Vaisseaux anglais : le *Devonshire*, 70; l'*Édimbourg*, 66; le *Kent*, le *Yarmouth* et le *Montmouth*, 64; *Princesse-Louisa*, le *Windsor*, le *Lion*, le *Tilbury*, le *Nottingham*, la *Défiance*, l'*Éagle*, 60; le *Glocester* et le *Portland*, 50, et 9 corvettes.

de la flotte ennemie. Déjà 5 vaisseaux anglais désemparés sont contraints de se retirer; d'autres reviennent à la charge, puis s'éloignent aussi pour réparer leurs dommages. Tandis qu'ils se préparent à un nouveau combat, M. de l'Étenduere fait fausse route, leur échappe à la faveur de la nuit, et le *Tonnant* rentre dans Brest, remorqué par l'*Intrépide*.

Par le traité d'Aix-la-Chapelle du 18 octobre 1748, Louisbourg nous fut restitué en échange de Madras, pris en 1746, et que M. Dupleix, gouverneur de Pondichéry, avait refusé de rendre. Mais ni nos succès dans les Pays-Bas et en Allemagne, ni la paix d'Aix-la-Chapelle, ne mirent sérieusement fin à la guerre maritime, et l'Angleterre continua de profiter de ses avantages pour enlever nos colonies.

Malgré les traités d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle, les frontières du Canada restaient indécises; par conséquent aucune démarcation nette ne les distinguait du territoire d'Acadie, devenu possession anglaise. L'article 12 du traité d'Utrecht portait : « L'Acadie ou Nouvelle-Écosse est cédée à l'Angleterre conformément à ses anciennes limites, » et ces limites étaient sans cesse méconnues par les colons appartenant aux deux nations.

La paix de 1748 ne s'étendit pas aux possessions américaines des deux nations. Les gouverneurs français du Canada venaient prendre successivement possession de leur commandement avec l'ordre de contenir les Anglais dans la Nouvelle-Écosse, et les Anglais avaient pour instruction de ne pas laisser amoindrir le territoire cédé à leur pays.

Nous faisions remonter nos droits sur le Canada à 1513, ou encore à 1534, époque à laquelle nous avions formé notre premier établissement.

Henri IV, en 1603, avait nommé un officier général pour tout le territoire compris entre le 40ᵉ et le 46ᵉ degré de latitude nord, auquel il donnait le nom d'Acadie, et dans la même année le roi Jacques Iᵉʳ concédait à la compagnie anglaise de Virginie tout le pays situé entre le 34ᵉ et 45ᵉ degré, ce qui comprenait la plus grande partie de l'Acadie de Henri II.

En 1749, le commandant anglais de l'Acadie envoya l'ordre à toutes les colonies françaises établies au nord de la presqu'île, depuis la découverte du pays, de prêter serment au roi d'Angleterre.

Cet ordre de la part d'une nation avec laquelle on venait de conclure la paix étonna tellement les Français établis dans les cantons qu'ils se retirèrent plus avant dans le continent. Les Anglais, encouragés par la facilité avec laquelle on leur cédait le terrain, poussèrent en avant et envoyèrent la même sommation à nos colons établis hors de la presqu'île, soit sur les bords des rivières qui se déchargent dans le golfe Saint-Laurent, soit sur la rivière Saint-Jean : c'étaient nos plus riches établissements. Alors les Français, se trouvant lésés dans leurs droits, s'adressèrent au gouverneur du Canada, qui leur envoya des troupes, avec recommandation de protéger leurs établissements, mais sans rien entreprendre contre les Anglais qui pût donner lieu à des conflits. Les Anglais se retirèrent; puis, sans se laisser rebuter par un premier échec, et pour s'assurer l'entière possession de la presqu'île, ils construisirent un fort dans l'endroit appelé les Mines, qui nous avait appartenu, et un autre au fond de la baie française, à l'entrée de l'isthme dit fort Beau-Bassin, destiné à nous empêcher de rentrer dans la presqu'île ou du moins à retarder notre entrée dans le cas d'une expédition.

Vers le mois d'avril 1750, ils pénètrent dans le continent avec un corps considérable de troupes et d'artillerie. Les Français, effrayés de cette marche si inattendue, abandonnent une seconde fois leurs habitations, les brûlent pour ne rien laisser à l'ennemi, et se retirent dans le continent auprès des troupes françaises, qui, n'ayant pas d'autre moyen d'empêcher les Anglais de s'étendre, construisirent à leur exemple deux forts à l'entrée même de l'isthme : l'un en face du Beau-Bassin, au fond de la baie française appelée Beau-Séjour; l'autre au fond de la baie Verte, vis-à-vis de l'île Saint-Jean, dans le golfe Saint-Laurent, dit Gasparaux. Ces deux forts, situés dans l'endroit le plus resserré de l'isthme, fermaient entièrement l'entrée du continent. On y établit des garnisons, des magasins, et les Anglais, arrêtés dans leur projet d'invasion, restèrent tranquilles de ce côté jusqu'à un moment plus favorable.

En même temps qu'ils faisaient ces inutiles efforts pour pénétrer dans le Canada du côté de la presqu'île, ils cherchaient à y entrer du côté de l'Ohio et à s'emparer des lacs Érié et Ontario, en envoyant des émissaires pour en soulever les populations contre nous, de sorte que les Français se virent tout à coup menacés d'un

soulèvement général. Le gouverneur du Canada, informé qu'on faisait passer aux sauvages des armes et des troupes de renfort, expédie un petit détachement, commandé par M. de Saint-Pierre, avec ordre d'empêcher ces secours de pénétrer dans le pays, en attendant qu'on pût lui envoyer des forces plus considérables. Il se retranche avantageusement vers la source de la rivière aux Bœufs, au midi et non loin du lac Érié. Ce petit corps de troupes y passe l'hiver, surveillant les mouvements des ennemis, et, au printemps de 1751, un peu renforcé, il sort de son poste, marche aux Anglais, qu'il trouve retranchés vers l'embouchure de la rivière aux Bœufs dans l'Ohio, les force de se retirer, et, poursuivant sa route en descendant ce fleuve, se campe et se fortifie sur un point qu'on nomme le fort Duquesne (1).

Le marquis Duquesne (2), gouverneur du Canada, prévoyait bien déjà l'invasion anglaise dans la vallée de l'Ohio. M. de Contrecœur, qui y commandait, s'occupait de ses préparatifs de défense. Les Anglais se retranchaient également au pied des Apalaches, dans un endroit qu'ils nommèrent le fort Nécessité. Il apprit qu'ils s'avançaient dans le dessein de le combattre, suivis d'un train d'artillerie et d'environ 4 à 5,000 hommes, sous la conduite de Washington, devenu depuis si célèbre, et alors major dans les milices de la Virginie. Comme il n'y avait encore aucune rupture déclarée entre les deux nations, le commandant français, dans sa loyauté, crut devoir envoyer à Washington un officier porteur d'une sommation aux Anglais de se retirer des terres de la France. M. de Jumonville part

(1) Le fort Duquesne est situé sur le confluent des rivières de Malanque et d'Ohio. Vers 1750, les Anglais bâtirent une espèce de fort auprès de la rivière Malanque, à 400 lieues de Québec, où elle se déverse dans l'Ohio. Des négociants vinrent s'établir sur cette rivière et y bâtirent des cabanes pour leur commerce. L'avis en arriva à Québec, et comme pour aller au Mississipi on descend l'Ohio, il était à craindre que cet établissement ne devînt par la suite assez considérable pour empêcher la communication de ces deux colonies ; c'est alors qu'on résolut d'y créer un établissement fortifié. Au printemps de 1753, le fort se composait de quatre bastions, dont l'un correspond à l'angle des rivières : les autres, bordant l'eau, étaient palissadés.

(2) A M. de la Jonquière avait succédé le marquis Duquesne, descendant de l'illustre marin. Capitaine de vaisseau, il demanda, lors de la reprise des hostilités, à reprendre la mer. Il fut remplacé par le gouverneur de la Louisiane, le marquis de Vaudreuil-Cavagnac, troisième fils de celui qui avait succédé à M. de Callières, au commencement du siècle, que les Canadiens regardaient comme un compatriote.

du fort Duquesne à la tête de 30 hommes, et, le lendemain 18 mai 1754, rencontre les Anglais; le feu est ordonné à leur approche et exécuté, alors que M. de Jumonville faisait tous ses efforts pour leur faire connaître qu'il était porteur d'une commission civile; le feu cessa, mais M. de Jumonville périt assassiné (1). Toute son escorte demeura prisonnière; un seul Français réussit à se sauver et porta au fort Duquesne cette triste nouvelle. Cette conduite produisit sur l'esprit des sauvages un effet bien différent de celui qu'on espérait : ils abandonnèrent Washington et vinrent s'offrir d'eux-mêmes aux Français, de sorte que, trop faible depuis cette défection pour tenir la campagne, il se retira au fort Nécessité. Le commandant français aurait pu profiter des offres des sauvages pour punir le crime commis au mépris de toutes les lois de l'honneur vis-à-vis d'un officier revêtu d'un caractère public; mais il préféra user de générosité, et il se contenta de forcer les Anglais à quitter le territoire français. A cet effet, il détache M. de Villiers à la tête des sauvages et de quelques troupes françaises, et lui donne ordre de joindre les Anglais, de les engager à se retirer, et surtout de n'employer la force qu'à la dernière extrémité.

Le 26 juin, sur les 8 heures du matin, M. de Villiers, arrivé au fort Duquesne, y apprend que M. de Contrecœur avait formé un détachement de 500 Français et de sauvages de différentes familles de Belle-Rivière, dont il avait donné le commandement à M. le chevalier de Mercier et qui devait partir le lendemain. Comme il était plus ancien et que son frère avait été assassiné, cet honneur fut dévolu à M. de Villiers, et M. de Mercier fit la campagne sous ses ordres.

Le 27, on continue les préparatifs de l'expédition contre les Anglais. Le 28, M. de Contrecœur remet son ordre, et vers les 10 heures, M. de Villiers quitte le fort Duquesne. Le 29 et le 30, il occupe

(1) Cet assassinat de Jumonville a donné lieu à des récriminations contre la mémoire de Washington, qui avait le malheur de commander le détachement. M. Moré de Pontgibaud, dans ses *Mémoires*, dit qu'il est constant dans la tradition du pays que M. de Jumonville fut tué par l'erreur et le fait d'un soldat qui tira sur lui, ne le sachant pas parlementaire; mais que le commandant du fort ne donna jamais l'ordre de tirer. La garantie la plus irrécusable est le caractère de douceur et de magnanimité de Washington, qui ne s'est jamais démenti au milieu des chances de la guerre et de toutes les épreuves de la bonne ou de la mauvaise fortune. Opinion bien juste, quoi qu'elle ne soit pas celle de M. Thomas (de l'Académie française). (Voir aussi Laboulaye; Paris, 1866.)

le poste anglais. Le 1er juillet, il attend le retour de ses éclaireurs, et commence sa marche en avant le 2. Le 3, M. de Villiers s'arrête à l'endroit où son frère avait été assassiné, à trois quarts de lieue du fort Nécessité. L'approche des Anglais est annoncée par un éclaireur; bientôt le combat s'engage, à 10 heures du matin, et dure jusqu'à la nuit. C'est alors que M. de Mercier proposa de cesser le feu et d'accepter les propositions de pourparlers. M. de Villiers déclara qu'il était venu pour venger la mort de son frère, assassiné en violation des droits les plus sacrés, et pour faire évacuer les domaines du roi. Le 3 juillet, à 8 heures du soir, on convint d'une capitulation, dont M. de Villiers dicta lui-même les articles, et que voici :

« Comme notre intention n'a jamais été de troubler la paix et la bonne harmonie, mais seulement de venger l'assassinat commis sur un de nos officiers porteur d'une sommation et sur son escorte, nous voulons bien accorder grâce à tous les Anglais qui sont dans ledit fort, aux conditions suivantes :

« 1° Au commandant anglais de se retirer avec sa garnison, pour retourner en son pays, en promettant qu'il ne lui sera fait aucune insulte.

« 2° Il leur sera permis d'emporter tout ce qui leur appartient, et nous leur réservons les honneurs de la guerre.

« 3° Ils sortiront tambour battant, avec une pièce d'artillerie.

« 4° Sitôt les articles signés de part et d'autre, ils amèneront le pavillon anglais.

« 5° Demain à la pointe du jour, un détachement français prendra possession du fort.

« 6° Comme les Anglais n'ont plus de chevaux, leurs effets seront mis sous notre garde.

« 7° Comme les Anglais ont eu en leur pouvoir un officier, deux cadets et les prisonniers faits dans l'assassinat de M. de Jumonville, ils nous seront renvoyés jusqu'au fort Duquesne, et, pour sûreté de cet article, MM. Jacob Waubrann et Robert, tous deux capitaines, seront remis en otage.

« *Signé :* James Markaye. G. Washington.
Coulon de Villiers. De Jumonville. »

Le 4, à la pointe du jour, un détachement prit possession du fort, et la garnison défila. Le nombre de ses blessés et de ses mourants

excita la pitié de M. de Villiers, malgré le ressentiment qu'il éprouvait de la façon dont avait péri son frère. Les sauvages réclamaient le droit au pillage, et les Anglais effrayés prirent la fuite, en abandonnant leur pavillon et un drapeau. Aussitôt le fort est démoli, les canons sont encloués, même celui accordé par la capitulation.

Le 5, M. de Villiers arrive à 9 heures au camp abandonné des Anglais; les retranchements sont abattus, les maisons brûlées, et il continue sa route, après avoir détaché M. de la Chauvinerie pour brûler celles des environs.

Le 6, parti de grand matin, il continue sa marche; assailli par de grandes pluies, il campe à 6 heures. Le 9, il remettait à M. de Contrecœur, au fort Duquesne, le détachement qui lui avait été confié.

Pendant ces événements, l'Angleterre se préparait à une irruption dans le Canada par trois endroits et avec des forces considérables. Les armements se poursuivaient avec ardeur, tandis que par des notes diplomatiques on demandait qu'aucune des deux nations ne s'appropriât le cours de l'Ohio et qu'on attendît que des commissaires désignés de part et d'autre eussent déterminé les bornes fixes des possessions en litige.

A Londres, malgré la connaissance qu'on avait de notre faiblesse, on se doutait bien que nous ne pourrions accepter les conditions proposées, et l'Angleterre se proposait de traîner la négociation en longueur et de gagner le temps nécessaire pour compléter ses préparatifs et ses armements. Le colonel Mokton avec environ 3,000 hommes devait s'emparer des forts Gasparaux et Beauséjour, pénétrer dans le continent; Johnson, avec 4,000, marcherait sur le lac Champlain et prendrait le fort Frédéric; Braddock, chargé du plan général, attaquerait le fort Duquesne, puis ferait le siège du fort Niagara, renforcé de 2 régiments que Sherley lui amènerait de la Pensylvanie, et appuyé par une flotte considérable. Le gouverneur de la colonie, M. de Vaudreuil, allait avoir pour tâche d'obliger les Anglais à disséminer leurs forces et leurs attaques sur ce territoire immense. Les Acadiens avaient refusé de prêter serment à l'Angleterre, ils furent déclarés coupables d'avoir violé la neutralité. 418 chefs de famille, réunis dans l'église de Grand-Pré, étaient embarqués sur les vaisseaux anglais et dispersés sur la côte. On s'émut en France de cet acte barbare : la France se décida à déclarer la guerre; alors commença une lutte inégale, mais acharnée.

Le 20 janvier 1755, le roi, cédant enfin aux demandes réitérées de M. de Vaudreuil, gouverneur du Canada, qui voyait avec terreur arriver l'époque de la campagne, quand il n'aurait encore à sa disposition que les troupes de la marine, se décida à lui envoyer des renforts. Déjà l'ordre avait été donné d'armer en toute hâte, dans les ports de Brest et de Rochefort, une flotte de 23 vaisseaux et de 6 frégates, pour opérer contre une flotte de 20 vaisseaux anglais que l'on savait en armement et qui n'allaient pas tarder à paraître dans la Manche. La destination de cette flotte anglaise donnait lieu en France à bien des suppositions plus ou moins fondées. On la croyait généralement destinée à porter ses 25,000 hommes de troupes en Amérique; d'autres bruits disaient que la flotte devait débarquer à la presqu'île de Camaret, en Bretagne, un corps nombreux bien muni d'artillerie, qui, au moyen d'une coupure, changerait la presqu'île en un nouveau Gibraltar.

Notre flotte se trouva enfin prête vers les premiers jours d'avril, et fut divisée en deux escadres : l'une, commandée par M. le comte du Bois de la Mothe, devait conduire au Canada les troupes qui lui étaient destinées; l'autre, aux ordres de M. de Macnamara, convoierait pendant quelque temps la première jusqu'aux bancs de Terre-Neuve et rentrerait ensuite à Brest pour parer à d'autres éventualités. Le corps expéditionnaire se composait des 2e B. de Languedoc, Guyenne, Bourgogne, Artois, Béarn et la Reine. Ces B. avaient leur tête le baron de Dieskau (1), maréchal de camp, qui emmenait avec lui M. de Rostaing, colonel d'infanterie, et M. de Montreuil, lieutenant-colonel, major général. M. de Dieskau et le corps expéditionnaire avaient ordre de se placer, en arrivant au Canada, sous l'autorité supérieure de M. de Vaudreuil.

Le 10 avril, une ordonnance du roi, adressée à Brest, prescrivait à M. de Dieskau d'envoyer les B. d'Artois et de Bourgogne à l'île Royale pour concourir à la défense de Louisbourg.

Le 3 mai 1755, les B. embarqués, l'escadre mit à la voile. La

(1) Le baron de Dieskau, Saxon d'origine, lieutenant-colonel au régiment allemand d'Anhalt, puis de Saxe-cavalerie; brigadier en 1748; maréchal de camp le 20 février 1755, commandant les troupes du roi en Amérique; lieutenant général le 25 juillet 1762. Officier très brave et très capable de diriger l'expédition qui lui était confiée; mais il ne se fit pas aimer. On lui « reprochait de conduire ses officiers un peu à l'allemande. » (D. G.)

flotte fut d'abord dispersée par la tempête, et le 20 mai, par un brouillard intense, l'escadre de M. de Macnamara se vit obligée de rentrer à Brest. M. de Dieskau et une grande partie de la flotte arrivèrent à Québec le 8 juin, sans avoir fait de fâcheuse rencontre, et les B. destinés à l'île Royale y furent débarqués le 19. Le 1er juillet, M. de Dieskau, rendant compte à M. d'Argenson de son arrivée à Québec, lui fait part de ses inquiétudes pour 8 de ses compagnies qui n'ont pas encore rejoint. Il ne croit pas cependant qu'elles aient été prises par les Anglais, puisque, à la suite du brouillard du 30 mai, le vaisseau amiral, sur lequel il se trouvait, et 4 autres vaisseaux de l'escadre française sont tombés presque au milieu de 11 vaisseaux anglais, qui n'ont rien fait pour les arrêter.

Bien que les ministres anglais donnassent les assurances les plus pacifiques, ils firent partir de Plymouth l'amiral Boscawen avec une flotte à destination de Terre-Neuve, pour intercepter la flotte de M. du Bois de la Mothe. Grâce aux brouillards qui règnent si fréquemment sur cette côte, la flotte française passa à portée des Anglais et entra dans le Saint-Laurent; mais trois vaisseaux : l'*Alcide*, commandé par M. le marquis Hocquart (1), le *Dauphin* et le *Lys*, qui portaient 8 compagnies, tombèrent au milieu de l'escadre anglaise; l'*Alcide* et le *Dauphin* furent pris devant la pointe de Terre-Neuve après un

(1) La famille Hocquart remonte au quinzième siècle; originaire de Sainte-Ménehould (Champagne), elle a fourni des hommes distingués aux armées de terre et de mer.

Hocquart (Toussaint, marquis), né à Nantes, 29 mars 1700; entre dans la marine, 17 mars 1717; enseigne, 1727; lieutenant de vaisseau, 1735; capitaine de vaisseau, 1746; chef d'escadre, 1761. En 1744, commandant la frégate la *Médée*, est pris par le vaisseau le *Dreadnougth*. Le 14 mai 1747, à hauteur du cap Finistère, l'escadre anglaise attaque un convoi se rendant au Canada sous le commandement de M. de la Jonquière; Hocquart, sur le *Diamant*, fait des prodiges de valeur. Le soir à 8 heures, son vaisseau était rasé, troué sur tous les points de sa carène. Le 27 avril 1755, près du banc de Terre-Neuve, à bord de l'*Alcide*, reçoit le feu de l'amiral Boscawen, se défend jusqu'à la dernière extrémité, est obligé de se rendre avec M. de Lorgeril, commandant le *Lys*; tous deux envoyés en Angleterre. Ce combat devint le signal de la guerre.

Son fils, Hocquart de Turtot, né à Rouen en 1765; à bord du *Suffren*; dans la campagne de l'Inde; mort le 1er décembre 1835. Son neveu, Jean, né en 1733, tué le 8 juin 1755 d'un coup de canon à bord de l'*Alcide*. Ses cousins, Jean-Hyacinthe, né en avril 1762; capitaine au régiment de Jarnac-dragons; mort en 1782; — Gilles-Toussaint, colonel d'infanterie.

combat acharné dont le *Lys* avait profité pour prendre le large. M. de Rostaing avait été tué à bord de l'*Alcide*.

A son arrivée, M. de Dieskau se mit en rapport avec M. de Vaudreuil, qui lui exposa son plan de campagne. Il consistait à s'emparer du fort Chouagen, le seul poste des Anglais en Acadie, et à opérer ensuite sur le lac du Saint-Sacrement et le lac Champlain, après avoir gagné l'amitié de quelques tribus sauvages dont il n'avait pu jusqu'à ce moment fixer l'alliance. Ces sauvages entraîneraient à leur suite des peuplades importantes. Les Anglais, jaloux de l'augmentation de notre marine et de notre commerce, avaient pris pour prétexte à leur déclaration de guerre nos prétendus empiétements sur leurs colonies dans l'Amérique septentrionale.

Le traité d'Utrecht reconnaissait à l'Angleterre la possession de l'Acadie. Or l'Angleterre prétendait que les limites de l'Acadie étaient :

1° Une ligne droite tirée de l'embouchure de la rivière Penobscot au fleuve Saint-Laurent ;

2° Ce fleuve et le golfe Saint-Laurent jusqu'à l'Océan au sud-ouest ;

3° L'Océan de ce point à l'embouchure du Penobscot. Or ce territoire comprenait plus de trois fois l'étendue de la Nouvelle-Écosse elle-même et commandait à l'embouchure du Saint-Laurent.

L'Angleterre contestait encore à la France, au delà des Apalaches, la totalité du bassin de l'Ohio.

Les commissaires nommés pour régler les limites des colonies étaient MM. de Silhouette et de la Galissonnière, pour la France ; MM. Shirley et Mildway, pour l'Angleterre. Ils se réunirent à Paris en juillet 1749. Les hostilités ayant commencé en juillet 1755, les conférences furent rompues.

Les Anglais ne s'étaient pas bornés à envoyer une flotte dans les parages du Saint-Laurent et de Terre-Neuve pour tâcher d'intercepter nos communications avec l'île Royale et le Canada. Ils avaient aussi réuni plusieurs corps de troupes pour attaquer nos colonies du Canada par les frontières de l'Acadie, le lac Champlain, l'Ontario et la Belle-Rivière. Le corps destiné à opérer en Acadie, composé de 1,800 hommes, se rendit maître dans les premiers jours de juin des forts de Gasparaux et de Beauséjour (ouvrages insignifiants, à peine entourés d'un fossé et d'une palissade), au fond de la baie française. Il se dirigea ensuite du côté de la rivière Saint-

Jean, où eurent lieu de légères escarmouches à notre avantage. Le corps de troupes destiné à agir du côté de la Belle-Rivière, plus important, se composait de troupes réglées envoyées d'Angleterre en Virginie, et d'environ 3,000 hommes de milice, ayant à sa tête le général Braddock. L'objectif de ce général fut le fort Duquesne. Vers la fin de juin 1755, il passe les monts Apalaches pour venir assiéger le fort, où commandait M. de Contrecœur. Le fort se trouvait défendu par des troupes peu nombreuses venues de France, un millier de Canadiens et des sauvages. Grâce à ces derniers, presque tous très dévoués, M. de Contrecœur put faire des reconnaissances très éloignées qui ne tardèrent pas à lui apprendre l'approche des Anglais.

Le 8 juillet, M. de Contrecœur, instruit de leur ordre de marche en trois colonnes assez espacées pour se porter difficilement secours, envoie M. le chevalier de Beaujeu surprendre ces colonnes. Cet officier, à la tête d'un parti de sauvages et de Canadiens, rencontre l'une de ces colonnes, commandée par Braddock, à six lieues du fort Duquesne; il fond sur elle à l'improviste, et la rejette sur la deuxième, qui est prise de panique. Avant la fin de la journée, les Anglais, effrayés et égarés dans les bois, avaient perdu 1,700 hommes. M. de Beaujeu n'avait avec lui que 1,000 hommes. Il prit en outre aux Anglais 30 canons et toutes leurs munitions; ce qui les obligea de retourner immédiatement en Virginie. Braddock fut tué dans cette rencontre; Washington, resté seul, battit honteusement en retraite (Dieu le réservait à d'autres destinées). Après les prodiges de valeur accomplis par ce petit corps, Beaujeu craignit de compromettre son succès en tombant sur la troisième colonne, commandée par le colonel Dunbar, qui se tenait sur ses gardes et avait abrité ses troupes derrière un retranchement. Il rentra dans le fort Duquesne (1), où M. de Contrecœur se tint sur la défensive, se contentant, pendant le reste de la campagne, de faire inquiéter les frontières anglaises par des partis de sauvages. Pendant ce temps, les autres corps anglais se mettaient en marche; l'un d'eux, de 500 hommes, se dirigea sur l'Ontario pour attaquer les forts de

(1) Ce fort Duquesne, ruiné par ses défenseurs, ne tomba que plus tard dans les mains anglaises, qui lui donnèrent le nom de Pittsburg, aujourd'hui ville florissante.

Niagara et Frontenac; l'autre, de 6,000 hommes, gagnant le lac Champlain, marcha contre le fort Saint-Frédéric.

M. de Vaudreuil, apprenant que le général Sherley, gouverneur général de la Nouvelle-Angleterre, se préparait à assiéger Frontenac et le fort de Niagara, envoya aussitôt à sa rencontre le baron de Dieskau avec les B. de la Reine, Languedoc, Guyenne et Béarn, auxquels il adjoignit des Canadiens et des sauvages. Instruit bientôt que le général Johnston marchait sur le fort Saint-Frédéric, qu'on avait mis en parfait état de défense, mais d'où il pourrait menacer Montréal, il expédia l'ordre à M. de Dieskau de se rabattre sur Johnston.

Le 1er septembre, après des marches forcées, M. de Dieskau se trouvait à huit lieues en avant du fort Saint-Frédéric, à un endroit nommé le Carillon. Il n'avait avec lui que les B. de Languedoc et de la Reine, à 9 compagnies chacun, 500 Canadiens et 600 sauvages environ. Informé par ses coureurs que Johnston était encore au fond du Saint-Sacrement, et n'ayant devant lui que 500 hommes occupés à construire un fort, M. de Dieskau se décide à les enlever. Tout alla bien dans le commencement, et un parti envoyé pour l'attaquer fut presque anéanti; mais M. de Dieskau ayant voulu s'emparer de l'ouvrage au moment même où Johnston arrivait avec toute sa troupe, il se vit abandonné subitement par les sauvages, qui, dégarnissant une de ses ailes, laissèrent prendre en flanc son centre et son aile gauche. La déroute de nos troupes fut complète. C'est en vain que M. de Dieskau par son héroïsme cherche à les ramener au combat : elles prennent la fuite, laissant leur général, grièvement blessé, aux mains des Anglais (1). Ce succès fut, du reste, bien acheté par l'ennemi; car Johnston, renonçant à mettre le siège devant le fort Saint-Frédéric, se retira sur le Saint-Sacrement. Les débris du corps de M. de Dieskau ne furent pas poursuivis; ils s'arrêtèrent à Carillon, où ils commencèrent à élever un fort. Cette défaite, qui ne modifia pas considérablement la situation,

(1) Ce résultat est dû à la trahison des sauvages qui servaient de coureurs à M. de Dieskau et qui savaient assurément Johnston à portée de rejoindre ses travailleurs. Ils achèvent, du reste, leur trahison en lâchant pied au milieu de l'action. A la suite de cette affaire, le général Sherley fut rappelé, Johnston donna sa démission; quant à M. de Dieskau, il passa pour mort pendant longtemps (il était grièvement blessé) et ne fut échangé qu'à la paix en 1763.

mit fin à la campagne de 1755. Les Anglais prirent leurs quartiers d'hiver, et nos troupes revinrent à Québec et à Montréal, car la rigueur du temps empêchait de continuer les opérations.

Le 21 décembre 1755, M. de Rouillé, ministre des affaires étrangères, adressait à Fox (depuis lord Holland) une note demandant réparation des insultes faites au pavillon français. Il s'agissait « de la restitution prompte et entière de tous les vaisseaux français, tant de guerre que marchands, qui, contre toutes les lois et bienséances, ont été pris par la marine anglaise et de tous les officiers, soldats, matelots, artillerie, munitions, etc. »

Le 13 janvier 1756, le ministre anglais répondait qu'il ne pouvait donner satisfaction tant que la chaîne de forts établis au nord-ouest des Alléghanys existerait. Cette réponse était une déclaration de guerre, et nous dûmes immédiatement porter secours à nos établissements d'outre-mer menacés. Le 25 janvier 1756, à minuit, M. d'Argenson écrivit de Versailles à M. de Montcalm (1) : « Peut-être ne vous attendiez-vous plus, Monsieur, à recevoir de mes nouvelles au sujet de notre dernière conversation, le 19 novembre, à Paris. Je n'ai cependant pas perdu de vue, depuis ce temps-là, l'ouverture que je vous ai faite alors. C'est avec le plus grand plaisir que je vous en annonce le succès. Le roi a donc déterminé sur vous son choix pour vous charger du commandement de ses troupes dans l'Amérique septentrionale; il vous honorera à votre départ du grade de maréchal de camp; mais ce qui vous sera encore plus sensible, c'est que S. M. vous accordera en même temps pour votre fils l'agrément de votre régiment. Vous n'avez pas, au surplus, un instant à perdre pour remercier le roi, etc. »

Le 14 mars, le marquis de Montcalm fut présenté avec son fils à Louis XV, qui lui fit le meilleur accueil et lui donna pour mis-

(1) Montcalm-Gozon (Louis-Joseph, marquis de), seigneur de Saint-Véran, baron de Gabriac, né, le 28 février 1712, au château de Candiac, près de Nimes, d'une très ancienne famille du Rouergue; enseigne dans le régiment de Hainaut-infanterie. Il fait la campagne d'Allemagne en 1733; la guerre de la succession d'Autriche le conduit en Bohême, le 22 juillet 1741 : sa conduite lui vaut la croix de Saint-Louis et, le 6 mars, il est nommé colonel du régiment d'Auxerrois. Blessé sous les murs de Plaisance en 1746, il revient se faire soigner à Montpellier. Maréchal de camp le 28 mars 1747; blessé deux fois au col de l'Assiette. La paix d'Aix-la-Chapelle, le 18 octobre 1748, lui permet de rentrer dans sa famille.

sion d'aller remplacer M. de Dieskau au Canada. Il arrive à Brest le 21 mars pour surveiller l'embarquement. 3 vaisseaux de ligne : le *Héros*, de 74 canons (capitaine Beaussier); l'*Illustre*, de 64 (M. Montalais); le *Léopard* (M. Germain), et 3 frégates de 30 canons, composent la flotte. Les seconds B. des régiments de la Sarre et de Royal-Roussillon, sous MM. de Senezergues et de Bernetz, forment un effectif de 1,189 hommes.

Le 24 mars, M. de Montcalm écrivait au ministre de la marine : « On ne peut rien ajouter à la bonne grâce, à l'air de satisfaction avec lequel l'officier et le soldat se sont embarqués. »

La *Licorne* (1), commandée par le lieutenant de vaisseau la Rigaudière, porte avec M. de Montcalm son premier aide de camp, M. de Bougainville; son secrétaire, M. Estèves, et 6 domestiques. Le *Sauvage*, sous M. de Tourville, reçoit le chevalier de Lévis (2), avec MM. de Laroche-Beaucourt, second aide de camp, de Fontbrune et l'ingénieur Lombard de Combles. M. de Bourlamaque, colonel d'infanterie, s'embarque sur la *Sirène*, commandée par

(1) « Ma frégate la *Licorne*, écrivait M. de Montcalm le 26 mars, est neuve et bien propre à résister aux tempêtes, et l'on me donne le sieur Pélagrin, capitaine du port de Québec, qui irait les yeux fermés dans le fleuve Saint-Laurent : vous voyez que M. le garde des sceaux veut me conserver. »

(2) Lévis (François-Gaston, marquis, puis duc de), né le 23 août 1720, d'abord connu sous le nom de chevalier de Lévis; 1735, lieutenant au régiment de la Marine; 1737, capitaine au même; campagne de 1741; 1742, en Bohême; blessé au siège de Prague; 1744, aide de camp du maréchal de Mirepoix; 1745, 1746, 1747, en Italie: colonel en 1746; 1749, accompagne le maréchal de Mirepoix en Angleterre; 11 mars 1756, brigadier, passe au Canada, commandant en second, et s'y distingue souvent; 20 octobre 1758, maréchal de camp; au combat de Carillon; le 13 septembre, remplace M. le marquis de Montcalm dans le commandement de l'armée; 1759 à 1760, rassemble les forces de la colonie; rentre en France après la prise de Québec; 10 février 1761, lieutenant général; fait la campagne d'Allemagne; depuis la paix en 1763, gouverneur de l'Artois; de 1767 à 1771, exécute le projet commencé en 1754 du canal de jonction de la Lys à l'Aa; capitaine des gardes du roi; maréchal de France le 13 juin 1783; mort le 7 juillet 1789. Il a laissé des rapports sur la campagne du Var (1744-1745), beaucoup de lettres militaires et diplomatiques.

De Lévis (Gaston-Charles-Pierre), duc de Mirepoix, né le 2 décembre 1699; colonel de Saintonge, 6 mars 1719; sert en Allemagne, 1734-1735; brigadier, 1er avril 1736; maréchal de camp, 1er mars 1738; envoyé en ambassade en Angleterre; signe le traité d'annexion de la Lorraine; à l'armée de Bavière, forme en 1742 le blocus d'Égra; se distingue à Sahay; passe à l'armée d'Italie, où il se distingue; 1746, défend la Provence et y reste jusqu'en février 1749; à cette date il est créé duc de

M. Breugnon, avec le troisième aide de camp, M. Marcel, et un ingénieur, M. Desandrouins.

Le 3 avril, la flotte appareillait pour le Canada, et, le 11 mai suivant, M. de Montcalm annonçait ainsi à Versailles son arrivée à destination :

« Au mouillage, à dix lieues de Québec, 11 mai 1756.

« Nous voici bien près de la fin de notre navigation. J'ai voulu essayer d'aller à Québec hier, partie en chaloupe et partie par terre ; mais comme je serais arrivé trop tard et que le saut de Montmorency est difficile à passer à cause de la fonte des neiges, je suis revenu coucher à la frégate. J'espérais en repartir aujourd'hui, en prenant mieux mes dispositions. C'est impossible, ayant des vents contraires et si forts que nous avons peine à rester au mouillage avec toutes nos ancres. Notre navigation peut être regardée comme très heureuse, puisque nous voici assez près de notre destination en 38 jours. Nous avons eu un temps très favorable jusqu'au 12 avril ; mais depuis ce jour, du lundi jusqu'au samedi, nous avons eu un gros temps et un coup de vent qui a duré 90 heures et nous a mis dans un grand danger. Le vendredi saint, nous nous sommes trouvés à portée du grand banc de Terre-Neuve, obligés de dériver de notre route en nous laissant aller vent d'arrière vers le sud, à 100 lieues vers la Martinique. Nos marins disent avoir vu des coups de mer aussi forts, mais jamais aussi longs. Le vendredi 16 et du 27 avril au 4 mai au soir, nous avons navigué avec des brumes, qui rendent toujours cette navigation très périlleuse, beaucoup de froid et une quantité étonnante de bancs de glace contre lesquels il est dangereux de se briser. Le 4 au soir, nous étions très inquiets de notre navigation ; sur les 6 heures, il vint une éclaircie qui nous donna connaissance que nous étions à hauteur du cap Race, pointe S.-O. de l'île de Terre-Neuve. Je n'oublierai pas de sitôt cette semaine sainte. »

Mirepoix ; commande en Languedoc ; maréchal de France, 24 février 1757 ; mort le 25 février 1758 à Montpellier.

Ces deux maréchaux n'ont de commun que le nom de Lévis ; le duc de Mirepoix est le chef d'une branche qui s'est éteinte en lui.

Louis-Marie-François, marquis de Lévis-Servan, son neveu, colonel de Beauce, 11 mai 1745 ; de Royal-Marine, 1749 ; brigadier, novembre 1755 ; 1756, lieutenant général ; se distingue avec son régiment à la conquête de l'île de Minorque.

L'arrivée de M. de Montcalm, après avoir échappé à cette tempête aux Antilles, aux brumes, aux bancs de glaces, devançait la déclaration de guerre, proclamée en Angleterre le 17 mai et en France le 16 juin.

A l'ouverture de la campagne, nous nous trouvions au Canada sur le pied d'une bonne défensive. Les troupes se composaient ainsi : la Reine, 327 hommes; la Sarre, 515; Royal-Roussillon, 520; Guyenne, 492; Béarn, 498; volontaires, 156; recrues, 918 : total, 3,752 hommes formant le noyau de nos forces, plus 2,000 fantassins de marine, des milices canadiennes et des sauvages (1).

Une commission du roi, datée du 11 mars, chargeait M. de Lévis de remplacer M. de Montcalm, en cas de mort. Une autre donnait le même pouvoir, à défaut de M. de Lévis, à M. de Bourlamaque (2). A peine débarqué, Montcalm ne perd pas un moment, il se hâte de visiter les établissements afin de mettre M. de Vaudreuil en état de résister honorablement. Le poste du Carillon, qui paraissait le plus menacé et qui devait assurer de ce côté la tranquillité de la colonie, est sa première sollicitude, et il y conduit le B. de Royal-Roussillon. Dans une lettre du 20 juin, M. de Montcalm rend compte au ministre de la guerre de ce qu'il a vu à Carillon et lui expose sa manière de voir au sujet de cette position.

« Je n'ai pas été sans occupation les quinze jours que j'ai passés au camp de Carillon : hôpitaux et ambulances dans un affreux état; vivres, pour le grain, mauvais; travaux du fort commencés l'année dernière peu avancés, nombre d'articles nécessaires manquant dans les magasins; règle à mettre dans toutes les parties du service; reconnaissance du local, des débouchés par où l'ennemi

(1) Cette petite armée, pleine de courage et de bonne volonté, comptait dans ses rangs des officiers d'un mérite reconnu appelés encore à grandir sous les ordres de M. de Montcalm, qui sut les apprécier dans les termes que voici :

« M. de Lévis, brigadier, très habile homme, très militaire, sachant prendre un parti, infatigable, courageux et d'une bonne routine militaire.

« M. de Bougainville, capitaine de dragons (qui plus tard deviendra une des gloires maritimes de la France), tout en s'occupant de son métier, vise à l'Académie des sciences. Bourlamaque, colonel d'infanterie, trop minutieux, mais il gagnera dans l'esprit de tout le monde. » (Rapport de Montcalm.)

(2) Après la perte du Canada, M. de Bourlamaque rentra en France et fut nommé gouverneur de la Guadeloupe, où il mourut.

peut venir et des dispositions pour la défense de cette frontière, que l'on croit menacée. Le fort commencé ne peut être en état d'y hasarder une garnison, en cas d'un événement malheureux, qu'au plus tôt dans un mois. Ce fort est en bois, pièces sur pièces, liées avec des traverses et dont les intervalles sont remplis de terre. La position est très bien pour être en première ligne à la tête du lac Champlain. Je l'aurais voulu plus grand et capable de contenir 500 hommes, et il n'en peut tenir que 300. »

L'Angleterre, loin de se laisser abattre, ne pensait plus qu'à se venger de la perte de l'île de Minorque. M. de Loudon, appelé à remplacer Braddock, arrive à son poste à la fin de mai, et les munitions seulement vers le milieu d'août.

M. de Vaudreuil reçut bientôt la nouvelle que les Anglais se préparaient à une attaque sur le Saint-Sacrement. Se souvenant alors de la faute imposée l'année précédente au malheureux M. de Dieskau, il se décide à laisser une plus grande initiative à M. de Montcalm. Pour faire une diversion et attirer sur lui une partie des forces anglaises, M. de Montcalm se décide à aller assiéger Chouagen. Partant immédiatement pour le fort Saint-Frédéric et Carillon, il y installe le chevalier de Lévis avec 3,000 hommes, et, tranquille désormais de ce côté, il revient à Montréal, d'où il se dirige sur Chouagen avec les B. de la Sarre, de Guyenne et 4 pièces de canon. En route, il rallie le B. de Béarn, et le 11 août il se trouve devant le fort à la tête d'une armée de 3,000 hommes, composée de ses trois B. de Canadiens et de sauvages. La tranchée fut aussitôt ouverte; les Anglais évacuèrent la place le 13, et nous entrions dans Chouagen (1) le jour même après une défense peu énergique.

Le 14 au matin, M. Rigaud de Vaudreuil, frère du gouverneur, passe à la nage avec ses Canadiens et ses sauvages la rivière de Chouagen, qui sépare les deux forts Ontario et Oswego. Malgré une vive fusillade, il coupe les communications entre les forts Oswego et Saint-George, et occupe les hauteurs qui dominent Oswego. Une batterie promptement élevée oblige, le lendemain 15, les Anglais à capituler (2). On fit 1,640 prisonniers, on prit 113 bouches à feu,

(1) Fenimore Cooper, dans son roman, *le Dernier des Mohicans,* fait le récit de ce siège et rend justice au beau caractère de M. de Montcalm.

(2) Le colonel anglais Mercer, tué dans cette attaque du 14, défendait le fort.

d'immenses approvisionnements d'armes, de munitions et de vivres. (D. G.) Il nous fut prouvé par cette accumulation de munitions que M. de Dieskan avait raison en assurant que les Anglais formaient le projet de s'emparer de Frontenac et de Niagara.

Le 28 août, M. de Beaussier de Châteauvert, capitaine de vaisseau, commandant le *Héros*, soutenait un glorieux combat, où il fut blessé, contre deux vaisseaux anglais de 74, qu'il mit en fuite. Quatre mois plus tard, il entra au Port-Louis, ramenant huit prises, dont 2 officiers et 161 soldats allemands recrutés par les Anglais pour le régiment Royal-Américain. Depuis la prise de Chouagen (Chouaghen), tous les villages des cinq nations iroquoises s'étaient déterminés à embrasser notre parti, et elles prirent même l'engagement de ne jamais permettre que les Anglais vinssent faire de nouveaux établissements sur le lac Ontario (1). Après son heureuse expédition du côté de Chouagen, M. de Montcalm se dirigea sur Carillon avec toutes ses troupes, après avoir ravitaillé les forts de Frontenac et de Niagara. Il se borna pendant le reste de la campagne à harceler les Anglais sous le général Loudon sur le Saint-Sacrement, et, le 1er novembre, il prit ses quartiers d'hiver à Montréal et à Québec (2). Ces premiers succès produisirent en France une vive impression; cependant cette campagne si heureuse, si rapide, n'empêchait pas de regarder la paix comme très désirable. Les Français avaient travaillé tout l'hiver à Carillon. Ce fort, une espèce de carré long régulier, flanqué de quatre bastions avec fossé, son chemin couvert et son fossé, présentait un front développé; on décida d'y transporter une partie des munitions de toute nature.

(1) D'autres tribus canadiennes nous restaient hostiles, les unes tenant pour les Anglais, les autres repoussant également tous les étrangers. Aussi M. de Montcalm maintenait-il prudemment une discipline sévère dans ses troupes. Malgré ses défenses, MM. de Belville et de Tarsac, deux jeunes lieutenants du régiment de la Reine, ayant passé la rivière le 6 septembre pour aller chasser, furent pris et tués par les sauvages, qui leur enlevèrent la chevelure.

(2) L'hiver est toujours rude au Canada; celui de 1756 à 1757 fut particulièrement difficile. Le thermomètre descendit plusieurs fois à 27 degrés. La guerre et le froid paralysant les travaux de la culture, les récoltes manquèrent; les colons et les soldats eurent à subir des privations; il fallut réduire la ration des troupes. Montcalm, toujours absorbé par les opérations militaires, montra dans ces circonstances une activité dévorante.

Le 21 janvier 1757, M. de Rouilly, faisant fonctions de major à Saint-Frédéric, prend les ordres de M. de Lusignan, commandant ce fort, pour porter des vivres à celui de Carillon, avec une escorte de 15 soldats, 1 sergent et 2 officiers de Royal-Roussillon et de la Marine. Une dizaine de soldats, qui avaient pris les devants, sont assaillis à la presqu'île. M. de Rouilly en avertit immédiatement M. de Lusignan, qui détache une centaine d'hommes, tant Canadiens que volontaires; mais 7 des nôtres sont faits prisonniers. Attaqués de nouveau dans la nuit, les Anglais perdirent 40 hommes et 3 officiers; et nous, 11 hommes, restés sur le champ de bataille, plus 26 blessés, dont M. de Basserode, capitaine du Languedoc, commandant ce détachement. Le mois suivant, on projetait une nouvelle entreprise plus hardie : il s'agissait d'enlever le fort Saint-George, ou au moins de détruire une partie des approvisionnements qu'y avaient entassés les Anglais, ainsi que leur nombreuse flottille. Ce poste, à une journée de Carillon, nous devenait dangereux. M. de Vaudreuil, ayant résolu cette expédition sur le fort Saint-George, ordonne un détachement de 1,600 hommes, dont 300 de troupes de terre, aux ordres de M. Poutariez, capitaine des grenadiers du régiment de Béarn; 300 de la marine, 600 Canadiens et 400 sauvages. Ce détachement était commandé par M. de Rigaud, frère du gouverneur général, ayant sous ses ordres M. de Longueil, lieutenant du roi à Québec; M. Damas, capitaine des troupes de la colonie, faisant fonctions de major général, et M. le Mercier, commandant d'artillerie. Il part de Montréal au commencement de mars, arrive le 9, repart le 15, en passant au sud du lac Saint-Sacrement, et campe, le 18, à une lieue et demie du fort George (situé sur le Saint-Sacrement et dénommé par les Anglais William-Henri). M. Poutariez, accompagné de MM. Damas, Raimond et Savournin, reconnurent ce fort à un quart de lieue, et, apercevant l'ennemi en mouvement le 18, ils renoncèrent à l'escalade projetée.

Le 19, les sauvages et quelques Canadiens se fusillèrent au pied du fort.

Les 20, 21 et 22, on mit le feu à un petit fortin; à notre approche, les quelques défenseurs se réfugièrent dans le fort. Des barques, des bateaux, des baraques, quantité de bois de chauffage, un moulin à scier sont également brûlés. M. le Mercier, par ordre de M. le commandant, fit sommer le fort, qui ne voulut pas se rendre,

et où les Anglais restèrent renfermés. M. Wolf, officier partisan, parvint à incendier un petit bâtiment en construction. On tira sur lui et ses hommes; mais ils n'osèrent sortir.

Le maintien de la discipline préoccupait Montcalm, et dans ses courts moments de répit il cherchait à combattre la passion du jeu parmi les officiers et soldats. A la date du 24 avril 1757, dans une lettre adressée au ministre de la guerre, il lui disait : « J'ai trouvé que nos officiers s'adonnaient aux jeux de hasard. On n'a joué ni à Québec ni à Montréal jusqu'à l'arrivée de M. de Vaudreuil à Québec. M. de Vaudreuil a cru devoir le permettre; je m'y suis opposé autant qu'il était en mon pouvoir; je dois compte de ma conduite à mon ministre. »

En Europe, la politique se modifiait; le maréchal de Belle-Isle remplaçait M. de Paulmy au ministère de la guerre, en même temps que M. de Choiseul prenait le portefeuille des affaires étrangères et qu'à la marine entrait M. de Machault, qui releva un instant notre drapeau sur les mers, puis fut remplacé par M. de Moras, auquel succéda, le 1er juin 1758, M. de Massiac, dont le successeur fut Nicolas Berrier.

Le 2e B. du régiment de Berry est envoyé au Canada. Parti de Lorient le 25 avril, il arrive à Québec le 22 juillet, précédé par l'escadre de M. Dubois de la Mothe, qui mouillait en juin devant Louisbourg. Cette escadre, forte de 18 vaisseaux, a pour mission d'empêcher le blocus de l'île Royale, que les Anglais paraissaient disposés à entreprendre. Malheureusement inférieure en force à celle de l'amiral Boscawen, elle se vit bientôt obligée de renoncer à sa mission et de se disperser afin d'assurer du moins les convois partis de France pour le Canada et l'île Royale. C'est à la hauteur de Terre-Neuve que l'escadre de l'amiral Boscawen rencontra les vaisseaux français détachés de la flotte. Le capitaine Hocquart, qui commandait l'*Alcide,* se trouvant à portée de voix du *Dunkerque,* fit crier en anglais : « Sommes-nous en paix ou en guerre? » Le capitaine anglais faisant mine de ne pas entendre, la question fut répétée en français. « La paix, la paix, » crièrent les Anglais. Presque au même moment, le *Dunkerque* lâcha sa bordée, écrasant l'*Alcide* de ses boulets. Les deux navires français sont capturés : peu de jours après, 300 navires marchands, naviguant paisiblement, sont saisis par la marine anglaise. Le 20 juin

1757, sur les 3 heures après midi, un convoi arriva dans la rade de Louisbourg.

M. de Beaufremont, revenu de Saint-Domingue, y commandait avec son escadre, le *Tonnant*, le *Défenseur*, l'*Inflexible*, l'*Éveillé*, la *Brune* et la *Comète*. M. Duriveste était arrivé depuis deux jours avec l'escadre de Provence, à l'exception du *Vaillant*, séparé des autres par les brouillards, qui rejoignit cinq jours après.

Vers le 5 juillet, le *Bizarre* et le *Célèbre* reçurent ordre d'appareiller pour Québec et d'y conduire les bâtiments chargés du B. de Berry. Une expédition nouvelle est projetée; elle doit se composer de 6 B. de troupes de terre, d'un détachement de la marine, de 3,000 hommes de la milice et de 16 à 1,800 sauvages. Dans un relevé officiel du 9 août, Bougainville dit que cette petite armée comptait: la Reine, 301 soldats; la Sarre, 364; Royal-Roussillon, 420; Languedoc, 274; Guyenne, 403; Béarn, 288; marine, 476; colonie, 2,980; sauvages, 1,600: total, 7,206 soldats. M. le marquis de Montcalm, parti de Montréal le 13 juillet, arriva le 18 à Carillon.

Le 20, il détache M. de Saint-Ours, officier de la colonie, avec des soldats choisis, dont les frères Sorel, pour aller à la découverte dans le lac; en vue du Pain-de-Sucre, 5 barques anglaises, montées par 60 hommes chacune, sortent d'une crique et les cernent avec le concours d'autres Anglais à terre. Le canot de M. de Saint-Ours eut le bonheur de leur échapper, et, après une décharge, ils se retirèrent et M. de Saint-Ours se rendit à Carillon, ayant tué une vingtaine d'Anglais. Cette petite aventure fit connaître à M. de Montcalm le dessein de l'ennemi d'attaquer nos postes avancés; il détache alors M. Marin pour faire des courses par la route de la rivière du Chicot, part de Carillon le 21, le même jour se rend au fond de la baie, rencontre une patrouille d'Anglais, qui tous sont tués, et il continue sa marche du côté du fort Lydius.

Le 22, nouvelle patrouille, dont il tue une partie et fait l'autre prisonnière. Le 23, poursuivant sa route, il marche sur le camp ennemi placé sous le canon de Lydius; enfin le 25, il était revenu rapportant des renseignements exacts à M. de Montcalm. La situation de Louisbourg devenait très difficile par le départ de M. du Bois de la Mothe. Les vivres y manquaient presque complètement et la famine y sévissait. La métropole avait bien dirigé sur cette île un convoi de vivres, mais, parti de Rochefort, il avait été assailli

et pris par les Anglais, après qu'ils eurent dispersé les frégates convoyeuses.

Le 1er août, on lève 3 compagnies de volontaires tirés des pilotins de l'escadre, et, le 2, M. de Genouil passe la revue de ses 3 compagnies et du B. de la Marine.

L'armée française arrive le 3 août au lieu du débarquement, appelé baie de Montcalm; il s'opère sans le moindre obstacle. Le fort George formait un carré flanqué de quatre bastions. M. de Lévis, soutenu par M. Rigaud, avec une partie des milices, les volontaires de Villiers et tous les sauvages, couvrait la droite. Bourlamaque trace la ligne d'attaque, appuyant la gauche au lac où est aujourd'hui Caldwell. Le lendemain 4, Montcalm s'y enferme avec les 2 brigades de la Reine et la milice; les 2 brigades de la Sarre et Roussillon, destinées aux travaux, commencent leurs opérations. (Bureau des fortifications des colonies, n° 319. Arch. Canada.) Le soir, à 7 heures, 800 hommes ouvraient la tranchée sous la protection du major Sermonville. Pour épargner l'effusion du sang, Montcalm veut, avant l'attaque, envoyer une sommation à la place; elle est portée par M. de Fontbrune, aide de camp de M. de Lévis.

Montcalm au colonel Munro.

« 4 août.

« J'ai investi votre place avec des forces nombreuses, une artillerie supérieure et tous les sauvages, dont un détachement de votre garnison vient d'éprouver la cruauté. Je dois à l'humanité de vous sommer de vous rendre. Je serai encore maître de retenir les sauvages et de faire observer une capitulation, n'y ayant eu jusqu'à présent aucun sauvage de tué. Je pourrai n'en être pas le maître dans d'autres circonstances, et votre opiniâtreté à défendre votre place ne peut en retarder la prise que de quelques jours et exposer nécessairement une valeureuse garnison, qui ne peut être secourue. Je demande une réponse sur l'heure. »

Munro (1) répondit : « Monsieur, je regarde comme une faveur la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. En réponse, je vous informe que les troupes que je commande dans le fort et au

(1) Fenimore Cooper en fait le héros de son roman, *le Dernier des Mohicans.*

camp sont déterminées à se défendre jusqu'au dernier soupir. »

A 7 heures du soir, le même jour, la tranchée est ouverte par M. de Roquemaure, lieutenant-colonel, et le major Sermonville. Dans la nuit du 5 au 6, la batterie de gauche est dressée, armée de 8 pièces; dans celle du 6 au 7, un boyau conduit en avant sur la capitale du bastion et l'on achève la batterie de droite, qui commence son feu à 7 heures du matin.

La nuit du 7 au 8, les travaux sont continués, et, vers minuit, 300 hommes du camp retranché essayèrent une sortie, mais les volontaires de Villiers les forcèrent de rentrer.

Dans la nuit du 8 au 9, tous les ouvrages terminés, chacun demandait à monter à l'assaut avec les grenadiers, quand le 9, à 8 heures du matin, le tambour du fort bat au champ et sur les remparts flotte le pavillon blanc. En même temps le lieutenant-colonel Young s'avançait pour régler la capitulation, qui fut signée le même jour à midi. Elle portait en substance que la garnison sortirait avec les armes et bagages des officiers et soldats seulement, pour se retirer au fort Edward, escortée par un détachement; qu'elle ne pourrait servir de 18 mois, à compter de ce jour, contre la France ni contre ses alliés, sauf pour un nombre d'hommes correspondant à celui des prisonniers des deux sexes que les Anglais délivreraient régulièrement, et adresseraient au fort de Carillon dans le cours de trois mois; que les malades et blessés hors d'état d'être transportés resteraient confiés aux soins du marquis de Montcalm, qui les renverrait aussitôt après leur guérison au fort Edward, et enfin que le marquis de Montcalm, voulant donner au colonel Munro et à sa garnison des marques de son estime pour leur défense honorable, leur accordait une pièce de canon. Les Indiens auxiliaires qui servaient sous Montcalm, convaincus qu'on leur laisserait piller le fort et scalper quelques centaines d'Anglais, se voyant déçus dans leur cupidité et leur férocité, en furent très irrités. Les officiers et soldats anglais leur distribuèrent leur rhum et leur eau-de-vie. Les Indiens passèrent la nuit à s'enivrer, et à la pointe du jour, excités par leurs cris de guerre, ils se mirent à la poursuite des Anglais, dont une vingtaine furent tués et 600 environ faits prisonniers. MM. de Montcalm, de Lévis et Bourlamaque, accourus au premier bruit, et les officiers commandés pour l'escorte, délivrèrent d'abord 400 de ces prisonniers, rachetèrent les 200 au-

tres et les renvoyèrent en sûreté aux avant-postes du général Webb, qui commandait l'armée anglaise sur cette frontière. Montcalm fut heureux d'avoir terminé si promptement cette expédition; le soir même, un courrier était surpris porteur d'une lettre du général Webb, annonçant au colonel Munro qu'il partait pour aller à son secours dans la nuit du 9 au 10. Il se proposait de marcher sur Lydius; mais, craignant une diversion du général Webb, il se retira le 28 août sur Carillon. Après avoir assuré notre frontière du côté du lac Saint-Sacrement, comme il l'avait fait l'année précédente sur le lac Ontario, M. de Montcalm ramena à Montréal son armée victorieuse. La nouvelle de la victoire arriva à Versailles le 11 octobre. « Les Anglais, écrivait M. de Montcalm au ministre, se sont un peu moins défendus dans cette place qu'à Chouaghen. Nous avons ouvert la tranchée le 4 de ce mois, et, comme vous voyez, ils se sont rendus le 9, à midi. Leur perte a été de 150 hommes, dont 6 officiers. Leur garnison, composée de 2,000 hommes, ne manquait ni d'artillerie, ni de munitions d'aucune espèce. Cependant cette conquête ne nous a coûté que peu d'hommes (1). Nous avons eu à peu près pareil nombre de blessés. Je crois que nous ne formerons pas d'autres entreprises cette campagne. »

M. de Bernis répondit, le 22 octobre, à M. de Montcalm : « J'ai vu avec bien du plaisir les succès que vous avez eus et j'en ai lu volontiers les détails dans vos lettres du 20 août. Tout est dû à la sagesse de votre conduite et à l'habileté de vos combinaisons. On vous rend justice ici. J'admire, pour moi, celle que vous prenez plaisir à rendre aux officiers qui vous ont secondé dans vos opérations. Il y a tout à espérer des suites qu'elles doivent avoir. J'y compte beaucoup et je vous en félicite de tout mon cœur. »

Ce fait glorieux pour la France assurait sa domination sur les grands lacs et dans les vallées du Saint-Laurent et du Mississipi, et les Anglais n'avaient plus aucun poste sur l'Ohio. Il eût fallu quelques campagnes comme celle-là pour voir enfin flotter le drapeau blanc sur toutes les villes qui s'élèvent entre la baie d'Hudson, l'océan Atlantique et le golfe du Mexique (2). Mais il n'en

(1) Nous n'avions perdu que 58 hommes, tant tués que blessés. On avait fait 2,296 prisonniers.

(2) Voltaire disait, avec plus d'esprit que de connaissances géographiques, qu'on

devait pas être ainsi, et, malgré ces succès, la situation du Canada restait toujours très critique. La guerre, la disette et les maladies firent de grands ravages parmi nos troupes et parmi les colons; en outre, la récolte manqua, et la disette devint un nouvel ennemi, qui suscita même quelques désordres. Le chevalier de Lévis harangua les soldats, et chacun rentra dans le devoir. L'hiver de 1757 à 1758 ne présente que deux petites expéditions.

Ce n'est pas seulement l'effort des Anglais que M. de Montcalm avait à soutenir; il avait aussi à lutter contre les influences qui prévalaient auprès du gouverneur et contre le mauvais vouloir de l'intendance (1); il lui fallait défendre les intérêts de ses troupes et les siens même. Il restait seul à protéger ses actes et ceux de ses officiers contre la calomnie. Dans une lettre du 19 février 1758 au ministre de la marine, il s'exprimait ainsi : « Ces imputations contre les officiers sont fausses. Ces rapports dont vous me parlez ont été écrits par des personnes mal instruites, mal intentionnées. Pour ce qui me regarde personnellement, je ne changerai pas de conduite : le Canadien, l'habitant me respecte et m'aime. On a retranché aux officiers même le *bien-vivre* accordé en 1755 et 1756. Il est douloureux qu'à mesure que la cherté des vivres augmente, leur traitement diminue. La nécessité de répondre à l'honneur d'être le commandant d'un corps de plus de 250 officiers, de vivre avec ceux de la colonie, pour entretenir cette union si recommandée, l'honneur de commander les uns et les autres dans les camps, où je dois leur faire voir que si je leur donne l'exemple de la fru-

se battait au Canada pour quelques arpents de neige : on se battait pour la domination d'un continent.

(1) M. de Montcalm avait affaire à une administration qui ruinait la colonie. Montcalm, commandant des troupes, chargé des opérations militaires, était en quelque sorte obligé de se conformer aux vues du gouverneur général, le capitaine de vaisseau marquis de Vaudreuil. Honnête, faible de caractère, celui-ci subissait l'influence d'un intendant, M. Bigot, et lui laissait l'autorité en matière administrative, judiciaire et militaire. Ce Bigot, déjà connu par ses vols à l'armée d'Allemagne, mais très protégé, sut se tirer d'embarras et se faire envoyer au Canada, où il ne mit plus de bornes à ses exactions sur les approvisionnements des places de guerre, les travaux, les fournitures. La colonie, en peu de temps, se trouva privée de toutes ses forces et de toutes ses ressources : de là entre M. de Montcalm et M. de Vaudreuil, de la mésintelligence, des luttes et des difficultés continuelles.

galité dans les marches et les opérations, je sais dans les camps vivre avec dignité; ces motifs m'obligent à faire pour ma table une dépense égale à celle du gouverneur général. Si vous ne me venez en aide, et que je serve encore quelque temps dans la colonie, je serai obligé de vendre le patrimoine de mes enfants. »

Tandis que notre administration de la guerre laissait ainsi abreuver de dégoûts et entraver dans leurs efforts pour le service de la France nos meilleurs officiers, en Angleterre on prenait d'autres dispositions. Pitt, toujours à la tête des affaires, restait résolu à pousser les opérations avec vigueur. Les Anglais se trouvaient maîtres de la mer; la flotte de M. Dubois de la Mothe, qui les avait contenus pendant l'été précédent et les avait arrêtés dans leurs projets contre Louisbourg, rentrait dans le port de Brest, avec 4,000 malades attaqués du scorbut et d'une contagion épidémique, dont se ressentit aussi la flotte de l'amiral Holburn. A cette époque, un ouragan avait dispersé ses vaisseaux et le reste regagnait en désordre les côtes d'Angleterre. Mais ce pays était en mesure de soutenir cet échec et de mettre en ligne de nouvelles forces, car on en vit bientôt sortir 2 escadres, l'une destinée aux côtes de France, l'autre, avec l'amiral Boscawen, à destination de l'Amérique, où nous n'avions plus que quelques vaisseaux à leur opposer. Profitant de notre état d'impuissance, les Anglais se décidèrent à une attaque générale. Ils devaient d'abord assiéger Louisbourg, prendre le fort de Carillon sur le Saint-Sacrement, et rentrer en possession de la frontière de l'Ontario en reconstruisant le fort de Chouagen.

M. de Montcalm, dans cette position si critique, écrivait au ministre le 16 juin : « Nous combattrons et nous nous ensevelirons, s'il le faut, sous les ruines de la colonie. Je vous demande vos bontés pour mon fils aîné et pour le chevalier de Montcalm, qui va sortir du collège. Pour moi, j'attendrai sans impatience : je serai fort aise de mon retour, c'est la plus grande grâce qu'on pourra m'accorder et la seule que j'ambitionne. »

Dans les premiers jours de juillet, le blocus de Louisbourg se compléta. M. de Vaudreuil et M. de Montcalm, impuissants à prendre l'offensive, se préparaient à résister de leur mieux. Dans ce but, le chevalier de Lévis fut envoyé sur l'Ontario, pendant que M. de Montcalm se dirigeait de sa personne sur Carillon, où ses

coureurs lui avaient appris que devaient se concentrer les efforts de l'ennemi.

Le 30 juin, M. de Montcalm arrive à Carillon, où commandait M. de Bourlamaque, et où il ne trouva que 2,970 soldats réguliers, 1,600 sauvages, 87 Canadiens et 85 marins. M. de Montcalm n'avait amené avec lui que 500 soldats de marine ou Canadiens, et les vaisseaux qui avaient pu atteindre le port de Québec ne lui apportaient que des débris. Cependant on apprenait que les Anglais réunissaient au fort Lydius, sur le Saint-Sacrement, une armée de 20,000 hommes, dont 6,000 de l'armée régulière (1); 2 B. du Royal-Américain; le régiment des Montagnards-Écossais; ceux de Blackney, Murray, How, sous les ordres du général-major Abercromby. Cette armée, munie d'artillerie et de munitions suffisantes, devait nous attaquer au commencement de juillet. Du 1er au 6 juillet, le marquis de Vaudreuil envoyait à Montcalm 400 soldats de la marine et quelques Canadiens sous les ordres du capitaine Raymond, avec l'avis qu'il en recevrait bientôt 1,200 et beaucoup de sauvages, ainsi que le concours du chevalier de Lévis, décommandé pour son expédition contre les Iroquois. M. de Montcalm, malgré son infériorité, n'hésite pas un moment, et, espérant surprendre l'ennemi dans sa marche, il se porte immédiatement à sa rencontre, plaçant son armée sur les hauteurs qui avoisinent Carillon. Ce mouvement audacieux déconcerte les Anglais, qui sont forcés alors de retarder leur marche jusqu'au 5 juillet pour attendre tous leurs renforts.

Le 6, n'ayant plus rien à recevoir, ils s'avancent et refoulent nos avant-postes. Le principal effort des Anglais menaçait Carillon; c'était l'objectif d'Abercomby, qui voulait une bataille décisive. Aussi Montcalm, après une reconnaissance minutieuse du terrain, établit ses troupes sur un petit mamelon, dans l'angle formé par la rivière et le lac Champlain. Cette position lui inspire une telle confiance qu'il écrivait : « J'ai affaire à une armée formidable; mais je ne désespère de rien; j'ai de bonnes troupes, et si l'ennemi par sa lenteur me donne le temps de me retrancher, je le battrai. »

(1) Ces forces arrivant d'Angleterre se composaient des régiments ayant capitulé à Closter-Severn. Wolfe, dans sa lettre du 27 juillet 1758, reconnaît à l'armée destinée à l'Amérique un effectif de 40,000 hommes.

M. de Montcalm appelle à lui M. de Bourlamaque avec toutes ses troupes; enfin, le 7, M. de Lévis arrivait à marches forcées, avec 500 hommes, après avoir assuré la frontière de l'Ontario.

Le 8 juillet, vers midi, l'armée anglaise débouchait. Le chevalier de Lévis commandait la droite, M. de Montcalm le centre, et M. de Bourlamaque la gauche. Les efforts des ennemis se concentrèrent d'abord sur notre gauche, qu'ils s'efforcèrent de culbuter. M. de Bourlamaque tint ferme avec les B. de Guyenne et de Béarn, et fut blessé grièvement pendant l'action. Cet effort malheureux sembla jeter dans le découragement les Anglais, dont les attaques devinrent alors générales. Reçus sur tout le front avec la même vigueur qu'à la gauche, ils ne tardèrent pas à plier. Le chevalier de Lévis accéléra ce mouvement de retraite en se précipitant en dehors des palissades avec tout son monde. A 7 heures du soir, la retraite, commencée en assez bon ordre, se changeait en une fuite désordonnée. Malheureusement, l'absence des sauvages ne nous permit pas de tirer tous les fruits de notre victoire en les poursuivant dans les bois. Malgré cela, ce fut un succès éclatant. Les Anglais avaient perdu 3,500 à 4,000 hommes. Nos pertes s'élevaient à 37 officiers et 300 hommes (1). Ainsi l'intelligence et la bravoure de M. de Montcalm, le courage des troupes et l'attachement des sauvages à notre parti sauvèrent encore, dans cette occasion, le Canada des malheurs d'une irruption sous laquelle il paraissait devoir succomber. Nos troupes restèrent épuisées de fatigue et ivres de joie. Montcalm, accompagné de son état-major, parcourut leurs rangs en les remerciant de leur conduite; le jour même il écrivait au gouverneur général : « L'armée, et trop petite armée du roi, vient de battre ses ennemis. Quelle journée pour la France! Si j'avais eu 200 sauvages pour servir de tête à un détachement de 1,000 hommes d'élite, dont j'aurais confié le commandement à M. de Lévis, il n'en serait pas échappé beaucoup dans la fuite. Ah! quelles troupes que les nôtres! Je n'en ai jamais vu de pareilles! »

A l'île Royale, les événements n'avaient pas été aussi heureux : l'escadre anglaise, de 23 vaisseaux et de 18 frégates, avait débarqué une armée composée de 14 régiments de troupes réglées sous les murs de Louisbourg. Le premier débarquement des Anglais,

(1) Voir au V. 3498, Arch. D. G., les dépêches originales de M. de Montcalm.

venus d'Halifax, a lieu le 3 juin dans la baie de Chibouctou, d'où ils sont repoussés. Quelques jours après, nouveau débarquement sur un autre point mieux choisi, où ils réussissent. Le siège commença le 20 juin, et la ville se défendit bravement. Le 9 juillet, les assiégés font une sortie vigoureuse, mais inutile ; car le 26 les remparts sont démolis et l'artillerie mise hors de service. Le général anglais se préparait à l'assaut, lorsque M. de Drucourt, qui commandait la place, secondé par l'énergie de Mme de Drucourt, est forcé, pour sauver les habitants, de laisser la ville capituler à discrétion. Sa défense énergique fut si honorée par les Anglais, qu'ils lui accordèrent les honneurs de la guerre. Les 2 régiments assiégés et les habitants des îles Saint-Jean et du Cap-Breton furent reconduits en France sur des vaisseaux anglais, sous la condition de ne pas servir pendant l'année.

Du côté du Saint-Sacrement, les Anglais renoncèrent à nous attaquer pendant le reste de la campagne, et il n'y eut pas de fait bien remarquble, si ce n'est, le 30 juillet 1758, l'anéantissement d'un parti de 400 Anglais par un détachement de l'armée de Montcalm. Cependant, prévoyant bien qu'on ne lui enverrait pas de renforts et se sentant perdu, il écrivait les lettres les plus pressantes au maréchal de Belle-Isle pour lui exposer sa détresse. Il lui disait que les Anglais avaient plus de 60,000 hommes au Canada, et que, si les hostilités continuaient pendant l'hiver, il lui serait impossible de se défendre avec les 5,000 hommes dont il disposait. Cette victoire de M. de Montcalm, bien qu'avantageuse en empêchant l'ennemi de s'emparer du fort Carillon et de pénétrer dans le Canada par ce point, nous laissait avec un effectif trop faible pour faire face aux troupes qui arrivaient d'Angleterre sans qu'il nous fût possible de nous y opposer.

Le 27 août, les Anglais s'emparaient des forts de Frontenac (1) et de Cataraconi, qui commandaient le lac Ontario. Le fort de Frontenac, défendu seulement par 70 hommes sous les ordres de M. de Noyan, officier de la colonie, qui, abandonné par M. de Vaudreuil,

(1) Le fort de Frontenac est situé à l'endroit où le Saint-Laurent débouche du lac Ontario; il fut construit en 1673 par M. de Lasalle, M. de Frontenac étant alors gouverneur du Canada. Il servait à assurer la navigation du lac et était le premier entrepôt des vivres, des munitions et des marchandises transportés de Québec et de Montréal dans les provinces supérieures.

fut attaqué le 26 par 3,000 Anglais, commandés par le colonel Bradstett, et obligé de capituler le 27. Nous y perdîmes avec le fort les magasins de vivres et munitions, qu'ils détruisirent en emmenant l'artillerie.

Le 23 octobre, le général Forbes, à la tête de 6,000 soldats et miliciens de la Virginie aux ordres de Washington, s'était avancé sur le fort Duquesne, défendu par M. de Lignery, officier de la colonie. Une avant-garde de 1,000 hommes, envoyée pour reconnaître la place, est repoussée victorieusement le 23 octobre. M. de Lignery, manquant de vivres, est obligé de renvoyer une partie de son monde, et ne garde pour la défense que 200 hommes et 100 sauvages. Pendant ce temps le général Forbes s'avançait avec le gros de ses forces, et le 23 novembre il était à trois lieues du fort Duquesne. M. de Lignery, hors d'état de résister, évacue le fort, le brûle, envoie son artillerie par la Belle-Rivière au fort des Illinois et se retire avec sa garnison au fort Machaut. C'est en ce moment que le général anglais donna le nom de Pittsburg aux ruines qu'il occupa après notre départ.

La colonie épuisée demandait la paix, et, pour continuer la guerre, des secours très puissants en hommes, en matériel, en provisions de toute nature, devenaient indispensables. MM. de Bougainville et Doreil furent envoyés en France pour exposer la situation. On avait déjà reçu à Versailles plusieurs lettres désespérées de M. de Montcalm, demandant son rappel et se plaignant amèrement des procédés de M. de Vaudreuil à son égard. Celui-ci, en effet, jaloux de la gloire de Montcalm, ne manquait pas une occasion de lui susciter des difficultés de toutes sortes. En outre, par l'incurie de son administration, son imprévoyance, il semblait prendre à tâche de ruiner notre position au Canada. Son caractère hautain et cassant le rendait également odieux à l'armée et aux habitants. Avant le départ de MM. de Bougainville et Doreil, M. de Montcalm ne négligea rien de tout ce qui pouvait les aider à réussir dans leur mission. Par une lettre adressée au ministre de la guerre, il l'invitait à avoir la plus grande confiance en M. de Bougainville : « Vous avez là un officier capable de vous instruire de tout, sans réserve. Il importe au bien de l'État qu'un ministre comme vous soit instruit d'un pays d'où la vérité n'a jamais sorti. Ma naissance, ma place, mon caractère, ne me permettent pas d'être

l'écho des clameurs publiques; l'habileté des intéressés fait échouer les preuves juridiques; mais, citoyen et serviteur de mon roi, j'expose avec confiance mes gémissements à mon seul ministre. » Et dans une autre lettre à M. de Cremilles, il disait : « M. de Bougainville se propose de revenir, car son zèle pour le service ne connaît aucune difficulté; vous, Monsieur, qui vous êtes toujours occupé du bien des troupes, favorisez celles qui servent le roi en Amérique et qui l'y soutiennent depuis quatre ans contre un ennemi qui a des forces si supérieures. Il nous faudrait ce printemps au moins 600 recrues. Ma santé s'use, ma bourse s'épuise, au moins mon zèle et mon courage ne s'useront pas. »

Le 12 novembre, M. Doreil, commissaire des guerres, s'embarque sur l'*Outarde*, et M. de Bougainville, sur la *Victoire* : il y avait ainsi plus de probabilité que séparément ils arrivassent en France. La traversée fut heureuse, et ils purent appuyer chacun les demandes pressantes dont ils étaient porteurs. Louis XV accueillit M. de Bougainville, écouta les angoisses de la colonie, examina les plans du théâtre de la guerre exécutés par M. de Crèvecœur, du régiment de la Sarre. Le maréchal de Belle-Isle, bien intentionné, ne donna que des encouragements, sans les moyens de continuer la guerre, absorbé qu'il était par celle d'Allemagne; cependant il fit partir avec M. de Bougainville 326 recrues et 17 bâtiments chargés de vivres et de munitions. La frégate qui le ramenait arrive à Québec le 10 mai, après être restée enfermée 18 jours dans les glaces à l'entrée du golfe. En annonçant l'arrivée du convoi, Montcalm écrivit au ministre : « J'ose vous répondre d'un entier dévouement à sauver cette malheureuse colonie ou à périr : je pense qu'il faudra nous défendre pied à pied et nous battre jusqu'à l'extinction. Il sera, s'il le faut, encore plus avantageux pour le service du roi que nous périssions les armes à la main que de souffrir une capitulation aussi honteuse que celle de l'île Royale (Cap-Breton). Les Anglais se disposent à nous attaquer de plusieurs côtés, et cette connaissance ne fait qu'augmenter le zèle des troupes. » Dès ce moment la perte du Canada devenait à peu près inévitable; M. de Montcalm ne se faisait plus d'illusions à cet égard. Quoi de plus navrant que cette lettre qu'il écrit au maréchal de Belle-Isle, ministre de la guerre, le 12 avril 1759? « A moins d'un bonheur inattendu, d'une grande diversion sur les colonies des Anglais

par mer, ou de grandes fautes de l'ennemi, le Canada sera pris cette campagne. Les Anglais ont 60,000 hommes ; nous, au plus, de 10 à 11,000; notre gouvernement ne vaut rien, et les vivres manqueront. Faute de vivres, les Anglais primeront; les terres sont à peine cultivées, les bestiaux manquent, les Canadiens se découragent, nulle confiance ni en M. de Vaudreuil ni en M. Bigot. M. de Vaudreuil n'est pas en état de faire un projet de guerre, il n'a aucune activité; il donne sa confiance à des empiriques plutôt qu'au général envoyé par le roi. M. Bigot (1) ne paraît occupé que de faire une grande fortune pour lui, ses adhérents et complaisants. L'avidité a gagné les officiers, gardes-magasins, commis, qui, soit vers la rivière Saint-Jean ou vers l'Ohio, ou auprès des sauvages dans le pays d'en haut, font des fortunes étonnantes; ce n'est que certificats faux, admis également. Si les sauvages avaient le quart de ce que l'on suppose dépensé pour eux, le roi aurait tous ceuxde l'Amérique, et les Anglais aucun. Cet intérêt influe sur la guerre. M. de Vaudreuil, à qui les hommes sont égaux, confierait une grande opération à son frère, ou à un autre officier de la colonie, ou à M. le chevalier de Lévis; il est conduit par un secrétaire fripon et des alentours intéressés, le choix regarde ceux qui partagent le gâteau; aussi on n'a jamais voulu envoyer M. Bourlamaque ou M. de Senesergue, commandant du B. de la Sarre, au fort Duquesne ; je l'avais proposé; le roi y eût gagné ; mais quels surveillants, dans un pays dont le moindre cadet et un sergent ou canonnier reviennent à 20 et 30,000 livres en certificats pour marchandises livrées pour les sauvages au compte de S. M. ! Ces dépenses, payées à Québec par le trésorier de la colonie, vont à 24 millions; l'année d'auparavant, les dépenses n'avaient été que de 12 à 13; cette année, elles iront à 36; il paraît que tous se hâtent de faire leur fortune avant la perte de la colonie, que peut-être plusieurs désirent comme un voile à leur conduite. L'envie de s'enrichir influe sur la guerre sans que M. de Vaudreuil s'en doute : au lieu de réduire la dépense du Canada, on veut tout

(1) Les réclamations du commissaire des guerres Doreil, qui s'était joint à Montcalm, ne purent venir à bout de faire rappeler Bigot. Après la perte du Canada, il fut poursuivi avec les principaux agents de l'administration, pour abus et dilapidations, et condamné à la prison et à la restitution ; mais il était trop tard. (Henri Martin.)

garder. Comment abandonner des positions qui servent de prétexte à faire des fortunes particulières. Les transports sont donnés à des protégés. Le marché des munitionnaires m'est inconnu comme au public. Au lieu d'acheter de la première main, on avertit un protégé, qui achète à quelque prix que ce soit; de suite M. Bigot les fait porter au magasin du roi, en donnant cent cinquante pour cent de bénéfice à des personnes qu'on a voulu intéresser. Faut-il faire marcher l'artillerie, faire des affûts, des charrettes, des outils : M. Mercier, qui commande l'artillerie, est entrepreneur sous d'autres noms. Venu soldat, il y a vingt ans, cet officier sera bientôt riche d'un million. J'ai parlé souvent avec respect de ces dépenses à M. de Vaudreuil et à M. Bigot, chacun en rejette la faute sur son collègue. Le peuple, effrayé de ces dépenses, craint une diminution sur le papier-monnaie du pays. Nous avons été chassés du fort Duquesne à la fin de novembre. On pouvait espérer que cette opération eût été différée par les Anglais jusqu'en avril; mais les ennemis savaient par les sauvages ou nos déserteurs les ordres de M. de Vaudreuil d'abandonner. On ne m'a jamais fait part ni des instructions ni des nouvelles qui avaient rapport aux opérations de guerre. La perte du fort de Frontenac est un coup fatal, par la prise de notre marine sur le lac Ontario. Enfin M. Pouchet, capitaine dans le B. de Béarn, va commander à Niagara; on aurait dû l'envoyer dès l'automne dernier. Tous les préparatifs annoncent que les Anglais viendront de bonne heure à Carillon. A Québec, l'ennemi peut venir, si nous n'avons pas d'escadre; et, Québec pris, la colonie est perdue. Cependant, nulle précaution; j'ai écrit à M. de Pont-le-Roy, ingénieur, excellent sujet, et au capitaine Pellegrin, capitaine du port de Québec, bon marin; on m'a répondu : « Nous aurons le temps. » J'ai donné des avis par écrit; nous agirons avec courage et zèle, M. de Lévis, M. Bourlamaque et moi, pour retarder la perte prochaine du Canada. Mon caractère m'éloigne de trop accuser MM. de Vaudreuil et Bigot, dépositaires de l'autorité du roi; mais je dois écrire la vérité à mon ministre; c'est à lui de faire usage de ce que j'écris pour le bien de l'État. Si la guerre dure, le Canada sera aux Anglais peut-être dès cette campagne; si la paix arrive, colonie perdue si tout le gouvernement n'est pas changé. Il faut suivre les maximes du livre intitulé *l'Ami des hommes*, qui sont de déshonorer ceux qui

reviendront des colonies avec des richesses, et récompenser ceux qui en reviendront avec la houlette et la panetière avec laquelle ils étaient arrivés. » (Archives du ministère de la marine et des colonies.)

La réponse que fit le maréchal de Belle-Isle, en date du 19 février 1759, aux demandes de secours de M. de Montcalm, et qui se croisa avec cette lettre du 12 avril, est bien faite pour remplir de douleur une âme patriotique : « Je suis bien fâché d'avoir à vous mander que vous ne devez point espérer de recevoir de troupes de renfort. Outre qu'elles augmenteraient la disette des vivres, que vous n'avez que trop éprouvée jusqu'à présent, il serait fort à craindre qu'elles ne fussent interceptées par les Anglais dans le passage; et comme le roi ne pourrait jamais vous envoyer des secours proportionnés aux forces que les Anglais sont en état de vous opposer, les efforts que l'on ferait ici pour vous en procurer n'auraient d'autre effet que d'exciter le ministère de Londres à en faire de plus considérables pour conserver la supériorité qu'il s'est acquise dans cette partie du continent. »

M. de Montcalm, au lieu de renforts, ne reçut donc que le titre de lieutenant général. Tout ce qu'on avait pu lui envoyer, dans sa position plus que difficile, était dérisoire dans une pareille détresse. Les Anglais paraissaient cependant décidés à agir énergiquement sur toutes nos frontières du Canada. Abercromby, n'étant pas suffisamment énergique, avait été remplacé, après sa défaite de Carillon, par le général Amherst, commandant les troupes anglaises au siège de Louisbourg.

Dès le 24 mai, on signalait une flotte de 15 vaisseaux anglais, ayant pour destination probable Québec. Le plan de lord Amherst était d'ailleurs connu. Après avoir pris Carillon et reconstruit le fort de Chouagen, il devait descendre sur Montréal et s'en emparer. Il ne s'agissait plus, comme en 1756, de protéger les frontières du Canada : elles appartenaient aux Anglais. C'est au cœur de la colonie, sur le cours du Saint-Laurent, que devaient se livrer les derniers combats. C'était la capitale même du Canada, qui était directement menacée. En écrivant au ministre qu'à moins d'un bonheur inattendu le Canada succomberait dans la campagne de 1759, M. de Montcalm ne s'était pas trompé dans ses prévisions. Le 1er juin, en effet, la flotte anglaise débarqua 10,000 hommes de troupes

régulières, que devaient renforcer 6,000 autres, à défaut desquelles l'amiral s'engageait à fournir 4,000 marins. Le Canada avait coûté cher à la France, elle l'abandonnait silencieusement. En vain le gouverneur, le général, demandaient des renforts, de l'argent, des vivres; aucun secours n'arrivait. La famine allait croissant, la misère régnait partout; les habitants de Québec étaient réduits aux rations de siège. Pitt, bientôt lord Chatam, depuis peu à la tête du gouvernement anglais, résolut de porter le dernier coup à la puissance française en Amérique : trois armées envahirent à la fois le Canada. Une flotte anglaise apporta, le 25 juin 1759, sous les murs de Québec le général Wolfe, officier jeune et vigoureux.

Les forces laissées dans Québec par M. de Vaudreuil se montaient à 1,600 hommes, commandés par M. de Ramsay, et il y avait peu d'apparence que la ville pût résister. Les Anglais, après avoir pris toutes leurs dispositions, commençaient le bombardement de la ville le 12 juillet. Le 9 août, toute la ville basse était en cendres. Cependant la place tenait bon, et M. de Montcalm, qui occupait les hauteurs dominant la ville, ne permettait pas à l'ennemi de débarquer dans la presqu'île pour compléter son investissement. Malgré cela, les vivres n'arrivaient plus dans la place. Les habitants, jusque-là fidèles à notre cause, nous voyant perdus, commençaient à s'en éloigner. Le général Wolfe, en débarquant à la pointe de Lévis, avait publié un manifeste qui ne devait pas nous les attacher; il annonçait aux populations que le roi son maître, voulant châtier la fierté du roi de France et le priver de ses établissements dans l'Amérique, envoyait les forces considérables que l'on voyait s'avancer dans l'intérieur du pays, et il engageait les habitants à se mettre sous sa protection pour se soustraire à la cruauté et aux exactions des Français; il terminait en disant aux Canadiens que leur sort dépendait de leur choix. Dans de pareilles conditions, le choix n'était plus douteux.

Le 31 juillet, le général James Wolfe vint nous attaquer de front par le fleuve Saint-Laurent et en flanc par la rivière Montmorency (1). Mais il fut repoussé et obligé de se retirer.

(1) Cette bataille du ravin de Montmorency, près de Québec, gagnée le 31 juillet par MM. de Montcalm et de Lévis, était le dernier éclat que jetaient nos armes. Déjà, dès la fin de l'année 1758, le Canada, abandonné à ses ressources, devait être re-

Dans la nuit du 12 au 13 septembre, les Anglais, parviennent à se faufiler sur la hauteur où est campé M. de Montcalm, entre la ville et l'armée. Wolfe se porte tout à coup sur les rives du Saint-Laurent, il débarque à l'anse de Foulon. Les officiers avaient répondu en français au qui-vive des sentinelles, qui croyaient à l'entrée d'un convoi de vivres depuis longtemps attendu. Ils arrivèrent avec tant de précautions, qu'ils étaient déjà aussi nombreux que nous quand on s'aperçut de leur présence. M. de Montcalm, prévenu aussitôt, accourt pour les chasser de leurs positions; mais quand ses troupes arrivèrent à portée de pistolet, elles furent reçues par des décharges de mitraille qui les mirent en déroute. M. de Montcalm, blessé à mort, se retire dans Québec, où il meurt le lendemain 14 septembre, à 5 heures du matin, en ordonnant encore les mesures à prendre et les efforts à tenter (1). Ainsi mourut, glorieusement pour sa patrie, ce grand homme, dont Bancroff a tracé cet éloge aussi flatteur

gardé comme perdu pour la France, dont le gouvernement, tout occupé à réparer les échecs de nos armées en Allemagne, restait sans finances et sans marine. La petite armée du Canada, troupes de terre, de mer et Canadiens, s'élevait à peine à 10,000 hommes, manquant de vivres, de munitions, de chaussures, contre 60,000 Anglais pourvus de tout.

(1) Il fut inhumé dans l'église du couvent des Ursulines, la seule église de Québec qui ne fût qu'à moitié détruite par les projectiles de la flotte; son corps fut déposé dans l'excavation formée par l'explosion d'une bombe anglaise, sa tête fut conservée dans une châsse. Le gouvernement ne songea point à honorer sa mémoire en ordonnant le transport de ses cendres en France. Mais, en 1827, lord Dalhousie, alors gouverneur anglais du Canada, fit élever à Québec un obélisque de marbre portant les profils de Wolfe et de Montcalm, avec cette inscription : *Mortem virtus communem, famam historia, monumentum posteritas dedit.* « Leur courage leur a donné la même mort et l'histoire la même renommée, la postérité leur donne le même monument. »

De 1757 à 1759, parurent des lettres que l'on disait écrites par le marquis de Montcalm à son cousin, M. de Berryer, résidant en France; elles eurent un grand retentissement. Grenville et lord Mansfield, Carlyle, n'ont pas hésité à en citer des extraits et à rendre hommage à la sagacité du général français. Malgré l'abandon où le laissa la métropole, la faiblesse de sa petite armée, la rigueur du climat et un dénuement presque absolu, il eut souvent l'avantage des combats pendant les premières années de la guerre. Aucun homme ne sut mieux que lui unir les qualités qui pouvaient attacher et charmer les soldats amenés d'Europe et les colons canadiens qu'il engageait à quitter leurs charrues pour le suivre, les associant ainsi à ses expéditions à travers les bois, tombant sur les Anglais écartés et détruisant leurs commencements de colonies, avant qu'on soupçonnât son approche.

que mérité : « Infatigable au travail, juste, désintéressé, toujours rempli d'espérance et quelquefois jusqu'à la témérité, sage dans les conseils, actif dans l'action, c'était une source continuellement jaillissante de hardis projets. Sa carrière au Canada fut une admirable lutte contre une inexorable destinée. Il supportait avec une égale patience la faim et le froid, les veilles et les fatigues. Plein de sollicitude pour ses soldats, il ne pensait pas à lui. Souvent il apprit aux sauvages américains à s'oublier et à tout souffrir, et, au milieu d'une corruption générale, il ne rechercha jamais que l'intérêt de la colonie. »

L'ennemi, profitant de ses succès, nous poursuivit à outrance, et les débris de notre armée ne s'arrêtèrent qu'à la pointe aux Trembles, où M. de Lévis s'efforça de la reconstituer. Mais la victoire avait coûté cher aux Anglais, qui y perdirent 3,000 hommes et leur général en chef, Wolfe (1), blessé mortellement par un coup de baïonnette. La victoire des Anglais eut pour résultat immédiat la reddition de Québec, qui capitula le 18 septembre. Dès le 13, M. de Vaudreuil avait enjoint à M. de Ramsay de se rendre lorsqu'il serait à bout de vivres et de ne pas exposer la place à être enlevée d'assaut. Quand Québec tomba aux mains de l'ennemi, le gouvernement du Canada se transporta à Montréal, et la lutte se poursuivit.

Pendant que ces événements se passaient à Québec, les Anglais assiégeaient le fort de Niagara et s'en emparaient le 4 août, après un siège de trois semaines. A la même époque, lord Amherst se présentait devant Carillon à la tête de 12,000 hommes. M. de Bourlamaque, qui y commandait et n'avait à sa disposition que 3,000 hommes, composés en grande partie de Canadiens, se replia

(1) Comme son illustre adversaire, Wolfe joignait à la bravoure personnelle et aux talents militaires des sentiments généreux et humains. C'était après la journée de Culloden, si fatale aux jacobites. Le duc de Cumberland n'avait pas rougi de donner le signal du massacre après la victoire ; il passait sur le champ de bataille avec le colonel Wolfe, lorsqu'il aperçut un higlander blessé, la tête appuyée sur son bras, et dans les yeux duquel brillait le sourire amer des vaincus. « Wolfe, s'écria-t-il, brûlez la cervelle à ce drôle, qui ose se montrer insolent ! » Le héros futur de Québec répondit qu'il n'était pas un bourreau ; cette réponse ne fut pas oubliée toutes les fois qu'il fut question de son avancement. (Lettre d'un gentilhomme de Londres à un gentilhomme de Bath.)

sur Saint-Frédéric, après avoir fait sauter le fort de Carillon. Mais, voyant bientôt qu'il serait pris dans Saint-Frédéric, il se décide à le faire sauter aussi et se réfugie avec tout son monde à l'île aux Noix, à cinq lieues du fort Saint-Jean. Cette île avait été mise en état de défense par M. de Lévis, en prévision d'une catastrophe, et M. Bourlamaque s'y trouva en sûreté.

La triste situation où se trouvait la colonie à la fin de la campagne de 1759, manquant de vivres, de munitions de toute espèce, dénuée de ses frontières et du gouvernement de Québec, n'ayant plus qu'un médiocre corps de troupes délabré par ses pertes du 13 septembre et autres combats, ne permettait pas d'espérer qu'elle pût résister pendant l'hiver aux 6,000 hommes de bonnes troupes, bien approvisionnées, formant la garnison de Québec ; aux 1,800 laissés à Saint-Frédéric, et aux 2,000 autres qui occupaient Chouagen et Niagara. Heureusement, le poste choisi au printemps de 1759 à l'île aux Noix et fortifié par le chevalier de Lévis, ceux qu'il avait établis au haut des rapides au mois d'août, et à Jacques-Cartier au mois d'octobre, la mirent à l'abri des tentatives qu'auraient pu faire les Anglais pendant l'hiver. Ils se contentèrent provisoirement de nous empêcher de nous installer à la pointe de Lévis, d'où nous comptions tirer des vivres du pays situé au sud de Québec.

Cependant MM. de Vaudreuil et de Lévis n'avaient pas perdu tout courage et songeaient à surprendre Québec pendant l'hiver. Vers le milieu de cette saison, ils se décidèrent à venir l'assiéger, tentative bien chanceuse, mais en somme le seul moyen de sauver la colonie. On comptait beaucoup sur le hasard, et aussi sur le courage de nos troupes, que les revers n'avaient pu abattre. Les 8 B. de troupes régulières devaient faire partie de l'expédition ; on y joignit les troupes de la marine formées en 2 B., et enfin on encadra 2,600 miliciens dans ces 10 B. ; le départ fut fixé au 20 avril 1760. M. de Vaudreuil devait rester à Montréal (1), et M. de Lévis, remplaçant de droit le marquis de Montcalm dans le com-

(1) Montréal (autrefois Ville-Marie), fondée en 1642, fut bâtie sur la côte méridionale de la grande île de Montréal, presque au confluent du fleuve Saint-Laurent et de la rivière des Outaouais. C'était notre dernier boulevard. Lévis voulait la défendre, livrer une dernière bataille et s'ensevelir sous ses ruines.

mandement supérieur des troupes, prendrait le commandement de l'armée. Le 26, l'armée de M. de Lévis et le détachement de M. de Bourlamaque se réunissent à la pointe aux Trembles. On se mit en marche par un temps affreux, employant toutes les précautions pour surprendre l'ennemi, qu'un hasard malheureux avertit de notre approche. En passant un torrent débordé et encombré de glaçons, une berge, sur laquelle des artilleurs s'efforçaient de hisser un canon, fut défoncée. Les hommes se noyèrent, sauf un seul, qui put se réfugier sur un glaçon. Le glaçon fut emporté à la mer, par le courant, au delà de Québec. La marée montante le reporta devant Québec, où les Anglais vinrent délivrer le malheureux canonnier, qui raconta nos projets. Aussi, quand nous arrivâmes exténués devant Québec, on trouva l'armée ennemie rangée en bataille et nous attendant. Le combat ne fut pas long, grâce à l'héroïsme de nos troupes et aussi à un mouvement tournant du chevalier de Lévis, qui déborda la droite des Anglais et les mit en déroute. Ils laissèrent entre nos mains 20 canons et 20 obusiers. Leurs pertes se montèrent à 1,200 hommes, tués ou blessés; les nôtres, à 600 hommes. Malheureusement, nos B. étaient si harassés qu'ils ne purent poursuivre d'assez près l'ennemi pour entrer dans la place à sa suite. Cette victoire fut remportée le 28 avril; le 29, commença le siège de Québec. Nous n'avions que 2 frégates pour battre la ville du côté du port. Une seule pensée préoccupait les deux armées : quel serait le pavillon qu'on attendait de jour en jour? Des voiles sont signalées à l'horizon, et un cri de joie est sur le point de sortir de la poitrine des soldats français, quand le pavillon, flottant au vent, annonça l'approche d'une flotte anglaise. « Les circonstances étaient telles, » dit l'écrivain anglais Knox, « que si la flotte française fût entrée la première, la place serait tombée aux mains de ses anciens maîtres. » Par suite de ce malheureux hasard, le 16 mai, 3 vaisseaux anglais forcèrent nos deux navires à s'échouer et à se brûler pour ne pas être pris. En même temps ils firent main basse sur ceux qui apportaient des vivres à nos troupes. La position devenait impossible dans ces conditions, et M. de Lévis se vit forcé de lever le siège.

Le 29 mai, les B. reprenaient leurs quartiers, se tenant prêts à fondre sur l'ennemi de quelque côté qu'il vînt.

Le 13 juin, les nouvelles arrivées de France furent navrantes : on

n'envoyait pas de secours, et le découragement se répandait partout.

En prenant le fort Lévis le 25 août, le général Amherstavait coupé à l'armée française sa retraite sur la Louisiane et complété ainsi l'investissement de Montréal, déjà commencé. Le 3 septembre, les trois armées anglaises réunies se préparaient à attaquer la ville. Celle de lord Amherst arriva du lac Ontario, après s'être emparée de l'île aux Noix, où commandait M. de Bougainville, qui parvint à se sauver avec sa troupe à travers les bois. Une deuxième marcha par le lac Champlain, après avoir pris possession du fort Lévis; enfin une troisième, commandée par Murray, vint de Québec sur des vaisseaux.

Le 8, M. de Vaudreuil, cédant aux instances des notables et ne pouvant résister dans une ville entourée d'un simple mur, capable tout au plus de le mettre à l'abri d'un coup de main, tint un conseil de guerre, dans lequel, d'une voix unanime, la capitulation fut résolue. Le général Amherst ayant refusé les honneurs de la guerre pour les troupes françaises, M. de Lévis, indigné, se retira dans l'île Sainte-Hélène avec les 2,200 hommes qui lui restaient, et se préparait à combattre. Cependant il déposa les armes, le 8 au soir, sur l'ordre formel de M. de Vaudreuil, à la condition que les 8 B. seraient reçus avec les honneurs de la guerre, embarqués pour la France par les Anglais et qu'ils ne serviraient pas de toute la guerre, conditions autrement honorables que celles précédemment imposées. Dès ce jour le Canada devient colonie anglaise (1).

L'article 41 du protocole disait en outre que les Français et Canadiens restant dans la colonie ne pourraient sous aucun prétexte être forcés de porter les armes contre la France.

L'article 42, que les Français et Canadiens continueraient à être gouvernés suivant la coutume de Paris et ne seraient pas assujettis à d'autres impôts que ceux établis pendant la domination française.

Par suite des nombreuses désertions d'hommes qui préféraient rester dans la colonie que de retourner en France, l'effectif des

(1) En novembre 1760, l'Angleterre perdit le roi George II; il eut donc, avant sa fin, la satisfaction d'apprendre la prise de Montréal, qui achevait la conquête du Canada. Son petit-fils, à peine majeur, lui succéda sous le nom de George III.

compagnies, au moment de l'embarquement, ne dépassait pas 20 hommes (1). Toutes les troupes furent embarquées pour la France du 3 au 25 octobre 1760. A leur arrivée, elles furent en grande partie dirigées sur le Roussillon.

Le 10 février 1763, la paix conclue à Paris entre la France, l'Espagne et l'Angleterre consommait sans retour la perte de toutes nos possessions en Amérique. Les mauvais jours étaient venus.

La Louisiane n'avait pas pris part à la guerre, elle n'était pas conquise; la France la céda à l'Espagne en échange de la Floride, abandonnée aux Anglais. Le Canada et toutes les îles du Saint-Laurent partagèrent le même sort. Seules, les petites îles Saint-

(1) *Effectif de nos troupes au moment de l'embarquement.*—Troupes de la colonie, 44 officiers, 656 soldats; Béarn (n° 35), 333; Berry (n° 47), 160; Guyenne (n° 21), 247, Roussillon (*) (n° 28), 224; Languedoc (**) (n° 25), 363; la Sarre (***)

(*) Le 1er B. de Royal-Roussillon s'embarqua pour le Canada en mai 1755; mis d'abord en garnison à Québec. Mars 1756, la compagnie du capitaine Conny fait partie de l'expédition qui bloqua le fort Georges et détruisit les établissements des Anglais sur les lacs. Juillet 1757, le B. ouvre la tranchée avec celui de la Sarre, devant le fort Georges, qui ne résista que cinq jours. Le 8 juillet 1758, il se trouvait au combat sanglant livré sous les murs du fort Carillon. Le capitaine Ducoing et 18 hommes y furent tués. 19 septembre 1759, à la bataille de Québec, Royal-Roussillon occupait l'aile gauche, et ce fut à son colonel, M. d'Haussonville, que Montcalm, blessé à mort, adressa ses derniers ordres : « Je vous recommande de ménager l'honneur de la France et de tâcher que ma petite armée puisse se retirer cette nuit au delà de la rivière du cap Rouge pour joindre le corps de M. de Bougainville. » Ce B. participa en 1760 à toutes les tentatives faites pour reprendre Québec et conserver Montréal. Il rentra au commencement de 1761.

(**) Le 3 mai 1755, le 2e B. de Languedoc et une partie du 1er s'embarquent à Brest pour passer au Canada. Les compagnies du 1er B., à bord du vaisseau le *Lys*, tombent, pendant la traversée, entre les mains des Anglais, qui les conduisent à Halifax en Acadie, et de là en Angleterre. Ces compagnies sont échangées en 1758 et, la même année, le 1er B. se rend tout entier en Allemagne.

Le 2e B. arrive au Canada; il fait partie, en 1755, de l'expédition organisée au fort Carillon, pour marcher au secours du fort Frédéric, et il se trouve, le 8 septembre, à l'attaque du camp anglais sur les bords du lac Saint-Sacrement.

1756, un détachement, commandé par le capitaine Duchat, part le 15 mars de Carillon, bloque le fort Georges et détruit les bateaux anglais du lac Saint-Sacrement.

Janvier 1757, le capitaine Basserode défait complètement un parti anglais entre les forts Frédéric et Carillon. Juillet, forme avec la Reine l'aile de droite du petit corps de 6,000 hommes que Montcalm conduit à l'attaque du fort Saint-Georges. 8 juillet, combattit brillamment à côté du B. de la Sarre sous les murs de Carillon. Il perdit dans cette affaire le capitaine Fréville, et 6 officiers y furent blessés.

Le B. se fait remarquer, en 1759, à l'affaire du Sault-de-Montmorency et à la bataille de Québec, où il partagea le sort et les exploits du B. de la Sarre, ainsi que l'année suivante à Québec et à Montréal; rentre en France au commencement de 1761.

(***) Au mois de mai 1755, le 2e B. de la Sarre, commandé par le lieutenant-colonel de Sennezergues, s'embarque à la Rochelle pour le Canada.

14 août 1756, il contribue à la prise du fort Chouegen ou Oswego. Juillet 1757, fait partie des 6,000 Français, Canadiens et sauvages avec lesquels Montcalm quitta le

Pierre et Miquelon furent réservées aux pêcheries françaises. Si Louis XV et son gouvernement laissèrent échapper nos plus belles colonies, le Canada et la Louisiane, elles n'en conservèrent pas moins pendant longtemps leur attachement pour la France.

Pour combler la mesure, le premier Consul, en 1803, vendait aux États-Unis la Louisiane, pour quelques dizaines de millions, et dès lors l'influence française s'éclipsait entièrement sur le continent de l'Amérique du Nord. Mais si l'Amérique échappait à notre autorité politique, il en était autrement de notre action morale et civilisatrice. Ces colonies anglaises, que leur métropole avait défendues contre nous devaient bientôt, et avec succès, retourner contre elle les armes qu'elles avaient appris à manier en nous combattant. Notre revanche du traité de Paris, nous l'eûmes éclatante, vingt ans après, en 1783, dans le traité de Versailles, qui consacrait l'indépendance des anciennes colonies anglaises devenues la république des États-Unis. Quant au peuple du Canada, longtemps il attendit notre retour ; aujourd'hui il n'attend

(n° 23), 276 ; la Reine (*) (n° 38), 317. — Total : 261 officiers et 2,576 soldats. fort Carillon ou Ticoderonga, pour investir le fort Georges défendu par le colonel Munro et 2,264 Anglais. On arriva le 3 août, la Sarre ouvrit la tranchée, et le fort capitula le 9.

8 juillet 1758, un combat est livré sous les remparts du fort Carillon. Montcalm commandait à 8,000 hommes, dont à peine le quart de troupes réglées, tandis que le général Abercromby avait 20,000 hommes. Le lieutenant-colonel de Sennezergues y fait des prodiges avec son B., qui perdit les capitaines Maureau, Dumesnil et Campredon.

Le 12 septembre 1759, la Sarre est à l'aile droite de l'armée à la bataille de Québec, où périssent les deux généraux en chef Montcalm et Wolfe, avec eux le brave Sennezergues. Québec capitule le 17, et les Français se retirent à Montréal. 1760, le chevalier de Lévis, rassemblant ce qui restait de l'armée française, fait un suprême effort pour rentrer dans Québec. Les murs de cette ville sont encore témoins, le 18 avril, de la sanglante action où le général Murray fut battu. La Sarre avait fait des merveilles à l'attaque d'un moulin retranché. L'arrivée de la flotte de lord Colleville contraignit à lever le siège le 17 mai. Montréal, la dernière place qui nous restât dans la colonie, capitula le 8 septembre 1760. La Sarre, ramené en France sur la flotte britannique, arriva au commencement de 1761 à la Rochelle.

(*) 3 mai 1755, le 2e B. de la Reine, commandé par le capitaine de Roquemaure, ayant rang de lieutenant-colonel, s'embarque à Rochefort avec le baron de Dieskau pour passer au Canada. Ce B., le plus ancien de la petite armée de Montcalm, se trouva à tous les actes de cette lutte héroïque de six années. Le 8 septembre, on le voit au secours du fort Frédéric ; 1756, il est aux sièges de Chouegan et d'Oswego, et il passe l'hiver à mettre en état de défense les forts Carillon et Frédéric ; 1757, il fait le siège du fort Georges. 8 juillet 1757, le B. défend avec acharnement les retranchements du fort Carillon, et force l'ennemi à se retirer ; il y perd le lieutenant Daudin, 4 officiers et 45 hommes. 1759, il est à l'affaire du Sault-Montmorency, enfin en 1760 il prend une part brillante à la défense de Québec, à la glorieuse mais funeste bataille livrée, le 28 avril, sous les murs de cette place, enfin à la défense de Montréal.

plus rien de nous, mais il se sent assez grand pour se tracer tout seul son chemin dans le monde. Puissant par son adossement au pôle, il a foi dans sa destinée. C'est une race d'hommes musculeux, durs à la fatigue, supportant bien les rigueurs du froid. Passionnément catholique, cette population ne parle encore aujourd'hui que le français, héritage de nos paysans normands, picards, percherons, angevins, poitevins du dix-septième siècle.

CHAPITRE VI.

LES INDES.

Efforts persévérants de Colbert pour développer notre commerce. La Compagnie des Indes. Situation de la France dans les mers des Indes.

1735. La Bourdonnais, gouverneur des îles de Bourbon et de France.

1742. Dupleix succède à Dumas comme gouverneur général des possessions françaises dans l'Inde.

1746. La Bourdonnais et Dupleix en présence; leur jalousie, leur peu d'entente au conseil de Pondichéry. Arrivée des Français devant Madras le 15 septembre. Le feu ouvert le 18; le 21, reddition. Capitulation proposée.

1747. Octobre. 2. Contestation des pouvoirs de la Bourdonnais par Dupleix. Tempête du 13 octobre. La Bourdonnais retourne à Pondichéry le 27 octobre. Capitulation de Madras annulée le 7 novembre.

1748. Défense de Pondichéry par Dupleix. — Les Anglais lèvent le siège de Pondichéry le 17 octobre 1752. — Les revers de Dupleix sont connus en France; son rappel. Concessions faites aux Anglais.

1754. Janvier. Insuccès des conférences de Madras. M. de Godcheu, avec pleins pouvoirs de traiter, remplace Dupleix.

1757. Bussy. — 2 mai. Plans du ministère et de Lally-Tollendal, chef de l'expédition dans l'Inde. M. d'Aché met à la voile. — 19 septembre. M. de Soupire débarque avec le régiment de Lorraine à Pondichéry. — 14 octobre. Prise de Chetoupet, emporté d'assaut.

1758. 28 avril. M. de Lally à Pondichéry avec son état-major. Expédition contre Madras.

1759. M. de Lally devant Madras. — 14 janvier. Attaque de la ville noire, sortie de l'ennemi. — 17 février. Levée du siège de Madras. Entrée de 6 vaisseaux anglais dans le port de Madras. — 18 mars. Retour de Lally à Pondichéry. Les Anglais sortent de Madras.

1760. Janvier. 22. Bataille de Wandiwash perdue. M. de Lally se retire à Pondichéry. —Mars. Rade de Pondichéry bloquée.

1761. Janvier. 16. Les portes de la place sont livrées à 8 heures du matin. Abandon de la politique française dans l'Inde.

1766. Mai. 9. Mort de Lally-Tollendal.

En 1498, Vasco de Gama doublait le cap de Bonne-Espérance, découvert par son compatriote Diaz douze ans auparavant, et dédébarquait à Calicut, où déjà, en 1503, un Français, le capitaine Gonneville, parti du Havre avec un seul vaisseau, avait été poussé par une longue suite de tempêtes. Mais cette recon-

naissance, amenée par le hasard, était restée sans résultats pour la France. Les Hollandais parurent en 1596 dans les mers de l'Inde, et la première compagnie anglaise fut fondée en 1600 par la reine Élisabeth. En 1601, Pyrard, envoyé avec 2 vaisseaux par des armateurs bretons, échoua aux Maldives (1), où il fit un long séjour. Le 2 juillet 1615, une troisième compagnie se forma avec l'aide de la faveur royale. En 1616 et 1619, Gérard le Flamand, part d'Honfleur et dirige sur l'île de Java (2) des vaisseaux qui en reviennent pauvrement chargés. Ces résultats ne découragent point l'esprit d'entreprise; car la compagnie dite des Moluques s'organise alors, mais elle n'a qu'une courte durée.

En 1633, quelques négociants dieppois tentent un nouvel essai sous le patronage du capitaine Reginon, qui visite le golfe de Bengale (3), la presqu'île du Dekkan (4) et l'île de Madagascar (5). Cette dernière contrée excitait surtout l'attention des spéculateurs, dont tous les rapports la représentaient comme supérieure à l'Indoustan en richesse comme en fertilité, et c'est en vue de la colonisation de cette île que Richelieu organisa, en 1641, la première Compagnie des Indes. Cette institution ne laissa presque pas trace de son passage.

Sous Louis XIV, par les persévérants efforts de Colbert, continuateur des projets du cardinal de Richelieu, une Compagnie des Indes est fondée dans le but de développer le commerce français dans ces régions lointaines. François Caron, parti de France comme chef de l'entreprise, eut d'abord à lutter contre la puissance prédominante des Portugais. Après avoir exploré tout le golfe du Mexique, il établit en 1668 un comptoir à Surate (6), à l'en-

(1) Iles Maldives, archipel formé d'une infinité d'écueils; quelques îlots sont cultivés et forment les États du sultan des Maldives.

(2) Java, la plus grande des îles de la Sonde, en Océanie; colonie hollandaise.

(3) Bengale, ancienne soubabie de l'empire mogol; province acquise par la Compagnie anglaise en 1765.

(4) Dekkan, péninsule au sud de la Nerbuddah et du Mahanaddy, forme la présidence de Madras.

(5) Madagascar, grande île sur la côte orientale de l'Afrique, attira longtemps, et de préférence à l'Inde, l'attention des spéculateurs.

(6) Surate, ville importante du Guzerate, au N. de Bombay. Les Anglais s'emparent du château en 1759.

trée du golfe de Cambaye (1). Forcé de se retirer devant la concurrence portugaise, il aborde dans l'île de Ceylan (2), où il choisit Trinkomali (3) comme principal comptoir de ses opérations. Une horrible famine le force d'abandonner Ceylan et de se rabattre sur le petit établissement de Meliapour (4), qu'il occupe en 1677; mais, deux ans après, les naturels, aidés par les Hollandais, attaquent les Français et les massacrent. Les tristes débris de la colonie sont ramenés en 1679, par Martin, dans la bourgade de Pondichéry. Cet homme habile parvient, par une conduite sage, à faire oublier les malheurs précédents, et une sorte de prospérité semblait s'annoncer pour le commerce français, quand les Hollandais s'emparèrent de Pondichéry (5). Pendant la seconde moitié du dix-septième siècle, le centre des opérations des Anglais dans l'Inde s'était peu à peu déplacé. Bombay est considéré d'abord comme chef-lieu de leur puissance asiatique; plus tard obligés de résister aux Hollandais et surtout aux Français, dont les principaux comptoirs sont sur la côte de Coromandel, ils transportent à Madras leur chef-lieu politique et le siège de la Compagnie anglaise, tandis que Pondichéry devient le centre de l'influence politique et de l'activité commerciale de la France.

Le traité de Ryswick (21 septembre 1697) nous rend ce comptoir, et Martin, ce modèle du colon civilisateur, habile à se concilier l'affection des indigènes, relève de ses ruines l'édifice chancelant de la puissance française. Sous son gouvernement, Pondichéry devient la métropole de nos établissements asiatiques. La Compagnie des Indes ne fut pas sans se ressentir de la crise financière de Law, qui avait obtenu de fondre les privilèges de l'ancienne Compagnie créée par Colbert avec ceux d'une nouvelle; quand vint l'heure de la désillusion, la Compagnie des Indes faillit sombrer dans la débâcle. Mais elle avait à son service des hommes tels que la

(1) Cambaye, ville maritime du Guzerate, sur le golfe de ce nom.

(2) Ceylan (île de), la plus grande de toute l'Asie; au S. de la péninsule indienne.

(3) Trinkomali, port de l'île de Ceylan; occupée deux fois par les Français.

(4) Méliapour, ou Saint-Thomé.

(5) Pondichéry, ville et port du Karnatic; fondée en 1674 par les Hollandais; prise par les Anglais en 1761, 1778, 1793, 1803. La France, par les traités, s'est engagée à ne pas la fortifier et à n'y avoir qu'une garnison de police.

Bourdonnais et Dupleix, dont l'habileté et le courage lui furent d'abord aussi utiles que leur rivalité lui devint ensuite funeste. La Bourdonnais (1), comme les Duquesne, les Bart, les Duguay-Trouin, était, dit Voltaire, capable de faire beaucoup avec peu et aussi intelligent dans le commerce qu'habile dans la marine. Entré en 1719 au service de la Compagnie des Indes, il se signale à la prise de Mahé (2) en 1724. Ce nom lui fut donné en souvenir de la part brillante qu'il prit à cette conquête sur les indigènes de la côte de Malabar (3). En 1735, gouverneur des îles de France et de Bourbon, il développe leur prospérité agricole et veut en faire l'entrepôt du commerce de l'Inde. Après un voyage en France en 1740, il revient en avril 1741, pour prendre part à la guerre contre les Mahrattes (4), qui assiégeaient Pondichéry; le gouverneur Dumas fit une vigoureuse résistance. De l'autre côté de la presqu'île indienne, les Malabars assiégeaient Mahé. Le 30 septembre 1741, la Bourdonnais délivre Mahé, et retourne à l'île de France en attendant le signal de la guerre entre la France et l'Angleterre; mais en 1743 il reçoit l'ordre de désarmer et de renvoyer ses vaisseaux en France.

Au moment où la guerre éclata, ce n'était plus Dumas, mais

(1) La Bourdonnais (Bertrand-François Mahé de), né à Saint-Malo en 1699, à peine âgé de dix ans, voyage dans les mers du Sud. Après les plus éclatants services rendus à son pays, il est dénoncé comme prévaricateur; s'embarque en 1748 sur un bâtiment hollandais; pris et d'abord mené en Angleterre, arrive à Paris, est écroué à la Bastille. Son procès dura trois ans et demi. Enfin reconnu innocent, il est mis en liberté en 1751; mais il était trop tard; l'indignation et le chagrin lui causèrent une maladie qui l'emporta en quelques mois (mars 1753). Sa veuve, tombée dans la misère, reçut une pension de 2,400 livres. Il a laissé des mémoires historiques, publiés par son petit-fils en 1827. Bernardin de Saint-Pierre lui rend une éclatante justice et immortalise son nom dans *Paul et Virginie*. Une statue lui a été élevée en 1859 à Port-Louis (île de France) et à Bourbon.

(2) Mahé, établissement français sur la côte de Malabar, dans le royaume de Maïssour, fondé en 1722, emporté par les Anglais en 1779, restitué à la France à la paix de Versailles.

(3) Cette côte termine le rivage oriental du golfe d'Oman dans sa partie la plus méridionale.

(4) Peuple de l'Inde qui repoussa toujours le joug mogol et conserva le culte de Brahma. Leurs États, d'abord resserrés entre la mer et les Gates occidentales, s'étendirent jusqu'à Orissa à l'est, Agra au nord et le Karnatic au sud; leur confédération ne fut détruite par les Anglais qu'en 1818.

Dupleix (1), qui commandait aux colonies françaises dans l'Inde. Envoyé à Pondichéry en 1720, il fut placé très jeune à la tête des établissements français à Chandernagor; il avait agrandi la ville, construit une flotte, tout en acquérant une fortune immense. Une si brillante direction attira bientôt l'attention du gouvernement et de la Compagnie. En 1742, tous les yeux se portent sur Dupleix comme sur le seul homme capable de faire face aux circonstances, et il est nommé gouverneur général de Pondichéry et de toute l'Inde française. La guerre éclatant, les deux Compagnies allaient être amenées à y prendre part, malgré la répugnance de leurs directeurs à Paris et à Londres. En octobre 1744, les colons de Pondichéry apprirent la déclaration de guerre entre l'Angleterre et la France. Comme la nouvelle arriva par voie de Madras, les autorités françaises refusèrent d'y croire jusqu'à communication officielle. Dupleix, privé de toute communication avec l'Europe, s'attendant à toute heure à voir apparaître une escadre ennemie, montra une inébranlable fermeté et soutint le moral de ses compatriotes. Quand la Bourdonnais recevait l'ordre de protéger nos possessions indiennes menacées par l'Angleterre, ce fut avec des sentiments de joie que Dupleix apprit cette nouvelle et salua le pavillon français flottant sur les vaisseaux de Mahé de

(1) Dupleix (Joseph), fils d'un directeur de la Compagnie des Indes, né, le 1er janvier 1697, à Landrecies dans le Hainaut; commissaire des guerres à Pondichéry; gouverneur général; mort dans la misère au milieu de la nuit du 10 au 11 novembre 1763, dans une maison de la rue des Capucines, sur l'emplacement du ministère des affaires étrangères, à quelques pas de la résidence officielle de la Compagnie. En 1731, Dupleix épouse, à Chandernagor, Mlle Escole, appelée la princesse Jeanne, fille d'un médecin français et d'une Portugaise, née et élevée dans l'Indoustan, connaissant tous les dialectes et tenant son mari au courant des relations, des correspondances, des intrigues de toutes les petites cours indigènes. Mme Dupleix meurt en décembre 1756, et il se remarie, à la fin de 1758, à Mlle Chastenay-Lanty, qui succomba en avril 1759. Sa fille est fiancée à Bussy. Il est étrange que, de tous les gouvernements successifs que la France a subis, aucun n'ait fait droit aux réclamations de Dupleix. Tous, depuis cette époque, doivent partager le blâme dû à ce grand scandale, et le dernier descendant du grand nabab est mort sans avoir vu reconnaître les droits de son ancêtre. Enfin plus d'un siècle s'est écoulé avant que la France se souvînt de ce gouverneur de génie; elle lui a élevé une statue le 8 novembre 1867, à Pondichéry, autrefois la reine de l'Indoustan, la ville capitale où Dupleix donnait l'investiture aux souverains indiens; maintenant triste débris de notre grandeur coloniale déchue.

la Bourdonnais. L'accord n'avait pas encore été troublé entre Dupleix et le gouverneur de Bourbon et de l'île de France (1), Mahé de la Bourdonnais, lorsque, au mois de septembre 1746, celui-ci se présenta avec une petite escadre devant Madras. Le commodore Peyton, qui croisait dans les mers de l'Inde, deux fois battu par la Bourdonnais, s'était éloigné avec sa flottille. La ville était peu fortifiée et les Anglais ne recevaient aucun secours; ils se rendirent aux premiers coups de canon, promettant de payer une somme de 14 millions pour la rançon de Madras, que les Français devaient retenir en otage jusqu'au complet acquittement de la dette. La Bourdonnais se croyait en droit de conclure un pareil traité d'après ses instructions secrètes; il avait reçu de France cet ordre formel : « Vous ne garderez aucune des conquêtes que vous pourrez faire dans l'Inde. » Et d'ailleurs, en qualité de commandant de la flotte, il se regardait comme indépendant de Dupleix; celui-ci prétendait au contraire que ses pouvoirs de gouverneur de l'Inde française lui permettaient de diriger toutes les opérations sur terre et le rendaient maître absolu de Madras (2). Les coffres contenant la rançon se trouvaient à bord des vaisseaux de la Bourdonnais, prêts à faire voile pour Pondichéry. Le gouverneur de Bourbon avait hâte de reprendre la route de ses îles, pendant que Dupleix disputait les termes du traité; se voyant sur le point d'être arrêté par ordre de son rival, il profite d'une tempête pour lui échapper, se jette dans une barque, rejoint ses bâtiments et laisse Dupleix prolonger ses négociations. Aussitôt le traité de Madras est annulé, toutes les marchandises, les biens des particuliers, lui sont livrés, la ville est rasée; le gouverneur, ses officiers et soldats sont conduits captifs à Pondichéry. Dans cette lutte, le gouvernement et l'opinion donnèrent raison à Dupleix : sa jalousie, ses préoccupations politiques l'entraînèrent à perdre à Paris son rival. En effet, en arrivant à l'île de France, la Bourdonnais y trouva un nouveau gouverneur. Ses dissentiments avec Dupleix l'avaient fait accuser d'avoir exigé de Madras une rançon dont il avait gardé une partie.

(1) Bourbon et l'île de France furent acquises par la France en 1702. Cette dernière île, cédée en 1814 à l'Angleterre, porte maintenant le nom d'île Maurice.

(2) Par un des articles du traité de paix du 18 octobre 1748, cette conquête fut rendue en échange de Louisbourg.

L'amiral Boscawen, après avoir renoncé à son entreprise sur l'île de France, qu'il abandonna le 9 juillet 1748, parut dès le 4 août suivant sur la rade du fort Saint-David, à quatre lieues sud de Pondichéry, avec deux de ses plus gros vaisseaux; peu de jours après, il est rejoint par les autres navires de son escadre au nombre de 21 voiles. L'amiral Griffin, qui l'attendait à ce rendez-vous, et qui escortait un convoi de navires marchands de la Compagnie, laissa encore à l'amiral Boscawen quatre de ses meilleurs vaisseaux et 400 hommes de troupes réglées. Dupleix, gouverneur, ignora pendant quelque temps si cet amiral attaquerait ou Pondichéry ou Madras; après avoir pourvu à l'approvisionnement et à la défense de ces deux places, dans le dessein de disputer pied à pied le terrain à l'ennemi, il voulut encore garder le fortin d'Ariancoupan, à une lieue de Pondichéry, sur le chemin du fort Saint-David, et, quoique ce ne fût qu'un pâté sans angles flanqués, il y fit bâtir une poudrière à l'épreuve de la bombe, et qui était entièrement achevée lorsque les Anglais s'y présentèrent.

Le 18 août 1748, 3 vaisseaux et 1 brigantin abordèrent dans la rade de Pondichéry (1), et le 20 on y reçut avis, vers les deux heures après midi, que les Anglais, au nombre de 3,000 hommes de troupes réglées, sortaient de Goudelour, petite ville située près du fort Saint-David, et qu'ils se mettaient en marche avec un corps de 10,000 cipayes.

Dupleix fit sortir sur-le-champ un détachement de quelques noirs et apprit dès le soir même l'apparition des cipayes, formant l'avant-garde de l'armée; celle-ci devait camper et passer la nuit près du village d'Archiouac. Il devenait essentiel d'arrêter l'ennemi dans tous les endroits où on pourrait le faire avec avantage. Le passage de la rivière de Chounambark, peu éloignée du fort d'Ariancoupan, sous lequel nos troupes pouvaient se replier, offrait une position favorable. La compagnie de dragons d'Auteuil, celle de cipayes, et les cavaliers de Chekassem, eurent ordre de monter à cheval, suivis de quelques ci-

(1) Pondichéry est bâti au bord de la mer, sur une grève; de longues allées d'arbres partent des remparts. La ville n'a pas de port; au sud, sa barrière naturelle est l'Ariacoupan, petite rivière qui coule de l'ouest à l'est entre deux rives encaissées. Au nord-ouest s'étend un marais, terminé par un ruisseau qui se jette dans l'Ariacoupan.

payes à pied pour disputer le gué; mais pendant la nuit les Anglais ne firent aucun mouvement. M. d'Auteuil, pour connaître leurs forces et le motif de leur inaction, passa la rivière à la pointe du jour et, s'étant avancé, il trouva un gros de cavalerie noire qu'il poussa quelque temps devant lui; mais, jugeant qu'on avait dessein de l'attirer dans quelque embuscade, il fit halte et cessa sa poursuite. Deux heures après, il fait passer la rivière à 300 cipayes à pied, les place dans un ancien camp près du gué, avec ordre de se replier sur lui si l'ennemi les débusquait de ce poste. On fit sortir le même jour la compagnie de grenadiers commandée par M. de la Tour et celle des volontaires de Bussy, pour joindre les dragons. Peu après, une compagnie d'infanterie et celle d'artillerie se rendirent sur les bords de la rivière d'Ariancoupan avec 4 pièces de campagne; ces 2 dernières avaient ordre d'occuper les deux redoutes élevées par Dupleix, et, si M. de la Tour était forcé, il devait les y joindre.

Le 21 et le 22, les ennemis brûlèrent le village d'Archiouac et quelques autres, et pendant ces deux jours ils parurent plusieurs fois rangés en bataille à la tête de leur camp. Le 23, sur les huit heures du matin, 14 vaisseaux vinrent mouiller vis-à-vis d'Ariancoupan, et sur les deux heures après midi on crut apercevoir quelque mouvement dans leur camp. En effet, un corps de 1,000 à 1,200 noirs s'ébranlait et marchait droit au poste où nos cipayes étaient retranchés : on les attendit de pied ferme, et ils furent repoussés jusqu'à trois fois; mais, toute l'armée s'avançant en colonne avec du canon, M. de la Tour, en deçà de la rivière, envoya ordre de se retirer, et détacha un peloton de grenadiers, la compagnie de dragons et des volontaires pour favoriser la retraite. M. Pichard, lieutenant sous M. d'Auteuil, se distingua dans cette action; ayant demandé la permission de passer la rivière avec ses dragons, il tomba sur les ennemis le sabre à la main, en faisant toujours l'arrière-garde de nos cipayes. Les trois attaques de ce vieux camp coûtèrent 150 hommes aux Anglais.

La jutesse du tir de l'artillerie leur tua beaucoup de monde, et les obligea enfin à se retirer et à gagner le côté de la mer où mouillaient leurs vaisseaux. Cette journée fit beaucoup d'honneur à M. de la Touche, qui y commandait, ainsi qu'à M. de la Borderie, son lieutenant, et au chevalier Law. Cependant M. de la Tour, ju-

geant que les Anglais pourraient chercher un autre gué à une demi-lieue au-dessous d'Ariancoupan, fit replier ses troupes du côté des limites (1) de la ville, ramena son artillerie et détacha toute la cavalerie blanche et noire pour côtoyer la rivière et observer les mouvements des ennemis. C'est alors que M. Paradis, ingénieur en chef, homme capable, cité plusieurs fois pour sa valeur, et qui avait gagné la confiance du soldat, fut envoyé par Dupleix pour reconnaître l'état des choses. Après avoir rendu compte que M. de la Tour avait peut-être trop tôt quitté un poste avantageux, il y retourna lui-même, et, chargé du commandement des troupes du dehors de la ville, il les ramena aux redoutes, qui balayèrent la rivière de l'est à l'ouest.

Nos troupes, retirées dans les redoutes de la rivière d'Ariancoupan, y furent tranquilles toute la nuit, et le lendemain, 24, elles virent passer la rivière à toute l'armée ennemie, malgré le feu continuel des canons du fortin d'Ariancoupan. Les Anglais, qui d'abord avaient gagné un bois peu éloigné, ne tardèrent pas à en déboucher.

Cette brusque attaque coûta cher aux ennemis, arrivés sans échelles ni grenades. Le feu du canon, toujours chargé à mitraille, obligea le corps en bataille de se retirer. Alors les Anglais dressèrent une batterie de quelques pièces de canon au-dessous de l'église des jésuites pour battre les bords de la rivière, comme s'ils eussent voulu la passer. M. de la Tour, craignant que ce ne fût leur dessein, fit aussitôt retirer les 2 pièces dans la redoute de l'est au-dessous du gué, et il vint se ranger sur les bords de la rivière. M. de la Touche, voyant l'ennemi éloigné, fit sortir des soldats pour recueillir les blessés anglais abandonnés, qu'on envoya à l'hôpital de Pondichéry. Le grand nombre des morts, parmi lesquels un des capitaines des grenadiers qui s'étaient présentés à l'attaque du fort, donna occasion à M. de la Touche d'écrire au général anglais que, s'il voulait les faire enlever, il défendrait de tirer sur ceux qu'il enverrait à cet effet. Ce général dut se borner à lui envoyer une réponse extrêmement polie par son premier aide de camp, le priant d'ordonner lui-même la sépulture de ses soldats, parce que c'était le manque de voitures qui l'avait contraint d'a-

(1) On appelle *limites* les routes de fortification qui s'étendent de la mer aux redoutes de Valdaour.

bandonner ses morts et ses blessés. Cette action fit perdre aux Anglais plus de 200 hommes de leurs meilleures troupes, tant tués que blessés; parmi ces derniers se trouvait le commandant de leur artillerie, qui avait eu la jambe emportée par un boulet.

M. Paradis, confirmé par les lettres réitérées de Dupleix dans la résolution de ne pas abandonner les bords de la rivière et de rendre la défense du fort aussi longue que possible, travaillait à s'y retrancher. Persuadé que ce ne serait qu'après avoir emporté Ariancoupan qu'ils tenteraient le passage de la seconde rivière, il voulait opposer batterie contre batterie et rester toujours le maître de les combattre quand ils se présenteraient. Il fit à cet effet border la rivière d'Ariancoupan depuis la redoute de l'est jusqu'auprès de l'embouchure. Le 25, nos troupes occupèrent les redoutes; mais les ennemis ne parurent pas, occupés qu'ils étaient de la descente de 1,800 matelots qui débarquèrent de la flotte.

Le 26, on aperçut beaucoup de mouvement parmi les vaisseaux de l'escadre, et ceux qui avaient appareillé de la rade de Goudelour vinrent se joindre à ceux mouillés devant Ariancoupan.

M. Paradis, sur un rapport que les Anglais, informés que les bastions de Saint-Laurent et de Saint-Louis n'étaient point défendus par des fossés et que la meilleure partie de notre garnison se trouvait hors de la place, avaient résolu l'escalade pendant la nuit, fit les plus vives représentations à Dupleix; et, au lieu d'exécuter cette nuit même le projet concerté entre eux de brûler le parc d'artillerie des ennemis, on fit entrer 200 cipayes dans la ville. M. Paradis, pour n'être pas coupé, si on passait par l'embouchure de la rivière, forma une longue chaîne de troupes, entremêlées de cipayes, et fit rentrer dans les limites toute la cavalerie pour la transporter ensuite où il serait nécessaire.

Le 27, on découvrit des retranchements élevés par les Anglais autour d'un bouquet de bois et une batterie commencée avec quelques sacs à terre. On tira aussitôt quelques coups de canon sur leurs travailleurs, et M. Paradis fit élever un petit cavalier pour découvrir le pied de leurs retranchements. Mais pendant la nuit les Anglais perfectionnèrent leurs ouvrages; le 28, ils y placèrent de l'artillerie qui ne cessa de battre le fort d'Ariancoupan et les redoutes de l'est et de l'ouest.

Le 30, afin de débusquer l'ennemi de ce poste, M. Paradis fait

passer la rivière à un gros détachement de 500 Cafres et 400 cipayes à pied ; cette troupe est suivie par la compagnie de dragons d'Auteuil et par celle des volontaires de Bussy, destinée uniquement à la soutenir. Les cipayes se débandèrent sans qu'il fût possible de les rallier; mais les officiers de dragons et les volontaires de Bussy, indignés de ce lâche abandon, mettant le pistolet et le sabre à la main, tombent au milieu des Anglais, et bientôt suivis des volontaires à pied, qui n'avaient pu aller si vite, ils chassent l'ennemi de ses retranchements, jonchés de morts et de blessés. Plusieurs officiers ennemis y sont tués, et le major commandant Gondelour est fait prisonnier, avec le capitaine d'une compagnie franche de marine. Le temps ne permettait pas d'en faire davantage, et ce petit corps se disposait à regagner par le même chemin les redoutes d'où il était sorti, quand se présenta un nouveau corps de 1,200 hommes des meilleures troupes ennemies. M. Cochinat, l'un de nos officiers de dragons, n'ayant pu se dégager de dessous son cheval tué, est fait prisonnier, ainsi que des dragons et des volontaires. Peu après, un accident bien fâcheux changea en une morne consternation la joie qu'éprouvaient nos soldats d'un succès jusqu'alors ininterrompu : un boulet des ennemis frappa dans un chariot de poudre, le fit sauter, ainsi que deux autres et 46 hommes. Un nombre presque égal de soldats furent brûlés, et l'ennemi se serait aisément aperçu de cette castastrophe si M. Puymorin, lieutenant de grenadiers, n'avait pas redoublé la vivacité de son feu.

M. Dupleix sentait trop l'importance de la conservation des postes abandonnés par M. Paradis pour approuver le parti dont il lui rendit compte. Lorsque celui-ci retourna avec de nouveaux ordres pour les reprendre, M. de la Touche avait fait sauter les poudres de son fort, M. Puymorin enclouait les canons de sa redoute, quelques soldats d'artillerie et quelques volontaires en arrière sont ramenés dans les limites, où l'on réunit toutes les troupes. L'ennemi ne put ainsi s'apercevoir de notre retraite momentanée d'Ariancoupan.

Le 7 septembre seulement, l'amiral Boscawen fit passer la rivière à son armée. On crut d'abord qu'il attaquerait la place par le chemin le plus court, car ses batteries étaient bien préparées de ce côté ; mais il tourna brusquement sur la gauche, et quand il eut gagné le village d'Oulgaré, on vit toute l'infanterie en bataille sur le coteau, que sa cavalerie blanche et noire avait d'abord occupé.

Quelque temps après, deux ou trois pelotons se détachèrent de l'armée avec du canon et des mortiers pour forcer la barrière de Charoune, alors défendue par une seule compagnie des volontaires et 2 petites pièces de canon.

Dupleix, à la porte de Valdaour, examinait du haut d'un bastion les différentes manœuvres de l'ennemi, sur lesquelles M. Paradis réglait les siennes en dedans des limites, et les troupes tinrent toujours en échec celles des Anglais. Pendant ce temps les volontaires de Bussy tinrent ferme jusqu'à la nuit, et alors toutes les troupes dispersées se replièrent chacune sous la porte après avoir mis le feu aux cases voisines. Cette retraite se fit dans le meilleur ordre; cependant, dans cette même nuit où il semblait que l'on eût abandonné la campagne aux assiégeants, on fit une forte sortie pour brûler les bateaux plats et enlever des munitions déposées au bord de la mer, au lieu même du débarquement des matelots, et qui étaient gardées seulement par quelque infanterie.

Le 8 septembre, on ne put connaître encore par quel endroit la place serait attaquée.

Le 9, nos dragons et nos volontaires, suivis de quelques cipayes, poussèrent en vain jusqu'aux limites pour engager quelque peloton d'infanterie anglaise à en venir aux mains. Dans la nuit, la galiote à bombes vint se joindre aux 4 vaisseaux déjà mouillés dans la rade, et comme elle s'approchait beaucoup de la ville, nos batteries l'obligèrent à aller se placer hors de portée; elle commença à bombarder vers les trois heures après minuit, mais toutes ses bombes ne produisirent aucun effet.

Pendant toute la journée du 10, la galiote continua à jeter des bombes. Sur les huit heures, on fit sortir Abdoulraman, colonel des cipayes à pied, et Chekassem, son frère, commandant de la cavalerie noire, qui, ayant trouvé divers corps de cipayes ou paliagares des Anglais dans l'intérieur de nos limites, les menèrent bien loin, jusqu'à la vue de leur armée.

Le 11, à six heures du matin, les Anglais ouvraient la tranchée à la gauche d'un petit village, un peu au nord du bastion Saint-Joseph. Dupleix se transporte sur le bastion gauche de la porte de Madras; ayant reconnu la situation de la tranchée, il assemble quelques officiers, et il fut résolu de faire une sortie vers les quatre heures du soir, afin de combler les ouvrages commencés. Les com-

pagnies de grenadiers de la Tour et de Goupil, du corps de réserve, les dragons d'Auteuil (1), les volontaires de Bussy et les cipayes à cheval, ont ordre de se tenir prêts à marcher. Un officier est envoyé reconnaître les chemins, et, sur son rapport, on choisit malheureusement le plus long et le plus difficile. Nos troupes furent trop tôt découvertes; un fond marécageux embourbait à chaque instant l'artillerie et la cavalerie. Malgré tous les obstacles, et malgré la difficulté de marcher dans un terrain si ingrat, l'avant-garde, composée des grenadiers et des volontaires, donna bravement dans le village, et les cipayes, quoique peu accoutumés à des attaques de cette espèce, ne se rebutèrent que lorsqu'ils virent une partie des officiers tués ou blessés. MM. Puymorin et Astruc, officiers des grenadiers, et M. Foubert, officier des volontaires, furent du nombre de ces derniers. M. Roche, lieutenant de la compagnie de la Tour, est tué sur les bords du retranchement. La perte la plus considérable fut celle de M. Paradis, atteint d'une balle dans la tête et qui mourut de sa blessure deux jours après. La défense perdait un de ses meilleurs auxiliaires, car Dupleix restait sans ingénieur. Les soldats ne le voyant plus à leur tête, et le bruit s'étant répandu qu'on l'emportait mort, il ne fut plus possible de les contenir. Les canons sont abandonnés, et sans la fermeté de M. de Kerangal, officier d'artillerie, et de Schonamille, ils seraient restés au pouvoir de l'ennemi, qui, profitant de notre désordre, voulut sortir du village et poursuivre nos troupes; mais elles se rallièrent enfin, et le feu du canon de la ville, qui le battait de tous côtés, le fit rentrer dans ses retranchements. Il ne se passa rien d'intéressant depuis le 11 jusqu'au 14, quoique toutes les nuits fussent marquées par quelques sorties, et que les dragons, les grenadiers, les volontaires et les Cafres, inquiétassent continuellement les Anglais.

Le 14 du mois, des cipayes, qui battaient l'estrade à une lieue et demie de la ville dans la partie du nord, surprirent sur le bord de la mer quelques matelots descendus à terre, qu'ils firent prisonniers.

Dans la nuit du 18, on dressa une nouvelle batterie de 2 pièces en face du camp ennemi. Le lendemain on en établit une seconde;

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV* pour renseignements sur les dragons d'Auteuil, les volontaires de Bussy et les cipayes à cheval.

Dupleix en fit construire encore une autre près de la porte de Madras. Cette dernière, prenant en écharpe une partie de la tranchée et le village sur lequel elle s'appuyait, ne cessa pas d'inquiéter les Anglais jusqu'au moment de leur retraite. Toutes ces batteries furent exécutées par M. Dancy, capitaine d'artillerie, soutenu par M. Mainville, capitaine d'infanterie. Tel était l'état des choses le 21, lorsque les Anglais commencèrent à faire tirer sur nos bastions; on leur répondit vivement, et, suivant le rapport des espions et d'un brigadier de dragons anglais qui déserta, notre feu leur faisait perdre beaucoup de monde.

Depuis le 21 jusqu'au 26, il n'y eut rien d'extraordinaire; chaque jour, nos cipayes faisaient quelques prisonniers; la galiote, quoique continuant de tirer, ne faisait aucun mal, et les vaisseaux anglais, passés dans la partie du nord de la rade, semblaient être des témoins oisifs, et ne servaient qu'au dépôt des munitions. On s'était proposé d'enlever quelques-uns des convois de l'ennemi dans le trajet du bord de la mer jusqu'à son camp. Abdoulraman avait ordre de se glisser jusqu'au bord des limites, d'observer le chemin de ces convois, et de les couper s'il en trouvait l'occasion. Ce projet fut exécuté glorieusement. Un gros de cipayes anglais qui faisaient l'avant-garde du détachement, passant derrière nos embuscades, essuya tout leur feu, et de l'infanterie anglaise s'étant avancée pour le soutenir, elle ne put tenir contre leur décharge ; il y eut quelques officiers de tués et un nombre considérable de soldats blessés. Au bruit de cette mousqueterie, les ennemis s'étaient hâtés de détacher un corps de 6 à 700 hommes avec toute la cavalerie; mais, à la vue de quelques troupes sorties de la place et rangées en bataille dans les limites pour protéger la retraite des cipayes, tout ce renfort fit halte, et la cavalerie, n'osant soutenir le feu de nos noirs, se retira avec précipitation. Cette affaire, dans laquelle nous n'eûmes que quelques cipayes blessés, acheva de leur acquérir la plus grande réputation et de les rendre redoutables à tous ceux de l'armée ennemie, d'autant plus sensible à ce qui venait d'arriver, que l'action s'était passée sous les yeux d'un seigneur mogol venu depuis deux jours au secours des Anglais, et qui leur avait amené quelques centaines de chevaux, avec 2 ou 3,000 fantassins.

Dans la nuit du 27 au 28, M. Marchand, officier des troupes de la marine, est blessé à la tête par l'éclat d'une bombe qui cassa le

bras de M. le Vayer, jeune officier du même corps, qui s'était couvert de gloire deux ans auparavant dans l'affaire de Saint-Thomé. Cette même nuit, les ennemis établirent 2 batteries pour démonter celles que nous avions au dehors de la place. A la faveur d'un rideau, ils travaillèrent à en former deux beaucoup plus considérables pour faire brèche au bastion Saint-Joseph et à la courtine attenante; mais Dupleix leur en fit bientôt opposer 2 autres, l'une sous la capitale de ce même bastion, et la seconde sous celle du bastion du nord-ouest.

Le 2 octobre, sur l'avis que les vaisseaux devaient mettre à terre quelques pièces de canon, Abdoulraman fut encore choisi pour cette expédition. Comme l'affaire du 26 avait un peu ralenti l'ardeur des ennemis, ils respectaient nos limites. Abdoulraman prit si bien ses mesures, qu'après un combat assez léger il s'empara de 2 pièces qui venaient d'être débarquées. Cette action se passait près de la troupe qui devait soutenir nos cipayes, et toute la cavalerie ennemie accourait au grand trot pour les couper, suivie d'un corps d'infanterie. M. de la Tour détacha aussitôt des volontaires et des soldats de marine au secours des cipayes, et M. d'Auteuil, à la tête de ses dragons, arrêta la cavalerie ennemie, qui, malgré sa supériorité, n'osa pas mettre le sabre à la main. L'infanterie anglaise se contenta de voir la troupe de M. de la Tour en bataille, et Abdoulraman eut pour témoin de sa victoire cette partie considérable de l'armée des Anglais et tous leurs vaisseaux.

Le 6, le général anglais fit battre le bastion gauche de la porte de Valdaour (dont le feu incommodait considérablement son camp) et la face gauche du bastion de Saint-Joseph, dont le revêtement fut très maltraité.

Dans la nuit, on répara le dommage, et le feu ayant été encore plus vif le lendemain, M. Dupleix se transporta dans ces deux endroits, et donna des ordres si nets, si précis, que le 8 au matin le revêtement du bastion Saint-Joseph était remis dans son premier état, les merlons du bastion de la porte refaits et remplacés par des sacs à terre, et sa face entière blindée avec des cocotiers, arbre admirable pour ces sortes d'ouvrages. Le même jour, les vaisseaux de guerre de l'amiral Boscawen (1) vinrent s'embosser devant la ville,

(1) Boscawen était un officier déjà distingué par sa naissance. Petit-fils du fa-

dont ils occupèrent toute la face. Le commandant ayant mis un pavillon de combat, ils tirèrent chacun quelques volées, auxquelles on se dispensa de répondre, étant hors de portée et les trois quarts de leurs boulets ne parvenant pas jusqu'au rivage. Ils s'approchèrent le lendemain, et l'histoire fournit peu d'exemples d'une pareille canonnade; depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir, tous ces vaisseaux ne cessèrent pas une seule minute de tirer, et la galiote de jeter des bombes.

C'est le 10 que la batterie élevée au milieu de la courtine du bastion Saint-Joseph commence à répondre, de l'endroit précisément où les ennemis voulaient faire brèche; ils s'attachèrent toute la journée à la ruiner. La galiote ne tirait plus depuis le 8; elle faisait eau de toutes parts; les vaisseaux prenaient le large depuis qu'une de nos bombes, tombée sur un des plus forts avait failli le faire sauter; une lettre de l'amiral Boscawen au commandant de la rade, interceptée le 10, annonçait ses dispositions à la retraite. Abdoulraman, qui s'était introduit déguisé dans le camp des Anglais, savait que le seigneur mogol venu à leur secours, dans l'espérance d'avoir quelque part au butin, s'était retiré. La saison, qui s'avançait, ne laissait plus de doute sur le parti que les ennemis seraient obligés de prendre.

Les 11, 12 et 13, l'ennemi tira faiblement; quelques déserteurs passés de notre côté s'accordaient à confirmer son prochain départ; cependant ils assuraient en même temps que le général, avant de tout abandonner, tenterait un coup de main et l'escalade pendant l'obscurité de la nuit. Cette entreprise manquait à la gloire de Pondichéry, et, quoique Dupleix sût parfaitement à quoi s'en tenir, pour ne pas paraître mépriser un avis qui flattait tout le monde, il distribua toutes les troupes du corps de réserve dans les différents postes de la ville.

Le 14, le feu des assiégeants se réduisit au tir de quelques pièces de campagne placées à la droite et à la gauche de leur retranchement.

L'intention de Dupleix n'était pas de les laisser se rembarquer à

meux Marlborough, il entre dans la marine à l'âge de douze ans, passe par tous les grades inférieurs; à vingt-six ans, il commandait le vaisseau qui, compris dans la flotte de l'amiral Vernon, prit Porto-Bello et échoua devant Carthagène. Il continua d'acquérir une réputation de talent et d'initiative qui, jointe à sa haute naissance, le fit choisir pour commander l'expédition des Indes.

leur aise. Dans la nuit du 14 au 15, nos cipayes (1) s'emparèrent de la tranchée, abandonnée par l'ennemi pour se retirer dans son camp, et ils y mirent le feu.

Le 17, toute l'armée se replia vers Ariancoupan. Ainsi fut levé le siège de Pondichéry après trente-huit jours de tranchée ouverte, et les premières actions de grâces en furent rendues par un *Te Deum.*

Le 18, les Anglais ayant abandonné le fort d'Ariancoupan, nos troupes s'en emparèrent, les poursuivirent jusques au delà de la rivière de Chounambark. Ce même jour, leurs vaisseaux quittèrent aussi notre rade pour retourner à celle de Goudelour.

On ne peut trop louer la conduite de Dupleix, non seulement pendant le siège de Pondichéry, mais encore pendant tout le temps de la guerre, et il a heureusement contribué en cette occasion à porter au plus haut point la gloire du nom français dans l'Inde. En rendant justice à la bravoure de nos différents corps de troupes, on s'aperçoit bien que tous n'ont pas eu les mêmes occasions de se distinguer; les grenadiers de la Tour et de Goupil, les volontaires de Bussy et les dragons d'Auteuil, ont partagé avec les braves cipayes Abdoulraman et Chekassem toutes les fatigues du siège, comme MM. Dancy, Kerangal, d'Or et Grandmaison, chargés de l'artillerie, et M. de la Touche, qui commandait à la porte de Valdaour, à laquelle les ennemis avaient fixé leur attaque; ni lui ni ses officiers ne voulurent jamais être relevés. Parmi ces officiers étaient M. de Kerjean, neveu de Dupleix, et M. Vincent.

Sur le rapport des déserteurs, on a jugé que, soit par maladie, par le feu de la place, soit dans les différentes actions, les Anglais avaient perdu au delà de 1,500 hommes, et au nombre des prisonniers faits sur eux on comptait MM. Laurent, major à Goudelour; Bruce, capitaine de marine, et Burnet, des vaisseaux de guerre. De notre côté, nous avions perdu MM. Paradis, commandant de Karikal et ingénieur en chef de Pondichéry; Roche, lieutenant des grenadiers, et de Passy, enseigne, avec 101 soldats. Dans le nombre de nos 94 blessés se trouvaient : MM. Puymorin, lieutenant des grenadiers; Astruc et Foubert, enseignes; le Marchand et le Vayer,

(1) Cipayes, nom donné dans l'Inde à tous les indigènes qui servent militairement comme enrôlés. On comptait des régiments de cipayes à pied et même à cheval, armés généralement et habillés suivant l'usage du pays. Les Anglais en avaient également à leur service.

officiers de marine, et Chekassem, colonel des cavaliers cipayes.

La paix d'Aix-la-Chapelle mettait fin à la guerre entre les Européens dans les établissements français des Indes. Dupleix est obligé de rendre Madras à l'Angleterre, les choses sont remises dans l'Inde sur le pied où elles étaient avant la guerre. Les hostilités ayant cessé de part et d'autre, l'amiral Boscawen reçut toutefois l'ordre du ministère anglais de continuer à croiser dans les mers de l'Inde. Le traité du 18 octobre 1748 laissait en effet subsister des différends qui devaient amener une nouvelle rupture, et la paix n'était considérée par les Anglais que comme une trêve. Pour Dupleix et Saunders (1), le commerce ne sera plus qu'un prétexte, le but sera l'extension illimitée de l'influence européenne et la continuation de la guerre sous les étendards des princes indiens, puisqu'ils ne peuvent plus se la faire ouvertement. Dupleix avait toujours pour objectif l'établissement de la domination française dans cette partie de l'Asie. L'ancien empire du Grand Mogol était déchiré par des révolutions intérieures : Dupleix prend parti, et dans le Karnatic (2) et dans le Dekkan (3), contre les rivaux soutenus par les Anglais.

Des mois entiers se passèrent avec des avantages et des retours de fortune. Enfin Dupleix est proclamé nabab de toutes les provinces au sud du fleuve Kistnah (4). Un tiers de l'Inde lui obéissait, et il espérait y voir bientôt fondé l'empire de la France. Tous ces succès effrayèrent le gouvernement de Louis XV et irritaient l'Angleterre. Trois hommes distingués, de rares talents, Saunders, Lawrence et Clive (5), vinrent troubler les conquêtes de Dupleix.

(1) Saunders, gouverneur anglais de la présidence de Madras, se fit remarquer par l'animosité de sa lutte avec Dupleix.

(2) Karnatic, vaste province du Dekkan méridional, capitale Arkot; définitivement acquise par la Compagnie en 1781.

(3) Quoique le Dekkan s'étendît en réalité à toute l'Inde méridionale, son nom ne fut jamais employé par les mahométans et par nous-mêmes que pour désigner la partie comprise entre le Nerbudda au nord et le Kistnah au sud.

(4) Le Kistnah, fleuve qui prend sa source dans les Gates occidentales et se jette dans le golfe du Bengale, servait de frontière méridionale au Dekkan.

(5) Clive (Robert), général, fondateur de la puissance anglaise dans l'Inde, né le 29 septembre 1725, se tua en 1774, après avoir été deux fois gouverneur du Bengale et y avoir acquis une fortune immense.

Au mois de septembre 1751, Dupleix s'empare d'Arkot (Arcatte, Arkot, Arcote), soutenu par un détachement français. Bussy guerroyait toujours dans le Dekkan, s'opposant à grand'peine aux hostilités et aux intrigues des ennemis de la France; ensuite, ouvrant avec audace une route toute nouvelle aux armes françaises, il quitte pour la première fois les côtes, et s'avance sans hésiter dans la péninsule à la tête d'une poignée de soldats. En vain Dupleix multipliait ses efforts et consacrait sa fortune à la continuation de la guerre; en vain il déployait toutes les ressources de son esprit pour se créer des alliances ou semer la désunion entre les Anglais et leurs auxiliaires; toujours luttant péniblement dans le Karnatic, mal servi par ses commandants militaires, des défections fréquentes détruisaient ses espérances. Les directeurs anglais désiraient la paix par crainte des triomphes de leurs rivaux, ils s'effrayaient du point où Dupleix, secondé par Bussy, portait l'influence française et se disaient avec terreur qu'il lui suffirait de quelques années pour envahir tout le Mogol. Une trêve, désirée par les deux compagnies, devenait nécessaire. Les directeurs anglais s'attachèrent donc à représenter Dupleix comme le seul obstacle à cette paix désirée. Dès le début des pourparlers de la paix, le gouvernement français se montra disposé à abandonner nos conquêtes et à se contenter dans l'Inde de quelques établissements peu nombreux.

M. Silhouette écrivait de Paris à M. Dupleix, le 13 septembre 1752 : « On préfère généralement ici la paix à des conquêtes, et le succès n'empêcherait pas qu'on ne désire un état moins brillant, mais plus tranquille et plus favorable au commerce. C'est dans cet esprit que j'ai toujours parlé à M. de Lavalette et à votre neveu, lorsqu'ils sont venus me voir. On va jusqu'au point de craindre des possessions qui pourraient engager la nation dans les guerres des princes de l'Inde. On désire de n'y être mêlé pour rien et de n'y avoir aucune part. La vérité et la franchise dont je fais profession m'engagent à ne pas vous dissimuler que tout système qui paraîtra s'éloigner de ces vues de neutralité n'aura pas l'approbation du roi, du ministre et du public. On ne veut pas se rendre une puissance politique de l'Inde, on ne veut que quelques établissements en petit nombre, pour aider et protéger le commerce : point de victoires, point de conquêtes, beaucoup de marchandises et quelque augmentation de dividende. »

La Compagnie annonçait ainsi de Paris, à la date du 15 octobre 1753, au gouverneur la décision prise : « L'état d'incertitude où vous nous laissez sur les moyens de terminer une guerre onéreuse depuis longtemps et toujours fatale à la prospérité du commerce et l'ignorance où nous sommes de l'existence des fonds considérables que nous avons envoyés dans l'Inde nous ont engagés à avoir recours à M. le garde des sceaux pour diriger notre conduite. Le choix est tombé sur M. Godcheu ; nous ne doutons pas que vous ne l'aidiez autant qu'il sera en vous. »

Le 31 décembre 1753, Godcheu partait de Lorient, avec 4 vaisseaux et 1,200 hommes de troupes. Les ordres secrets, qu'il ne devait ouvrir qu'après avoir dépassé la ligne de l'équateur, étaient les suivants : le 1er nommait Godeheu commissaire et commandant général de l'Inde ; le 2e enjoignait à Dupleix de cesser sur-le-champ toutes fonctions et de s'embarquer avec sa femme et sa fille ; le 3e de faire arrêter Dupleix, de le constituer prisonnier et de l'embarquer sur un des premiers vaisseaux qui partiraient pour France. (Fontainebleau, 29 octobre 1753.)

Godcheu arrive en rade de Pondichéry le 1er août 1754 sur le *Duc-de-Bourgogne*. Aux ordres dont il était porteur et qu'il notifia à Dupleix, celui-ci se déclara prêt à obéir (1).

Le traité, signé en octobre, puis définitivement le 31 décembre, entre M. Saunders et Godcheu, établissait que les deux Compagnies s'engageaient à ne plus intervenir à aucun titre et sous aucun prétexte dans les affaires des princes indiens, à protéger mutuellement leurs propriétés : chacune conservant dans le Karnatic ce qu'elle possédait avant la guerre, c'est-à-dire Pondichéry et Karikal

(1) « J'obéirai et irai demander une pension alimentaire à la Compagnie, » avait dit Dupleix. Il s'abusait grandement. La Compagnie refusa même d'admettre ses créances. Trois mois avant sa mort, il écrivait ces lignes touchantes : « J'ai sacrifié ma jeunesse, ma fortune, ma vie pour enrichir ma nation en Asie. D'infortunés amis, des parents consacrèrent leurs biens au succès de mes projets ; ils sont maintenant dans la misère. Mes services sont traités de fable, ma petite propriété vient d'être saisie, et je suis obligé de demander un délai pour ne pas être traîné en prison. » Le 10 novembre 1764, à peine Dupleix avait-il rendu le dernier soupir, que les créanciers envahissaient son humble demeure. Le nom de Dupleix n'existe plus ; son dernier héritier est mort en 1866 dans l'indigence. L'histoire ne le proclame pas moins comme un de nos plus grands citoyens.

pour les Français; Madras, Saint-David et Devicatah (1) pour les Anglais : toutes deux s'engageant à ne plus accepter aucune concession territoriale de la part des puissances du pays. Cet inqualifiable traité, ratifié en Europe, deviendra bientôt, tout en anéantissant les plans de Dupleix, la source de nouvelles hostilités.

Le système de Dupleix n'était autre qui celui suivi depuis par l'Angleterre dans cette contrée. Il consistait à soutenir par de grandes possessions de territoire les comptoirs français de Pondichéry, de Chandernagor, et tous ceux qu'on pourrait former ensuite. Il fallait pour cela des alliances, des guerres, une politique appuyée par beaucoup de sacrifices d'hommes et d'argent. On devait seconder son ardeur, tout en réglant ses plans gigantesques. Or il ne recevait de France, comme recrues, que la plus vile canaille; comme il l'écrivait lui-même, le gouvernement refusa les hommes; la Compagnie, l'argent, tout en lui laissant poursuivre son système. Puis on s'en prit à lui. Les succès de l'Angleterre, qui a su persévérer, ont prouvé que Dupleix avait raison. Par son rappel on peut dire que la France cédait l'empire de l'Inde. Dupleix s'embarqua pour la France avec sa femme et sa fille, le 14 octobre 1754, à bord du *Duc-d'Orléans*, voyant ainsi détruire en quelques jours sa fortune particulière et des possessions immenses. Il débarqua à Lorient le 21 juin 1755; son arrivée donna lieu à des ovations qui étaient une critique de cet abandon de l'empire des Indes, si lâchement fait aux Anglais par la faiblesse du gouvernement français. Godcheu avait alors rempli sa mission; il laissa le gouvernement à M. de Leyrit, commandant à Chandernagor, et quitta Pondichéry le 16 février 1755, sans même attendre l'arrivée de son successeur.

La guerre de Sept Ans éclatait, l'Europe s'engageait tout entière dans la lutte; notre marine, faible encore malgré les efforts faits pour la relever, subissait des échecs sur toutes les mers. Les Anglais avaient rendu notre occupation très précaire dans l'Inde. M. de Bussy (2) se maintenait à grand'peine dans le Dekkan. Le petit

(1) Devicatah, ville forte du Tandjaore, à l'embouchure du Cavery, cédée aux Anglais par le radjah en 1709

(2) Bussy-Castelnau (Charles-J. Patissier, marquis de) sert avec distinction sous Dupleix; commandant des forces de terre et de mer au delà du cap de Bonne-

nombre de troupes dont il disposait ne lui permettaient aucune action décisive. Après une attaque infructueuse contre Tritchinopoli, les deux parties belligérantes se bornèrent à occuper quelques petits forts. Dans cette guerre d'escarmouches, nous eûmes presque toujours l'avantage; mais la situation dans le Karnatic semblait devoir s'améliorer, si on nous portait secours. La métropole se décidait alors à lui venir en aide; il attendait une flotte qui, en lui amenant des renforts importants, lui permettrait d'abandonner le système de temporisation imposé par les circonstances. Le choix du commandant en chef de l'expédition de l'Inde fut naturellement le sujet d'un débat sérieux dans le conseil et parmi les plus intéressés de la Compagnie. Ce choix s'arrêta sur Thomas-Arthur, comte de Lally, baron de Tollendal en Irlande, fils de Gerard Lally, colonel du régiment de Dillon (1). Il fallait dans l'Inde un caractère ferme, conciliant, et non pas une imagination incandescente. « C'est du feu que son activité, » disait M. d'Argenson à la Compagnie des Indes, qui le demandait en 1756 pour commander cette expédition dont il avait lui-même fourni le projet. « Il ne transige pas sur la discipline, il a en horreur tout ce qui ne marche pas droit, se dépite contre tout ce qui ne va pas vite, et l'exprime en des termes qui ne s'oublient pas... A la première négligence qui compromettra les armes du roi, à la première apparence de friponnerie, M. de Lally tonnera, s'il ne sévit pas. On fera manquer ses opérations pour se venger de lui. »

Malgré ces avertissements, les députés de la Compagnie persistèrent. Cette activité prodigieuse, cette sévérité de discipline, cette franchise de caractère sont précisément, disaient-ils, ce dont la

Espérance; concerte ses opérations avec le bailli de Suffren et lutte avec avantage; mort à Pondichéry en 1785.

(1) Lally-Tollendal (Arthur, comte de), né à Romans (Dauphiné), en janvier 1702, d'une grande famille d'Irlande: ses ancêtres portèrent jusqu'en 1571 le titre de chieftain (chef de tribu); son père émigra à la suite des Stuarts. Entre jeune dans un régiment irlandais; se distingue à Kehl, à Philippsburg, où il sauva la vie à son père; à Fontenoy, se couvre de gloire à la tête de sa brigade irlandaise; brigadier sur le champ de bataille; aide de camp de Charles-Édouard à Falkirk; rentre dans l'armée; au siège de Berg-op-Zoom, où il est blessé ainsi qu'à Maëstricht: maréchal de camp, puis lieutenant général quand il fut nommé commandant de tous les établissements français dans l'Inde.

Compagnie avait besoin pour faire disparaître les vices contraires dont elle était depuis si longtemps victime. Malgré sa fermeté, la promptitude de ses décisions deviendra bientôt un aveuglement irréflechi : son amour de la gloire lui fera voir bientôt des rivaux, des ennemis dans ses compagnons d'armes. Triste exemple d'un grand caractère, auquel il manquait peu de chose pour en faire un héros, et qui devint le fléau de la cause à laquelle il dévouait sa vie. Le département de la marine nomma comme chef d'escadre le vice-amiral comte d'Aché (1), marin de distinction; mais jaloux et sans l'activité nécessaire pour commander une flotte. Le corps expéditionnaire se composait des régiments de Berry, de Lorraine (2) (débarqué avec M. de Soupire le 9 septembre à Pondichéry) et de Lally. (Archives D. G., V. 3629.) Ces trois corps, portés chacun à 1,080 hommes, formaient 6 B. de 540 hommes environ, avec un détachement de 150 hommes d'artillerie.

Les Anglais tenant la mer avec des forces considérables, l'expédition fut divisée en trois portions qui mettraient à la voile successivement de Lorient et de Brest, pour diminuer les chances de rencontre. La 1re division, de 1,020 hommes du régiment de Lorraine (60 hommes du régiment de Lorraine, arrivés trop tard pour s'embarquer avec la 1re division, s'embarquèrent avec la 2e), plus 150 hommes de Royal-Artillerie, aux ordres du chevalier de Soupire, maréchal de camp, devait s'embarquer à Lorient.

La 2e division (à cette division on adjoignit au départ un détachement de volontaires, 100 hommes de la brigade d'Auger et 200 hommes de celle de Chartres), comprenant le régiment de Berry (3), plus les hommes de Royal-Artillerie, avec le comte d'Estaing, brigadier, avait aussi Lorient pour port d'embarquement.

(1) Aché (comte d'), né en 1700; vice-amiral, investi du commandement des forces françaises dans les mers de l'Inde, attacha malheureusement son nom à la perte de nos établissements; mort en 1775.

(2) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*. Créé sous le nom de Lorraine le 21 février 1684. Son premier B. passe dans l'Inde en janvier 1757; Gondelour, 1758; Madras, 1759; donné cette même année à M. de Morel, marquis d'Aubigny; Pondichéry, 1760; rentré en 1761; incorporé dans Aunis (nº 17) le 10 décembre 1762.

(3) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*.

La 3e division s'embarquerait la dernière à Brest, avec le régiment de Lally (1) et 60 artilleurs. M. de Lally la commandait en personne. Le rendez-vous général des 3 divisions fut l'île de France, et les 3 escadres devaient s'y mettre aux ordres du comte d'Aché.

La 1re division se réunit avec assez de peine à Hennebont (2), où M. de Soupire vint l'organiser et s'entendre avec les agents de la Compagnie des Indes (le 2e B. ne put être formé qu'à 510 hommes, la Compagnie n'ayant ni cadres ni hommes à sa disposition). Après bien des difficultés, les 2 compagnies de grenadiers sont formées à 60 hommes, et les 16 autres compagnies à 57 hommes, dont 3 sergents, 4 caporaux, 4 anspessades et 1 tambour. Le régiment de Berry se concentre aussi le 26 décembre à Hennebont, et forme son 2e B. à 685 hommes.

Le 30 décembre 1756, la 1re division mit enfin à la voile, montée sur 5 vaisseaux et frégates : dès son départ, elle est dispersée par la tempête et, après bien des péripéties, les bâtiments se trouvent réunis le 28 juillet 1757 à Madagascar. Dès le début, commença la discorde entre le comte de Lally et M. d'Aché; l'un vif et impétueux, l'autre mou et lent, tous deux s'emportant dans les moindres discussions. Ce n'est qu'au mois d'avril de l'année suivante que M. de Lally débarqua à Pondichéry, où il apprit les événements de la guerre et les remarquables succès du colonel anglais Clive, qui devenaient menaçants pour nos établissements de la côte de Coromandel. On vit alors un étrange spectacle : l'escadre de M. d'Aché, qui devait suivre les opérations, se réfugier à l'île de France, l'armée de la Compagnie se séparer de celle qui arrivait d'Europe, tandis que du côté des Anglais tout se passe avec entente et avec unité.

Dès le jour de l'embarquement, M. de Soupire (3) avait fait de louables efforts pour s'attirer la confiance des officiers de Lorraine.

(1) Voir le septième volume des *Guerres sous Louis XV*. Lally, levé le 1er octobre 1744, par Arthur, marquis de Lally-Tollendal ; envoyé dans l'Inde en 1757: prisonnier le 15 janvier 1761 ; incorporé dans Dillon (no 79) le 21 décembre 1762.

(2) Chef-lieu de canton, arrondissement de Lorient (Morbihan).

(3) Soupire (Antoine-Séraphin de Baudoin, chevalier de), né le 6 mai 1697 ; sous-lieutenant dans le régiment de la Marche, 16 janvier 1719 ; sert en Allemagne, en Bohême : à la retraite de Prague ; aide-maréchal des logis de la cavalerie,

Il ne tarda pas à s'apercevoir que la discipline était peu en honneur dans ce régiment. Il écrivait, le 20 juillet, à M. d'Argenson : « La désunion la plus grande règne parmi les officiers, qui poussent l'indiscipline jusqu'à exiger, pour obéir, la présentation des lettres de service de leur chef. » (D. G.)

Avec de telles façons d'agir, la discipline parmi les soldats ne pouvait être que déplorable ; aussi, dès l'arrivée à Madagascar, les cas de désertion et d'insubordination ne tardèrent-ils pas à se présenter. Le chevalier de Sonpire fit rechercher avec activité les déserteurs. Les noirs se chargèrent de les lui rendre à la condition qu'il leur serait pardonné. Le général dut subir ces conditions.

M. de Soupire demeurait fort embarrassé, quand enfin il dut se décider à sévir. Le 29 juillet, une mutinerie éclata dans 3 compagnies au sujet d'une distribution de riz, que les hommes refusèrent de recevoir. Malgré les exhortations de leurs officiers, ils maintiennent leurs prétentions avec tant d'arrogance, que M. de Soupire se décide à faire arrêter les fauteurs du désordre, qui sont conduits à bord des vaisseaux et passés par les verges. M. de Soupire craignit les conséquences d'un jugement par le conseil de guerre, qui aurait pu exaspérer la troupe et amener une révolte générale. (Lettre à M. d'Argenson, 28 juillet.)

Cet acte de demi-rigueur, suivi d'autres, en imposa aux hommes, qui se montrèrent plus soumis. La franchise et la fermeté de M. de Soupire eut aussi bientôt à souffrir de l'esprit de méfiance et d'insubordination des officiers. Il se hâta, pour mettre fin aux désertions, de quitter Madagascar. L'île de France devait être le rendez-vous des 3 divisions; mais, pour bien des raisons, chaque division arriva séparément à Pondichéry. Parti de l'île de France le 1er août, il débarque le 8 septembre à Pondichéry, où il est reçu à la porte de la citadelle par M. de Lérys, qui, à la tête du conseil supérieur, lui remit tous les pouvoirs, en l'absence du

1er avril 1744 ; en Flandre jusqu'en 1748 ; brigadier le 10 mai ; maréchal de camp, 19 novembre 1756 ; part pour les Indes, sous les ordres de M. de Lally ; arrive à Pondichéry le 8 septembre 1757 ; enlève d'assaut la forteresse de Schetoupel, entre Lingy et Arcatte ; soumet Tirumaley ; y reste jusqu'à la reddition aux Anglais ; lieutenant général le 25 juillet 1762.

comte de Lally. Il trouva la ville dans un misérable état, et écrivit néanmoins immédiatement à Lally que, tout en désirant ardemment son arrivée, il se déclarait en état de l'attendre avec sécurité. Cependant tout lui manquait : il n'avait ni affûts ni canons; ils se voyait sans appui, sans ressources, sans crédit, en face de la caisse de la Compagnie sans argent. Il lui fallait à tout prix mettre la place à l'abri d'un coup de main, préparer les convois indispensables pour l'entrée en campagne à l'arrivée de M. de Lally, et réunir des fonds nécessaires à la paye de ses troupes. Il se décida donc à une expédition sur le fort de Schetoupet et Tyramaley, dont la possession lui permettrait d'avoir de l'argent, en faisant des recouvrements dans ces deux provinces avant les Anglais. Un petit corps expéditionnaire est immédiatement formé. Il se composait de 5 compagnies de grenadiers, de piquets d'artilleurs, 600 Européens de la Compagnie des Indes, 1,200 cipayes, 400 cavaliers maures et d'artillerie. Le commandement en est donné à M. de Verdières, auquel est adjoint le chevalier d'Estrées, en qualité d'aide-major général, et M. de Lucker comme commissaire. Le fort de Schetoupet contenait 240 Anglais et 600 cipayes.

Le 26 septembre, M. de Verdière arrive devant le fort et ouvre immédiatement le siège. Les assiégés résistent avec la plus grande énergie, refusent de se rendre, et Schetoupet est pris d'assaut le 14 octobre 1759, après 17 jours de tranchée ouverte. Cet héroïsme coûta cher aux cipayes : M. de Verdière, voulant inspirer une salutaire terreur au pays, en fit passer 500 par les armes. M. de Soupire, venu pour assister à la prise de Schetoupet, profita du désarroi que ce fait d'armes avait jeté parmi les Anglais pour envoyer M. de Saubinet s'emparer des fortins anglais enclavés dans les possessions de la Compagnie des Indes. Il y réussit sans beaucoup d'efforts et, à la fin de l'expédition, la Compagnie put encaisser des milliers de roupies, formant 1,440,000 francs, somme considérable à cette époque.

Le 22 octobre, M. de Soupire, de retour à Pondichéry, donnait tous ses soins à la formation d'un train d'artillerie, indispensable pour une entrée en campagne. Dans une lettre du 23 octobre 1756, adressée à M. d'Argenson, M. de Soupire lui dit que si M. de Lally n'apporte pas sa poudre et ses boulets, il ne pourra entrer

en campagne. En effet, sa pénurie était extrême, les munitions lui manquaient presque totalement. Il s'appliqua néanmoins à fortifier Pondichéry et tenta même, à l'imitation des Anglais, la création de corps indigènes; mais tout cela coûtait très cher (1 compagnie de 100 cipayes revenait par mois à 960 roupies; 100 cavaliers, à 3,000 roupies), et la Compagnie manquait d'argent et de crédit. Le fruit de la dernière expédition avait été vite épuisé, il était réduit à payer les officiers et la troupe en nature; et encore les distributions étaient-elles très irrégulières. Cependant l'arrivée du chevalier de Soupire avait relevé l'énergie des troupes peu nombreuses que nous entretenions dans l'Inde, et à la fin du mois d'août M. de Morassin, qui commandait à Mazulipatan (1), prenait l'offensive sur toute la côte d'Orizza (2) et en chassait les Anglais.

Pour assurer son succès, il demandait avec instance des renforts à M. de Soupire, qui les lui refusait, jugeant bien que l'objectif des Anglais n'était pas de reprendre la prépondérance sur cette côte, mais sur celle de Coromandel, où ils savaient que M. de Lally n'allait pas tarder à débarquer avec des forces considérables.

Des différends s'étaient élevés entre la cour de Delhy et les Anglais. Ils avaient installé au Bengale un nabab qui n'avait pas obtenu le firman du Grand Mogol, et celui-ci avait envoyé une armée pour déposséder l'usurpateur. M. de Bussy (3), qui commandait l'armée du Dekkan, sut habilement profiter de ces circonstances pour se maintenir et les faire tourner à l'avantage des affaires de la Compagnie.

Dans le Carnatte et le Madure, nous nous efforcions de maintenir les rajahs dans la fidélité par de bonnes promesses, seule

(1) Mazulipatam, chef-lieu du circar de ce nom, possède le meilleur port de Coromandel; forme la côte ou le rivage occidental du golfe de Bengale dans la partie la plusméridionale.

(2) Orizza ou Orissa, vaste province du Dekkan, qui s'étend entre les 22° et 23° latitude nord. Elle est bornée au nord par le Bengale, au sud par le Godavery, à l'est par le golfe du Bengale et à l'ouest par le Gandwana; elle fut réunie en 1741 aux soubabies de Behar et du Bengale.

(3) M. de Bussy, prétextant sa mauvaise santé, avait déjà demandé à rentrer en France, et n'avait renoncé à ce projet que sur les prières de M. de Soupire.

monnaie dont nous disposions. Il est évident que l'arrivée de M. de Soupire et l'attente de celle de M. de Lally avait abattu sensiblement le prestige des Anglais; car à Madras ils se mettaient sur la défensive, abattant même les monuments sacrés qui nuisaient à la défense, emplissant leurs magasins et renvoyant leurs prisonniers français au risque de les laisser périr. Ces prisonniers (36 officiers et employés) furent embarqués, malgré leurs réclamations, sur le vaisseau la *Restitution*. Sachant les dangers qu'ils allaient courir en naviguant contre la mousson, ils se révoltèrent après leur départ, s'emparèrent du navire et le conduisirent à Mazulipatan où il fut déclaré de bonne prise, malgré les protestations des Anglais.

Cependant M. de Bussy dut bientôt quitter le Dekkan pour aller à Avrangabad (1), près de Golconde, où des troubles avaient éclaté. Désirant retourner le plus tôt possible dans la partie du Dekkan où l'arrivée de l'armée du Grand Mogol rendait sa présence nécessaire, il sollicita de M. de Soupire l'envoi de troupes indispensables au maintien de l'ordre dans Avrangabad. Celui-ci, dont les ressources étaient très restreintes, se vit forcé de lui refuser ce secours. Il se contenta, le 17 décembre, de lui envoyer le chevalier d'Estrées en qualité de major général. La plupart des garnisons que nous entretenions, réduites par les maladies, auraient dû être renforcées, et M. de Soupire se vit obligé d'opposer des refus aux demandes réitérées qu'elles ne cessaient de lui adresser. Mahé était du nombre et se trouvait très compromise, si les Anglais recevaient des renforts à Bombay. M. de Soupire n'avait qu'une pensée : parer au plus pressé, en donnant l'ordre à son gouverneur d'appeler à lui, en cas d'attaque, la garnison de Ratamaley.

Dans le Bengale, la position de la Compagnie devenait on ne peut plus précaire ; la prise de Chandernagor (23 mars 1758) par les Anglais la privait de ses plus beaux comptoirs, et, sans cette ville, son commerce serait toujours de plus en plus languissant.

Les Anglais n'avaient, il est vrai, que 13 à 1,400 Européens sur la côte du Coromandel et 800 dans le Bengale; mais ils avaient de

(1) Avrangabad, grande ville, capitale de la soubabie du Dekkan. Golconde, autrefois capitale d'un royaume puissant avant la conquête du Mogol, fait partie du Dekkan.

l'argent, et s'en servirent pour lever des troupes indigènes et gagner les rajahs. Ils avaient rasé les fortifications de Chandernagor, et expulsé toutes les familles françaises du Gange; par leurs exactions, et leurs cruautés ils s'étaient rendus odieux aux populations, qui nous désiraient ardemment, y compris le nabab roi du Bengale, qui se serait trouvé heureux d'être sous notre domination. L'arrivée de Lally était désirable pour soutenir le courage des indigènes, qui n'attendaient que la marche des Anglais vers Bombay pour se jeter dans nos bras. Les Anglais du Bengale devaient, en effet, descendre le Gange pour se joindre aux vaisseaux de Bombay. Après ce départ, il ne devait plus rester que peu d'Anglais dans le Bengale. Un grand parti s'était formé contre eux, et ce parti demandait notre appui. C'était pour venir en aide à ces alliés inespérés que M. de Bussy demandait quelques secours, sa situation plus que précaire ne lui permettant pas de distraire un homme de la petite armée du Dekkan.

Dès le mois de mars 1758, la position de M. de Soupire, sans être désespérée, devenait cependant très grave. Dans sa lettre à M. d'Argenson en date du 4 mars 1758, M. de Tillecourt, major de Lorraine, lui mande qu'il manque beaucoup d'hommes pour le complet du régiment de Lorraine et que la pénurie de la Compagnie ne permettra pas de longtemps un recrutement de ce côté. La maladie décimait sa petite armée, et il lui devenait impossible de recruter parmi les troupes de la Compagnie. Par suite du manque d'argent et de crédit, M. de Soupire avait renoncé depuis longtemps à payer ses troupes, qui se nourrissaient comme elles pouvaient. Quant à M. de Bussy, vers cette époque, il se trouvait réduit à vendre ses chevaux, ses éléphants, ses bijoux et ceux de ses officiers, pour se nourrir et ne pas laisser la troupe mourir de faim.

Enfin, le 28 avril 1758, M. de Lally ralliait à l'île de France la 2e division commandée par le comte d'Estaing et, après les péripéties d'une longue et pénible traversée, arrivait à Pondichéry, où les renforts anglais l'avaient devancé de six semaines.

Lorsque Lally, entouré des grands noms de la France monarchique : d'Estaing, descendant de celui qui sauva Philippe-Auguste à la bataille de Bouvines; Crillon, arrière-petit-fils de Crillon si digne de l'affection de Henri IV; Montmorency, Conflans, la Fare,

Breteuil, Law (1) et nombre d'officiers de bonne famille, se présenta en rade, les autorités ordonnèrent un salut d'artillerie. Par méprise, il se trouva que quelques-uns des canons dont on se servit étaient chargés à boulet. Le *Comte-de-Provence*, que montait Lally, reçut cinq projectiles, dont trois percèrent la coque et deux endommagèrent le gréement. Étrange accueil pour le nouveau commandant en chef, qui parut en avoir reçu le fâcheux pressentiment de l'hostilité qu'il devait rencontrer plus tard auprès des autorités. Ajoutons que cela fut regardé par beaucoup de monde, et surtout par les marins, comme un mauvais présage. Le jour même, l'escadre anglaise s'étant présentée, M. d'Aché engagea avec elle un combat qui resta indécis.

La flotte anglaise se composait de 7 vaisseaux de guerre de la marine royale, le *Yarmouth*, l'*Élisabeth*, le *Cumberland*, le *Weymouth*, le *Tiger*, le *New-Castle*, le *Salisburg*, et deux transports, dans les meilleures conditions de combat et sans beaucoup de troupes. Au contraire, l'escadre française, le *Zodiaque*, le *Vengeur*, le *Bien-Aimé*, le *Condé*, le *Saint-Louis*, la *Sylphide*, le *Duc-d'Orléans*, le *Duc-de-Bourgogne*, le *Moras*, manœuvraient avec difficulté par suite de leur long voyage. Malgré leur mauvais tir, l'amiral Po cok et le commodore Stevens durent renoncer à nous poursuivre et se retirèrent à Madras pour y réparer les avaries que leur avaient causées le *Comte-de-Provence*, et la *Diligente*, venus de Pondichéry au secours des Français. Telles étaient les nouvelles que reçut Lally, le 29 avril, tandis qu'il marchait pour rejoindre le comte

(1) Jean Law, issu d'une ancienne famille, gouverneur de Pondichéry, père du maréchal marquis de Lauriston ; fils de Guillaume Law, baron de Lauriston, et de Rébecca Desves, de l'illustre maison de Percy en Angleterre ; né à Paris le 3 novembre 1719 ; à la Compagnie des Indes en 1741 ; conseiller pour l'administration générale en 1749 ; est envoyé en 1751 à Patna, pour y prendre le commandement de l'établissement français au nord du Bengale ; en 1754, à Cassembazard. Pendant la guerre de Sept Ans, forcé d'évacuer, il se retire à Patna (*). Toujours actif, fait des courses dans l'Indoustan jusqu'aux portes de Delly ; tombe au pouvoir des Anglais ; maréchal de camp le 1er mars 1780. « MM. d'Auteuil, de Bussy, Law et beaucoup d'autres, dit Voltaire (*Siècle de Louis XV*, chap. XXIV), se signalent par des actions qui auraient eu de l'éclat dans les armées du maréchal de Saxe. Nous ne savons peut-être pas assez signaler ce qui mérite de l'être, et la multitude innombrable de nos combats en étouffe la gloire. »

(*) Ville importante sur le Gange, capitale de l'ancienne soubabie du Bekar.

d'Estaing, parti la veille pour Cuddalore. Sans se laisser intimider par cette sorte de défaite maritime, il cherche à y remédier par la célérité de ses mouvements. Le détachement de M. d'Estaing (1) arrive le 29 devant Cuddalore, où il est rejoint le lendemain par une partie du régiment de Lally. Le 1er mai, Lally lui-même arrive devant la place et la somme de se rendre.

Le 4 mai, Cuddalore, ville à 6 lieues de Pondichéry, est prise par le régiment de Lorraine et 1 B. de l'Inde, détaché de l'armée de M. de Lally, qui marche et arrive le 25 juin à Karikal, position qu'il abandonne le 29, pour se porter sur Tanjaour ou Tanjore au S.-O. de Pondichéry, sur la côte de Coromandel. Attaqué dans son camp par les Anglais le 9 août, il est obligé d'en lever le siège le lendemain 10, et retourne à Pondichéry, où il arrive le 30. (*Journal des opérations.*)

Le 3 août, l'escadre anglaise reparaissait et engageait avec la nôtre un combat douteux encore, mais à la suite duquel nos vaisseaux très avariés durent se hâter de gagner l'île de France. Ce départ fut d'autant plus fâcheux pour M. de Lally, qu'il avait prêté des troupes à M. d'Aché, dont les équipages étaient fort restreints. Notre escadre, en arrivant à l'île de France le 13 novembre, y trouve l'ordre de regagner immédiatement Pondichéry. Cette décision devint la cause de nos malheurs dans l'Inde ; la prise de Pondichéry même, qui arriva bientôt après, fut moins funeste à la cause de la France. Un général tel que Bussy, à la tête de troupes aguerries, pouvait résister à toutes les forces des Anglais. Après la perte de Pondichéry, resté maître du Dekkan, il aurait établi une puissante diversion dans le nord du Karnatic et menacé le Bengale, où la puissance anglaise semblait encore bien précaire. Clive, alors gouverneur du Bengale, profitant de la faute commise par Lally, im-

(1) Estaing (Charles-Hector, comte d'), né en 1729 au château de Ruvel (Auvergne), vice-amiral, débuta dans l'infanterie et se trouvait brigadier lorsqu'il embarqua, le 2 mai 1757, sur l'escadre du comte d'Aché. Il concourt aux succès de Gally; en 1759, fait prisonnier au siège de Madras, après avoir été blessé et renversé de cheval ; mis en liberté, il prend le commandement du *Condé* et de l'*Expédition* en octobre 1759 ; revient en France, tombe au milieu des croisières anglaises ; conduit prisonnier à Londres; 1777, vice-amirai ; à partir de 1787, le reste de sa vie appartient beaucoup à la politique ; constitutionnel par principe, il n'en resta pas moins fidèle au roi ; mort à Paris le 28 avril 1794.

médiatement après le départ de Bussy, attaque les troupes de Conflans.

Dès son arrivée, M. de Lally blâma énergiquement et ouvertement la façon dont la compagnie avait fait la guerre jusqu'à cette époque, en disséminant ses forces et en ne cherchant pas à atteindre au cœur la puissance anglaise. Son projet, à lui, consistait avant tout à s'emparer de Madras et à chasser les Anglais de la côte de Coromandel. Il prescrivit donc immédiatement à M. de Morassin, qui commandait à Mazulipatan, de rappeler à lui tous les Européens disséminés dans nos divers comptoirs, de laisser à leur place des cipayes et de se hâter de rejoindre l'armée avec tout son monde. Il lui manda qu'il comptait sur 600 hommes, 1,500 cipayes et, par-dessus tout, sur 150 ou 200 chevaux, indispensables à monter sa cavalerie. Le même ordre était envoyé à M. de Bussy au Dekkan. Dans une lettre qu'il lui écrivait le 13 juin, Lally répondait à ses observations qu'il avait été envoyé par le roi pour chasser les Anglais de l'Inde et que les querelles intestines des rajahs lui importaient peu; qu'il serait temps d'aviser à ce sujet après le départ des Anglais. Il le rappelait à lui pour coopérer à son expédition sur Madras, laissant à son expérience le soin de voir s'il y avait lieu de mettre, ou non, les nababs dans nos intérêts. Enfin, en terminant, il lui rappelait encore son objectif, devant lequel il fallait s'incliner à tout prix : plus d'Anglais dans la péninsule.

MM. de Bussy et Morassin avaient pour rendez-vous général Arkot, où M. de Lally devait les prendre en marchant sur Madras. Ces ordres envoyés, M. de Lally à peine débarqué se dirigea, comme le portait son programme, sur Gondelour, place défendue par les forts de Saint-David et Divicatah, tous deux en très bon état. Dans la nuit du 15 au 16 mai, Lally, qui avait pris ses dispositions, donna le signal. Le régiment de Lorraine, très réduit, serait chargé de l'attaque de front. La brigade Lally avait pour objectif le fort Saint-Georges, dépendance de Saint-David, pendant que la brigade de l'Inde, composée d'un seul B. très incomplet, resterait en réserve. Dans chaque brigade, les grenadiers et les volontaires servaient de tête de colonne. L'attaque réussit en partie; Gondelour se rendit sans coup férir, Saint-Georges fut enlevé; mais le manque d'artillerie ne nous permit pas de réduire le fort de Saint-

David. Lally dut entreprendre un siège en règle, et le fort ne capitula qu'après quatorze jours de tranchée ouverte. Divicatah, la seule place forte restant aux Anglais sur la côte de Coromandel, fut évacuée à notre approche et M. de Lally y entra sans coup férir. Cependant MM. de Morassin et de Bussy avaient été douloureusement frappés de l'ordre qu'ils venaient de recevoir leur prescrivant de se mettre en marche en pleine saison des pluies dans un pays coupé de rivières débordées, sans moyens de transport, avec des troupes décimées par les fièvres et les privations. Ils essayèrent de faire entendre quelques observations qui furent très mal reçues.

C'est en vain que M. de Conflans, dans sa lettre en date du 24 juin 1758, à Mazulipatan, cherche à faire revenir Lally sur l'ordre donné à M. de Morassin. Le départ de ce dernier pour Carnatte devait nous faire perdre tout le pays qu'il occupait, et plusieurs milliers d'hommes ne suffiraient plus pour le reconquérir ensuite. Le général en chef n'écouta pas plus ces observations que celles que M. de Bussy lui présenta dans une lettre du 15 juillet 1758, tout en se déclarant prêt à obéir malgré les risques immenses qu'il allait courir. Ces ordres donnés, Lally ne perd pas un instant pour mettre à exécution ses projets. Avec les deux tiers de son armée, il cherche à pénétrer jusqu'à Arkot, afin de donner la main à ses deux lieutenants. Il se dirige d'abord sur le royaume de Tanjaore pour obliger le roi à payer à la Compagnie les redevances qu'il lui doit, comptant ensuite se diriger sur Trichinapali, s'en emparer et se rabattre sur Madras pour l'assiéger avec toutes ses forces. M. de Soupire, laissé à Pondichéry, reçoit l'ordre de se diriger sur Madras avec le régiment de Lorraine.

Malheureusement la tentative sur le Tanjaore ne réussit pas, et M. de Lally dut revenir à marches forcées sur Pondichéry, que l'escadre anglaise avait tenté d'enlever par un coup de main. Cette tentative n'échoua que grâce au retard de M. de Soupire à se mettre en route (1er octobre 1758; lettre de M. de Soupire). A cette époque, une marche sur Madras devenait sinon impossible, du moins très périlleuse, et les prédictions de Bussy, qui avait pour lui l'expérience, se réalisaient complètement. L'armée, sans convois, et les officiers eux-mêmes, dénués de tout, se trouvaient réduits à abandonner leurs effets, faute d'argent pour payer les por-

teurs. Le caractère de Lally (1) était d'ailleurs, malheureusement, peu fait pour soutenir le courage de ses troupes dans ces moments de crise extrême. D'un caractère fantasque et emporté, refusant de recevoir les conseils de l'expérience, il était arrivé en peu de temps à s'aliéner tout le monde. Malgré le manque de munitions, M. de Lally n'en persista pas moins dans ses projets et, à la fin de l'année, il se mit en marche sur Madras avec toute son armée.

Dans cette expédition, le général en chef avait sous ses ordres MM. de Soupire, maréchal de camp ; d'Estaing, de Landivisiau, de Bussy (2), de Lally (3), de la Fare, de Verdière, de la Tour du Pin, de Crillon, colonels. L'armée se composait de 3,500 hommes environ. L'artillerie n'était composée que de 22 canons et 8 mortiers, avec peu de munitions.

M. de Lally commence par s'emparer d'Arkot et de Singulpet, pour assurer ses communications avec Pondichéry; il arrive, vers la fin de novembre, devant Madras qu'il investit par terre, et prend possession sans difficulté de la ville basse, ou ville noire. Son unique plan d'attaque consistait à bombarder la ville blanche, ou fort Saint-Georges, ce qu'il fit tout d'abord avec une grande violence, malgré les représentations des officiers d'artillerie qui lui objectaient la faiblesse de ses ressources en munitions. Cette juste observation n'est pas écoutée, et bientôt, les bombes devenant rares, on dut ralentir considérablement le feu et laisser reprendre courage aux Anglais, intimidés d'abord par la violence du bombardement. Du reste, les règles de l'attaque des places ne furent pas appliquées; on n'ouvrit ni parallèles ni tranchées, parce que le général en chef croyait qu'un bombardement suffirait. Il fut cruelle-

(1) Lettre de M. d'Aché au ministre de la marine, en date du 6 novembre 1758. Il se plaint amèrement de M. de Lally, qui par son despotisme, sa morgue et sa violence s'aliène toute son armée. Il termine en disant que *le roi est indignement servi.*

(2) Il est à remarquer que M. de Bussy, à qui Lally avait promis un rang à part et un commandement séparé, ne reçut au départ que les fonctions de simple brigadier. Lally prit à tâche par la suite de dégoûter complètement et d'exaspérer par son incroyable manière d'agir cet excellent officier, qu'il semble poursuivre de sa haine.

(3) Lally, neveu du lieutenant général, qui défit les Anglais dans le Karnatic en 1782, et plus tard joua un rôle important dans la guerre avec l'Angleterre.

ment désillusionné, car au bout de deux mois il n'avait pas fait le moindre progrès et ses munitions ainsi que son armée étaient à bout. Pendant tout ce temps, il se contenta d'échanger quelques coups de canon avec les assiégés et de repousser les sorties (1).

Le 28 mars 1759, la compagnie, qui ne voulait pas se ruiner, obtint le renvoi en France d'une partie des officiers généraux et de tous les officiers du régiment de Lorraine. Les hommes de ce régiment furent versés dans le régiment de Lally. A cette époque, Lally tomba malade et voulut donner l'ordre à Bussy de prendre le commandement de l'armée (2). Mais Bussy, qui connaissait l'état de nos troupes et venait d'apprendre la prise de Mazulipatan et de Surate par les Anglais, nous sachant entièrement chassés du Bengale, et instruit de la situation pitoyable de nos établissements de la côte de Coromandel, refusa énergiquement le prétendu honneur qu'on voulait lui faire.

Le 15 juin 1759, la ville de Thiagar, à 20 lieues O. de Pondichéry, est attaquée par M. Mariol, détaché de l'armée de M. de Lally. Un combat a lieu en avant de la ville contre les troupes sorties du fort dans la nuit du 14 au 15, renforcées par une colonne de 4,000 noirs soutenus d'un détachement anglais arrivant de Thiagar, qui fut entièrement culbuté. L'armée revient sur ses pas devant le fort, et la canonnade continue jusqu'au 3 juillet, jour de l'arrivée du vicomte de Fumel (aide-major général des troupes, commandant l'armée par intérim depuis le 14 mai) à la tête d'un renfort de grenadiers, qui contraint la garnison à capituler le lendemain 4 juillet (3). La discorde commençait à régner dans l'armée. Une expédition tentée contre la forteresse de Wondewash est suivie d'une défaite. Cet échec entraîne pour nous la perte de la ville d'Arkot et des forteresses de Chitteput et de Karrikal. Les débris de notre armée n'avaient plus qu'un seul espoir, l'arrivée de l'escadre de d'Aché. Pour comble de malheur, celui-ci, dont les équipages étaient réduits, mais qui était resté supérieur par le nombre de ses vaisseaux, se fit battre par l'escadre an-

(1) Dans l'une de celles du milieu de janvier, M. d'Estaing fut fait prisonnier.

(2) Lettre de M. de Soupire au maréchal de Belle-Isle, 28 juillet 1759.

(3) Les plans de ce siège, qu'on retrouve dans les archives du ministère, sont presque tous signés par l'ingénieur Bourcet.

glaise le 10 septembre 1759. Dans sa lettre au maréchal de Belle-Isle, en date du 29 septembre 1759, Lally s'exprime très sévèrement sur le compte de M. d'Aché. Cette dernière bataille navale ne fut cependant pas, à proprement parler, une défaite. Mais il tient à rappeler que d'Aché a été battu trois fois : le 29 avril 1758, le 2 septembre 1758 et le 10 septembre 1759. Malgré les prières de Lally, avec lequel il avait rompu toutes relations, il refusa de prêter secours à l'armée de l'Inde et mit immédiatement à la voile pour l'île de France.

Sir Eyre Coote suit M. de Lally avec une armée composée d'Anglais et de cipayes, force Chittapet; le 2 février, il se présente devant Arkot, et le 10 la ville est rendue. Les forts de Timery, de Divi-Cotei, de Permacoil, d'Alemparvé sont abandonnés, et dès les premiers jours de mars la France ne possède plus que Pondichéry et Karikal, sur la côte de Coromandel.

Lally, qui avait marché jusqu'à Valdore, lors de l'attaque d'Arkot, n'avait pas tardé à rentrer dans Pondichéry. Les soldats, qui souffraient du manque de chaussures, de vêtements, de vivres, revenaient dans un état d'irritation voisin de l'insurrection. Dans cette nécessité pressante, il fallut absolument trouver de l'argent et puiser dans toutes les bourses pour conserver des soldats. Le directeur de la monnaie donna toutes ses ressources, les jésuites prêtèrent 36,000 livres, M. de Crillon (1) donna 4,000 roupies, et les troupes rentrèrent momentanément dans l'ordre. Enfin, ne pouvant plus tenir dans ses positions, Lally prit pour prétexte l'arrivée devant Madras d'une escadre anglaise (escadre n'apportant que des blessés) pour lever le siège. Le 18 février, il se met en marche et regagne Pondichéry. Il y rentra dans un pitoyable état, les Anglais n'ayant cessé de nous poursuivre et de nous tuer du monde. Peu s'en fallut même qu'ils n'entrassent dans Pondichéry en même temps que nous. Le siège de Madras nous avait coûté 83 officiers et 1,300 hommes tués ou blessés. M. de Lally chercha à faire retomber sur M. de Bussy et M. de Morassin la responsabilité de son échec (2). Il y avait peu d'équité à s'en prendre

(1) Crillon (marquis de). Voir le troisième volume des *Guerres sous Louis XV*, *Flandre*, p. 465.

(2) Dans sa lettre du 10 mars 1759 au maréchal de Belle-Isle, Lally, s'abusant lui-même, mettait son insuccès sur le compte de la désobéissance de ces deux

à ces deux officiers d'un revers imputable surtout aux fautes du général en chef et à l'indiscipline des troupes. Le pillage et la dévastation de la ville noire, où l'on épuisa en quelques jours d'immenses et précieuses ressources, avaient encore augmenté la démoralisation dans l'armée assiégeante. « De grands magasins de liqueurs fortes y entretenaient l'ivrognerie et tous les maux dont elle est le germe. C'est une situation qu'il faut avoir vue : les travaux, les gardes de tranchée se faisaient par des hommes ivres. Le régiment de Lorraine fut seul exempt de cette contagion; mais les autres troupes s'y surpassèrent; de là les scènes les plus honteuses et les plus destructives de la subordination et de la discipline. » (Journal d'un officier qui commandait sous le comte de Lally.) Lally lui-même, au désespoir, écrivait à ses amis de France : « L'enfer m'a vomi dans ce pays d'iniquités, et j'attends, comme Jonas, la baleine qui me recevra dans son ventre. »

Après la perte de la bataille de Wondaswash (1), le 22 janvier 1760, M. de Lally s'était retiré à Pondichéry. En mars, la rade fut bloquée par 5 vaisseaux anglais. Le 19 juillet, arrivait à Pondichéry un renfort de 5 à 6,000 Mayssouriens, auxquels on avait cédé Thiagar. Le 3 septembre, l'armée de M. de Lally sort des limites de son camp pour attaquer les Anglais, qui repoussent nos troupes avec perte. Le 10, les Anglais attaquent à leur tour, forcent nos limites et nous contraignent de rentrer dans la place. Le 8 décembre, les batteries ennemies sont établies, et leur escadre renforcée de 6 autres vaisseaux. Le 4 janvier 1761, de nouvelles batteries anglaises sont élevées.

Il fallait se rendre : le conseil somma le général de capituler. Lally réclamait les honneurs de la guerre, mais le colonel Coote voulait la ville à discrétion. La détresse devient extrême. Pondichéry est livré aux vainqueurs le 16 janvier 1761 ; les fortifications sont rasées. La puissance française dans l'Inde, soutenue longtemps par le courage et l'habileté de quelques hommes, sombrait enfin

officiers. Il appuyait en outre sur leurs malversations et leurs opérations véreuses. Mais de Bussy sortit victorieux de ces accusations en fournissant un mémoire au conseil de la compagnie, dans lequel il prouvait que ses appointements ne lui avaient jamais été payés et qu'on lui était encore redevable d'une somme de 400,000 francs.

(1) Ville du Karnatic.

pour ne plus se relever (1). Quelque désastreux que fût ce dénouement pour les intérêts de la France, on ne saurait méconnaître sans injustice que Lally prit bien toutes les précautions d'un bon général, quoique avec trop de sa rudesse accoutumée. Il résista pendant six semaines, en dépit de la famine, du défaut d'argent, des divisions toujours croissantes. Une tempête avait fait subir de graves avaries à l'escadre anglaise qui tenait la mer. Lally attendait toujours l'arrivée de M. d'Aché avec sa flotte réfugiée à l'île de France; mais une dépêche de Paris, sur le bruit d'une attaque projetée par les Anglais contre Bourbon et l'île de France, donnait l'ordre à M. d'Aché de ne plus quitter ces parages.

En même temps que les Anglais entraient dans la ville, les vaincus s'accablaient réciproquement de reproches et d'injures. Les habitants voulaient tuer leur général, dont l'âpreté de caractère n'avait pas peu contribué au désastre. Le commandant anglais Coote fut obligé de lui donner une garde. On le transporta malade sur un palanquin. Il avait ses pistolets dans les mains et il en menaçait les séditieux. Ces furieux, respectant la garde anglaise, coururent à un commissaire des guerres, intendant de l'armée, M. Dubois. Celui-ci met l'épée à la main; un des plus échauffés s'avance vers lui; il est blessé. Enfin M. Dubois est assassiné, on le dépouille, on traîne son cadavre sur la voie publique et on l'abandonne sans sépulture. Le 5 mars 1761, Pigot, gouverneur de Madras, signifie à Lally de se tenir prêt à partir dans quatre jours; il demande un répit : le 10, Pigot l'envoyait prendre; on l'embarque de force pour l'Angleterre avec plus de 2,000 prisonniers. Toutes les haines se déchaînent alors contre Lally. Il pouvait rester à Londres; mais, fort de sa conscience, le 5 novembre 1762, il se constitue prisonnier à la Bastille. La procédure, commencée le 3 juillet 1763, dura trois ans, jusqu'au 30 avril 1766. Malgré le rapport qui établit son innocence, le 3 mai, les juges concluent à la peine de mort; découvrant alors sa poitrine, montrant ses cicatrices et ses cheveux blanchis avant l'âge : « Voilà, s'écrie-t-il, la récompense de cinquante-cinq ans de services! » Le véritable motif de sa condamnation fut qu'il fallait jeter une victime expiatoire à l'o-

(1) Cette place, rendue à la France par la paix de 1763, fut de nouveau perdue le 18 octobre 1778, pour n'être définitivement rendue qu'en 1815.

pinion publique. En entendant prononcer sa sentence, Lally tire un compas de sa poche et s'en enfonce la pointe dans la poitrine. La blessure n'était pas mortelle, et il est exécuté le 6 mai. Voltaire dit : « Ce fut un assassinat commis avec le glaive de la justice. » Si l'on pouvait justement adresser à Lally les plus sanglants reproches pour la conduite qu'il avait tenue dans l'Inde, il est certain que sa condamnation s'appuyait sur des motifs injustes et qu'on le frappait pour des fautes qu'il n'avait pas commises. Il n'est que trop vrai qu'il avait tellement prodigué l'outrage à ses subordonnés et exercé son commandement avec tant d'insolence, que, comme le disait d'Alembert, « tout homme avait droit de le tuer, excepté le bourreau. » C'est seulement le 21 mai 1778 que, sur la demande du fils de Lally, l'arrêt fut cassé et qu'un nouvel arrêt du mois d'août 1779 réhabilita entièrement la mémoire de la victime. Mais on n'avait pas attendu jusque-là pour juger le procès entre le condamné et les accusateurs : le roi Louis XV et son gouvernement avaient perdu l'Inde; la colère et la haine sourdement excitées dans la nation par ce désastre avaient éclaté sur la tête du malheureux Lally, qui le dernier avait été vaincu en défendant les restes de notre puissance (1).

(1) Après la perte de Pondichéry, beaucoup d'officiers qui avaient servi aux Indes furent accusés de trahison et poursuivis. Le chevalier de Chaponay (Jacques-Hugues) était de ce nombre. Aide de camp du comte de Lally, il se vit reprocher : 1° sa participation aux présents donnés par Raja-Zaïb aux aides de camp de Lally ; 2° la vente de vivres des magasins; 3° la vente de fusils; 4° des violences contre des marchands malabares; 5° le fait de subornation de témoins; 6° des négociations pour vendre Pondichéry aux Anglais (sept mois avant la capitulation, il avait été fait prisonnier avec une patrouille du régiment de Lorraine). Mais ces imputations calomnieuses étaient sans fondement, et, plus heureux que son général, M. de Chaponay non seulement échappa à la vengeance de ses ennemis, mais encore réussit à se faire rendre une justice tardive, comme le témoigne cette lettre du maréchal de Ségur :

« Versailles, 30 septembre 1783.

« J'ai rendu compte au roy de vos représentations sur le malheur que vous avez eu d'être enveloppé dans la condamnation du feu comte de Lally, ce qui en est résulté de fâcheux pour vous et les dédommagements que vous réclamez d'après votre justification établie authentiquement par l'arrêt du parlement de Dijon du 23 août dernier. S. M. a bien voulu y avoir égard, elle a trouvé juste de vous rendre votre état et les grâces qui vous avaient été retirées ; elle ordonne, en conséquence, que vous jouirez de votre pension accordée en 1763. S. M. vous fait chevalier de Saint-

Les Anglais, qui trouvèrent toujours en Lally un redoutable adversaire, avaient depuis longtemps su apprécier sa conduite comme général. « Nul ne peut avoir une plus haute opinion que moi de M. Lally-Tollendal, écrivait le colonel Coote. Il a lutté contre des obstacles que je croyais insurmontables et il en a triomphé. Il n'y a pas dans l'Inde un autre homme qui eût pu maintenir aussi longtemps sur pied son armée sans solde et sans ressource d'aucun côté. » — « C'est la preuve convaincante de ses mérites, disait un autre officier anglais, que sa longue et vigoureuse résistance dans une place où il était universellement détesté. »

La ruine de Pondichéry n'avait pas détourné les Anglais des autres conquêtes encore à faire. Mahé, sur la côte de Malabar, Gingee et Thiagar dans la Carnatique, furent successivement occupés, et vers la fin de février les Français étaient expulsés de la côte de Coromandel, comme ils l'avaient été de la côte d'Orissa. Cet événement semblait assurer à jamais la prépondérance des Anglais en Asie. Pendant quinze ans, l'Inde asservie avait pu douter quels seraient ses maîtres ; pendant quinze ans d'une lutte ardente, les Anglais avaient désespéré de conserver le Dekkan et tourné toutes leurs pensées vers le Bengale.

Tandis que Pondichéry restait au pouvoir des Anglais, le privilège de la Compagnie française vint à expirer. Lors du traité de Paris en 1763, le sol de la ville fut rendu à la France, mais son importance politique fut à jamais détruite. La Compagnie française des Indes continua de végéter jusqu'en 1769. A cette époque, elle fut déclarée en état de banqueroute, et le commerce devint libre : c'est donc en son propre nom que l'État désormais prit part aux affaires de l'Asie, et on peut dès lors résumer l'histoire de cette compagnie.

Les découvertes des grands navigateurs du quinzième siècle répandirent dans le monde le goût des expéditions lointaines. Il se forma vers cette époque, chez les différentes nations maritimes de l'Europe, des compagnies puissantes constituées pour faire le commerce avec les riches contrées que des esprits audacieux ve-

Louis, et comme elle a de vous l'opinion d'un bon officier, qui vous êtes bien conduit à la guerre et qui pouvez être encore utile, elle m'a autorisé à vous donner de l'avancement, lorsque les circonstances le permettront. Les marques de bonté de S. M. ne doivent rien vous laisser à désirer pour la réparation de votre honneur. »

naient d'ouvrir à l'activité humaine. La France ne fut pas la dernière à entrer dans cette voie. L'exemple de Bethencourt, gentilhomme normand, qui fonda, vers 1402, un établissement aux Canaries, avait enflammé les imaginations, et depuis ce moment des armateurs de la Normandie et de la Bretagne formèrent entre eux, à plusieurs reprises, des sociétés particulières dans le but d'ouvrir et d'entretenir des relations avec l'Asie et l'Afrique. Ces essais eurent des résultats divers. Ils donnèrent néanmoins à une compagnie de marchands l'idée de solliciter le privilège exclusif du commerce de l'Inde, qui leur fut accordé par Henri IV en 1604. La société ne put, faute de ressources suffisantes, satisfaire aux conditions du cahier des charges rédigé par Sully, et la concession demeura sans résultats. Une nouvelle compagnie se forma en Normandie vers 1616, et ouvrit avec Java des relations qui durèrent plusieurs années. En 1633, des négociants de Dieppe se réunirent pour armer des navires qu'ils envoyèrent à Madagascar. Les récits favorables que firent les chefs de cette expédition engagèrent le cardinal de Richelieu à créer, en 1642, une société pour l'exploitation de cette île importante. Un vaste établissement y fut fondé, mais il ne réussit pas. Le roi Louis XIV, voulant donner à la marine et au commerce de la France une impulsion puissante, chargea Colbert, alors surintendant des finances, qui jouissait de toute sa confiance, d'étudier sur ce point les actes de ses prédécesseurs et de constituer une nouvelle société, pour l'établissement de laquelle on profiterait de l'expérience du passé. Colbert comprit la pensée du roi, et, en 1664, il forma la Compagnie des Indes; il lui accorda un privilège de cinquante ans, y joignant des titres honorifiques et des avantages considérables avec une subvention annuelle de 4 millions, somme importante pour l'époque. Le mémoire du célèbre ministre sur cette question est un chef-d'œuvre de bon sens et de raison. Les lettres patentes du roi ne furent que la mise en pratique de ses idées. Colbert comprit en même temps que la compagnie, pour le développement de ses opérations, avait besoin d'un port à elle, et il la fit autoriser à s'établir au village maritime de Kerverot, près duquel depuis Lorient a été fondé, sur la côte de Bretagne, au confluent de deux rivières, le Scorff et le Blavet, qui se jettent dans la mer près de Port-Louis, point parfaitement choisi.

Sur cette partie du littoral, il existait, de temps immémorial, un

petit port appelé *le Blavet*, parce qu'il était situé à l'embouchure de la rivière de ce nom. Il était très fréquenté. On le fortifia en 1590, mais en 1599 il fut presque abandonné. Louis XIII, en 1616, le reporta un peu plus à l'entrée de la rade et fit construire une nouvelle ville sur l'emplacement d'un petit village appelé Locperan. Le port du Blavet changea son nom en celui de *port Louis*, qui lui fut donné en souvenir de son nouveau fondateur. Louis XIV comprit l'importance de cette position, qui commandait l'entrée d'une rivière formant un port naturel excellent, et il construisit des fortifications nouvelles destinées à remplacer les anciens ouvrages tombés en ruine. Il fit exécuter des travaux pour améliorer le port, et en 1663 il éleva, par lettres patentes, le port Louis au rang de ville.

La Compagnie des Indes commença en 1666 des constructions consistant principalement en logements pour ses employés et en magasins pour ses marchandises; mais ce ne fut que longtemps après, en 1719, qu'elle exécuta les grands travaux qui témoignent de son ancienne splendeur. Après avoir éprouvé des phases bien diverses, elle fusionna avec la *Compagnie d'Occident,* que Law avait fondée peu de temps auparavant. Indépendamment de ces deux sociétés, il existait encore à cette époque une compagnie dite *du Missisipi*, pour l'exploitation du privilège qu'avait obtenu Crozat, marquis du Châtel, du commerce de la Louisiane; une *compagnie de Guinée* pour l'exploitation du commerce exclusif de la côte occidentale d'Afrique; un privilège particulier concédé en 1713, mais inexploité, pour le commerce avec la Chine. Ces différentes sociétés furent réunies en une seule par arrêté du conseil du mois de mai 1719, sous le titre de *Compagnie des Indes.*

Les lettres patentes accordées à la nouvelle compagnie lui réservaient le droit de faire seule le commerce à la côte de Guinée, au Japon, en Chine, en Cochinchine, dans le royaume de Siam, au cap de Bonne-Espérance, à la côte orientale d'Afrique, au Sénégal, dans la mer Rouge, en Perse, dans l'Inde et dans les deux Amériques. La compagnie était, en outre, déclarée propriétaire de toutes les valeurs mobilières des sociétés auxquelles elle succédait.

La Compagnie des Indes, ainsi reconstituée, acheta pour les besoins de ses grandes opérations, près de l'endroit qui lui avait été

concédé, au confluent du Scorff et du Blavet, un vaste territoire appelé lande de *Loch-Roch-Yan*; elle y construisit un port et y éleva une ville entourée de remparts. Cet établissement, dans le langage habituel, fut appelé *port de l'Orient*, parce qu'il était affecté au commerce avec les pays d'orient. Un édit rendu à Versailles en juin 1738 ratifia cette dénomination populaire et décida qu'à l'avenir le nouveau port s'appellerait *l'Orient*, orthographe qu'on retrouve dans les actes officiels de l'époque.

La Compagnie des Indes eut une période de trente années, de 1720 à 1750, dans le cours desquelles elle fit de grandes choses, acquit une puissance considérable et réalisa de grands bénéfices. Pendant cet espace de temps, elle construisit Lorient, créa une véritable marine, fortifia Pondichéry, forma le magnifique comptoir de Chandernagor, régna sur toutes les côtes de Coromandel et du Malabar, et traita d'égale à égale avec les plus grands princes indiens. Elle fut, à cette époque, protégée d'une manière particulière par le contrôleur général Ory, ami du cardinal de Fleury, qui semblait à son égard avoir hérité des traditions de Colbert, et elle eut en outre la chance de posséder successivement une série d'hommes éminents qui développèrent sa prospérité dans des proportions à peine croyables. Dumas, directeur pendant douze ans, qui obtint des concessions importantes de la cour de Delhi, dont il fut l'allié, et repoussa les prétentions des Mahrattes; la Bourdonnais, qui créa les colonies de l'île de France et de l'île Bourbon, pénétra jusque dans l'Asie centrale et soutint glorieusement l'honneur des armes françaises; le marquis de Bussy, qui conquit le Dekkan et fut un des plus grands hommes de guerre de son temps, et enfin Dupleix, esprit organisateur, génie plein d'audace, qui pendant vingt ans eut une influence prépondérante dans l'Inde entière. La compagnie, à cette époque, malgré les dépenses exagérées de ses directeurs, était dans une très belle situation. Les produits de son commerce, conformément à une clause spéciale de son privilège, se vendaient aux enchères publiques au Havre, à Nantes ou à Bordeaux, et étaient toujours très recherchés; ses inventaires donnaient de beaux résultats. Cette prospérité s'arrêta vers 1750. Quatre ans plus tard, Dupleix fut rappelé; il plaida contre la société, à laquelle il réclamait 13 millions, et mourut en 1763 dans la misère, avant que son procès eût été jugé. Les affaires de la compagnie, déplo-

rablement administrées alors, déclinèrent chaque jour, l'opinion publique se prononça contre elle, et un arrêt du conseil du 13 août 1769 mit fin au privilège exclusif qui lui avait été accordés et autorisa tous les Français à faire le commerce dans les pays dont l'exploitation lui avait été concédée. Les actionnaires, en présence de cette décision, demandèrent et obtinrent la liquidation de la compagnie, et, par acte authentique du mois de mai 1770, ils cédèrent au roi de France le port de Lorient, leurs navires, leurs magasins, leurs édifices, ainsi que toutes les places qu'ils possédaient dans les différentes parties du monde. En même temps il fut décidé que la liquidation aurait lieu à la fois à Pondichéry, à l'île de France, à Lorient et à Paris. Telle est l'histoire de cette compagnie célèbre. Fondée en 1664 par Colbert, dont malheureusement elle n'a pas toujours suivi les sages prescriptions, elle a duré un peu plus d'un siècle. Elle a péri par ses fautes et aussi par celles du gouvernement; mais, quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'elle a eu des phases très brillantes et que son existence a été utile à la France. Le but principal qu'envisageaient Louis XIV et Colbert en la fondant, celui d'aider au développement de notre marine, a été complètement atteint : l'histoire est là pour le prouver.

Aussitôt après l'acte de vente de 1770, l'intendant de la marine à Brest se rendit à Lorient et prit, au nom du roi, possession du port, des navires, des magasins et de toutes les propriétés appartenant à la compagnie. Un édit de Versailles, rendu à la même époque, classa Lorient parmi nos ports de guerre.

La Compagnie des Indes essaya de renaître de ses cendres. A la sollicitation de plusieurs des intéressés, elle fut rétablie par arrêté du conseil du 14 avril 1785 et chargée de l'ancienne liquidation. Un décret de l'Assemblée constituante du 14 août 1790 la supprima de nouveau; un autre décret de l'Assemblée législative du 9 juillet 1792, prenant en considération l'intérêt de ses actionnaires, la rétablit pour dix ans, et enfin un dernier décret de la Convention du 24 août 1793 la supprima définitivement.

Bien que devenus possesseurs exclusifs du Bengale, les directeurs de la Compagnie anglaise des Indes n'étaient pas sans inquiétude et craignaient toujours une nouvelle tentative de la part de la France. Quelques troupes envoyées en 1769 à l'île de France les déterminèrent à mettre Calcutta en complet état de défense

et à donner à l'établissement militaire de la province une importance exagérée. Ils s'alarmèrent encore des projets d'établissement que la France semblait avoir sur Madagascar : de toutes leurs craintes, c'était la seule peut-être qui fût fondée, et elle les entraîna dans de nouvelles dépenses de troupes et de munitions.

Après la mort du roi, une rupture se préparait avec l'Angleterre; le 6 février 1778, le traité d'alliance offensive et défensive conclu entre la France et les États-Unis d'Amérique donna le signal des hostilités; elles commencèrent en Europe dès le 28 mars par le combat d'Ouessant; dans le mois de juin, elles étaient engagées en Afrique; il ne pouvait donc tarder à en être de même dans l'Inde.

Depuis l'embouchure du Gange jusqu'à celle de l'Indus, depuis Delhi jusqu'au cap Comorin, l'Angleterre n'a laissé subsister aucun État indépendant; maîtresse absolue de ce grand empire, elle nous força en quelque sorte à reconnaître que ses succès auraient pu être les nôtres, puisque la France a longtemps possédé dans l'Inde une puissance bien supérieure à celle que l'Angleterre y possédait alors.

Hastings (lord Warren), gouverneur de l'Inde, l'un des agents les plus actifs de la fondation de cette puissance, écrivait : « Tout ce que l'Angleterre a exécuté, Dupleix l'avait pressenti et préparé; nous n'avons fait que suivre les traces des Français, envers qui la France a été ingrate. »

CHAPITRE VII.

COLONIES.

1715. La marine royale à la mort de Louis XIV. — 1716. Création d'un conseil de dix membres dans chaque ministère. Sa composition. Expédition contre les Salentins. — 1718-1719. Contre les Espagnols. Politique du régent. — 1723. 11 août. M. de Maurepas remplace M. de Morville au ministère de la marine. Ses efforts pour reconstituer la flotte. — 1728. M. de Grandpré à Tripoli. — 1731. Duguay-Trouin montre son pavillon dans la Méditerranée. — 1733. Il organise une escadre pour la cause de Stanislas en Pologne. — 1740. État de la marine. Le commodore Anson. — 1741. 14 janvier. Engagements contre les Anglais au cap Tiburon et au détroit de Gibraltar. — 1744. 22 février. Combat de Toulon.
Colonies : le Sénégal, la Guinée, la Réunion, Madagascar, la Guyane française, Saint-Domingue, Antilles françaises, Saint-Pierre et Miquelon ; la Compagnie des Indes.

Au dix-huitième siècle, la marine semble avoir été laissée dans l'ombre, peu d'écrivains s'en sont préoccupés et même occupés. A peine Saint-Simon et Dangeau citent-ils, en passant, quelque exploit de nos flottes. L'attention est toute concentrée sur les événements du continent. La puissance navale se sent effacée par l'importance de la capitale et par l'éloignement de nos côtes, qui forçait nos marins à peu la fréquenter. L'homme de mer vivait loin de Versailles; l'art de plaire, et même l'art du style, lui étaient peu familiers; toujours est-il que les mémoires maritimes sont peu nombreux.

La marine que Louis XIV laissa au régent se composait de peu de bâtiments, déjà vieillis dans les ports, et elle était presque sans cadres; car la plupart des officiers de la marine royale s'étaient jetés dans les troupes de terre. Le régent, en remplaçant chaque ministère par un conseil de dix membres (1716), composa celui de

la marine des maréchaux d'Estrées et de Tessé ; de MM. de Vauvray, intendant de Toulon ; Ferrand, intendant de Bretagne ; de Bonrepos, de Coetlogon et de Champigny, chefs d'escadre. Par l'ordonnance du 18 novembre 1716, il institue une compagnie des gardes du pavillon amiral, et, sur la démission du maréchal de Tessé, le chevalier d'Orléans est nommé général des galères, et le chevalier de Rancé, lieutenant général ; en même temps le fils de Duquesne, qui s'était retiré en Suisse plutôt que de changer de religion, est rappelé et pourvu du commandement de la Martinique.

En deux circonstances, le régent eut recours à la marine royale. Une expédition est confiée à M. de Montigni, chef d'escadre, contre les Salentins (1). Il en prend le commandement à Toulon. Elle se composait de 8 vaisseaux ; le *Sceptre,* 84 ; le *Neptune,* 74 ; le *Parfait,* 70 ; le *Sérieux*, 66 ; le *Saint-Louis,* 64 ; l'*Éole,* 60 ; le *Bel-Air,* 60 ; la *Fortune,* 58, et deux galiotes à bombes, l'*Éclair* et le *Violent*. Elle revint au port après avoir fait rentrer les Salentins dans le devoir.

En 1718-1719, M. de Sérigny est envoyé en Amérique avec 3 vaisseaux pour s'emparer de Pensacola, non loin de la Louisiane et le seul port sur toute cette côte depuis le Mississipi jusqu'au canal de Bahama. L'expédition dut se faire par terre et par mer. Pendant que M. de Sérigny s'embossait devant le port, M. de Châteauguay l'attaquait par terre avec des troupes françaises, des Canadiens et des sauvages. Après quelque résistance, le gouverneur, don Pierre Matamoras, capitula ; malheureusement les deux navires sur lesquels on embarqua la garnison pour les conduire à la Havane tombèrent au milieu d'une flotte espagnole et furent pris. M. de Sérigny, en quittant Pensacola, y laisse pour commandant M. de Châteauguay.

Le marquis de Valero, vice-roi du Mexique, dès le mois de juin 1719, met sur pied toutes ses forces pour nous chasser du golfe du Mexique, et s'empare de Pensacola mal défendue. Peu de temps après, une nouvelle flotte française de 6 vaisseaux, commandée par M. de Champmelin, se disposa à reprendre Pensacola ; M. de Bienville, chargé de l'assaut, se préparait à l'escalade, quand

(1) Salente (Soleto), place sur la côte de la Calabre. Les Salentins, ses habitants.

Pierre Matamoras se rendit. On fit 1,500 prisonniers et on démantela les fortifications.

Dès ce moment la politique du régent, toute contraire à celle de Louis XIV, se rapprocha de l'alliance anglaise, qui avait exigé la démolition des travaux de Mardick et manifesté sa volonté de ne pas voir la France recruter ses matelots sur les pêcheries de Terre-Neuve. Cette politique fut suivie par le duc de Bourbon et continuée par le cardinal de Fleury.

Le comte de Morville venait de quitter le ministère de la marine, les conseils avaient été abolis, et le 11 août 1723 ce département fut confié au comte de Maurepas (1). Jeune, intelligent, plein d'activité et de bonne volonté, il conserva avec soin les quelques vaisseaux qui nous restaient, en maintint les cadres, entretint le matériel, excita l'émulation en rappelant les officiers retirés. Des bâtiments sont envoyés dans toutes les parties du globe, chargés de travaux de géographie et d'hydrographie; c'est sous lui que s'accomplit le premier grand voyage scientifique.

Le 6 juillet 1728, une escadre de 11 vaisseaux et frégates et de 2 galères, commandée par M. de Grandpré, chef d'escadre, part de Toulon pour les côtes de Barbarie. Elle arrive le 19 juillet devant Tripoli. Sur le refus de donner satisfaction au roi des infractions aux traités, elle bombarde cette ville et en détruit la plus grande partie; l'année suivante, les Tripolitains envoyèrent une députation.

En 1731, Duguay-Trouin montra notre pavillon dans le Levant. Son escadre comprenait l'*Espérance*, 72, sur lequel il mit son pavillon; le *Léopard*, 60 (M. de Camilly); le *Toulouse*, 60 (M. de Voinsins); l'*Alcyon*, 54 (M. de la Valette-Thomas). Parti le 3 juin, il touche à Alger, Tunis, Saint-Jean d'Acre, l'île de Chypre, Smyrne, et rentre à Toulon le 1er novembre.

En 1733, c'est encore Duguay-Trouin qui fut chargé par M. de Maurepas d'organiser à Brest une escadre de guerre et de montrer à l'Angleterre, lors du départ de Stanislas de la Pologne, que nous pourrions encore, dans un moment donné, faire acte de vigueur.

De Coëtlogon était mourant; le comte de Toulouse et le vice-amiral d'Estrées s'éteignaient en 1737 : c'étaient les deux derniers

(1) Maurepas (Jean-Frédéric Phelippeaux, comte de), fils de Jérôme de Pontchartrain.

représentants de la bataille de Velez-Malaga et de la vieille gloire maritime de Louis XIV. De la Galissonnière, la Bruyère de Court étaient encore inconnus, et la France allait se retrouver en 1740 en face de l'Angleterre presque sans marins.

Le 18 septembre 1740, le commodore Anson quitta l'Angleterre avec le *Centurion*, le *Glocester*, le *Severn*, le *Wager*, le *Tyral* : il avait pour mission de parcourir les mers du Sud, de ruiner les villes de la côte, le commerce espagnol, et de s'emparer de l'isthme Darien (1) de concert avec l'amiral Vernon. Celui-ci commandait une flotte de 50 vaisseaux de guerre montés par 15,000 marins et un même nombre de troupes de débarquement. Mais la désunion entre cet amiral et le général Wintworth, qui commandait ces troupes, fit manquer le siège de Carthagène et la prise de Cuba. L'échec des forces anglaises devant Carthagène eut pour conséquence de réduire Anson à la nécessité d'agir isolément, ce qu'il fit, du reste, avec autant de succès que d'habileté et d'audace. Le 20 octobre, il mouillait à Madère ; le 21 décembre, à l'île Sainte-Catherine, etle 18 janvier 1741, sur les côtes du Chili. Il arrive à l'île de Quibo à la fin de janvier 1742, et mouille le 22 novembre à Macao. Le 10 avril 1743, il croise à la hauteur de Spiritu-Sancto, premier atterrage des Philippines et, le 20 juin, s'empare de 2 galions espagnols; il arrive le 15 mai 1744 à Spithead, après avoir passé à la faveur d'un épais brouillard à travers la flotte française qui croisait dans la Manche pour lui fermer le passage. Anson, reçu avec enthousiasme, est nommé contre-amiral, et l'on porte en triomphe à travers la ville de Londres le trésor des galions. Les Anglais n'en restaient pas moins effrayés de l'attitude hostile de la France. Le duc d'Antin se tenait en Amérique pour suivre les opérations de l'amiral Vernon, et M. Court avait empêché l'amiral Haddock de s'emparer de Majorque.

Le 14 janvier 1741, les Anglais rencontrent au cap Tiburon 3 vaisseaux français et 1 frégate sous M. d'Épinay, chef d'escadre, qui montait l'*Ardent*. Sommé par l'amiral anglais d'envoyer un canot

(1) Isthme Darien, nom appliqué à toute la partie orientale de l'isthme de Panama, entre le golfe de Saint-Miguel ou golfe Darien du sud, à l'ouest, et le golfe d'Uraba ou golfe Darien du nord, à l'est. Évidemment une communication a existé entre les deux océans. Le Darien est une contrée presque déserte et habitée par des peuplades indiennes.

à son bord pour faire reconnaître sa nationalité, M. d'Épinay refuse, reçoit une bordée, et le combat s'engage. Au bout de deux heures, l'amiral anglais, à la vue de la belle défense des Français, interrompt le feu et envoie dire à M. d'Épinay qu'il s'était trompé, l'ayant pris pour un Espagnol et le priant d'agréer ses excuses. Pareille attaque eut lieu au détroit de Gibraltar : M. de Caylus revenait en France avec 2 vaisseaux et 1 frégate, la *Flore* et le *Borée* (M. de Caylus) et l'*Aquilon* (M. de Pardaillan), quand il est abordé par une flotte anglaise qui le somme de mettre en panne. Sur son refus, les Anglais firent feu et le combat s'engagea, pour ne s'interrompre qu'à la nuit. A la pointe du jour, les Anglais redoutant une nouvelle attaque, adressèrent leurs excuses à M. de Caylus. C'étaient les préludes de la guerre ; il ne fallait plus qu'un prétexte pour la déclarer, quand les événements d'Allemagne vinrent le fournir.

La défection du roi de Sardaigne et la neutralité du roi de Naples isolaient les Espagnols en Italie. Don Carlos bat les Autrichiens à Velletri et les ramène jusqu'à Bologne. Pendant ce temps la France s'empare du comté de Nice et de la Savoie. Le prince de Conti et les Espagnols passent le Var le 1er février 1744 (1) ; mais pour que ces deux armées pussent opérer ensemble, il était nécessaire à leur alimentation qu'une flotte croisât sur les côtes d'Italie. 16 vaisseaux espagnols sous les ordres de don José Navarro, chargés de cette mission, sont poursuivis par l'escadre de l'amiral Mathews et obligés de se réfugier à Toulon. L'amiral la Bruyère de Court, quoique âgé de quatre-vingts ans, remonte le courage des marins, réorganise les flottes et les met en état de reprendre la mer. Ce fut dans ces dispositions que les deux flottes de France et d'Espagne sortirent de Toulon, le 19 février, pour attaquer l'amiral Mathews près des îles d'Hyères.

Le 22 février, vers onze heures et demie, commence l'action ; on se bat avec une grande vigueur de part et d'autre. La perte fut d'environ 7 à 800 hommes (2). Le lendemain 23, les flottes sont

(1) Voir le troisième volume des *Guerres sous Louis XV*.

(2) Se trouvaient à cette bataille les vaisseaux :

Français (2 vaisseaux) : l'*Espérance*, le *Terrible* (amiral Court).

Espagnols (16 vaisseaux) : *Royal-Philippe*, à bord duquel l'amiral Navarro avait mis son pavillon ; blessé, il remit le commandement à M. de Lage de Cucilli,

encore en présence, mais à grande distance. Le 24, l'amiral Mathews voulait encore recommencer; mais, le vent venant à changer, les deux combattants se perdirent de vue et la flotte alliée entra dans Carthagène.

Cette bataille de Toulon, en forçant la flotte anglaise à rester à Mahon pour s'y réparer, ouvrit la Méditerranée aux alliés, qui purent fournir à l'armée d'Italie ce dont elle avait besoin, et les Français s'emparèrent de Nice, de Villefranche, franchirent les Alpes, assiégèrent Château-Dauphin et battirent le roi de Sardaigne à Coni.

A la suite de cette bataille de Toulon, le roi d'Espagne décorait l'amiral Court (1) du titre de duc de la Victoria, et par un contraste pénible le gouvernement français l'exilait dans sa terre de Gournay. Quant aux amiraux Mathews et Lestock (2), ils comparaissaient devant une cour martiale pour se disculper de n'avoir pas combattu avec plus de succès.

Colonies.

D'après Montesquieu, « les princes ne doivent pas songer à peupler de grands pays par les colonies; l'effet des colonies est d'affaiblir le pays d'où on les tire, sans peupler ceux où on les envoie. »

Si la France, comme on le répète, « n'a pas le génie colonisateur, » du moins nous pouvons affirmer que peu de peuples ont une aptitude aussi énergique à se maintenir contre les événements

ayant pour second le capitaine Geraldin, qui fut tué; l'*Amérique*, don Petruchi; le *Poder*, don Rodrigo Urutia; l'*Hercule*, don Come Alvarez.

Anglais (30 vaisseaux) : *Princesse-Caroline*, capitaine Osborne; *Barfleur*, amiral Rowley; *Berwick*, capitaine Hawke; *Kingston*, *Sommerset*, *Princesa*; *Norfolk*, capitaine Forbes; *Namur*, l'amiral Mathews; *Marlborough*, capitaine Cornwal; *Bedfort*, *Neptune*; l'*Anne*, capitaine Mackay.

(1) L'amiral la Bruyère de Court avait assisté à une grande partie des événements maritimes du règne de Louis XIV, et servait comme capitaine de pavillon à bord du *Foudroyant*, que montait le comte de Toulouse à la bataille de Velez-Malaga, et depuis ce temps il n'avait pas quitté le service.

(2) L'amiral Mathews, connu pour sa sévérité et son attachement à la discipline, avait remplacé l'amiral Haddock, et l'intérim était rempli par le vice-amiral Lestock, qui se flattait de conserver le commandement, et dont le caractère froid, dénigrant et rancunier fut une cause de mésintelligence entre ces deux chefs.

et ont laissé plus de souvenirs à leur suite. En effet, notre génie colonisateur se montre tout entier au Canada, qui nous doit son origine, qui parle encore notre langue, et qui serait restée partie intégrante de la nation française sans les fautes du gouvernement. Les Indes et ses immenses possessions ne se ressentent-elles pas de notre politique? car l'Angleterre n'a eu qu'à suivre les voies que la France lui avait ouvertes. Les seizième et dix-septième siècles sont l'époque de nos grands succès coloniaux; avec le dix-huitième commencent nos désastres, et le traité de 1763 fut l'achèvement de notre ruine, car nous n'avons pu nous en relever et nous en subissons encore les conséquences.

Le Sénégal.

Le Sénégal ou Sénégambie est la première en date de nos possessions d'outre-mer. Cette région est située sur la limite du désert coupée par les grands fleuves le Sénégal, la Gambie et le Rio-Grande. La création du premier comptoir français dans ce pays est antérieure au dix-septième siècle. Ce sont probablement des Normands de Rouen qui, chassés des côtes de la Guinée par la jalousie portugaise, se formèrent en compagnie vers 1582 et fondèrent le premier établissement à Saint-Louis. En 1626, Thomas Lombard en est nommé directeur. De 1626 à 1664, Jannequin Rochefort et les capucins rouennais Alexis et Bernardin de Renouard y apparaissent; à cette dernière date, la petite colonie fut donnée, moyennant indemnité, à la Compagnie des Indes occidentales, que venait de fonder Colbert. De cette époque commence l'histoire du Sénégal.

De 1664 à 1758, sept compagnies se succédèrent; aucune ne réussit, malgré la féconde impulsion donnée par André Brue, gouverneur de cette colonie de 1694 à 1724. A lui remontent les premiers projets de colonisation sérieuse. En 1758, les Anglais nous enlevèrent une première fois le Sénégal; ils furent obligés de nous le rendre en 1783, lors de la guerre de l'indépendance des États-Unis; mais ils nous le reprirent une seconde fois sous l'Empire. La *Méduse*, de sinistre mémoire, portait les fonctionnaires et soldats chargés de la recevoir de la main des Anglais, quand elle périt dans un naufrage.

La Guinée.

Cette vaste contrée de l'Afrique occidentale se développe sur une étendue de plus de 3,000 kilomètres de côtes baignées par l'Atlantique. Elle forme un immense versant, coupé par de grands fleuves, l'Assinie, le Volta, le Lagos, le Niger, le Calabar, le Gabon et l'Ogowai, qui se jettent dans le golfe de Guinée. Le littoral porte différents noms, la côte d'Ivoire ou des Dents, la côte d'Or, la côte de Benin, la côte de Calabar et le Gabon.

La France est la première des nations européennes qui y ait déployé son pavillon. En 1339, 3 navires dieppois auraient visité la Guinée et seraient rentrés chargés d'or. En 1364, des Dieppois faisant voile vers les Canaries auraient découvert le cap Vert, arrivèrent à Sierra-Leone, s'arrêtèrent à l'embouchure d'un fleuve près duquel ils trouvèrent un petit village, qu'ils nommèrent le petit Dieppe, et revinrent à la fin de mai 1365. En septembre, quelques navires de Rouen reprirent la même route. En 1380, 1381 et 1383, encouragés par l'abondance des productions du pays, qu'ils revendaient avec de grands bénéfices, ils laissèrent sur cette côte une partie de leurs équipages, et ce fut là le premier établissement de nos compatriotes dans cette région. Avec le dix-huitième siècle commencent les désastres. Louis XIV, engagé dans la guerre de la succession d'Espagne, est forcé par le traité d'Utrecht de céder aux Anglais Terre-Neuve et l'Acadie. Louis XV est plus mal heureux encore; par le traité de 1763, il abandonne la Nouvelle-France tout entière, la Grenade, Saint-Vincent, la Dominique, Tabago dans les Antilles; en Afrique, le Sénégal, sauf Gorée. Ce n'est que plus tard que nous nous relèverons de ces ruines.

La Réunion. — L'île Bourbon.

On prétend que c'est en 1513 que des Européens abordèrent pour la première fois à l'île Bourbon sous la conduite de don Pedro de Mascarenhas; cette date est donc celle de la découverte de l'île. En 1642 eurent lieu les premiers rapports avec les Français. Pronis en prit possession pour le roi; les armes de France furent apposées à Saint-Paul, et l'île, appelée jusque-là Mascareigne ou Margabyn (en arabe), prend alors le nom de Bourbon. La coloni-

sation sérieuse remonte au 8 août 1665, jour où la flotte de la Compagnie des Indes, ayant à son bord M. de Baussée avec titre et pouvoir de directeur, y débarqua une population d'ouvriers et de jeunes orphelins envoyés par Colbert; la révocation de l'édit de Nantes y conduisit aussi des protestants. Il fut remplacé par Regnault, jusqu'à l'arrivée de M. Jacob de la Haie, qui, parti de France en 1670, arriva le 4 décembre 1671 avec le titre de vice-roi des Indes et à la tête d'une flotte de 10 vaisseaux. En janvier 1687, Drouillard est nommé gouverneur par le roi ; il a pour successeur en 1696 le sieur de Prades. Lacour en Saulais, gouverneur et juge en 1698, habita de préférence à Saint-Denis.

C'est en 1718 que la compagnie fit donner ordre à Bourbon d'envoyer quelques habitants s'établir à Maurice. Le conseil surpris, embarrassé, répondit qu'il y était disposé, après seulement qu'on aurait envoyé un *expert sur les lieux pour s'assurer qu'on y pouvait vivre et se soutenir*. La colonisation de Maurice ne commence qu'en 1725, et le sieur Denjou, le plus important personnage de toute l'île, prêtait serment devant le conseil supérieur de Bourbon.

En juin 1735, arrive M. Mahé de la Bourdonnais, nommé depuis le 10 novembre précédent gouverneur des îles de France et de Bourbon. Il n'en était pas à son premier voyage dans l'Inde, ayant déjà accepté à Goa (1) du service dans les troupes du roi de Portugal.

Bien que ses préoccupations fussent toutes dirigées vers le commerce, il cède à des instincts marins et militaires, revient en France en 1740, et, le 14 avril 1744, touche à Bourbon en se dirigeant vers la côte de Coromandel, où il était appelé au secours de Pondichéry menacé par les Mahrattes. Le 30 septembre, cette ville est bloquée, tandis qu'en Europe commence la guerre continentale pour la succession d'Autriche. Enfin, le 1er septembre 1744, la Bourdonnais apprend la déclaration de guerre, et reçoit le commandement de tous les navires de la compagnie. Le 24 mars 1746, il quitte Port-Louis avec sa flotte. Forcé par la tempête, et par les avaries considérables qu'elle cause à ses vaisseaux, de re-

(1) *Goa* ou Pandjim, sur la côte occidentale de l'Inde du sud. Capitale des possessions portugaises, autrefois centre d'un commerce important ; on le surnommait *la ville d'Or*. Le Camoens en châtia les vices dans une satire qui lui valut un exil aux Moluques, grand archipel de l'Océanie, dans la Malaisie.

lâcher à Madagascar, il n'en peut repartir que le 9 juin pour atteindre Pondichéry en juillet. Un avantage sérieux remporté sur l'escadre anglaise lui permet d'assiéger Madras et de s'en rendre maître par capitulation le 22 septembre.

En complet désaccord avec Dupleix (1), la Bourdonnais ne prolongea pas son séjour dans l'Inde. Le 10 décembre 1746, il est de retour à l'île de France, où déjà il était remplacé comme gouverneur général par le nommé David, qui avait mission d'examiner sa conduite, laquelle fut trouvée exempte de tout blâme. Ayant perdu de ses vaisseaux avant d'arriver au Cap et voulant soustraire les autres aux croisières ennemies, il les conduit à la Martinique, d'où il opère seul son retour en France. Bientôt on lui reproche de n'avoir pas exigé une somme assez forte pour la rançon de Madras; il est arrêté, mis à la Bastille. Tout en recouvrant sa liberté, il y perd sa fortune.

C'est sous son gouvernement, le 18 août 1744, qu'eut lieu, sur la côte de l'île de France le naufrage du *Saint-Géran*, naufrage qui constitue le dénouement du célèbre roman de *Paul et Virginie*, par Bernardin de Saint-Pierre (2).

En 1753, M. Brenier était gouverneur par intérim à Bourbon, et M. Magon arrivait à l'île de France le 20 décembre avec le titre de directeur de la compagnie et de commandant général des deux îles; il fut remplacé en 1755 par Bouvet de Lozier (3), qui y resta jusqu'en 1763.

M. de Lally, lieutenant général des armées de France, nommé depuis décembre 1756 gouverneur de nos possessions dans l'Inde, arriva à Saint-Denis le 26 janvier 1758, sur la frégate la *Diligente*, commandée par Marion-Dufresne (4); il y séjourna peu de temps,

(1) Voir le journal du siège de Pondichéry, écrit en tamoul par un Indien qui se trouvait dans la ville pendant le bombardement, et qui a été traduit depuis en français.

(2) Bernardin de Saint-Pierre, né en 1737, mort en 1814, d'une famille du Havre. D'une nature romanesque; voyage en Hollande, en Russie; envoyé comme ingénieur à l'île de France; après un séjour de trois ans, revient en France; se livre à la littérature.

(3) Bouvet, regardé comme un des meilleurs officiers de la marine, découvrit le cap de la Circoncision, auquel est resté attaché le nom d'île Bouvet.

(4) Marion-Dufresne périt malheureusement en 1771, sur les côtes de la Nouvelle-Zélande; il fut mangé par les sauvages.

car il n'attendait que la réunion à Saint-Paul de l'escadre de l'amiral d'Aché. Les pouvoirs de M. de Lally étaient très étendus; par sa commission, il commandait *partout;* mais par une lettre du 6 mars 1760, enregistrée à Bourbon le 26 novembre suivant, on lui faisait savoir que, hors de Pondichéry et de la côte de Coromandel, il n'avait plus aucun pouvoir.

C'est le 9 mai 1763 qu'arriva la première nouvelle de la paix. Les navires composant l'escadre du comte d'Aché faisaient escale à Saint-Paul, ramenant une partie des régiments français, harassés de leur campagne et revenant dans le dénuement le plus complet. Le vaisseau le *Condé* embarquait M. de Parny (1), et le *Vaillant,* à la date du 20 octobre, amenait en remplacement de M. Bouvet, à la tête du gouvernement, M. Bertin, conseiller supérieur.

En 1764, la colonie passe sous la domination directe de la couronne et elle continue de prospérer sous l'administration de M. de Poivre. M. de Bellecombe prit possession de l'île au nom du roi, le 1er novembre 1767.

Une décision du 13 novembre 1767 établit la subordination de Bourbon à l'île de France, bien que chacune de ces colonies eût son gouverneur et son intendant. Le territoire de cette île est baigné par de petites rivières qui coulent des montagnes, et dont aucune n'est navigable, mais qu'on peut utiliser pour la fertilisation du sol. A la suite des guerres de la Révolution et de l'Empire, elle est appelée la Réunion; un instant, Bonaparte. Elle capitule en 1810, redevient Bourbon et française en 1814, pour ne plus se séparer de la métropole.

Madagascar.

Madagascar est une grande île de la mer des Indes, sur la côte orientale de l'Afrique, dont elle est séparée par le canal de Mozambique. Elle est parcourue du nord au sud par beaucoup de rivières, le climat en est chaud, le sol d'une fertilité admirable, sans compter sa richesse en mines de cuivre, de plomb, d'étain, de mercure, de fer et de charbon.

(1) Parny (Évariste, chevalier de), né en 1753 à l'île Bourbon; mort en 1814; embrasse la carrière militaire; capitaine de dragons, passe aux Indes; quitte le service en 1786; compose ses élégies, ses poésies, et est admis à l'Institut en 1803.

Le 10 août 1506, une flotte portugaise, revenant des Indes à Lisbonne, est jetée brusquement par la tempête sur ses côtes. Quelques mois après, dom Ruy Pereira, commandant un des vaisseaux de l'amiral Tristan d'Acunha, abordait Madagascar, en même temps que Fernand Suarez.

Le roi Emmanuel de Portugal, sur les rapports de ses officiers, envoie à Madagascar en 1509 Diego Lopez de Piqueyra, suivi l'année suivante par une nouvelle flotte sous Juan Serrano. Les trésors espérés ne s'offrant pas à eux, les Portugais ne tardèrent pas à abandonner ces rivages et se bornèrent à l'exportation de quelques esclaves. Les Français seuls semblent avoir eu le pressentiment de l'avenir réservé à cette colonie; Louis XIII et Louis XIV furent les premiers qui comprirent l'importance politique de la colonisation; en définitive, depuis ce moment, et bien que les premiers germes ne fussent jamais fécondés, notre occupation n'a cessé d'y affirmer nos droits, et les Français, stimulés à la vue des ressources de ce pays, y élevèrent des postes fortifiés et ébauchèrent quelques cultures.

Richelieu, dans son testament politique dit : « Pour être une grande puissance en armes, il faut que la France soit forte sur terre, mais aussi qu'elle soit puissante sur mer. Il faut être fort pour posséder la mer; jamais un grand État ne doit être exposé à recevoir une injure sans pouvoir en prendre la revanche. Et, partant, l'Angleterre étant située comme elle l'est, si la France n'était puissante en vaisseaux, elle pourrait entreprendre à son préjudice ce que bon lui semblerait sans crainte de retour. Elle pourrait empêcher nos pêcheries, troubler notre commerce; elle pourrait descendre impunément dans nos îles et même sur nos côtes. Sa puissance maritime lui ôtant tout lieu de craindre les plus grands princes de la terre, l'ancienne envie qu'elle a contre la France lui donnerait apparemment lieu de tout oser à son préjudice. Les Anglais ne connaissant d'autre équité que la force, la raison d'une bonne politique ne nous permet pas d'être faibles à la mer; elle veut que nous soyons en état de nous opposer aux desseins qu'ils pourraient avoir contre nous. Si Votre Majesté est puissante à la mer, la juste appréhension qu'elle aura de voir attaquer ses forces, uniques ressources de sa subsistance, la crainte d'une descente sur ses côtes l'obligera de tenir ses vaisseaux et ses troupes pour conserver ses possessions. Il semble que la nature ait voulu offrir l'empire de la mer à la France,

par l'avantageuse situation de ses côtes également pourvues d'excellents ports aux deux mers, Océan et Méditerranée. La seule Bretagne contient les plus beaux que soient, et la Provence en à de beaucoup plus de grands et d'assurés que l'Espagne et l'Italie ensemble. Tout démontre donc l'indispensable utilité de favoriser le commerce et surtout celui au long-cours. »

Richelieu songea le premier à confier au capitaine de marine Rigault, originaire de Dieppe, l'organisation d'une grande compagnie; malheureusement il mourut le 4 décembre 1642. Les lettres patentes furent signées par Louis XIII le 24 juin. L'année suivante, elles sont confirmées par Louis XIV, le 20 septembre 1643, quatre mois après la mort de son père. MM. Pronis (1) et Flacourt (2) partirent de France et s'établirent dans la presqu'île de Tholongalt, où ils bâtirent le fort Dauphin, puis à Sainte-Luce, Antongil, Sainte-Marie, Ténériffe et Saint-Augustin. Dès lors l'influence française ne cessa de grandir à Madagascar, et Colbert, qui voulait en faire le centre de nos possessions africaines, ne cessa d'encourager les colons. Malheureusement, en 1670, un nommé de la Haye, par sa tyrannie, exaspéra les insulaires, qui massacrèrent nos compatriotes, et, pendant tout le règne de Louis XIV, aucune expédition nouvelle n'y fut envoyée.

Sous Louis XV, malgré l'abandon de nos colonies, par les édits de mai 1719 et juillet 1730, on reprit les projets de colonisation.

La cession de l'île de Sainte-Marie de Madagascar eut lieu le 30 juillet 1750; l'affaire fut négociée par M. Barthélemy David, gouverneur de l'île de France, avec la princesse Beti, qui avait succédé à son père Tamsimalo, à Foulepointe. Elle fut remise à M. de Villiers, commandant le *Mars*, qui en confia le gouvernement à un sieur Gosse. Malheureusement, il irrita les naturels par son oppression, et, le 24 décembre 1754, les Français furent tous massacrés.

Malgré le traité de 1763, M. de Maudave (3) s'embarqua le 14 juil-

(1) Agent du maréchal duc de la Meilleraye, à qui le cardinal de Richelieu avait accordé le privilège exclusif du commerce de Madagascar.

(2) Flacourt fonda le comptoir de notre Compagnie des Indes à la côte de Malabar.

(3) Fils d'un colonel du régiment de Nivernais, le comte de Maudave naquit en 1725 au château du Fayet, près de Grenoble; d'un caractère aventureux; fit les campagnes de 1740 à 1756; part pour l'Inde avec M. de Lally; peu après son

let 1768, sous le ministère de M. de Praslin, pour se rendre à Madagascar en qualité de gouverneur; il avait pour instructions de renouer des relations amicales avec les indigènes. Il aborde à l'île de France le 5 août avec l'ingénieur Bernardin de Saint-Pierre (1), et, le 5 septembre, à Fort-Dauphin. La fin de l'année se passa à explorer le pays et à faire connaissance avec les chefs et habitants de cette contrée. Travailleur infatigable, aussi habile administrateur que bon officier, d'une rare délicatesse de sentiments, il lui manqua la chance pour sortir avec éclat de sa mission. Malgré ses demandes de secours, il se voyait abandonné sans troupes, ni argent, ni marchandises de traite, ni colons. Pour dernière atteinte à ses espérances et à la colonie naissante, le gouverneur de l'île de France rappela, au mois d'août 1770, la garnison déjà si peu nombreuse de Fort-Dauphin. A la rigueur c'était son droit, puisque cette petite troupe faisait partie du régiment de l'île de France. Malgré le peu de succès dans ses entreprises, de Maudave reste ferme dans ses projets jusqu'à l'arrivée de son successeur en 1774, M. Beniowski (2), réfugié hongrois, protégé de M. d'Aiguillon. Il put d'abord récolter ce que M. de Maudave avait semé; mais, à peine débarqué, il déclara la guerre aux peuplades, s'y attira de nouvelles difficultés, et mourut sans avoir été plus secondé par les ministres de notre ancienne monarchie. M. de Vergennes était cependant un des grands représentants de notre diplomatie à cette époque.

En définitive, il y a là une terre d'une étonnante fertilité et des

arrivée, il est nommé colonel à la prise du fort David et s'empare de la ville de Sadras; 1758, épouse M[lle] Porcher de Soulches, fille du gouverneur de Karikal; mort à Mazulipatam en 1778; fort instruit; laisse son *Journal de Madagascar*, un *Voyage aux Indes orientales, à la cour du Mogol,* enfin une traduction de l'*Histoire de Philippe V;* eut trois filles, mariées au colonel Pouget de Saint-André, directeur des fortifications de l'île de France, à l'amiral Morard de Galles, et à M. de Lamartellière.

(1) Né au Havre en 1747; entre, en 1757, à l'École des ponts et chaussées; officier, ingénieur, écrivain; on a de lui : *Voyage à l'île de France*, *Études de la nature*, *Paul et Virginie*, *Vœux d'un Solitaire*, *Chaumière indienne;* mort en 1814.

(2) Beniowski (comte), d'une bonne famille hongroise; quitte son pays pour aller conspirer en Russie. Condamné à la déportation au Kamtchatka, il s'en échappe avec la complicité de la fille du gouverneur, qu'il enlève, et parvient à gagner la France, après de nombreuses péripéties de voyage.

richesses de toute sorte à exploiter. La Révolution ne rencontra à l'égard de Madagascar aucune contestation des droits de la France; ils furent reconnus en 1815, lors des traités de Paris et de Vienne. Madagascar ne fut l'objet d'aucune note diplomatique : ainsi, malgré nos insuccès répétés, notre autorité sur ce pays n'a jamais soulevé la moindre protestation, et sur la côte orientale et nord-ouest, nous possédons Sainte-Marie, occupé en 1750, Mayotte et Nossi-Bé.

En 1825, en 1857 et en 1881, les Hovas n'ont pas été effrayés par la disproportion de leurs forces avec les nôtres. Aujourd'hui leur situation n'est plus la même; ils ont conscience des progrès qu'ils ont faits, ils savent que ces progrès ne sauraient s'arrêter : alors devra-t-on se borner à regretter de n'avoir pas su agir lorsqu'il en était temps? L'opinion nationale est qu'il y a là un morceau du patrimoine de la France qu'il n'est pas permis d'amoindrir, et à plus forte raison d'abandonner. L'honneur et la dignité du pays sont dès lors engagés.

La Guyane française.

Vaste contrée de l'Amérique du Sud, baignée par l'Atlantique depuis l'embouchure de l'Amazone jusqu'à celle de l'Orénoque, la Guyane se partage entre le Venezuela, l'Angleterre, les Pays-Bas, la France et le Brésil. Elle est bornée à l'est par la rivière l'Oyapok, à l'ouest par celle de Maroni, au nord par le littoral atlantique, et s'enfonce au sud dans des terres encore inexplorées. Le système orographique se compose de deux chaînes parallèles se détachant de la Cordillère du nord et courant de l'est à l'ouest. De ces deux chaînes descendent les fleuves l'Oyapok, l'Ouanary, l'Approuauge, la Comté, la Mahury, le Kourou, le Sinnamary, la Mana, le Maroni. Ces fleuves, dont le cours est de 700 kilomètres, se jettent dans l'océan Atlantique. La nature s'est montrée prodigue pour cette partie du continent américain.

Christophe Colomb passe pour avoir pris le premier connaissance du pays, le 1er août 1498. Vincent Janez Pinçon, un de ses compagnons, toucha le continent américain le 20 janvier 1500, vers le cap Saint-Augustin, et, arrivé au fleuve l'Amazone, lui donna son nom. Après lui, les explorateurs se multiplient. En 1604, un gentilhomme

poitevin, la Ravardière, est chargé par Henri IV d'une tentative de colonisation à la Guyane. En 1626, 1633 et 1643, trois compagnies échouèrent; en 1652, une quatrième ne fut pas plus heureuse. Louis XIV et Colbert s'intéressaient à nos colonies; en 1664 est formée la Compagnie des Indes occidentales. Quelques villages s'élèvent, l'agriculture est encouragée et longtemps la colonie se soutint. Toutes ces compagnies étaient toujours attirées par l'espoir de découvrir des richesses et des trésors accumulés, mais toutes sont déçues dans leurs illusions. Alors M. de la Barre, représentant de la compagnie à Cayenne, encouragea les pères Jean Grillet et François Béchamel, de l'ordre des jésuites, à un voyage d'exploration dans l'intérieur, voyage dont ils ont laissé la relation. En 1674, la Guyane fait retour à l'administration royale; à cette époque se place l'attaque et la prise de nos possessions par les Hollandais, mais leur conquête ne fut pas de durée. M. d'Estrées, à la tête d'une flottille de 10 vaisseaux, les chasse de notre colonie. En 1720, M. d'Orvilliers en est nommé gouverneur.

Après la guerre de Sept Ans, la France se montrant impatiente de regagner ailleurs ce qu'elle avait perdu au Canada et aux Indes, Choiseul résolut de coloniser la Guyane. Il demanda au roi, pour lui et son cousin Praslin, la concession des territoires compris entre le Kourou et le Maroni. Gentilshommes ruinés, cadets de famille, paysans, aventuriers sollicitèrent d'y être envoyés. Tout semblait annoncer des jours prospères; malheureusement la conduite de l'expédition fut partagée entre deux chefs jaloux l'un de l'autre, le chevalier Turgot (1) et l'intendant Thibaut de Chauvallon. Leur rivalité ruina la colonie. M. de Praslin, ministre de la marine, avait cherché un homme éclairé, résolu, capable de rendre compte de nos insuccès : M. de Malouet (2) fut choisi ; il commença par étu-

(1) Turgot, le prévôt des marchands, mourut le 1er février 1751, laissant trois fils et une fille. L'aîné, magistrat, meurt président à mortier au parlement de Paris ; le second, connu sous le nom de chevalier Turgot, fut un savant, un administrateur, un soldat, et gouverna la Guyane ; le troisième, le ministre, naquit à Paris le 10 mai 1727. Sa fille épousa le duc de Saint-Aignan.

(2) Malouet (Victor), né à Riom en 1740 ; mort en 1814 ; sert dans l'administration de la marine ; intendant de Toulon en 1789 ; forcé d'émigrer, rentre en France en 1801 ; ministre de la marine.

dier Surinam, où l'administration hollandaise entreprenait des voyages d'exploration. Mais sa santé l'obligea de rentrer en France, et il ne put donner suite à ses projets.

A partir de 1763, les convois se succédaient et dans le mémoire du roi pour servir d'instruction au gouverneur général et à l'intendant, il est dit : « Tout ce qui concerne le militaire ressortira du gouverneur. S. M. entend que les colonels des régiments en garnison dans les colonies aient la nomination des emplois vacants dans leurs régiments et qu'ils soient seulement tenus à cette approbation du gouverneur et cela pour le maintien de la subordination. » En juillet 1764, la famine devint menaçante, le désespoir s'abattit sur la colonie. En 1765, il n'y restait plus que des malades et des moribonds cherchant à fuir; de nouvelles tentatives se continuèrent jusqu'en 1781; enfin celle de M. de Villebois en 1788 n'eut pas plus de succès, et Cayenne est devenu un lieu de déportation. En 1808, notre colonie fut conquise par les Anglais et les Portugais; mais en 1814 elle fit retour à la France.

Saint-Domingue.

Haïti, ou Saint-Domingue, est un pays montagneux ; c'est une grande île de la mer des Antilles, au S.-E. de Cuba, à l'E. de la Jamaïque; la partie O. est dite française; celle de l'E. est dite espagnole; elle a pour capitale Port-au-Prince. Découverte par Christophe Colomb le 6 décembre 1492, le traité de Ryswick (1697) nous la céda. Cette colonie française vit rapidement croître sa prospérité, et, après bien des révolutions, ne cessa d'être française qu'en 1825, époque à laquelle elle se constitua en république.

Le 11 décembre 1767, des symptômes de révolte se manifestent à Saint-Domingue. Une assemblée de nègres et de mulâtres armés se réunit dans le quartier du Cul-de-Sac, près de Port-au-Prince. M. de Reynaud, qui commande la colonie en l'absence du prince de Rohan et de M. de Fauveau, marche contre eux avec de l'infanterie et 2 pièces d'artillerie. A son approche, ils se retirent. M. de Reynaud établit des postes dans le bourg, et des patrouilles arrêtent les armes à la main les nommés Violette et Mith, ce dernier porteur d'un billet ainsi conçu : « Les bons citoyens du Port-au-Prince

sont avertis que ceux de la plaine sont en marche et les exhortent à venir les rejoindre, déterminés à faire bonne défense. »

Le 12, au point du jour, le sieur Dettrées, chef des rebelles, renvoya le prévôt de la maréchaussée, pris la veille au moment où il allait signifier aux révoltés de mettre bas les armes sous peine d'être fusillés. Ce rebelle assure M. Reynaud qu'il a été forcé, le pistolet sur la gorge, de se mettre à la tête des habitants de Cul-de-Sac, mais qu'ils vont tous se réfugier chez eux. Dans ce moment, M. Reynaud apprend que les quartiers voisins se remuent. Il laisse un détachement à la Croix-des-Bouquets, aux ordres de M. de Lavelanette, et se rend au Port-au-Prince, où sa présence devient nécessaire. Il y fait arrêter plusieurs personnes. Cependant il y avait du mouvement au Misbalais et au Grand-Bois, et dès le 15 les rebelles se portent au Morne-au-Diable. Une partie d'entre eux viennent jusqu'à Cul-de-Sac et ne se retirent que sur la nouvelle certaine que les habitants du quartier sont rentrés dans le devoir.

M. de Rohan (1), gouverneur de Saint-Domingue, acquiert la preuve que le conseil du Port-au-Prince avait fomenté la révolte. Il fait arrêter les membres de ce conseil pendant qu'ils étaient assemblés, et on les embarque sur un navire à destination de Bordeaux. A leur arrivée, ils sont enfermés au Château-Trompette. Cette opération est suivie de l'arrestation de trois colons qui furent condamnés par le conseil de guerre et exécutés. Les habitants rentrèrent alors dans le devoir, et ainsi fut ramené le calme dans la colonie.

Antilles.

La France ne s'est installée que tardivement dans le magnifique

(1) Rohan-Guéméné (Louis-Armand-Constantin de), prince de Montbazon, frère de Jules-Hercule, mort en 1800, lieutenant général, qui s'est distingué à Rossbach, et du prince-cardinal; né le 19 avril 1730; 1758, capitaine de vaisseau, combat sur le *Raisonnable* contre 6 vaisseaux anglais; octobre 1764, chef d'escadre; gouverneur des îles sous le Vent, 1766; lieutenant général des armées navales, 24 septembre 1769; après avoir servi pendant toute la guerre de l'indépendance américaine, vice-amiral le 11 mars 1784; se déclare contre la révolution sans émigrer; traduit devant le tribunal révolutionnaire, il est exécuté à Paris le 24 juillet 1794.

archipel des Antilles (1). En 1625, Belain sieur d'Esnambuc, capitaine du roi, arrive dans les mers du Ponant, à Saint-Christophe, et revient en France en 1626. Richelieu, à cette époque, cherchait à relever notre marine, et en quelques années il y forma un des plus beaux établissements du Nouveau-Monde.

Devancé à la Guadeloupe par un de ses lieutenants, Lienard de l'Olive prit possession de la Martinique le 15 septembre 1635; il mourut en 1636. Ses neveux et successeurs, du Parquet, du Pont, du Halde, Poincy, continuèrent son œuvre, et Saint-Christophe, la Martinique et la Dominique devinrent des établissements florissants. En 1648, notre marine jouait un rôle prépondérant dans la mer des Antilles et même dans le golfe du Mexique. Cette prospérité s'arrête à l'époque des troubles qui marquèrent la minorité de Louis XIV, Mazarin n'attribuant qu'un intérêt très secondaire aux questions maritimes qui avaient préoccupé Richelieu. A ce moment (1649), la compagnie vendait les îles françaises de l'Amérique. Le 4 septembre 1649, Boisseret achetait la Guadeloupe, Marie-Galande, la Désirade et les Saintes. En 1650, du Parquet payait la Martinique, Sainte-Lucie, la Grenade. En 1651, Poincy acquérait Saint-Christophe, Saint-Barthélemy. En 1664, lors de la guerre entre l'Angleterre et la Hollande, Louis XIV, s'étant déclaré pour la Hollande, les Anglais crurent le moment favorable pour s'emparer de nos Antilles; mais ils furent chassés de Saint-Christophe, repoussés de la Martinique, de la Guadeloupe.

Les guerres amenées par la ligue d'Augsbourg et la succession d'Espagne eurent leur contre-coup aux Antilles; cette fois encore les Anglais ne furent pas plus heureux, et la paix d'Utrecht nous assura toutes nos colonies. Dès 1721, la population augmente, notre colonisation se consolide. De 1741 à 1748, nos colons réussissent à repousser toutes les attaques contre cette renaissance commerciale et cette extension de nos domaines d'outre-mer. La jalousie et les convoitises de l'Angleterre s'étaient éveillées à la vue de l'état florissant de nos colonies. Heureusement la paix d'Aix-la-Chapelle, en nous confirmant dans la possession de nos Antilles, vint rassurer les colons. Mais pendant la guerre de Sept Ans ils ne reçurent aucun

(1) Les îles françaises dans cet archipel forment trois groupes : au nord, Saint-Martin et Saint-Barthélemy; au sud, la Martinique; au centre, la Guadeloupe.

renfort, tandis que les Anglais dirigeaient contre eux des forces accablantes.

La Martinique (1) avait donné quelque inquiétude sous le régent, par suite du mécontentement qu'y avait excité un impôt forcé établi par le gouverneur, M. de la Varenne; mais la modération du régent et ensuite celle du cardinal de Fleury ramenèrent la bonne entente avec la métropole, grâce à l'influence de M. du Buth, lieutenant-colonel de la milice et de M. d'Hauterive, procureur général du conseil de l'île. Le 8 janvier 1762, les Anglais, commandés par le général Manckton, avaient débarqué à la Martinique et assiégé le Fort-Royal; le 16 février, l'île était conquise. Elle ne nous fut rendue que par le traité de paix de 1783.

La guerre de l'indépendance des États-Unis fut une revanche pour nous : les Anglais ne purent cette fois s'emparer d'aucune de nos colonies, ils furent chassés de Tabago, Saint-Christophe, Nevis, Montserrat, et se virent forcés, à la paix de Versailles 1783, de nous confirmer dans la possession de Tabago.

Le 16 janvier 1759, une flotte était sortie des ports d'Angleterre cinglant vers la Martinique, dans le dessein d'en faire la conquête, ou de détruire et ravager les plantations de cette île, afin d'en ruiner le commerce pour bien des années. A leur arrivée le 16 février, ils débarquent à la pointe aux Nègres et à Casse-Navire environ 8,000 hommes, et se disposent à marcher sur Fort-Royal. Ils présumaient qu'ils s'en rendraient bientôt maîtres, n'ayant trouvé aucune difficulté à prendre terre et à renverser les premiers postes qui se trouvèrent sur leur passage; mais, le bruit de leur descente s'étant aussitôt répandu dans l'île, les habitants s'armèrent. M. de Beauharnais, nommé depuis peu à ce gouvernement, ne faisait que d'y arriver. Sur-le-champ, après avoir pris une connaissance exacte de ses forces, il pourvoit à la sûreté des points susceptibles de défense et marche à la rencontre de l'ennemi. Il atteignit les Anglais au moment où ils se rembarquaient sur l'avis que les Français s'avançaient pour les attaquer. Alors M. de Beau-

(1) La Martinique fut ainsi nommée par Christophe Colomb, qui la découvrit en 1493, le jour de la Saint-Martin. Très irrégulière dans sa forme, elle possède de nombreuses anses, des caps, plus une rade assez vaste. Ses détroits sont parsemés d'écueils et quelques batteries suffisent pour les défendre.

harnais, poussant vigoureusement l'ennemi en retraite, lui tua 800 hommes; il n'y eut de sauvés que ceux qui, se trouvant encore près du rivage, purent aborder les vaisseaux. Cette tentative ayant échoué, les Anglais tournèrent leurs voiles vers la Guadeloupe. Cette conquête leur paraissait d'autant plus facile qu'ils savaient les forts de cette île peu en état de résister et que cette colonie, moins nombreuse que la Martinique, plus dispersée, leur laissait entrevoir un dédommagement certain. A leur première apparition, les habitants du bourg de Basse-Terre, capitale de l'île, abandonnent leurs demeures et ne laissent aux Anglais, en se retirant dans l'intérieur du pays avec leur gouverneur, qu'une ville déserte; alors tous les colons se réunissent en armes et se préparent à se défendre. La résolution était courageuse, mais il fallait les moyens de la soutenir. L'escadre anglaise environnait l'île et en interdisait les approches à tous les secours, et l'armée envahissante les harcelait de tous côtés. Il était aisé de prévoir qu'ils seraient bientôt dans la nécessité de se rendre, lorsqu'une escadre française, aux ordres de l'amiral Bompart, se montra dans les parages de la Martinique.

Le 2 mai, l'escadre anglaise, repoussée de la Martinique, s'empare de la Guadeloupe, et des petites îles qui en dépendent, après trois mois de tentatives difficiles. La perte de cette colonie doit être attribuée à l'incurie de son gouverneur, M. Nadau; à M. de Beauharnais (1), lieutenant général pour le roi aux îles du Vent, qui resta tranquille à la Martinique sans donner aucun secours à la Guadeloupe, et enfin aux lenteurs de M. de Bompart, qui, parti de Brest avec une forte escadre, resta six semaines avant de se décider à aller chercher la flotte anglaise.

Le roi, à l'imitation de Sully et de Colbert, fit beaucoup pour le

(1) Beauharnais (Claude, comte de), né à Rochefort le 16 janvier 1717; entré au service en 1733, comme gentilhomme, garde de la marine. Pendant quatre ans, commande l'artillerie au Canada: capitaine de galiote d'artillerie et des bombardiers du roi, le 15 novembre 1754; chevalier de Saint-Louis; capitaine des *Vaisseaux;* marin de vocation; en juin 1759, obtient des lettres patentes érigeant la terre et seigneurie des Roches-Baritaud en comté, en considération des services de ses ancêtres et des siens; en dernier lieu, sur la *Bellone,* avec laquelle il soutint un combat de cinq heures contre 2 vaisseaux anglais. Sa femme, Fanny de Beauharnais, dont il se sépara, fut la maîtresse de Dorat, l'auteur des *Baisers* et du *Mois de mai.*

commerce. Les manufactures se relevèrent; mais malheureusement elles se trouvèrent en concurrence avec celles que les réfugiés français, depuis la révocation de l'édit de Nantes, avaient créées à l'étranger, et surtout avec celles de l'Angleterre (1). Nos colonies, particulièrement celle de Saint-Domingue, tirèrent chaque jour de nouveaux fruits d'une longue paix.

Saint-Pierre et Miquelon.

Les Français débarquèrent de bonne heure dans l'Amérique du Nord; ils connaissaient bien avant Christophe Colomb la côte américaine. C'est à nos pêcheurs basques et bretons qu'en revient l'honneur, et ils furent même les premiers à aborder à Terre-Neuve, au Salvador, au golfe de Saint-Laurent et en Acadie. Mais ce n'est qu'au seizième siècle, sous François Ier, que commence, avec Jacques Cartier et Roberval, la prise de possession de cette colonie, qui porta le nom glorieux de Nouvelle-France. Nous avons possédé en Amérique toute la région qui s'étend de la frontière des États-Unis jusqu'au pôle et de l'Atlantique au Pacifique.

En 1713, par le traité d'Utrecht, l'Angleterre nous arracha l'Acadie et Terre-Neuve. En 1763, elle nous enleva le Canada et toutes ses dépendances, à l'exception des îlots de Saint-Pierre et Miquelon au sud de Terre-Neuve. Ces îlots, pris par les Anglais lors de la guerre de l'Indépendance, rendus en 1783, repris au début de la Révolution et gardés jusqu'à la fin de l'Empire, furent encore restitués en 1815, et nous les conservons encore aujourd'hui.

(1) Béarn avait pour garnison Valenciennes, quand le 4e B. fut dirigé sur Brest où il s'embarqua le 20 novembre pour se rendre à Saint-Domingue. En 1755, pendant qu'il était employé à la guerre de Sept Ans, le 1er B. fut envoyé au Canada.

CHAPITRE VIII.

DESCENTES DES ANGLAIS SUR LES CÔTES DE FRANCE.

État de notre marine à la mort de Louis XIV. Mesures de précaution prises sur les côtes. Correspondances à ce sujet. Organisation des milices gardes-côtes. Dragons gardes-côtes. Projets de descente en Angleterre. — 1746. Tentative des Anglais contre Lorient. — 1757. 20 septembre. Apparition d'une flotte anglaise devant Rochefort ; prise du fort d'Aix ; retraite de l'ennemi. — 1758. 20 juin. Attaque contre Saint-Malo. Échec des Anglais. — 28. La flotte anglaise, abandonnant Saint-Malo, se dirige vers Cherbourg. Prise de cette ville. — 15 août. Les Anglais quittent Cherbourg et font voile de nouveau vers Saint-Malo. Leur retraite. Ils jettent l'ancre devant l'île d'Agot; leur débarquement. — 11 septembre. Combat de Saint-Cast. L'ennemi se rembarque après des pertes considérables. — 1759. Juillet. Bombardement du Havre. — 17 août. Combat naval de Lagos. Défaite des Français. — 20 novembre. La flotte française est vaincue près de Quiberon ; elle y essuie des pertes considérables. — 1760. 12, 13 juillet. Les Anglais débarquent sur la côte d'Ouistreham, de Sallenelles et de Colleville.

Depuis le combat de la Hogue en 1691, notre marine déclina, tout en continuant de lutter et souvent avec succès. Jusqu'en 1706, époque de la guerre de la Succession, elle balance en effet les forces unies d'Angleterre et de Hollande. L'esprit de la marine était loin d'être perdu après la paix d'Utrecht. La France, alors engagée contre toute l'Europe dans une guerre de terre en Flandre, en Allemagne, en Espagne et en Italie, eût été terrible si elle n'avait eu pour ennemie que l'Angleterre. Plus tard, et c'est peut-être le grand reproche à adresser au ministère du cardinal de Fleury, ce ministre a trop redouté que l'entretien d'une marine

respectable ne réveillât la jalousie, et, pour jouir personnellement d'une tranquillité qui n'eût peut-être pas été troublée par une conduite plus éclairée, il prépara nos défaites. A défaut de flottes capables de se mesurer avec celles de l'Angleterre, la France en fut réduite à pourvoir à la sécurité du littoral et à tâcher d'en garantir les points faibles contre les descentes et les insultes toujours à craindre de la part d'un ennemi maître de la mer. On établit dans ce but des camps le long des côtes et l'on exécuta des travaux de défense (1).

De tout temps la nécessité de mettre la Normandie à l'abri des attaques de la marine anglaise a fait attacher une importance extrême à la défense de ses côtes. Tous les points du littoral ont été explorés avec un soin particulier, et de nombreux rapports, entre autres celui rédigé en 1686 par le maréchal Vauban, signalèrent au gouvernement les points les plus exposés aux descentes des ennemis, en proposant les moyens pour en assurer la défense. L'organisation de milices principalement composées des habitants des paroisses voisines de la mer fut, à la fin du dix-septième siècle et pendant toute la durée du dix-huitième, l'objet d'une foule de décrets qui donnèrent lieu de la part des ministres à des correspondances intéressantes. Les milices gardes-côtes de Normandie ont été créées, ainsi que toutes celles du royaume, par l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681, et par les édits des

(1) Dunkerque, un de ces points les plus exposés, fut l'objet de l'attention constante du gouvernement royal.

M. Lebœuf, directeur en chef, employé à la direction des travaux du port de Dunkerque, écrivait le 8 mai 1757 au ministre de la marine : « Nos déblais du bassin et de son écluse continuent aussi vivement que l'activité des troupes le permet. » (D. G., 3466, 49.) Et, le 8 septembre de la même année : « Il faut convenir que la situation actuelle de la garnison ne permet pas qu'on en prenne autant qu'il serait à désirer pour l'avancement des ouvrages, à cause des maladies dont elle est accablée. A peine nos 3 B. de milices et celui de Roth peuvent-ils fournir pour le service 180 hommes aux travaux ; il y a moitié de ces différents corps à l'hôpital. » (D. G., 3466, 101.)

Quelques lettres de Chevert, écrites de Dunkerque au duc d'Harcourt, attestent également l'ardeur patriotique avec laquelle tous se disposaient non seulement à repousser l'invasion, mais à aller attaquer chez lui l'ennemi qui faisait à la France une si rude guerre. Malheureusement les résultats ne répondirent pas à de si louables efforts.

mois de février 1705, juillet 1707, septembre 1709 et avril 1713. Le roi, en changeant et en ajoutant quelques dispositions à ces édits, fit un règlement stable à cet égard, le 28 janvier 1716, et le fit bientôt suivre des lettres patentes du 4 février; le tout fut enregistré le 28 mai de la même année. Ce règlement fait la base de toutes les ordonnances rendues depuis pour les milices gardes-côtes des différentes provinces maritimes; l'établissement des offices, les privilèges, les exemptions, les fonctions et le service sont les mêmes; il n'y eut de dérogations que pour les différentes circonscriptions militaires.

En 1756, le roi informé de la négligence, des abus et de l'indiscipline des habitants des paroisses sujettes à la garde-côte, et ayant égard au préjudice que portait à la culture des terres le règlement de 1716, prescrivant que tous les habitants en âge de porter les armes fissent le service et marchassent dans l'étendue de la province suivant les circonstances, introduisit dans la législation alors existante de nombreuses modifications. Les ordonnances du 25 février 1756, du 5 juin 1757, sont suivies du règlement du 15 février 1758, d'après lequel les capitaineries des gardes-côtes de la province de Normandie se divisent en trois départements généraux avec les dénominations de haute, moyenne et basse Normandie. Cette organisation, immédiatement commencée par le duc d'Harcourt, lieutenant général, avec l'aide des inspecteurs généraux et des intendants des trois généralités de Rouen, Caen et Alençon, est définitivement constituée en 1762. Elle rencontra de grandes difficultés et donna lieu à de nombreuses réclamations de la part des officiers supérieurs chargés de ce service. Les plus vives et les plus importantes viennent de M. de Fontette, intendant de Caen. Ces correspondances au sujet de cette organisation témoignent du louable désir d'assurer la défense du pays sans imposer des charges trop lourdes aux habitants des côtes. Bien qu'on fût persuadé en France que les Anglais voulaient absolument la guerre, toute espérance de les ramener à des vues pacifiques n'était point encore évanouie. En attendant, des mesures de prudence pour se garantir d'hostilités immédiates se prescrivaient dans tous les ports et des troupes étaient distribuées sur les côtes.

Le 18 novembre 1755, M. le duc d'Harcourt écrivait à M. Pallu, intendant des classes : « J'envoie à M. le garde des sceaux deux

lettres de Cherbourg à M. Raymond. Vous y verrez que les intentions des Anglais sont d'arrêter tous nos vaisseaux marchands; j'ai cru indispensable d'envoyer ordre à tous les capitaines généraux des capitaineries gardes-côtes de la province, pour faire donner protection à ceux de nos vaisseaux qui se trouveraient poursuivis par les Anglais, en observant de n'en point inquiéter les vaisseaux marchands qui pourraient commercer dans nos ports. J'ai mandé aussi qu'on ne pouvait trop garnir les batteries de canons, de canonniers et de munitions. J'attends les observations de M. du Trou sur les batteries que j'ai proposées, concernant les compagnies de canonniers et bombardiers gardes-côtes qu'il s'agit de former; et pour cela il m'est nécessaire de savoir le nombre des batteries à établir sur les côtes. »

En 1756, le maréchal de Belle-Isle, nommé au commandement général des côtes, s'occupe de rendre les milices gardes-côtes aptes à concourir plus utilement à la défense de leurs provinces. « Tout commence à prendre forme, écrit le duc d'Harcourt au comte d'Argenson, du camp du Havre, le 26 juillet. Comme l'exercice d'embarquement et de débarquement m'a été le plus recommandé, je m'y suis attaché, et je l'ai fait exécuter, jusqu'à l'arrivée du marquis de Paulmy et du maréchal de Belle-Isle, à 2 B. par jour, un le matin et un le soir. Présentement, j'en fais exercer le matin deux successivement, les faisant arriver du camp au Havre. Ainsi en moins de dix jours j'y ferai passer tous les B. »

La descente des Anglais au Poulduc, près Lorient, en 1746, avait donné lieu à M. de Montcalm, commandant en Normandie, et à M. de Chabannes en Poitou, Aunis et Saintonge, de penser qu'au défaut de troupes réglées, en très petit nombre dans ces provinces, il devenait indispensable de former des camps de milices gardes-côtes, pour les exercer et servir en cas de descente des ennemis.

M. de Mirepoix, commandant en Provence, ayant reconnu que les milices gardes-côtes de cette province ne pouvaient être rassemblées que très difficilement et sans espérance d'en retirer un service utile, proposa, en 1746, de changer la forme des milices de cette province. On rendit à cet effet une ordonnance pour lever sur les habitants des paroisses sujettes à la garde-côte dans ladite province, en la même forme que pour la milice de terre, 3 B. de

600 hommes chacun et un tiers de B. à distribuer, et il en retira par ce moyen un pareil nombre de troupes réglées.

En 1758, on organisa 4 E. de dragons gardes-côtes en Poitou, Aunis et Saintonge, et 9 autres dans la province de Guyenne, auxquels le roi accorda rang dans les régiments de dragons (1). Ces milices, tant infanterie que dragons, étaient assujetties aux mêmes règles et à la même discipline que les troupes réglées. En conséquence de ce nouvel établissement des milices gardes-côtes sur le pied de troupes réglées, fut rendue une ordonnance qui les assimilait à l'infanterie, et, pour leur inspirer des inclinations militaires, elles campèrent au commencement de la campagne de 1758.

Le règlement du 15 février 1758, article 11, fixait l'âge des soldats détachés de seize à quarante-cinq ans. Si l'on considère l'attention des officiers à n'admettre dans leurs compagnies que les hommes les plus forts et les plus souples, et les soins constants qu'ils se donnent pour en faire de vrais soldats, il aurait fallu borner l'âge à quarante ans au plus, parce qu'en effet un paysan de quarante-cinq ans, déjà usé par le travail, n'a plus cette flexibilité si nécessaire à un soldat; cependant, dans le nouveau projet, on voulut assujettir les hommes et les garçons jusqu'à l'âge de soixante ans; il faut sans doute que l'on ait reconnu que l'é-

(1) Le 9 janvier 1758, M. de Moras écrivait de Versailles au duc d'Harcourt : « Je dois vous prévenir que, pour faciliter les levées des gens de mer, le roi a décidé que tous les habitants des paroisses sujettes à la garde-côte, qui se présenteront de bonne volonté pour prendre le parti de la navigation, soient compris dans ces levées, pourvu qu'ils soient jeunes et vigoureux. »

Encore une lettre relative au même sujet et adressée de Versailles, le 16 janvier 1769, par le prince de Montbarey au maréchal d'Harcourt : « Depuis 1716, les changements se sont fréquemment succédé dans la composition et le service des milices gardes-côtes. On s'était persuadé, surtout en 1758, que, par la constitution donnée, elles seraient en état de se présenter en troupes pour la défense des provinces maritimes; on les a fait camper et cantonner, et il n'en est résulté que des dépenses considérables sans le moindre avantage pour l'État. C'était perdre de vue le service naturel de cette troupe. Son établissement ne peut avoir pour objet que l'observation de ce qui se passe à la mer. Les gardes-côtes sont chargés d'empêcher le pillage des bâtiments que le mauvais temps fait échouer à la mer, de guider les troupes qui marcheraient à l'ennemi débarqué, et même de les remplacer dans les places en cas de besoin : tel est le service qu'on peut raisonnablement en exiger. »

toffe manquait pour soutenir les compagnies à leur chiffre; mais quels services peut-on attendre d'un paysan de soixante ans? Peut-on raisonnablement proposer de faire la dépense toujours considérable d'un armement, d'un équipement et d'un habillement pour un pareil soldat, et n'est-il pas plutôt dans l'équité de laisser cet homme jouir tranquillement d'un repos bien mérité par ses travaux?

Indépendamment des défauts que présentait en elle-même l'organisation des milices gardes-côtes, elle constituait une lourde charge pour les populations et pour les finances; de plus, les intérêts de l'agriculture et du commerce en souffraient sous plus d'un rapport. Voici ce qu'écrivait de Versailles, le 16 avril 1762, le duc de Choiseul au prince de Croy : « Il y a déjà longtemps qu'on ne cesse de me représenter que les changements faits depuis 1756 à l'établissement des milices gardes-côtes sont absolument contraires à l'agriculture et au commerce. Ces représentations se renouvellent à mesure que le mal devient plus sensible, surtout en Normandie, où l'on se plaint d'une infinité de postes inutiles sur les côtes, occasionnant non seulement la perte d'un nombre considérable de journées pour les travaux de la campagne, mais encore une très forte dépense tant en réparations de corps de garde et fournitures de bois et lumière, qu'entretien des canonniers gardiens employés aux batteries multipliées sans nécessité. Le roi, voulant détruire de pareils abus, m'a ordonné que vous fassiez incessamment une visite exacte des côtes de la haute Normandie depuis la rivière de Seine jusqu'à la Bresle, pour vous en rendre compte. »

Le système qui semblait prévaloir dans l'esprit de William Pitt se résumait à réduire la France à l'état de puissance continentale sans colonies et par conséquent sans commerce. Notre situation maritime si abaissée ne décourageait pas le conseil de Versailles, car le maréchal de Belle-Isle avait conçu le vaste projet d'une descente en Angleterre. Mais, trop préoccupé de l'idée d'atteindre l'ennemi sur son propre territoire, on oublia en France que ces craintes mêmes dont on harcelait l'Angleterre nous imposaient la nécessité d'assurer à tous les points vulnérables du littoral des moyens de défense. C'est à quoi l'on aurait dû pourvoir avant de songer à préparer des expéditions contre l'Angleterre, ainsi que l'avait si souvent fait remarquer à l'égard du Havre le duc d'Har-

court, chargé de commander les troupes du camp établi en 1756 sous les murs de cette ville. Cette coupable imprévoyance des ministres de la guerre et de la marine coûta cher au pays, car les Anglais surent en profiter.

En attendant, la haine s'augmentant chaque jour, on multiplie les frégates, les bâtiments légers, les bateaux plats destinés aux troupes de débarquement, on y travaille dans les rivières, on construit même des chantiers à Paris, près des Invalides. L'impulsion donnée se répand par toute la France. Les flottilles et les escadres faisaient d'incessantes évolutions en dehors des rades. C'est ainsi que le capitaine Thurot (1) sortit du port de Dunkerque avec six frégates destinées à une expédition de débarquement en Irlande. Il traversa heureusement les escadres anglaises. Les brumes de mer le favorisèrent à ce point qu'il put atteindre les côtes du nord de l'Irlande et mettre pied à Karrick-Fergus, où il trouva peu d'appui. Il canonna une ou deux villes, aucune sympathie ne vint à lui, et l'approche des milices le força de se rembarquer. Bientôt atteint par une flottille anglaise, à l'île de Rathlin, il combatit courageusement et fut coupé en deux par un boulet, le 28 février 1760. Ainsi se termina glorieusement cette vie aventureuse. Pleins d'admiration pour sa bravoure, les Anglais lui firent à Kamsay d'honorables funérailles. Ce n'étaient certes ni la valeur ni l'habileté qui manquaient à nos marins, non plus qu'à nos officiers de terre.

(1) Thurot (François), né à Nuits le 21 juin 1727, tué en mer le 28 février 1760; voulait embrasser la carrière militaire; devient médecin par la volonté de son père; s'embarque sur un corsaire; pris, il est conduit à Douvres; profite de sa captivité pour y apprendre l'anglais; s'échappe, arrive à Calais; en 1755, capitaine de la *Friponne;* se signale plusieurs fois; 1757, obtient le commandement d'une flottille; croise deux ans sur les côtes d'Irlande et d'Écosse, livrant des combats continuels; 26 mai 1758, à la hauteur d'Édimbourg, il remporte une victoire avec la *Belle-Isle;* le 12 juillet, il met en déroute une flotte entière, sans se laisser prendre; est appelé au commandement d'une escadre qui doit concourir à une descente en Angleterre; le 15 octobre 1759, quitte Dunkerque, mouille le 10 janvier 1760 dans la baie de Karrick-Fergus; le 28 février, est joint par l'ennemi entre le môle de Galloway et l'île de Man, sur les côtes d'Irlande; accepte un combat terrible et le soutient avec sa bravoure héroïque, quand il tombe frappé mortellement.

Tentative des Anglais sur le port de Lorient.

George II, n'ayant plus d'inquiétudes sur l'invasion de l'Angleterre, eut la pensée de diriger une expédition contre nos côtes. Elle se composait de 16 vaisseaux, de 8 frégates, de 2 bombardes, de transports portant 6,000 hommes de troupes de terre, plus un matériel considérable; elle fut confiée au vice-amiral Lestock et au général Sainclair. Cette flotte parut le 26 septembre 1746 à la hauteur d'Ouessant, et mouilla le 1er octobre dans la baie de Pouldu, près de Lorient. Le jour même, Sainclair descend à terre avec ses troupes et s'empare du château de Coidor, sur la côte. Le lendemain, il se rend maître des deux bourgs de Guidel et de Plimure, et entre les deux établit un camp retranché. C'est de là qu'il somme la ville. Lorient était mal défendu; M. le comte de Valoire, maréchal de camp, qui y commandait, fit immédiatement établir 3 batteries, dont le feu fut dirigé avec tant d'à-propos que les Anglais en furent déconcertés. En même temps se répandit la nouvelle de l'arrivée de troupes nombreuses venant de l'intérieur. C'étaient, disait-on, 13 B. et 14 E. détachés de l'armée du maréchal de Saxe sous MM. de Saint-Pern et de Coëtlogon. Les Anglais, pris de panique, abandonnent leur camp pendant la nuit, se rembarquent le 8 octobre, et la flotte appareille le 9. Ils croisèrent pendant quelques jours devant la côte, depuis Saint-Gildas jusqu'à Quiberon, et descendirent quelquefois à terre pour dévaster des villages sans défense.

Tentative sur Rochefort.

Au mois d'août 1757, on arma dans le port de Portsmouth une flotte destinée à agir contre les côtes de France. Le dessein des Anglais avait deux objets : nous empêcher de nous rendre formidables en Allemagne, en retenant dans l'intérieur du royaume une partie des troupes qui s'y acheminaient; exécuter quelque coup de main heureux sur le premier endroit de la côte qu'ils trouveraient dégarni. Malgré ces menaces, les troupes de l'armée de Soubise continuèrent leur marche vers l'Allemagne et il fut pourvu à la sûreté des côtes par des camps établis de distance en distance, de

façon à se secourir mutuellement au cas d'un débarquement. Nos places maritimes, depuis longtemps la préoccupation des chefs de port, étaient en bon état de défense, et les côtes, depuis Dunkerque jusqu'à Bayonne, bien garnies de canons. Au moment où Pitt devint pour la seconde fois chef du cabinet, la situation de l'Angleterre s'était aggravée par la défaite du duc de Cumberland à Hastembeck. Forcée d'évacuer le Hanovre, elle se voyait au moment de ne plus avoir pied sur le continent. C'est alors qu'elle prépara de vastes armements pour frapper la marine française en détruisant ses principaux établissements. N'osant s'attaquer à Brest, vu l'impossibilité d'en forcer l'entrée, elle jeta les yeux sur Rochefort, moins bien fortifié (1). Les Anglais, après avoir passé le pertuis d'Antioche, se déterminent à attaquer l'île d'Aix (2). Cet îlot, pourvu d'un bon mouillage, avec un petit fort pour protéger les navires qui y sont à l'ancre, est situé près de la côte, entre Rochefort et la Rochelle. Leurs manœuvres laissaient encore ignorer à laquelle de ces deux places ils s'adresseraient.

Le mardi 20 septembre 1757, on battit la générale à Rochefort, à neuf heures du soir, sur l'apparition de la flotte anglaise dans les pertuis. Le *Prudent* et le *Capricieux*, commandés par MM. Desgoutte et la Fillière aîné, capitaines de vaisseau, alors en rade, essayèrent de rentrer en rivière et y réussirent.

Le mercredi 21, à six heures du soir, autre générale avertissant de l'approche de l'escadre ennemie, composée de 18 gros vaisseaux, 3 frégates, 58 bâtiments de transport, 2 galiotes à bombes et 2 brûlots.

(1) Depuis longtemps on sentait chez nous la vulnérabilité de cette partie du littoral, une correspondance de juillet 1702 s'exprime ainsi : « Il est question d'une descente sur deux endroits en France, l'une à Cherbourg en Normandie, et l'autre dans l'île de Noirmoutiers en bas Poitou, parce que, de toutes les côtes, c'est celle que les Anglais et les Hollandais ont jugée la plus commode pour mettre leurs canons et leur artillerie à terre. »

(2) En cette année 1757, on travaillait aux fortifications de l'île d'Aix. Le maréchal de Senneterre écrivait le 20 août à ce sujet : « Le sieur de la Brousse, qu'en l'absence du sieur Mascaron, j'ai envoyé commander à l'île d'Aix, m'ayant dit que du détachement de 300 hommes de son B. de Poitiers il pourrait fournir jusqu'à 200 travailleurs, j'ai ordonné d'augmenter les ateliers jusqu'à la concurrence de 200 travailleurs, tant pour le remblai que pour le service des maçons. » (D. G., 3466, 97.)

Le jeudi 22, vers les six heures et demie du soir, les vaisseaux anglais parurent devant Fouras. M. du Pin de Belugard, capitaine de vaisseau, qui commandait dans le fort de Fouras, s'occupait à construire les plates-formes, avec 2 détachements de Béarn, de Bigorre, et environ 700 gardes-côtes. Le lieutenant-colonel de Rouergue commandait les troupes hors du fort.

Le vendredi 23, M. de Langeron, lieutenant général, y arrive à six heures du matin, appelle des troupes de la marine et des Suisses; 1 B. de 800 hommes, commandés par M. du Poyet, capitaine, est campé aux Vergeroux. A midi et demi, le vaisseau anglais le *Magnanime* s'échoue sur une roche, vis-à-vis de la batterie de l'île d'Aix; mais 2 autres vaisseaux approchèrent, et le feu du *Magnanime* fut si vif (1) que la batterie de 16 canons que commandait M. de la Boucherie-Fromenteau, lieutenant d'artillerie, fut entièrement bouleversée : les canonniers, ne pouvant soutenir la mitraille, avaient mis ventre à terre, et M. de la Boucherie ne put les faire relever. Il y eut dans l'action des tués et des blessés : M. de Puibernier, enseigne de vaisseau, reçut un coup de fusil dans la cuisse. Un officier de milice, qui commandait dans le fort, amena le pavillon; selon d'autres, ce pavillon fut coupé par un coup de canon qui emporta la drisse. Quoi qu'il en soit, l'attaque du fort et sa reddition avaient duré cinq heures. A sept heures du soir, le régiment Royal-dragons fut dirigé vers Fouras, dans la crainte que les Anglais ne l'attaquassent et n'entrassent en rivière. S'ils avaient pris ce parti, nous étions perdus sans ressource, et il n'aurait plus été question de longtemps du port de Rochefort (2).

Le samedi 24, les Anglais ne se montrèrent pas plus entreprenants, et cependant nos craintes augmentaient sans cesse.

(1) On a prétendu que rien n'eût été plus facile que d'enlever aux Anglais l'honneur de cette conquête. La batterie à barbette des retranchements pouvait couler bas le *Magnanime ;* mais celui qui la commandait, peu au fait des distances sur mer, croyant le navire assez proche pour lâcher sa bordée, ordonna le feu : ses boulets ne firent pas la moitié du chemin ; alors le capitaine du vaisseau, profitant de cette faute, forcé de manœuvrer pour arriver, eut le temps de lâcher à son tour sa bordeé, avant qu'on eût eu celui de recharger.

(2) Le fort de Fouras est situé à l'embouchure de la Charente, et sa prise pouvait faciliter à l'ennemi l'entrée de cette rivière. Une partie de ses vaisseaux passèrent par le grand canal entre l'île d'Aix et celle d'Oléron, tandis que d'autres en traversaient un petit, assez dangereux, entre cette première île et celle de Fouras.

Le dimanche 25, notre frayeur est poussée à l'extrême : les plus gros vaisseaux, au nombre de 9, demeurèrent au mouillage de l'île d'Aix, et le reste de la flotte se rangea devant le Platin d'Angoulin, en ligne; on disait que, dans cette disposition, les gros vaisseaux attaqueraient les forts de Fouras et de l'île Madame, que les autres s'empareraient de l'entrée de la rivière, et que ceux devant le Platin formeraient leurs troupes de débarquement sur leurs chaloupes, entreraient en rivière et feraient leur descente au Platin. Cette partie n'était gardée que par les régiments de Béarn et de Bigorre, tous deux incomplets, et que commandait M. de Rouffiac. Mais l'ennemi ne fit aucune tentative, sa flotte resta stationnaire jusqu'à son départ.

Les 26, 27 et 28, jours des plus fortes marées, avec un temps favorable, furent employés par plusieurs de leurs chaloupes à sonder la côte, nos forts les faisant retirer lorsqu'elles s'approchaient à la portée du canon. Pour lors nous avions environ 8,000 hommes sur ces côtes : savoir, 3,000 à Angoulin, commandés par M. de Rouffiac; 2,000 à Fouras, sous M. de Langeron, et 3,000 dans la Saintonge, depuis le travers de l'île Madame jusqu'à Soubise; sans compter ce qu'il pouvait y avoir à Oléron et du côté de Brouage et Marènes; ces derniers aux ordres de M. de Surgères. Nous étions dès lors à Rochefort en assez bon état de défense.

Le jeudi 29, une galiote à bombes s'approcha de Fouras et y jeta 5 bombes. Nos 2 chaloupes canonnières, retirées dans une petite anse de Fouras, et commandées par MM. Beaumanoir et Féron, enseignes de vaisseau du port de Brest, s'avancèrent contre la galiote et lui envoyèrent plusieurs coups de canon.

Le vendredi 30, la tranquillité régna partout; les vaisseaux de guerre abandonnèrent la rade de l'île d'Aix et rejoignirent ceux qui étaient restés en ligne devant le Platin d'Angoulin et dans la rade de Chef-de-Baye. Sur le soir, une frégate revenant à la voile resta quelque temps en travers devant l'île d'Aix, puis on la vit s'éloigner.

Le 1er octobre, les Anglais disparurent entièrement avec un bon vent de N.-E. (1).

(1) En se retirant, la flotte anglaise prit la route de Portsmouth, comme le témoigne cette lettre adressée de Calais, le 14 octobre 1757, par le prince de

Le dimanche 2, dès le matin, le camp fut levé en partie et nos troupes de marine, ainsi que les Suisses, rentrèrent à Rochefort. Quant aux troupes de la maison du roi, dont le départ avait commencé le 29, elles reçurent contre-ordre en route, non pour s'en retourner, mais pour s'arrêter (1).

Le public anglais, exaspéré de l'insuccès de lord Mordaunt, exigea qu'il fût mis en jugement comme l'amiral Byng, mais les juges l'acquittèrent. En essayant de détruire Rochefort, l'Angleterre ne s'était pas trompée sur l'importance de cet établissement militaire de notre marine. Ce port était devenu un centre très actif de construction et d'armement de vaisseaux, comme le montre le relevé que voici :

Croy au duc d'Harcourt : « Le duc d'Aiguillon me mande dans l'instant que la grande flotte anglaise a doublé la Bretagne par un vent forcé, et qu'elle faisait route directement pour Portsmouth... Il m'arrive dans le moment la confirmation bien plus détaillée. Un corsaire de Dunkerque y a amené 3 officiers de la marine du roi d'Angleterre, qu'il a pris, le 4, dans un des bâtiments de la flotte, à la hauteur du cap Lizard. Cette flotte était en tout de 90 voiles et une des plus belles qu'on puisse voir : il y avait entre autres 9 vaisseaux à trois ponts, superbes et équipés au mieux. Le premier de ces officiers parle français ; je viens de le questionner, ayant été mené ici pour repasser sur le bâtiment le *Cartel ;* il était non-seulement de l'expédition, mais même a mis pied à terre dans l'île d'Aix pour y descendre des troupes. »

(1) *État des troupes à passer dans le pays d'Aunis.*

RÉGIMENTS.	B.	E.	LIEUX OU ILS SONT.	DÉPART.	ARRIVÉE A LA ROCHELLE.
Gardes françaises....	2	»	Paris.......	29 septembre.	12 octobre....
— —	2	»	Paris.......	1er octobre....	14 —
Gardes suisses........	2	»	Paris.......	3 octobre.....	16 —
Limousin.............	2	»	Caen........	27 septembre..	13 —
Royal-Vaisseaux.......	2	»	Valogne....	29 septembre..	15 —
Languedoc...........	»	4	Saint-Lô....	2 octobre.....	17 —
Bouillon..............	2	»	Mézières....	28 septembre..	19 —
Gardes du corps......	»	»	Versailles...	30 septembre..	22 —
Mousquetaires........	»	»	Paris.......	2 et 4 octobre..	23-25 —
Gendarmes et Chevau-légers..............	»	»	Versailles...	5 octobre.....	26 —
Grenadiers à cheval..	»	»	Troyes......	5 octobre.....	27 —

BATIMENTS ARMÉS AU PORT DE ROCHEFORT A LA FIN DE 1756 ET EN 1757.

NOMS DES BATIMENTS.	CANONS.	COMMANDANTS.	DESTINATION.
		MM.	
Le Duc-de-Bourgogne.	80	D'Aubigny, chef d'escadre	A Louisbourg.
Le Glorieux	74	De Chavagne, capitaine de vaisseau	A Louisbourg.
Le Florissant	74	De Maureville, capitaine de vaisseau	Encore dans le port sans armement et sans matelots.
Le Prudent	74	Le marquis Desgouttes, capitaine de vaisseau.	En route pour Brest et doit, dit-on, se joindre à l'escadre de M. de Conflans.
Le Juste	70	Le chevalier de Macnamara	A Brest, fait partie de l'escadre de M. de Conflans.
Le Dauphin-Royal	70	Durtubri	A Louisbourg.
Le Hardi	64	De la Touche le Vaner, capitaine	A la Martinique et à Saint-Domingue.
L'Inflexible	64	De Tilly, capitaine	A Louisbourg, de l'escadre de M. de Beaufremont.
Le Capricieux	64	De la Filure, capitaine	En route pour Brest.
L'Éveillé	64	De la Merville, capitaine.	A Louisbourg.
Le Raisonnable	64	Le chevalier de Rohan	Non encore lancé à l'eau, et déjà en armement.
L'Aigle	50		A Brest.
L'Aluin	50		
Le Warwich	50	Duchafaut, capitaine	A Brest.

EN CONSTRUCTION.

L'Impétueux	90	Les couples et la quille faits, mais non encore montés.
La Bellone	30	A trois quarts faite, mais encore sur le chantier, sans ouvriers.
L'Orion	74	Il n'en est pas encore question, ordonnés et sur le papier seulement.
L'Astronome	70	
Un Inconnu	64	
La frégate la Revêche.	30	

NOMS DES BATIMENTS.	CANONS.	COMMANDANTS.	DESTINATION.
FRÉGATES.			
		MM.	
L'Hermione..........	26	Du Bos, lieutenant de vaisseau.............	
L'Atalante...........	34	De Lizardais, capitaine..	A Cayenne, ensuite à la Martinique.
Le Zéphir...........	30	De Beauchesne, capitaine.................	
La Diane............	30		Désarmé et désigné pour armer.
La Fidèle............	26	De Vaudreuil, lieutenant.	
La Friponne.........	24	Boscal de Réal, lieutenant..................	En croisière.
La Valeur...........	20		
La Hyacinthe........	»	Garnier, capitaine de brûlot................	Armé pour une destination inconnue.
FLUTES.			
L'Outarde...........	16	M. Pingnest............	A Saint-Domingue.
La Fortune..........	»	M. Riouffe, lieutenant de port..................	A l'île Royale.
Le Rhinocéros.......	»	»	A une mission inconnue.
Le Messager.........	»	»	En Angleterre, vaisseau parlementaire.
GABARES OU BATIMENTS DE CABOTAGE.			
La Chèvre...........	»	»	»
La Caille............	»	»	»
La Perdrix..........	»	»	»
La Pie...............	»	»	»

TRAVERSIERS.

Le Cormoran, commandé par M. Soulard, officier bleu.
Le Saint-Jean.

CHALOUPES CARCASSIÈRES.

L'Anguille...........	»	M. Féron, enseigne.	»
L'Aventure..........	»	M. Beaumanoir, enseigne.	»

Pitt, enflammé par le triomphe de la Prusse à Rossbach, par les succès du prince Ferdinand de Brunswick, successeur brillant du duc de Cumberland, si effacé et si malheureux dans sa dernière campagne, poursuivit la réalisation de son système; il voulut, selon ses propres termes, conquérir l'Amérique en Allemagne, empêcher, par les difficultés formidables qu'y trouveraient les armées françaises, l'envoi de secours efficaces dans l'Inde et au Canada, et en même temps entraver les victoires de la France en Allemagne par des invasions fréquentes sur notre littoral.

De là les deux expéditions de Saint-Malo et de Cherbourg : la première en juin 1758, la seconde au mois d'août suivant.

Tentative contre Saint-Malo.

La flotte anglaise parut sur nos rivages le 3 juin, et fut annoncée le 4 par nos forts. Vers les cinq heures du soir, elle se range devant la ville. Le 5, tous les vaisseaux appareillent; à sept heures du soir, elle mouille dans la baie de Cancale, y attendant la marée pour effectuer sa descente. Cette flotte, d'environ 120 voiles, était commandée par lord Anson, l'amiral Hawke et le commodore Howe; les troupes de débarquement avaient à leur tête le duc de Marlborough et le général Sackville, fils du duc de Dorset. A cinq heures et demie, on hissa la flamme blanche au mât de misaine, la rouge à l'artimon, et aussitôt s'entendirent les tambours et apparurent les bateaux plats à la remorque des vaisseaux de transport. Nos forts leur tirèrent dessus; ils ne répondirent pas d'abord, leur feu commença à sept heures et dura jusqu'à neuf heures du soir. Les 3 compagnies de dragons de Marbeuf, Boulonnois et les gardes-côtes, formant en tout 2,000 hommes, sous M. de la Chatres, étaient dans l'impuissance de s'opposer à cette descente; ils furent obligés de se replier et de laisser l'ennemi maître du petit havre nommé la Houlle, où s'opéra le débarquement. Aussitôt les Anglais s'emparent de Cancale et s'y retranchent. Le 6, milord Marlborough se met à la tête de ses 16,000 hommes, précédé d'avant-gardes, arrive à Saint-Servan à six heures du soir, met le feu aux vaisseaux dans le port, brûle les corderies, les goudrons, les bois de construction, puis se retire au camp de Paramé, à une lieue de Saint-Malo.

Le 8, à cinq heures du soir, il somme la ville de lui envoyer des

députés avec lesquels il puisse conclure de traité de capitulation. Sur leur refus, le général et l'amiral se préparèrent dans la nuit à donner l'assaut, quand survint un orage affreux qui les força d'abandonner ce projet.

Le 9, l'ennemi se représente devant la ville comme pour en faire le siège, puis il change de résolution et rentre dans son camp, après avoir achevé d'incendier les chantiers, le matériel et les approvisionnements de la marine. Le 10, il se retire du côté de Cancale et enfin appareille, à la vue de M. le duc d'Aiguillon arrivant avec des renforts.

Saint-Malo était une belle proie ; un nid d'aigle sur un rocher, un port à l'embouchure d'une rivière. Cette conquête aurait ouvert la voie vers un pays riche et fertile; les Anglais auraient dominé la province entière. Mais lord Anson recula devant les difficultés de l'entreprise, et les Anglais, en se retirant, se contentèrent, comme consolation de leur impuissance contre Saint-Malo, de se précipiter le 12 sur Saint-Servan, d'y brûler 3 frégates, 24 corsaires, une soixantaine de bâtiments de commerce et les magasins.

Pendant que les Anglais avaient marché de Paramé sur Saint-Servan, le duc d'Aiguillon (1) était entré dans Saint-Malo avec des dragons à pied et un détachement du régiment de Talaru. Forts de ce secours et résolus à une défense énergique, les Malouins firent deux sorties vigoureuses et en préparaient une troisième, quand on vit les Anglais se diriger vers Paramé, où était campé le gros de leur armée. Leur rembarquement devenait la conséquence forcée de ce départ.

(1) Dans une lettre du maréchal de Belle-Isle au duc d'Harcourt, datée de Versailles le 9 juin 1758, on lit : « M. d'Aiguillon rassemble ses troupes à Dinan. et, suivant mon opinion, il en partirait avec sa petite armée le même jour que les 6 B. et les dragons de Languedoc quitteraient Dol, pour se joindre au lieu que M. d'Aiguillon indiquerait. C'est donc une avance utile, et qui doit assurer le succès, que de porter présentement vos 6 B. et les dragons à Pontorson, que je regarde comme le centre, puisque ce petit corps peut rétrograder à Granville en deux marches, et de l'autre côté joindre également le duc d'Aiguillon dans le même temps. »

Des nouvelles de Londres, du 20 juin 1758, disent, à propos de cette retraite de la flotte anglaise : « Il est arrivé le 15 à Portsmouth une chaloupe de guerre envoyée par le commodore Howe, avec un courrier qui apportait l'avis du rembarquement des troupes. On a aussitôt dépêché en conséquence un cutter pour donner les ordres de tenter sur Granville, où il y a 70 navires. »

Les Anglais durent rester quelque temps à la rade de Cancale, à cause des vents contraires qui ne leur permettaient pas de s'éloigner du rivage; ils partirent dès que le vent eut changé, pour aller répandre de nouvelles alarmes sur d'autres points du littoral (1).

De notre côté, on se préparait à repousser l'ennemi dans le cas d'un retour offensif, comme le marque cette lettre adressée de Versailles, le 16 juillet, par le maréchal de Belle-Isle au duc d'Harcourt : « Nous recevons, Monsieur le duc, des avis de toutes parts d'Angleterre, du dessein des ennemis de remettre incessamment à la voile, et même qu'ils augmentent le nombre de leurs troupes de débarquement : je pense bien que ce qu'ils ont vu de vos bonnes dispositions sur la côte de Normandie les aura dégoûtés d'y venir faire une descente. C'est à Brest, Lorient ou Rochefort qu'ils s'attacheront. Cependant la facilité d'être portés en six heures de temps sur Cherbourg et sur la partie du Cotentin pourrait bien, avec un vent favorable, les engager à y revenir. Il est bien essentiel surtout de ne point être surpris nulle part. C'est dans ce principe que je conviens avec M. de Massiac de vous mander de faire ordonner, tout de suite, l'assemblée de moitié des gardes-côtes de la basse et moyenne Normandie. »

Tentative sur Cherbourg.

Deux fois les Anglais se présentèrent devant le Havre en ordre de bataille; mais jugeant, aux mouvements qui se faisaient sur le rivage et dans la ville, qu'ils ne sauraient débarquer, ils se rabattirent tout à coup sur Cherbourg. Ce port destiné à un si grand avenir était loin d'être alors ce qu'il est actuellement; cependant il avait fixé l'attention de M. de Seignelay, fils de Colbert, et son digne continuateur dans l'œuvre du développement de la marine française. Louvois, toujours jaloux de concentrer tous les efforts sur l'armée de terre, avait traversé les vues d'un collègue en qui l'envie lui faisait voir un adversaire. Néanmoins, après la terrible leçon de la bataille de la Hogue, le gouvernement comprit la valeur de Cherbourg; des travaux y furent exécutés qui firent bientôt ombrage aux Anglais, et ils étaient depuis longtemps impatients de détruire ces grands ouvrages.

Le 28 juin, vers les quatre heures du matin, on les aperçut du

haut de la montagne du Roule, et sur les sept heures ils entraient en rade. Leur dessein paraissait de s'emparer du fort de la baie de Sainte-Anne. M. de Raymond, commandant de la province, et M. d'Harcourt, arrivés le 29 avec quelques troupes, disposèrent si bien leurs moyens de défense que toute tentative devint inutile. Après avoir essuyé quelques bordées de nos batteries, ils donnèrent le signal de la retraite, appareillèrent et reprirent la route de leurs côtes. Mais le séjour des Anglais dans leurs ports ne fut pas long. Ils n'avaient pris ce parti que pour rafraîchir leur flotte, sur laquelle il y avait beaucoup de malades, et prendre de nouvelles troupes qui les attendaient dans l'île de Wight.

« Du dimanche 30 juillet au mardi 1er août, l'on ne reçut aucune nouvelle de la flotte anglaise, quand, à cette dernière date, arriva l'avis de sa présence dans le N.-N.-O. de Cherbourg.

« Le mercredi 2, cette flotte paraissait diriger sa route dans l'ouest. Tout faisait présumer que ce puissant armement se porterait sur la Bretagne ou sur le pays d'Aunis.

« Le jeudi 3, la flotte montra ses voiles dans la même situation, toujours dans le N.-O. de Cherbourg; mais comme elle paraissait se rapprocher, M. de Raymond crut devoir renouveler ses précautions pour la défense de Cherbourg.

« Le 4, cette flotte, poussée par les vents variables qui régnaient, et dont elle aurait pu profiter pour passer dans l'ouest, parut, au contraire, se soutenir à la hauteur de Cherbourg. Tous les avis de cette place et des différents points de la côte donnèrent une juste inquiétude, et M. de Raymond fit partir le même soir le 1er B. du régiment d'Horion, avec des détachements campés au mont Espinguet, pour se rendre au camp établi près Cherbourg.

« Le samedi 5, de midi à quatre heures du soir, les courriers apprirent que ladite flotte, se montant à plus de 100 voiles, avait mouillé à cinq ou six lieues dans le N.-O. de Cherbourg, mais fort au large et à la hauteur de l'anse d'Osmanville. M. de Raymond détacha sur-le-champ le 2e B. du régiment d'Horion et les 8 B. des milices gardes-côtes stationnées au mont Espinguet. Il partit lui-même, et accéléra la marche des troupes. A sept heures du matin, en arrivant à Cherbourg, il découvrit toute la flotte, forte d'environ 120 voiles.

« Lundi 7, au point du jour, elle prit position depuis la gauche

de l'anse Sainte-Anne, longeant sur la droite de Cherbourg à la hauteur du fort du Galet. Elle mit toutes ses chaloupes et bateaux plats à la mer; à huit heures du matin, l'ennemi leva l'ancre pour prendre une nouvelle position, qui l'étendit depuis le fort Sainte-Anne jusqu'à la pointe d'Urville, près du fort de Querqueville; cette flotte s'approcha de terre et mouilla à demi-portée de canon. La plage, dans cette partie, est entièrement ouverte, rien ne la couvre. A onze heures du matin, l'ennemi débuta par un feu prodigieux. — Je trouvai, ajoute M. d'Anfreville en terminant son rapport, plusieurs détachements, tant de dragons qu'autres troupes, que je ramenai à dix heures du soir à Cherbourg. Tout ce que j'ai pu reconnaître sur les hauteurs, est que l'ennemi avait, à six heures du soir, 5 à 6,000 hommes à terre et continuait toujours son débarquement (1). »

Les Anglais ayant pris position à la baie du Marais, nos troupes, quoique peu nombreuses, voulurent prendre l'offensive; mais elles furent obligées de se retirer sur Valogne. Les Anglais, maîtres de Cherbourg, résolurent de s'y maintenir, et marchèrent en avant pour tomber sur le camp de Valogne. Cette descente fut pour la ville et les négociants de Cherbourg un grand désastre, l'ennemi ayant détruit ce qu'il ne put ou ne voulut pas emporter. La lettre indignée d'un habitant de Cherbourg donne des renseignements curieux. « Le 9, écrit-il, arriva le général anglais, Thomas Bligh, escorté de 300 dragons; il établit son quartier à l'entrée de la ville, pendant que ses troupes dressèrent un camp à une demi-lieue de Cherbourg, conservant toujours la communication avec la mer. Le même jour, leurs vaisseaux, au nombre de cent vingt, entrèrent en notre rade à demi-portée de canon, pour faciliter les opérations de l'armée de terre, composée au plus de 6,000 hommes, mais bien retranchés et affermis dans leur position. Les soldats se répandirent dans toutes les paroisses circonvoisines, qu'ils ont pillées et ravagées de façon que l'idée seule fait frémir. Pour mettre le comble à nos malheurs, le lundi 14, ils mirent le feu aux navires, bateaux et chaloupes, bois de construction, chanvre et tout ce qui pouvait servir à la marine. Le souvenir de cette descente fera frémir, dans les temps les plus reculés, ceux qui connaîtront

(1) Le comte d'Anfreville à M. de Massiac, la Hougue, 8 août 1758.

par l'histoire ce que nous avons vu et souffert. » En effet, l'ennemi démolit et rasa les fortifications du port; dévasta et brûla 71 navires; il encloua 173 canons et 3 mortiers de fer; 22 canons et 2 mortiers de fonte furent envoyés en Angleterre avec un faisceau de drapeaux. Le peuple de Londres tressaillit de joie; il vit dans ces dépouilles opimes le présage de triomphes prochains, d'un abaissement profond et définitif de la France. Pitt sourit à cette ivresse patriotique; l'année 1758 était féconde : les armées françaises furent vaincues en Allemagne, et la journée de Crefeld humilia nos armes.

C'est le 15 août seulement que le chevalier d'Arance put annoncer au duc d'Harcourt la retraite de l'ennemi : « Par les espions envoyés jusqu'à Cherbourg, j'ai appris que les Anglais avaient commencé à se rembarquer depuis hier soir, et cette nuit même à une heure, au Galet et de l'autre côté du fort de Querqueville. Ils n'ont point encore fini leur rembarquement. Il reste près de 500 hommes d'infanterie, postés, formant un demi-cercle depuis l'anse de Sainte-Anne, montagne du Roule, jusqu'au fort de la redoute de Tourlaville; la cavalerie est rembarquée. »

Ainsi, par l'impuissance de notre marine de disputer la mer aux Anglais, tous les points faibles de notre littoral restaient exposés aux attaques continuelles et imprévues de leurs vaisseaux (1). Quant à la descente de l'ennemi à Cherbourg, c'était pour nos armes un véritable échec, de l'avis du duc d'Harcourt lui-même : « Je vous envoie, mon cher neveu, écrit-il de Coutances, le 9 sep-

(1) « Nous avons, devant le port de Dunkerque, 3 vaisseaux de ligne, 12 frégates, 1 bateau et 7 quaiches. Je crois que leur objet est d'empêcher la sortie de la flottille du capitaine Thurot, composée de 5 frégates, à la rade depuis le 23 du mois dernier. Les 15,000 hommes du détachement de M. de Clobert y ont été embarqués ce matin pour profiter du premier coup de vent forcé qui, en éloignant les Anglais de la côte, facilite au capitaine Thurot (*) les moyens de gagner le large pour se rendre à sa destination. » (Lettre de M. de Chevert au duc d'Harcourt, Dunkerque, le 3 septembre 1758.)

(*) Artois (n° 31), embarqué sur les frégates du capitaine Thurot, qui tenta sa descente en février sur la côte d'Irlande. Le seul résultat de cette expédition fut l'occupation et le pillage de la ville de Karrikfergus; au retour, la flottille est attaquée, le 23 février, dans les parages de l'île de Man, par une escadre anglaise. Les frégates françaises furent obligées de se rendre après un rude combat qui coûta la vie à Thurot. Le feu des vaisseaux anglais fit de nombreuses victimes dans les rangs d'Artois.

tembre 1758, à M. de Guerchy, le détail de ce qui s'est passé à la descente des ennemis à Cherbourg, vous y verrez toute la mauvaise besogne qui a été faite. Pour moi, je me portai le 9, dès le matin, sur le camp du mont Espinguet, campant mon infanterie sur une ligne et plaçant les dragons à la lande de Beaumont.

« Les partis envoyés à la découverte me rapportèrent le soir que les ennemis campaient un de leurs corps à l'abbaye de Cherbourg, sur deux lignes, de 9 à 10,000 hommes; l'autre, d'environ 2,000 hommes, y compris leurs troupes légères, sur la montagne du Roule, et le dernier auprès de Tourlaville, composé de 1 B. Je m'en tins à faire la petite guerre, et, au fur et à mesure que mes troupes m'arrivaient, j'y envoyai des détachements, afin d'éclairer leurs mouvements. Il y a une vingtaine de prisonniers, dont un lieutenant. Un de nos détachements eut avis, le 16 au matin, que les ennemis se rembarquaient. Les ennemis ont détruit le pont, les portes de flot, les jetées du port, brûlé les navires dans le bassin et miné tous les forts du côté de la mer. » Les précautions prises par le maréchal de Luxembourg (1), envoyé à la défense de cette province et arrivé le 14, arrêtèrent les Anglais dans leur mouvement. Ayant réuni la garnison de Saint-Lô et de Coutances ainsi que les troupes campées près de Granville, il marcha vers Valogne. A la date du 11, il y avait déjà 10 B. d'infanterie, 2 régiments de cavalerie, 1 de dragons et 6 B. gardes-côtes. Il se croyait assez en force pour attaquer; mais les Anglais, avertis de ses dispositions par un déserteur du régiment de Clare, se préparèrent à opérer leur rembarquement.

Le 16, ils abandonnaient Cherbourg. Non contents d'avoir comblé

(1) Luxembourg (Charles-François-Frédéric, duc de Montmorency), né le 31 décembre 1702; colonel de Touraine, 1718; brigadier, 1734; maréchal de camp, 1738; à la prise et à la retraite de Prague; à Dettingen: aide de camp du roi et lieutenant général, 1748; capitaine des gardes, 1750; maréchal de France, 24 février 1757; mort le 18 mai 1764. Il épousa en premières noces Mlle de Colbert Seignelay, dont il eut la princesse de Robecq et Anne-François, duc de Montmorency-Luxembourg, mort en 1761, ne laissant que des filles et un fils mort en bas âge.

Sa seconde femme, de Neufville-Villeroy, veuve du marquis de Boufflers, est la célèbre duchesse de Luxembourg, qui témoigna tant d'intérêt à Jean-Jacques pendant qu'il habitait l'Ermitage et fit de son hôtel à Paris le rendez-vous des gens de lettres.

le port, démoli les fortifications, ils dévastèrent la campagne, enle vant les meubles, les bestiaux, et transportant en Angleterre des familles entières. Au sortir de la rade de Cherbourg, ils tournèrent leurs voiles vers les côtes de Bretagne et apparurent à la hauteur du cap Frehel, déterminés à exécuter leur débarquement à l'anse de Saint-Briac, en avant de Saint-Cast.

Affaire de Saint-Cast.

La flotte anglaise atteignit la côte de France et jeta l'ancre dans la baie de Saint-Lunaire, en face de Saint-Engard ou Saint-Enogat, près de Saint-Malo, décidée à nous attaquer une seconde fois. Les galiotes sont aussitôt rangées le long du rivage pour protéger le débarquement. Un détachement de grenadiers s'empare du port de Saint-Briac, au-dessus de Saint-Malo. Il y détruit une quinzaine de petits bâtiments; mais la ville de Saint-Malo n'eut aucune crainte, protégée qu'elle était d'un côté par la large embouchure de la Rance, qui la met hors de la portée du canon; du côté de Saint-Briac, son port est défendu par des batteries qui, jointes à la difficulté de la navigation, en interdisent l'entrée aux vaisseaux de ligne. Ces divers obstacles firent renoncer au projet d'attaquer Saint-Malo; mais le général Bligh, ne voulant pas se rembarquer sans avoir fait acte de présence, pénétra dans le pays, sans toutefois s'éloigner de la flotte, qui, ne se trouvant pas en sûreté dans la baie de Saint-Lunaire, alla jeter l'ancre dans la baie de Saint-Cast, à trois lieues de là.

Dès que le duc d'Aiguillon (1), alors à Brest, apprit la descente,

(1) Aiguillon (Armand Vignerot-Duplessis-Richelieu, duc d'), né en 1720, mort en 1798; entre au service à dix-sept ans: passe, au mois de février 1744, sous M. de Conti; se distingue à l'attaque des barricades et à la prise de Château-Dauphin, où il est dangereusement blessé à la tête; brigadier, fait les campagnes de 1745-1746 sous les ordres du comte de Saxe; en 1747, passe au siège de Gênes; maréchal de camp le 1er janvier 1748; rentre en France en février 1749; devient duc d'Aiguillon par la mort de son père; lieutenant général en 1758; remporte la victoire de Saint-Cast. Le parlement de Bretagne lui fait frapper une médaille avec cette inscription : *Anglis, Aiguillono duce, ad Sanctum Castum profligatis.* C'était un triomphe, mais sa popularité se changea bientôt en animosité publique.

L'administration de M. d'Aiguillon était cependant à son éloge en ce qui con-

il se mit à la tête des troupes cantonnées aux environs de cette ville et se porta directement sur Lamballe, tandis que les autres régiments répandus dans la province se dirigeaient sur ce même point.

Le 6 septembre, à Lamballe, il apprend que les Anglais ont établi leur camp entre Saint-Briac et Dinan. Poussant des détachements jusqu'à Ploubalay et Pleurtuit, à deux lieues de Dinan, il fait avancer M. Daubigny avec les quelques troupes amenées à marche forcée de Tréguier et occupe Plancouet, le 7 avant midi. Le même jour, le duc d'Aiguillon s'était porté en avant, à trois lieues de Lamballe.

Le 8, le général Bligh marche vers Guildo, et y arrive le soir même; le lendemain, il traverse un petit canal à la marée basse; les paysans, cachés derrière les haies et les maisons, tiraient sur les troupes et les harcelaient dans leur route. En conséquence de ce mouvement, M. d'Aiguillon ordonne à M. d'Aubigny de s'avancer sur Plouer et de pousser un détachement aux ordres du chevalier de Polignac jusqu'à Pleurtuit, tandis que M. de la Châtre avait ordre de sortir de Saint-Malo et de se porter jusqu'à Ploubalay. Le général Bligh continua sa marche et campa dans une plaine, à 3 milles de la baie de Saint-Cast, avec l'intention de s'y rembarquer, sur la nouvelle que le duc d'Aiguillon était arrivé de Brest à Lamballe avec 12 B. de troupes régulières, 6 E., 2 régiments de milice, 8 mortiers et 10 pieces de canon.

cerne la Bretagne. M. de Rochambeau (*Mémoires*, p. 222) constate ses talents supérieurs; M. de Belleval (*Souvenirs d'un chevau-léger*, p. 125) parle dans le même sens: le duc de Lévis (*Souvenirs*, p. 146) s'exprime tout en sa faveur; M. de Carné (*États de Bretagne*, V, 11) vante son intelligence des affaires. Ainsi, sans s'appuyer sur le journal de M. d'Aiguillon, il s'était fait aimer au point que les états veulent élever son enfant en reconnaissance des services qu'il a rendus à la province. (Archives générales, E. 3513.) Malgré la guerre et ses dépenses, les impôts restaient invariables, car la Bretagne jouissait du privilège de ne payer que le minimum de la taille. Sa gestion fut donc paternelle et progressive dans le sens de l'intérêt des populations, par les encouragements donnés à l'exportation des grains, par ses projets de défrichement, par l'exécution de routes et de canaux. M. d'Aiguillon aurait donc pu se dispenser de répondre aux accusations; il s'y résigne : alors le parlement fait brûler tous ses mémoires justificatifs par la main du bourreau (2 juillet 1769). En présence d'une telle partialité, il demande à être jugé par les pairs du royaume. Distingué par l'esprit et par la grâce; à l'avènement de Louis XVI, éloigné du ministère des affaires étrangères, il fut remplacé en 1774 par M. de Vergennes.

Les troupes étaient en marche à 3 heures, et quoique le rivage de Saint-Cast fût à peu de distance, les haltes furent si fréquentes, par suite de la chaleur, qu'elles arrivèrent seulement à neuf heures, le 11.

M. de Broc (1), qui du poste de Saint-Potan pouvait être le mieux informé du mouvement des Anglais, s'apercevant de leur retraite, avertit M. de Balleroy; alors M. d'Aiguillon court à la tête des dragons de Marbeuf joindre la colonne de M. de Broc, déjà en bataille sur les hauteurs de Saint-Cast. L'armée arrivait et se rangeait en ordre, malgré le feu de 5 frégates. Aussitôt l'attaque décidée, ces différents corps se jettent sur l'ennemi (2).

M. de Balleroy devait longer par des haies et une rampe de sable qui conduisait à la gauche du retranchement anglais; M. d'Aubigny était chargé d'agir sur leur droite; l'attaque du centre était confiée à M. de Broc. Toutes ces dispositions furent prises si heureusement et si rapidement que, pour gagner leurs vaisseaux, les Anglais durent se replier à la hâte sous le feu de l'artillerie de l'héroïque Villepatour, rangée en avant du moulin de Saint-Cast. Alors le combat devint général, et ce ne fut plus bientôt qu'une boucherie. Ceux qui restaient sur la plage furent faits prisonniers, massacrés ou noyés, en s'efforçant de gagner leurs vaisseaux.

Une relation anglaise des plus impartiales raconte cette affaire avec d'autres détails intéressants : « Les Français prirent posses-

(1) La maison de Broc, originaire d'Anjou, commune de Broc (Maine-et-Loire), canton de Noyant, près Baugé, existe depuis le onzième siècle ; on parle de Henri de Broc dans un cartulaire de 1185 ; elle a produit des généraux, des gouverneurs militaires, sous Charles IX, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV. Ses armes figurent dans la galerie des croisades à Versailles.

René-Armand-François, marquis de Broc, né en 1714 ; enseigne aux gardes françaises, 4 janvier 1730 ; brigadier de cavalerie, 1er janvier 1748 ; fait les campagnes de Fontenoy, de Lawfeldt, Berg-op-Zoom ; mort sans alliance le 2 août 1757.

Michel-Armand, né en 1707 ; lieutenant au régiment du Roi ; capitaine, 1744 ; colonel d'Aunis, 1747 ; passé aux grenadiers de France ; puis colonel de Bourbon, 1er février 1749 ; se distingue au combat de Saint-Cast, dont il porte la nouvelle au roi ; brigadier, 15 octobre 1758 ; maréchal de camp, 20 février 1761 ; pourvu du commandement de la Bretagne en 1767 ; mort le 4 avril 1775.

(2) A cette journée, les B. de milices de Marmande et de Fontenay méritèrent tous les éloges en contribuant à repousser les Anglais. Ils eurent 5 officiers, 14 sergents et 37 hommes mis hors de combat. (D. G.)

sion d'une éminence, d'où une batterie fit de très grands ravages parmi nous, sur la rive et les bateaux qui les transportaient à leurs bâtiments; l'ennemi descendit ensuite de l'éminence, dans le dessein de gagner un bois où il pourrait se former en face des Anglais, et marcher sur eux sous la protection des collines de sable. Dans ce mouvement, il souffrit beaucoup du canon de la flotte, et sa marche fut interrompue quelque temps.

« Les grenadiers et la moitié du premier régiment des gardes étaient restés sur le rivage, sous les ordres du major général Dury. Cet officier, voyant les Français s'avancer, forma ses troupes par brigades et sortit du retranchement pour charger l'ennemi. Malheureusement, on prit ce parti trop tard, et lorsque les Français, sortis d'un chemin étroit, présentaient déjà une ligne redoutable : il n'y avait plus d'espoir de résister.

« Au lieu de tenter un combat avec un tel désavantage, les troupes anglaises auraient pu se retirer sur un rocher à gauche, et, dans cette position, leur flanc droit eût été protégé. Ce sage parti fut proposé au général Dury, qui le rejeta. La ligne anglaise s'étendait sur un terrain inégal; elle commença l'action, mais l'intrépidité ordinaire des soldats anglais parut les abandonner en se voyant en danger d'être cernés et taillés en pièces. Leurs officiers quittèrent leurs postes, et tout espoir de retraite était enlevé. Le désordre fut en grande partie occasionné par les batteries de la colline, et le massacre eût été moins considérable si les Français n'avaient pas été exaspérés par le feu de la flotte, qui continua même après la déroute des troupes anglaises. A peine le commodore l'eut-il cessé, que l'ennemi donna un noble exemple de modération et d'humanité en faisant quartier aux vaincus; plus de mille hommes d'élite de l'armée anglaise furent tués ou faits prisonniers. La clémence des vainqueurs est d'autant plus digne d'éloges que les Anglais, dans cette expédition, s'étaient honteusement rendus coupables de pillage, d'incendie et d'autres excès. »

Rioust nous donne le nom des chefs de l'armée française et des régiments qui la composaient : M. de Balleroy (1) à la droite;

(1) Balleroy-de la Cour (Jacques-Claude, marquis de), entre au service en 1712; brigadier, 20 février 1734; maréchal de camp, 1er mars 1738; lieutenant général,

M. de Broc au centre; M. d'Aubigny, le héros de la journée, à l'aile gauche; le chevalier de Saint-Pern à la tête de la réserve, formée de 1 B. du régiment de Penthièvre et de 3 B. de volontaires étrangers. La plus grande partie des troupes de la Bretagne avait reçu l'ordre de marcher vers Saint-Cast; il n'y avait d'exception que pour les garnisons de Belle-Isle, de Lorient, de Port-Louis, de Brest et du comté de Nantes.

L'estimation de la force de l'armée du général Bligh et de la flotte commandée par le commodore Howe varie. Duclos (t. VI, p. 390-391) n'assigne aucun chiffre au corps expéditionnaire des Anglais; il dit seulement qu'il se composait de l'élite des troupes anglaises. Voltaire ne donne pas non plus de renseignements à cet égard. « Le duc d'Aiguillon, écrit-il, qui commandait dans la province, marche sur-le-champ à la tête de la noblesse bretonne, de quelques B. et des milices qu'il rencontre en chemin; il force les Anglais de se rembarquer; une partie de leur arrière-garde est tuée, l'autre faite prisonnière de guerre (1). » Le comte Daru n'est pas plus explicite que Voltaire et Duclos; il dit dans son *Histoire de Bretagne* (t. III, p. 347) : « Les Anglais firent leur descente. Les milices bretonnes accoururent et les forcèrent de se rembarquer, après leur avoir fait essuyer une perte considérable. » M. Lacretelle (*Histoire du Dix-huitième siècle*) évalue les forces des Anglais au combat de Saint-Cast (qu'il place par erreur au 4 septembre) à 13,000 hommes, et leur perte à 5,000. Mais ces évaluations sont généralement considérées comme trop fortes, quoiqu'il soit permis de croire que Smollett reste en deçà de la vérité lorsqu'il réduit à 6,000 hommes les forces du général Bligh (2).

25 juin 1744; se fait remarquer en Allemagne, en Flandre, au siège de Fribourg; mort le 1er décembre 1773; laisse deux fils.

Charles-Auguste, comte de Balleroy, né le 25 février 1721; devient colonel de Chartres-infanterie le 19 juin 1741; brigadier, 20 mars 1747; maréchal de camp, 1er mai 1758; commande en Bretagne en l'absence du duc d'Aiguillon; lieutenant général, 25 juillet 1762.

Jean-Paul, chevalier de Malte. — Tous deux guillotinés le 26 mars 1794.

(1) Le 20 septembre 1758, dans une lettre à la comtesse de Lutzelbourg, Voltaire parle aussi de cette affaire de Saint-Cast : « La nouvelle vous sera venue de Paris de la défaite des Anglais auprès de Saint-Malo ; c'est du baume sur la blessure que la perte de Louisbourg nous a faite. »

(2) Dans une autre lettre de Voltaire à la même (2 octobre 1758), on lit : « Je

Voltaire exagéra l'éloge en résumant, pour ainsi dire, dans le gouverneur de la Bretagne le mérite d'une journée que les passions de tant d'autres ont voulu, tout au contraire, lui ravir entièrement. Duclos, entre autres, juge sévèrement et injustement la conduite du duc d'Aiguillon à Saint-Cast. « Quand il fut à portée de combattre, il ne voulut profiter de la terreur de l'ennemi que pour en hâter la retraite. Les Anglais se pressaient de s'embarquer, et les Bretons frémissaient de voir échapper de leurs mains la vengeance qu'ils pouvaient tirer de leurs ennemis. M. d'Aubigny, qui servait sous le duc d'Aiguillon, las de demander et impatient de ne pas recevoir l'ordre d'attaquer, engage l'action en faisant marcher le régiment de Boulonnais; les gentilshommes bretons, qui formaient un corps de volontaires, se joignirent au premier rang des grenadiers. Le chevalier de la Tour d'Auvergne, colonel de Boulonnais, voyant la manœuvre des gentilshommes, quitta son poste du centre, et vint leur demander la permission de se mettre à leur tête. »

Quoi qu'il en soit de ces appréciations si diverses, un fait du moins demeure acquis à l'histoire, c'est que la journée du 11 septembre 1758 fut une grande journée pour la Bretagne. « Les Anglais ne firent plus aucun essai contre les rivages de la France depuis cet échec. » (Smollett.) Cette victoire eut donc les plus heureuses conséquences, puisqu'elle arrêta les incursions dont souffrait notre littoral; elle fut aussi la glorieuse application de cette vieille devise de la Bretagne : *Potius mori quam fœdari.*

Les Anglais savaient qu'il se faisait des préparatifs plus ou moins sérieux à Dunkerque, à Cherbourg, au Havre (1), à Brest et à Saint-Malo. Des chantiers s'élevaient en plusieurs endroits pour la construction de bateaux plats. De là leur projet bien arrêté d'essayer de détruire par le feu nos établissements et nos navires de transport. Dans ce but, une flotte d'environ trente voiles, aux ordres de l'a-

doute fort qu'on ait tué 3,000 hommes aux Anglais auprès de Saint-Malo : mais j'avoue que je le souhaite : cela n'est pas humain; mais peut-on avoir pitié des pirates? »

Au dire de Duclos, le carnage fut grand; plus de 2,000 Anglais furent tués ou noyés; un pareil nombre, qui ne put regagner la flotte, fut pris après le combat.

(1) Les B. de milice de Saint-Maixent et de Blois furent chargés de défendre la plage.

miral Rodney, vint au mois de juillet 1759 bloquer la rade du Havre. Des galiotes à bombes, embossées près de la jetée N.-O. de la ville, y lancèrent pendant trois jours une quantité prodigieuse de projectiles, qui causèrent de grands ravages.

Pendant que Rodney bombardait le Havre, l'amiral Hawke se présentait devant Brest avec une flotte supérieure en nombre à celle de M. de Conflans. L'amiral Boscawen bloquait en même temps dans Toulon la flotte commandée par M. de la Clue. Une tempête dispersa les vaisseaux anglais. L'amiral français, qui aurait pu profiter de cette circonstance pour achever la défaite des Anglais, perdit un temps précieux; quand il quitta enfin les mers de Provence pour passer, dans la nuit du 16 au 17 août 1759, le détroit de Gibraltar, ce fut pour rencontrer une flotte anglaise. Alors s'engagea, à la hauteur de Lagos, près du cap Saint-Vincent, un combat inégal de 7 vaisseaux contre 14, et l'escadre française fut détruite.

Désastre sur désastre! L'amiral Hawke étant rentré forcément à Plymouth pour réparer les avaries causées par la tempête à quelques-uns de ses vaisseaux, Conflans laisse à l'amiral anglais le temps de reprendre la mer. Un combat naval s'engage le 20 novembre dans les parages de Quiberon, et les Français essuient une défaite plus affreuse encore que celle de Lagos.

Dans la nuit du 12 au 13 juillet 1760, les Anglais, ayant reconnu quelques jours auparavant les batteries de Sallenelles, d'Ouistreham et de Colleville qui défendent l'embouchure de la rivière d'Orne, mirent à terre trois détachements pour enclouer les pièces. Ils devaient exécuter en même temps leur triple opération; mais l'officier chargé d'enclouer les canons de la batterie de Colleville, s'étant trompé de chemin, ne put remplir sa mission. Les deux autres surprirent la garde des batteries de Sallenelles et d'Ouistreham et en enclouèrent les pièces.

CHAPITRE IX.

POLOGNE (1755-1773).

1755. Mission du chevalier Douglas, accompagné du chevalier d'Éon.

1763. Situation de l'Europe après la paix d'Hubertsburg. Mort d'Auguste III. 5 octobre. Instructions données aux ambassadeurs de Russie à Varsovie. Ordonnances de Frédéric II.

1764. Vues politiques des différentes cours au sujet de cette couronne héréditaire. Diète réunie le 7 mai. Protestations. Violences exercées. Stanislas-Auguste proclamé roi de Pologne le 7 septembre. Assentiment des puissances étrangères.

1765-1766. Augmentation continuelle des renforts russes, par suite des dissensions intérieures.

1767. Investissement de Varsovie le 22 juin. — Diète formée le 4 octobre à Radom, occupation des Russes. signatures imposées par la force. Pacte avec l'impératrice.

1768. Confédération de Bar. Proclamation de Pulawski. Le 28 août, prise de Bar par les Russes. M. de Choiseul et M. de Vergennes en appellent à la Turquie; déclaration de guerre le 30 octobre.

1769. Politique de la France, espérances fondées sur la Suède. Manifestes des 3 mars et 30 mai. Officiers français engagés pour servir en Pologne. Départ de Paris le 23 mai; à Vienne le 9 juillet, à Épéries le 8 septembre. Retraite sur Wadowiez. Entrevue de Joseph II avec Frédéric.

1770. Arrivée de Dumouriez à Munich le 1er août, à Nymphenbourg le 2, puis à Vienne; à la fin du mois à Épéries. État des forces polonaises, projets envoyés par Dumouriez. — Septembre. 3. Joseph II et Frédéric à Neustadt. — Décembre. 24. Renversement du ministère Choiseul.

1771. Mars. 2. Dépêches de Frédéric. — 29. Les Polonais maitres de la Vistule après le combat de Scavina. — Mai. 14. Déclaration de Catherine. — Juin. Dépêche confidentielle de Frédéric. — 19. Suwarow passe la Vistule. 22, à Landscron; 28, bataille de Landscron perdue par Dumouriez. — Juillet. 6. Convention entre l'Autriche et la Turquie. Dumouriez est rappelé et remplacé par le général Viomenil, qui arrive à Bilitz dans les premiers jours de septembre. — Novembre. 3. Enlèvement à Varsovie du roi Stanislas-Auguste. — Décembre. 25. Réflexions du roi de Prusse.

1772. Le cardinal de Rohan, ambassadeur à Vienne. M. de Viomenil, avec M. de Choisi, prépare la prise du château de Cracovie. — Février. 1er au 2. Exécution du projet. — 2 au 5. Maître de la place. — 8. L'ennemi resserre la ville et le château. — 10 au 20. Établit un pont sur la Vistule. — 29. Assaut général. — Mars. 2 au 8. Brèches réparées. — 8-15. Lignes de circonvallation. — 22. Batteries établies. — Avril. 1er. La famine augmente. — 5. Projet de traité de partage. — 22. Les confédérés forcés de capituler. — 25. Prisonniers de guerre. — Juillet-août. Traité de partage. Démembrement de la Pologne.

1773. Avril. 19. Convocation de la diète à Varsovie. — Août. 3. Sa ratification. — Septembre. La république n'existe plus.

Catherine accoucha le 1er octobre 1755 d'un fils qui régna sous le nom de Paul Ier. A cette date arrive à Saint-Pétersbourg le chevalier Douglas, accompagné du chevalier d'Éon (1), et bientôt fut nouée par l'intermédiaire et au profit du prince de Conti, d'abord favori de Louis XV, puis disgracié, cette correspondance secrète qui avait pour but de consolider dans l'avenir le royaume de Pologne, dans un intérêt général, et de rattacher entre elles la France, la Suède, la Pologne et la Turquie, pour les opposer à la Prusse et à la Russie; enfin de maintenir l'état de choses établi en 1749 par le traité d'Aix-la-Chapelle.

A la paix d'Hubertsburg (15 avril 1763), qui termina la guerre de Sept Ans entre la cour de Vienne et le roi de Prusse, celui-ci, abandonné par l'Angleterre, se trouva sans alliés. La nécessité d'en avoir, pour contenir l'Autriche, lui fit rechercher l'alliance de la Russie, avec laquelle il conclut le 11 avril, pour huit ans, un traité par lequel les deux puissances se garantissaient mutuellement leurs possessions, se promettaient un secours de 10,000 hommes

(1) Éon (Ch. G. G. A. de Beaumont, chevalier d'), né à Tonnerre le 5 octobre 1728, fit ses études au collège Mazarin. Ses goûts l'entraînèrent vers les lettres, les beaux-arts et les exercices du corps. En 1755, Louis XV, sollicité par le prince de Conti, envoya d'Éon en Russie avec le chevalier Douglas, pour faire cesser la froideur qui existait entre les cours de Versailles et de Saint-Pétersbourg, et disposer Élisabeth en faveur du prince de Conti, qui voulait être duc de Finlande et roi de Pologne. C'est alors qu'âgé de vingt-sept ans, il revêtit des habits de femme, put s'insinuer près d'Élisabeth comme lectrice et la préparer aux vues de sa mission; il revint à Paris en 1756; en 1757, il était à Vienne; après un nouveau séjour en Russie, il revint en France en 1760; ministre plénipotentiaire à Londres; il servit comme capitaine dans d'Harcourt-dragons; aide de camp du maréchal de Broglie; mai 1762, en Angleterre; secrétaire d'ambas-

d'infanterie et 2,000 de cavalerie avec des subsides, s'engageant à s'opposer à ce que la Pologne devînt une monarchie héréditaire dans la maison de Saxe et à soutenir les dissidents polonais, c'est-à-dire professant les religions grecque et protestante. Le 5 octobre 1763, avec Auguste III (1), électeur de Saxe et roi de Pologne, s'éteignit ce qu'il restait encore d'indépendance à la nation polonaise.

Charles XII avait imposé Stanislas à la Pologne; la czarine l'avait forcée d'accepter la maison de Saxe; mais cette contrainte exercée sur la nation polonaise ne décelait encore aucun projet d'agrandissement. Le calme maintenu à l'intérieur, les correspondances et les rapports diplomatiques entretenaient l'illusion; seulement on pouvait voir que la Russie préparait en secret l'élection d'un de ses protégés, le comte Poniatowski (2), fils d'un simple gentilhomme lithuanien, mais allié aux grandes familles de Pologne par le mariage de son père avec la princesse Czartoriska. Fort jeune, il avait été chargé par Auguste III près de la czarine Élisabeth, d'une mission diplomatique. Ce fut pendant son séjour à la cour de Russie qu'il plut à Catherine,

sade; décoré de la croix de Saint-Louis; en 1763, les bruits continuèrent à se répandre sur le sexe d'Éon; mais à sa mort, à Londres, le 21 mai 1810, « I. Therchy certify that I have inspected the body of the chevalier d'Éon, and have found the male organs in every respect perfectly formed. » Agent diplomatique distingué, auteur de beaucoup d'ouvrages, formant 13 vol. in-8° (1775).

(1) Auguste III dut à la protection de Charles VI et de l'impératrice Anne de Russie, d'être nommé roi de Pologne, de préférence à Stanislas Ier; il fut couronné le 17 janvier 1734. Sous son règne, la Russie accroît son influence en Pologne. Il passe la plus grande partie de son existence à Dresde. La Pologne, livrée à elle-même, commence à se consumer en disputes et en troubles. Auguste III meurt au moment où la guerre civile allait s'allumer. Son fils, Frédéric-Christian, lui succède dans l'électorat, et la Russie fait adjuger le trône de Pologne à Stanislas Poniatowski. (Voir le deuxième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 4 et 5.)

(2) Stanislas II (Stanislas-Auguste Poniatowski), né à Wolczyn en Lithuanie, le 17 janvier 1732; mort à Saint-Pétersbourg le 12 février 1798; servit pendant quelques années dans l'armée russe; voyagea en France et en Angleterre, y eut beaucoup de succès et fixa l'attention de la grande-duchesse Catherine, plus tard impératrice. A la fin de 1761, Pierre III succéda à la czarine Élisabeth; mais Catherine, sa femme, impatiente d'être seule arbitre de l'empire, le fit assassiner le 9 juillet 1762. Stanislas Poniatowski est élu le 7 septembre 1764 et couronné le 25 novembre. Les Russes envahirent la Pologne en 1767 et 1772; à cette dernière date eut lieu un premier partage.

alors grande-duchesse. Dans les instructions secrètes qu'elle adressait le 26 octobre 1763 à ses ambassadeurs à Varsovie, le comte de Keiserling et le prince de Repnin, sur leur conduite à suivre pour perpétuer l'anarchie en Pologne et en amener le partage, Catherine leur recommandait l'élection de Stanislas-Auguste Poniatowski.

Le 28 octobre, c'était une lettre qu'elle écrivait à Wadislas-Alexandre Lubienski, prince primat et inter-roi de Pologne après le décès d'Auguste III, en l'assurant de l'intérêt qu'elle prenait à la république, à son bonheur et à ses libertés, qu'elle voulait protéger dans toutes les circonstances et par son influence sur la Prusse. Ces protestations d'amitié furent suivies de la déclaration publique et officielle de Catherine II (Pétersbourg, 15 décembre), annonçant aux Polonais qu'elle maintiendrait toujours les libertés et l'indépendance de la Pologne, qu'elle ne partagerait pas le pays et s'opposerait même à ce partage, si jamais une puissance quelconque formait un pareil projet; qu'enfin elle ne dévierait jamais du chemin de la justice, de la vérité, de la magnanimité et de l'humanité durant son règne. Cette déclaration fut remise à Varsovie par les mêmes ambassadeurs chargés d'exécuter les instructions du 26 octobre.

Ce ne sont pas, du reste, les assurances bienveillantes qui manquèrent alors à la Pologne. Le 25 novembre 1763, une ordonnance du roi de Prusse défendait à ses sujets d'inquiéter les Polonais pendant l'interrègne. Déjà, le 24 juillet 1761, Frédéric avait déclaré qu'il travaillerait constamment à maintenir les États de la république dans leur intégrité; le 16 mars de la même année, Marie-Thérèse, si renommée par sa piété et sa justice, assurait le gouvernement polonais de sa résolution de maintenir la république dans tous ses droits, prérogatives, possessions; et, le 23 mai, Catherine elle-même, quand la Pologne reconnut pour la première fois son titre d'impératrice de toutes les Russies, accordait à la république une garantie solennelle de toutes ses possessions.

La situation de l'Europe offrait une complication de circonstances qui permirent à la Russie de disposer de cette couronne sans éprouver de résistance de la part des puissances étrangères. La France ne voulait pas s'exposer aux hasards d'une nouvelle guerre; elle était d'ailleurs retenue par sa récente alliance avec l'Autriche; en outre, la mort inattendue de l'électeur de Saxe ne laissa

pas le temps aux cours de Versailles et de Vienne de faire choix d'un prétendant qu'elles auraient pu soutenir avec quelque espoir de succès contre l'influence de la czarine. Frédéric II, abandonné, ou plutôt, comme il le croyait, trahi par l'Angleterre, se trouvait, à la paix générale, sans alliés, exposé au juste ressentiment de l'Autriche, et ne pouvait espérer aucun secours de la France, liée par ses traités avec son ennemi naturel. Dans cette situation, il jugea nécessaire de rechercher l'amitié de Catherine, et au commencement de 1764 il conclut avec elle une alliance défensive : il y fut stipulé, relativement à la Pologne, que les parties contractantes s'opposeraient à toute tentative soit pour rendre cette couronne héréditaire, soit pour renforcer le pouvoir royal ; qu'elles s'uniraient pour assurer l'élection de Poniatowski et protégeraient les dissidents des communions grecque et protestante, qui depuis 1717 se trouvaient privés du droit d'être admis aux charges publiques, droit que leur accordaient les anciennes lois. La première partie de ces stipulations avait pour but de perpétuer les troubles de la Pologne et de la retenir sous la dépendance de ses voisins ; la dernière offrait un spécieux prétexte à une continuelle intervention ; elle assurait de plus le concours d'un parti que l'injustice de son propre gouvernement poussait dans les bras des puissances étrangères. L'état de l'Europe était donc favorable aux desseins de Catherine ; les puissances, fatiguées par la guerre, sentaient le besoin de repos ; la France seule, tout en déclarant ne pas vouloir influencer la liberté des suffrages dans l'élection du roi, cherchait à intéresser la Porte et le Kan de Crimée au maintien de la liberté des Polonais.

La diète s'assembla le 7 mai 1764 ; les troupes russes stationnaient sur les places publiques ; les soldats de Czartoryski étaient maîtres de la salle où se réunissait la diète ; les scènes les plus vives ne tardèrent pas à y éclater dès l'ouverture des séances.

Le 10 mai, les ministres, évêques, palatins, castillans et nonces ou députés polonais protestèrent contre les violences que les trois puissances voisines exerçaient sur la Pologne et contre leur prétention d'imposer à la diète leur candidat au trône. « Il n'y a donc pas de patrie pour nous ? » s'écrièrent, dans une indignation commune, les adversaires de Stanislas-Auguste. « Par quel droit de conquête les Moskovites, si dédaignés de nos ancêtres, règnent-

ils dans nos murs? Où sont pour eux les titres de la victoire? Quelle honteuse destinée que la nôtre, si notre liberté, si notre indépendance doivent périr! Malheur aux puissances de l'Europe si elles ne secondent pas nos efforts! »

Le maréchal de la diète, Mokranowski, dans son enthousiasme républicain, avait formé depuis longtemps le projet de délivrer sa patrie de la domination étrangère; il se flattait d'avoir engagé dans cette cause la France et l'Autriche. Malheureusement ses projets rencontraient un obstacles dans les vieilles haines de cette aristocratie tumultueuse. Désespérant d'arriver à une entente, il était allé implorer le secours de la France. C'est à ce moment que parut à Pétersbourg (29 mai 1764) la déclaration de Catherine II garantissant à la Pologne toutes ses possessions territoriales, et l'assurant qu'elle ne s'arrogerait jamais aucun droit sur les Ruthéniens (1), qui avaient fait de tout temps partie intégrale de la Pologne, si cette dernière lui reconnaissait et confirmait le titre d'impératrice de toutes les Russies.

Les seigneurs ne pouvant arriver à fixer leur choix sur aucun candidat, c'est alors que Catherine fut assez habile pour les déterminer en faveur du jeune Poniatowski. Les familles qui, comme les Czartoryski, avaient le plus de titres à lui disputer cette couronne, furent bientôt amenées à seconder ses prétentions. On se promit de prendre pour modèle la monarchie anglaise et de la mettre en harmonie avec les institutions de la république, et on élut Poniatowski, qui prit le nom de Stanislas-Auguste, le 7 septembre 1764. Jamais, même pendant la rivalité de Pierre Ier et de Charles XII, le suffrage des Polonais n'avait été arraché plus violemment par la force étrangère. Un calme momentané succéda aux scènes tumultueuses de la diète; mais Stanislas-Auguste ne tarda pas à reconnaître qu'en devenant roi il était tombé sous le joug de la Russie. La Pologne, quoique livrée aux discordes politiques, était restée jusqu'à ce jour en dehors des passions religieuses allumées par Luther dans presque tous ces États de l'Europe. Dès ce moment on y voit éclater avec violence les querelles de sectes; les dissidents, sous la protection

(1) Race slave répandue partie en Galicie, partie en Pologne; elle habite ce qu'on appelle vulgairement Russie rouge et Russie blanche.

de la Russie, exigent qu'on leur rende le droit de suffrage, et ne reculent même pas devant l'enlèvement de l'évêque de Cracovie et de huit des principaux sénateurs.

Les Polonais, quoique abandonnés par leurs alliés et paralysés par leurs dissensions intérieures, ne se laissèrent pas sans résistance imposer Poniatowski. Un parti qui voyait à sa tête l'illustre maison Czartorisky, en aidant l'influence de la Russie et l'élection de Stanislas, espérait obtenir assez de pouvoir pour réformer la constitution, abolir le veto et donner à la couronne la force nécessaire. Un autre parti, plus généreux, quoique moins éclairé, repoussait toute intervention étrangère et faisait les plus nobles efforts pour maintenir l'indépendance; mais malheureusement il était opposé à la réforme de la constitution et partisan des anciens abus, et il déclarait sa résolution d'exclure de l'égalité politique tous les dissidents. Les chefs de ce dernier parti étaient Branicki et le prince Radziwil.

Jamais prince ne monta sur un trône dans des circonstances plus difficiles que Stanislas-Auguste, sans aucun pouvoir sur l'armée qui l'avait protégé, réduit à l'impuissance devant l'anarchie fomentée par la Prusse et la Russie. En 1766, le ministre de Pologne présenta un mémoire à l'ambassadeur russe Repnin, protestant contre l'augmentation continuelle des troupes russes en Pologne et en Lithuanie, et réclamant leur départ, car aucune action nationale n'était possible sous la menace d'une armée étrangère. Quelques armements de l'Autriche à cette époque donnèrent lieu à une convention secrète entre la Russie et la Prusse, conclue le 23 avril et portant que l'impératrice ferait entrer des troupes pour soutenir le parti des dissidents. Les principaux mécontents, rassemblés dans les provinces, déclarent nulle l'élection de Stanislas-Auguste; 60,000 gentilshommes signent cette adhésion. De ces confédérations particulières on forme une confédération générale, et on décide que toutes se déclareront le 24 mai 1767 et qu'elles se rassembleront à Radom, près de Varsovie. Dans cette détresse, Stanislas convoque une diète extraordinaire pour le 5 octobre.

Les mécontents s'aperçurent bientôt du rôle qu'on leur faisait jouer; à peine rassemblés à Radom, un corps russe entoure la ville, des compagnies de grenadiers pénètrent dans la salle des

séances, et un colonel russe exige des confédérés la signature d'un acte où les prétentions des dissidents sont admises, la protestation de fidélité au roi renouvelée et la garantie de l'impératrice réclamée. C'est alors que le roi se livre entièrement au représentant de Catherine. Le pacte avec la Russie stipule l'admission sur le pied d'égalité de toutes les sectes religieuses aux charges civiles; il contient la garantie réciproque de l'intégrité du territoire des deux puissances; il confirme la constitution de la Pologne et spécialement la fatale .loi de l'unanimité; enfin il place cette constitution, le gouvernement, la liberté et les droits de la Pologne sous la garantie de S. M. I., qui promet de conserver à jamais la république dans son intégrité. Bientôt commencèrent des mouvements dans la Podolie.

La diète est convoquée le 1[er] février; le 24, la commission lui propose un traité d'amitié entre la république et la Russie. Le 29, une proclamation de Michel Krasienski annonce à la Pologne la formation de la confédération de Bar (1). L'armée russe se répandait dans toute la Pologne, prêtant main-forte aux confédérations particulières et à l'assemblée générale de Radom, où, le 22 juin 1767, deux corps d'armée avaient déjà investi Varsovie pour dépouiller le gouvernement de toute son autorité et abroger les lois les plus anciennes.

Après la seconde réunion de la diète, qui eut lieu le 5 mars, une lettre confidentielle du chargé d'affaires de France en Pologne, Girault, adressée de Varsovie le 12 mars à M. le duc de Choiseul, ministre des affaires étrangères, expose que la Russie s'est assuré le fruit de toutes ses usurpations par la confirmation du traité de 1686, et qu'elle réduit au silence toute la nation par ses violences et ses actes de tyrannie. A la suite, parut le manifeste de Mariau Potosk Pulawski. Il avait emmené

(1) Petite ville de l'Ukraine, dans le gouvernement russe de Podolie, bâtie sur le Boug, fondée par Bona Sforza, épouse du roi Sigismond I[er] de Pologne. Célèbre par la confédération qu'y forma une partie de la noblesse polonaise pour résister à l'influence russe et assurer la suprématie du catholicisme en Pologne. Adam Krasinski, évêque de Kaminiec, conçut la première idée de cette tentative patriotique. Le staroste Joseph Pulawski la met à exécution le 29 février 1768, avec des gentilshommes adhérant à l'acte original de la confédération. De nombreux adhérents ne tardèrent pas à arriver de toutes les parties de la Pologne, et cette confédération eut pour résultat de diviser la noblesse en deux camps.

avec lui ses trois fils et son neveu. Ces cinq hommes formèrent le noyau d'une confédération dans la petite ville de Bar. Cette confédération de Bar, formée pour la défense de la religion et de la liberté, s'étendit en peu de jours dans tout le royaume; les officiers russes hésitèrent un moment s'ils devaient prendre part à cette guerre intestine. L'évêque de Kaminiec se rendit à Dresde, à Vienne, à Versailles, pour implorer ces cours et éclairer leur politique. Les troupes russes s'avançaient toujours, essayant d'entourer les confédérés, et alors commença une lutte inégale. Ils s'emparèrent de Bar le 28 août, et les confédérés se réfugièrent en Valachie, et plus tard à Teschen.

C'est au duc de Choiseul, aidé de M. de Vergennes, qu'est dû l'armement des Turcs contre la Russie; politique heureuse, si elle eût obtenu du reste de l'Europe plus de considération et d'intérêt. Après de longues hésitations, le cabinet de Versailles avait enfin résolu d'intervenir d'une manière efficace dans les affaires de Pologne. On envoya trois millions au comte de Vergennes pour corrompre le divan et lui arracher une déclaration de guerre. Elle eut lieu en effet; mais pour opérer cette révolution à Constantinople la corruption ne fut pas nécessaire, et M. le chevalier de Taules (1) remporta en France l'argent qu'on lui avait envoyé.

Au moment où la Porte Ottomane déclarait la guerre à la Russie, un corps de troupes françaises devait traverser l'Autriche pour soutenir les confédérés de Bar. L'Autriche, si intimement liée avec la France, donnait, en accordant ce passage et en animant elle-même les Polonais, un gage de sa sincérité. M. de Choiseul pensait que la Suède pourrait profiter de ce mouvement pour se soustraire à l'influence de la Russie, et que le roi de Prusse ne voudrait point

(1) Entré en 1754 dans les gendarmes de la garde du roi; en 1764, embrasse la carrière des affaires étrangères. Les troubles qui agitaient la ville de Genève en 1766 engagèrent le roi à y envoyer le chevalier de Beauteville, son ambassadeur en Suisse. M. de Taules l'accompagne dans cette négociation difficile. En 1768, capitaine de dragons; envoyé en Pologne par le duc de Choiseul, fit la campagne contre les Russes en Podolie avec les confédérés; désespéré et convaincu que toutes les dépenses de la France étaient perdues dans ce pays sans ordre ni discipline, il revint avec l'argent mis à sa disposition; 1769, à son retour, fut chargé d'un travail important sur les négociations entre la France et la Suisse; en 1771, envoyé en Syrie, puis à Constantinople; rentra en 1779: a écrit un ouvrage sur le masque de fer; mort en 1780.

travailler à l'agrandir; c'est ainsi qu'il croyait intéresser ces puissances à la délivrance de la Pologne, pendant qu'il déciderait les deux branches de la maison Bourbon à délivrer nos colonies du joug de l'Angleterre.

Le 3 mars 1769, Catherine publie un manifeste contre la Pologne et contre la Turquie, daté de Kiew et signé du prince Alexandre Mitchailowitsch Galitzin. La Turquie publie aussi le sien, en date du 30 mai 1769, à Katouschany près Bender, pour justifier son alliance avec les confédérés polonais.

Alors deux corps d'armée russes sont envoyés à travers la Pologne sur le Dniester; le premier, destiné à s'emparer de Chozim, sous le prince Alexandre Galitzin; le second, avec le feld-maréchal Roumanzof, pour prendre Bender et de là envahir la Bessarabie, pendant que le corps de Weissmann observerait les confédérés. Cette campagne de 1769 fonda la gloire militaire des Russes.

Le prince Georges-Martin Lubomirski, maréchal de la confédération de Cracovie, chargea un de ses colonels d'engager en France des officiers au service de cette confédération. Ils passèrent un contrat le 17 mai et partirent de Paris le 23, arrivèrent le 9 juillet à Vienne, où se trouvaient déjà rassemblés beaucoup de Français (1). C'est à Éperies, le 8 septembre, qu'ont lieu les premières levées de régiments, et le 13 novembre la confédération entrait dans Cracovie. Le surlendemain, le maréchal Dzarzanoski ordonne d'évacuer cette ville à l'approche de l'ennemi; le pont est coupé et chacun s'enfuit à la débandade; cependant les Russes ne se présentèrent que deux jours après, et on se retira à Wadowicz, près de Cracovie. La cour de Vienne, qui ne voulait ni de l'agrandissement de Catherine II ni de son voisinage, commence des préparatifs de guerre et rassemble beaucoup de troupes en Hongrie, à portée du théâtre de la guerre entre les Turcs et les Russes, quand l'intérêt commun rapprocha la cour de Vienne de celle de Berlin.

Tandis que la Prusse entrait en possession d'une existence nouvelle, un jeune prince, animé de l'amour du bien, désirait depuis

(1) Il faut lire avec attention la relation du journal d'un officier français au service de la confédération de Pologne, le lieutenant-colonel d'infanterie Th. B., ayant servi au Canada, fait prisonnier par les Anglais et relâché à la paix; il s'engage dans les corps indépendants appelés à défendre la Pologne. Cette relation fut publiée à Amsterdam, en 1776, en un petit volume in-12.

longtemps connaître ce roi, qu'il cherchait à prendre pour modèle. Une occasion se présenta, il la saisit d'autant plus volontiers que, trois ans auparavant, sa mère avait mis obstacle à l'entrevue proposée. Frédéric-Joseph (1) lui conservait bon souvenir de son concours à son élection comme roi des Romains. Cet événement, premier résultat de la paix d'Hubertsburg, eut lieu sans opposition le 27 mai 1764 à Francfort; Marie-Thérèse, en confirmant ainsi la possession de la couronne impériale dans sa maison, prévint les malheurs que sans cette précaution eût occasionnés la mort de François Ier, son époux (18 août 1765). L'empereur Joseph II avait eu à Neiss en Silésie, le 15 août 1769, avec Frédéric une entrevue (l'empereur revenait alors d'Italie et voyageait sous le nom de comte de Falkenstein) dans laquelle il l'assura que sa mère ne souffrirait jamais que la Russie restât en possession de la Moldavie, et les deux monarques signèrent le 28 une convention portant que si la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre, supposition alors très vraisemblable, ils n'y prendraient aucune part, et que

(1) En 1758, à l'âge de dix-sept ans, la petite vérole faillit l'emporter. Il avait des formes élancées, une taille un peu au-dessus de la moyenne, des cheveux châtains, un grand front d'un dessin très pur attestant des facultés supérieures, le nez bien fait, de grands yeux bleus qui excitaient l'admiration de tout le monde, et dont la couleur fut bientôt mise à la mode par des étoffes de la même nuance, dites *bleu impérial;* d'une expression de figure sérieuse et bienveillante. Isabelle, infante de Parme, fut la personne que Marie-Thérèse choisit pour l'héritier du trône. Son père, don Philippe, duc de Parme, était le troisième et dernier fils du roi d'Espagne Philippe V; sa mère était fille du roi Louis XV, en sorte qu'elle appartenait des deux côtés à la famille des Bourbons. Le prince Wenceslas de Lichtenstein alla officiellement la chercher en Italie, et les noces eurent lieu à Vienne le 6 octobre 1760. Elle eut deux enfants qui ne vécurent pas; elle-même mourut le 27 novembre 1762.

Dans le traité de paix d'Hubertsburg (15 février 1763), le roi de Prusse avait promis par un article secret de lui donner sa voix; Joseph se prépare au voyage de Francfort pour y être élu, puis couronné roi des Romains. L'empereur François Ier l'accompagna sur les bords du Mayn. Gœthe, qui y assistait, en fait dans ses Mémoires une description vivante et minutieuse. Élu le 27 mars et couronné le 3 avril 1764. Il épousa en secondes noces la princesse de Bavière, sœur de Maximilien-Joseph, un des derniers membres de la famille électorale, qui mourut le 21 mai 1767. En 1765, Joseph succède à son père François de Lorraine comme empereur d'Allemagne.

Joseph II, malgré sa fougue de jeunesse, son ambition, son désir d'étendre les bornes de ses États, accepta avec répugnance les projets du roi de Prusse. Son ju-

s'il survenait d'autres troubles, ils observeraient une exacte neutralité. Le roi exceptait les cas stipulés dans son alliance avec la cour de Pétersbourg, qu'il ne voulait pas rompre; mais au fond il songeait sérieusement aux moyens d'arrêter adroitement les conquêtes des Russes, car il lui importait de ne pas laisser écraser les Turcs, pour qu'ils pussent ultérieurement tenter des diversions, soit contre la Russie, soit contre l'Autriche.

Dumouriez, arrivé le 1er août à Munich, se présente au prince Xavier de Saxe, frère de Charles de Saxe, nommé duc de Courlande par son père Auguste III, roi de Pologne, mais dont il n'était que titulaire, la Russie ayant réintégré dans ce duché la famille de Biren. Le 2 août à Nymphenbourg, il lui promit de le faire reconnaître comme duc de Courlande, s'il fournissait le contingent que le duché doit à la république en cas de guerre, 2,000 hommes d'infanterie et 500 chevaux, qui seraient payés par la France, qui se chargeait aussi de l'entretien de toutes les levées de Saxons pendant la guerre. A Vienne, il achète à l'électeur, 20,000 fusils qui doivent être embarqués sur le Danube à Inn pour Bude. A la fin d'août, il arrive à Éperies, où il trouve tous les chefs de la confédération avec leurs mœurs asiatiques, livrés à un luxe effrayant et à des dépenses folles, et peu préoccupés de l'avenir. Au lieu des forces immenses annoncées par l'évêque de Kaminieck, soit près de 40,000 hommes, il découvre que toute la partie militaire consistait : 1° en 4 ou 5,000 hommes en Grande-Pologne, fort bien tenus, commandés

gement sur l'illustre Rzewski, général en chef des armées polonaises, atteste la sympathie que lui inspirait la nation prédestinée. « Si tous les Polonais avaient eu son patriotisme et sa résolution, dit-il, jamais son pays n'aurait éprouvé le malheur qu'il a souffert. » Après un voyage en France réalisé plus tard, après avoir rêvé de planter la croix sur le dôme de Sainte-Sophie et le château des Sept Tours, après avoir travaillé au bien-être de son peuple, il mourut le 20 février 1790, sans laisser d'enfants après lui. Son intelligence, son amour du bien, sa volonté énergique, furent admirées de l'Autriche, qui conserva de ce prince un profond souvenir. Un de ses compagnons de voyage écrivait en 1769 : « Sa garde-robe est celle d'un sous-lieutenant, sa récréation le travail, son existence un mouvement perpétuel. » Marie-Thérèse lui confia le département de la guerre, et, entre l'année 1766 et 1775, il fonda une armée nationale. A partir de cette dernière date, les régiments, au lieu d'être désignés par les noms des propriétaires, le sont par un numéro. Il établit la conscription, qui ne le fut chez nous que vingt-huit ans après, car c'est le 7 septembre 1798 que le Directoire décréta la levée des 200,000 hommes.

par Zaremba ; 2° en 1,000 cavaliers errants, sous les ordres de Savva ; 3° en 4 ou 5,000 hommes à cheval avec Pulawski ; 4° en 3,500 hommes environ aux ordres du comte Miaczinski ; 5° en 12 ou 1,500 autres sous Walewski ; 6° en trois petits corps, l'un de 700 hommes, avec le maréchal Czernitchew ; un de 300, avec Mazowieski ; un autre de 400 Lithuaniens, sous Orzewsko : soit un effectif de 16 à 17,000 hommes sous des chefs indépendants, sans union, sans discipline, sans subordination, incapables de résister aux troupes russes et pas même soutenues par une pièce d'artillerie.

L'évêque de Kaminieck, de l'illustre famille des Krasinski, fut un des plus fermes et des plus habiles défenseurs de la république polonaise ; plein de moyens, de ressources, tout dévoué à sa cause, il est le premier créateur de la confédération de Bar. Les plans et projets de Dumouriez (1) furent envoyés à la fin de septembre 1770 au duc de Choiseul, qui lui adressa en réponse 300,000 livres en lettres de change sur Vienne, avec entière approbation de sa conduite et la promesse de 60 officiers de toutes armes,

(1) Dumouriez (François-Charles), né le 26 janvier 1739 à Cambrai. Son père, commissaire des guerres, intendant du maréchal de Broglie en 1759, était probe, instruit. Il traduisit en vers le charmant poème de Richardet (de Fostiguerra), donna à son fils une éducation très soignée et le fit entrer au service dans le régiment d'Escars (cavalerie) avec le grade de cornette. Se distingue en 1759, 1760, 1761 ; est réformé en 1762. Impatient, ne connaissant pas le repos, il passe en Italie, et offre inutilement ses services aussi bien aux Génois qu'à Paoli, puis revient en France. Dumouriez alla, en 1766, en Espagne et en Portugal, fit les campagnes de 1768 et 1769 en Corse, toujours soutenu par M. de Choiseul, qui le désigna auprès du conseil de la confédération de Pologne établi à Éperies en Hongrie. A son retour, M. de Monteynard, secrétaire d'État de la guerre, lui confia une mission relative à la révolution de Suède, et comme M. le duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, n'avait pas été mis dans le secret par le roi, il fut arrêté à Hambourg en 1773 et conduit à la Bastille. Après une détention de six mois, il fut envoyé, en mars 1774, au château de Caen et n'en sortit que peu de temps avant l'avènement de Louis XVI au trône. Brigadier d'infanterie en 1781 ; maréchal de camp, 7 mars 1788 ; général de division en 1790 ; se fit recevoir aux Jacobins, tâcha de se lier avec Mirabeau ; en février 1792, entraîné par son ambition, il engage le roi à venir lui-même, le 20 avril, au corps législatif et à déclarer la guerre à l'Autriche ; ministre de la guerre le 12 juin ; sert sous Luckner ; le 4 avril 1793, il passe à l'ennemi. A partir de cette époque, il mène une vie errante, se réfugie en Angleterre et meurt à Turvil Park, Buckinghamshire, le 14 mars 1823. Homme ardent, pour lequel l'obscurité était un supplice et auquel rien au monde ne coûtait pour être en scène.

des ingénieurs, des officiers d'artillerie, des sous-officiers et de bons canonniers.

Joseph et Frédéric II se revirent à Neustadt en Moravie, le 3 septembre 1770. « Il n'y a plus de Silésie pour l'Autriche, » dit Joseph en abordant le roi. Le prince de Kaunitz (1), premier ministre de Marie-Thérèse, répéta que cette princesse était plus résolue que jamais à empêcher les Russes de s'approprier la Moldavie et la Valachie, possessions qui les rendraient trop voisins de la Hongrie, qu'elle ne voulait pas qu'ils passassent le Danube, et que le seul obstacle à opposer à leurs projets de conquêtes était l'union de la Prusse et de l'Autriche. Ces conférences ne se bornèrent donc pas à des politesses. Prévoyant la rupture qui devait éclater entre la France et l'Angleterre, les deux souverains signèrent une convention secrète. Les plans consistaient à diriger les petits corps polonais sur la Pokutie, de manière à inquiéter les derrières de l'armée russe sur le Pruth et à détruire leurs magasins en Podolie et le long du Borysthène. La Pologne restait occupée par l'armée russe avec 25,000 hommes, plus 12 à 15,000 autres dans le palatinat de Kiew, l'Ukraine et la Podolie, avec leur magasin principal à Polonna. La confédération gagnait chaque jour des adhérents, bien que peu confiants dans la stabilité des dispositions de la France. Ainsi, à la fin

(1) Kaunitz (Winceslas, prince de), originaire d'une vieille famille de Bohême, est né à Vienne en 1711. Destiné d'abord à l'état ecclésiastique, la mort de son frère le rejeta dans le monde. Il fréquente les universités de Vienne, Leipsig, Leyde, voyage en Italie et épouse une Stahrenberg, descendante du chef qui avait défendu Vienne. Sous Charles VI, fait partie du conseil de l'Empire; envoyé par Marie-Thérèse en mission en Italie, à Bruxelles, en Angleterre, il y révèle de rares qualités; représente l'Autriche à Aix-la-Chapelle (1748); en 1751-1753, ambassadeur à Paris; c'est à son retour à Vienne qu'il décide le rapprochement vers la France. Chancelier de l'Empire, toute sa politique tendit à isoler la Prusse, avec le concours de l'Angleterre, de la Russie et de la Saxe, les catholiques d'Allemagne inclinant vers l'Autriche. Malheureusement un conflit mit aux prises l'Angleterre et la France. Kaunitz s'efforça d'abord de garder la neutralité, mais l'alliance française lui parut plus utile contre Frédéric que celle de la Grande-Bretagne, en voyant le Hanovre menacé incliner vers la Prusse. Ce rapprochement amena le traité de Versailles, 11 mai 1756, entre l'Autriche et la France. Les efforts de tous côtés n'aboutirent, après tant de combats, qu'à la paix d'Hubertsburg, conclue entre la Prusse, la Saxe et l'Autriche, et laissant les choses dans le *statu quo ante bellum*. Mort en 1794. (Voir le quatrième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 22.)

de 1770, de grandes espérances ranimaient la confédération. L'ordre se rétablissait, l'administration se réglait, l'armée régulière se formait.

La place de Zamosk renfermait 2,000 hommes, de l'artillerie de campagne; un contingent de 12,000 Saxons et Courlandais était enrégimenté, l'armée de Lithuanie prête à se déclarer; les Turcs se soulevaient en Moldavie. Mais tout cet échafaudage fut détruit par la disgrâce du 24 décembre 1770. Quoique les confédérés n'eussent plus rien à espérer de la diversion opérée par les Turcs, ils se défendaient avec opiniâtreté, rarement secondés par la fortune, contre les excursions des Russes sur tous les points de la Pologne et souvent à peu de distance de Varsovie.

La révolution intérieure qui renversa le duc de Choiseul anéantit ses projets et livra la Pologne à ses oppresseurs. Ses talents pouvaient encore conserver à la monarchie sa grandeur au dehors, et à l'intérieur, par son activité soutenue, maintenir la royauté dans sa force et la nation dans ses espérances. Cet exil fut pour la czarine un événement aussi heureux que les succès de ses généraux en Moldavie et en Pologne, car il avait fermé à la flotte russe l'entrée des Dardanelles en envoyant le baron de Tott au Grand Seigneur et avait gagné à ses vues les cours de Varsovie, de Stockholm et de Vienne.

Le successeur de M. de Choiseul, le duc d'Aiguillon (1), n'éprouva que de l'éloignement pour les plans conçus par Dumouriez, qui perdit bientôt tout crédit au ministère des affaires étrangères et vit suspendre le paiement du subside.

La résistance des Polonais, nation indisciplinée et presque désarmée, trahie par son roi et par son sénat, dans un pays ouvert, sans retraites, sans fortifications, où déjà l'ennemi occupait les points les plus importants, présente une des plus glorieuses et des plus déplorables luttes d'une nation pour la conservation de ses droits. Le conseil de la confédération s'établit sur la frontière de Hongrie, ce à quoi l'Autriche consentit secrètement. Quelques

(1) Le duc d'Aiguillon, devenu ministre des affaires étrangères le 6 juin 1771, ne tarda pas à prendre en considération les réclamations du conseil général des confédérés de Pologne. C'est à la fin de juillet qu'il choisit le baron de Viomenil, officier estimé, homme de caractère et très capable de bien diriger les entreprises militaires des confédérés, pour remplacer Dumouriez.

officiers français et des secours d'argent, envoyés de Versailles et de Constantinople, ajoutèrent à sa force réelle et plus encore à l'opinion qu'on en avait conçue. Repnin entra en négociations et proposa un armistice jusqu'à ce qu'il pût se procurer du renfort. Le vieux Pulawsky, le premier chef de la confédération, s'y opposait; en effet, le renfort arrivé, Repnin se jouant de l'armistice, fondit sur les confédérés et mit à feu et à sang les terres des vrais et sincères Polonais, qui pendant quatre ans résistèrent aux forces de la Russie. Les confédérés de Bar eussent bientôt succombé si d'importants changements, survenus dans la politique de l'Europe, ne fussent venus les seconder.

Le moment paraissant favorable à Frédéric II, il se dit qu'il était temps d'agir et de préparer le dénouement par une dépêche confidentielle adressée de Potsdam, le 2 mars 1771, à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le comte de Solms; il pressa la Russie de suivre l'exemple de l'Autriche, qui avait déjà envahi la Pologne pour la démembrer. (Archives de Prusse.)

Dans le mois d'avril, le général Suwarow occupait tout le palatinat de Cracovie, depuis Bobreck jusqu'à Nepolomuce sur la rivière de Donayesc, avec 6 ou 7,000 hommes. Cette rivière, d'un cours de quelques lieues, prend sa source au-dessus de Nowitarg et se jette dans la Vistule, vis-à-vis de Nowe-Miasto. Deux régiments de cuirassiers cantonnaient dans le bourg de Scavina en avant de Cracovie; le reste s'étendait à Zator, Oswiecim et Bobreck avec un détachement au-dessous de Calvary, le débouché de Landscron à Cracovie, sans compter un détachement en avant de Keuly. Les troupes des confédérés, dans la nuit du 29 avril, abordèrent les Russes, les refoulèrent jusque dans Zator, d'où ils se replièrent sur l'abbaye de Tiniec et y passèrent la Vistule. La tête de la cavalerie se porta au galop à Scavina et y entra. Le lendemain, les confédérés restaient maîtres de toute la rive droite de la Vistule.

Toujours en vue de hâter la solution si vivement désirée, le nouvel ambassadeur de Catherine II à Varsovie, le comte de Saldern, adresse à la nation polonaise, au nom de sa souveraine, une déclaration relative aux événements et spécialement dirigée contre la confédération de Bar. Ainsi les futurs copartageants, chacun à sa manière, se préparaient à saisir leur proie. La Pologne expirante

réclamait sans cesse et en vain le secours de la France. Cet État, qu'il importait de maintenir libre et puissant pour comprimer à l'Orient l'ambition de la Russie et conserver l'équilibre européen, succombait sous les attaques des puissances voisines et dans l'anarchie. Les subsides promis n'arrivaient pas; cependant il fallait entretenir 5 à 6,000 hommes commandés par Miaczinski et Walewski, qui bordaient les montagnes depuis Rabka jusqu'à Biala, en avant de Biélitz, frontière du duché de Teschen; ils occupaient Biala, Wlogidowice, Kenly, Saybusch et les villages environnants. Enfin il devenait nécessaire de s'étendre par la Vistule dans les plaines pour nourrir ses 5 à 6,000 chevaux, continuer les levées de l'infanterie par la conscription, ouvrir par Zator, Oswiecim et Bobreck une communication avec la Grande-Pologne, se rendre maîtres des salines de Bochnia et Williska et s'y procurer ainsi des fonds assurés.

Le 14 juin 1771, le roi de Prusse adressa de Potsdam à son ambassadeur en Russie une dépêche confidentielle lui exprimant toute la satisfaction qu'il éprouvait des intentions de Catherine II de hâter le partage de la Pologne. Il y garantissait à la Russie tout ce qui serait à sa convenance, à charge de réciprocité; il ajoutait qu'en supposant que l'Autriche trouvât sa part trop faible, on pouvait lui offrir la lisière de l'État de Venise qui la coupe de Trieste. « Quand même, assurait-il, les Autrichiens *feraient les méchants,* notre union les fera passer par tout ce que nous voudrons. » Les succès des Polonais, en les enorgueillissant, rendait les chefs plus insubordonnés et moins unis entre eux. Les nouvelles d'Éperies n'étant pas rassurantes, le général Sboinski demanda à la cour de Vienne de permettre à la confédération de se rassembler à Biélitz.

Les mois de mai et de juin s'étaient passés en discussions, lorsqu'on sut que Suwarow, en attendant un renfort, marchait de Sandomirz sur la rivière Donayesc. Il s'avança contre les coalisés de Cracovie, et arriva devant le Duneyetz, dont la rive opposée était gardée par les Polonais. Sous la protection d'une batterie qu'il fit établir immédiatement, les grenadiers se lancèrent dans le fleuve et le traversèrent, ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Un gué, découvert un peu plus haut, permit au reste de l'armée de passer la rivière.

Suwarow, traversant la Vistule le 12 juin, arrivait à Landscron, suivi de toute l'armée russe, et le 28 y infligeait une défaite à Dumouriez. En voyant marcher à eux deux régiments russes, Saint-Pétersbourg et Astrakan, les Lithuaniens, au lieu de les attaquer, se débandent. Miaczinski, en essayant de les rallier, est blessé et pris. Cependant Walewski, qui formait la gauche, put se retirer en bon ordre derrière Landscron. Les chasseurs français s'étaient jetés dans Landscron, dont le feu obligea bientôt la cavalerie ennemie d'abandonner le champ de bataille.

Dans l'été de 1770, Marie-Thérèse envoyait ses troupes prendre possession du comté de Zipps, ancien district hongrois, mais que la Pologne possédait depuis plus de trois siècles, Sigismond, roi de Hongrie, le lui ayant cédé en garantie d'un engagement. Une si brusque invasion dut provoquer des remontrances même de la part de Stanislas. L'Autriche passa outre sans s'émouvoir. Les événements de la guerre, en amenant les armées russes dans le voisinage des possessions autrichiennes, commençaient à donner des craintes à la cour de Vienne sur la sûreté de la Hongrie. Frédéric ne tenait pas à voir son allié accroître ses forces; les deux grandes cours d'Allemagne redoutaient également de voir le territoire russe s'étendre aux dépens de la Turquie. Frédéric, lié par son traité avec Catherine, ne pouvait songer à s'y opposer ouvertement. Kaunitz, qui dirigeait le cabinet de Vienne, tenait encore à l'alliance de la France; en outre, un voisin tel que la Russie lui inspirait de vives inquiétudes sur ses frontières de l'ouest; c'était pour lui un double motif de seconder les négociations françaises à Constantinople.

Au mois de juillet 1771, il conclut avec la Porte un traité secret par lequel l'Autriche s'engageait à obtenir de la Russie, amiablement ou par la force, la restitution de toutes les conquêtes faites par la Russie. Kaunitz commençait à se méfier de la puissance de la France, la chute de M. de Choiseul redoublait ses appréhensions; dès lors, sans rompre ouvertement, il relâcha les liens qui l'unissaient à elle : c'est ainsi qu'il se trouva conduit insensiblement à adopter, pour prévenir le danger de l'agrandissement de la Russie, le seul expédient qui pût le dispenser de se jeter dans une nouvelle guerre.

Sur la recommandation du prince de Condé, le duc d'Aiguillon

envoie en Pologne M. de Vioménil (1), qui arrive à Bielitz dans les premiers jours de septembre, et Dumouriez est rappelé en France. En ce moment, une armée du roi de Prusse, en s'avançant sur leur territoire, avertissait les Polonais que le conquérant de la Silésie cherchait à s'agrandir et que l'Autriche, qui d'abord avait été un auxiliaire, restait à l'écart.

Le 3 novembre, s'accomplit un des coups de main les plus audacieux des confédérés, l'enlèvement du roi Stanislas-Auguste, opéré à Varsovie dans la nuit du 3 au 4 par quelques conjurés, qui devaient le conduire prisonnier au camp de Pulawski; mais, au milieu de l'obscurité, on s'égara, et Poniatowsky rentrait quelques jours après à Varsovie au milieu des acclamations.

Frédéric adresse, le 25 décembre 1771, à Catherine quelques réflexions sur le moment le plus favorable de démembrer la Pologne au profit de la Prusse et de la Russie, sans même se concerter avec l'Autriche. Sur un seul point seulement il hésitait : était-il plus avantageux d'attendre la conclusion de la paix avec la Turquie, ou d'agir aussitôt qu'une armée russe se montrerait sur les bords méridionaux de la Vistule? Il devenait nécessaire pour la France d'avoir un ambassadeur à Vienne. On décida d'y envoyer le prince Louis de Rohan, cardinal et coadjuteur de Strasbourg; sa nomination date du 4 juillet 1771, mais il n'arriva à son poste que le 10 janvier 1772. Dès le 20, le nouvel ambassadeur exposait au duc d'Ai-

(1) Vioménil (Antoine-Charles du Houx, baron de), né en 1725; lieutenant au régiment de Limosin le 26 septembre 1740; enseigne le 21 décembre 1741; capitaine le 28 mars 1747; colonel des volontaires de Dauphiné le 10 février 1759; se distingue dans les campagnes sous le prince de Condé en 1761 et 1762, où il fut nommé brigadier le 25 juillet; colonel de la légion de Lorraine le 5 juillet 1763, il passa en Corse avec ce corps et fit la campagne de 1768 sous le marquis de Chauvelin et celle de 1769 sous M. de Vaux; maréchal de camp, le 3 janvier 1770; en août 1771, il partit pour la Pologne avec un certain nombre d'officiers français et les secours d'argent destinés aux confédérés; ne revint en France qu'après le partage de la Pologne en 1772, emportant l'estime et la confiance des Polonais, pour lesquels il fit tout ce que les circonstances permettaient; en 1780, passe en Amérique; en 1781, lieutenant général; gouverneur de la Rochelle le 13 juin 1783; en juillet 1789, à l'armée rassemblée sous Paris. En juin 1791, il fut sur le point d'accompagner le roi pour Montmédy; peut-être par son énergie l'eût-il sauvé et réparé la faute du duc de Choiseul; il reçut un coup de feu, le 10 août 1792, à l'attaque des Tuileries; sa blessure ne se referma pas, le sang se décomposa, et il mourut en février 1793.

guillon les vues ambitieuses de la politique russe en Orient et de la Prusse en Pologne. Il montrait l'Autriche prête à entrer en guerre contre la Russie. Elle devait soutenir seule le poids de cette guerre : alors la France pourrait en profiter pour étendre ses limites du côté de la Flandre, fixer l'état de la maison de Bourbon en Italie et tarir la source des prétentions de l'Empereur dans cette contrée. Il insinue l'idée de faire jouer à la France un rôle principal dans la guerre en employant en Pologne contre la Russie le contingent de 24,000 hommes stipulé par le traité de 1756. « Je vous supplie, Monsieur le duc, ajoutait-il, de me faire connaître votre opinion sur ces premières idées, afin de puiser dans vos conseils le degré de force et de fermeté qu'il faudra mettre dans ma manière de traiter avec le prince de Kaunitz. » Le 6 février, M. d'Aiguillon répondit : « Le roi n'a contracté qu'une seule obligation et il se bornera à la remplir : c'est celle de secourir la maison d'Autriche, si elle est attaquée. Quant aux vues d'agrandissement que le roi de Prusse fonde sur ses succès, nous devons nous borner à observer. »

M. de Vioménil, après avoir étudié le caractère, la conduite et l'influence des chefs polonais, voulut tout de suite, pour occuper les esprits, surprendre le château de Cracovie. Appliqué à tout ce qui pouvait contribuer au succès de sa mission, M. de Choisi (1) s'était procuré sur la ville et le château de Cracovie des renseignements qui pussent le mettre un jour en mesure d'y surprendre et d'en chasser les Russes.

Dès la fin de décembre 1771, il s'était ménagé des intelligences avec les supérieurs des Carmes de la maison de Cracovie, qui devaient lui faciliter l'entrée de la ville, et il avait pris connaissance d'une porte du château où par négligence il n'y avait ni garde ni sentinelle. M. de Choisi exécuta son projet dans la nuit du 1er au 2 février, avec des soldats français ayant à leur tête MM. de Saillant, de Viomémil, frère du général, et Charlot, qui fut blessé d'un coup de feu aux deux jambes, ainsi que Després.

(1) Choisi (Claude-Gabriel de), soldat le 16 juin 1741; capitaine aide-major des volontaires de Hainaut, 1er janvier 1757; major, 23 avril 1763; lieutenant-colonel, 25 août 1767; brigadier, 24 mars 1772; mestre de camp du 4e régiment de chasseurs à cheval, 29 janvier 1779; maréchal de camp, 5 décembre 1781 lieutenant général, 1791; incarcéré pendant la Terreur; mourut vers 1795.

Le 2 février, M. de Choisi, arrivé sous les murs de la ville avant le jour, trouve tous les points fermés et impossibles à ouvrir sans le canon. Il se retire à Tinieck avant 8 heures du matin, sans être aperçu de l'ennemi. Il fait alors deux parts de ses hommes, l'une, sous M. le capitaine de Vioménil, pour surprendre le château, l'autre, sous le capitaine de Saillant, pour assaillir la porte la plus voisine. M. de Vioménil, ayant trouvé une crevasse dans la muraille, y fait passer son détachement à plat ventre et, après avoir égorgé cinq ou six sentinelles, se rend maître de la place; M. de Saillant le suivit de près. Le seul canon trouvé dans la place fut tiré à coups réitérés pour donner l'éveil à M. de Choisi, qui arriva avec 2 pièces d'artillerie. La ville prise, il en fit porter la nouvelle au baron de Vioménil. Soutenu par deux maréchaux de la confédération avec de la cavalerie, 2 pièces d'artillerie, il traverse la Vistule et ordonne à tout risque de marcher au château. MM. Duclos, Valcourt, Dittwar, Duhoux, le lieutenant-colonel d'Elliot, Marion, de Kellermann, Galibert et Charlot se firent remarquer dans cette affaire. C'est ainsi qu'après deux attaques ils pénétrèrent dans la ville, et, de là se portant à Wielicksa, ils y firent prisonniers 1,800 Russes.

Mais la famine commença à se faire sentir dès le 5 février. Le 8 février, l'ennemi travaille activement à resserrer la ville et le château, situé sur une colline au pied de la Vistule, entre la ville et le faubourg Casimir. Du 10 au 20, il établit un pont de communication sur la Vistule, sans que le feu de part et d'autre se ralentisse un instant, et malgré de continuelles alertes de nuit.

Le 29, l'ennemi se décide à donner un assaut général : pendant que 1,800 hommes attaquent sur différents points, une colonne de 1,000 grenadiers se présente à la porte avec des pétards; mais elle est repoussée à coups de fusil et de pierres par les confédérés, ayant à leur tête MM. de Labain et Héry. La perte de l'assaillant dans cette affaire dépassa 600 hommes.

Du 2 au 8 mars, les brèches sont réparées malgré deux alertes. Du 8 au 15, les Russes travaillent à leurs lignes de circonvallation. Du 22 mars au 1er avril, les Russes élèvent plusieurs batteries et redoutes; tandis que, la famine augmentant chaque jour dans la place, la viande de cheval et des animaux domestiques était devenue depuis longtemps la seule ressource des assiégés. Du 1er au 8, les Russes,

toujours occupés à leurs retranchements, démasquent une batterie dont les projectiles accablent la ville et mettent le feu aux maisons (1). Sous le feu continuel de cette batterie, la brèche de la tour s'agrandit; M. de la Serre, colonel français, y est dangereusement blessé. La détresse augmente, et nos malheureux blessés meurent faute de soins. Les Russes commandent une seconde brèche, et la désertion, par suite de la misère, fait de grands vides parmi les assiégés. Dans la nuit, le général Galibert, un Français, se présente aux retranchements et est conduit, les yeux bandés, au comte Suwarow (2), qui lui dicte les articles de la capitulation. Le 24, il retourne vers Suwarow pour demander des conditions moins dures; mais le général russe répond que, s'il revient encore sans l'acceptation pure et simple des articles, il faut s'attendre à des conditions moins favorables.

Voici ce que portait la capitulation signée entre le général Suwarow et M. de Choisi : 1° La garnison doit mettre bas les armes. 2° Elle aura la vie et les habits saufs. 3° Les troupes françaises qui en font partie se rendront simplement prisonnières, mais non prisonnières de guerre (article fondé sur ce qu'on n'aurait pas pu

(1) Un sous-officier, porteur de dépêches, est arrêté, la nuit du 10, sur la Vistule avec une lettre chiffrée pour le général Vioménil : les assiégés demandaient des secours avec instances. Ils manquaient de vivres, les malades augmentaient, on était réduit à manger du cheval, et dans cet état, pour abréger leurs souffrances, le comte Suwarow fit savoir par le capitaine Weimarn aux officiers français que, si la garnison ne se rendait pas, elle serait passée au fil de l'épée.

(2) Suwarow (Alexandre, comte de Rymnikski), feld-maréchal, né en 1730, d'origine suédoise; fit sa première campagne en 1759, sous le comte de Fermor; se distingue à Kunnersdorf, à la prise de Berlin; en Pologne, de 1769 à 1772, il combat les confédérés; en 1783, il soumet à la Russie les Tartares du Kuban; de 1787 à 1789, sert contre les Turcs; en 1792, il arrive en Pologne, pour remplacer le général Fersen, fait prisonnier à Kosciusko; s'empare de Varsovie; en 1799, commande en Italie l'armée qui se joint aux Autrichiens; mais, mal secondé ou malheureux dans ses opérations, il est rappelé en 1800 par Paul I[er]. Accablé de chagrins, il se retire dans sa terre de Polendorf (Esthonie), et meurt le 18 mai de la même année.

Son fils, militaire de grande espérance, parvenu au grade de major général d'infanterie, en 1811, se rendant de Bucharest à Jassy, périt en passant la rivière de Rymnikski, alors débordée. Par une fatalité singulière, c'était la rivière même sur les bords de laquelle son père avait remporté la victoire à laquelle il dut son surnom de Rymnikski.

les échanger, parce qu'il n'y avait point de guerre entre la Russie et la France). 4° Les troupes françaises, sous les ordres du général Vioménil, seront transférées à Lemberg, celles de Dumouriez à Biala en Lithuanie, et celles des confédérés polonais à Smolensk. Les prisonniers furent conduits sous escorte à Lublin, où on les distribua en trois convois pour leur destination définitive.

Le rôle de notre ambassadeur à Vienne se réduisait à une simple protestation platonique; c'était une conséquence de la résolution prise par le cabinet de Versailles de ne pas s'opposer par la force au démembrement de la Pologne. Il demeura donc simple spectateur des ambitions qui s'agitèrent autour de lui; les événements qui allaient s'accomplir, Louis XV et ses ministres les acceptaient d'avance. Bien qu'à cette date les négociations entre les puissances copartageantes fussent très avancées, et que depuis trois semaines Kaunitz et Galitzin eussent décidé de prendre part au démembrement, dans ses dépêches du 2 mars 1772, notre représentant assurait que l'Impératrice-reine ne souffrirait pas que l'équilibre fût rompu par un démembrement qui donnerait trop de prépondérance aux cours voisines et rivales.

Dans sa lettre de Vienne, en date du 1er mai 1772, il dit : « On ne peut plus douter du démembrement de la Pologne : cette injustice est hautement blâmée. L'ambassadeur d'Angleterre est furieux que ce projet ait été conduit avec tant d'adresse que lui ni les ministres de sa cour à Saint-Pétersbourg et à Berlin ne s'en sont doutés, et que lord Cathcart ait même été la dupe du comte de Panin, qui lui a tenu un langage tout opposé. »

Quelque temps après, lorsque les préparatifs pour l'envahissement des provinces polonaises furent devenus publics, l'ambassadeur français eut à ce sujet une audience secrète de l'Impératrice-reine; elle suppliait le roi de France de s'en reposer sur les négociations de son fidèle allié pour conduire les choses de manière à pacifier la Pologne sans exciter de convulsion en Europe. Triste comédie que Frédéric de Prusse nous dévoile en quelques mots : « J'ai vu Marie-Thérèse pleurer sur les infortunes des Polonais opprimés; mais cette princesse, habile à dissimuler ses projets, a des larmes à volonté; d'une main elle porte son mouchoir aux yeux, et de l'autre elle manie le sabre qui doit partager la Pologne. »

En février et mars 1772, les puissances avaient échangé une déclaration par laquelle elles s'engageaient à admettre le principe de l'égalité dans le partage. Au mois d'août, les traités de démembrement sont conclus à Pétersbourg; en septembre, les prétentions et résolutions des cours alliées sont publiées à Varsovie. Les Polonais, sans conseils, sans appui, livrés à leur enthousiasme national, mais aussi aux tristes divisions de leur monarchie élective, dans un moment d'indignation contre leur roi trop soumis à la Russie, avaient déclaré le trône vacant. Cet acte légitima la triple invasion des Russes, des Prussiens et des Autrichiens, tous d'accord sur le partage. Quatre parts furent faites de ce malheureux royaume, dont trois pour Catherine, Marie-Thérèse et Frédéric; la dernière fut laissée à ce qu'on appela la république, avec une sorte de constitution. La faiblesse du gouvernement français et le peu de dispositions que montrèrent ses ministres à risquer une guerre permirent enfin l'accomplissement de la fatale résolution. La France et l'Angleterre avaient perdu à cette époque toute influence dans les affaires de l'Europe, la France par sa confiance aveugle en la cour de Vienne, l'Angleterre par sa mauvaise foi envers la Prusse, qu'elle avait laissée alors sans allié. Toutes deux auraient eu néanmoins le temps d'intervenir dans cette grande lutte si elles l'avaient voulu, car l'exécution du démembrement fut encore retardée par les dissidences des copartageants et par la résistance des Polonais. Catherine refusait de laisser Frédéric prendre possession de Dantzig; Joseph II suggérait un partage plus étendu; malgré des protestations d'une inviolable amitié, les coalisés se trouvèrent plus d'une fois sur le point d'en venir à des hostilités ouvertes. Les puissances durent convoquer un semblant de diète à Varsovie le 19 avril 1773. Cernée par les baïonnettes étrangères, cette assemblée dérisoire ratifia servilement, le 3 août et le 18 septembre 1773, ce qui avait été fait; la république céda, par un prétendu traité, ses plus belles provinces. La Pologne n'existait plus dès lors; son indépendance était détruite.

Dans la ville libre impériale de Lindau, le 26 novembre 1773, eut lieu la dernière protestation des confédérés de Bar contre le démembrement de la république et contre les violences de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie. En effet, après avoir vainement imploré la France et l'Angleterre, la Pologne succombait sous

les forces réunies des trois puissances ses voisines, ne conservant de sa grandeur passée que le souvenir attaché à la vertu, à l'honneur, au courage et à l'amour de la patrie. C'est alors que Louis XV, vivement affecté de ce dénouement, s'écria : « Si Choiseul eût été ici, le partage n'aurait pas eu lieu (1). »

Le partage de la Pologne fut la conséquence de l'état d'anarchie qui désolait cette république. Les Polonais avaient autrefois formé un État grand et considéré, une nation puissante et respectée de ses voisins. Puis la décadence était venue pour la république, en proie aux factions, exposée tour à tour aux invasions des Turcs, des Russes et des Suédois, dont elle ne put se délivrer qu'en leur abandonnant ses plus belles provinces. L'aristocratie des nobles avait fait place à la monarchie, seul gouvernement qui puisse convenir à un grand peuple; cette aristocratie devint oppressive et tyrannique. « Demeurés seuls, dit M. de Ségur, sans subordination, sans armée régulière, sans tiers état, sans finances, sans commerce, sans artillerie, sans forteresses, les Polonais ne pouvaient plus opposer à leurs voisins qu'une valeur inutile et le souvenir de leurs anciennes victoires. »

(1) Le chancelier lui-même ne se montra pas plus que Joseph II enclin à favoriser l'agrandissement de la Prusse. D'après le prince de Kaunitz, le comte de Cobentzel et M. de Vergennes, dès qu'il fut question du partage qui devait donner à la Prusse un accroissement de territoire qu'elle redoutait, la cour de Vienne en prévint la France et fit entendre qu'elle s'y opposerait si Versailles voulait la soutenir. Louis XV ne donna que des réponses vagues; l'Autriche alors aima mieux concourir au partage de la Pologne que de soutenir seule la guerre contre les Prussiens et les Russes réunis.

CHAPITRE X.

SUÈDE.

Alliance naturelle de la Suède et de la France. Charles-Quint, François Ier.

1678. — Louis XIV. Traité de Nimègue. — 1697. Traité de Ryswick. Notre médiation. — 1700. Charles XII. — 1708. Bataille de Dobrzyn. — 1709. Bataille de Pultawa. — 1714. Le général suédois Armfeld, battu à Lappo. — 1718. Décembre. 12. Mort de Charles XII. — 1720. Juillet. 27. Combat naval d'Hango-Udd. — 1721. Août. 30. Traité de Nystadt. — 1733. La Suède abandonne la politique de la France. — 1739. Juin. 19. Mort du major Sainclair. — 1740. Décembre. 1er. Convocation de la diète. qui n'a lieu que le 22.

1741. — Juin. 21. Convention avec la Suède. — Juillet. 24. La guerre votée à l'unanimité. — 28. Rupture avec la Russie. — Septembre. 2. Le maréchal Lewenhaupt sur la frontière.

1743. — Juillet. 9. Les Suédois mettent le feu à Frédérickshaın. — 14. M. de Lascy passe le Kymen. — Août. 9. M. de Lewenhaupt traduit devant un conseil de guerre. — 15. Subit la peine de mort.

1744. — Négociations entre la France et la Russie. Paix d'Abo. — 1748. Les Russes marchent sur Stockholm.

1750. — Mai. 25. Menace d'intervention militaire contre la Russie. et d'envoi d'un corps d'armée en Suède. Mort du roi. Adolphe-Frédéric son successeur.

1757. — Janvier. 1er. Prise de Damgarten. — Avril. 1er. Traité de Versailles. — Septembre. 22. Convention de Stockholm. M. de Montalembert le 11 novembre à l'armée suédoise.

1758. — Continuation des hostilités. Marches et combats. — Novembre. Nécessité des quartiers d'hiver, les Russes se retirent.

1759. — Les hostilités reprennent. — Janvier. 21. Projet de jeter en Écosse 12,000 Suédois. Promesses d'indemnités. — Septembre. 23. M. de Caulaincourt remplace M. de Montalembert.

1760. — Entreprises des Suédois dans la Poméranie et la marche d'Ucker; l'armée suédoise se retire.

1761. — Suspension d'armes avec la Prusse. — 1762. Mort de l'impératrice de Russie. — 1765. Janvier. 18. Ouverture de la diète. — 1766. Février. 5. La Suède s'allie avec l'Angleterre. — 1768. Peu de changements dans la politique.

1771. — Gustave III succède à son père Adolphe-Frédéric. Projets de s'affranchir de la domination aristocratique. Son voyage en France du 8 novembre 1770 au 18 mars 1771. Passage à Berlin. M. de Vergennes désigné comme ambassadeur. Instructions de M. de Choiseul, 4 mars 1771. — Juin. 25. Réunion de la diète. — Novembre. 28. L'anarchie est à son comble.

1772. — Struensée, 15 janvier-18 avril. Premier partage de la Pologne. 25 juillet. — Coup d'État, 19 août. — Septembre. 17. M. de Lieven à Versailles. — Appel de troupes françaises; la brigade allemande désignée. Difficultés de passage.

1773. — Départ de Dumouriez pour Hamburg: sa correspondance découverte par le duc d'Aiguillon. M. de Monteynard, ministre de la guerre, est sacrifié.

1774. — Janvier. 14. M. d'Aiguillon réunit les portefeuilles de la guerre et des affaires étrangères.

L'alliance entre la France et la Suède est toute naturelle, car elle se fonde sur la même fierté, le même courage, le même amour du changement et du bruit; mêmes vicissitudes dans la liberté comme dans la politique. Gustave Vasa fut l'allié de François I[er] contre les envahissements de Charles-Quint; Gustave-Adolphe combattit Ferdinand II, depuis le traité conclu à Berwald entre la Suède et Louis XIII en 1631. Cependant les progrès de Gustave-Adolphe, s'avançant comme un torrent jusqu'à nos frontières, l'avaient rendu formidable, et la politique du chancelier Oxenstiern embarrassa souvent celle de Richelieu. Les négociations de la paix de Westphalie traînèrent longtemps par l'opposition des intérêts et des prétentions de la Suède avec les nôtres, et plus tard, sans aucun motif apparent, elle se laisse engager dans la triple alliance (28 janvier 1668), pour nous arracher les Pays-Bas de concert avec l'Angleterre et la Hollande.

Dans la guerre qui précéda le traité de Nimègue, elle revient à notre union; mais les malheurs de ses armes et les fautes de son gouvernement lui font perdre en deux campagnes tous ses États dans l'Empire. Elle allait succomber, quand Louis XIV la sauva en portant ses armes victorieuses dans la basse Allemagne et en permettant ainsi à la Suède de réparer ses pertes. Quelque avantageuses qu'aient été pour nous les conditions du traité de Nimègue (1678) (1), elles l'auraient été bien davantage si Louis XIV n'avait

(1) Cette paix de Nimègue, dont le roi dicta les conditions, se compose de trois traités : le premier entre la France et la Hollande, le 10 août 1678; le second

préféré à ses intérêts l'honneur de protéger cette puissance alliée. Remontée au plus haut degré de prospérité, elle offrit sa médiation pendant les négociations de la paix de Riswick (1697) (1). Albéroni, sentant dans l'Angleterre l'âme de la quadruple alliance, chercha à armer contre elle le roi de Suède et le czar, tous deux ennemis de Charles Ier. Charles XII voulait reprendre Brême et Werden sur les Hanovriens et la Norwège sur les Danois.

Les ministres suédois accrédités à la Haye et à Londres, MM. de Goërtz et Gyllemborg, désespérant d'obtenir des subsides de la France, en demandèrent aux jacobites, en leur persuadant que l'insuccès de leurs entreprises provenait du manque de troupes régulières : Charles XII avait encore une armée, facile à faire passer de Gothenburg en Écosse, et, une fois débarquée, elle rétablissait le prétendant. Charles XII n'eut jamais connaissance de ce projet, que même il désavoua.

Le roi de Danemark et le duc de Holstein-Gottorp se disputaient la possession du Sleswig. Charles XII étant intervenu en faveur du duc, son beau-frère, la guerre s'ensuivit entre la Suède et la Russie; c'est alors que le roi de Pologne et le czar jugèrent l'occasion favorable pour envahir les provinces suédoises du sud-est de la Baltique. Mais Charles XII fut partout victorieux. Narwa (20 novembre 1700), les traités de Travendahl et d'Alt-Raustadt (24 septembre 1706), entourèrent les commencements du jeune roi de Suède d'un éclat incomparable.

La diplomatie française cherchait à cette époque à attirer vers

avec l'Espagne, le 17 septembre; le troisième avec l'Empereur et l'Empire, à la réserve de l'électeur de Brandebourg et de quelques autres petits princes. Ce qu'il y a de remarquable dans le traité avec les Hollandais, auxquels on rendit Maëstricht, c'est qu'après avoir été l'unique objet de la guerre de 1672, ils furent les seuls à qui tout fut rendu.

(1) A la paix de Riswick, Charles XI, médiateur, meurt à quarante-deux ans. Charles XII, son fils, quoique en minorité, continue la médiation. Son père, en minorité comme lui, avait été médiateur de la paix d'Oliva. Elle comprend un premier traité avec la Hollande, du 20 septembre, ayant pour bases les traités de Munster et de Nimègue, et qui nous rendit Pondichéry; un second avec l'Espagne, signé une heure après; un troisième avec l'Angleterre, le 21; enfin un quatrième avec l'Empereur, le 30 octobre, par lequel le duc de Lorraine est rétabli dans ses États, ainsi que le duc Charles, son grand-oncle, qui en avait joui en 1670.

elle Charles XII. MM. de Ricous (1) (20 janvier 1707) et de Besenval (2) furent chargés d'aller le trouver dans ses camps pour tâcher d'obtenir une déclaration d'alliance. Mais, le 29 août 1708, Galitzin remportait la victoire de Dobizyn (Lithuanie); celle de Lessno sur le général Lewenhaupt, enfin celle de Pultawa, le 9 juillet 1709, à laquelle il eut une si grande part, car ce fut à lui que se rendirent les débris de l'armée suédoise à Biélocervkowka, sur la Psel, trois jours après leur défaite. En 1714, le général suédois Armfeld est battu en Finlande, à Lappo, près de Wasa. Les agents suédois s'attachèrent plus que jamais à leur projet de réconciliation entre la Suède et la Russie, par l'intermédiaire d'Albéroni. Le duc d'Ormond se rendit d'Espagne à l'île d'Aland, où fut signé le traité de novembre 1718, en vertu duquel le czar gardait ses conquêtes sur la Baltique, mais promettait d'appuyer le roi de Suède pour reprendre la Norwège, Brême et Werden. Tous ces projets furent anéantis par la mort de Charles XII, tué le 12 décembre 1718 au siège de Frédérichshald en Norwège. Alors la Suède, épuisée, ne chercha qu'à s'assurer la paix. Les victoires de Charles XII auraient été pour Louis XIV une consolation dans ses malheurs, une ressource même pour la France, si ce conquérant ne fût allé se perdre en Ukraine. Réduit à chercher un asile en Turquie et rentré enfin dans ses États pour les perdre pièce à pièce, il y reçut toujours les bienfaits de Louis XIV, qu'il avait évité de secourir dans un de ses moments d'infortune. Charles XII ne laissait pas d'héritier direct; par la mort de sa sœur aînée et de son mari le duc de Holstein, Charles-Frédéric leur fils devenait le successeur de Charles XII. Contre ce prétendant, la seconde sœur du roi, Ulrique-Éléonore, mariée au prince Frédéric de Hesse-Cassel, réclama la couronne, et l'obtint par le choix des États; elle fut bientôt remplacée par Frédéric Ier, qui régna plus de trente ans (de 1720 à 1751).

La Suède avait déjà traité avec le Hanovre en 1719, en lui cé-

(1) Ricous, officier d'origine étrangère, blessé à Hochstedt, 13 août 1704; mort en août 1709.

(2) Besenval, capitaine des gardes suisses, envoyé extraordinaire en Pologne et dans le Nord. « Homme à deux mains, d'esprit, de manège et de tête. » (Saint-Simon.) Père du baron de Besenval, auteur des *Mémoires* sur la cour de Marie-Antoinette.

dant Brême et Werden; avec la Prusse en 1720, en lui abandonnant Stettin. La France et l'Angleterre lui firent signer deux nouveaux traités : l'un, en 1720, avec le Danemark; l'autre avec la Russie, qui, après le combat naval d'Hango-Udd (1), le 27 juillet 1720, exigea, par le traité de Nystad, 30 août 1721 (2), la cession de la Livonie, de l'Esthonie, de l'Ingrie, de la Carélie, d'une portion de la province de Wiborg, des îles d'Oesel, de Dago et de Moön, accordant seulement en retour la reconnaissance de privilèges aux marchands suédois dans les ports de Riga et de Revel. C'est au prix de ces concessions qu'après une longue et sanglante guerre, la Suède recouvra la tranquillité. L'œuvre de Gustave-Adolphe s'écroulait tout entière, celle de Pierre le Grand s'affermissait sur sa base. Après avoir étendu sa domination sur tout le littoral de la Baltique, sur les bouches du Wéser, sur l'Allemagne et le nord de l'Europe, la Suède se trouvait rejetée dans ses anciennes limites; la Baltique devenait un lac russe.

La Suède ne fut pas toujours aussi reconnaissante qu'elle aurait dû l'être envers Louis XV; quand, en 1733, il fut question de rétablir sur le trône de Pologne le roi Stanislas, les ministres suédois, alors livrés à l'Angleterre, furent remplacés par des successeurs mieux intentionnés, et voilà tout. Les préliminaires de la paix qui devait terminer cette guerre de la succession de Pologne furent signés, le 3 octobre 1735, à Vienne. Stanislas, reconnu roi de Pologne, abdiquait en conservant le titre et les honneurs de la royauté, avec la possession des duchés de Lorraine et de Bar en

(1) Ce combat fut le début de la marine russe. Pierre le Grand écrivit à Galitzin, en lui envoyant une épée garnie de diamants : « Cette victoire est d'autant plus grande qu'elle est remportée sous les yeux de MM. les Anglais, ces défenseurs zélés des Suédois. »

(2) Le traité de Westphalie (1648) fit deux Poméranies, l'antérieure et l'ultérieure, dont l'Oder formait les limites, et donna cette dernière à la Prusse et la première à la Suède, plus Stettin, Garz, Damm, Golnow, l'île de Wollin, le Frische-Haff et les deux rives de l'Oder, avec le nom de Poméranie suédoise. La guerre de 1700-1721, terminée par le traité de Nystad (1721) entre la Russie et la Suède, la diminua beaucoup, en cédant la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie et la Carélie. En 1807, elle perdit encore Stralsund et l'île de Rugen. Le tout, en 1814, fut cédé au Danemark, en échange de la Norwège; puis en 1815 le Danemark le céda à la Prusse en échange de Lauenburg, de sorte qu'aujourd'hui la Prusse réunit toute la Poméranie.

échange du duché de Toscane, promis aux enfants de Philippe V. Don Carlos devenait roi de Naples et de Sicile, et le duc François de Lorraine recevait le grand-duché de Toscane. Telles furent les conditions du traité de Vienne, signé, le 18 novembre 1738, entre la France et l'Autriche.

La France ne s'était longtemps proposé dans ses rapports avec la Suède que d'assurer l'équilibre politique de l'Europe et particulièrement celui du Nord (1). A l'imitation de l'Angleterre, elle songea à tirer parti de ses richesses en fer, cuivre, bois, et conclut, à Paris, le 25 juin 1741, une convention provisoire par laquelle elle accordait à la France la franchise du port de Wismar. L'intention des deux cours était d'établir ainsi un commerce direct d'importation et d'exportation, et d'enlever par là les bénéfices de la commission aux Anglais, Hollandais et Hambourgeois. Cette convention devait en outre avoir pour effet de favoriser l'établissement de maisons françaises de commerce dans les différents ports de la Baltique, et de familiariser nos marins avec cette partie des mers.

En 1739, la mort du major Macolm Sinclair, assassiné le 19 juin près de Naumburg (Silésie), lorsqu'il regagnait la Suède, de retour d'une mission à Constantinople pour engager la Porte à une alliance, réveilla la haine publique contre les Moscovites.

La diète fut convoquée le 1er décembre 1740. Mais pendant ce temps, Munich battait les Turcs à Chocsim (Moldavie) et les forçait à une paix désastreuse, de sorte que la Russie, libre de ce côté, avait réuni une armée considérable vers la Finlande. L'ouverture de la diète n'eut lieu que le 22 décembre. Après des débats orageux qui durèrent plus de six mois, la guerre fut votée par la diète avec enthousiasme le 24 juillet 1741, malgré les efforts du roi et du parti français, qui prévoyaient une défaite certaine. La

(1) La mort de Charles VI, empereur d'Allemagne, dernier rejeton mâle de la famille de Hapsburg, le 20 octobre 1740, donne le signal d'une nouvelle guerre de succession. L'alliance de Frédéric avec la France et l'Espagne est signée à Versailles le 18 mai 1741 (traité de Nymphenburg): c'est un projet de partage des possessions de la maison d'Autriche. Le roi de Pologne comme électeur de Saxe, le roi de Sardaigne, les électeurs de Cologne et palatin y entrèrent successivement. Afin de priver Marie-Thérèse du secours des Russes, on excita la Suède à leur déclarer la guerre.

France en ce moment voulait empêcher la Russie de se joindre à l'Autriche dans la guerre de la succession d'Autriche, et elle avait tout intérêt à lui créer des embarras, tels qu'une guerre avec la Suède; mais elle aurait désiré en retarder la déclaration jusqu'au moment où tout serait prêt pour opérer cette diversion avec succès. L'intérêt de la Russie était au contraire de précipiter les choses, afin de profiter de l'impuissance actuelle de l'ennemi.

Le 28 juillet 1741, la rupture définitive de la Suède et de la Russie fut déclarée. La cour de Stockholm se décidait à attaquer, et la France, qui était pour quelque chose dans cette détermination, résolut d'empêcher à tout prix une intervention russe en Allemagne.

Le maréchal Lewenhaupt (1) se rendit en Finlande afin d'y organiser les quelques troupes transportées sur ce point. Une seule route traverse ce pays, où est placée Wiborg, qui ferme l'accès de l'Ingrie ; on avait fortifié Wilmanstrad, Frederichshamm et Kolschensalm. Une armée russe, sous le maréchal Lascy, massée derrière Wiborg, n'attendait que le signal de se jeter sur les Suédois. L'attaque commença; les Suédois, renversés, enveloppés, écrasés, furent obligés de chercher un refuge dans Wilmanstrad, qui n'offrit aucune résistance, et on leur fit beaucoup de prisonniers, dont le général Wrangel. Le maréchal Lewenhaupt rallia ce qu'il put des débris de l'armée et concentra ses forces autour de Frederichshamm, en attendant des renforts. Mais cette ville n'étant ni réparée ni approvisionnée, il est obligé de l'évacuer. Le 9 juillet 1742, à midi, à l'approche des Russes, les Suédois mettent le feu à la ville et se retirent derrière le premier bras du

(1) Né en 1692 : président de la diète en 1734 ; il est acclamé, en 1741, commandant en chef de l'armée d'opération. Fort instruit ; d'un esprit juste, étendu, partisan d'une sage liberté. Comme général, il possédait des connaissances sérieuses du métier, mais il avait un penchant naturel à voir tout en noir ; apercevant tous les inconvénients d'une affaire, mais sans que son génie le portât à imaginer les moyens d'y remédier ; d'ailleurs plein de droiture et de fermeté. Le comte de Lewenhaupt, dès l'âge de quinze ans, accompagnait son père, l'un des généraux les plus distingués de Charles XII, fait prisonnier à la bataille de Pultawa et mort en Siberie, après dix ans de captivité, le 15 août 1742.

Son fils, Adam, né en 1725, sert en France près du comte de Saxe ; colonel du régiment de Dauphiné, 1755 ; brigadier, 1758 ; dans Royal-Bavière, 1760 ; maréchal de camp, 1761 ; mort à Paris, 1775. Son fils, Auguste-Frédéric-Charles, né en 1752 ; capitaine dans Royal-Bavière, 1773 ; mort colonel de Royal-Alsace, 1780. (Extrait des archives de la maison des nobles à Stockholm.)

Kymen (1), après en avoir brûlé les ponts. Le 14, le maréchal Lascy les répare et passe le Kymen. A partir de ce moment, la retraite des Suédois n'est plus qu'une déroute. La trahison se glisse partout et ne laisse à Lewenhaupt d'autre ressource que de gagner Helsingfors, dont M. le major Dubousquet était gouverneur, et de s'y retrancher. A peine dans cette nouvelle position, il reçoit l'ordre de se rendre à Stockholm avec Buddenbrock. Lascy, aussi actif qu'infatigable, ne pouvant aborder de front les positions qui couvrent la route d'Abo, enlève les places de Tawasthus et de Nystad, et, dans la conviction de ne pouvoir prendre d'assaut Helsingfors, propose à la place une capitulation honorable. Le major général Dubousquet, auquel Lewenhaupt avait laissé le commandement, dut se soumettre à cette cruelle nécessité. Le baron de Wrède, intendant de l'armée, et les comtes de Sparre et de Horn furent chargés de discuter les conditions de la reddition de la place. Ainsi finit cette longue période de gloire inaugurée par Gustave-Adolphe. L'irritation déjà grande en Suède aboutit comme toujours à rejeter la cause du malheur sur l'incapacité des chefs. Lewenhaupt est traduit devant un conseil de guerre et condamné le 9 août à avoir la tête tranchée en place publique : il s'échappa; mais, le 15, ramené en prison, il subit sa peine sur la place de Norder-Malm. Cet assassinat juridique pesa comme un remords sur la conscience du pays; aussi, à la session de 1747, le premier soin de la diète fut-il de déclarer que la mise en jugement n'avait été qu'une concession à la fureur populaire, et que le roi devait prendre des mesures en faveur des enfants ou des héritiers pour réparer, autant que possible, le préjudice moral causé par l'inique sentence.

Dans le courant de l'année 1743, des négociations actives sont engagées entre la France et la Russie; la Suède, accablée de revers, sollicite la paix d'Abo, qui lui enlève une partie de la Finlande et met fin momentanément à la guerre. (Affaires Étrangères, 2 avril 1744.)

Vers la fin de décembre 1748, tandis que les troupes russes envoyées au secours de Marie-Thérèse rentraient dans leurs foyers,

(1) Le Kymen, formé par l'épanchement des lacs de la province de Kymengarde; il est profond, rapide, fortement encaissé; il se sépare en trois branches, et forme ainsi un delta.

d'autres se préparaient à marcher sur Stockholm, tout en se fortifiant en Finlande.

De 1749 à 1750, tourmentée par des dissensions intestines, en proie aux influences du dehors, la Suède maudissait le jour où Charles XII introduisit les Russes dans la politique européenne. Sa redoutable voisine, la czarine Élisabeth, docile aux impulsions haineuses de Marie-Thérèse, formait chaque année, pour inquiéter le roi de Prusse et la Suède, des camps menaçants sur les frontières des deux royaumes, car elle soupçonnait l'alliance de leurs monarques avec la France. Imparfaitement réglée par le traité d'Abo, la délimitation des frontières de la Finlande offrait d'ailleurs à la czarine un motif spécieux de guerre avec la Suède, dès que ses intérêts exigeraient une rupture.

Le 25 mai 1750, la France ne se contente plus de faire parvenir à la Russie des représentations, elle la menace d'une intervention militaire; on prépare l'envoi de douze vaisseaux de guerre dans la Baltique et d'un corps d'armée en Suède. (D'Argenson, vol. II.) C'est à la fin de l'année que le roi mourut; son successeur, Adolphe-Frédéric, annonça publiquement l'intention, en montant sur le trône, de ne rien tenter.

L'année 1756 marqua une importante modification du système des alliances européennes et un changement complet dans la politique française; mais, malgré ce revirement, nous cherchâmes toujours à soutenir la Suède. Le traité de Versailles, auquel la Russie se joignit, renversa en un jour le monument élevé avec tant d'efforts et de persévérance par le cardinal de Richelieu. Avant cette révolution survenue dans la politique de deux grandes monarchies, l'Angleterre, la Russie, la cour de Vienne, les Provinces-Unies formaient un parti opposé à la France, à l'Espagne, à la Suède, à la Prusse, et la cour de Turin, toujours incertaine, mais toujours agissante, passait d'un camp dans l'autre. Le traité de Versailles changea tous les rôles en réunissant la France, la maison d'Autriche, la Russie, la Suède et l'Empire contre l'Angleterre et le roi de Prusse.

La Suède se trouva donc, malheureusement pour elle, engagée dans la guerre de Sept Ans, et cela sans que son appui pût nous être utile, puisque la Russie vint momentanément se ranger de notre côté par la convention du 21 mars 1757.

Le 17 janvier 1757, la diète germanique, sous la double pression de l'Autriche et de la France, décida de faire marcher le contingent des cercles pour aider au rétablissement de la paix troublée par l'agression du roi de Prusse. Le 14 mars, la France et la Suède signifièrent à la diète de remplir les engagements du traité de Westphalie ; alors la France, assurée par des actes particuliers de la Bavière, du Palatinat et du Wurtemberg, obtint aussi le secours de la Suède et la neutralité du Danemark.

La Suède, désireuse de reconquérir la Poméranie, signa deux traités avec la France et l'Autriche, le 21 mai et le 22 septembre, pour l'exécution des obligations communes stipulées dans la paix de Westphalie. Or cette paix comprenait la garantie de la Poméranie suédoise, perdue en 1679. Le roi Adolphe-Frédéric (1), marié à une princesse de Prusse (2), était très contraire à cette politique, qu'il fut cependant obligé de subir ; le sénat, qui l'avait dépouillé en 1756 de toute autorité effective, l'y contraignait et le forçait, quoique beau-frère de Frédéric II, à prendre parti pour la France et l'Autriche contre le frère de sa femme. Le traité du 22 septembre (3) fut suivi une convention plus explicite qui promettait à la Suède toute la Poméranie et un subside, à la condition de mettre sur pied 20,000 hommes, qui viendraient faire dans

(1) Adolphe-Frédéric de Holstein-Heutin, élu en 1751 par la protection de la Russie, après la mort de Frédéric de Hesse-Cassel, dont le frère fut écarté du trône.

(2) Louise-Ulrique de Prusse, reine de Suède, née le 24 juillet 1720 à Berlin. Son frère, Frédéric II, la maria en 1744 à Adolphe-Frédéric, prince royal de Suède ; reine en 1751. Son intervention dans les affaires politiques ne raffermit pas l'autorité royale, ébranlée par de longues discordes civiles. D'un caractère ferme, résolu, elle chercha des amis à l'armée. Irritée de l'ingratitude du parti des chapeaux, elle ourdit le complot du 21 juin 1756, qui donna lieu à la décapitation de Wrangel, Hordt, de Brache et Horn, chefs de la faction russe, qui voulaient venger la mort de Lewenhaupt. Elle engagea Frédéric dans la guerre de 1757, à l'instigation de la France. Par suite de négociations avec son frère, la paix est signée en 1762. Après la mort d'Adolphe-Frédéric, elle contribua au coup d'État du 19 août 1772 accompli par son fils Gustave III, et mourut dans la retraite le 16 juin 1782, à Swartsioë.

(3) Le traité définitif de Stockholm fut conclu le 22 septembre ; les subsides promis devaient être payés moitié par la France, moitié par la cour de Vienne ; mais le traité secret conclu à Versailles le 30 décembre 1758 entre le roi et l'Impératrice le fit retomber tout entier à la charge de la France, à compter du 1er juin précédent.

l'Allemagne du Nord une diversion contre le roi de Prusse. On garantissait à la Suède le recouvrement de ce que les traités de 1679 et 1720 lui avaient fait perdre de la Poméraine. Les troupes françaises s'empareraient de Magdeburg; Stettin serait attaqué pour lui être remis. L'électeur de Cologne, le palatin, tous les princes du Rhin et de l'Allemagne méridionale acceptèrent des subsides de la France. L'Angleterre et la Prusse ne gardèrent d'alliés que la maison de Brunswick, la Hesse-Cassel et quelques princes saxons. La Prusse se trouvait attaquée aux quatre points cardinaux, les Suédois ayant débarqué en Poméranie; c'est alors que Frédéric, voyant ses provinces envahies, reproche au roi d'Angleterre de n'avoir pas fait, après la convention de Closter-Severn, retirer ses troupes sur Magdeburg, d'où il eût pu l'appuyer, et que, désespéré, il marche contre Soubise et relève son prestige en Allemagne.

Le second traité de Versailles fut signé le 1er avril 1757, jour anniversaire du premier. Cette fois la France et l'Autriche stipulèrent les conditions de leur action. L'Autriche reprendrait la Silésie, le comté de Glatz, le duché de Crossen; Magdeburg et Halberstadt seraient rendues à la Saxe, la Poméranie à la Suède, les possessions de la Prusse sur le Rhin à divers princes. L'Autriche céderait à la France Ostende, Nieuport, Furnes, le fort de Knock, Ypres, Mons, Chimay, Beaumont; Luxembourg serait rasé et constituerait, avec le reste des Pays-Bas autrichiens, une souveraineté pour l'infant de Parme. La France occuperait immédiatement Ostende et Nieuport à titre de gage. L'Autriche prendrait à titre définitif les États de Parme, se réservant la réversibilité des Pays-Bas donnés à l'infant, s'il mourait sans héritier direct. Dès lors la succession du royaume des Deux-Siciles devenait libre.

Le 1er janvier 1757, Dohna prend Damgarten aux Suédois et s'avance à Greifpswald et Stralsund, pendant que Lantingshausen se replie sous Stralsund et dans l'île de Rugen. Le 10, le général Cannitz attaque, dans Anklam (1), le lieutenant-colonel suédois comte de Sparre (2), s'empare de la place le 17, et le fait prison-

(1) Anklam, petite ville de Poméranie, sur la Baltique, à 4 kilomètres O. du Frische-Haff.

(2) Sparre, famille suédoise; barons, 1647; comtes, 1719. Jean, né en 1715; sous-

nier. Cette conquête sur le roi de Prusse l'obligera à envoyer des forces supérieures pour s'opposer aux opérations suédoises, et alors nous procurera une diversion très utile. Le 16, Manteufel assiège le colonel suédois Lilljenberg (1) dans Demmin, prend la place le 17 et fait le colonel prisonnier.

M. de Montalembert arrive à Hamburg le 31 octobre 1757, afin de joindre l'armée suédoise en Poméranie et de l'aider de conseils utiles aux deux nations dans les projets de campagne et d'opérations militaires. C'est ainsi que la coopération suédoise aide à nos mouvements en retenant en Poméranie un corps prussien qui aurait pu sans cela relier les troupes de Ferdinand de Brunswick et lui permettre de presser avec plus de succès encore les Français entre le Rhin et l'Elbe.

Le 11 novembre, l'armée suédoise campait près de l'Ucker, son quartier général à Ferdinandshof, avec environ 3,000 hommes à Pasewalk; elle n'avait pas encore reçu tous ses équipages, ses magasins restaient à Anklam qu'on avait mis en état de défense; elle avait beaucoup de malades, et un millier de chevaux sur 4,000 se trouvaient dans l'impossibilité de marcher par suite de leur trop long séjour en mer. Aussi, après plusieurs conseils, il est décidé que l'armée restera sur la Peene, au lieu de marcher à Berlin, pendant que M. de Lewald, à la tête de 17,000 hommes, passe la Vistule le 16, sur deux colonnes. Les Suédois formaient 22,000 hommes, et pouvaient en mobiliser 15 ou 16,000, le reste suffisant à garder la Poméranie. L'ensemble des opérations se résumait à se relier avec le maréchal de Richelieu, maître de l'Elbe; mais la gelée commença à se faire sentir dès le 25 de décembre; le 29,

lieutenant en Suède, 1733; sert près du comte de Saxe, 1744; puis sous le maréchal de Coigny; revient dans son pays après le siège de Friburg; aide de camp du roi Gustave III, le jour de la révolution de 1772; général-major la même année; mort en 1791. Officier d'un grand mérite, se distingue particulièrement dans la guerre de Sept Ans, pendant laquelle il prit les villes de Demmin et Anclam. La prise de cette dernière place lui valut en récompense de la ville de Stockholm un service d'argenterie. Aujourd'hui encore le nom a continué de briller dans les rangs de l'armée française. (Archives de la noblesse à Stockholm.)

(1) Lilljenberg, famille originaire du Tyrol. Eric-Gustave, né en 1719, capitaine en France, 1740; au régiment Appelgrehen; aide de camp du maréchal de Saxe, 1745; colonel, 1749; général-major en Suède, 1762; baron, 1766; lieutenant général, 1789; mort en 1770. (Extrait des archives de la noblesse à Stockholm.)

la Peene était totalement prise; heureusement que les Suédois avaient fait leur mouvement sur Tribsées, avec des magasins à Franzburg et Grimmen.

L'on fut surpris à Stockholm de la retraite subite de l'armée suédoise à Stralsund et à Rugen; on ne pouvait s'expliquer la conduite du feld-maréchal d'Ungern (1), qui fut remplacé par le comte de Rosen, à qui l'on fit espérer l'appui d'un corps auxiliaire français. Pendant ce temps, les Russes entraient en Prusse et s'établissaient à Kœnigsberg et Pellau le 20 janvier. Le but de l'armée suédoise se résumait donc, en avril 1758, à pénétrer dans le Mecklemburg et à chercher à rentrer dans la Poméranie prussienne en deçà de l'Oder ou au delà.

Le 27 juin, les Prussiens évacuaient toute la Poméranie suédoise, ayant passé la Peenne à Loiz, pendant que le comte de Hamilton occupait Grimmen et Gripswald, remplaçant le même jour le comte de Rosen.

Le 28, le fort de Peenemunde se rend après quelques coups de canon. La Suède objectait toujours qu'elle n'avait pris les armes que contre le roi de Prusse; sans être en guerre avec l'électeur de Hanovre, elle ne voulait pas agir offensivement contre ses États. Cependant le comte d'Hamilton, se mettant en marche le 16 août, passe par Peenne et pénètre dans la Poméranie prussienne.

Le 27, son armée se divise en quatre corps : l'avant-garde occupe Strasburg; la moitié de ce qui campait à Wordach, aux ordres du comte de Fersen, suit le lendemain pour rendre les subsistances plus faciles; l'autre moitié prend position à Friedland avec le comte d'Hamilton (2); un corps de 6,000 hommes reste à Spandau avec le comte de Lieven.

(1) Ungern Sternberg (Mathias-Alexandre), d'une famille de Bohême, possédant baronnie en Suède en 1653; né en 1689; sert en France; colonel du régiment de Lenck, 1706; maréchal en Suède, 1753; général en chef en Poméranie, 1757; mort en 1763. (Archives de Suède.) « Naturellement haut, ne manque ni d'esprit ni de pénétration. Ses talents militaires sont un peu rouillés; prend beaucoup de conseils de M. de Fersen. Avec cela, d'une grande indécision, il est difficile d'animer sa lenteur naturelle. L'âge et sa santé devaient, avant peu de temps, le mettre hors d'état de porter longtemps le fardeau dont il était chargé. » (Correspondance particulière de l'époque.)

(2) Hamilton (Gustave-Adolphe), né en 1699, d'une famille originaire de Norwège; sous-lieutenant, 1718; capitaine au service de la France; au régiment de Lenck,

L'armée campe le 2 septembre à Boitzenburg, le 12 à Eychen, le 15 à Furstenberg, et le 18 à Rheinsberg. Route pauvre, coupée de bois, de lacs, de défilés, dans lesquels restèrent beaucoup d'équipages et d'artillerie; avec cela peu de fourrage et encore moins de pain. On regrettait de ne pas avoir pris par Templin et Zehdenick, et l'on préféra gagner New-Ruppin sans descendre le Havel. Le comte d'Hessenstein reste à Zehdenick, dont les ressources permettaient d'entretenir l'armée pendant trois semaines.

Parti le 21 de Rheinsberg à destination de Lindow, pour se porter ensuite à Oranienburg sur le Havel, le comte d'Hessenstein à New-Ruppin, avertissait M. d'Hamilton que le poste de Fehrbellin avait été attaqué le 27 ainsi que le 28, à Langen près de Fehrbellin; les B. du Prince-Gustave et Wester-Bosnie s'y étaient distingués ainsi que le général d'Hamilton, ayant sous lui le général Lieven (1). La cour de Vienne désirait une jonction sur l'Elbe, et l'armée suédoise marcha par sa droite, la retraite du maréchal Daun étant décidée, et Dohna ayant repassé l'Oder. Aller à Berlin semblait toujours être le but qu'on poursuivait.

Le 11 octobre, l'armée quitte New-Ruppin pour Rheinsberg; cette marche fut si pénible qu'il fallut y séjourner le 12; le 13 elle arrive à Honmelfort, en repassant par Furstenberg dans le Mecklemburg, le seul endroit où l'on pût passer le Havel, parce qu'ayant abandonné cette rivière à New-Ruppin, on avait laissé aux ennemis la facilité d'en rompre les ponts.

Le 14, l'armée se rend d'Honmelfort à Hardenbeck près de Boitzenburg. Dans la nuit du 14 au 15, ce village fut attaqué par

1720; fait les campagnes de 1733 à 1735; général en chef en Poméranie, 1758; maréchal, 1765; mort en 1788. (Archives de la maison des nobles de Stockholm.) « Brave soldat, hardi, entreprenant, a souvent des idées confuses; mais exécute très bien tout ce qu'on lui proposera; intentions admirables, droiture et probité. » (Correspondance particulière.)

(1) Lieven (Charles-Gustave de), né en 1748, d'une famille livonienne; lieutenant de la garde; général-major, lieutenant général, 1806; mort en 1809. (Archives de la maison des nobles à Stockholm.) « Rempli d'amour-propre et de vanité, croit posséder à fond l'art de la guerre, dont il a en effet quelques connaissances; s'imagine mettre en pratique tout ce qu'il a lu sur le métier. Il a de l'esprit; sacrifie tout à son intérêt; très dangereux par les tracasseries qu'il suscite. Incapable de garder un secret. » (Correspondance particulière de l'époque.)

plus de 2,000 hommes, infanterie et hussards, et le comte d'Hessenstein (1) faillit être enlevé.

On se reposa le 16 et le 17, l'avant-garde et l'arrière-garde ayant exécuté des marches un peu trop fortes, mais les chariots d'artillerie et autres étaient attelés de si petits chevaux qu'ils n'avançaient pas; de plus il n'y avait pas de maréchal des logis de l'armée, et c'était un ingénieur qui en faisait les fonctions comme il pouvait. Arrivé le soir à Prenzlow, on s'occupa des fours des boulangeries. Pendant cette marche, la garnison de Stettin envoya dans la Poméranie suédoise un détachement qui enleva une partie des approvisionnements réunis sur la Peene, en faisant contribuer le pays jusqu'aux portes de Stralsund. On commençait à désespérer de faire le siège de Stettin, de voir les Russes passer l'Oder, enfin d'arriver au plus tôt à la jonction des deux armées. A Stockholm, l'exaspération augmentait chaque jour. Le peuple ne pouvait accepter que l'armée ne marchât pas directement sur Berlin ou ne s'emparât de Stettin. « Qu'ils fassent donc quelque chose, qu'ils montrent l'ennemi à nos braves soldats, qu'ils ne soient pas arrêtés devant une poignée de Prussiens, qu'ils ne fassent pas dire à toute l'Europe que 8,000 Prussiens arrêtent et font reculer l'armée suédoise. » Voilà les propos dont la ville et la campagne retentissaient en s'adressant aux généraux.

Il ne devenait plus possible de camper, par suite de la rigueur de la saison et du nombre croissant des malades. Le 20 novembre, de Prenzlow l'armée gagna Pasewald. Le 17 au soir, le major de hussards de Platen fut attaqué, au petit village de Klinckow, par un parti ennemi sorti de Gustow; mais la retraite se fit en bon ordre.

Le 29, M. d'Hamilton se trouvait à Ferdinandshof, et établissait une redoute à Grambin. Les Suédois quittèrent la marche d'Ucker et se retirèrent à Anclam; la désunion des généraux amena cette solution. Le comte d'Hamilton est remplacé par le général Lantingshausen (2), le quatrième général en chef, qui prit le com-

(1) Hessenstein (Frédéric-Michel), fils illégitime du roi de Suède Frédéric Ier; né en 1735; colonel au service de France; maréchal en Suède, 1773; prince en 1785; mort en 1808. (Archives de la noblesse à Stockholm.)

(2) Lantingshausen (Jacob-Albrecht), né en 1699, d'une famille néerlandaise établie en Suède vers 1651; lieutenant, 1718; au service de France, 1723; aide-

mandement au moment où Dohna, ramenant son armée de Saxe, dirigeait sa marche à travers le Mecklenbourg et sur les rives de la Trewel, avec l'intention d'y surprendre les postes avancés des Suédois et de couper les garnisons d'Anclam et de Demmin. Manteufel, qui avait poursuivi les Suédois jusqu'aux bords de la Tollensee, devait seconder cette expédition, qui manqua par suite des pluies et de l'impossibilité de traverser la Trewel. Dohna s'empare de Damgartem, Lantingshausen ramène son armée à Stralsund et prend ses quartiers d'hiver dans l'île de Rugen. Bientôt Anclam et Demmin sont obligés de se rendre (1).

Au mois d'avril 1759, les armées se montraient en mouvement de tous côtés. Les Français se rassemblaient en Alsace, les Autrichiens en Bohême; les Suédois, de Stralsund et de Rugen, menaçaient la Poméranie prussienne, et les Russes avançaient par la Lithuanie sur la Prusse. Frédéric en Saxe, face aux Autrichiens,

major au régiment d'Alsace, 1733; gouverneur des ducs de Deux-Ponts, Chrétien IV et Frédéric, 1736: colonel et brigadier, 1744, 1745; quitte l'armée française en 1746 avec pension de 2,000 livres; général-major en Suède, 1747: lieutenant général, 1757; général en chef en Poméranie, 1760; mort en 1769. (Archives de la maison des nobles à Stockholm.) « La droiture même, beaucoup de bonnes intentions et beaucoup d'instruction; connaissant tous les détails d'une armée. » (Notes de l'époque.)

(1) La cavalerie prussienne a donné de grands exemples de la mobilisation la plus active pendant la guerre de Sept Ans.

Le 7e régiment de dragons (V. Plettenberg), aujourd'hui dragons de Lithuanie n° 1 (Prince-Albert de Prusse), se trouvait devant Stralsund au printemps de 1758, faisant partie du corps du général comte Dohna. Les Prussiens devaient se rapprocher de l'Oder: ce régiment, devançant son corps d'armée, qui se portait sur Custrin et Francfort, passe sur la rive droite et, avec d'autres régiments de cavalerie, pousse des pointes sur Sternberg, Drossen, Zielensitz et Dechsel, escarmouchant chaque jour avec la cavalerie russe. Il put ainsi acquérir la certitude de la marche du gros de l'armée russe contre Custrin. Le 25 août, il prenait part à la bataille de Zorndorf. Le 16 septembre, le régiment quittait le corps de Dohna, destiné à couvrir la forteresse de Custrin, et, arrivé le 19 à Berlin, il est détaché avec d'autres troupes, sous le commandement du général de Wedel, contre un corps suédois entré dans la Marche. Cette expédition le mena jusqu'à Boitzenburg après de nombreuses rencontres avec l'ennemi. De là les dragons, quittant le détachement Wedel, durent rejoindre à Pyritz le corps Dohna pour entrer en Saxe; il était à Torgau le 14 novembre. Le 15, l'ennemi battu à Eilenburg, on le poursuivit jusqu'au 23 au delà de Rochlitz. Le 28, le corps d'armée marchait en Poméranie contre les Suédois. Traversant la Saxe et la Marche, le régiment était

avec un corps prêt à défendre la Prusse royale contre les Russes, souhaitait que l'armée hanovrienne, rassemblée en Westphalie sous le duc de Cumberland, défendît le bas Rhin contre les Français. Les Hanovriens, ne pouvant défendre le Wéser, abandonnaient Clèves, Gueldre, Wesel, puis la Westphalie tout entière, à mesure qu'avançait M. d'Estrées. Cumberland, au lieu de se replier vers le moyen Elbe, recule vers le bas Elbe, s'écartant chaque jour de ses alliés; cependant les Russes avançaient, et, au lieu de pousser droit à l'Oder, ils envahissent le royaume de Prusse et battent le général Lewald, le 30 avril, à Jagerndorf. Pendant ce temps 15,000 Suédois débarquent en Poméranie et, le 9 mai, le capitaine Koock, assiégé dans le fort de Peenamunde par un détachement prussien, se rend prisonnier le 10. Si l'Autriche avait pu diriger ses alliés et combiner leur action avec la sienne, elle devait réussir dans ses entreprises; mais les Suédois agirent dans la Poméranie avec peu d'énergie. Quant aux Russes, après la campagne de 1758, ils se retiraient inactifs à Posen.

Frédéric passe l'hiver à accabler la Saxe de réquisitions, à faire des pointes dans la Silésie autrichienne, la Pologne, la Poméranie suédoise et le Mecklemburg pour y enlever des vivres et des fourrages. Le plus grand danger pour lui venait de la présence des Russes à Posen. Il voulut les arrêter dans la Pologne et les retenir sur la Wartha. Dohna, trop timide, ne put y réussir; il le remplace par Wedell, qui est battu à Zullichau le 23 juin, puis à Kunnersdorf le 2 août.

Dohna, dont le corps est porté à 28,000 hommes par l'arrivée de Manteuffel avec une partie de son armée, et par la jonction des généraux Platen et Hulsen, le premier venant de la Poméranie ultérieure et le second de la Saxe, marche droit aux Russes, et quitte le Mecklemburg et la Poméranie, où il laisse Manteuffel pour tenir tête aux Suédois. Tant qu'on eut des troupes à opposer aux Suédois, on

le 26 décembre à Gnoyen. Les retranchements suédois de Damgarten furent emportés le 31, et l'ennemi rejeté dans Stralsund et dans Rugen. Les dragons prenaient leurs quartiers d'hiver le 27 janvier 1759 seulement, dans les environs de Barth.

Ainsi ce régiment, après 87 journées de marche, presque toujours aux avant-postes, avait pris part à une grande bataille, à 11 combats et escarmouché presque tous les jours. Il avait parcouru 311 milles (2,332 kilomètres); ses pertes se montaient à 6 officiers, 173 hommes et 231 chevaux.

les avait facilement contenus. Par les vices de leur organisation, ils n'avaient ni boulangerie ni caissons pour le pain et la farine, ils ne subsistaient que par les livraisons tirées des contrées où ils se trouvaient les plus forts. De cette négligence dans les mesures les plus indispensables de la guerre, résultaient les plus grands inconvénients pour les opérations des troupes; de sorte que les généraux prussiens qu'on opposait aux Suédois se bornaient à déranger leurs livraisons pour les obliger à rétrograder successivement, lorsque les subsistances leur manquaient, et à se rapprocher de leurs frontières. Après le départ de Dohna, M. de Manteufel reçut le commandement contre les Suédois et, quoiqu'il n'eût que peu de troupes sous ses ordres, il se soutint jusqu'au mois de septembre, où les malheurs de Kunnersdorf obligèrent le roi à le rappeler à lui avec toutes ses troupes. C'est à ce moment que commencent les progrès des Suédois. Ils occupent d'abord Anclam, Demmin et Ukermunde. Le comte de Fersen (1), placé à leur tête cette même année, s'embarque à Stralsund avec 3,000 hommes et passe dans l'île d'Usedom. Il attaque l aville de Swinemunde, la garnison se retire dans l'île de Wollin; la ville est prise et la Swinemunder-Schanze se rend peu après.

Le 10 septembre, le général Karplan, avec ses galères, s'empare de neuf bâtiments prussiens qui gardaient l'embouchure de l'Oder, après l'expédition de Lantingshausen sur le fort de Peenemunde, que le colonel prussien avait rendu le 2. Le 16, M. de Fersen, qui s'était rendu maître de Wollin le 18, s'empare du colonel Schofstadt. Le 17, M. d'Hamilton s'étend jusqu'à Zedhenick et Fehrbellin, daas l'intention de se réunir aux Russes ou aux Autrichiens. Le 21, Manteuffel, détaché par le roi pour s'opposer aux Suédois, les chasse de Bentzlau. Le 22, M. de Wedel arrive à Oranienburg et les Suédois se retirent à New-Ruppin. Le 28, pendant que Soltikof passe l'Oder, M. de Lantingshausen, à la tête des Suédois, occupe le fort de Schwine et campe le 30 à Passwalck.

Le 4 octobre, le général Wedell arrive à Garz; le 18, il s'avance

(1) Fersen (Frédéric-Axel de), né en 1719, d'une famille originaire de la Hesse qui passa en Écosse, puis en Poméranie; capitaine au régiment d'Alsace; en France, 1740; colonel d'un régiment allemand, 1745; brigadier, 1748; démissionnaire du service de France, 1753; maréchal en Suède, 1770; mort en 1794.

à Templin pour observer les Suédois. Le 21 novembre, M. Hamilton marche à Passwalk, et le 28 se retire à Ferdinandshof. Le 10 décembre, le colonel Peclin chasse les Prussiens de l'île d'Usedom; les Suédois prennent garnison dans Anclam et Demmin, avec leurs quartiers d'hiver aux environs de Stralsund et Gripswald. Le 31, Dohna essaie de prendre les Suédois à revers et attaque Dammgarten, dont il s'empare le lendemain. Pendant que les Russes restaient sur la rive droite de l'Oder, les Suédois se mirent en mouvement, firent des excursions dans l'Uckermark, et finirent la campagne, comme l'année précédente, en se retirant chez eux.

Depuis le traité conclu par la France et l'Autriche, le 21 mars 1757, avec la Suède, Louis XV, à l'arrivée de M. de Choiseul aux affaires, avait résumé l'offensive à prendre contre la Grande-Bretagne en deux points : 1° reprendre l'ancien plan de M. de Machault, en l'attaquant au centre de sa puissance; 2° tenter une nouvelle conquête de l'électorat de Hanovre. Versailles, qui jusqu'à ce moment avait tiré peu de parti de la cour de Stockholm, se proposa de la faire concourir à son projet de descente. Cette ancienne alliée n'avait jamais démenti sa fidélité. Malgré les démarches de la reine, la Suède combattit pour le maintien de la paix de Westphalie, et sa gloire semblait intéressée à perpétuer ce grand ouvrage de la politique et des armes de Gustave-Adolphe. Il est vrai que ses efforts n'avaient pas été jusqu'à ce moment très heureux; son armée, s'élevant à peine à 20,000 hommes, était conduite par des chefs peu expérimentés, comme si Charles XII eût emporté avec lui dans la tombe l'éclat militaire de cette nation. L'armée se bornait donc à des irruptions en Poméranie, et, à l'approche de l'hiver, elle revenait se réfugier sous le canon de Stralsund. M. de Choiseul, comme on le voit par sa dépêche du 21 janvier, songeait à utiliser 12,000 Suédois en les jetant en Écosse pour seconder nos armes dans cette descente, tout en conservant un effectif de 15,000 hommes, suffisant pour arrêter à Stralsund les tentatives des Prussiens, fort occupés à se défendre contre les armées russes et autrichiennes. Ce plan hardi, conçu à l'époque du 9 juin et autorisé le 23 de septembre, avec promesse d'indemniser la Suède de toutes ses dépenses pour le rassemblement de ses troupes, avorta le 20 novembre, par suite de l'échec de M. de Conflans.

A cette époque, M. de Caulaincourt arriva en Suède pour remplacer M. de Montalembert dans l'armée suédoise en Poméranie.

Le 20 janvier, les entreprises des Suédois en Poméranie et dans la marche d'Ucker furent sans conséquence, car le général Manteuffel passa la Peene et repoussa les postes avancés des Suédois, puis se porta sur Gripswald. Le 23, le général Lantingshausen, agissant plus offensivement qu'à l'ordinaire, rassemble une partie de ses forces aux environs de Gripswald, marche aux Prussiens, les attaque à deux lieues de la ville et les force à se replier sur Anclam, où ils entrent le 24. Le 25, le général Lantingshausen poursuit les Prussiens et arrive devant Anclam ; le 27, il feint de se retirer, mais le 28 il attaque Anclam au point du jour, se rend maître d'un faubourg, fait prisonnier Manteuffel qui était sorti de la ville pour repousser les Suédois; il reçoit trois blessures et entre dans Anclam, où il est remplacé par le général Stutterheim. Alors Lantingshausen, satisfait de cet avantage, renvoie ses troupes dans leurs quartiers et retourne à Gripswald. Le 22 février, le général Tottleben, à la tête de son corps d'armée, surprend la ville de Schwedt sur l'Oder. Le roi de Prusse étant entré en Lusace, M. de Manteuffel, avec des convalescents de la bataille de Kunersdorf, sortis des hôpitaux de Stettin, en y ajoutant les volontaires de Hordt, les dragons de Meinike et les hussards de Belling, change bientôt la face des affaires dans ce pays. Il prend la garnison et la caisse militaire des Suédois à Demmin. Des hussards, qui se trouvaient à Stettin, sont envoyés par le prince de Bevern à Passewalk, où les Suédois avaient un poste. L'officier qui les commandait, M. Stulpnagel, surprend l'ennemi et lui fait beaucoup de prisonniers. L'armée suédoise se retire, repasse la Peene à Anclam, établit ses quartiers dans la Poméranie suédoise, où Manteuffel, avec les hussards de Belling, leur donne différentes alarmes. C'est alors que les Suédois, fatigués des alertes des Prussiens, tentèrent de surprendre la ville d'Anclam. Ils attaquent de nuit le faubourg; 1 B. franc, qui devait le défendre, est mis en déroute. M. de Manteuffel accourut; mais l'obscurité était si grande que, voulant aller au B. franc, il donne dans les Suédois qui le font prisonnier.

Le 17 août, le général Lantingshausen passe la Peene, et le 29 le

vice-amiral Mischukof, avec 29 bâtiments russes et suédois et un détachement de troupes, resserre la place de Colberg. Le 3 septembre, le général Lantingshausen campe entre Prentzlau et Passewalk, le général Ehrenschwerdt est chargé d'attaquer Passewalk, occupé par le général Stutterheim, qui se retire sur Prentzlau, et le 6, de Templin à Zehdenick. Le 3 octobre, le général Werner, après avoir fait lever le siège de Colberg, passe l'Oder et surprend les Suédois à Passewalk. Le 20, le général Lantingshausen fait retirer ses troupes sur Anclam, où elles campent, et le 27 il marche à Grippswald.

En 1761, les Suédois, à l'exemple de Pierre III, concluent avec la Prusse une suspension d'armes, bientôt suivie d'un traité de paix.

En 1762, la mort de l'impératrice de Russie ayant donné, dans la personne de Pierre III son successeur, un nouvel auxiliaire à la Prusse, la Suède se rallie à sa cause le 22 mai.

Le marquis d'Havrincourt, nommé ambassadeur en Hollande après un séjour de près de quatorze ans en Suède, est remplacé à Stockholm par le baron de Breteuil, bien connu comme diplomate, officiel ou secret. Il fut, avec M. de Vergennes, un très actif agent de la politique française en Suède et fut en partie le promoteur de la résolution prise de fortifier dans ce pays la royauté pour prévenir une anarchie et même un démembrement préparés par la Russie, la Prusse et le Danemark. En ce moment, le duc de Praslin était ministre des affaires étrangères, et, à la date du 8 octobre, il lui adressait ses instructions. Le feu roi de Suède (Frédéric Ier, 1721-1751) n'aimait pas la France ; au lieu d'attendre patiemment sa mort, on suivit et on outra, pour détruire son pouvoir, les principes adoptés depuis la mort de Charles XII. Dès lors l'alliance avec le roi de France s'affaiblit, et la guerre de la Suède contre la Russie, entreprise par l'influence de la France, fut le premier pas de la décadence suédoise : c'est alors que le nouveau roi Adolphe-Frédéric (1751-1771) se sentit naturellement disposé en notre faveur.

La plus grande préoccupation de notre ambassadeur, le baron de Breteuil, fut la direction de la diète, qui s'ouvrit le 18 janvier 1765. Trois partis se partageaient cette assemblée : celui de la France (M. de Breteuil); de la Russie (le comte Ostermann); de l'Angleterre (le chevalier de Goodcrick). En juin 1766, la cour de

Versailles n'obtint pas davantage la majorité, car la Suède avait conclu un traité d'alliance avec l'Angleterre, le 5 février 1766 : c'était une sorte de rupture avec la France.

Les états de Suède ayant fait leur clôture le 11 octobre 1766, leurs dernières résolutions portaient que le roi leur souverain devait avoir les plus grands égards pour la France et maintenir avec elle une bonne intelligence, mais que S. M. Suédoise ne devait écouter aucune proposition qui tendrait à rétablir l'ancien système d'union entre la France et la Suède. Au lieu de réchauffer les liens d'amitié avec l'Angleterre et de cultiver soigneusement les bonnes relations avec la Russie, l'argent, les bienfaits, la générosité du corps des négociants de Stockholm servirent à préparer et à favoriser la révolution qui eut lieu, quelques années après, en faveur du pouvoir royal et du parti français.

Mécontent de l'accueil fait en Suède aux efforts de sa diplomatie, le roi remplace son ambassadeur le comte de Breteuil par le comte de Modène, âgé de trente-quatre ans seulement. M. de Breteuil avait quitté Stockholm le 17 avril 1767, et M. de Modène (1) prit la correspondance en novembre 1768; il allait avoir à lutter contre les partis qui déchiraient la Suède et à tâcher de faire triompher au milieu de l'anarchie les projets de Versailles. A cette date, M. le duc de Choiseul était ministre des affaires étrangères.

Pendant qu'une révolution s'opérait en Pologne, la Suède cherchait à reformer son gouvernement. Gustave-Adolphe, prévoyant que son père cesserait bientôt de vivre et de régner, s'était rendu en France afin d'y préparer avec le cabinet de Versailles le succès de ses desseins.

Adolphe-Frédéric (2), roi de Suède, mourut en février 1771 ; son

(1) M. le comte de Modène, rappelé en juillet 1770, laissa la correspondance à M. Barthélemy, secrétaire à l'ambassade de France ; neveu du savant auteur du *Voyage d'Anacharsis*, devenu comte, puis marquis de Barthélemy, qui mourut en 1830, après avoir joué un rôle politique sous l'Empire et sous la Restauration.

(2) Adolphe-Frédéric, duc de Holstein-Gottorp. La Russie avait imposé son élection aux Suédois en 1743, à la suite de leur invasion malheureuse en Finlande. Il avait épousé Louise-Ulrique, sœur de Frédéric II de Prusse. Il fut le père de Gustave III ; il fut frappé de mort subite dans la soirée du 12 février, en jouant aux cartes.

fils, Gustave III, lui succéda à l'âge de vingt-cinq ans. C'est à Paris (il était parti de Stockholm le 8 novembre 1770) qu'il apprit la mort de son père; il quitta la capitale de la France le 18 mars 1771, et, témoin de la chute des parlements, il conçut la pensée de s'affranchir de l'autorité du sénat. Louis XV, ayant reçu la confidence de son projet, l'y encouragea en plaçant près de lui, avec le titre d'ambassadeur, le comte de Vergennes. Traversant l'Allemagne, il rendit visite à son oncle Frédéric II, zélé partisan des engagements contractés par la Russie et la Prusse, de concert avec le Danemark, pour conserver la charte de 1720, jusqu'à ce que l'anarchie suédoise, devenue extrême, fournît quelque prétexte à une intervention armée.

De retour dans sa capitale le 30 mai 1771, Gustave III se trouva en présence de difficultés intérieures. Le parti des bonnets, soutenu par la Russie, l'Angleterre et le Danemark, espérait un triomphe; la diète était en grande majorité contre lui, tous comptaient empêcher son couronnement et forcer Gustave à une abdication. Dans les instructions par lui données le 4 mars 1771 à M. de Vergennes (1), notre ambassadeur à Stockholm, M. de Choiseul s'exprime ainsi au sujet des dissensions qui agitaient la Suède et des moyens d'y remédier : « Bien que les deux partis qui ont divisé la Suède aient concouru presque également à la décadence de leur patrie, ces maux ne seraient point incurables si la nation voulait enfin se réunir sous les auspices de son roi... Il faudrait, pour cet effet, déraciner les partis... C'est un objet important que le comte de

(1) Vergennes (Charles Gravier, comte de), né à Dijon le 28 décembre 1717. Protégé par M. de Chavigny, son oncle maternel, il le suit en 1740 à Lisbonne. Rappelé en Portugal en 1745, il attire l'attention de M. d'Argenson par un mémoire sur les difficultés entre les cours de Madrid et de Lisbonne; 1752, au congrès de Hanovre; 1754, à Constantinople avec le titre de ministre plénipotentiaire; 1756, calme les craintes du sultan; 1768, obtient une déclaration de guerre contre la Russie. Déjà très apprécié dans la diplomatie pour son ambassade de douze années à Constantinople, il y fut remplacé par le chevalier de Saint-Priest. C'est lui qui prépara la journée du 19 août 1772. Il fournit une belle carrière politique et diplomatique pendant cette période si féconde en événements; 8 juin 1774, appelé au ministère des affaires étrangères; signe le traité de Paris, 3 septembre 1783; mort le 13 février 1787, dans un moment où sa présence aurait peut-être évité bien des fautes; a laissé des *Mémoires politiques*, *Histoire de la Louisiane*, *Rapports sur l'Indostan*, *Saint-Domingue*, etc.

Vergennes ne doit pas perdre de vue. Il doit travailler à rapprocher les esprits... qu'il est plus que temps qu'on ne connaisse plus les Suédois par ces noms ridicules de chapeaux et de bonnets, et qu'on y substitue la dénomination naturelle de zélés et vertueux citoyens. A cette condition seulement, le roi consent à regarder toujours la Suède comme son ancienne amie et son alliée la plus constante... S. M. a résolu de payer les arrérages des subsides dus à la Suède et qui avaient été suspendus, à commencer du quartier de janvier 1772. M. de Vergennes passera à Copenhague; il serait de l'intérêt réciproque de la Suède et du Danemark de se tenir étroitement unis pour maintenir l'équilibre du Nord contre les vues de la Russie... » (Archives des affaires étrangères.)

Les divisions du parti aristocratique avaient exercé une influence funeste sur les élections de la diète réunie le 25 juin 1771; la même anarchie régnait aussi dans le parti contraire, jusque dans la bourgeoisie et les rangs de l'armée. Il fallait à Gustave III, dans ce désordre, une extrême habileté.

Le 28 novembre, l'anarchie était arrivée à son comble; le roi, de son côté, se montrait plus que jamais résolu; il avait déjà communiqué plusieurs projets à M. de Vergennes, qui écrivait : « Le roi est fort actif, il ne m'a pas caché que son penchant est pour les cas hasardeux... Il n'aspire pas au pouvoir absolu de Charles XI et Charles XII, mais il veut avoir, comme le roi d'Angleterre, les mains liées pour le mal, libres pour le bien... Il se rapproche adroitement de l'armée. » (Archives royales de Stockholm.)

Les préparatifs étaient fort avancés, quand deux incidents extérieurs précipitèrent le dénouement. Des changements étaient survenus en Danemark, où le ministre Struensée (1) gouvernait sous

(1) Struensée (Jean-Frédéric, comte de), né à Halle le 5 août 1737, décapité à Copenhague le 28 avril 1772 : se distingue dans ses études, devient médecin à Altona; dissipé, ambitieux, il se sépare de son père en 1760; d'une figure agréable, empressé auprès des femmes; en 1768, nommé médecin particulier de Christian VII, il accompagne ce jeune prince en Hollande, en Angleterre, en France, en Allemagne. La reine Caroline-Mathilde, sœur de George III, roi d'Angleterre, eut recours à ses soins, et en devint amoureuse. Nommé maître des requêtes en 1770. Démocrate par les idées, il se proposait de renverser la haute noblesse; il supprima peu à peu tous les pouvoirs, et, le 14 juillet 1771, le roi le nommait premier ministre par un ordre équivalant à l'abdication complète de sa propre autorité. Toutes ses mesures, ordonnances, finissent par produire une fermentation

le nom de Christian VII (1), dont il avait gagné la confiance et dominait entièrement la volonté. Gustave craignit que, sous cette nouvelle direction, le Danemark ne renouât ses anciennes alliances avec la Russie et la Prusse. D'un autre côté, Gustave n'ignorait pas que le premier partage de la Pologne venait d'être décidé (25 juillet-5 août 1772). Ces circonstances lui firent penser que le moment d'agir était favorable. Ses frères Charles et Frédéric, complices de son entreprise, partent, l'un pour la Scanie, l'autre pour l'Ostrogothie, et y attendent le signal que devait leur donner le commandant de la forteresse de Christianstadt. Le prince Charles rassemble 5 régiments, et le duc Frédéric se met à la tête des troupes d'Ostrogothie. Le 19 août au matin, Gustave appelle ses partisans, monte à cheval, les officiers des régiments le suivent, des postes

générale, à laquelle la disette de 1771 mit le comble. La haine devint telle contre lui et Brandt, qu'une conspiration se forma avec le concours de la belle-mère de Christian VII, la reine douairière Julie-Marie, et du prince Frédéric, son fils. Le 15 janvier 1772, le plan du complot est arrêté; la nuit du 16 au 17 est fixée pour l'arrestation de Struensée. Ce coup de main accompli, les conjurés pénètrent près de Christian VII et lui font signer l'arrestation de dix-sept personnes, de Struensée et de la reine Mathilde, enfermée dans le château de Croxenburg, puis reléguée au château de Zell, dans les États de son frère en Hanovre, où elle mourut le 10 mai 1775. Le procès de Struensée commença le 20 février : Brandt et lui mirent leur main et leur tête sur le billot.

(1) Christian VII, roi de Danemark et de Norwège, fils de Frédéric V, né le 29 janvier 1749, mort le 13 mars 1808, monte sur le trône en 1766; peu de temps après, il se marie à Caroline-Mathilde. Le ministère de Struensée, qui ne dura que seize mois, fut une série d'utiles réformes.

Monarque vertueux, quoique né despotique,
Crois-tu régner sur moi de ton golfe Baltique?
Libre avec respect, hardi sans être vain,
Je me jette à tes pieds au nom du genre humain :
Il parle par ma voix, il bénit ta clémence;
Tu rends ses droits à l'homme et tu permets qu'on pense.
(Voltaire.)

Après la chute de Struensée, le roi, en proie à une sorte d'aliénation mentale, fut éloigné des affaires. La reine douairière, soutenue par Thott, Schac-Rathlau, Schimelmann et Guldberg, s'empara des affaires. En 1784, s'opère tranquillement une révolution de cour, sanctionnée par le roi, à la suite de laquelle le fils du roi, Frédéric, âgé de dix-sept ans, fut déclaré majeur et resta régent jusqu'à la mort de son père.

sont établis autour du conseil d'État. Le roi rentre au palais, convoque les ambassadeurs, reçoit les serments des magistrats, fait assembler toutes les milices bourgeoises et est accueilli par le cri unanime de Vive Gustave! Ainsi se termina cette révolution de quelques heures, qui ne coûta pas une goutte de sang (1). M. de Lieven, lieutenant aux gardes, partit pour Versailles et y annonça le 17 septembre le succès de l'entreprise.

Malgré le succès obtenu, on craignit que l'opposition ne réclamât les secours de la Russie, et le gouvernement français, aux termes d'un ancien traité passé avec les rois de Suède, crut devoir obtempérer à la demande de 12,000 hommes, avec une escadre de 12 vaisseaux, 6 frégates et un secours en argent. La brigade allemande est désignée pour faire partie de l'expédition, sous les ordres de M. de Castries. La difficulté était de faire parvenir les troupes à destination : les princes allemands n'auraient pas souffert le passage de nos soldats sur leur territoire; l'Angleterre accepta la

(1) Gustave III décrète la liberté de la presse en 1774, la supprime six ans plus tard. En 1780, forme avec le Danemark et la Russie la neutralité armée contre l'Angleterre, déclare la guerre à la Russie en 1788. Si les 30,000 Suédois réunis en Finlande s'étaient portés rapidement sur Frederiskhamm et Wiborg, ils trouvaient ces villes sans défense et auraient probablement enlevé Saint-Pétersbourg; mais les soldats, mal payés, mal commandés, n'avaient plus d'affection pour Gustave; le Danemark lui ayant déclaré la guerre, Gustave quitte la Finlande. En 1790, sa flotte est enfermée dans le golfe de Wiborg; attaquée à Svensksund, elle est battue. Au lieu de chercher dans la paix les moyens de réparer ses défaites, le 19 octobre 1791, il négocie avec les princes français, la Prusse, l'Autriche et la Russie, un traité d'alliance contre la France. Il était depuis quelques jours à Stockholm, lorsque plusieurs membres du parti aristocratique, de Horn, de Ribbing, Bielke, Pechlin (*), Lileihorn et Ankarstroëm, résolurent de mettre à exécution le complot tramé depuis longtemps contre lui. Au bal de l'Opéra, dans la nuit du 15 au 16 mars 1792, le comte de Horn lui frappa sur l'épaule, en lui disant : « Bonne nuit, beau masque! » A ces mots, Ankarstroëm déchargea son pistolet sur Gustave. Mortellement blessé, il vécut encore treize jours, fit décerner la régence à son frère, le duc de Sudermanie, jusqu'à la majorité de son fils unique, qu'il avait eu de la princesse Sophie de Danemark. Épris de la littérature française, il composa plusieurs ouvrages avec esprit et talent.

(*) Pechlin, famille autrefois appelée Pegelin, originaire de la Normandie, puis établie dans le Holstein. Barons de l'empire romain, 1743; anoblis en Suède, 1751. Carl-Frédéric Pechlin, baron de Lowenbach, né en 1720; sous-lieutenant, 1734; général-major, 1770; mort en prison, 1796, comme impliqué dans l'assassinat du roi Gustave. (Archives de la maison des nobles à Stockholm.)

voie de mer par une négociation secrète, sous la condition que ce transport aurait lieu sur des vaisseaux anglais. Cet accord ayant été conclu à son insu, M. de Monteynard s'indigna et jura qu'il ne permettrait pas que les troupes françaises fussent conduites d'une manière aussi peu honorable pour la France. Un mémoire de Dumouriez proposa la formation d'une légion étrangère à Wismar et Hamburg. Le roi accepta ce plan et dit au ministre de la guerre : « Que Dumouriez aille lui-même examiner sur les lieux si son projet est praticable, et combien il faudra de temps pour l'exécuter. Je veux que d'Aiguillon ignore cette mission. »

Dumouriez partit, et de Hamburg, sa résidence, il rendit compte au roi par l'intermédiaire du comte de Broglie et de Favier. Mais le duc d'Aiguillon, ayant découvert cette correspondance (1), va trouver le roi, dénonce comme criminels de lèse-majesté des hommes qui abusent de son nom pour agir à l'étranger et substituer une direction différente à celle que son gouvernement imprime aux affaires.

Dumouriez est arrêté à Hamburg, Favier à Paris; ils sont conduits tous deux à la Bastille. Le comte de Broglie, qui venait d'être nommé chevalier d'honneur pour aller au-devant de la nouvelle comtesse d'Artois, est exilé dans sa terre de Ruffec en Poitou. Quant à M. de Monteynard, ministre de la guerre, il dut être sacrifié; Louis XV, hésitant encore, disait : « Monteynard est le seul honnête homme de mon conseil, mais il ne résistera pas longtemps, il n'y a que moi qui le soutienne. » Le duc d'Aiguillon, en effet, triom-

(1) La correspondance secrète avait commencé en 1743, quand le prince de Conti nourrissait des prétentions à la couronne de Pologne. Le comte de Broglie fut chargé de la continuer en 1756. Elle s'étendit bientôt à des agents dans toutes les cours; quelquefois c'était le ministre résident lui-même, à l'insu du ministre titulaire des affaires étrangères, plus souvent un employé subalterne de légation, qui, par le fait, devenait l'agent secret de son chef immédiat. Cette correspondance se reconnaissait à un signe extérieur connu du chef du bureau secret. Elle arrivait au comte de Broglie, qui la déchiffrait, puis était renvoyée à Louis XV avec les projets de réponse, pour qu'il y mit chaque fois son visa et son annotation. Le roi avait des idées politiques arrêtées; il voulait fermement la liberté de la Pologne; l'alliance autrichienne fut son ouvrage; il s'occupa sérieusement de son gouvernement extérieur à l'insu de ses ministres : il aimait à traiter des affaires diplomatiques sans crainte d'être contredit; il lui plaisait d'écrire des dépêches.

pha, et à la fin de janvier 1774 il réunit le portefeuille de la guerre et des affaires étrangères (1).

(1) M. de Vergennes avait été rappelé. Il devint plus tard ministre des affaires étrangères en juillet 1774. Remplacé à Stockholm par le comte Dusson de Bonnac, d'une famille illustrée dans la diplomatie sous Louis XIV, lequel dut veiller aux dangers extérieurs qui pouvaient de nouveau menacer la Suède, et de plus contenir Gustave III et le rendre docile aux conseils de la France; mort à Stockholm le 20 janvier 1782, M. de Vergennes étant encore ministre des affaires étrangères.

CHAPITRE XI.

CAMPS (1715-1774).

1718. — Camp de Sauvigny, sur la haute Meuse, près de Vaucouleurs.
1727. — Camp de Richemont, sur la Moselle.
1728. — Camp sur la Meuse, à Stenay, puis à Douzy ; sur la Sambre, à Aymeries.
1730. — Camp de Troussey, haute Meuse.
1732. — Camp sur la Sambre, à Aymeries. Id. d'Alsace, près Strasbourg. Id. sur la Saône, près Besançon. Id. de Richemont, sur la Moselle.
1734. — Camp de la Sambre.
1739. — Camp de Compiègne.
1750. — Camp de Compiègne.
1753. — Camp d'Erstein (Alsace), à quatre lieues de Strasbourg. Id. près Mézières. Id. de Languedoc, près Beaucaire. Id. de Plobsheim. Id. de la Saône, près Gray. Id. de Hainaut. Id. de Compiègne.
1754. — Canal de Picardie. Canal de la Lys à l'Aa. Camp d'Aymeries-sur-Sambre. Id. de la Sarre. Id. de Plobsheim. Id. de la Saône, près de Gray. Id. de Nancy.
1755. — Camp d'Aymeries, sur la Sambre. Id. de Valence (Dauphiné). Id. de Richemont, sur la Moselle.
1756. — Camp de la Hougue. Id. de Saint-Malo. Id. de Saint-Malo (septembre). Id. de Dunkerque. Id. de Calais. Id. de Dieppe. Id. du Havre. Id. de Honfleur. Id. de Cherbourg. Id. de la Houlle, près Granville. Id. de Granville. Id. de Saint-Valéry. Id. de Beaucaire.
1758. — Camp de Honfleur. Id. de Dunkerque. Id. de Valognes, d'Ifs, sous Caen, de Bauville.
1763. — Camp de Compiègne.
1764. — Camp de Verberie.
1765. — Camp de Compiègne.
1766. — Camp de Compiègne.
1767. — Camp de Compiègne.
1769. — Camp de Verberie, sous Compiègne.
1770. — Camp de Tomery, près Fontainebleau.

Un camp ou campement est le lieu où une armée stationne pour un temps plus ou moins considérable; mais, de quelque manière qu'on l'établisse, il faut toujours considérer un camp comme une

position militaire, imposant des règles pour sa défense. Les armées modernes adoptent deux dispositions de campement, en ordre de marche et en ordre de bataille. La première a lieu dans les camps considérés comme étapes, la seconde est de rigueur toutes les fois que l'on peut craindre une attaque, attendu que le passage de l'ordre de marche à l'ordre de bataille offre de graves inconvénients. Il convient donc, dans ce dernier cas, que les troupes, en prenant les armes, se trouvent immédiatement dans l'ordre où elles sont appelées à combattre. La première condition dont on s'occupe lorsqu'il s'agit de tracer un camp, c'est d'établir le front de bandière, c'est-à-dire l'espèce de large rue qui longe le premier rang des tentes ou baraques. On dispose ensuite celles-ci perpendiculairement à ce front. Les tentes des officiers sont en arrière de leurs compagnies, celles des chefs de bataillon en arrière du centre de leur régiment, plus loin les cuisines. Les faisceaux d'armes sont alignés en avant du front de bandière et les drapeaux au centre. Le quartier général est établi en arrière du camp.

Camp de passage, celui qu'on occupe momentanément.

Camp permanent, celui établi pour une certaine durée.

Camp retranché, un camp environné de tranchées et de fortifications.

Camp volant, celui d'un corps composé principalement de cavalerie, destiné à tenir la campagne pour observer et harceler l'ennemi.

Camp de rassemblement, le lieu où l'on réunit des forces plus ou moins considérables, dans la prévision soit de l'envahissement d'un pays, soit d'une expédition au dehors. C'est ainsi qu'en 1756 furent établis, à cause des hostilités avec la Grande-Bretagne, les camps de Saint-Malo, de Calais, de Dunkerque et du Havre. On désigne de même le camp où l'on réunit tous les corps qui doivent former une armée, au commencement d'une guerre, à l'ouverture d'une campagne.

Camp de manœuvres, rassemblement de troupes pour les exercer aux grandes manœuvres, pendant un temps plus ou moins long. Louis XI forma le premier camp d'instruction en 1479; on le continua les années suivantes au Pont-de-l'Arche, près Rouen. Le roi vint le visiter en 1481.

Louis XIV, en 1698, réunit à Compiègne 60,000 hommes, composés de 53 B., 152 E., 46 pièces d'artillerie et 8 pontons. En 1714, on établit un camp de manœuvres dans la plaine de Crécy, près Châlons, et trois autres sur les rives de la haute Meuse, à Sauvigny, Vaucouleurs et Troussey.

Camp de Sauvigny, sur la haute Meuse, près de Vaucouleurs.

Il fut réuni, sous les ordres de M. le comte de Ruffy, en 1718. Du commencement de juillet au 14, le roi d'Angleterre, l'électeur de Trèves, ainsi qu'une très grande quantité de seigneurs étrangers, vinrent le visiter.

Depuis 1720, la France vivait en paix. Cette période de tranquillité et de vie de garnison avait amené un certain relâchement dans la discipline et dans l'instruction militaire. Pour maintenir les troupes dans la pratique de tous les usages de la guerre, on réunit des camps d'instruction en 1727.

Camp de Richemont, sur la Moselle, commencé le 10 *juillet* 1727.

Les brigadiers et les mestres de camp y sont campés comme la troupe. Quelques exceptions seulement sont faites en faveur d'officiers qui n'avaient pu se procurer des tentes, mais le ministre les blâme et donne l'ordre qu'à l'avenir il n'y ait de faveur pour personne.

MM. le comte de Belle-Isle, maréchal de camp; de Creil, intendant; d'Aubigné, inspecteur général d'infanterie; de Boudeuille, inspecteur général de cavalerie.

Infanterie : Champagne, 3 B.; Touraine, 2 B.; Boufflers, 2 B.; Alsace, 1 B.; le Roi, 4 B.; Royal, 2 B.; Condé, 2 B.; Meuse, 2 B.; Lyonnais, 2 B. — Total : 20 B.

Cavalerie : Royal, 2 E.; Lorraine, 2 E.; Lambesc, 2 E.; Conti, 2 E.; Beringhem, 2 E.; Royal-Étranger, 2 E.; Royal-Roussillon, 2 E.; Brissac, 2 E.; Gesvres, 2 E.; Orléans, 2 E.

Dragons : Dauphin, 3 E.; Colonel-général, 3 E. — Total : 26 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet, établi sur deux lignes parallèles. Le commandant en chef remarque, dès le principe, que les officiers et les soldats avaient oublié les exercices et

les manœuvres; il emploie les premiers jours à s'y remettre, et quand, après une quinzaine, il eut reconnu que les uns et les autres étaient remis à leur métier, il les exerce à toutes les manœuvres de petite guerre, fourrages, convois, attaques de retranchements, reconnaissances, passages de rivières, etc., comme en pays ennemi. Ce camp eut aussi pour but de mettre à l'examen le nouvel exercice de M. de Bombelles, ainsi que ses évolutions. L'exercice, examiné par les officiers d'infanterie les plus aptes à bien juger, fut universellement accueilli avec faveur, et M. de Belle-Isle conseilla de s'en référer à une commission d'officiers généraux d'infanterie les plus éclairés. Il fut consommé dans ce camp beaucoup de poudre pour habituer les fantassins, les cavaliers et les chevaux au bruit des coups de fusil. Sur les ordres du roi, les troupes réunies sous le commandement de M. le comte de Belle-Isle font, trois fois la semaine, un exercice général, indépendamment des exercices particuliers qui ont lieu le plus souvent possible dans chaque régiment; des prescriptions très sévères sont données pour la police et la discipline dans le camp, dont les soldats ne peuvent s'écarter sans permission écrite. Les déserteurs arrêtés sont immédiatement jugés et pendus. Les filles de mauvaise vie fustigées à la tête du camp et marquées d'une fleur de lis. Des ouvriers charpentiers, bateliers et d'autres professions, restent chargés de jeter un pont sur la Moselle; cette opération ne fut plus, comme dans les camps précédents, confiée à un entrepreneur. Ce pont, ouvert deux fois par jour, n'entrava pas la navigation. Un bureau de poste est établi au camp, et on s'est beaucoup loué de ses services. Le commandant en chef, dans le but de retenir les hommes la nuit dans les postes qu'ils sont chargés d'occuper, leur fait distribuer du bois pour faire du feu par les temps humides.

M. de Belle-Isle se plaint de la mauvaise qualité des armes, qui, pour la moitié environ, devraient être rejetées comme hors de service. Indépendamment du journal du camp, le commandant en chef rendait compte, après chaque petite guerre, et dans le plus grand détail, de tous les mouvements exécutés. Il s'y loue beaucoup de la bonne volonté de chacun et de l'émulation qu'il remarquait parmi les officiers de tous grades. La police et la discipline furent parfaitement observées par les troupes. Il n'y eut que 330 malades pendant le mois que dura le camp.

Camp sur la Meuse, à Stenay d'abord, puis à Douzy (1728).

MM. le comte de Belle-Isle, maréchal de camp, commandant; d'Aubigné, inspecteur général d'infanterie; de Boudeuille, inspecteur général de cavalerie; de Creil, intendant.

Infanterie : Picardie, 3 B.; Normandie, 3 B.; Bourbonnais, 2 B.; Poitou, 2 B.; la Fère, 1 B.; Rouergue, 1 B.; Provence, 1 B.; la Mark, 1 B.; Guyenne, 1 B.; Haynault, 1 B.; Conti, 2 B. — Total : 18 B.

Cavalerie : Royal-Allemand, 2 E.; Cravates, 2 E.; Bourbon, 2 E.; du Maine, 2 E.; Toulouse, 2 E.; Villars, 2 E.; la Tour, 2 E.; Lamotte-Houdancourt, 2 E.; la Ferronays, 2 E.; Lenoncourt, 2 E.; d'Helmstal, 2 E.; Mouchy, 2 E.

Dragons : Mestre-de-camp général, 3 E.; Royal, 3 E.; la Reine, 3 E.; Bonelles, 3 E.; Plelo, 3 E. — Total : 39 E.

Campement sous la tente. Il a été tenu un journal du camp. Le commandant en chef y rend compte de toutes les opérations; il y fait ressortir que les troupes du camp qu'il a commandé en 1727 étaient moins belles que celles qui se trouvaient à Richemond; que cependant la bonne volonté et le zèle des officiers sont dignes de grands éloges, et que par suite, lorsque le camp fut levé, ces troupes n'étaient plus reconnaissables, tant elles avaient gagné depuis l'ouverture.

Camp sur la Sambre, à Aymeries, du 25 avril au 4 octobre 1728.

La droite est appuyée au coude que forme la rivière et à un ruisseau qui vient du village du Val; la gauche, au ravin de Bachau et aux haies du village d'Estrée.

MM. le prince de Montmorency-Tingry, commandant (1); de Maubourg, inspecteur général d'infanterie; de Vernicourt, inspecteur général de cavalerie; de Séchelles, intendant (2).

(1) Voir le sixième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 252.
(2) Voir le second volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 57.

Infanterie : la Chesnelaye, 2 B.; Royal-Italien, 1 B.; Montmorency, 1 B.; Saxe, 1 B.; Nice, 1 B.; Lenck, 1 B.; Auxerrois, 1 B.; Briqueville, 1 B.; Étampes, 2 B.; Mailly, 1 B.; Picquigny, 1 B.; Béarn, 1 B.; Louvigny, 1 B. — Total : 15 B.

Cavalerie : Gendarmerie, 8 E.; Anjou, 2 E.; Lorges, 2 E.; Bretagne, 2 E.; du Luc, 2 E.; Condé, 2 E.; Royal-Piémont, 2 E.; Turenne, 2 E.; la Reine, 2 E.; Berri, 2 E.; Chepy, 2 E.; d'Épinay, 3 E.; Condé, 3 E. — Total : 34 E. (1).

Campement sous la tente. Les chevaux au piquet; les troupes sur une seule ligne, pour qu'elles soient toutes plus à proximité de l'eau. Le front du camp offre un terrain très propre aux manœuvres. Des ordres très sévères enjoignent aux officiers d'avoir à camper sous les tentes, comme la troupe, sans aucune exemption. Le commandant en chef commence par reconnaître qu'il a trouvé les troupes très belles sous les armes. Il a été question du nouvel exercice de M. de Bombelles. M. le prince de Montmorency dit que cette nouvelle méthode lui a beaucoup plu et qu'il la fera examiner par les anciens officiers d'infanterie. Le commandant en chef exerce les troupes à toutes les opérations de la guerre : convois, fourrages, attaques de retranchements, investissement d'une place forte, etc., et chaque fois qu'une opération de cette nature devait avoir lieu, un ordre très précis prescrivait à toutes les troupes ce qu'elles auraient à faire le lendemain.

M. le prince de Tingry se loue beaucoup du zèle que M. de Séchelles a apporté pour assurer le service des vivres. Sans qu'on ait eu besoin de recourir à un prix arrêté d'avance, les denrées de toute nature abondaient dans le camp à très bas prix, souvent même moins cher que dans les villes. Les malades sont traités

(1) Relativement à la cavalerie, les exercices étaient appuyés toujours par des conférences sur la tactique en général, l'équipement, l'armement et la place dans les marches; les défilés, les avant-gardes, arrière-gardes, les campements et cantonnements, les gardes, les combats contre l'infanterie; les reconnaissances, la manière de fourrager au vert, au sec, l'attaque des fourrages, la conduite d'un convoi et son attaque, les passages de rivière, son emplacement dans les batailles, le mélange de l'infanterie avec elle; les réserves, le rôle de la cavalerie dans les sièges et les investissements de places; les sorties, enfin les moyens de former une bonne cavalerie. Genre de guerre auquel aucune nation n'est plus propre que le nôtre, car il y faut être adroit, rusé, léger, vif, entreprenant, actif, vigilant, et elle réunit toutes ces qualités.

à l'hôpital de Maubeuge, à raison de 6 sous par journée d'hôpital. MM. les officiers de la gendarmerie demandèrent que leurs gendarmes fussent traités avec plus de soin que la troupe. Chaque gendarme dut alors ajouter 14 sous aux 6 sous que l'État payait pour la journée d'hôpital. Les maladies dominantes sont les fièvres intermittentes; il n'est mort que 10 hommes pendant toute la durée du camp. Un ingénieur géographe est attaché à la personne du commandant en chef pour exécuter les dessins et plans de toutes les opérations de petite guerre, pour être mis sous les yeux du roi. A la levée du camp, l'intendant fit enlever les piquets, fourches, bâtons de tentes, traverses encore en état de service, et renfermer le tout dans l'arsenal de Maubeuge.

Camp de Troussey, sur la haute Meuse, du 6 *juin au* 20 *juillet* 1730.

M. le comte de Belle-Isle, maréchal de camp, commandant.

Cavalerie : Royal-Roussillon, 3 E.; Lenoncourt, 3 E.; Béthune, 3 E.; Royal-Étranger, 3 E.; la Tour, 3 E.; Royal-Allemand, 4 E.; Brionne, 3 E.; Villeroi, 3 E.; Lorraine, 3 E.; Mouchy, 3 E.; Montrevel, 3 E.; la Reine, 3 E.; Roi-Stanislas, 3 E.; Toulouse, 3 E.; Bourbon, 3 E.; Orléans, 3 E.; Rosen, 3 E. — Total : 52 E.

Campement sous la tente. Les chevaux au piquet. Les troupes sur deux lignes. Le mauvais temps contrarie les opérations; on se borne à exercer les cavaliers à marcher, à se former de toutes manières, mais on ne peut exécuter les différentes opérations de petite guerre.

Une instruction fort détaillée est adressée à M. le comte de Belle-Isle pour l'informer de ce que le roi attend de lui par rapport au camp qu'il commande : les chevaux seront mis au vert, que les cavaliers iront faucher et mettre en trousse dans les prairies où un ingénieur leur aura marqué à chacun leur place. On compte que 4 toises carrées de bonne prairie doivent faire la nourriture d'un cheval par jour. Des officiers devront toujours accompagner les cavaliers en fourrage, pour l'aller et le retour, afin de veiller à ce qu'il ne se commette aucun dégât. Recommandation de ne prendre en fourrages que ce qui sera nécessaire, les habitants devant en conserver assez pour leurs bestiaux. Les prairies destinées

à fournir des fourrages secs seront fauchées par des cavaliers à qui on donnera 5 sous par jour pour faucher, faner et mettre en meule, et 12 sous à ceux qui seront chargés de botteler. Les malades seront transportés dans des chariots aux hôpitaux de Toul; cependant on établira un hôpital intermédiaire à Vaucouleurs, où les chirurgiens-majors à la suite des régiments soigneront les malades. Recommandation de faire venir au camp un nombre suffisant de religieux pour assurer le service divin. Ordre d'établir au camp un bureau de poste.

Si les États du duc de Lorraine s'étendent par enclaves jusque auprès du camp, recommandation expresse d'éviter que ses sujets soient vexés ou molestés.

Les officiers camperont avec leurs troupes. Tout luxe de table est sévèrement interdit comme incompatible avec l'esprit militaire. Le commandant en chef lui-même en donnera l'exemple (1).

Le duc de Lorraine vint assister avec toute sa cour aux exercices du camp. Il y est reçu en souverain et d'une manière exceptionnelle. Ce camp fut organisé à l'imitation de celui du roi de Pologne, le mois précédent à Mulhberg en Saxe, et qui était commandé par le prince royal de Saxe. Le roi de Prusse y passa tout le temps, ainsi qu'un grand nombre de princes allemands. Ce fut une réunion dont on parla beaucoup à cette époque comme exercices utiles aux troupes.

« Une longue paix causant nécessairement un relâchement dans la discipline et les exercices militaires, disait l'ordonnance, S. M. envisage les camps comme le moyen le plus sûr d'accoutumer les troupes à tout ce qu'elles seraient tenues de pratiquer en temps

(1) D'après les ordonnances des 1er avril 1703, 15 avril 1705, renouvelées par celle du 10 mars 1757. la table de quelque officier que ce soit ne pourra être servie que de potages, bouilli, rôt composé de viandes de boucherie et volaille, sans autre gibier que celui que les gens du pays apporteront au camp pour les vendre. Les entrées seront aussi de même viande sans coulis ni essence. Les entremets, qui ne feront qu'un même service avec les entrées et le rôt, seront des viandes salées, de grosses pâtisseries, de poisson, s'il s'en trouve sur les lieux, d'œufs et de légumes. Le dessert ne sera composé que de fromages, de laitage et fruits, cuits ou crus, et sans autres sucreries que des confitures servies dans des pots, sans qu'on puisse faire usage de cristaux ou porcelaines. On ne servira aux haltes que des viandes froides. On savait en effet combien le luxe des camps est contraire au bien du service et préjudiciable à la fortune des officiers.

de guerre. Elle désire qu'elles fassent, trois fois la semaine, un exercice général sans compter ceux qui se feront le plus souvent dans chaque régiment pour rendre familiers le maniement des armes et les différentes manières de marcher et de se former. Comme les différentes méthodes qui se sont introduites dans les régiments sur les exercices pourraient causer des inconvénients dans une armée où l'on ne peut observer d'uniformité, S. M. désirerait que l'on pût parvenir à établir une règle stable et uniforme, tant pour l'infanterie que pour la cavalerie. Le commandant de chaque camp trouvera deux projets proposés pour les deux corps; il examinera ce qui est utile et praticable, et, après avoir fait exécuter par les troupes les articles qu'il aura approuvés, il adressera au secrétaire d'État de la guerre un mémoire d'observations qui puisse conduire à l'objet que S. M. se propose. » (D. G., 2 août 1732.)

Camp sur la Sambre, à Aymeries (1739).

M. le prince de Montmorency-Tingry, commandant.

Cavalerie : Colonel-général, 4 E.; Cuirassiers, 3 E.; Dauphin, 3 E.; Saint-Simon, 3 E.; Gesvres, 3 E.; la Rochefoucault, 3 E.; Beringhem, 3 E.; Lamotte-Houdancourt, 3 E.; Mestre-de-camp-général, 3 E.; le Roi, 3 E.; Bretagne, 3 E.; Clermont, 3 E.; Ruffec, 3 E.; Cravates, 3 E.; Berri, 3 E.; Cossé, 3 E.; Lambesc, 3 E.; la Ferronays, 3 E.; Chepy, 3 E. — Total : 58 E.

Des lettres furent adressées à M. de Belle-Isle, qui devait commander un camp d'infanterie et de cavalerie sur la Meuse; mais un mois avant la réunion des troupes le roi donna contre-ordre. Sa formation avait surtout pour but de répondre aux éventualités d'une guerre en Flandre, en Allemagne ou en Italie.

Camp d'Alsace, près Strasbourg (1732).

M. le maréchal Dubourg (1), commandant, pendant tout le mois de septembre.

Infanterie : Lenck, 3 B.; Royal-Suédois, 3 B. — Total : 6 B.

(1) Dubourg (Louis-Marie du Maine, comte), né le 14 septembre 1655; page du

Camp sur la Saône, près Besançon (1732).

M. le duc de Lévis, commandant (1).

Infanterie : Quercy, 2 B.; Enghien, 2 B.; Royal-Bavière, 3 B. — Total : 7 B.

Instruction détaillée adressée au commandant en chef, semblable à celle donnée pour le camp de Troussey, en 1730.

Camp de Richemont sur la Moselle, du 1er *au* 30 *septembre* 1732.

Sur le même emplacement que celui de 1727.

MM. le comte de Belle-Isle, lieutenant général, commandant; le comte d'Aubigné, inspecteur général d'infanterie; de Tarneaux, inspecteur général de cavalerie; de Creil, intendant.

Infanterie : Bourbonnais, 2 B.; Prince-de-Pons, 2 B.; Souvré, 2 B.; Royal, 2 B.; Louvigny, 1 B.; la Fère, 1 B.; Saxe, 1 B.; Languedoc, 1 B.; Guyenne, 1 B.; Lenck, 1 B. — Total : 14 B.

Cavalerie : Roi-Stanislas, 3 E.; du Maine, 3 E.; Noailles, 2 E.; Anjou, 3 E.; Béthune, 2 E.; hussards de Berchiny, 1 B.

Dragons : Mestre-de-camp-général, 3 E.; d'Armenonville, 3 E. — Total : 20 E. — Campement sous la tente.

Ce camp étant destiné à l'instruction des troupes, le roi envoya au commandant en chef une instruction détaillée semblable à celle donnée pour le camp de Troussey en 1730. MM. le comte de Belle-Isle fit commencer par remettre les troupes aux exercices particuliers dans chaque corps, puis il leur fit exécuter de grandes évolutions. Il est recommandé d'avoir grand soin de mettre à part les chevaux présumés atteints de la morve. Des tarifs fixent la quantité de bois allouée au commandant en chef, aux officiers et aux troupes. Les malades sont traités à l'hôpital de Thionville, où on les conduit en bateau. En outre, une ambulance, ou entrepôt, est établie à proximité du camp, dans une maison voisine disposée à cet effet.

roi; se signale sous Louis XIV. Brigadier. 10 mars 1690; maréchal de camp, 30 mars 1693; lieutenant général. 29 janvier 1702; maréchal de France, 2 février 1724; mort à Strasbourg le 15 janvier 1739.

(1) Voir le sixième volume des *Guerres sous Louis XV, Canada*

Camp sur la Sambre (1734).

M. de Montmorency-Tingry, lieutenant général, commandant. *Infanterie :* Lenck, 2 B.; Chartres, 2 B. ; Royal-Suédois, 2 B. ; Royal-Barrois, 2 B. — Total : 8 B.

Camp de Compiègne, du 29 *avril au* 28 *juillet* 1739.

Royal-Artillerie, 1 B.; le Roi, 3 B.; Blaisois, 1 B.; Bourbonnais, 2 B.; Gondrin, 1 B. ; milices de Soissons, 1 B.; id. de Senlis, 3 B. — Total : 12 B.

Ce camp de 1739 est tout consacré à l'artillerie, dont le roi est colonel et aux troupes appelées aux services auxiliaires (1). L'artillerie augmentait déjà chaque jour; mais ses progrès eussent été très lents sans l'impulsion savante, pratique, si intelligente de M. de Vallière (2). C'est à lui qu'on doit l'organisation de 1720 du régiment Royal-Artillerie avec ses 5 B., à chacun desquels est attachée une compagnie de mineurs. L'ordonnance du 7 octobre 1732 réglemente le système, dit Vallière, qui réduit à 5 les types de bouches à feu en service, en y ajoutant les types nouveaux de deux mortiers, d'un pierrier et d'un obusier. Avec ce matériel, l'artillerie fait les campagnes de la guerre de la succession de Pologne. Cette épreuve fit ressortir quelques inconvénients auxquels essayèrent imparfaitement de remédier les ordonnances de 1737.

29 avril et 2 mai. Le B. Royal-Artillerie y arriva le 29 avril et commença par construire dans la plaine un fort hexagone; il fut aidé par 1 B. de la milice de Soissons, qui s'y rendit le 2 mai. Ce B. fut suivi de 3 B. de celle de Senlis. Toutes ces troupes campèrent dans les faubourgs. Celles de Senlis déblayèrent les terres pour la

(1) *Journal du camp de Compiègne en* 1739, *augmenté des épreuves des mines faites en présence du roi par MM. de Turmel et Antoniazzi, capitaines mineurs, rédigé sur les lieux par ordre de M. d'Angervilliers, ministre de la guerre, par le sieur le Rouge, ingénieur-géographe du roi* (1741), *avec le traité de Vauban sur les mines.* (Bibliothèque de Compiègne, n° 922.)

(2) Voir le quatrième volume des *Guerres sous Louis XV*, page 77.

construction du fort, tandis que Royal-Artillerie y mettait la dernière main.

1er juin. On fête magnifiquement à Paris la proclamation de la paix, et on prépare les détails du mariage de la fille aînée du roi avec le troisième infant d'Espagne, don Philippe. — 7. Les miliciens changent de quartier et campent à Choisy. — 8. Royal-Artillerie occupe le camp situé dans la plaine entre Compiègne et Choisy, sur la gauche de la rivière de l'Oise, faisant face au polygone élevé dans la plaine. Le B. était campé sur la droite du parc, les mineurs et les ouvriers occupaient la gauche. Le quartier général du comte d'Eu, à la droite du B.; le parc d'artillerie au centre, contenant 40 pièces de canon de différents calibres, 21 pontons de cuivre. — 10. Le roi, qui avait fait un voyage à Chantilly, en part le 10, pour se rendre à Compiègne et voir exécuter les projets qu'il avait formés pour l'instruction de M. le dauphin et des jeunes princes. — 15. M. d'Angervilliers, accompagné de MM. de Vallière, du Harlay, intendant de Paris, visite le camp. M. le prince de Dombes, M. le comte d'Eu, un grand nombre d'officiers d'artillerie, les suivirent. — 17. Le roi à cheval, sur les 6 heures du soir, accompagné de toute sa cour, visite le camp, les troupes en bataille. Le même jour, les 2 B. de milice quittèrent Choisy pour retourner chez eux. — 18. Le dauphin, le duc de Penthièvre, le duc de Chartres et toute sa suite vont visiter le camp. Le B. fait l'exercice. — 19. École d'artillerie. — 30. M. le dauphin, avec MM. d'Angervilliers, de Maurepas, de Saint-Florentin, visite les batteries. — 21. Le comte d'Eu, le prince de Dombes, tirent quelques bombes. — 23. L'artillerie commence ses exercices en présence du roi. Le même jour, à 6 heures du soir, la reine passe le B. en revue; il fait l'exercice devant elle, et ses évolutions sont suivies de celle du B. carré. — 26. L'artillerie commence à tracer la tranchée. — 27. Tracé de la troisième parallèle. — 30. On achève de marquer les batteries à ricochets sur les prolongements des parapets intérieurs; on entaille les embrasures dans les parapets du polygone.

1er juillet. On commence à tirer devant le roi. — 2. Le roi va à la batterie et y reste une partie de la journée malgré la pluie. — 3. Des travailleurs marquent à la queue de la tranchée le dépôt des fascines. — 5. Le comte d'Eu donne un grand souper;

— 6. On tire le canon à la batterie de l'École, en présence de la reine et du dauphin. Le pont est rompu et rétabli ; le peuple le passe d'abord, puis la reine. — 7. Le régiment du Roi arrive à 8 heures du matin à Marigny, petit village à un quart de lieue de Compiègne, sur la rive droite de l'Oise. Le roi parut vers les midi entre le dernier village et celui de Venette, où il vit camper son régiment. Le quartier général de M. le duc de Biron, colonel, se trouvait à l'entrée de Venette. — 8. Les détachements des régiments de Gondrin (M. d'Antin, colonel), Blaisois (colonel, M. de Pereuse, parent de M. d'Angervilliers), Bourbonnais (M. de Boufflers, colonel), arrivèrent à midi au camp tracé entre celui de Royal-Artillerie et la forêt. Le dauphin va voir, auprès de la Croix-Saint-Oyen, l'épreuve d'une pièce de canon qui tire plusieurs coups de suite. — 9. Sont présents M. de la Borie, lieutenant-colonel du B. de Royal-Artillerie; M. le chevalier d'Allemans, lieutenant-colonel du régiment du Roi. Le roi passe la revue de son régiment, 4 B., entre Marigny et Venette.

Le cardinal de Fleury, la reine, le dauphin, ne purent assez admirer le régiment habillé de neuf. Cette revue dura 3 heures. Jamais coup d'œil ne fut plus brillant; les lignes semblaient être tirées au cordeau; l'ordre, le silence, la bonne mine des officiers, la figure martiale et la fierté des vieux soldats, l'air assuré et les moustaches des grenadiers revenus d'Italie, frappèrent le prince de Lichtenstein et les ambassadeurs d'Espagne et d'Angleterre. Le roi passe ensuite en revue les détachements de Gondrin, Blaisois et Bourbonnais, et traverse le pont de bateaux pour aller souper chez le comte d'Eu. — 11. M. le dauphin visite le camp du régiment du Roi. M. le duc de Biron et le maréchal, son père, lui donnent le spectacle d'un combat. — 12. Le roi ordonne à son régiment le passage de la rivière, défendue sur l'autre rive par Gondrin, Blaisois et Bourbonnais, secondés par de l'artillerie. La moitié avait son uniforme blanc, et les autres leurs surtouts bleus. — 14. On ouvre la tranchée et on prépare tout ce qui est nécessaire pour l'attaque du fort. — 15. Les troupes armées entrent dans la tranchée ; établissement des batteries. — 16. Le roi visite les ouvrages; sorties des troupes, attaque de la lunette. — 17. Continuation des travaux des assiégeants. — 18. On perfectionne les sapes et on charge les mines des lunettes et du glacis. — 19.

Préparation de l'attaque du chemin couvert, le roi y assiste. Arrivée à Compiègne des 2 compagnies de mousquetaires. — 20. On achève de couronner le chemin couvert. Les logements sont perfectionnés, et une plate-forme est dressée pour M. d'Oxiron, médecin de Besançon, qui prétendait avoir trouvé le moyen de jeter les bombes avec plus de précision.

21 juillet. M. d'Angervilliers, à 7 heures du matin, visite le polygone, avec M. de Vallière; on fait sauter les mines. Vers les 6 heures du soir, les troupes s'avancent vers le fort pour monter à l'assaut : c'est alors que les assiégés, harcelés de tous côtés, voyant la demi-lune prise et le logement de la brèche exécuté, demandèrent à capituler. Le gouverneur de la place fit battre la chamade, planter le drapeau blanc sur l'angle flanqué du bastion, et la capitulation se fit dans toutes les règles. Le roi se place ensuite au pied du glacis, où la reine le joignit pour voir défiler la garnison, qui, après être sortie par la brèche, passe par la double sape. — 22. Les troupes se reposent et on commence à embarquer l'artillerie. — 23. Le premier B. du régiment du Roi prend sa marche vers la Champagne. — 24. Les autres suivent pour Reims et Châlons. — 25. Blaisois, Bourbonnais et Gondrin lèvent le camp. — 28. Le B. de Royal-Artillerie retourne à la Fère.

Les troupes étaient habillées à neuf. « Il m'a paru que tant officiers que soldats portaient l'air de guerre, et cela est aisé à comprendre, étant choisis sur tout le corps. Le régiment de Bourbonnais est celui qui a été le plus admiré : les soldats y sont tous de jolie figure et tous égaux. Ils marchent d'une perfection si grande que ni majors, ni officiers, ni sergents ne sont obligés de leur dire la moindre chose. Ils font leurs mouvements avec vivacité et marchent avec la même régularité. » (*Mémoires du duc de Luynes.*) — 30. Les grenadiers de France forment un camp à Compiègne jusqu'au 17 et y font, en présence du roi, les nouveaux exercices. Ce camp réunit le nouveau corps nommé les Grenadiers de France, formés par ordonnance du 15 septembre 1749 (1). C'était une

(1) Par une analogie assez curieuse, le corps des carabiniers parut, après sa création, pour la première fois devant Louis XIV à Compiègne (mars 1694), et ce fut à Compiègne aussi que Louis XV voulut voir le nouveau corps des grenadiers de France.

excellente idée du ministre de la guerre, qui, pour ne pas perdre de vue ce qu'il y avait de plus précieux dans chaque régiment réformé, c'est-à-dire les grenadiers, en qui résident l'âme et l'esprit de corps, imagina de les réunir sous une dénomination générique. M. de Cremilles, maréchal général des logis de l'armée en 1744 et 1745, qui avait contribué au succès de ces campagnes, cherchait à briller par des innovations dans la tactique et avait demandé de les faire exécuter devant le roi.

Camp d'Erstein en Alsace, à quatre lieues de Strasbourg, sur l'Ill, du 1er au 30 septembre 1753.

La droite du camp appuyée au village d'Osthausen, et la gauche à celui d'Erstein avec le quartier général (1).

M. de Saint-Pern, lieutenant général, commandant; de Lucé, intendant.

Infanterie : Piémont, 4 B.; Briqueville, 2 B.; Vigier, 3 B.; la Marche, 1 B. — Total : 10 B.

Cavalerie : la Reine, 2 E.; Lenoncourt, 2 E.; Laviefville, 2 E. — Total : 6 E.

Le commandant en chef, son état-major et les différents employés du camp logent à Erstein. La paille de couchage est délivrée. Le fourrage de la localité n'ayant pas été jugé bon, on le fit venir de Strasbourg, ainsi que l'avoine; le pain, fabriqué à Schelestadt, est amené au camp par bateau et distribué chaque fois pour quatre jours.

La chapelle est desservie par deux capucins et un frère. Les malades étaient traités à l'hôpital de Strasbourg, où ils étaient conduits en bateau. Une ambulance, établie dans une grange du village d'Erstein, les recevait avant leur envoi à Strasbourg; enfin il y avait un bureau de poste.

Camp près Mézières (1753).

M. de Brezé, lieutenant général et inspecteur général d'infanterie, sous l'autorité de M. le maréchal de Belle-Isle.

(1) Voir le quatrième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 103.

Infanterie : Belzunce, 4 B.; Royal-Vaisseaux, 2 B.; Dauphin, 2 B.; la Couronne, 2 B. — Total : 10 B.

Cavalerie : le Roi, 2 E.; Moutiers, 2 E.; des Salles, 2 E.; Cuirassiers, 2 E.; Cravates, 2 E. — Total : 10 E.

Camp de Languedoc, près Beaucaire, du 1er *au* 30 *septembre* 1753.

M. de Crémille, lieutenant général, commandant.

Infanterie : Royal, 2 B.; Boulonnais, 1 B.; Médoc, 2 B.; Anjou, 2 B.; Périgord, 1 B.; Brissac, 2 B. — Total : 10 B.

Le camp établi sur un terrain sablonneux.

Camp de Plobsheim, du 1er *au* 30 *septembre* 1753.

M. de Maillebois, commandant.

Le recueil des ordres du jour du commandant en chef indique les mouvements qui devront être exécutés le lendemain.

Camp de la Saône, près de Gray, pendant le mois de septembre 1753.

M. le duc de Randan, commandant (1).

Il n'existe de traces de ce camp que par des brouillons de lettres de service destinées aux officiers généraux appelés à y servir, et par des observations sur l'exercice du soldat d'infanterie et les manœuvres par MM. le marquis de Monconseil et le capitaine Messinot, du régiment de Normandie.

Camp de Hainaut, sur les frontières de Champagne, du 1er *au* 30 *septembre* 1753.

Commandé par le prince de Soubise.

Camp de Compiègne (1753).

Le 20 juillet 1753, le régiment du Roi, commandé par le comte de Guerchy, forme le camp, pour l'exercice et le manie-

(1) Voir le quatrième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 89.

ment des armes, suivant la nouvelle ordonnance. Sa durée n'est que de neuf jours, une partie en présence du roi (1).

Travaux du canal de Picardie (1754).

« Les soldats des 4 B. qui ont travaillé l'automne dernier au canal de Picardie ont eu des baraques; mais il n'en a point été question pour les officiers. » (Lettre de M. d'Angervilliers, de Creil, le 15 mars 1754).

État des troupes destinées aux travaux du canal de communication de la Lys à l'Aa : Poitou, 2; Provence, 2; Ile-de-France, 1; Royal-Bavière, 2; Bentheim, 2; Lowendal, 2; Bulkeley, 1; Dillon, 1; Ogilwy, 1. — Total : 14 B.

Ces travaux ne furent pas interrompus du 20 mai au 26 août; ils reçurent, à la date du 15 juin, un renfort de 6 autres B. : Cambrésis, 1; Forest, 1; Berwick, 1; Foix, 1; la Marine, 1; Saintonge, 1.

MM. de Vault et Surlaville sont adjoints comme colonels au général de Cremilles.

Les détachements de travailleurs de la Marine, Bourgogne, Foix, Ogilwy et Clare formaient la gauche du camp, et ceux des régiments de l'Ile-de-France, Saintonge, Forest, Cambrésis, Royal-Bavière, Lowendal, Berwick et Béarn, la droite. Chaque B. de ces régiments fournissait, avec le nombre de travailleurs désignés par le commandant des troupes, 1 capitaine, 1 lieutenant, 2 sergents et 1 tambour.

Position du camp.

La droite du camp se trouve près des haies du hameau de Campagne; la gauche vers les Fontinelles; le front de bandière parallèle au canal. Les travaux furent commencés, le 8 juillet, par le régiment de la Marine, qui fournit, par B., 1 capitaine, 1 lieutenant, 2 sergents et 144 travailleurs, y compris 1 tambour. Des demi-fournitures furent distribuées en raison d'une pour deux travailleurs.

(1) *Journal historique, ou Fastes du règne de Louis XV*, par le président de Lévy.

Les autres troupes arrivèrent successivement jusqu'au 14, et le 15 les travailleurs des 20 B.

Quatre camps d'instruction sont réunis en 1754, à *Aymeries*, à *Sarrelouis*, à *Gray*, à *Plobsheim*.

Le fourrage, disait l'ordonnance, sera fourni par l'entrepreneur, d'après les tarifs en vigueur, les officiers de cavalerie et de dragons en recevront une quantité égale à la moitié de celle qui leur serait allouée en temps de guerre. Les malades seront transportés dans l'hôpital le plus voisin par les soins de l'intendance. Un bureau de poste y sera établi. Le commandant en chef veillera au maintien sévère de la discipline; il aura à ses ordres, pour punir ceux qui y manqueraient, un lieutenant de la maréchaussée, huit archers et un exécuteur.

Toute espèce de contrebande sera sévèrement réprimée. Le tabac et le sel seront fournis aux hommes par les fermiers généraux, aux prix portés dans les instructions du 1er octobre 1743.

Tous les officiers, y compris les colonels et mestres de camp, devront camper avec leurs troupes. Il en sera de même des brigadiers. Les officiers qui s'absenteront sans congé seront mis en prison et signalés au ministre de la guerre.

La chasse et les jeux de hasard seront sévèrement interdits. Il ne sera permis aux officiers étrangers au camp d'y entrer qu'à condition d'en repartir le soir.

Les généraux ne pourront distraire aucun officier de son service auprès des troupes pour en faire un aide de camp. Le commandant en chef veillera à ce que chaque corps soit pourvu de tous les effets nécessaires à son campement. Les troupes feront chaque jour des exercices généraux ou particuliers. Le commandant en chef verra l'assemblée des gardes le plus souvent qu'il pourra, et se fera remplacer, en cas d'empêchement, par l'officier général de jour. Il visitera les postes et piquets pendant la nuit. Les gardes et postes devront être proportionnés à la force des B. et E., de telle sorte que tous les hommes y soient exercés. Les instructions sur l'exercice et la manœuvre devront être suivies littéralement par tous les corps pour amener l'uniformité. Des instructions sont rédigées pour l'infanterie et la cavalerie; mais le roi ne veut les faire publier que l'année prochaine, pour que l'on puisse y faire pendant l'hiver les changements que les quatre camps de cette année

auront fait juger nécessaires. Le service des dragons avec l'infanterie et la cavalerie n'étant pas encore réglé, le commandant en chef fera en sorte d'éviter tout ce qui pourrait donner lieu à des démêlés entre eux.

Le commandant en chef passera une revue générale des troupes trois jours après leur arrivée au camp, les fera défiler, et les exercices devront commencer le lendemain, particuliers d'abord pour chaque corps, puis ensuite par brigade, et enfin pour toute l'armée réunie. Il veillera à ce que l'on ne s'écarte pas pour l'exercice et les manœuvres de ce que prescrit littéralement l'ordonnance, mais il recueillera les objections et les observations tendant à amener quelques changements ou modifications, et rendra compte chaque jour de ce qui aura été exécuté.

Camp d'Aymeries, sur la Sambre, du 1er au 30 septembre 1754.

Il est assis sur la rive droite de la Sambre, sa droite vis-à-vis du village de Berlaymont, et sa gauche à celui de Bachan. Derrière son centre se trouvent les villages d'Aymeries et de Pont-sur-Sambre.

M. de Rohan, prince de Soubise, commandant.

Infanterie: Bourbonnais, 4 B.; Condé, 2 B.; Bulkeley, 1 B.; Penthièvre, 2 B.; Roth, 1 B.; Salis, 3 B.; Rohan, 2 B. (1). — Total : 15 B.

Cavalerie : Colonel-général, 3 E.; Clermont-Tonnerre, 2 E.; Lameth, 2 E.; Royal, 2 E.; Royal-Roussillon, 2 E. — Total : 11 E.

(1) Dans le régiment du prince de Rohan-Rochefort, entra comme cadet gentilhomme, en 1754, François-Claude-Amour, marquis de Bouillé, né le 19 novembre 1739 à Cluzel-Saint-Eblé, au pied des montagnes qui séparent l'Auvergne du Velay. Il y fit exactement son service de soldat, manœuvrant dans les rangs des grenadiers, quoique la fatigue y fût extrême pour un enfant délicat, obligé de passer ses journées sous le harnais. Revint à Paris, à l'académie de M. Duguet, une de ces trois maisons formées pour des gentilshommes où la jeune noblesse était instruite aux sciences militaires. En sortit, en juin 1758, pour rejoindre la Ferronnays-dragons, dans lequel il obtint une compagnie; se distingue à Giessen le 22 mars 1761; nommé colonel. Séjourne à la Martinique, revient en France en février 1777; général, le 19 août 1790; gouverneur des îles du Levant. Commandant une des quatre armées décrétées par l'Assemblée nationale, et échelonnées depuis la Suisse jusqu'à la Sambre. Fait la campagne de 1792 auprès du prince de Condé ; mort à Londres le 14 novembre 1800.

Carabiniers : brigade de Montmorency, 2 E.; brigade Létang, 2 E.; brigade Bovest, 2 E.; brigade Bussy, 2 E.; brigade Brassac, 2 E. — Total : 10 E.

Dragons de la Reine, 2 E.

La force des B. est de 470 hommes en moyenne.

M. le maréchal de Belle-Isle vint au camp, fit exécuter l'exercice et les manœuvres d'après la nouvelle ordonnance et se réserva de faire de vive voix au ministre de la guerre, M. d'Argenson, communication de ses observations et des changements qui devraient y être apportés. Le dossier relatif à ce camp contient un très grand nombre de lettres de M. de Chevert à M. le ministre de la guerre, ainsi que les ordres de chaque jour et le compte rendu de tous les exercices et opérations de petite guerre qui ont été exécutés, en y comprenant différentes consignes : défense aux cavaliers, hussards et soldats de passer sur la rive droite de la rivière; de franchir les gardes extérieures sans congé dans la forme prescrite; aux cabaretiers, aubergistes et autres de recevoir les filles de mauvaise vie; au contraire, de les arrêter et de les remettre entre les mains de la maréchaussée. Ordre à la gendarmerie, gardes, postes et patrouilles de protéger les paysans qui apporteront des vivres et denrées au camp; aux chefs de poste et grand'gardes d'interroger tout étranger se présentant pour entrer dans le camp, et, si les réponses ne sont point satisfaisantes, de le faire conduire devant le major d'infanterie ou le prévôt du camp; mais si ce sont des officiers ou des gentilshommes, on doit se contenter de prendre leurs noms et de les adresser de suite au commandant en chef.

Un sous-brigadier de maréchaussée est investi des fonctions de marqueur du quartier général; il est sous les ordres du prévôt du camp. Ses fonctions consistent à surveiller les aubergistes, vivandiers, cabaretiers et autres, à dresser procès-verbal contre eux au besoin, à interdire à qui que ce soit de s'établir dans le quartier général sans l'agrément du commandant en chef; à surveiller les poids et mesures des marchands ainsi que la qualité des fruits et denrées, et en général à rendre compte au commandant en chef de tout ce qu'il aura remarqué.

M. de Chevert termine ses rapports au ministre en annonçant le départ des troupes sous ses ordres et en témoignant de leur bon vouloir, de leur belle tenue et des excellentes manœuvres.

Camp de la Sarre, du 1er au 30 septembre 1754.

Assis dans le grand circuit que forme la rivière autour de la ville de Sarrelouis, la droite vis-à-vis du village d'Ensdorf et la gauche à celui de Lautern, tous les deux situés de l'autre côté de la rivière, sur la rive droite, ce camp a son front couvert par la Sarre et s'adosse à la ville de Sarrelouis. Le quartier général est établi dans le couvent des Capucins et le village de Lisdorf. M. de Chevert, lieutenant général, sous le commandement supérieur de M. le maréchal de Belle-Isle.

Infanterie : la Tour-du-Pin, 4 B.; Touraine, 2 B.; Limousin, 2 B.; Enghien, 2 B.; Boccard, 3 B. — Total : 13 B.

Cavalerie : Royal-Pologne, 2 E.; Beauvilliers, 2 E.; Henrichemont, 2 E.; Saluces, 2 E.; Maugiron, 2 E.; Fitz-James, 2 E.; Bourgogne, 2 E.; Bourbon-Busset, 2 E.; hussards de Beausobre, 1 E. — Total : 17 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet.

Camp de Plobsheim, en Alsace, du 1er au 30 juillet 1754.

La droite appuyée au village de Plobsheim et la gauche à une redoute que le commandant en chef a fait construire en avant du village d'Eschau, le camp a son front de bandière établi parallèlement à la chaussée de Bâle. M. de Maillebois, lieutenant général, sous le commandement supérieur de M. le maréchal de Belle-Isle.

Infanterie : Montmorin, 2 B.; Lorraine, 2 B.; la Fère, 2 B.; Vatan, 2 B.; Monin, 3 B. — Total : 11 B.

Cavalerie : Mestre-de-cam-pgénéral, 2 E.; Vienne, 2 E.; Aquitaine, 2 E.; Wurtemberg, 2 E.

Dragons : le Roi, 2 E.; Thianges, 2 E.; hussards de Raugrave, 1 E. — Total : 13 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet.

Camp de Plobsheim, du 1er août au 30 septembre 1754.

M. de Maillebois, commandant.

Infanterie : Montmorin, 2; Lorraine, 2; la Fère, 2; Vatan, 2; Monnin, 3. — Total : 11 B.

Cavalerie : Mestre-de-camp-général, 2 ; Vienne, 2 ; Aquitaine, 2 ; Wurtemberg, 2 ; le Roi-dragons, 2 ; Thianges, 2 ; hussards de Raugrave, 1. — Total : 13 E.

Des discussions s'élevèrent entre les dragons et la cavalerie. Elles prouvèrent que la position relative de ces deux armes n'avait pas été assez nettement établie ; ces discussions, au surplus, par suite du désir du commandant des dragons de ne pas faire souffrir le service, n'eurent pas de suites fâcheuses.

Des pontons tirés de l'arsenal de Strasbourg servent à l'établissement des ponts jetés sur la rivière l'Ill.

Le maréchal de Belle-Isle se rend au camp pour l'exécution des nouvelles manœuvres et approuve tout ce qui s'était passé suivant les dispositions du nouveau règlement.

Camp de la Saône, près de Gray, du 25 *août au* 25 *septembre* 1754.

Ce camp est assis sur un coteau, dans une position saine ; la droite près de la ville de Gray ; la gauche à hauteur du village des Moulins, et le centre au village de Gray-la-Ville.

M. le duc de Randan, lieutenant général, commandant.

Infanterie : Talaru, 2 B. ; Courten, 3 B. ; Rochefort, 2 B. ; Cambrésis, 2 B. ; Royal-Marine, 2 B. — Total : 11 B.

Cavalerie : Bourbon, 2 E. ; Marcieu, 2 E. ; Talleyrand, 2 E. ; Berri, 2 E.

Dragons : la Ferronais, 2 E. ; Daubigny, 2 E. — Total, 12 E.

Campement sous la tente. Les chevaux au piquet.

Les généraux et officiers font leurs observations sur les améliorations introduites dans l'ordonnance.

Camp de Nancy (mois d'août 1754).

M. de Rostaing, commandant.

Volontaires royaux, grenadiers de France, 6 pièces de canon à la suédoise. Ces troupes sont réunies pour exécuter différentes nouvelles manœuvres de tactique dite *la légion.*

Ces manœuvres se réduisent à huit principales :

1° Attaque en plaine en ordre, mi-partie de choc et de mousque-

terie; 2° attaque en plaine dans un ordre de pénétration protégé par un mélange de mousqueterie; 3° manœuvre pour dérober à l'ennemi le mouvement par lequel on débordera son front et on attaquera ses flancs avec avantage; 4° disposition pour une attaque de retranchements, laquelle peut servir à leur défense; 5° retraite en colonnes; 6° disposition pour faire une retraite lente en plaine, si la légion n'a qu'un espace très court à parcourir pour gagner un défilé, ou si elle se trouvait contrainte à se soutenir elle-même en attendant des secours; 7° formation rapide de la légion en ordre de défense et d'attaque, si elle est menacée sur un de ses flancs; 8° disposition pour une attaque de pont.

M. le maréchal de Belle-Isle, en rendant compte au ministre de ces manœuvres exécutées sous ses yeux, donne des éloges aux officiers pour leur zèle à apprendre, aux troupes pour leur tenue et leur discipline, à M. de Rostaing pour la simplicité de ses mouvements et la netteté de ses commandements. Tout en apprenant cette formation en légion, qui pourrait, selon lui, rendre des services à un général dans un grand nombre de cas, il s'oppose à ce que l'on décompose toute l'infanterie et les dragons pour en former des légions.

Enfin ce camp est rétabli sous les murs de Nancy au mois de septembre, et on y fait manœuvrer les grenadiers de France avec les volontaires Royaux. Ils exécutent encore des mouvements d'essais en présence du roi de Pologne.

Camp d'Aymeries, sur la Sambre, pendant un mois à partir du 24 août 1755.

Ce camp est établi sur le même emplacement que celui de l'année précédente.

M. le prince de Soubise, commandant.

Infanterie : Lyonnais, 2 B.; Quercy, 1 B.; Cambrésis, 1 B.; Beauvois, 2 B.; Berwick, 1 B.; Clare, 1 B.; Saintonge, 1 B.; Saint-Germain, 1 B.; la Dauphine, 1 B.; Nassau, 1 B.; Conti, 2 B.; Eu, 2 B. — Total : 16 B.

Cavalerie : Royal-Étranger, 2 E.; Saint-Jal, 2 E.; Conti, 2 E.; Noailles, 2 E.; Grammont, 2 E.; Orléans, 2 E.; Condé, 2 E.;

Bezons, 2 E.; Montcalm, 2 E.; Chabrillant, 2 E.; Crussol, 2 E.; Dauphin-Étranger, 2 E.

Dragons : Royal, 2 E.; Caraman, 2 E. — Total : 28 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet.

Après les revues d'arrivée, on commença les exercices particuliers dans chaque corps, mais bientôt les troupes se rendirent dans différents cantonnements par ordre du commandant en chef, qui voulait les soustraire à la dangereuse influence des pluies continuelles.

Après avoir été obligé de retarder le jour fixé pour leur arrivée au camp, le commandant en chef, dans l'impossibilité où la pluie constante le mettait de faire exécuter des manœuvres, et dans la crainte de voir les hommes tomber malades par suite de l'humidité du terrain et de la paille sur laquelle ils couchaient, donna l'ordre aux troupes de se séparer. L'infanterie gagna les places voisines et la cavalerie fut cantonnée dans les villages voisins pour pouvoir consommer les fourrages qu'on avait réunis.

La séparation des troupes s'effectua le 3 septembre. Le roi donna son approbation à l'ordre de M. de Soubise relatif à la levée du camp.

Camp de Valence, en Dauphiné, du 21 août au 20 septembre 1755.

Ce camp est assis sur une plaine élevée, dite plaine de Valence, entre les chemins de Beaumont et de Montellier. La droite est appuyée à la Cense de Baise, la gauche à une mare d'eau près du chemin de Montellier. Le front de bandière est parallèle aux Alpes. En avant, se trouve un fort beau terrain propre à toutes espèces de manœuvres.

MM. le marquis de Voyer (1), maréchal de camp, inspecteur; M. de Laporte, général de cavalerie, intendant.

Infanterie : Navarre, 4 B.; Vaubecourt, 2 B.; Laroche-Aymon, 2 B.; Bretagne, 2 B.; Bigorre, 1 B.; Nice, 2 B. — Total : 13 B.

Dragons : Dauphin, 2 E.; Languedoc, 2 E. — Total : 4 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet, l'infanterie au centre et les régiments de dragons aux deux ailes. Ce camp, comme

(1) Voir le quatrième volume des *Guerres sous Louis XV*, p. 108.

tous les précédents, a eu pour but d'instruire et d'exercer les troupes et surtout d'arriver à faire régner l'uniformité la plus grande entre les divers régiments, soit pour le maniement des armes, soit pour les exercices de B., soit pour la manière de se conduire au camp, pour les gardes, patrouilles, rassemblements; en un mot, recommandation expresse et formelle était faite de s'en tenir exactement à la lettre de l'ordonnance, seul moyen d'arriver à l'uniformité demandée. Le commandant en chef voulut exercer ses troupes aux travaux de siège; à cet effet, dès les premiers jours de son arrivée au camp, des travailleurs furent détachés pour construire un polygone bastionné, et, quand il fut terminé, les troupes en formèrent l'investissement, ouvrirent la tranchée, se livrèrent à tous les travaux d'attaque, pendant qu'une autre partie d'entre elles, chargée de la défense de la place, exécutait de son côté tous les travaux en usage pour retarder les progrès de l'assiégeant.

Camp de Richemont, sur la Moselle, du 26 août au 25 septembre 1755.

D'après le plan, il aurait été établi sur deux lignes : l'infanterie au centre, la cavalerie sur les ailes; la droite au village de Richemont, la gauche à celui d'Ukange, le front de bandière couver tpar la Moselle. Quant aux hussards et dragons, ils étaient placés en potence derrière les villages, appuyant la gauche et la droite du camp.

M. de Chevert, lieutenant général, sous les ordres supérieurs de M. le maréchal de Belle-Isle.

Quartier général au château de Pepinville.

M. le marquis de Poyanne, inspecteur général de cavalerie.

Infanterie : Champagne, 4 B.; Royal-Pologne, 1 B.; Orléans, 2 B.; Rouergue, 2 B.; Loochman, 3 B.; Planta, 3 B. — Total : 15 B.

Cavalerie : Royal-Piémont, 2 E.; la Rochefoucauld, 2 E.; volontaires de Schomberg, 2 E.; Royal-Allemand, 2 E.; Dauphin-Français, 2 E.; des Cars, 2 E.; Poly, 2 E.; d'Archiac, 2 E.

Hussards : Linden, 2 E.; Berchiny, 1 E.; Turpin, 1 E.

Dragons : Orléans, 2 E.; Bauffremont, 2 E. — Total : 24 E.

Campement sous la tente, les chevaux au piquet. Couchage sur la paille.

M. de Chevert rend compte, jour par jour, des exercices qu'il a fait faire, ainsi que des grandes manœuvres qu'il a commandées.

Le maréchal de Belle-Isle, dans son rapport au ministre d'une inspection qu'il a faite au camp de Richemont, insiste sur la nécessité de réprimer le luxe de la table, qui, selon lui, va croissant d'année en année.

Des armements de terre et de mer sont poussés avec la plus grande activité; des camps de manœuvres sont établis sur les côtes de France; nos forces navales restant inférieures à celles des Anglais, on y supplée en leur imprimant la crainte d'une descente sur leurs côtes. C'était le moment de regretter la conduite tenue envers le prince Édouard; la terreur des Anglais eût été bien plus forte s'ils l'avaient vu dans les rangs de l'armée qui menaçait leurs rivages. Les troupes, commandées dès le mois de janvier, se rendent sur les côtes de l'Océan et se distribuent en plusieurs camps.

La guerre déclarée à l'Angleterre, le roi décida que l'on profiterait du voisinage de la mer pour exercer les troupes à tous les genres d'attaque et de défense qui peuvent avoir lieu sur les côtes. Le maréchal de Belle-Isle envoya au commandant en chef une instruction sur ce sujet, dont voici l'analyse. Les troupes doivent être exercées à différentes manœuvres d'embarquement et de débarquement, on familiarisera les officiers et soldats avec tout ce qui peut avoir rapport aux opérations maritimes, et on répétera ces exercices assez fréquemment pour que chacun d'eux les ait faits plusieurs fois pendant la durée du camp, afin qu'à un moment donné les troupes puissent exécuter ces manœuvres avec adresse et célérité. Le commandant en chef se mettra en rapport avec celui de la marine pour connaître les lieux propres à un débarquement, et il aura soin que les troupes se rendent aux lieux indiqués par la marine bien exactement aux heures indiquées, afin que la marée ne mette pas obstacle aux exercices. Il devra prendre toutes les précautions possibles pour qu'il n'arrive pas d'accidents, surtout dans les commencements, où les soldats ne seront pas habitués à la mer. Dans les premiers exercices, ils seront en veste et bonnet, et n'auront avec eux que leurs armes et outils. Plus tard ils seront complètement équipés. Ils devront avoir sur eux du pain pour deux jours, et les bâtiments seront approvisionnés d'eau pour le même temps. Le commandant de la marine fera la disposition des bâtiments, barques et chaloupes, en conséquence de

laquelle sera faite celle des troupes sur le lieu de débarquement. Les troupes seront embarquées par compagnies ou fractions de compagnie; chaque fraction sera accompagnée d'un officier. Un nombre suffisant de bons matelots sera attaché à chaque bâtiment, barque ou chaloupe, pour indiquer aux hommes comment ils doivent entrer dans lesdits bâtiments, éviter les mouvements, se secourir, etc. A mesure que les troupes arriveront dans les bâtiments, au moyen de barques et de chaloupes, le capitaine du bord indiquera aux officiers comment les hommes doivent se placer pour ne pas gêner la manœuvre. Les troupes embarquées, si le temps et le port le permettent, on naviguera un peu, sans toutefois s'exposer à rencontrer l'ennemi. On exercera les hommes aux feux comme à terre, puis on opérera le débarquement en observant toutes les précautions prises pour l'embarquement, mais en habituant les hommes à sortir des chaloupes avec la plus grande célérité, soit qu'il faille sauter dans l'eau, soit que l'état de la côte permette de descendre des chaloupes à pied sec. On leur indiquera également de quelle manière ils devront porter leurs armes et leurs gibernes en sautant dans la mer, de même que le moyen de résister à la houle. Une fois débarqués, les hommes seront exercés à différentes manœuvres, telles que de s'emparer de suite d'un poste, d'une hauteur, de s'y retrancher, etc.

Camp de la Hougue, sur les côtes de l'Océan, du 16 juillet au 12 septembre 1756.

Ce camp fut établi, la gauche au chemin qui va de Quetchou à Saint-Vast, la droite à un ruisseau. Dans cette position, la Hougue se trouvait en avant de la gauche et Quetchou derrière la droite.

M. de Lugeac, inspecteur général d'infanterie.

Infanterie : Dauphin, 2 B.; Beauvoisis, 2 B. — Total : 4 B.

Campement sous la tente, comme les précédents; il y est recommandé de se conformer littéralement, pour le maniement des armes et pour les évolutions, à l'ordonnance royale du 6 mai 1756. Cependant le commandant en chef est autorisé à faire faire l'essai des nouvelles manœuvres qui lui seraient proposées, mais seulement par des détachements, en sa présence, avec ordre d'en rendre compte au ministre ainsi qu'au maréchal duc de Belle-Isle. Il est

également recommandé de se conformer scrupuleusement à l'ordonnance du 17 février 1753 sur le service de l'infanterie en campagne.

Il est recommandé de faire camper les hommes de nouvelle levée avec leurs corps, pour les former plus promptement au service et aux manœuvres de guerre. L'intendant de la généralité reçoit l'ordre de faire établir un petit hôpital à Quetchou pour recevoir provisoirement les hommes qui tomberaient malades, ceux-ci devant être dirigés sur l'hôpital de Valognes. Un bureau de poste est établi au camp, au village de Saint-Vast.

Le roi décida cette année qu'une pièce de canon serait attachée à chaque B., et une instruction spéciale pour la manœuvre de ces pièces, dites *à la suédoise*, fut envoyée à M. le marquis de Lugeac, pour en faire un point capital de l'instruction des troupes et leur faire comprendre que la conservation de ces pièces était confiée à leur honneur tout aussi bien que leur drapeau.

Quand on campera par brigade, les pièces de la brigade de droite seront placées à la droite du B. de droite, en avant du piquet et sur l'alignement des faisceaux. Un terrain convenable sera choisi pour tirer le canon, et chaque jour les canonniers y conduiront leurs pièces en les tirant avec des prolonges et les ramèneront au camp de la même manière. Pendant toute la durée de ce camp, les hommes furent fréquemment exercés sur les bords de la mer aux embarquements, débarquements et combats, ainsi qu'à la manœuvre des pièces de canon qui accompagnaient chaque B., de même qu'aux autres manœuvres d'infanterie.

Camp de Saint-Malo (1756.)

Ce camp est établi, le 16 juillet, à une demi-lieue de la ville, la droite au ruisseau qui se jette dans le havre de Rotaineuf, et la gauche vers la Justice de Saint-Malo. Les villages de Paramé et de Saint-Ydeuc sont derrière le camp, et celui de Rotaineuf en avant.

M. le duc d'Aiguillon, maréchal de camp.

Quartier général à Paramé, et non à Saint-Malo, bien que le camp soit établi tout près de cette ville, attendu que, en qualité de place de guerre, Saint-Malo a ses portes fermées pendant la nuit et qu'il faut qu'un commandant en chef puisse à toute heure du

jour et de la nuit être en communication avec les troupes qu'il commande.

Infanterie : Navarre, 4 B.; Clare, 1 B.; Berwick, 1 B.; Quercy, 1 B.; Condé, 2 B.; Saintonge, 1 B. — Total : 10 B.

Dragons : Thianges, 2 E.; Daubigné, 2 E. — Total : 4 E.

Campement sous la tente et couchage sur la paille, renouvelée quand il en est besoin. Ce camp, comme le précédent, eut pour but spécial d'instruire les troupes sur les embarquements, les débarquements et toutes les manœuvres de guerre se rapportant à ce genre d'opérations, à cause de la guerre dans laquelle la France se trouvait engagée contre l'Angleterre. Placé sous les ordres supérieurs du maréchal duc de Belle-Isle, les instructions envoyées pour le camp de la Hougue le furent aussi pour le camp de Saint-Malo. Le roi décida que les pièces à la suédoise suivraient les troupes dans leurs garnisons et seraient pendant la route traînées par trois chevaux.

Le tambour-major des gardes françaises eut ordre de se rendre dans tous les camps assemblés sur les côtes de l'Océan pour veiller à ce que les tambours de tous les corps se conformassent rigoureusement aux batteries (1).

Le dossier relatif au camp de Saint-Malo est considérable; mais, outre les papiers et lettres qu'il réunit comme les autres camps, il renferme une foule de pièces étrangères se rapportant à la défense des côtes de Bretagne. On a le plan et l'élévation des chaloupes mises en usage au camp de Saint-Malo pour l'embarquement et le débarquement des troupes. Le duc d'Aiguillon, qui les a expérimentées fréquemment, se loue beaucoup des services qu'elles peuvent rendre.

Camp de Saint-Malo (*septembre* 1756).

Établi entre le fort Royal et le fort Lavarde; commandé par le duc d'Aiguillon, au 14 septembre.

(1) Par ordre du 14 mai 1754, le marquis de Paulmy étant ministre de la guerre, furent réglées les batteries de tambour. Jusque-là chaque régiment avait eu les siennes. Le 1er décembre, le tambour-major des gardes françaises les conduisit à Versailles sous les fenêtres du roi.

Infanterie : Wallis, 2 B.; Dillon, 2 B.; Lorraine, 2 B.; Royal-Roussillon, 2 B.; la Marine, 2 B. — Total : 10 B.

Cavalerie : Condé, 2 E.; Schomberg, 2 E. — Total : 4 E.

Le 27 septembre, attaque du fort Lavarde; le 10 octobre, attaque simulée contre l'armée anglaise.

Camp de Dunkerque, du 16 *juillet au* 16 *septembre* 1756.

La droite est appuyée aux criques situées sur le flanc gauche de la citadelle et des fortifications de la ville. La gauche est près du fort de Mardick. Le terrain inégal sur lequel le camp est assis est fermé par le canal de Mardick. M. le comte de Saint-Germain, lieutenant général, commandant.

Infanterie : Picardie, 4 B. ; Provence, 2 B. ; Belzunce, 4 B. ; Poitou, 2 B.; Royal-Suédois, 2 B.; la Marine, 4 B. — Total : 18 B.

Dragons : dragons d'Apchon, 2 E.

Campement sous la tente.

Il est à remarquer que, dans tous les camps qui eurent lieu en 1756, on recommande aux commandants en chef de veiller à ce que, pour l'instruction, l'exercice et les évolutions, les officiers et les soldats se conforment strictement et rigoureusement aux ordonnances récemment publiées; on s'aperçoit ainsi du besoin qui avait été reconnu indispensable d'établir de l'uniformité dans l'armée. Les plaintes sur la qualité des armes sont fort nombreuses. Les commandants en chef des différents camps appellent l'attention du ministre sur ce fait, qui en campagne paralyserait les forces d'une grande partie de l'infanterie. On remarqua que les exercices auxquels les troupes furent soumises à l'embarquement et au débarquement eurent pour désavantage d'altérer beaucoup la durée des effets des soldats et surtout leurs souliers.

Dans tous les corps, des *Te Deum* et des réjouissances sont célébrés à l'occasion de la prise du fort de Saint-Philippe de Mahon.

Pour l'exercice des pièces de canon à la suédoise, M. le comte de Saint-Germain fit construire de grandes cibles dans le but de déterminer exactement la portée de ces pièces et de montrer aux troupes les distances auxquelles elles pouvaient tirer. Le comman-

dant en chef donna son attention aux feux et à la marche, disant qu'il importait plus d'apprendre aux hommes à tirer avec promptitude et précision, ainsi qu'à bien marcher unis, que de faire des maniements d'armes et autres exercices de parade.

Camp de Calais, du 16 juillet au 16 septembre 1756.

M. le prince de Croy, maréchal de camp, commandant.

Infanterie : Bourbonnais, 4 B.; Aquitaine, 2 B.; Forest, 1 B.; Périgord, 1 B.; Rooth, 1 B.; Lowendal, 2 B.; Royal-Écossais, 1 B.; O'Gilvy, 1 B.; Bukeley, 1 B. — Total : 14 B.

Dragons : Colonel-général, 2 E.; Mestre-de-camp, 2 E. — Total : 4 E.

Campement sous la tente. Même but et mêmes instructions que pour les précédents. Les observations générales portées au camp de Dunkerque s'appliquent également à celui de Calais ainsi qu'à tous ceux qui, cette année, furent réunis sur les côtes de la Manche.

Camp près de Dieppe (1756).

Assis à une demi-lieue de la ville, sur la bruyère de Notre-Dame des Vertus.

M. de Saint-Pern, lieutenant général, commandant.

Infanterie : Grenadiers de France, 4 B.; Dillon, 1 B.; Lally, 1 B.; Bentheim, 2 B. — Total : 8 B.

Dragons : de Baufremont, 2 E.

Campement sous la tente. Même but et mêmes instructions que pour les précédents.

Camp du Havre, du 16 juillet au 16 septembre 1756.

Établi sur les hauteurs d'Ingouville, sa droite auprès des ruines du château de Frileuse, la gauche sur la pointe des hauteurs vers Harfleur.

Duc d'Harcourt, lieutenant général, commandant.

Infanterie : Champagne, 4 B.; Touraine, 2 B.; Foix, 1 B.; la Tour du Pin, 4 B.; Mailly, 4 B.; Normandie, 4 B. — Total : 19 B.

Dragons : la Reine, 2 E.; Harcourt, 2 E. — Total : 4 E.

Campement sous la tente.

Camp de Honfleur, du 16 juillet au 16 septembre 1756.

Comte de Polignac, maréchal de camp, commandant.
Infanterie : Piémont, 2 B. ; Limousin, 2 B. — Total : 4 B.
Cavalerie : Carman, 2 E.
Campement sous la tente.

Camp de Cherbourg, du 16 juillet au 16 septembre 1756.

Comte de Raymond, maréchal de camp, commandant.
Infanterie : Enghien, 2 B.; Chartres, 2 B. — Total : 4 B.
Campement sous la tente.

Camp de la Houlle près Granville, du 16 juillet au 16 septembre 1756.

M. de Puységur, maréchal de camp, commandant.

Infanterie : Auvergne, 4 B.; Royal-Vaisseaux, 2 B.; Rohan, 2 B.; Eu, 2 B. — Total : 10 B.

Cavalerie : Orléans, 2 E.; Marbeuf, 2 E. — Total : 4 E.

Campement sous la tente.

Dans tous ces camps, outre les exercices maritimes dont le détail a déjà été indiqué et les manœuvres des pièces de canon attachées à chaque B., il fut procédé aux exercices et manœuvres suivant l'ordonnance. Comme toujours, la discipline fut bien observée, et il ne s'éleva aucune plainte contre le séjour des troupes dans ces différentes localités.

Camp de Granville (1756).

Maréchal-de-Turenne, 2 B.

Camp de Saint-Valéry (1756).

Le Roi, 2 B. ; Guyenne, 2 B. — Total : 4 B.

Camp de Beaucaire (1756).

Royal, 2 B.

Camp de Honfleur.

M. de Beaujeu, sous l'autorité supérieure de M. le maréchal duc de Belle-Isle.

Camp destiné à réunir des troupes prêtes à entrer en campagne. Chaque jour, elles sont exercées aux différentes manœuvres.

(*Camp sous Dunkerque en août*).

M. de Graville.

Infanterie : gardes françaises, 4 B.; gardes suisses, 2 B.; Bourbonnais, 4 B.; Roth, 1 B.; O'Gilvy, 1 B.; Royal-Écossais, 1 B. — Total : 13 B.

Ce camp, comme le précédent, fut réuni dans le but d'avoir sous la main un corps d'armée prêt à entrer en campagne.

Camp de Valognes.

M. de Raymond.

Camp d'Ifs, sous Caen.

Comte de Beaujeu.

Camp de Banville.

Camp de Compiègne (1763).

Infanterie : 3 régiments et les grenadiers de France.

Cavalerie : 4 régiments et 4 de dragons.

Camp de Verberie (1764).

Il a beaucoup d'analogie avec celui de 1739, composé uniquement d'artillerie et de cavalerie. Après la guerre de Sept Ans, les réformes semblèrent devoir porter sur ces deux armes, qui se montrèrent bien inférieures; elles devaient être appelées à jouer désormais un grand rôle. Gribeauval essayait d'accomplir dès son retour d'Autriche des réformes sérieuses. Son système cependant ne fut adopté qu'en 1765 : probablement après le camp. Quant à la cavalerie, elle subit par l'ordonnance de 1761 une réduction

considérable, et M. de Choiseul assista à tous les exercices de ce camp de 1764 (1).

Le 1er mai, l'intendant de la généralité de Paris se rend à Compiègne, accompagné d'ingénieurs d'artillerie, pour dresser le plan de ce camp et le montrer au duc de Berry et au comte d'Artois. La brigade Desmazis s'établit près de Margny entre les carrières et le chemin de Noyon, où ils construisent un fort et une batterie.

Le 12 juillet, 1,000 canonniers y sont campés. — 13. Arrivée du régiment de Royal-Normandie dans la plaine de Royallieu. — 14. Établissement de pontons pour un passage sur la rivière, au bout de l'île en face de la Terrasse. — Dimanche 15, exercices jusqu'à 8 heures du soir devant le roi, la reine, le dauphin, Mme la dauphine et les ambassadeurs étrangers. — 16. Manœuvres par M. de Choiseul des 2 régiments de cavalerie campés à Royallieu. — 17. Visite du camp par le roi. — 18. Grande revue de la cavalerie et arrivée du régiment de la Marine, la droite à la chaussée de Venette, la gauche au bas de la montagne près de la Folie. — 23. Normandie. — 24. Le régiment de la Reine et celui de la Marine décampent pour leurs garnisons.

Camp de Compiègne.

Deux séries de troupes formèrent cette réunion.

Le 10 juillet 1765, arrivent les régiments de cavalerie : Royal, Royal-Étranger et Bourgogne dans la plaine de Royallieu, et, le 13, ils exécutent devant le roi les manœuvres de la nouvelle ordonnance sous le commandement de M. de Beuvron (2). Ce même jour, le régiment d'infanterie de Condé venait camper dans la plaine de Venette, où, le 16, il est passé en revue par le roi.

Ces régiments sont remplacés le 25 : les régiments de cavalerie à Royallieu par Colonel-général, Mestre-de-camp-général, Dauphin

(1) *Séjour de Louis XV à Compiègne* (1764), *d'après le journal manuscrit de Boulé.*

(2) Beuvron (Anne-François d'Harcourt, marquis de), né le 4 octobre 1727; cornette au régiment de dragons de son frère; lieutenant-colonel, 14 décembre 1744; mestre de camp, 19 mars 1745; brigadier, 22 juillet 1758; maréchal de camp, 20 février 1761.

et Schomberg-dragons, et celui de Condé (1), à Venette, par les grenadiers de France.

Le dauphin, toujours avec son goût fort prononcé pour les détails militaires, et qui avait inutilement demandé au roi un commandement dans l'armée, fut heureux de cette occasion de satisfaire son inclination. Profitant de ce que son régiment faisait partie des troupes du camp, il voulut remplir les fonctions effectives d'un grade qui ne devait être pour lui qu'honorifique. La *Gazette* nous le montre tout occupé chaque jour de son régiment (2).

Le 25, le dauphin conduit son régiment à ses campements; le 27, il fait manœuvrer à pied les dragons; le 28, le roi passe la revue des dragons, le dauphin défile en tête de son régiment; le 29, chaque régiment manœuvre séparément devant le roi. Le dauphin commande son régiment. Le soir, souper chez le duc de Coigny, mestre de camp général des dragons, commandant le camp.

C'est à la suite de ces fatigues et par une journée pluvieuse qu'il gagne un gros rhume. Bientôt sa poitrine est menacée, le camp est dissous et le roi se rend à Fontainebleau. A peine le dauphin fut-il dans cette résidence que son état devint très grave et les médecins n'eurent plus aucun espoir de guérison. Sa piété se montrait vive, mais éclairée; ses mœurs étaient austères. La science du gouvernement le préoccupait; il s'appliquait surtout à connaître les hommes, la véritable science des rois. Sérieux, il fut longtemps méconnu. Il mourut le 20 décembre 1765, âgé de trente-six ans. La royauté allait manquer de son plus solide soutien, car il possédait les lumières pour corriger les abus, la vertu qui inspire le respect et la fermeté qui met des bornes à la licence.

(1) Dans une lettre datée de Gosfield, le 6 février 1809, Louis XVIII disait au prince de Condé, goutteux comme lui : « Vous vous souvenez sûrement, mon cher cousin, qu'au camp de Compiègne, en 1765, mon père se glorifia un jour avec raison de ce que votre chapeau lui allait bien. Vous avez voulu, je crois, à votre tour, avoir quelque chose de commun avec moi; mais, qualité de fils à part, je ne puis m'empêcher de trouver que mon père faisait mieux de vous ressembler par la tête, que vous de m'imiter par les pieds. » (Crétineau-Joly, *Histoire des trois derniers princes de Condé*, t. Ier, p. 17-18.)

(2) On trouve des détails intéressants dans l'histoire de ce prince par M. E. de Broglie (*le Fils de Louis XV, dauphin de France*); seulement il se trompe en mettant ces épisodes au camp de 1764.

Camp de Compiègne (1766).

MM. d'Armentières, lieutenant général; de Boufflers, maréchal de camp.

Infanterie : Champagne, 4; Royal, 4; Dauphin, 3; Hainaut, 3; la Mark, 2 (16 B.), arrivant de Soissons le 17 août, campent dans la plaine de Royallieu. Le roi visite le camp le 19, passe la revue; les troupes manœuvrent et défilent devant lui. Le 24, arrive le régiment de Navarre, il s'établit dans la plaine de Venette (colonel, comte de Guines) et manœuvre le 26, avec les autres, devant le roi. Le camp est levé le 27 septembre.

En 1767, il y eut dans la plaine de Royallieu trois camps successifs d'infanterie suivis d'un de cavalerie.

1er *camp :* M. le comte de Waldner, lieutenant général, commandant. Waldner, Courten et Eptingen (suisses). Ces régiments, arrivés le 17 juillet, sont passés en revue le 19 par le roi.

Les deux autres sont formés de deux divisions d'infanterie. M. le marquis de Ségur, lieutenant général.

1re *division :* Normandie, Aquitaine et Royal-Vaisseaux.

2e *division :* Bourbonnais, Guyenne et la Sarre.

Le roi les passa en revue le 26 juillet et le 2 août. Le régiment de carabiniers, cantonné depuis le 27 juillet dans les environs de Pont-Sainte-Maxence, vint camper le 5 août dans Compiègne; le roi le fait manœuvrer les 8 et 9, et soupe chez M. de Poyanne, mestre de camp, lieutenant du corps.

Camp de Verberie, sous Compiègne, commencé le 1er juillet.

Il est établi sur la rive droite de l'Oise, la droite appuyée au ruisseau de Lancy et la gauche à l'Oise, qui couvre son front à une certaine distance. En arrière de la droite, est le bois Balin; derrière le centre, la ferme de l'Ormeau, et à gauche, le bois d'Ayeux. L'artillerie et le parc se placent en arrière de la gauche; les troupes sont au complet le 15 juillet. M. le baron de Wurmser, lieutenant général, commandant.

Le quartier général est réparti entre les fermes du Marais, de l'Ormeau et du bois d'Ayeux. L'intendance est au Port-Salut.

Division de Puységur : Picardie, 4 B.; Aunis, 4 B.; Vivarais, 2 B.; Lyonnais, 4 B. — Total : 14 B.

Division Rochambeau : Auvergne, 4 B.; Limousin, 2 B.; Chartres, 2 B.; Beauce, 2 B.; Touraine, 4 B. — Total : 14 B.

Division Wurmser : Boccard, 2 B.; Lochmann, 2 B.; Sonneberg, 2 B.; Royal-Bavière, 2 B.; Royal-Deux-Ponts, 2 B.; Royal-Suédois, 2 B.; Nassau, 2 B. — Total : 14 B.

Hussards d'Esterhazy, 3 E.; M. de la Mortière, une brigade d'artillerie (40 canons).

Campement sous la tente et sur une seule ligne.

La position du camp de Verberie ne peut pas être considérée comme bien choisie sous le rapport militaire, parce qu'elle est commandée par des hauteurs, qu'elle est adossée à des marais impraticables, et qu'enfin, si elle était tournée par la droite ou par la gauche, elle n'offrirait pas de moyens de défense; mais, sous le rapport de l'instruction, cette position présente de nombreux avantages. Le terrain en avant du camp permet de faire manœuvrer des divisions, et en franchissant la rivière on trouve des plaines où l'on peut se livrer aux grandes manœuvres; en outre, les routes qui y aboutissent et la rivière rendent faciles les arrivages de denrées et d'approvisionnements de toute espèce, et les villes et villages qui l'entourent offrent des locaux suffisants pour l'établissement de l'hôpital, de la manutention et des différents employés. Deux ponts avaient été jetés sur l'Oise : le premier dans la direction du front de bandière, vers la gauche, pour communiquer avec la grande route de Compiègne; le second, pour communiquer avec la ville de Verberie et la grande route.

Ce fut une sorte de camp de plaisance pour l'éducation du dauphin et de ses frères. Le roi, qui se trouvait à Compiègne, voulut voir ses troupes. A cet effet, chacune des trois divisions, accompagnée par le régiment de hussards et l'artillerie, se rendit successivement dans la plaine de Royallieu où les troupes manœuvrèrent et défilèrent, la 1re division le 21 juillet, la 2e le 23, et la 3e le 25. Le roi, voulant voir manœuvrer les trois divisions réunies, se rendit le 28 au camp de Verberie, accompagné du dauphin et des comtes de Provence et d'Artois. Dans le régiment de

Beauce se trouvait M. Cléon du Barry, capitaine aide-major, qui lui donna une fête (1). (*Gazette de France*, 29 juillet 1769.)

Camp de Tomery, près Fontainebleau (1770).

(1) C'est à ce camp de 1769 que se passa un fait inexactement rapporté, et que rectifie le duc de Choiseul dans une lettre insérée dans le tome IV de la *Revue de Paris* (1829, p. 49) en publiant deux lettres échangées à ce sujet entre Louis XV et son ministre.

Le roi au duc de Choiseul.

« L'on dit que vous avez grondé le chevalier de la Tour du Pin à l'occasion de M[me] du Barry et sur ce que la plus grande partie des officiers avaient dîné chez elle, le jour de la revue : vous avez grondé aussi M. Foulon à son occasion. Vous m'aviez promis que je n'entendrais plus parler de vous sur elle... »

Le duc de Choiseul au roi.

« Je n'ignore pas tous les mauvais propos que l'on tient et, ce qu'il y a de pire, ceux que l'on me fait tenir. Ce qui s'est passé au régiment de Beauce n'est pas plus vrai, mais a plus de vraisemblance. Je n'ai point grondé M. de la Tour du Pin, je ne lui ai pas parlé qu'il eût donné à dîner, ni qu'il en ait reçu. Je suis, Sire, à mille lieues de pareilles misères. Le jour que V. M. a vu manœuvrer les 42 B., on vint me dire que le régiment de Beauce, après que V. M. avait passé devant lui, avait salué et rendu les mêmes honneurs à des personnes de la cour : je ne dis pas un mot à celui qui vint m'en avertir. Le soir, chez moi, on répéta la même chose, à laquelle je n'eus pas l'air de faire attention. Le lendemain, en allant voir manœuvrer cette brigade, je dis à M. de Rochambeau que l'on m'avait rapporté que le régiment de Beauce, de sa division, avait rendu les honneurs à des carrosses autres que ceux de la famille royale, pendant que V. M. était sur le front de la ligne; que cela n'était pas bien, et que je le chargeais de prévenir M. de la Tour du Pin que l'on ne devait pas rendre d'honneurs à personne quand le roi était au camp. M. de Rochambeau me dit qu'il avait suivi Votre Majesté et qu'il ne s'en était pas aperçu. Je fis manœuvrer la division régiment par régiment. Après la manœuvre, je dis à M. de la Tour du Pin que son régiment était beau, qu'il était bien tenu, mais qu'il n'était pas encore ce que je voudrais sous les armes, ni ne manœuvrait avec l'exactitude précise que l'on remarquait aux autres, d'autant plus que le fond du régiment en était très beau et très bon. V. M. a fait M. de la Tour du Pin brigadier, ce que l'on aurait très bien pu ne pas faire, et a accordé toutes les grâces demandées pour le régiment de Beauce, ce qui ne prouve pas de l'humeur de ma part. »

CHAPITRE XII.

RÉUNION TEMPORAIRE D'AVIGNON ET DU COMTAT VENAISSIN A LA FRANCE.

Commencements historiques du pays d'Avignon et du comtat Venaissin. Occupation de 1536. Traité du 13 avril 1623.
1660. 29 *mars*. Louis XIV fait son entrée dans Avignon.
1663. 20 *août*. Il s'empare d'Avignon et du comtat Venaissin.
1688. 28 *septembre*. Seconde occupation.
1768. 11 *juin*. Louis XV en prend possession.
1774. 29 *janvier*. Restitution au pape Clément XIV.

La réunion définitive d'Avignon et du comtat Venaissin à la France, décrétée par l'Assemblée constituante le 14 septembre 1791, fut précédée de trois autres réunions, dont deux sous Louis XIV (1663, 1688), et la troisième sous Louis XV (1768), sans compter les occupations accidentelles de Louis XI et de François Ier.

Au commencement du treizième siècle, Raymond Ier possédait ces deux pays, de même que la Provence, faisant partie du royaume d'Arles, et plusieurs autres au delà du Rhône, et les empereurs d'Allemagne, en leur qualité d'héritiers de ce royaume, y exerçaient encore leurs droits de suzeraineté, lorsque, par suite de la guerre des Albigeois, le comtat Venaissin passa de la domination des comtes de Toulouse sous celle des papes (1).

En 1309, Clément V transféra le saint-siége à Avignon, ville du domaine des rois de Naples, et, en 1348, son successeur Clément VI devint, par donation ou par vente de Jeanne Ire, de

(1) Cette ville devint résidence des papes de 1309 à 1376. Les palais y conservent encore une physionomie ecclésiastique et guerrière, tous construits avec la méfiance italienne. (Stendhal.)

Elle se remplit bientôt de couvents de tout ordre, dont les cloches carillonnaient incessamment, de là le nom d'*Isle sonnante*. (Rabelais.)

Sicile, propriétaire de la ville et de son territoire. Louis XI, en 1476, est le premier roi de France qui s'empara d'Avignon et du comtat Venaissin; François Ier, en 1536, fit de même à l'occasion de la guerre contre Charles-Quint. Le 13 avril 1623, Louis XIII signa un concordat avec Grégoire XV, pour fixer les limites entre la Provence et Avignon, traité dans lequel il reconnut que toute l'étendue des terres en deçà de la Durance appartenait à la pleine souveraineté de Sa Sainteté.

Le 28 janvier 1655, on apprit à Avignon la mort du pape Innocent X, décédé à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Le saint-siège ne resta pas longtemps vacant et le conclave choisit pour l'occuper le cardinal Fabius Chigi, de Sienne, qui prit le nom d'Alexandre VII (1655-1667). Louis XIV, revenant d'Aix, fit son entrée dans Avignon le 29 mars 1660, accompagné de la reine, du maréchal de Villeroy, du duc de Créqui, du duc d'Orléans et de Letellier, premier secrétaire d'État; le vice-légat, le viguier (1), les consuls et la foule allèrent au-devant de lui jusqu'au bac de la Durance : il en repartit le 1er avril, en traversant l'Isle, canal qui reçoit le flot de la fontaine de Vaucluse.

Le 20 août 1662, à la suite d'une rixe survenue à Rome entre des Français et des soldats de la garde corse, la populace prend les armes, fait feu sur tous les Français, et cette horde attaque le palais de l'ambassade. Alors M. de Créqui sort de Rome, se retire à Saint-Quirico en Toscane, jusqu'à la réparation de l'outrage et à la présentation des excuses demandées par le roi de France. Louis XIV s'empare d'Avignon et du Comtat, et fait marcher une armée contre les États de l'Église en Italie. A son approche, la cour de Rome est saisie d'effroi, Alexandre VII accorde toutes les satisfactions demandées, c'est-à-dire la rentrée de l'ambassadeur avec tous les honneurs et les réparations que le traité de Pise détermine; la flétrissure des Corses, déclarés désormais tous indignes à perpétuité de servir dans les États de l'Église; plus, l'érection d'une pyramide à Rome pour perpétuer le souvenir de l'offense et de la réparation. Les papes jouissaient paisiblement

(1) Président d'un tribunal nommé viguerie; prévôt ou juge rendant la justice pour le roi et pour les seigneurs. Les principales vigueries étaient celles de Marseille, Toulouse et Albi.

de leur souveraineté, lorsque Louis XIV, en 1663, se prévalant de sa qualité d'héritier, s'empare d'Avignon. Le 28 août, le comte de Mérinville, lieutenant général en Provence, y fait son entrée. Le roi, voyant qu'Alexandre VII ne se pressait pas de satisfaire à ses demandes, mit sur pied une armée, dont il donna le commandement au maréchal du Plessis, avec ordre d'aller dans ses États et de l'assiéger dans sa capitale, pour faire rendre justice à son cousin le duc de Parme par la restitution de l'État de Castro, conformément à la déclaration adressée le 4 janvier 1664. Déjà les troupes françaises entraient dans le Parmesan, quand le pontife envoya à Pise deux prélats qui conclurent, le 12 février, le traité par lequel Avignon et le Comtat devaient être rendus au saint-siège, dans la première quinzaine de mars, mais sans garnison. Mgr Chigi partit, le 28 avril, pour complimenter Louis XIV à Fontainebleau, où il arriva le 28 juillet; il en repartit le 6 août, après avoir assisté à des revues et à des fêtes en son honneur.

Le 28 septembre 1688, le chevalier de la Varenne, major du régiment de Tessé, part d'Orange pour Vaison à la tête d'une compagnie, y arrête l'évêque qui osait résister à Louis XIV, et, suivi de 6 compagnies de dragons de Tessé, il marche sur Avignon.

Le 30, M. de Castain, exempt des gardes du roi, invitait le vice-légat à faire sortir, tant de cette ville que de Carpentras et du comtat Venaissin, toutes les troupes de Sa Sainteté, infanterie, cavalerie et milice, faute de quoi il allait en aviser M. de la Trousse, lieutenant général. Le vice-légat répondit par une menace d'excommunication. « On me répond avec des bulles, et moi, je répondrai avec la gueule du canon, » s'écria alors M. de Castain. Le lendemain, la garde suisse quitte la ville. M. de la Trousse y entre avec les dragons et 800 hommes d'infanterie. Sur la place Saint-Didier, les tambours ayant battu un ban, le commissaire des guerres dit à haute voix : « Soldats, vous n'avez à prendre chez vos hôtes que le lit et le feu. »

Le 3 octobre, M. de Saint-Jaille, major du régiment de Sault, accompagné des officiers, se présente au vice-légat et lui ordonne de sortir du palais. Après quoi M. le comte de Grignan, gendre de la célèbre Mme de Sévigné, gouverneur de Provence, qui le devint aussi de la province papale, fit opérer le désarmement général des Avignonais et des Comtadins. Depuis 1689, où

Louis XIV rendit au saint-siège la ville d'Avignon et le comtat Venaissin, jusqu'en 1768, où Louis XV les réunit encore à la France, le pays jouit d'une tranquillité parfaite.

En 1721, la peste, qui fit de si grands ravages à Marseille, atteignit aussi Avignon et quelques communes du Comtat.

C'est de 1761 que date la plus grande influence des jésuites dans ce pays. En 1764, on y vit arriver de toutes parts les membres de cet ordre exilés par sentences des différents parlements, et c'est sur ces entrefaites qu'intervint en novembre l'édit par lequel Louis XV leur permettait de vivre en particuliers sous l'autorité des lois du royaume.

Le 20 janvier 1763, paraît l'ordonnance sur la constitution des milices pendant la paix. Cet acte est annulé le 1er février et l'on revint au système en vigueur depuis 1759. A la suite de la formation de 32 régiments de recrues, il devint nécessaire d'obtenir du vice-légat une déclaration écrite autorisant à s'enrôler les individus nés à Avignon et dans le comtat Venaissin.

Au moment où Louis XV résolut de prendre possession d'Avignon et du comtat Venaissin, par suite du mécontentement que lui avait causé la conduite de Clément XIII envers le duc de Parme, son petit-fils, neveu de Charles III, roi d'Espagne et cousin germain de Ferdinand IV, roi des Deux-Siciles, le pape publiait son bref daté du 30 janvier 1768. Sur le refus de le retirer, M. le marquis de Rochechouart, lieutenant général, commandant en Provence en l'absence du gouverneur, le duc de Villars, fut chargé de diriger des troupes sur Avignon et le Comtat; le roi envoyait en même temps au parlement d'Aix les lettres patentes concernant la prise de possession des États du pape enclavés dans son propre royaume. Les troupes françaises y entraient le 11 juin, vers dix heures. Les soldats du pape ayant abandonné tous les postes, 2 B. du régiment Dauphin (n° 16) passent par la porte Saint-Michel, en même temps que 2 E. de dragons Bauffremont (V. Lorraine, n° 8) par la porte Saint-Lazare. « Les dragons étaient à cheval, casque en tête, et les 2 B. de Dauphin précédés de leurs sapeurs, tambours battants, la baïonnette au bout du fusil, drapeau déployé, au son de leur musique. Le général de Rochechouart, en petite tenue, descendit de cheval, donna des ordres aux officiers et se rendit près du vice-légat, qui gouvernait au nom

du pape, et lui dit, selon l'ancien usage usité sous Louis XIV : « Monsieur, le roi m'ordonne de remettre Avignon en sa main, et vous êtes prié de vous retirer. »

Le premier président d'Aix, un second président et huit conseillers, firent publier l'arrêt de réunion. Dans le même temps, toutes les cloches sonnèrent, le peuple fit des feux de joie; on commença dès le jour même à insérer dans tous les actes publics : « Régnant souverain prince Louis par la grâce de Dieu, XV[e] du nom, roi de France et de Navarre, comte de Provence, de la ville d'Avignon et du comtat Venaissin (1). »

Ainsi Louis XIV était entré deux fois dans le domaine d'Avignon, l'une du temps du pape Alexandre VII (2), l'autre pour mortifier Innocent XI (3), qui s'était déclaré son ennemi; et, ayant saisi ces terres comme domaine de la couronne, il les avait rendues deux fois sans faire aucune déclaration qui pût préjudicier au droit qu'il avait de les reprendre. Il faut savoir que lorsque les rois de France reprennent le Comtat, c'est en vertu d'un arrêt du parlement de Provence. Le ministère de France jugea qu'il fallait faire valoir le dernier arrêt de ce parlement qui réunit en 1688

(1) La reine Leczinska mourut le 24 juin 1768, âgée de soixante-cinq ans. Des prières publiques furent ordonnées à Avignon pour le repos de son âme, et le 25 août on y célébra avec pompe la fête du roi.

(2) Alexandre VII (Fabio Chigi), Siennois, 1655-1667. Louis XIV, au comble de sa gloire, se montrait d'une hauteur excessive à l'égard des autres souverains. Le pape, comme tel, ne fut pas épargné ; le roi exigea, avec une violence inouïe, la réparation de l'insulte faite à son ambassadeur le duc de Créqui par la garde corse ; il s'empara d'Avignon et menaça de faire une descente en Italie, si le pape ne licenciait pas sa garde et n'élevait à Rome une pyramide dont l'inscription rappellerait le délit et la punition des Corses. Les hommes sages, dit Muratori, désapprouvèrent le procédé du roi de France pour un incident survenu sans qu'il y eût de la faute du souverain pontife.

C'est à Alexandre VII que Corneille dédia sa traduction de l'*Imitation de Jésus-Christ,* et il pouvait y lire :

Et ceux qu'on voit porter et le sceptre et la tiare
N'en sont pas plus exempts que toi.

(3) Innocent XI (Benoit Odelscalchi), de Côme en Milanais, 1676-1689. Il avait résolu de supprimer le droit de franchise que les ambassadeurs à Rome s'étaient arrogé et qui était la cause de désordres. Toutes les cours d'Europe s'y soumirent, excepté la cour de France; Louis XIV envoya à Rome Lavardin, à la tête de 800 hommes. Malgré les protestations du pape, il fit son entrée dans la capi-

Avignon et le Comtat à la couronne. Cet arrêt n'avait point été spécialement révoqué; ainsi il fut mis à exécution comme subsistant dans toute sa force.

Après la mort de Clément XIII, le 2 février 1769, le conclave élut pour successeur, le 19 mai, presque à l'unanimité, le cardinal Laurent Ganganelli, préconisé sous le nom de Clément XIV. A ce moment, Avignon était victime d'une grande quantité de vols, commis pendant les nuits à la faveur de l'obscurité, que ne dissipait aucun réverbère.

« Les soldats de la garnison, raconte Levieux de Laverne, furent soupçonnés de ces vols : les 2 B. de Castellas suisse (nº 52), modèle de discipline, venaient de partir d'Avignon le 6 septembre 1770, au grand regret des habitants. Ils avaient été remplacés, le 12 octobre, par le régiment de Rouergue (nº 42), arrivant de l'île de Corse, chargé de soldats malades et couverts de vermine. Ils y étaient restés six ans, ayant pour la plupart la gale et d'autres maladies. Les 2 B. de ce régiment, qui auraient dû compter 1,200 hommes pour être au complet, étaient à peine de 700 à leur arrivée. Les 500 qui manquaient étaient morts dans les hôpitaux de la Corse et de Toulon. » Ainsi leur état physique se ressentait de leur état moral, et il était grand besoin de refaire l'un et l'autre. On en arrêta quelques-uns; mais pour l'honneur du corps, dit Levieux de Laverne, « les officiers en ont fait une justice si secrète qu'il en a transpiré peu de chose ». Le séjour des troupes françaises augmenta le mécontentement des Avignonais à cause de la charge imposée à la ville par la fourniture de tout ce que prescrivait l'ordonnance du roi, sans compter les dépenses de chevaux, de voitures aux officiers.

Le 21 juillet 1773, la bulle pour l'abolition de la société de Jésus fut donnée à Rome par Clément XIV (1), et envoyée à tous

tale du monde chrétien à la tête de ce cortège. Innocent XI lui refusa audience et jeta l'interdit sur l'église Saint-Louis des Français, où Lavardin allait communier. Louis XIV fit interjeter appel comme d'abus de la bulle d'excommunication et s'empara du comtat Venaissin. Plus tard Louis XIV mit des bornes à ses prétentions, rendit Avignon à Alexandre VIII, et renonça pour ses ambassadeurs au droit de franchise.

(1) Clément XIV (Laurent Ganganelli), pape en 1769 : né le 31 octobre 1705, mort le 22 septembre 1774. A son avènement, les cours de France et de Madrid

les évêques. Le roi de Naples, le 29 janvier 1774, rendait au pape le duché de Bénévent et Ponte-Corvo; le roi de France, Avignon et le comtat Venaissin. C'est ainsi que la destruction de l'ordre des jésuites eut pour conséquence la restitution d'Avignon et du comtat Venaissin au saint-siège.

Le 21 avril 1774, arriva à Avignon le général Rochechouart (1); le 22, il fit la lecture publique de la déclaration royale; puis il se rendit à Carpentras, accompagné de la garde suisse. Revenu à Avignon, il en repartit le 25, suivi du régiment, par le chemin qui conduit au bac de Noves, où il passa la Durance. Il laissait derrière lui les meilleurs souvenirs de son gouvernement. Pendant les années que dura l'occupation française, de grandes améliorations furent introduites dans le gouvernement de cette ancienne enclave pontificale; l'administration de la justice fut établie sur le modèle des tribunaux français, le tribunal de l'inquisition disparut, les municipalités et les assemblées générales furent organisées et entrèrent en fonction.

Tous les esprits sages regardaient comme prochaine à un moment donné la réunion définitive d'Avignon et du comtat Venaissin à la France. Si le pape et le roi l'eussent accomplie d'un commun accord, que de maux ils auraient épargnés à ce pays, en prévenant les déchirements intérieurs, les pendaisons du 10 juin, la guerre civile, les massacres de la Glacière et tous les préludes de la Révolution! Cette réunion définitive fut décrétée le 14 septembre 1791 par l'Assemblée constituante; mais Louis XIV et Louis XV avaient tracé la voie par laquelle cette enclave pontificale retourna à la France.

se coalisent contre le saint-siège : non contentes d'avoir expulsé les jésuites, elles exigent leur suppression. Ce fut le dernier acte de son pontificat. Clément XIV et Louis XV moururent la même année; le pape sous le poids des angoisses, le roi sous les remords de son existence.

(1) Mort le 24 mai 1775, pleuré par la ville entière.

FIN.

TABLE

DES NOMS CITÉS, AVEC LEURS NOTICES, DANS L'OUVRAGE

DES *GUERRES SOUS LOUIS XV.*

K

L

M

N

O

P

R

S

T

U

V

W

X

Z

ERRATA.

Page 104, ligne 2.

Lisez : Guibert, fils du lieutenant général, gouverneur des Invalides, mort en 1786.

TABLE DES CHAPITRES

Chez MM. FIRMIN-DIDOT, Éditeurs.

DU MÊME AUTEUR :

PAJOL,

GÉNÉRAL EN CHEF,

TROIS VOLUMES IN-8° AVEC ATLAS DE HUIT CARTES ET PORTRAIT,

COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE.

1874.

KLÉBER,

SA VIE, SA CORRESPONDANCE,

UN VOLUME IN-8° ACCOMPAGNÉ D'UN PORTRAIT,

COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE.

1877.

LES GUERRES SOUS LOUIS XV,

SEPT VOLUMES IN-8° ET UN ATLAS,

Un portrait de Louis XV à l'eau-forte.
Trois dessins d'uniforme par Éd. Detaille.
Quatre cartes : n°s 1 et 2 d'Allemagne, n° 3 d'Italie, n° 4 de Flandre.

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT. — MESNIL (EURE).



